



# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS (DELIBERATIONS)



# CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1er février 2010



## Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

# SOMMAIRE

	<b>Pages</b>
- <b>Feuille de présence .</b>	<b>2</b>
- <b>Ordre du jour de la Séance</b>	<b>3 à 15</b>
- <b>Délibérations</b>	<b>16 à 495</b>

DU CONSEIL MUNICIPAL

Convoqué le 26 janvier 2010

Le Conseil Municipal s'est réuni le 1<sup>er</sup> février 2010

sous la Présidence de Madame AUBRY, Maire

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 61

Etaient présents : Mmes AUBRY, BACLE, BAERT, M. BODIOT, Mmes BRESSON, BULKE, M. CACHEUX, Mme CATTELIN, M. CHARLES, Mmes CULLEN, DALEUX, M. DECOCQ, Mmes DELACROIX, DEMESSINE, M. DENDIEVEL, Mmes DENDOUGA, DJEDOU, MM. de SAINTIGNON, DURAND, Mmes FABER, FILLEUL, MM. FREMAUX, HANNA, HANOI, Mme HERLEM, MM. IFRI, KANNER, Mme KECHEMIR, MM. LABBEE, LAMBIN, Mmes LANOY, LEBLANC, LEDEZ, LEMAHIEU, LINKENHELD, MAHIEU, MM. MALY, MARCHAND, MASSART, Mme MAUROY, MM. MUTEZ, OURAL, PARGNEAUX, PAUCHET, PLANCKE, PRADAL, QUIQUET, Mme RENGOT, M. RICHIR, Mmes ROUGERIE-GIRARDIN, SAIFI, M. SANTRÉ, Mmes STANIEC, TCHOFFO, MM. THIOT, THORÉ, Mme TILLIE-LEBLOND, MM. TOSTAIN, VANDAMME, VICOT.

Etait excusée : Mme BOUCHART.



# O R D R E   D U   J O U R

<u>N<sup>o</sup>s</u> <u>Délibérations</u>	<u>TITRES</u>	<u>N<sup>o</sup>s</u> <u>Pages</u>
<b>Dossier rapporté par Madame le Maire</b>		
	Compte rendu au Conseil Municipal des arrêtés pris en vertu des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.	15
10/1 –	Conseils de quartier – Désignation de Conseillers de quartier.	59
10/3 –	Syndicat Intercommunal Lille La Madeleine (S.I.L.I.L.A.M.) – Remplacement d’un représentant suppléant de la Ville au Comité du Syndicat.	69
10/4 –	Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de l’Université de Lille 2 – Désignation d’un représentant du Conseil Municipal au Conseil de la Faculté.	70
10/141 –	Subvention exceptionnelle à la Fondation de Lille pour l’aide d’urgence à la suite du séisme en Haïti.	71
10/142 –	Lille-Fives, Hellemmes – Restructuration urbaine du site anciennement FCB – Réalisation du lycée hôtelier en co-maîtrise d’ouvrage Ville de Lille – Région Nord/Pas-de-Calais.	72
10/143 –	Motion sur les réformes en cours dans le secteur Petite Enfance.	74
 <b><u>COMMUNE ASSOCIEE D’HELLEMMES</u></b>		
10/5 –	Commune Associée d’Hellemmes – Versement de subventions aux associations.	76
10/6 –	Commune Associée d’Hellemmes – Versement de subventions aux associations culturelles.	78
10/7 –	Commune Associée d’Hellemmes – Soutien à un échange franco-britannique organisé par l’école Berthelot/Sévigné.	80
10/8 –	Commune Associée d’Hellemmes – Attribution de subvention aux association oeuvrant en faveur de la jeunesse.	81
10/9 –	Commune Associée d’Hellemmes – Soutien aux associations oeuvrant sur le temps périscolaire.	83
10/10 –	Commune Associée d’Hellemmes – Soutien aux associations de parents d’élèves et au collège.	85

10/11 –	Commune Associée d’Hellemmes – Coopératives scolaires – Versement de subventions à l’OCCE du Nord.	86
10/12 –	Commune Associée d’Hellemmes – Mise à disposition des salles communales – Application de nouveaux tarifs.	88

### **COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

10/13 –	Commune associée de Lomme – Subventions 2010.	90
10/14 –	Commune associée de Lomme – Subventions pour ravalement de façades.	95
10/15 –	Commune associée de Lomme – Subventions pour installations solaires.	97
10/16 –	Commune associée de Lomme – Octroi d’aides à la rénovation énergétique des logements privés nommées : primes à l’isolation.	99
10/17 –	Commune associée de Lomme – Mise à disposition de personnel, de locaux et de matériels pour les accueils de loisirs des associations de quartier.	101
10/18 –	Commune associée de Lomme – Opérations Ville-Vie-Vacances et Loisirs des Jeunes dans le Nord 2010.	103
10/19 –	Commune associée de Lomme – Pack’ados – Loisirs actifs des 13/17 ans – Partenariat avec l’association Planète Jeunes.	104
10/20 –	Commune associée de Lomme – Coup de pouce BAFA.	106
10/21 –	Commune associée de Lomme – Programme Local de l’Habitat – Veille foncière sur des terrains à la Mitterie, rues de Lompret et du Chemin Noir.	108
10/22 –	Commune associée de Lomme – Avis sur la création de la ZAC Tournebride.	110

### **FINANCES**

10/23 –	Exercice 2010 - Virements de crédits - Décision Modificative n° 1.	111
10/24 –	Régie pour la commande ou la réalisation d'oeuvres d'art dans les espaces publics lillois - Autorisation relative aux dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif 2010.	122
10/25 –	Animation de la Gare Saint-Sauveur durant l’année 2010 – Subvention à l’association Lille3000.	123
10/26 –	Subvention à l’association Lille3000.	126

## **ECONOMIE**

- 10/27 – Implantation de la Maison de l'Emploi de Lille, Lomme, Hellemmes, Armentières, du PLIE et des services centraux de REUSSIR-la Mission Locale de Lille dans les ex-locaux du Commissariat Central – Convention de mise à disposition. 128

## **DEVELOPPEMENT DURABLE – AGENDA 21**

- 10/77 – Agenda 21 - Soutien à l'association l'Entorse. 130

## **CONSEIL DES RESIDENTS ETRANGERS**

- 10/78 – Conseil des Résidents Etrangers de Lille (C.R.E.L.I) - Désignation des membres. 131

## **ESPACES VERTS**

- 10/28 – Gratuité des activités encadrées de grimpe dans les arbres. 138
- 10/29 – Diagnostic de dangerosité des arbres - Marché à bons de commande sur appel d'offres ouvert. 139
- 10/30 – Animation des parcs et jardins - Subventions à diverses associations. 141
- 10/31 – Fourniture de voirie - Marché à bons de commande sur appel d'offres ouvert – Relance du lot n° 4. 144
- 10/32 – Entretien et maintenance des aires de jeux collectives de plein air pour la Ville de Lille et ses communes associées d'Hellemmes et de Lomme – Marché de service sur appel d'offres ouvert (Annule et remplace la délibération n° 09/1075 du 18 décembre 2009). 145

## **PLACES PUBLIQUES**

- 10/33 – Quartier du Vieux-Lille - Aménagement de la place Saint-André - Groupement de commandes avec Lille Métropole Communauté Urbaine pour le choix d'un concepteur unique. 146

## **RELATIONS AVEC LES UNIVERSITES - RECHERCHE**

- 10/34 – Relations avec les Universités et Recherche - Subventions pour l'organisation de colloques à Lille. 148

## **POLITIQUE DE LA VILLE**

- 10/35 – Politique de la Ville - Fonds Social Européen - Avenants financiers de régularisation pour les programmations du second semestre 2007 et de l'année 2008. 151

10/36 –	Politique de la Ville - Association Itinéraires - Aide à l'emploi d'un adulte relais.	159
10/37 –	Politique de la Ville - Adoption de la programmation 2010 pour les quartiers Centre, Saint-Maurice, Vieux-Lille et Vauban.	161
10/38 –	Politique de la Ville - Adoption de la programmation 2010 du Contrat Urbain de Cohésion sociale (2007-2010).	168

### **COORDINATION DES QUARTIERS**

10/39 –	Crédits décentralisés - Aides financières en faveur d'actions dans les quartiers.	223
---------	---	-----

### **SPORT**

10/40 –	Grand Projet Urbain - Complexe sportif Driss Berkani - Phase 2 – Aménagement d'ouvrages annexes - Avenants aux marchés de travaux.	226
---------	--	-----

### **PROJET EDUCATIF GLOBAL**

10/41 –	Evaluation du Projet Educatif Global de la Ville de Lille et de ses communes associées de Lomme et d'Hellemmes - Avenant n° 1 au marché n° 09S0260.	229
---------	---	-----

### **ACTION FONCIERE**

10/42 –	Terrain sis à Saint-André, boulevard Robert Schuman - Vente par la Ville à Lille Métropole Communauté Urbaine d'une emprise de 837 m².	230
10/43 –	Grand Projet Urbain - Habitat ancien - Immeuble sis à Lille, 38 rue du Long Pot – Achat par la Ville à Madame BUQUET.	231
10/44 –	Grand Projet Urbain - Projet "Cannes Postes" - Acquisition par la Ville d'une partie de parcelles, propriété de Lille Métropole Habitat.	232
10/45 –	Grand Projet Urbain - Déclassement partiel du terrain de football Anquetil, situé rue Jules Vallès à Loos.	234
10/46 –	Grand Projet Urbain - Cession au profit de Pierres et Territoires de France Nord de parcelles sises à Lille, rues de l'Asie, Vermeersch et Wagner.	235
10/47 –	Centre Eurorégional des Cultures Urbaines et extension de la maison Folie de Moulins - Transfert de propriété de parcelles communautaires au profit de la Ville.	237

## **SENIORS**

10/48 –	Versement d'une subvention d'investissement au CCAS pour la réhabilitation de la résidence des Dintellières.	239
---------	--	-----

## **GESTION DE LA VOIRIE**

10/49 –	Mise à disposition, pose et entretien de sanitaires publics automatisés sur le territoire de la Ville de Lille et des communes associées de Lomme et d'Hellemmes - Marché de location maintenance sur appel d'offres ouvert.	240
---------	--	-----

## **PROPRETE – HYGIENE PUBLIQUE**

10/50 –	Frais d'enlèvement de dépôts sauvages - Demande de remise gracieuse.	241
---------	--	-----

## **SOLIDARITE INTERNATIONALE ET COOPERATION DECENTRALISEE**

10/51 –	Subvention à l'association Kenkeliba.	242
10/52 –	Subvention aux associations Un : Terre, agir ! et Action TS Baggio.	243
10/53 –	Partenariat Ville de Lille – Association France Volontaires.	245
10/54 –	3ème édition du festival ludique à Oujda - Subvention à l'association Wellouëj.	248

## **ACHATS TRANSVERSAUX**

10/55 –	Autorisation de signer les marchés engagés selon une procédure formalisée ainsi que les avenants.	250
---------	---	-----

## **RELATIONS INTERNATIONALES**

10/56 –	Subvention aux associations No Man's Langue et Carnaval de Moulins.	259
---------	---	-----

## **AMENAGEMENT DE LA VOIRIE**

10/57 –	Travaux d'aménagement d'espaces publics en accompagnement des travaux de voirie communautaires - Autorisation de signature du lot 7.	261
10/58 –	Grand Projet Urbain - Réalisation d'un square et d'une voie au coeur de l'opération Asie/Wagner - Autorisation de signature des marchés de travaux.	263
10/59 –	Requalification de la rue Jules Guesde - Groupement de commandes avec Lille Métropole Communauté Urbaine pour le choix d'un concepteur unique.	264

10/60 –	Etude urbaine pour la création d'une nouvelle façade urbaine du quartier Vauban-Esquermes et mission de maîtrise d'oeuvre pour l'extension de la place Leroux de Fauquemont et la création du parvis des équipements – Avenant n° 1 au marché de maîtrise d'oeuvre et lancement du marché de travaux.	266
10/61 –	Quartier de Lille Centre - Aménagement de la rue du Molinel - Groupement de commandes avec Lille Métropole Communauté Urbaine pour le choix d'un concepteur unique.	268

## **POLITIQUE DU STATIONNEMENT**

10/62 –	Stationnement payant sur voirie - Lancement d'un appel d'offres ouvert. (Annule et remplace la délibération n° 09/962 du 16 novembre 2009).	270
---------	---	-----

## **CULTURE**

10/63 –	Grand Projet Urbain - Construction d'un équipement polyvalent - Secteur Arras/Europe - Autorisation de signature du permis de construire.	272
10/64 –	Travaux de création en étage de locaux au Théâtre du Grand Bleu - Avenant n° 1 au marché de travaux.	273
10/65 –	Travaux de création en étage de locaux au Théâtre du Grand Bleu - Avenant n° 2 au marché n° 09S0056 - Lot 03.	275
10/66 –	Subventions aux associations culturelles.	276
10/67 –	Arts Visuels - Transphotographiques 2010 - Subvention à la Maison de la Photographie - Convention.	287
10/68 –	Marché de conservation préventive et curative des collections des musées et du patrimoine de la Ville de Lille.	288
10/69 –	Palais des Beaux-Arts - Convention de partenariat "Pass Régional Grand"TER".	291
10/70 –	Palais des Beaux-Arts - Convention de dépôt d'une œuvre avec la Ville de Beaufort-en-Vallée.	292
10/71 –	Palais des Beaux-Arts - Fixation de la redevance pour l'occupation de la librairie boutique du Musée.	293
10/72 –	Palais des Beaux-Arts – Prêt de toiles à la Ville de Conversano (Italie).	295
10/73 –	Musée de l'Hospice Comtesse - Acquisition d'une cuiller en argent de l'orfèvre lillois HARDY	297
10/74 –	Maison Folie de Moulins – Convention de partenariat entre la Ville et la radio France Bleu Nord.	298

## **BIBLIOTHEQUES ET LECTURE PUBLIQUE**

10/75 –	Bibliothèque municipale - Renouvellement de l'adhésion de la Ville à QuestionPoint pour l'année 2010 - Règlement de cotisation.	299
10/76 –	Gratuité d'accès des Villeneuvois à la Bibliothèque municipale - Convention de partenariat.	300

## **POLITIQUE DU LOGEMENT**

10/79 –	Transfert de l'Atelier Populaire d'Urbanisme de Wazemmes - Aménagement – Ajustement du coût d'opération - Autorisation de signature des marchés de travaux.	301
10/80 –	Grand Projet Urbain - Subvention pour surcharge foncière à Lille Métropole Habitat - ZAC Porte de Valenciennes.	303
10/81 –	Grand Projet Urbain - Subvention pour surcharge foncière à la SA d'HLM VILOGIA - Bois Blancs 2 - ZAC Rives de la Haute Deûle.	304
10/82 –	Grand Projet Urbain - Subvention pour surcharge foncière à la SA d'HLM VILOGIA - Margueritois Lille-Sud, îlot 2.	305
10/83 –	Grand Projet Urbain - Subvention pour surcharge foncière à la SA d'HLM VILOGIA - ZAC Porte de Valenciennes - Lot 1.2.1.	307
10/84 –	Aides financières aux bailleurs sociaux pour la production et la résidentialisation de logements locatifs sociaux et la production de logements en accession sociale.	308
10/85 –	Politique de l'Habitat - Création d'une servitude de mixité sociale et de taille de logement - Modification du PLU.	310
10/86 –	Subventions aux associations agissant dans le domaine du logement - Appel à projet 2010 - Versement d'avances.	316
10/87 –	Primes habitat durable - Octroi de primes municipales : isolation, OPAH-RU, sortie d'insalubrité.	319
10/88 –	Réhabilitation de la courée Faget - Convention avec LMCU portant désignation de la Ville comme maître d'ouvrage de l'opération - Marché de maîtrise d'oeuvre - Marché de travaux - Autorisation de signature.	324

## **MAISONS DE QUARTIERS ET CENTRES SOCIAUX**

10/89 –	Centres sociaux et Maisons de quartier - Avenants aux contrats d'objectifs signés en conformité avec la délibération n° 03/519 du 30 juin 2003 - Versement du solde de la subvention d'animation globale et de subventions exceptionnelles et intégration de subventions accordées par ailleurs.	326
---------	--	-----

## **EMPLOI – INSERTION**

10/90 –	Association AC ! Métropole Lilloise - Participation financière de la Ville aux frais de fonctionnement - Subvention.	344
10/91 –	Réhabilitation du bâtiment administratif du site Fives Cail Babcock en vue d'y aménager la Bourse du Travail - Lancement de la consultation et autorisation de signature du marché d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination.	346
10/92 –	Organisations syndicales locales - Subventions.	348
10/93 –	Union Syndicale Solidaires Nord/Pas-de-Calais - Subvention.	350

## **POLICE MUNICIPALE**

10/94 –	Fourrière Municipale - Enlèvement de véhicules automobiles - Remboursement des frais.	352
10/95 –	Démolition des bâtiments existants et mise en place de bâtiments modulaires pour la Fourrière municipale - Avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre.	353

## **C.L.S.P.D.**

10/96 –	Plan d'Actions de Prévention - Subventions à diverses associations - Programme 2010 - Adoption.	354
10/97 –	Plan d'Actions de Prévention - Volet Prévention de la délinquance du Contrat Urbain de Cohésion Sociale - Programme 2010 - 1ère répartition- Adoption.	362

## **EDUCATION ET ENSEIGNEMENT ARTISTIQUES**

10/99 –	Conservatoire à Rayonnement Régional - Actualisation des tarifs pour l'année scolaire 2010/2011.	369
---------	--	-----

## **COLLEGES, LYCEES**

10/100 –	Subvention au collège Louise Michel pour le projet de voyage à Barcelone.	375
----------	---	-----

## **MODES DE GARDE**

10/101 –	Réhabilitation de la crèche de Fives - Accord cadre de maîtrise d'oeuvre– Autorisation de signature de deux marchés subséquents.	376
----------	--	-----



## **DROITS DE L'HOMME – LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS**

10/102 –	Lutte contre les Discriminations – Plan de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité des Chances.	378
----------	--	-----

## **COMMERCE**

10/103 –	Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services - Aide directe à la rénovation de vitrines et amélioration des équipements de sécurité des entreprises commerciales, artisanales et de services à Fives - Subvention.	397
10/104 –	Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services à Lille 2007/2010 - Reconstitution du partenariat avec l'association Les Boutiques du Faubourg - Soutien au poste et subvention pour diverses animations commerciales.	399
10/105 –	Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services à Lille 2007/2010 - Axe Animation et promotion commerciale – Versement de soldes de subventions 2009 - Régularisation d'un trop-perçu.	402
10/106 –	Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services à Lille 2007/2010 - Axe Animation et promotion commerciale – Subvention aux Unions commerciales Gambetta et Saint-Maurice-Pellevoisin.	406
10/107 –	Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services 2007/2010 - Reconstitution du partenariat avec la Fédération du Commerce, de l'Artisanat et des Services (FLCAS) - Financement des postes – Soutien au projet de plate-forme juridique.	409
10/108 –	Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services - Sollicitation du Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (F.I.S.A.C.).	413
10/109 –	Plan Local d'Action pour le Développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services 2007-2010 - Subvention au Groupement des Acteurs Economiques de Lille Centre (G.A.E.L.) - Reconstitution du partenariat pour le financement des missions de coordination et des postes de stewards urbains - Subvention pour une animation commerciale.	419
10/110 –	Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services – Adoption de la charte Enseignes.	422

## **HALLES ET MARCHES DE PLEIN AIR**

10/111 –	Mise aux normes européennes des marchés de plein air – Subvention - Avenant à la convention entre l'Etat et la Ville..	423
----------	--	-----

10/112 –	Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services 2007/2010 - Axe Promotion des marchés de plein air - Subvention à l'association Caulier Fives Animation.	424
10/113 –	Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services à Lille 2007/2010 - Axe Promotion des marchés de plein air – Versement du solde de subvention 2009 - Syndicat des commerçants des Marchés de France du département du Nord.	426

### **MAISON DES ASSOCIATIONS**

10/114 –	Labellisation de la Maison des Associations comme Pôle Ressources associatif.	428
----------	---	-----

### **ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

10/115 –	Plan pluriannuel de développement de l'économie sociale et solidaire (PLDESS) Prolongation du plan jusqu'au 31 décembre 2010.	430
10/116 –	Plan pluriannuel de développement de l'économie sociale et solidaire (PLDESS) – Plan Climat - Création de la SCIC SOLIS COOP.	432

### **PATRIMOINE**

10/117 –	Patrimoine - Attribution de subventions au titre de l'année 2010 - 1er trimestre.	434
----------	---	-----

### **ECONOMIES D'ENERGIE, ENERGIES ET FLUIDES**

10/118 –	Aide à l'installation de chauffe-eau solaires et d'installations photovoltaïques à destination des Lillois.	435
10/119 –	Primes Habitat Durable - Attribution d'une aide à l'installation de panneaux solaires à destination des bailleurs sociaux et des promoteurs privés.	438
10/120 –	Primes Habitat Durable – Reconstitution de l'aide à l'installation d'équipements solaires à destination des bailleurs et des promoteurs pour les opérations de constructions neuves et de réhabilitations de logements pour l'année 2010.	443

### **GESTION TECHNIQUE DES BATIMENTS COMMUNAUX**

10/121 –	Réalisation de diagnostics, investigations et études techniques sur le bâti de la Ville de Lille et de ses communes associées d'Hellemmes et de Lomme – Modification des seuils.	448
----------	--	-----

10/122 –	Travaux d'entretien des propriétés communales de la Ville de Lille et de ses communes associées d'Hellemmes et de Lomme - Marché n° 60794 – Avenant n° 1 au lot 19 - Changement de raison sociale.	449
10/123 –	Installations de production d'eau chaude sanitaire des offices de restauration de l'école Desbordes Valmore et du groupe scolaire Philippe de Comines Victor Duruy par capteurs solaires - Avenant n° 1 au marché 09S0218 - Changement de raison sociale.	450
10/124 –	Marché de nettoyage des Arcades de l'Hôtel de Ville et des salles municipales – Appel d'offres ouvert. (Annule et remplace la délibération n° 09/437 du 18 mai 2009).	451
10/125 –	Diagnostic technique solidité et sécurité du patrimoine et suivi des travaux de confortement et de modernisation - Appel d'offres ouvert.	452
10/126 –	Travaux de maintenance dans les écoles de la Ville en 2010 et 2011 - Appel d'offres ouvert.	457

### **SUIVI DES PROJETS URBAINS**

10/127 –	Adoption du Cadre stratégique Eco-Quartiers.	459
10/128 –	Opération Souham - Traité de concession à la SAEM Euralille - Approbation du compte rendu d'activités au concédant - Avenant de prolongation.	462
10/129 –	Restructuration urbaine du site FCB - Lancement de la concertation préalable.	464
10/130 –	Schéma de quartier de Saint-Maurice Pellevoisin – Actualisation.	466

### **AUTORISATIONS D'URBANISME**

10/131 –	Ravalement de façades – Subventions.	469
10/132 –	Ravalement de façades - Subventions exceptionnelles concernant la rue des Postes et la "Colonne Vertébrale" de Wazemmes.	472

### **ECONOMIES D'EAU**

10/133 –	Primes Habitat Durable - Reconstitution de l'aide à l'installation de systèmes de récupération d'eau pluviale à destination des Lillois, des associations, des bailleurs sociaux et des promoteurs privés (constructions neuves et réhabilitations) pour l'année 2010.	474
----------	--	-----

### **ACTIVITES SPORTIVES**

10/134 –	Délégation Activités sportives - Opération de vacances scolaires.	480
----------	---	-----

### **PLAN VELO**

10/135 –	Attribution d'une subvention à l'association Kraft.	482
----------	---	-----

### **JEUNESSE**

10/136 –	Projets Jeunesse - Subvention à l'initiative de Projets de Jeunes	483
10/137 –	Projet Jeunesse 2010 - Avance sur subvention à l'Union Française de la Jeunesse.	487

### **CINEMA – AUDIOVISUEL – ARTS NUMERIQUES**

10/138 –	Direction des Arts du Spectacle et de la Musique - Programme "Lille, Ville d'Arts du Futur" - Sollicitation de subventions auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication) et du Conseil Nord/Pas-de-Calais – Admission en recettes.	489
10/139 –	Lille, Ville d'Arts du Futur - Attribution d'une subvention à l'association RECIF pour la Compagnie l'Amant Bilingue.	491
10/140 –	Subventions aux associations de cinéma et audiovisuel.	493

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

OBJET

**Compte rendu au Conseil Municipal**  
**des arrêtés pris en vertu des articles**  
**L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général**  
**des Collectivités Territoriales.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibérations n° 08/242 et n° 08/243 du 31 mars 2008, le Conseil Municipal a accordé, en vertu des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, délégation au Maire pour les objets limités énumérés ci-dessous :

1. arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
2. fixer, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;
3. procéder, dans les limites fixées par le Conseil Municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du c de ce même article (dérogation à l'obligation de dépôt des fonds disponibles au Trésor), et de passer à cet effet les actes nécessaires.
4. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
5. décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
6. passer les contrats d'assurance ;
7. créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
8. prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
9. accepter les dons et les legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
10. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;

11. fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
12. fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
13. décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
14. fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
15. exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;
16. intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le Conseil Municipal ;
17. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le Conseil Municipal.
18. réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé préalablement par le Conseil Municipal

Aux termes de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales les décisions prises en vertu de l'article L.2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des Conseils Municipaux sur les mêmes objets.

De plus, le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal des décisions prises dans le cadre de cette délégation. En conséquence, un tableau récapitulatif de ces décisions est annexé à la présente délibération.

Délégation de compétences au Maire conformément aux dispositions  
des articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales  
et des délibérations du Conseil Municipal n° 08/242 et n° 08/243 du 31 mars 2008

Tableau mis à jour le 22 janvier 2010

Numéro d'ordre	Date de l'arrêté	Service d'origine	Objet	Montant	Dépôt en Préfecture le
N° 09/104	8 décembre 2009	Centrale d'Achats	Un avenant à la convention de mise à disposition d'un emplacement situé au 1 <sup>er</sup> étage de l'Hôtel de Ville, place Augustin Laurent et au site de formation Debierre, 205, rue Charles Debierre, pour l'installation de distributeurs automatiques de boissons, est passé avec la Société TOPSANE, en vue de proroger ladite convention jusqu'au 30 avril 2010.		24 décembre 2009
N° 09/105	9 décembre 2009	Education	Des locaux scolaires dans les établissements primaires et maternels de la Ville sont mis à disposition des associations pour y organiser des activités à caractère culturel, sportif ou socio-éducatif pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. (novembre 2009)	Mise à disposition à titre gratuit	9 décembre 2009
N° 09/106	11 décembre 2009	Action Foncière	La Ville exerce son droit de préemption sur la vente de l'immeuble sis à Hellemmes, 94 rue Jean Bart (lots 4 et 15 et les 94/1000 <sup>ème</sup> des parties communes).	Offre de préemption : 100 000 €	11 décembre 2009

Numéro d'ordre	Date de l'arrêté	Service d'origine	Objet	Montant	Dépôt en Préfecture le
N° 09/107	14 décembre 2009	Finances	Un emprunt GAIA CT d'un montant de 9.603.659 € est réalisé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de l'acquisition de l'espace Saint-Sauveur SNCF.	Taux d'intérêt : 1,85 % sur 15 ans	17 décembre 2009
N° 09/108	14 décembre 2009	Economie Sociale et Solidaire	Une convention de mise à disposition d'un espace dans le hall de l'Hôtel de Ville est passée avec l'association « FINANSOL », afin d'y réaliser une exposition temporaire de portraits de créateurs ayant bénéficié du soutien et de l'accompagnement d'acteurs de la finance solidaire du 4 au 25 novembre 2009.	Mise à disposition à titre gratuit	15 décembre 2009
N° 09/109	16 décembre 2009	Finances	Il est institué une régie de recettes temporaire à la Mairie de quartier de Lille-Sud pour expérimentation du compte famille auprès des écoles Turgot/Jean Bart.		17 décembre 2009
N° 09/110	17 décembre 2009	Manifestations festives	Une convention de mise à disposition temporaire d'un local à usage de bar et restauration légère est passée avec l'Union des Commerçants du Parc JB Lebas, du 1 <sup>er</sup> décembre 2009 au 1 <sup>er</sup> mars 2010.	10 % du chiffre d'affaires	17 décembre 2009



Numéro d'ordre	Date de l'arrêté	Service d'origine	Objet	Montant	Dépôt en Préfecture le
N° 09/111	24 décembre 2009	Affaires Juridiques	Maître Catherine LEMAIRE, Avocate demeurant 8 rue du Palais de Justice à Lille, est désignée pour représenter la Ville dans l'information engagée contre elle pour blessures volontaires avec ITT supérieure à 3 mois sur la personne de Sofiane TAHLA, devant le juge d'instruction du TGI de Lille, le 2 février 2010.		24 décembre 2009
N° 09/112	21 décembre 2009	Finances	La Ville de Lille réalise un prêt crédit long terme renouvelable appelé « Prêt Multi-Index Revolving » de 20 Millions d'euros est réalisé auprès de la Caisse d'Epargne dont le siège social est à Lille, 135 Pont de Flandres, pour assurer le financement de ses programmes d'investissement.		22 décembre 2009
N° 09/113	21 décembre 2009	Action Foncière	La Ville de Lille exerce son droit de préemption sur la vente de l'immeuble sis à Lille, 60, rue de Condé.	Offre de préemption : 167 700 €	23 décembre 2009
N° 09/114	24 décembre 2009	Médiathèque Jean Levy	Un catalogue est édité et mis à la vente à l'occasion de l'exposition « Psaumes : Chants de l'humanité », organisée à la Médiathèque Jean Levy du 12 janvier au 3 avril 2010.	Prix d'un catalogue : 25 €	28 décembre 2009

Numéro d'ordre	Date de l'arrêté	Service d'origine	Objet	Montant	Dépôt en Préfecture le
N° 09/115	29 décembre 2009	Affaires Juridiques	Maître Martine CLIQUENNOIS, Avocate au cabinet ADEKWA, demeurant 85 rue du Molinel à Marcq en Baroeul, est désignée pour représenter la Ville dans les instances engagées contre elle par M. Olivier COLMAN devant le Tribunal Administratif de Lille enregistrées au greffe sous les numéros 090660040-5 et 0906042-5.		7 janvier 2010
N° 09/116	31 décembre 2009	Sports	La Ville aliène, à titre gratuit, à l'association Lille Métropole Basket, située à Lille 78, avenue Kennedy, le véhicule immatriculée 8349 XR 59.		4 janvier 2010
N° 09/117	4 décembre 2009	Sports	La Ville aliène, à titre gratuit, au Syndicat Intercommunal Lille-La Madeleine dont le siège social est situé à l'Hôtel de Ville de Lille, le véhicule immatriculée 515 ASQ 59.		4 janvier 2010
N° 10/1	6 janvier 2010	Musée d'Histoire Naturelle	Les tarifs du Musée d'Histoire Naturelle sont modifiés à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2010 conformément à la délibération n° 09/1070 du 18 décembre 2009.		13 janvier 2010
N° 10/2	11 janvier 2010	Bibliothèque Municipale	La Régie de recettes de la Médiathèque Jean Levy est modifiée pour compléter la liste des recettes encaissables par la régie Lecture Publique.		20 janvier 2010

N° 10/3	11 janvier 2010	Musée d'Histoire Naturelle	Une convention est signée avec l'Office du Tourisme de Lille en vue de la pré-vente de billets d'entrée au Musée d'Histoire Naturelle, via le City-Pass avec tarif réduit.		14 janvier 2010
N° 10/4	13 janvier 2010	Culture	Une convention de mise à disposition à titre précaire et révocable, à compter du 6 novembre 2009, est passée avec Mme Agnès SAJALOLI, Directrice de la SARL Le Grand Bleu, lui accordant l'occupation des locaux sis 45 rue Cabanis à Lille pour une durée de 6 mois, à usage de répétition des compagnies lilloises de théâtre et de danse.	Mise à disposition à titre gracieux	14 janvier 2010
N° 10/5	13 janvier 2010	Mairie de Lomme	La régie de recettes de la Médiathèque l'Odyssée de la Commune associée de Lomme est modifiée afin de permettre l'encaissement des recettes de la vente de documents.		18 janvier 2010
N° 10/6	15 janvier 2010	Sports	Un avenant à la convention de mise à disposition d'un emplacement situé à la piscine Marx Dormoy, avenue Marx Dormoy, pour l'installation de distributeurs automatiques de boissons, est passé avec la Société TOPSEC, en vue de proroger ladite convention jusqu'au 30 avril 2010.		21 janvier 2010
N° 10/7	15 janvier 2010	Sports	Un avenant à la convention de mise à disposition d'emplacements situés dans divers équipements sportifs pour l'installation de distributeurs automatiques de boissons, est passé avec la Société SELECTA, en vue de proroger ladite convention jusqu'au 30 avril 2010.		21 janvier 2010

Numéro d'ordre	Date de l'arrêté	Service d'origine	Objet	Montant	Dépôt en Préfecture le
N° 10/8	19 janvier 2010	Action Foncière	Une convention à titre précaire et révocable est passée avec M. Henri MARECHAL pour la prise en location, à compter du 15 décembre 2009, de l'immeuble sis à Lille 63, rue du Faubourg de Roubaix, pour une durée de 6 mois.	Loyer mensuel : 300 €	20 janvier 2010
N° 10/9	19 janvier 2010	Musée d'Histoire Naturelle	La régie de recettes du Musée d'Histoire Naturelle est modifiée afin de permettre l'encaissement des recettes des nouveaux ateliers pédagogiques mis en place au Musée.		20 janvier 2010
N° 10/10	20 janvier 2010	Etat Civil	Les tarifs des travaux d'inhumations, d'exhumations et autres prestations dans les cimetières lillois sont revalorisés.		20 janvier 2010
N° 10/11	21 janvier 2010	Palais des Beaux-Arts	L'accès à l'exposition « E. Motion Graphique » du Palais de Beaux-Arts est gratuit le dimanche 31 janvier 2010 dans le cadre d'une campagne de communication d'importance.		21 janvier 2010



## DECISION DU MAIRE

N° 09/104

Le Maire de Lille,

Vu l'article L 2122 - 22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Maire, par délégation du Conseil Municipal à décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.

Vu la délibération du Conseil Municipal N°08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.

Considérant qu'il y a lieu d'installer un distributeur de boissons chaudes et froides pour améliorer les conditions d'accueil des usagers présents à l'Hôtel de Ville et au site de formation Debierre,

Considérant que le choix s'est porté après mise en concurrence sur un exploitant acceptant de reverser une redevance de 15% sur l'ensemble du chiffre d'affaire hors taxe annuel,

### **DECIDE :**

Article 1 : La mise à disposition de la société TOPSANE d'un emplacement situé au 1<sup>er</sup> étage de l'Hôtel de Ville de Lille, place Augustin Laurent, et au site de formation Debierre, 205, rue Debierre, dans le but d'y installer des appareils de distribution automatique de boissons chaudes, froides et denrées.

Article 2 : Cette mise à disposition fait l'objet d'un avenant à la convention d'occupation du domaine public reprenant les engagements de chacun.

Article 3 : Une redevance d'exploitation sera due à la ville de Lille correspondant à 15% sur l'ensemble du chiffre d'affaires HT généré par l'exploitation.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Réception en préfecture le **24 DEC. 2009**

Hôtel de Ville, le 8 décembre 2009

Affiché en Mairie le **23 DEC. 2009**

Le Maire de Lille

Le Maire de Lille

Martine AUBRY

Martine AUBRY

### DECISION DU MAIRE

N° 09/105

Le Maire de la Ville de LILLE,

VU les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n° 08/242 du 31 mars 2008 modifiée conférant délégation de compétences au Maire de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

VU l'article 25 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée permettant au Maire d'autoriser l'organisation, dans les locaux scolaires, d'activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif, pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins scolaires,

Considérant que des associations ont souhaité obtenir, pour la scolarité 2009/2010, une mise à disposition de locaux scolaires

### DECIDE :

**ARTICLE 1** - Des locaux scolaires dans les établissements primaires et maternels de la Ville de LILLE sont mis à disposition des associations pour y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue.

**ARTICLE 2** - Une convention d'occupation de locaux scolaires sera passée entre le Maire, le Directeur d'école et l'organisateur définissant les conditions et modalités d'utilisation des locaux mis à disposition des associations reprises dans la liste ci-annexée.

**ARTICLE 3** - L'occupation est consentie à titre gratuit pour la durée de la scolarité 2009/2010

**ARTICLE 4** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 5** - La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

**ARTICLE 6** - Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Réception en Préfecture le

Affiché en Mairie le 9 DEC. 2009

Hôtel de Ville, le 9 DEC. 2009

Le Maire de Lille,

Le Maire de LILLE

Martine AUBRY

Martine AUBRY





## Extrait du Registre des Délibérations

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles  
**DECISION DU MAIRE** 22-22 et L 2122-23,

**N° 09/106**

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 211-1 à L 211-5,  
L 213-1 à L 213-18 et R 213-1 à R 213-26 relatifs à l'exercice du droit de préemption  
urbain,

Vu la loi d'orientation pour la ville n°91-662 du 13 juillet 1991,

Vu la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains N° 2000-1208 du  
13 décembre 2000,

Vu la délibération n°04 C 337 du 8/10/2004 par laquelle le conseil de  
communauté a approuvé le Plan Local d'urbanisme,

Vu la délibération du 08 octobre 2004 par laquelle le Conseil de Communauté  
a maintenu le droit de préemption urbain (D.P.U) dans les zones urbaines et aux zones  
d'urbanisation future (AUC et AUD) du PLU,

Vu la délibération n°08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de  
compétences au Maire d'exercer, au nom de la Commune, les droits de préemption  
définis par le Code de l'Urbanisme, que la Commune en soit titulaire ou délégataire, de  
déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les  
dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même code dans les  
conditions que fixe le Conseil Municipal,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner concernant le bien précisé dans l'article  
premier du présent arrêté,

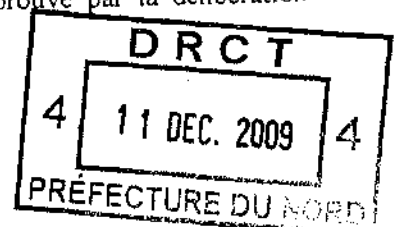
Vu l'arrêté de délégation n°9 DP 348 du 25/11/2009 conférant le droit de  
préemption par la Communauté Urbaine de Lille à la Commune de Lille et portant sur  
le présent bien,

Vu l'avis des domaines exprimé par France Domaine 59 en application de la  
réglementation en vigueur,

Vu l'arrêté n°219 du 3 avril 2008 portant délégation de signature à Monsieur  
Alain CACHEUX, Adjoint au Maire,

Vu la délibération n°84/336 du 22 décembre 1984 instituant l'association avec  
Lille et comportant création de la commune associée d'Hellemmes.

Considérant qu'il y a lieu que la Commune de Lille exerce son droit de  
préemption à son profit, sur la vente du bien immobilier repris dans l'article 1 ci-  
dessous en vue de la réalisation de son projet de renouvellement urbain "habitat  
ancien" engagé par la délibération n°05/551 du 27 juin 2005 et approuvé par la  
délibération n°07/1054 du 12 novembre 2007 conformément aux objectifs de  
renouvellement urbain et de lutte contre l'insalubrité de l'article L.300-1 du Code de  
l'Urbanisme et conformément aux objectifs de mixité sociale et de lutte contre  
l'insalubrité fixés par le programme local de l'habitat approuvé par la délibération  
n°05/640 du 26 septembre 2005,



## DECIDE

ARTICLE 1<sup>er</sup> : la Ville de Lille exerce son droit de préemption sur la vente du bien repris ci-dessous :

**Immeuble situé à Hellemmes 94 rue Jean Bart (lots 4 et 15 et les 94/1000ème des parties communes)**

Déclaration d'intention d'aliéner reçue en Mairie le 15 octobre 2009

Nom du vendeur Monsieur Wastyn et Madame Coche

Représentée par Maître Josette Lancelin, Notaire, 120 boulevard de la Liberté à Lille

Références cadastrales Section AN n° 1093 pour 1294 m<sup>2</sup> ( lot 4 : maison à usage d'habitation + 89/1000 des parties communes et lot n°15 : place de stationnement + 5/1000 des parties communes – libres d'occupation )

ARTICLE 2: L'offre de préemption est réalisée par la Ville de Lille selon les conditions financières suivantes : 100 000 € (cent mille euros) + 5000 € de négociation. Elle est conforme au prix indiqué dans la DIA.

Conformément à l'article 1583 du Code Civil, la vente sera parfaite dès réception du présent arrêté par le vendeur ou son mandataire chez qui il a fait élection de domicile.

La vente au profit de la Commune de Lille sera constatée par acte authentique dressé par le notaire du vendeur.

Conformément aux dispositions de l'article L 213-15 du Code de l'Urbanisme, le vendeur conservera la jouissance du bien ainsi préempté jusqu'au paiement intégral du prix par la Commune de Lille.

ARTICLE 3 : Si la Commune de LILLE réalise l'acquisition, la dépense en résultant, soit environ 116 000 euros, y compris les frais inhérents à l'acquisition, sera imputée au chapitre 21, article 21318, fonction 020, opération n°1534 " acquisitions immobilières" dans le cadre de l'autorisation de programme 2010 "HDPIM" sur le budget de la commune d'Hellemmes.

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 5 : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Affiché en Mairie le  
Réception en Préfecture le

11 DEC. 2009

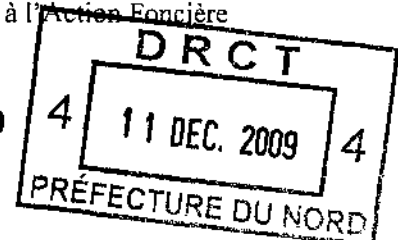
Hôtel de Lille, le

11 DEC. 2009

Par Délégation du Maire,  
L'Adjoint délégué à l'Action Foncière  
Alain CACHEUX



Par Délégation du Maire,  
L'Adjoint délégué à l'Action Foncière  
Alain CACHEUX





## DECISION DU MAIRE

N° 09/107

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu les articles L 2122-22 (3° et 20°) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 08/243 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire en matière d'emprunt, de trésorerie et d'instruments financiers et de placements,

Vu l'arrêté n° 3895 en date du 6 octobre 2009 donnant délégation de fonction et de signature à M. Pierre de SAINTIGNON, Premier Adjoint au Maire,

Vu la proposition de la Caisse des Dépôts et Consignations,

### **DECIDE :**

Article 1er – la réalisation, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, d'un emprunt GAIA CT de 9 603 659 euros (neuf millions six cent trois mille six cent cinquante neuf euros), dont les caractéristiques sont les suivantes. Ce prêt est destiné au financement de l'acquisition de l'espace Saint-Sauveur SNCF.

Taux d'intérêt : 1,85 %

Echéances annuelles

Durée de la période d'amortissement : 15 ans

Différé d'amortissement : 7 ans

Taux annuel de progressivité : 0 %

Révision des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont établis sur la base du taux du Livret A en vigueur à la date de la présente décision. Ces taux sont susceptibles d'être révisés à la date d'établissement du contrat de prêt, si le taux du Livret A applicable est modifié entre la date de la présente décision et la date d'établissement du contrat de prêt.

Article 2 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 3 – La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 4 – Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Hôtel de Ville, le 14 décembre 2009

Réception en Préfecture le **17 DEC. 2009**

Affiché en Mairie le **17 DEC. 2009**

Pour le Maire de Lille et par délégation,

Le Premier Adjoint au Maire

Le Premier Adjoint au Maire



*P. de Saintignon*

Pierre de SAINTIGNON



*P. de Saintignon*

Pierre de SAINTIGNON

## DECISION DU MAIRE

N° 09/108

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu les articles L.2122-22 et 23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétence au Maire de prendre toute décision concernant la conclusion et la révision de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans :

Considérant que l'espace situé dans le hall de l'Hôtel de Ville, Place Augustin Laurent à Lille, loué par la Ville de Lille à l'association « FINANSOL » convient à la réalisation d'une exposition temporaire de portraits de créateurs dans le cadre de la semaine finance solidaire

### DECIDE :

**Article 1 :** Une convention de mise à disposition d'un espace dans le hall de l'Hôtel de Ville est passée avec l'Association « FINANSOL » lui accordant l'occupation d'un espace situé dans le hall de l'hôtel de Ville, Place Augustin Laurent à Lille afin d'y réaliser une exposition temporaire de portraits de créateurs ayant bénéficié du soutien et de l'accompagnement d'acteurs de la finance solidaire du 4 novembre au 25 novembre 2009.

**Article 2 :** La mise à disposition est effectuée à titre gratuit. L'association « FINANSOL » s'engage toutefois à inscrire en recette et en dépense dans son budget les sommes correspondant à l'aide de la Ville de Lille.

**Article 3 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 4 :** La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Réception en Préfecture le **15 DEC. 2009**

Affiché en Mairie le **14 DEC. 2009**

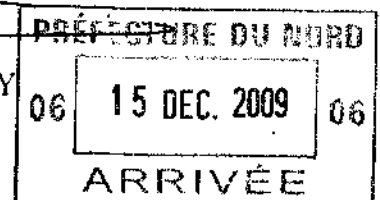
Hôtel de Ville, le **14 DEC. 2009**

Le Maire de Lille,

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY

Martine AUBRY





## DECISION DU MAIRE

Le Maire de la Ville de Lille,

N° 09/1805

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ; en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire

### DECIDE

ARTICLE 1<sup>er</sup> – Il est institué une régie de recettes temporaire pour expérimentation du compte famille auprès des écoles Turgot/Jean Bart.

ARTICLE 2 – Cette régie est installée à la mairie de quartier de Lille/Sud – 83, rue du faubourg des postes à Lille.

ARTICLE 3 – La régie fonctionne du 4 janvier 2010 au 31 août 2010.

ARTICLE 4 – La régie encaisse les produits dus par les familles en contrepartie des prestations périscolaires suivantes : restaurant scolaire, centre d'animation de la petite enfance, centres de loisirs sans hébergement, accompagnement scolaire, espaces éducatifs, classes d'environnement, classes de découvertes.

ARTICLE 5 – Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1 : Espèces,
- 2 : Chèques,
- 3 : Cartes bancaires,
- 4 : Télépaiement (paiement par internet)

Elles sont perçues contre : approvisionnement du compte famille.

ARTICLE 6 – L'intervention des mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 – Un fonds de caisse d'un montant de 250,00 euros est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 8 – Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1.000,00 euros.

ARTICLE 9 – Le régisseur est tenu de verser à Monsieur le Trésorier Principal de Lille Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et tous les 8 jours.

ARTICLE 10 – Le régisseur verse auprès de Monsieur le Trésorier Principal de Lille Municipale la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les 8 jours.

ARTICLE 11 – Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement.

ARTICLE 12 – Le mandataire titulaire ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.

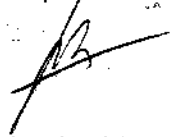
ARTICLE 13 – Les mandataires suppléants ne percevront pas d'indemnité de responsabilité.

ARTICLE 14 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au Représentant de l'Etat dans le département.

ARTICLE 15 – Le Directeur Général des services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Avis du Comptable Public

16/12/09



Hôtel de Ville, le

6 DEC. 2009

Affiché en Mairie le

Réceptionné en Préfecture le 17 DEC. 2009

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY



## DECISION DU MAIRE

N° 09/110

Le Maire de La Ville,

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la délibération n° 08/242 en date du 31 mars 2008, conférant délégation de compétence au Maire de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans,

Considérant que la Ville de Lille est *propriétaire* de la Gare Saint Sauveur Halle A et B, Boulevard Jean-Baptiste Lebas,

### **DECIDE**

**Article 1** – Une convention de mise à disposition temporaire d'un local à usage de bar et restauration légère est passée avec l'Union des Commerçants du Parc Jean-Baptiste Lebas dont le Président est Monsieur Didier SERVIERE, du 1<sup>er</sup> décembre 2009 au 1<sup>er</sup> mars 2010.

**Article 2** – Cette concession est passée à titre onéreux.

**Article 3** – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 4** – La présente décision sera inscrite au Recueil des actes Administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

**Article 5** – Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le **17 DEC. 2009**

Réception en Préfecture le **17 DEC 2009**  
Affiché en Mairie le **17 DEC. 2009**

Le Maire de Lille

Martine AUBRY

Le Maire de Lille

Martine AUBRY

## DECISION DU MAIRE

N° 09/111

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-21 à L. 2122-23,

Vu la délibération n° 08/242 du 31 mars 2008 portant délégation de pouvoir du Conseil Municipal au Maire, pour la durée de son mandat, à l'effet, notamment, de défendre la Commune dans les actions intentées contre elle dans tout type de contentieux, devant toute juridiction de première instance, d'appel et de cassation, administrative, judiciaire et pénale.

Considérant que la Mairie de Lille, en application de l'article 80-2 du code de procédure pénale, a reçu une convocation à première comparution, dans une information ouverte contre elle pour blessures involontaires avec ITT supérieure à 3 mois sur la personne de Sofiane TAHLA, devant le juge d'instruction du TGI de Lille, le 2 février 2010 à 9h30,

Considérant qu'il y a lieu, pour la Ville de Lille, de confier la défense de ses intérêts dans l'instance susvisée à un avocat spécialisé,

### D E C I D E :

**Article 1<sup>er</sup>.** - Me Catherine LEMAIRE, avocat, demeurant 8 rue du Palais de justice – 59800 LILLE, est désignée pour représenter la Ville de Lille dans l'affaire évoquée ci-dessus.

**Article 2.** - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'intéressée et au greffe du Tribunal de grande instance de Lille, affichée et inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille. Copie en sera adressée à Monsieur le Préfet du Nord et Monsieur le Receveur Municipal.

**Article 3.** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Réception en Préfecture le **24 DEC. 2009**

Hôtel de Ville de Lille, le 21 décembre 2009

Affiché en Mairie le **23 DEC. 2009**

Le Maire de Lille,

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY

Martine AUBRY

## DECISION DU MAIRE

N° 09/112

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu les articles L 2122-22 (3° et 20°) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 08/243 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire en matière d'emprunt, de trésorerie et d'instruments financiers et de placements,

Vu l'arrêté n° 3895 en date du 6 octobre 2009 donnant délégation de fonction et de signature à M. Pierre de SAINTIGNON, Premier Adjoint au Maire,

Vu le budget de 2009 de la Ville de Lille, ayant force exécutoire, qui prévoit notamment le recours à l'emprunt pour assurer le financement de ses programmes d'investissement,

Vu la proposition de la Caisse d'Epargne,

### **DECIDE :**

Article 1er - Est réalisé, auprès de la Caisse d'Epargne, dont le siège social est à Lille, 135 Pont de Flandres, un prêt crédit long terme renouvelable appelé « Prêt Multi-Index Revolving » de 20.000.000 d'euros (vingt millions d'euros), pour une durée de 15 ans. Ce prêt permet à la Ville de Lille d'effectuer des tirages à taux fixe et à taux indexé dans la limite de montants plafonds définis par périodes annuelles au contrat. Les conditions de ce prêt sont les suivantes :

#### Taux d'intérêt proposés :

Euribor 1 semaine + 0,36 %

Euribor préfixé 1, 3, 6 ou 12 mois + 0,36 %

Taux fixe toutes périodicités sur cotation

#### Modalités des tirages et des remboursements :

Sur Euribor 1 semaine et autres index, la demande de versement des fonds de même que l'avis de remboursement doivent parvenir en J-1 avant 16 h. Sur le taux fixe, le préavis de versement est de 5 jours ouvrés avant 9 h.

Le montant minimum de tirage est de 100 000 € alors que pour une consolidation, le montant minimum ressort à 1 000 000 €.

#### Durée des tirages :

Les tirages sur Euribor 1 semaine n'ont pas de durée prédéfinie contrairement aux autres index dont la durée est identique à chaque périodicité respective.

#### Amortissement :

L'amortissement reconstitue le droit de tirage dans la limite des plafonds annuels de tirages. Pour les tirages sur Euribor 1 semaine, il n'y a pas de profil d'amortissement. Pour chaque tirage sur autres index et sur taux fixe, la Ville choisit entre amortissement constant, progressif ou à la carte.

Tout remboursement reconstitue le droit de tirage dans la limite des plafonds annuels de tirages.

Base de calcul des intérêts : exact/360 j - Facturation mensuelle



Commissions :

De non utilisation de l'encours disponible : 0%

D'engagement : 0,05% du montant accordé à la souscription

La ville de Lille peut demander la clôture du contrat à tout moment et sans indemnité. De même, l'engagement est révocable par la Caisse d'Epargne.

En phase de consolidation, le remboursement anticipé est possible à chaque date d'échéance d'intérêt aux conditions suivantes :

- avec index monétaire, sans indemnité et préavis de 5 jours ouvrés avant 9 h,
- avec taux fixe, paiement d'une indemnité actuarielle et préavis de 20 jours ouvrés avant 9 h.

Article 2 - L'emprunt est inscrit lors de son encaissement en recette à l'article 16441 du budget, ainsi que le montant du plafond tirage/remboursement de l'année en recette et en dépense à l'article 16449 ; l'article 16441 sera débité lors du remboursement contractuel à l'échéance. Les mouvements internes à l'exercice sont inscrits au compte de la classe 5.

Article 3 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 5 - Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Hôtel de Ville, le 21 décembre 2009

Réception en Préfecture le

Affiché en Mairie le **22 DEC. 2009**

Pour le Maire de Lille et par délégation,  
Le Premier Adjoint au Maire

Pierre de SAINTIGNON

Pour le Maire de Lille et par délégation,  
Le Premier Adjoint au Maire

Pierre de SAINTIGNON



## DECISION DU MAIRE

N° 09/113

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 211-1 à L 211-5, L 213-1 à L 213-18 et R 213-1 à R 213-26 relatifs à l'exercice du droit de préemption urbain,

Vu la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière,

Vu la loi d'orientation pour la ville n°91-662 du 13 juillet 1991,

Vu la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains N° 2000-1208 du 13 décembre 2000,

Vu la délibération n°04 C 337 du 8/10/2004 par laquelle le conseil de communauté a approuvé le Plan Local d'urbanisme,

Vu la délibération du 08 octobre 2004 par laquelle le Conseil de Communauté a maintenu le droit de préemption urbain (D.P.U) dans les zones urbaines et aux zones d'urbanisation future (AUC et AUD) du PLU,

Vu la délibération n°08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire d'exercer, au nom de la Commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la Commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le Conseil Municipal,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner concernant le bien immobilier précisé dans l'article premier du présent arrêté,

Vu l'arrêté de délégation n°09 DP 386 du 18/12/2009 conférant le droit de préemption par la Communauté Urbaine de Lille à la Commune de Lille et portant sur le présent bien immobilier,

Vu l'avis des domaines exprimé par France Domaine 59 en application de la réglementation en vigueur,

Vu l'arrêté n°219 du 3 avril 2008 portant délégation de signature à Monsieur Alain CACHEUX, Adjoint au Maire,

Considérant qu'il y a lieu que la Commune de Lille exerce son droit de préemption à son profit, sur la vente du bien immobilier repris dans l'article 1 ci-dessous en vue de la réalisation de son projet de renouvellement urbain "habitat ancien" engagé par la délibération n°05/551 du 27 juin 2005 et approuvé par la délibération n°07/1054 du 12 novembre 2007 conformément aux objectifs de renouvellement urbain et de lutte contre l'insalubrité de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme et conformément aux objectifs de mixité sociale et de lutte contre l'insalubrité fixés par le programme local de l'habitat approuvé par la délibération n°05/640 du 26 septembre 2005,

## DECIDE

ARTICLE 1<sup>er</sup>: la Ville de Lille, exerce son droit de préemption sur la vente du bien repris ci-dessous :  
Commune de **LILLE 60 rue de Condé**  
Déclaration d'intention d'aliéner reçue en Mairie le 26 octobre 2009

Nom du vendeur Monsieur Jacques VELLEMAN

Représenté par Maître François Lejuste , Notaire, 794 rue de la Bassée à Ronchin

Références cadastrales Section OZ numéro 241 pour 231 m<sup>2</sup>

ARTICLE 2: L'offre de préemption est réalisée par la Ville de Lille selon les conditions financières suivantes : 167 700 € (cent soixante sept mille sept cent euros ). Elle est conforme au prix indiqué dans la DIA.

Conformément à l'article 1583 du Code Civil, la vente sera parfaite dès réception du présent arrêté par le vendeur ou son mandataire chez qui il a fait élection de domicile.

La vente au profit de la Commune de Lille sera constatée par acte authentique dressé par le notaire du vendeur.

Conformément aux dispositions de l'article L 213-15 du Code de l'Urbanisme, le vendeur conservera la jouissance du bien ainsi préempté jusqu'au paiement intégral du prix par la Commune de Lille.

ARTICLE 3 : Si la Commune de LILLE réalise l'acquisition, la dépense en résultant, soit environ 184 500 euros, y compris les frais inhérents à l'acquisition, sera imputée au chapitre 21, article 21318, fonction 70, opération n°1268 " intervention foncière pour logements neufs" dans le cadre de l'autorisation de programme 2010 "QPLANACTPG".

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

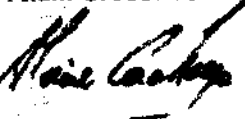
ARTICLE 5 : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

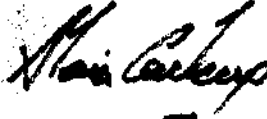
Hôtel de Lille, le **21 DEC. 2009**

Affiché en Mairie le **21 DEC. 2009**  
Réception en Préfecture le **23 DEC. 2009**

Par Délégation du Maire,  
L'Adjoint délégué à l'Action Foncière  
Alain CACHEUX



Par Délégation du Maire,  
L'Adjoint délégué à l'Action Foncière  
Alain CACHEUX





### DECISION DU MAIRE

N° 09/114

Le Maire de Lille,

Vu les articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire de fixer, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

Vu les délibérations du conseil municipal n°09/795 du 5 octobre 2009 et n°09/981 du 16 novembre 2009 autorisant la réalisation de l'exposition « Psaumes : Chants de l'humanité » du 12 janvier au 3 avril 2010 ;

Considérant qu'il convient de déterminer le nombre de catalogues Psaumes vendus par la bibliothèque municipale

### **DECIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : Un catalogue est édité à l'occasion de l'exposition « Psaumes : Chants de l'humanité » organisée à la Médiathèque Jean Lévy du 12 janvier au 3 avril 2010

Article 2 : 25 exemplaires de ce catalogue sont achetés par la bibliothèque et seront vendus au prix de 25 € l'exemplaire pendant la durée de l'exposition. A l'issue de celle-ci, les catalogues non vendus resteront dans le stock des catalogues mis en vente à la Médiathèque Jean Lévy.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Réception en Préfecture le **28 DEC. 2009**

Hôtel de Ville, le **24 DEC. 2009**

Affiché en Mairie le **28 DEC. 2009**

Le Maire de Lille,

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY

Martine AUBRY

## DECISION DU MAIRE

N° 09/115

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-21 à L. 2122-23,

Vu la délibération n° 08/242 du 31 mars 2008 portant délégation de pouvoir du Conseil Municipal au Maire, pour la durée de son mandat, à l'effet, notamment, de défendre la Commune dans les actions intentées contre elle dans tout type de contentieux, devant toute juridiction de première instance, d'appel et de cassation, administrative, judiciaire et pénale,

Considérant que Monsieur Olivier COLMAN a déposé deux requêtes en annulation des arrêtés n°3801 et n°3800 en date du 21 septembre 2009, devant le Tribunal Administratif de Lille, enregistrées au greffe le 22 septembre 2009, respectivement sous les numéros 09066040-5 et 0906042-5,

Considérant qu'il y a lieu, pour la commune de Lille, de confier la défense de ses intérêts dans l'instance susvisée à un avocat spécialisé,

### D E C I D E :

**Article 1<sup>er</sup>.** – Maître Martine Cliquennois, avocate au cabinet ADEKWA, demeurant 85, rue du Molinel - BP 82037- 59702 Marcq-en-Barœul Cedex, est désignée pour représenter la commune de Lille dans les instances engagées contre elle par Monsieur Olivier COLMAN devant le Tribunal Administratif de Lille évoquées ci-dessus et enregistrées au greffe les numéros 09066040-5 et 0906042-5.

**Article 2.** - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'intéressé et au greffe du Tribunal Administratif de Lille, affichée et inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille. Copie en sera adressée à Monsieur le Préfet du Nord et Monsieur le Receveur Municipal.

**Article 3.** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Réception en Préfecture le - 7 JAN. 2010

Hôtel de ville de Lille, le 29 décembre 2009

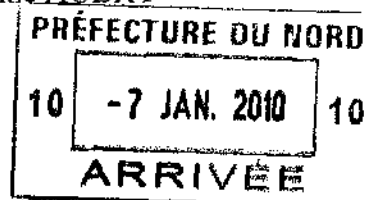
Affiché en Mairie le 6 JAN 2010

Le Maire de Lille,

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY

Martine AUBRY



## DECISION DU MAIRE

N° 09/116

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23,

Vu la délibération N°08/242 du 31 mars 2008 portant délégation de pouvoir du Conseil Municipal au Maire à l'effet, notamment, de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros,

Vu l'arrêté N° 216 du 3 avril 2008 conférant délégation de fonction et de signature à Madame Michèle DEMESSINE, Adjoint au Maire,

Considérant que l'association ne dispose pas de véhicule pour les déplacements de l'équipe évoluant dans le championnat de France Professionnel et que les déplacements s'effectuent dans toute la France,

Considérant qu'il y a lieu, pour la Ville, de céder à l'association un véhicule pour lui permettre de continuer à mener à bien ses missions, qui présentent un intérêt général,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille,

### DECIDE

Article 1 : La Ville de Lille aliène à titre gratuit à l'association Lille Métropole Basket situé 78, avenue Kennedy 59000 Lille, le véhicule immatriculé 8349 XR 59.

Article 2 : L'association Lille Métropole Basket n'utilisera ce véhicule que pour l'objet prévu par ses statuts, à l'exclusion de tout autre, et ne le cédera pas tant que celui-ci présentera des conditions de fonctionnement et de sécurité compatibles avec ses missions, hormis si elle y était contrainte par une procédure judiciaire.

En cas de non-respect de l'une de ces conditions, la Ville se réserve la possibilité de demander à l'association le versement d'une somme correspondant à la valeur vénale du véhicule au jour d'application de la sanction.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'intéressée, affichée et inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille. Copie en sera adressée à Monsieur le Préfet du Nord et à Monsieur le Trésorier Principal de Lille Municipale.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Réception en Préfecture le : - 4 JAN. 2010

Hôtel de Ville, le 31 DEC. 2009

Affiché en Mairie le : 31 DEC. 2009

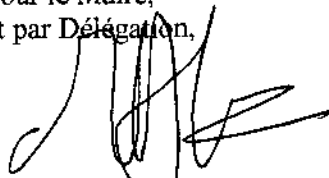
Pour le Maire,  
et par Délégation



Michelle DEMESSINE



Pour le Maire,  
et par Délégation,



Michelle DEMESSINE

## DECISION DU MAIRE

N° 09/117

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23,

Vu la délibération N°08/242 du 31 mars 2008 portant délégation de pouvoir du Conseil Municipal au Maire à l'effet, notamment, de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros,

Vu l'arrêté N° 216 du 3 avril 2008 conférant délégation de fonction et de signature à Madame Michèle DEMESSINE, Adjoint au Maire,

Considérant la superficie de 65 000 m<sup>2</sup> du par du Syndicat Intercommunal Lille La Madeleine,

Considérant que, pour le bon fonctionnement des engins motorisés nécessaires à l'entretien du parc, les agents sont contraints d'utiliser leur véhicule personnel pour le transport ou carburant,

Considérant qu'il y a lieu, pour la Ville, de céder au Syndicat Intercommunal Lille La Madeleine un véhicule permettant le transport de matériel et de carburant,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille,

### DECIDE

Article 1 : La Ville de Lille aliène à titre gratuit au Syndicat Intercommunal Lille La Madeleine dont le siège social est situé à l'Hôtel de Ville, B.P 667 59033 Lille Cedex, le véhicule immatriculé 515 ASQ 59.

Article 2 : Le Syndicat Intercommunal Lille La Madeleine n'utilisera ce véhicule que pour l'objet prévu par ses statuts, à l'exclusion de tout autre, et ne le cédera pas tant que celui-ci présentera des conditions de fonctionnement et de sécurité compatibles avec ses missions, hormis si elle y était contrainte par une procédure judiciaire.



En cas de non-respect de l'une de ces conditions, la Ville se réserve la possibilité de demander à l'association le versement d'une somme correspondant à la valeur vénale du véhicule au jour d'application de la sanction.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'intéressée, affichée et inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille. Copie en sera adressée à Monsieur le Préfet du Nord et à Monsieur le Trésorier Principal de Lille Municipale.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Hôtel de Ville, le 31 DEC. 2008

Réception en Préfecture le : 4 JAN. 2009

Affiché en Mairie le : 31 DEC. 2008

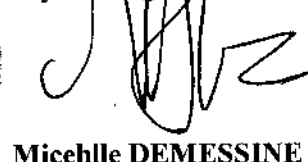
Pour le Maire  
et par Délégation,



Michelle DEMESSINE



Pour le Maire  
et par Délégation,



Micelhle DEMESSINE

## DECISION DU MAIRE

N° 1014

Le Maire de la Ville de Lille

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 08/242 du Conseil Municipal du 31 mars 2008 conférant délégation au Maire de, notamment, fixer dans les limites déterminées par le Conseil Municipal, les tarifs de droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics, et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

Considérant la délibération n° 09/1070 du Conseil Municipal du 18 décembre 2009 délimitant, au 1<sup>er</sup> janvier 2010, les tarifs de droits d'entrée aux collections permanentes du Musée d'Histoire Naturelle et des prestations proposées.

### DECIDE

Article 1 : Les tarifs du Musée d'Histoire Naturelle n'ont pas été modifiés depuis 2006. Aussi, dans le cadre de la tarification des services municipaux, il convient de procéder à l'actualisation des tarifs en cours.

Article 2 - Il est donc proposé d'actualiser les tarifs au 1<sup>er</sup> janvier 2010 sur la base de + 2% :

COLLECTIONS PERMANENTES DROITS D'ENTREE INDIVIDUELS MUSEE D'HISTOIRE NATURELLE				
Droits d'accès au Musée		bénéficiaires	Ancien tarif	Nouveau tarif
Collections Permanent  (uniquement le dimanche et hors périodes d'expositions temporaires)	Tarif plein	adultes	2,50 €	2,70 €
	Tarif réduit	- 12/25 ans - Titulaires d'une carte Wapiti - Adhérents des Sociétés des Amis des Musées autres que celle de Lille - Titulaires d'une carte Cezam - Titulaires d'un pass senior : le dimanche uniquement en période bleue de 10h à 13h - Bénéficiaires des chèques vacances - Bénéficiaires des chèques crédits loisirs - Détenteurs des coupons city pass - Titulaires d'une carte de réduction pour famille nombreuse	1,50€	1.60 €
	gratuité	- ICOM, membres certifiés au Ministère de la Culture, de la Direction des Musées de France, DRAC du Nord – Pas de Calais - Enseignants et étudiants SVT - Journalistes sur présentation de la carte presse - Adhérents de la Société des Amis des Musées de Lille - Journalistes et élèves de l'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille - Titulaires carte d'invalidité (civile ou de guerre) et accompagnateurs d'invalides - Bénéficiaires du R.M.I - Demandeurs d'emploi - Conservateurs - Abonnés aux Musées de Lille titulaires d'une carte « visites ou d'une carte « partenaire » - Enfants de moins de 12 ans accompagnés d'un parent Gratuité pour tous : le 1 <sup>er</sup> dimanche de chaque mois, Nuit des musées, Journées du Patrimoine, Fête de la science .		

<b>GROUPE - VISITES GUIDEES - MUSEE D'HISTOIRE NATURELLE</b>				
		Ancien tarif :	Nouveau tarif :	
<b>Groupe scolaire</b> Visite guidée	Droit d'entrée par personne : gratuit <u>Hors périodes d'expositions temporaires</u>	Tarif visite guidée, pour 1h :	40 €	42 €
<b>Groupe adultes</b> Visite guidée	Droit d'entrée par personne en <b>semaine : Gratuit</b> <u>Hors périodes d'expositions temporaires</u>  Droit d'entrée par personne le <b>dimanche : 2,70 €</b>	Tarif visite guidée, pour 1h :	55 €	58 €
<b>Tarif crédit loisirs</b> Gpe Adultes/enfants Visite guidée	Droit d'entrée par personne en <b>semaine : gratuit</b> <u>Hors périodes d'expositions temporaires</u>  Droit d'entrée par personne le <b>dimanche : 1,60 €</b>	Tarif visite guidée, pour 1h	40 €	42 €
<b><u>ATELIERS PEDAGOGIQUES EXTERIEURS</u></b>				
Atelier dans les établissements scolaires de la métropole			80 €	84 €
Atelier dans les établissements scolaires hors métropole			115 €	121 €
<b><u>NOUVELLES PRESTATIONS : ATELIERS PEDAGOGIQUES AU MUSEE</u></b>				
<b><u>Groupe (semaine)</u></b> Scolaire, centres de loisirs... (30 enfants maximum)	Droit d'entrée par personne : gratuit <u>hors période d'exposition temporaire</u>	Tarif atelier 2h :	90€ pour Le groupe	
<b><u>Individuels : enfants</u></b> (15 enfants maximum) le mercredi sauf pendant les vacances scolaires	Droit d'entrée par personne : gratuit <u>hors périodes d'expositions temporaires</u>	Tarif atelier 1h :	3€ par enfant	
<b>Bénéficiaires du dispositif crédit loisirs</b>	Droit d'entrée Par personne : gratuit <u>hors périodes d'expositions temporaires</u>	Tarif atelier 1h :	3€ par enfant	
<b><u>Individuels : adultes</u></b> (15 adultes maximum) <u>le 1er dimanche de chaque mois</u>	Droit d'entrée Par personne : gratuit	Tarif atelier 2h :	10 € par adulte	
<b>Bénéficiaires du dispositif crédit loisirs</b>	Droit d'entrée par personne : gratuit	Tarif Atelier 2h :	5€ par adulte	

**Article 3 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 4 :** La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Réception en Préfecture le **13 JAN 2010**

Hôtel de Ville, le **- 6 JAN. 2010**

Affiché en Mairie le **- 6 JAN. 2010**

Le Maire de Lille

Le Maire de Lille

Martine AUBRY



Martine AUBRY

Le Maire de la Ville de Lille,

## DECISION DU MAIRE

N° 10/2

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R 1617-1 à 1617-18 ;

Vu le décret n°62-1587 du 29/12/62 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°97-1259 du 29/12/97 relatif à la création des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être alloué aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues d'arrêtés : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie) et notamment son article 4 - V relatif aux indemnités de responsabilité et de cautionnement.

Vu la délibération n°01/835 du 12 novembre 2001 fixant le régime indemnitaire des régisseurs titulaires et suppléants à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Vu l'Instruction codificatrice n°06-031 -A-B-M du 21 avril 2006 ;

Vu la décision n°06/80 du 31 octobre 2006 instituant une régie de recettes au service de Lecture publique de la Médiathèque Jean Lévy ;

Considérant qu'il convient de compléter la liste des recettes encaissables de la régie de recettes de la Lecture publique de la Médiathèque Jean Lévy ;

Vu l'avis conforme de M. le Comptable du Trésor de Lille-Municipale, Trésorier de la Ville de Lille ;

## DECIDE :

Article 1 : La décision n° 06/80 du 31 octobre 2006 est abrogée.

Article 2 : Il est institué auprès du service de Lecture publique de la Médiathèque municipale Jean Lévy de la Ville de Lille (32/34 rue Edouard Delesalle), une régie de recettes pour l'encaissement du produit des abonnements, des cartes pour photocopies, des frais de remplacement des cartes de lecteur, livres, revues, cassettes audio, disques vinyles, CD, cassettes VHS, DVD détériorés ou perdus, des expositions temporaires (visites guidées, catalogues...) et de la vente d'ouvrages désaffectés à des particuliers.

Article 3 : Les recettes désignées à l'article 2 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants : numéraire, chèques postaux, bancaires ou assimilés.

Article 4 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1.600 euros.

Article 5 : Le régisseur doit verser la totalité des recettes encaissées, au moins le dernier jour ouvrable de la première et de la seconde quinzaine de chaque mois, et en tout état de cause, le 31 décembre de chaque année ainsi que lors de sa sortie de fonction ou de son remplacement.

Article 6 : Le régisseur sera désigné par arrêté du maire sur avis conforme du Trésorier Principal.

Article 7 : Le régisseur est astreint à constituer un cautionnement de 760 euros.

Article 8 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité.


Article 9 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 10 : M. Le Directeur Général des Services et M. le Trésorier Principal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.


Article 11 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 12 : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.


Visa du comptable public

11/12/09  


Hôtel de Ville, le 11 JAN 2010

 Le Maire de Lille,  
Martine AUBRY

Affiché en Mairie le : 19 JAN. 2010

 Le Maire de Lille

Martine AUBRY

### DECISION DU MAIRE

N° 1013

Le Maire de la Ville de Lille

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 08/242 du Conseil Municipal du 31 mars 2008 conférant délégation au Maire de, notamment, fixer dans les limites déterminées par le Conseil Municipal, les tarifs de droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics, et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

Considérant, sur l'initiative de l'Office du Tourisme de Lille, l'opération de promotion, "City Pass", des principaux sites touristiques du territoire de Lille Métropole et de la région Nord Pas de Calais,

Considérant que le Musée d'Histoire Naturelle souhaite accorder le tarif réduit au minimum à l'Office du Tourisme de Lille sur le prix de vente des billets d'entrée plein tarif aux détenteurs du City Pass.

### **D E C I D E**

**Article 1** l'Office du Tourisme de Lille souhaite, dans le cadre de sa mission de développement du tourisme d'affaires et d'agrément, et en accord avec ses partenaires, assurer la pré-vente de billets d'entrée via le City Pass pour les musées, sites et prestations situés sur le territoire de la métropole lilloise et la région Nord - Pas de Calais.

**Article 2** : Le Musée d'Histoire Naturelle accorde à l'Office du Tourisme de Lille un tarif réduit au minimum sur le prix de vente public des billets d'entrée plein tarif aux détenteurs du City Pass 2010. A savoir :

- 1,60euros de droit d'entrée accordé, en période hors exposition temporaire, par City Pass présenté et refacturé à l'Office du Tourisme de Lille pour les collections permanentes.
- Durant les périodes d'expositions temporaires un tarif réduit de droit d'entrée, propre à cette période, sera accordé par City Pass présenté et refacturé à l'Office du Tourisme de Lille
- la gratuité de droit d'entrée accordée aux enfants de moins de 6 ans.

**Article 3** : Une convention est établie entre la Ville de Lille et l'Office du Tourisme de Lille.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 5** : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

**Article 6** : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Réception en Préfecture le **14 JAN. 2010**

Affiché en Mairie le **12 JAN 2010**

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY

Hôtel de Ville, le **11 JAN. 2010**

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY



## DECISION DU MAIRE

N° 10/4

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu la délibération n° 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

Vu l'arrêté n° 1850 du 18 novembre 2008 conférant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Dominique Plancke, Conseiller Municipal Délégué ;

### DECIDE

**Article 1** – Une convention de mise à disposition à titre précaire et révocable qui prend effet le 6 novembre 2009 est passée avec Madame Agnès SAJALOLI, Directrice de la SARL Le Grand Bleu, lui accordant l'occupation des locaux sis 45 rue Cabanis à Lille pour une durée de six mois, à usage de répétition des compagnies lilloises de théâtre et de danse.

**Article 2** – Cette occupation est accordée sans contrepartie financière au regard de l'intérêt local poursuivi par la structure sur le territoire lillois.

**Article 3** – La SARL Le Grand Bleu acquittera les charges liées aux fluides.

**Article 4** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 5** - La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie sera adressée à Monsieur le Préfet.

**Article 6** - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille est chargé de l'exécution de la présente décision.

Hôtel de Ville, le 3 JAN. 2010

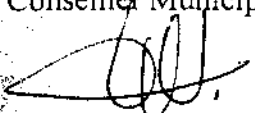
Réception en Préfecture le 4 JAN. 2010

Le Conseiller Municipal délégué

Affiché en Mairie le 3 JAN. 2010

  
Dominique PLANCKE

Le Conseiller Municipal délégué

  
Dominique PLANCKE



## DECISION DU MAIRE

N° 10/8

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R1617-1 à R1617-18 ;

Vu le Décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031 A-B-M du 21 avril 2006 ;

Vu la délibération n° 01/835 du 12 novembre 2001 fixant en euros le taux de l'indemnité des responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs et suppléants ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents, et ce, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 ;

Vu la délibération 08-242 du 31 mars 2008 donnant délégation au Maire de créer les régies comptables nécessaires aux fonctionnements des services municipaux ;

Vu la décision du maire n° 02-48 en date du 04 septembre 2002 relative à la création de la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'inscription à la Médiathèque « l'Odyssée » ;

Vu la délibération n° 09/693 du 05 octobre 2009 donnant droit à l'Odyssée « Médiathèque de Lomme » suite à la régularisation des collections, à la vente de documents.

Vu l'avis favorable de M. le Trésorier Principal ;

### DECIDE

**ARTICLE 1er** : Tous les arrêtés et décisions du maire relatives à la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'inscription à la Médiathèque « l'Odyssée » de la Commune associée de Lomme sont remplacés par les dispositions suivantes ;

**ARTICLE 2** : Il est maintenu auprès de la Ville de LILLE, commune associée de LOMME, une régie de recettes pour l'encaissement des droits d'inscription à la Médiathèque « l'Odyssée » avec en plus « la vente de documents » ;

**ARTICLE 3** : Cette régie est installée dans les locaux de la Médiathèque sis à LOMME, 794 avenue de Dunkerque.

**ARTICLE 4** : Les recettes désignées dans l'article 2 sont encaissées selon les modes de règlements suivants :

- Espèces
- Chèques
- Cartes bancaires de Recettes Publiques

Elles sont perçues contre délivrance de quittances à souches à l'usager.

**ARTICLE 5 :** Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 500 euros.

**ARTICLE 6 :** Le régisseur doit verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées au moins tous les mois et lors de sa sortie de fonction ou de son remplacement par le suppléant.

**ARTICLE 7 :** Un fonds de caisse d'un montant de 150 euros est mis à la disposition du régisseur.

**ARTICLE 8 :** Le régisseur est désigné par le Maire de LILLE, après avis conforme du Comptable.

**ARTICLE 9 :** Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 10 :** Le régisseur percevra une NBI selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11 :** Le régisseur, son suppléant, percevront une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination, selon réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

**ARTICLE 13 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification.

**ARTICLE 14 :** La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille, notifié aux agents, et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Avis de Monsieur le Trésorier Principal

Réception en Préfecture le 1-8 JAN. 2010  
Notifié le

Hôtel de Ville, le 13 JAN. 2010

Affiché en Mairie le 13 JAN 2010

Le Maire de Lille

Martine AUBRY

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY

## DECISION DU MAIRE

10/6

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Maire, par délégation du Conseil Municipal à décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

Considérant que la Société TOPSEC Equipement a été autorisée à installer dans les piscines Marx Dormoy, Fives et Sud des appareils de distribution automatique d'articles de natation et de produits d'hygiène,

Considérant que pour des raisons techniques il convient de prolonger jusqu'au 30 avril 2010 la durée du contrat passé avec la Société TOPSEC Equipement,

## DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : La mise à disposition de la Société TOPSEC Equipement de locaux situés dans les piscines Marx Dormoy, Fives et Sud pour dans le but d'y installer des appareils de distribution automatique d'articles de natation et de produits d'hygiène est prolongée jusqu'au 30 avril 2010.

Article 2 : Cette prolongation fait l'objet d'un avenant à la convention d'occupation du domaine public reprenant les engagements de chacun.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille et Monsieur le Trésorier Principal, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution de la présente décision.

Hôtel de Ville, le **15 JAN. 2010**

Réception en Préfecture le : **21 JAN. 2010**

Affiché en Mairie le : **20 JAN. 2010**

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY

## DECISION DU MAIRE

10/7

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Maire, par délégation du Conseil Municipal, à décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

Considérant que la Société SELECTA a été autorisée à installer dans les piscines Marx Dormoy, Fives, Sud et au Palais des Sports Saint-Sauveur, au Complexe Auguste Defaucompret et à la salle Maryse Bastié des appareils de distribution automatique de denrées et de boissons,

Considérant que pour des raisons techniques il convient de prolonger jusqu'au 30 avril 2010 la durée du contrat passé avec la Société SELECTA,

## DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : La mise à disposition de la Société SELECTA de locaux situés dans les piscines Marx Dormoy, Fives Sud, du Palais des Sports Saint-Sauveur, au Complexe Auguste Defaucompret, à la salle Maryse Bastié pour dans le but d'y installer des appareils de distribution automatique de denrées et de boissons est prolongée jusqu'au 30 avril 2010.

Article 2 : Cette prolongation fait l'objet d'un avenant à la convention d'occupation du domaine public reprenant les engagements de chacun.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille et Monsieur le Trésorier Principal, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution de la présente décision.

Hôtel de Ville, le 15 JAN. 2010

Réception en Préfecture le : 21 JAN. 2010

Affiché en Mairie le : 20 JAN 2010

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY

Le Maire de la Ville de Lille,

## DECISION DU MAIRE

N° 10/8

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

Vu l'arrêté n° 1850 du 18 novembre 2008 conférant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Dominique Plancke, Conseiller Municipal Délégué ;

Considérant qu'il convient pour la Ville de Lille de mettre à disposition de Monsieur Henri Maréchal, à titre onéreux l'immeuble communal situé 63, rue du Faubourg de Roubaix à Lille afin de le loger provisoirement en attendant l'attribution d'un logement par les bailleurs sociaux.

### **DECIDE**

**Article 1** – Une convention à titre précaire et révocable est passée entre la Ville de Lille et Monsieur Henri Maréchal pour la prise en location à compter du 15 décembre 2009 de l'immeuble situé 63, rue du Fg de Roubaix à Lille pour une durée de 6 mois.

**Article 2** – La mise à disposition est consentie moyennant un loyer mensuel de 300 euros payable à terme échu.

**Article 3** – Les charges seront payées par l'occupant.

**Article 4** – L'occupant remboursera à la demande du propriétaire la taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères et s'acquittera à la demande des services fiscaux de toute autre imposition (Taxe d'Habitation)

**Article 5** – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6** – La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

**Article 7** – Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Réception en Préfecture le **20 JAN. 2010**  
Affiché en Mairie le **19 JAN. 2010**  
Le Conseiller Municipal délégué

Hôtel de Ville, le **19 JAN. 2010**

Le Conseiller Municipal Délégué

Dominique PLANCKE



Dominique PLANCKE

## DECISION DU MAIRE

N° 10/9

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R 1617-1 à R1617-18 ;

Vu le décret 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu la délibération n°01/835 du 12 novembre 2001 fixant, en euros, le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes des communes ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents, et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 ;

Vu l'arrêté municipal n°14521 du 17 juillet 1998 instituant, auprès du Musée d'Histoire Naturelle, une régie de recettes pour l'encaissement de prestations pédagogiques liées à l'activité du musée, à savoir : les visites guidées et les musées en classe ;

Vu l'instruction codificatrice n°06/031A-B-M du 21 avril 2006 ;

Vu la délibération n° 08/242 du Conseil Municipal du 31 mars 2008 conférant délégation au Maire de, notamment, créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

Vu la délibération n° 09/1070 du 18 décembre 2009 autorisant la mise en place de nouveaux ateliers pédagogiques au Musée d'Histoire Naturelle,

Considérant qu'il convient d'autoriser le régisseur titulaire et les mandataires suppléants à encaisser ces nouvelles prestations,

Considérant la nécessité de modifier la périodicité des versements,

Vu l'avis favorable de M. le Trésorier Principal ;

## **D E C I D E**

**Article 1 :** Il est décidé la mise en place de nouveaux ateliers pédagogiques au Musée d'Histoire Naturelle.

**Article 2 :** Il est maintenu une régie de recettes pour l'encaissement de tous types de prestations pédagogiques liées à l'activité du Musée d'Histoire Naturelle.

**Article 3 :** Cette régie est installée au Musée d'Histoire Naturelle, 19 rue de Bruxelles – 59000 Lille.

**Article 4 :** Les recettes désignées à l'article 2 seront encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- espèces
  - chèques
  - chèques crédits loisirs
  - chèques vacances
  - coupons city pass
- ou tout autre moyen de paiement conventionné.

**Article 5** : Les recouvrements des produits seront effectués contre délivrance de ticket ou de quittance à souche.

**Article 6** : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 300 euros.

**Article 7** : Le régisseur doit verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées, au moins tous les mois et lors de sa sortie de fonction ou de son remplacement par le suppléant.

**Article 8** : Le régisseur est désigné par le Maire de Lille, après avis conforme du Comptable.

**Article 9** : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé, après avis du comptable selon la réglementation en vigueur.

**Article 10** : Le régisseur percevra une NBI selon la réglementation en vigueur.

**Article 11** : Le régisseur, percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis du comptable selon la réglementation en vigueur.

**Article 12** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 13** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification..

**Article 14** : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille, notifiée aux agents, et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Avis de Monsieur le Trésorier Principal,

Hôtel de Ville, le 19 JAN. 2010

Réception en Préfecture le 19 JAN. 2010

Affiché en Mairie le 19 JAN. 2010

Notifié le,



Le Maire de Lille,

Martine AUBRY

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY



## DECISION DU MAIRE

N° 10/10

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales  
notamment les articles L 2223-19 et suivants et R 2223-24  
et suivants

Vu l'arrêté municipal n° 19043 du 23 mars 2001 portant  
règlement des cimetières lillois

Vu la délibération n° 09/1148 du 18 décembre 2009  
revalorisant les tarifs des travaux d'inhumations,  
d'exhumations et autres prestations dans les cimetières  
lillois,

### DECIDE :

**Article 1 :** Les tarifs des travaux d'inhumations, d'exhumations et autres prestations sont revalorisés. Le tableau ci-annexé détaille ces nouveaux tarifs.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 5 :** La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Hôtel de Ville, le **20 JAN. 2010**

Réception en Préfecture le **21 JAN. 2010**

Affiché en Mairie le **20 JAN. 2010**

Le Maire de Lille,

  
Martine AUBRY

Le Maire de Lille,

  
Martine AUBRY



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/1

OBJET

**Conseils de quartier – Désignation  
de Conseillers de quartier.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

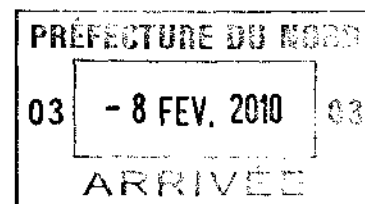
Par délibération n° 08/419 du 23 juin 2008, le Conseil Municipal s'est prononcé sur le nouveau règlement intérieur des Conseils de quartier.

Chaque Conseil de quartier, outre le (la) président(e), élu municipal, est composé de trois collèges égaux :

- collège « politique » : un tiers des sièges proposé par les groupes siégeant au Conseil Municipal (répartis à la proportionnelle) ;
- collège « forces vives » : un tiers des sièges choisi parmi les « forces vives » du quartier, sur proposition du Président de Conseil de quartier faite au Maire, en fonction de leur qualité ou de leur représentativité et leur implication dans la vie du quartier ;
- collège « habitants tirés au sort » : un tiers d'habitants tiré au sort sur les listes électorales

Ainsi, le nombre de membres de chacun des Conseils de quartier est fixé comme suit :

- Bois-Blancs : 24
- Centre : 39
- Faubourg de Béthune : 24
- Fives : 30
- Lille-Sud : 30
- Moulins : 30
- Saint-Maurice Pellevoisin : 27
- Vauban-Esquermes : 30
- Vieux-Lille : 27
- Wazemmes : 39



Par délibération n° 08/420 du 23 juin 2008, le Conseil Municipal s'est prononcé sur la liste nominative des Conseillers de quartier, qu'il convient de compléter aujourd'hui, suite à de nouvelles intégrations et à la démission de Conseillers de quartier.

En accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 25 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **COMPLÉTER**, comme indiqué en annexe, la liste nominative des Conseillers de quartier.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Le Maire de Lille,

Réception en Préfecture le - 8 FEB 2010



Martine AUBRY

## CONSEIL MUNICIPAL du 1<sup>er</sup> FÉVRIER 2010

### Conseils de Quartier :

#### Evolution après le Conseil Municipal du 18 décembre 2009

##### Conseil de Quartier des Bois Blancs : Conseil de Quartier complet

- ✓ Collège « Habitants » :  
*Nouvelle désignation : M. Stéphane DELCROIX*

##### Conseil de Quartier de Lille-Centre : Conseil de Quartier complet

- ✓ Collège « Habitants » :  
*Nouvelle désignation : M. Christophe PERRIN*

##### Conseil de Quartier du Faubourg de Béthune : 1 poste vacant

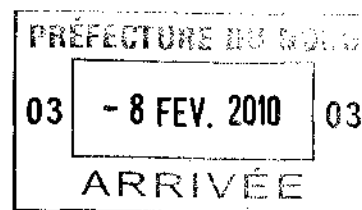
- ✓ Collège « Forces Vives » :  
☞ 1 siège vacant

##### Conseil de Quartier de Fives : 1 poste vacant

- ✓ Collège « Politiques » :  
☞ 1 siège vacant

##### Conseil de Quartier de Lille-Sud : 1 poste vacant

- ✓ Collège « Forces Vives » :  
☞ 1 siège vacant



##### Conseil de Quartier de Moulins : Conseil de Quartier complet

- ✓ Collège « Habitants » :  
*Nouvelle désignation : M. Malek CHAGAH*

##### Conseil de Quartier de Saint-Maurice-Pellevoisin : Conseil de Quartier complet

- ✓ Collège « Habitants » :  
*Démission de Mme Danièle DORDOLO*  
*Nouvelle désignation : Mme Andrée BOEHLER*

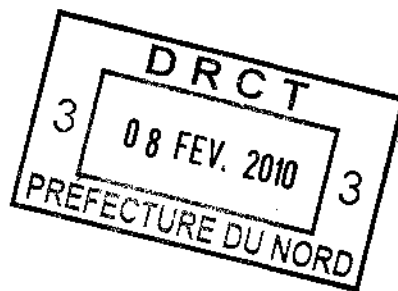
**Conseil de Quartier de Vauban-Esquermes : Conseil de Quartier complet**

**Conseil de Quartier du Vieux-Lille : 1 poste vacant**

- ✓ Collège « Politiques » :  
☞ 1 siège vacant

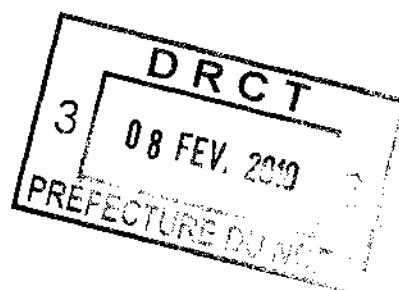
**Conseil de Quartier de Wazemmes : Conseil de Quartier complet**

- ✓ Collège « Habitants » :  
*Nouvelle désignation : M. Rémy LEURENT*



Conseil de Quartier de FIVES

- 30 membres -



BAUDEL	Stéphanie
BONAMOUR	Charlotte
BOUDRY	Alain
BRAHIMI	Malika
DELAVAL	Paulette
DEMAN	Virginie
DEMEULENAERE	Roger
DUHEM	Sébastien
FAURIE	Jean-Paul
FERRANDI	Florence
GOVART	Liliane
HANICOTTE	Caroline
HANICOTTE	Jacqueline
JAMMES	Jacqueline
JOSSE	Francis
LUCAS	Eric
MARY	Michèle
MIQUEL	Philippe
MULLIÉ	Pascal
POTTIER	Maurice
RICHARD	Michèle
SANDT	Joël
SCRIBOT	Nicolas
SOHET	Claude (M.)
TABAKA	Stanislas
TAINE	Christel
TOUAHRI	Myriam
VALDELIEVRE	Vincent
VAN GHELUWE	Jean-Luc
A POURVOIR	



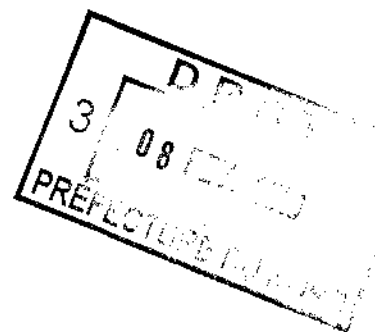
Conseil de Quartier de LILLE-SUD

- 30 membres -

ADLER	Jérôme
AFIF	Feiza
ALLANDRIEU	Claude (M.)
ATTIA	Salwa
BITOUMBOU	Philomène
BONNEL	Nicole
BOSSART	Micheline
CALIEZ	Bernard
CARLIER	Marie-Andrée
DASSONVILLE	Rolande
DEHORTER	Valérie
DESBOTTES	François
DIABY	Moussitapha
EL HASSANE	Saïdi
HAIMAK	Nora
KOUVAHEY	Paule
LABIB	Nabil
LAMBRECHTS	Jean-Marie
LEBECQ	Martine
LOMBART-BENCHOUKROUN	Claire
LOUCHART	Frédéric
MAOUEDJ	Rime
MARMIN	Gérard
MASSON	Patrick
MBATONGA	Martine
MBATONGA	Nazaire Désiré
MEKHOUEDJ	Saïd
POHIER	Michèle
TAGHANE	Véronique
A POURVOIR	

Conseil de Quartier de MOULINS

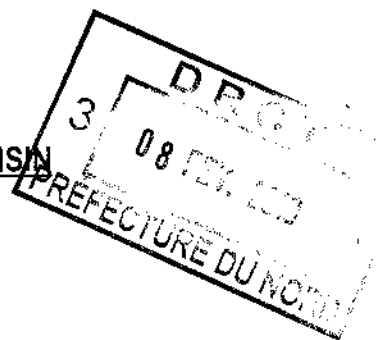
- 30 membres -



BOSSUT	Yveline
BROUTIN	Jean-Louis
CAUCHIE	Hervé
CHAGAH	Malek
COUTELAS	Nicole
CREPIEUX	Laurent
DAHMANI	Mahdi
DEBOSSCHER	Eve
DEHILLOTTE	Stéphanie
DJAMMI NKOUAKAM	Jeannot
DELPORTE	Philippe
DEMEULEMEESTER	Joseph
DENIS DU PEAGE	Thibaut
DUTHILLEUL	Michel
FREZIN	Gisèle
GOSSEAU	Olivier
HANSON	Martine
KINGET	François
LAMEYSE	Christine
LAOUFI	Samira
LEPETIT	Stéphane
LIDOVE	Anne
MASTOURI	Lamia
MOUNIB	Dalila
OHAYON	Leslie
LOUDINA	Zina
RENARD	Guy
TALMOUTI	Makki
VERVACKE	Armand
WAMBRE	Sébastien

Conseil de Quartier de SAINT-MAURICE-PELLEVOISIN

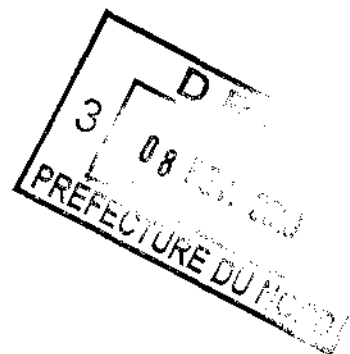
- 27 membres -



ACHER	Michel
ANDRIANARIVELO	Jean-Richard
BLOCH	Colette
BOEHLER	Andrée
BONNEL	Didier
BUISINE	Delphine
CHATELAIN	Emmanuel
D'ARTOIS	France
DE CLERCQ	Bertille
DEPREZ	Peggy
DIMEY	Antoine
LAFON	Claudie (Mme)
LAGE-SIWILLO	Monica
LAURENT	Jean-Pierre
LEBOUCQ	Olivier
LECHNER	Alexandra
LEROY	Dominique (Mme)
LESKOW	Hervé
LEURENT	Anne
MANNIEZ	Annie
OUTTERYCK	Régine
PIERSON	Philippe-Henry
SOUNAC	Janine
SPRIET	Geneviève
THERY	François-Xavier
THOMAS	Frédéric
TISSOT	Guillaume

Conseil de Quartier de VAUBAN-ESQUERMES

- 30 membres -



BAILLEUL	Christiane
BLANC	Martine
BONNET	Alexis
BONNET	Xavier
BOULAND	René
BRANQUART	Geneviève
CACHERA	Luce
CUCHEVAL	Laurence
DE CROOCK	Danielle
DE VRIEZE	Françoise
DELOBEL	Dominique (Mme)
DELRUE	Olivier
DEMARES	Claire
DEMARET	Bertrand
DEREUX	Michaël
FAIDHERBE	Catherine
FAURE	Amélie
FLIPO	Benoît
GUYOT	Laurent
HENGBART	Jean-Pierre
JEQUAL	Abdallah
LAURENT	Adrien
LECLERCQ	Marie-France
LIAIGRE	Louisa
LOFBERG	Axel
SAMARCQ	Mathieu
SEETHARAMDOO	Divitha
TESSIER	Benjamin
TIBERGHEN	Odile
WARNIER	Martine



Conseil de Quartier du VIEUX-LILLE

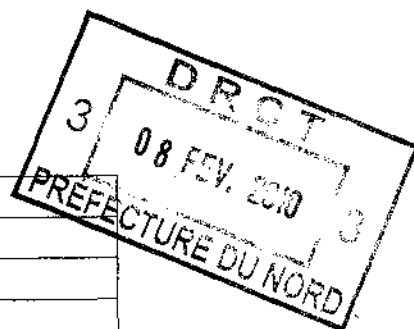
- 27 membres -

BEAUGRAND-N'DIAYE	Aby
BEAUSSAERT	Daniel
BOUSSEKEYT	Jean-Pascal
BRONGNIART	Florence
CHARRON	Lucie
COLLET	Gérard
DEBEER	Michel
DRON	Pascaline
FREMERY	Emilie
HADDOU	Abdelaziz
JOSEPH-FRANCOIS	Didier
LECLERCQ	Philippe
LOUCHART	René
MAC QUAT	David
MEURILLON	Ali
MONFOURNY	Stéphane
MORICE	Marie-Noëlle
NAZET	Rémy
PIOTROWSKI	Adelina
RITZ	Audrey
ROUSSET	Emilie
SURY	Claude (Mme)
TETAERT	Pierre
TIBERGHIE	Noël
VAN BELLEGHEM	Anny-France
WOSAK	Marie Andrée
A POURVOIR	



Conseil de Quartier de WAZEMMES

- 39 membres -



AZAOUN	Mohamed
BEGHAIN	Alexandre
BENKEMOUN	Patrice
BIGUET	Suzanne
BITOUMBOU	Bonaventure
BOCHNER	Anne
BOUZEKRI	Adel
CAMBIER	Brigitte
CATRYSSSE	Henriette
CHOQUET	Hervé
CORBIN	Christelle
CREPY	Patrice
DALIA	Jocelyne
DEHAENE	Laurence
DEPOORTERE	Danielle
DHELIN	Marie-Thérèse
GARSMEUR	Huguette
GODOT	Cyril
JAKUBECK	Franck
LABBAS	Latifa
LAVENNE	Yannick
LEFEVRE	Gérard
LEMAIRE	Jean-Loup
LEONARD	Christiane
LEURENT	Rémy
LIENARD	Christopher
MAHIEU	Stéphanie
MALAVIELLE	Pierre
MIGNON-HULEUX	Florence
MORELLE	Hervé-Marie
MORTREUX	Pierre
PETITPREZ	Patrick
ROBERT	Isabelle
ROBIN	Agnès
RUBIN	Jean-Baptiste
SALPERWYCK	Christelle
SAMADI	Nathalie
SELLESLAGH	Sabine
ZAMOUCSI	Saïd

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/3

## OBJET

Syndicat Intercommunal Lille  
La Madeleine (S.I.L.L.A.M.) -  
Remplacement d'un représentant  
suppléant de la Ville au Comité  
du Syndicat.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 08/257 du 31 mars 2008 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-8 du Cde Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal a procédé à l'élection des 8 délégués (4 titulaires et 4 suppléants) de la Ville de Lille au Comité du Syndicat Intercommunal Lille la Madeleine (S.I.L.L.A.M.).

Suite à la démission de Madame ROUGERIE, déléguée suppléante, le 20 janvier 2010, il convient de procéder à son remplacement.

Aux termes des articles L. 5211-7, L. 5212-6 et L. 5212-7 du CGCT, les délégués de la Ville au comité des syndicats intercommunaux sont élus par le Conseil Municipal, au scrutin secret, à la majorité absolue.

Le choix du conseil municipal peut porter sur tout citoyen réunissant les conditions requises pour faire partie d'un conseil municipal. Les agents employés par le syndicat ne peuvent être désignés par la commune pour la représenter au sein du comité syndical.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité absolue.

En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **PROCEDER** à l'élection d'un délégué suppléant de la Ville de Lille au Comité du Syndicat Intercommunal Lille la Madeleine

**A été élue : Magalie HERLEM**

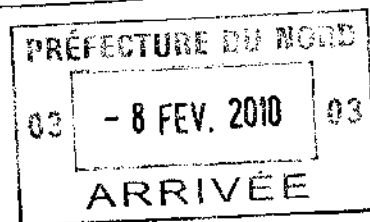
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Le Maire de Lille,

Réception en Préfecture le - 8 FEV. 2010

Martine AUBRY



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/4

## OBJET

**Faculté des Sciences Juridiques,  
Politiques et Sociales de l'Université  
de Lille 2 - Désignation d'un représentant  
du Conseil Municipal au Conseil de la Faculté.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Lors de sa séance du 5 novembre 2009, le Conseil d'Administration de l'Université de Lille 2 a adopté la modification des statuts de la Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales.

Ces nouveaux statuts fixent, en leur article 4, la composition du Conseil de la Faculté qui comprend 40 membres dont 8 personnalités extérieures, désignées pour 4 ans. Parmi ces personnalités, figure un représentant du Conseil Municipal de Lille.

Aux termes de l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'élection du représentant du Conseil Municipal au Conseil de Faculté a lieu au scrutin majoritaire. Si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. A égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **PROCEDER** à la désignation du représentant du Conseil Municipal au Conseil de la Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de l'Université de Lille 2.

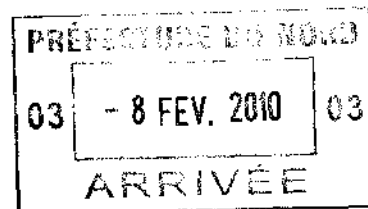
**A été désignée : Magalie HERLEM**

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Le Maire de Lille,

Réception en Préfecture le - 8 FEV. 2010

  
Martine AUBRY

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/141

## OBJET

**Subvention exceptionnelle à la Fondation de Lille pour l'aide d'urgence à la suite du séisme en Haïti.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Mardi 12 janvier 2010, un puissant séisme d'une magnitude de 7,3 sur l'échelle de Richter a frappé Haïti, causant des dégâts considérables : de nombreux bâtiments se sont effondrés, les voies de communication sont coupées et les victimes se comptent en dizaines de milliers.

La Ville de Lille souhaite faire part de sa solidarité avec les populations de ces zones sinistrées, en s'associant à la mobilisation des particuliers et des collectivités territoriales face à cette catastrophe et à l'aide d'urgence mise en place par les organisations internationales et le gouvernement français.

La Ville de Lille souhaite apporter une aide exceptionnelle d'un montant de 30.000 € à la Fondation de Lille, laquelle mutualise les fonds collectés pour apporter aux sinistrés par le biais d'associations et ONG partenaires, dans un premier temps, des secours d'urgence et, dans un deuxième temps, des aides à la reconstruction.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention exceptionnelle de 30.000 € à la Fondation de Lille (N° SIRET : 45121348200016) ;
- ♦ **AUTORISER** la signature de la convention entre la Ville et la Fondation de Lille, ci-annexée ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 67, article 6745, fonction 041 - Opération n° 602.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Le Maire de Lille,

Réception en Préfecture le

8 FEV. 2010



Martine AUBRY

03

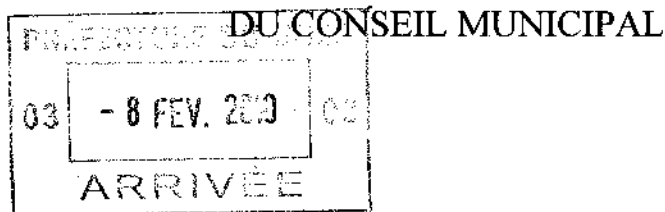
- 8 FEV. 2010

ARRIVÉE

Séance du 1er février 2010

N° 10/142

OBJET



**Lille-Fives, Hellemmes – Restructuration  
urbaine du site anciennement FCB -  
Réalisation du lycée hôtelier en co-maîtrise  
d'ouvrage Ville de Lille – Région  
Nord/Pas-de-Calais.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le site Fives Cail Babcock, dit "FCB", est l'un des secteurs majeurs de transformation de la Ville de Lille, de la commune associée d'Hellemmes et en particulier pour le quartier de Fives. L'identité fivoise et le rapport du quartier à son passé industriel sont intimement liés à ce site qui porte la mémoire d'un siècle et demi d'activités industrielles.

De par sa taille, son positionnement géographique et sa valeur symbolique, le site constitue une opportunité pour accueillir un projet de restructuration et de renouvellement urbain qui met en jeu différentes échelles du territoire : la dynamique métropolitaine, la modernisation des faubourgs de l'Est Lillois et la restauration du lien entre l'usine et le quartier.

La restructuration du site Fives Cail Babcock a été engagée dès 2007 par la Ville de Lille et par Lille Métropole Communauté Urbaine. Cette restructuration repose sur un programme validé par les collectivités concernées (Ville de Lille et sa commune associée d'Hellemmes, Région Nord/Pas-de-Calais, Lille Métropole Communauté Urbaine). Le socle de ce programme est constitué d'une série d'ouvrages dont :

- un grand lycée des métiers de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme et des services de la personne (coiffure, esthétique, fleuriste) à vocation européenne et internationale d'une surface d'environ 20.000 m<sup>2</sup> SHON (maîtrise d'ouvrage Région Nord/Pas-de-Calais),
- une salle des sports attenante à ce lycée (maîtrise d'ouvrage Ville de Lille),
- la Bourse du Travail (maîtrise d'ouvrage Ville de Lille),
- une piscine Lille-Fives-Hellemmes (maîtrise d'ouvrage Ville de Lille)
- une rue couverte accueillant des commerces et des services (maîtrise d'ouvrage Ville de Lille)
- l'aménagement d'un parc urbain de 5 hectares (maîtrise d'ouvrage Ville de Lille)
- des équipements de proximité (maîtrise d'ouvrage Ville de Lille),
- la création d'environ 650 logements selon une programmation mixte,
- l'implantation d'activités économiques.

La rue couverte sera implantée dans la halle voisine de celles dédiées au lycée. Cette rue sera l'un des éléments principaux de centralité et d'animation pour le quartier. Ainsi, le restaurant d'application du lycée pourra s'ouvrir sur cette rue et s'intégrer à la dynamique commerciale du site. De même, des accès à la salle de sport sont également prévus dans cette rue. Cette rue couverte sera gérée par la Ville de Lille.

Cette salle de sport municipale sera dédiée au grand lycée des métiers de l'hôtellerie. Elle sera livrée simultanément au lycée. Afin d'être directement accessible par les apprenants, cette salle de sport sera localisée dans l'emprise foncière réservée au lycée. Ces programmes étant imbriqués, le parti d'une conception unique est choisi afin de créer un ensemble architectural cohérent.

En raison de l'imbrication du lycée avec la salle de sport et la rue couverte, de la recherche de cohérence architecturale et de synchronisation des livraisons du lycée et de la salle de sport, et de surcroît de l'inclusion des programmes du lycée, de la salle de sport et du passage couvert dans un ensemble immobilier composé d'anciennes halles industrielles, la Ville de Lille et la Région Nord/Pas-de-Calais ont souhaité recourir aux modalités de co-maîtrise d'ouvrage organisées par l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée qui autorise, lorsque la réalisation d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage publics, à ce qu'ils désignent l'un d'entre eux pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'ensemble dans le cadre d'une convention.

Au vu du projet décrit ci-dessus, il est proposé de transférer la maîtrise d'ouvrage de la construction du lycée hôtelier à la Ville de Lille dans le cadre d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage à intervenir dans les conditions suivantes :

- la Ville réalise la construction du lycée des métiers de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme et des services de la personne (coiffure, esthétique, fleuriste), afin de le transférer à la Région pour la rentrée scolaire de 2014,
- la Ville est autorisée par la Région à mettre en œuvre les consultations nécessaires à la réalisation de l'opération notamment en vue de désigner le maître d'œuvre et à prendre en charge la conclusion et la gestion des marchés publics relatifs à cette opération,
- la Ville propose de créer un budget annexe spécifique et de souscrire les emprunts nécessaires à la réalisation de l'opération,
- la Ville prendra dans un premier temps à sa charge les frais d'investissement de l'opération, qui seront remboursés en totalité par la Région. Les modalités financières seront précisées dans la convention de co-maîtrise d'ouvrage.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ACCEPTER** le transfert de la maîtrise d'ouvrage de la construction du lycée hôtelier à la Ville de Lille dans le cadre d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage,
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue délégué à exercer la maîtrise d'ouvrage transférée par la Région dans les conditions définies dans la présente délibération,
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue délégué à finaliser la convention de co-maîtrise d'ouvrage à intervenir et à la signer,
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue délégué à mettre en œuvre les consultations nécessaires à la réalisation de l'opération notamment en vue de désigner le maître d'œuvre et à prendre en charge la conclusion et la gestion des marchés publics relatifs à cette opération,
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue délégué à créer un budget annexe.

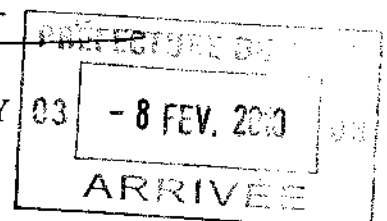
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **8 FEV. 2010**

Le Maire de Lille,

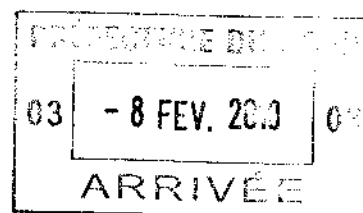
Martine AUBRY



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/143

OBJET

**Motion sur les réformes en cours  
dans le secteur Petite Enfance.**

Le Conseil Municipal de Lille souhaite réagir fortement aux réformes à l'œuvre dans le secteur de la Petite Enfance, qui fragilisent le socle de notre politique éducative et vont à l'encontre de l'ambition que nous défendons pour nos enfants dans le cadre de notre Projet Éducatif Global.

A Lille, nous faisons en sorte de donner à chaque enfant, dès son plus jeune âge, par des activités d'éveil et d'apprentissage qualifiées et adaptées, toutes les chances de réussir sa future vie d'adulte.

Aujourd'hui, nous nous heurtons à plusieurs projets gouvernementaux destinés à augmenter à moindre coût les capacités de « garde » et qui remettent aujourd'hui en cause la qualité de l'accueil des jeunes enfants de 0 à 3 ans.

Considérant, d'une part, la nécessité de créer de nouvelles places d'accueil Petite Enfance pour répondre aux besoins des familles et, d'autre part, la nécessité de préserver la qualité d'accueil, afin de garantir la sécurité des enfants et la dimension éducative de la prise en charge de l'enfant et de ses parents,

Considérant le rôle majeur exercé jusqu'à présent par les collectivités locales, qui se sont engagées avec l'aide de la CAF dans une politique Petite Enfance de service public, en réponse aux différents besoins repérés et grâce à une approche territoriale et globale en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels,

Aux côtés du collectif régional 59-62 « Petite Enfance : qualité d'accueil pour tous », réuni à Lille le 12 janvier dernier pour présenter son Livre Blanc, **le Conseil Municipal de Lille dénonce les évolutions récentes en matière de politiques publiques Petite Enfance** (la mise en œuvre progressive des Contrats Enfance Jeunesse en relais des Contrats Enfance et Temps Libres depuis 2006, les préconisations du rapport Tabarot paru en juillet 2008, le plan des métiers Petite Enfance présenté en décembre 2008, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009), car ces évolutions :

- fragilisent l'équilibre financier des équipements existants, en réduisant les prestations de services versées par les Caisses d'Allocations Familiales, et imposent aux collectivités locales de choisir entre la suppression ou la limitation des services créés, ou l'augmentation des charges de la commune qui opte pour le maintien du service, et limitent de ce fait les projets de développement de nouveaux établissements,
- menacent la qualité et la sécurité de l'accueil des jeunes enfants en diminuant les exigences en terme de taux d'encadrement et de qualification du personnel ayant en charge le quotidien des tout-petits et posent la question de la responsabilité en cas d'incident ou d'accident.
- reviennent sur le principe d'équité des territoires et d'accessibilité à tous, avec la disparition à terme de l'accueil des enfants de 2/3 à l'école maternelle, accueil remplacé par la création de jardins d'éveil dont le fonctionnement entraînera un coût supplémentaire pour les collectivités locales mais aussi les familles, dans une région où de nombreux enfants sont encore scolarisés dès 2 ans,



**Par conséquent**, avec le souci de maintenir et de développer une offre d'accueil qualitative qui remplit une mission éducative auprès des enfants et une mission sociale auprès de leurs parents, en permettant leur insertion sociale et professionnelle et favorisant la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, **le Conseil Municipal de Lille demande au Gouvernement de :**

- maintenir les exigences actuelles en terme de taux d'encadrement et de qualification du personnel de la Petite Enfance,
- renoncer à l'expérimentation des jardins d'éveil, et à la déscolarisation en marche des enfants de moins de 3 ans, mais aussi des enfants atteignant trois ans en cours d'année scolaire,
- engager très rapidement avec la CNAF et les instances représentatives des collectivités locales, une négociation afin de réévaluer les moyens financiers accordés aux collectivités locales pour le fonctionnement des services et actions Petite Enfance,
- convoquer des « Etats généraux » de l'accueil de la Petite Enfance afin que soit définie de façon concertée avec les différents acteurs de ce secteur, une politique d'accueil des jeunes enfants qui réponde à l'évolution des besoins et à la diversité des contextes territoriaux, et qui soit dotée de moyens suffisants pour répondre aux objectifs quantitatifs et qualitatifs.

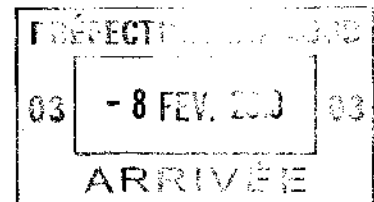
**ADOPTÉE A LA MAJORITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 9 FEV 2010

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/5

## OBJET

**Commune associée d'Hellemmes -**  
**Versement de subventions aux associations.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique d'animation, la Commune aide par tous moyens ses associations afin qu'elles puissent fonctionner, gérer leurs activités au mieux et organiser de nombreuses manifestations pour la population hellemmoise.

En plus du prêt de matériel et de locaux, la Commune attribue chaque année des subventions.

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes, réuni le 28 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

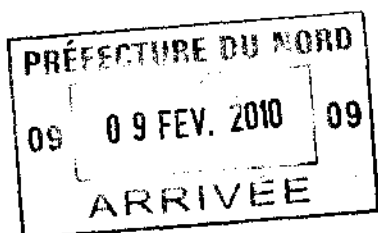
- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions reprises dans le tableau ci-après au titre de l'année 2010 ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer les conventions d'objectifs et de moyens et/ou avenants.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 9 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune  
associée d'Hellemmes,

  
Gilles PARGNEAUX

**VERSEMENT DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS  
AU TITRE DE L'ANNEE 2010**

ASSOCIATION	MONTANT
<b>Opération HSOAS 937 – 025 – 65 – 6574 – Service FAF</b>	
Amicale Laïque du Centre (sections danse et couture)	1 500,00
Association Danse de la Barrière	800,00
Association Départementale des Combattants et Anciens prisonniers de Guerre – Combattants d'Algérie-Tunisie-Maroc-TOE du Nord (ADCPG CATM TOE) (SIREN 783 712 508)	2 650,00
Association syndicale interprofessionnelle CFDT des retraités de Liile et environs	230,00
Syndicat des cheminots retraités FO d'Hellemmes	230,00
Le Chemin des Voisins (SIREN 518 772 868)	200,00
Les Amis de la Guinguette (SIREN 518 573 290)	950,00
Créartistik (SIREN 509 120 242)	1 000,00
La 59 <sup>ème</sup> Légion (SIREN 509 290 763)	250,00
Sandy' Loisirs (SIREN 509 819 694)	800,00
Association pour le Développement de l'Animation et de la Culture sur Hellemmes (ADACH) : Festival Intercommun'Hilarité	3 200,00
<b>TOTAL</b>	<b>11 810,00</b>

ASSOCIATION	MONTANT
<b>Opération HMEHE 942 – 025 – 65 – 6574 – Service FAF</b>	
La Mémoire d'Hellemmes	1 600,00

ASSOCIATION	MONTANT
<b>Opération HJUME 954 – 048 – 65 – 6574 – Service FAF</b>	
Solidarité Enfants d'ici, Enfants de N'Gor (SIREN 488 383 852)	3 100,00

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/6

## OBJET

**Commune associée d'Hellemmes -**  
**Versement de subventions aux associations**  
**culturelles.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique culturelle, la Commune aide par tous moyens ses associations afin qu'elles puissent fonctionner, gérer leurs activités au mieux et organiser de nombreuses manifestations pour la population hellemmoise.

En plus du prêt de matériel et de locaux, la Commune attribue chaque année des subventions.

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes, réuni le 28 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

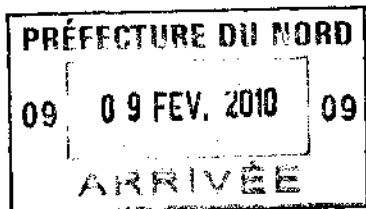
- ◆ **AUTORISER** le versement des subventions reprises dans le tableau ci-après, au titre de l'année 2010
- ◆ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer les conventions d'objectifs et de moyens et/ou avenants.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 9 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune  
associée d'Hellemmes,

  
Gilles PARGNEAUX

**VERSEMENT DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES  
AU TITRE DE L'ANNEE 2010**

ASSOCIATION	MONTANT
<b>Opération HSOAS 939 – 30 – 65 – 6574 – Service FAF</b>	
Union des cinéastes amateurs Hellemmois (SIREN 509 211 868°)	700,00
Anacrouse (SIREN 509 224 911)	1 500,00
Epin'Art	500,00
La Moulinette : opération Les Fenêtres qui parlent (SIREN 509 626 230)	700,00
<b>TOTAL</b>	<b>3 400,00</b>

ASSOCIATION	MONTANT
<b>Opération HSOAS 939 – 311 – 65 – 6574 – Service FAF</b>	
Harmonie Municipale d'Hellemmes (SIREN 518 744 842)	6 500,00
Cercle Symphonique d'Hellemmes	3 800,00
Coppélia (SIREN 392 476 560)	400,00
Hellemmois Chantons	800,00
Le 8 renversé (SIREN 383 088 861)	835,00
Interstice (SIREN 391 508 454)	835,00
Les Voisins bien Urbains : Festival de danse contemporaine	2 500,00
L'Oxymore (SIREN 479 941 874)	500,00
<b>TOTAL</b>	<b>16 170,00</b>

ASSOCIATION	MONTANT
<b>Opération HSOAS 939 – 313 – 65 – 6574 – Service FAF</b>	
Le Théâtre de la Baraque Foraine (SIREN 422 919 217)	6 900,00
Union Régionale Nord des Compagnies de Théâtre et d'Animation (URNCTA) (SIREN 508 399 664)	1 000,00
Sandy' Loisirs : Atelier costumes (SIREN 509 819 694)	2 000,00
Le Théâtre de la Baraque Foraine : Ateliers théâtres (SIREN 422 919 217)	16 000,00
Kaï Dina : Atelier conte (SIREN 432 537 009)	3 265,00
<b>TOTAL</b>	<b>29 165,00</b>

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/7

## OBJET

**Commune associée d'Hellemmes –**  
**Soutien à un échange franco-britannique**  
**organisé par l'école Berthelot/Sévigné.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Madame Marjorie JOPS, enseignante nouvellement arrivée à l'école Berthelot/Sévigné, organisait depuis 6 ans un départ à Leeds au Nord de l'Angleterre avec ses élèves de CM1 de l'école Michelet à Lille.

A son arrivée à Hellemmes, elle a souhaité continuer ce partenariat avec la Ville de Leeds afin que les élèves de sa classe puissent bénéficier de cet échange éducatif.

C'est ainsi qu'après avoir accueilli les écoliers anglais, 26 enfants, à titre de réciprocité, se rendront durant une semaine au mois de juin prochain en Angleterre pour découvrir une nouvelle culture.

Pour diminuer la part à la charge des familles, il est proposé d'attribuer une subvention de 100 € par élèves, soit 2.600 €, à la coopérative scolaire de cette école.

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes, réuni le 27 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 2.600 € à la coopérative scolaire de l'école Berthelot/Sévigné,
- ♦ **IMPUTER** la dépense sur les crédits inscrits au chapitre 65- article 6574 - fonction 255 – Opération n°1469 HSUBV.

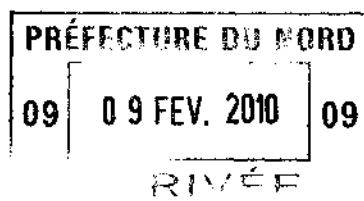
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

**- 9 FEV. 2010**

Réception en Préfecture le

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune  
associée d'Hellemmes,

  
Gilles PARCNEAUX

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/8

## OBJET

**Commune associée d'Hellemmes –**  
**Attribution de subventions aux associations**  
**oeuvrant en faveur de la jeunesse.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Commune a pris l'engagement de renforcer et d'étoffer les actions d'éducation pédagogiques et ludiques pour assurer l'épanouissement de nos enfants.

Les trois associations suivantes, s'inscrivant dans cette politique, sollicitent une subvention.

L'association Léo Lagrange (SIREN 329 704 738) œuvre depuis plus de 30 ans sur la commune d'Hellemmes. Son but est d'étendre et d'organiser des activités de loisirs, de sport et d'éducation populaire pour les enfants à partir de 4 ans.

L'association développe des actions en lien avec le Projet Educatif Local de la Commune en participant à de nombreux événements et temps forts organisés à Hellemmes tout au long de l'année.

Afin d'aider cette association à la poursuite de son action, il est proposé de lui allouer une subvention de 73.600 €.

Conformément à l'instruction comptable M 14 et de l'application de l'article 1 du décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 alinéa 3 de la loi du 12 avril 2000, il convient de conclure un avenant à la convention de partenariat du 20 avril 2009.

L'association A-ma-zone a été créée en 2007 avec pour objectif d'assurer la solidarité entre les jeunes du parc Leroy et ceux des autres quartiers et d'intensifier le partenariat avec le service jeunesse.

A-ma-zone (SIREN 510 883 0002) a participé activement aux Fêtes de la jeunesse organisées par la Commune et propose régulièrement des événements StreetZone autour des cultures urbaines mêlant à la fois des tournois sportifs (streetbasket, futsal) et des démonstrations de danse hip hop.

Pour accompagner cette association, il est proposé de lui octroyer une subvention de 2.000 €.

L'association Eclaireuses et Eclaireurs de France ( SIREN 775 675 598°est un mouvement éducatif pour les jeunes basé sur le volontariat et ouvert aux enfants de 8 à 18 ans. Installée au Parc Engrand à Hellemmes, elle organise des activités de scoutisme sur une journée ou un week-end.

Afin de permettre la continuité des activités de cette association, il est proposé de lui octroyer une subvention de 1.000 €.

.../...

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes, réuni le 27 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions proposées ci-dessus
- ♦ **AUTORISER** la signature de la convention avec l'association Léo Lagrange, ci-annexée
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur l'article 6574/422 - Opération n° 1490 2010/HSOAS

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

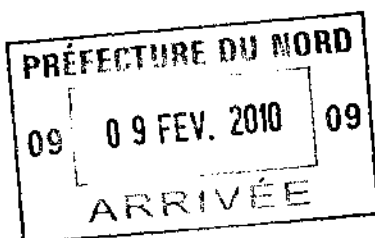
Réception en Préfecture le **- 9 FEV. 2010**

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune  
associée d'Hellemmes,



Gilles PARCNEAUX





## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/9

## OBJET

**Commune associée d'Hellemmes –**  
**Soutien aux associations oeuvrant sur**  
**le temps périscolaire.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Depuis 2001 la Commune d'Hellemmes s'est engagée pour l'épanouissement de nos enfants. Dans ce cadre, il est important de soutenir l'action des associations.

Subvention à l'association Edouard et Célestin vont en Bateau

Implantée dans les locaux de l'école Edouard Herriot à Hellemmes, l'association Edouard et Célestin vont en Bateau est une garderie parentale qui fonctionne en accueil périscolaire et en accueil de loisirs le mercredi et pendant les vacances scolaires.

L'association souhaite poursuivre le développement des ateliers périscolaires qui permettent aux enfants de bénéficier d'initiations à des pratiques artistiques et sportives de qualité à un prix abordable par les familles et en lien avec la pédagogie Freinet.

Par ailleurs, elle continue le développement de l'accueil de loisirs durant les périodes de vacances scolaires.

Dans le cadre de l'organisation de ses activités, il est proposé d'accorder une subvention de 3.300 € à cette association.

Subvention à l'association Déclic

L'association Déclic œuvre depuis de nombreuses années pour l'aide aux devoirs sur la Commune d'Hellemmes. Elle est composée de bénévoles, reconnue par les enfants et les familles hellemmoises pour la qualité de son accompagnement scolaire. Des sorties éducatives, de l'aide personnalisée et des jeux éducatifs sont proposés sur la commune en lien avec son Projet Educatif Local.

Par ailleurs, depuis octobre 2009, des séances d'aide aux devoirs sont plus particulièrement organisées par l'association pour les enfants de l'Epine. Ces séances ont lieu les mardis et jeudis de 16 h 45 à 18 h. Les enfants sont accueillis dans le restaurant scolaire de l'école Rostand avec un goûter offert par l'association. Une quinzaine d'enfants participent chaque semaine à ces séances.

Dans le cadre de ses activités, il est proposé d'allouer une subvention de 500 € à cette association.

.../...

Subvention à l'association Amour Enfance Animaux

L'association Amour Enfance Animaux organise régulièrement des promenades en poneys pour les enfants de la commune d'Hellemmes au sein du parc de la Mairie et lors de certains temps forts organisés par la commune. Cette activité permet aux enfants de développer le lien avec les animaux.

Dans ce cadre, la commune souhaite aider financièrement cette association à hauteur de 500 €.

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes, réuni le 28 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions proposées ci-dessus,
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits à l'article 6574/255 - Opération n° 1469 2010/HSUBV.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 9 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune  
associée d'Hellemmes,

  
Gilles PARCNEAUX



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/10

## OBJET

**Commune associée d'Hellemmes –  
Soutien aux associations de parents  
d'élèves et au collège.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'engagement de la commune pour l'épanouissement de nos enfants se traduit dans le cadre budgétaire par le soutien aux associations qui participent à cet objectif.

**Subventions aux associations de parents d'élèves**

Dans le cadre de son Projet Educatif Local, la commune soutient l'action des associations de parents d'élèves qui œuvrent en partenariat avec la commune pour le bien-être des enfants scolarisés dans l'ensemble des écoles hellemmoises.

Au vu de l'étude du dossier présenté par chaque association de parents d'élèves, il est proposé de les subventionner comme suit :

- Association des parents d'élèves des écoles laïques du centre	450 €
- Association des parents d'élèves des 4 écoles	450 €
- Association « Ensemble à Herriot »	250 €

**Subvention au collège Saint Exupéry**

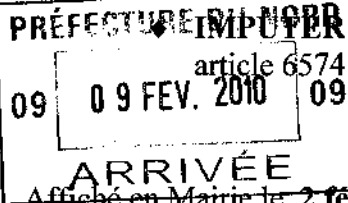
Dans le cursus scolaire, obligation est faite aux collèges de délivrer un enseignement relatif à la technologie qui se concrétise par la conception, la fabrication d'un objet technologique dont le coût est supporté par les familles. Pour diminuer la participation des parents et afin que chaque élève puisse conserver son « œuvre », il est proposé d'attribuer une subvention de 3.910 € au collège Saint Exupéry.

**Subvention à l'association de parents d'élèves du collège Saint Exupéry**

Afin que l'association les parents de Saint Ex puisse continuer son action auprès des élèves du collège par la participation à l'achat des fournitures scolaires, l'organisation de diverses manifestations, telles que l'accueil des sixièmes et la soirée de départ des troisièmes, et maintenir les réunions d'informations aux familles, il est proposé de lui octroyer une subvention de 700 €.

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes, réuni le 28 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

♦ **AUTORISER** le versement des subventions proposées ci-dessus



Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

- 9 FEV. 2010

les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65 –  
fonction 22 du budget 2010 – Opération n°1469 HSUBV

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune  
associée d'Hellemmes,

Gilles PARGNEAUX

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/11

OBJET

**Commune associée d'Hellemmes -  
Coopératives scolaires – Versement  
de subventions à l'OCCE du Nord.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Mesdames,

Le Conseil Municipal a autorisé, par délibération n° 03/1117 du 15 décembre 2003, la passation d'une convention avec l'association "Office Central de Coopération de l'Ecole du Nord" (OCCE Nord). Cette délibération détermine les relations financières entre la Ville de Lille, la commune associée d'Hellemmes et l'OCCE Nord.

L'aide de la commune aux coopératives des écoles maternelles et primaires est établie par dotation au prorata des effectifs scolarisés. Cette aide permet aux écoles de mettre en œuvre des projets complémentaires aux activités fondamentales d'enseignement, de participer aux sorties pédagogiques prévues par les équipes enseignantes et de favoriser la participation des élèves à diverses manifestations culturelles.

Dans le cadre des procédures de comptabilité publique, ces subventions seront intégrées par voie d'avenant à la convention existante par le biais d'une délibération présentée par la Service Pilote.

Il est proposé d'octroyer les subventions suivantes :

**Dotation aux coopératives scolaires pour l'année 2010 :**

Groupe Berthelot/Sévigné	effectif : 460	montant :	1.633 €
Ecole Herriot	effectif : 146	montant :	518 €
Ecole Jean Jaurès	effectif : 392	montant :	1.391 €
Ecole Dombrowski	effectif : 134	montant :	476 €
Ecole Jenner	effectif : 243	montant :	863 €
Ecole Rostand	effectif : 97	montant :	344 €
Ecole Salengro	effectif : 166	montant :	589 €

**Total de dotations : 5.893 €****Soutien aux projets d'école pour l'année 2010 :**

Ecole Berthelot/Sévigné	Projet sur le thème de l'éco-citoyenneté	600 €
Ecole Rostand	Projet autour du livre	300 €
Ecole Jean Jaurès	Projet autour du cirque	250 €
Ecole Salengro	Projet « découverte du temps »	600 €

**TOTAL : 1.750€**

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes, réuni le 28 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

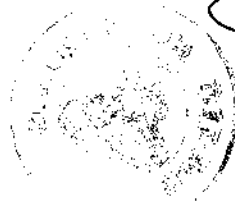
- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions reprises ci-dessus ;
- ♦ **IMPUTER** de la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 255 – Opération n° 1469 HSUBV ;

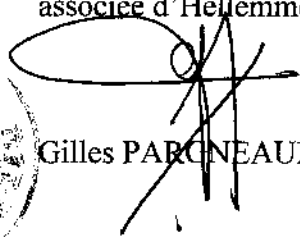
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 9 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune  
associée d'Hellemmes,



  
Gilles PARCNEAUX

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/12

## OBJET

**Commune associée d'Hellemmes -**  
**Mise à disposition des salles communales -**  
**Application de nouveaux tarifs.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération en date du 19 mars 2009, la Commune d'Hellemmes a fixé les tarifs de mise à disposition des salles communales d'intérêt général pour l'année 2009.

Considérant qu'il y a lieu aussi de réactualiser les tarifs de location du Kursaal fixés par délibération du 14 décembre 2006, il est proposé de réévaluer les tarifs selon une augmentation d'environ 2 % reprise dans le tableau en annexe.

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes, réuni le 28 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

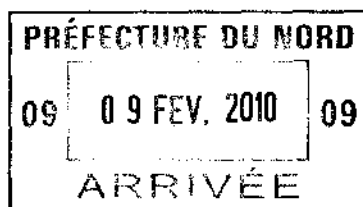
- ♦ **APPROUVER** les nouveaux tarifs qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2010.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le 9 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune  
associée d'Hellemmes,

  
Gilles PARGNEAUX

**TARIFS DE LOCATION DES SALLES HELLEMMOISES  
OU VALEUR DE MISE A DISPOSITION POUR UNE  
UTILISATION A LA JOURNEE**

<b>SALLES COMMUNALES</b>	<b>INTRAMUROS LILLE-HELLEMMES- LOMME</b>		<b>EXTRAMUROS</b>	
	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>BOCQUET ( REUNION EXCLUSIVEMENT )</b>	<b>81.00 €</b>	<b>83.00 €</b>	<b>129.00€</b>	<b>132.00 €</b>
<b>LCR TISSERANDS ( REUNION EXCLUSIVEMENT )</b>	<b>81.00 €</b>	<b>83.00 €</b>	<b>129.00 €</b>	<b>132.00 €</b>
<b>JEAN JAURES ( REUNION EXCLUSIVEMENT )</b>	<b>163.00 €</b>	<b>166.00 €</b>	<b>244.00 €</b>	<b>249.00 €</b>
<b>PARC SANS CUISINE ESPACE DES ACACIAS (REUNION – VIN D'HONNEUR)</b>	<b>166.00 €</b>	<b>169.00 €</b>	<b>249.00 €</b>	<b>254.00 €</b>
<b>PARC AVEC CUISINE ESPACE DES ACACIAS</b>	<b>227.00 €</b>	<b>232.00 €</b>	<b>340.00 €</b>	<b>347.00 €</b>
<b>ROTONDE ESPACE DES ACACIAS ( REUNION – VIN D'HONNEUR )</b>	<b>258.00 €</b>	<b>263.00 €</b>	<b>387.00 €</b>	<b>395.00 €</b>
<b>1<sup>er</sup> ETAGE SANS CUISINE ESPACE DES ACACIAS (REUNION- SPECTACLE)</b>	<b>338.00 €</b>	<b>345.00 €</b>	<b>558.00 €</b>	<b>569.00 €</b>
<b>1<sup>er</sup> ETAGE AVEC CUISINE ESPACE DES ACACIAS</b>	<b>554.00 €</b>	<b>565.00 €</b>	<b>831.00 €</b>	<b>848.00 €</b>
<b>KURSAAL 1<sup>ère</sup> Journée</b>	<b>650.00 €</b>	<b>663.00 €</b>	<b>1.300.00€</b>	<b>1.326.00 €</b>
<b>KURSAAL Une journée supplémentaire (aucune location ne pourra excéder 6 jours)</b>	<b>500.00 €</b>	<b>510.00 €</b>	<b>1.000.00 €</b>	<b>1.020.00 €</b>

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/13

OBJET

Commune associée de Lomme -  
Subventions 2010.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ATTRIBUER** les subventions suivantes au titre de l'année 2010 :

	MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET BATIMENTS	AVANTAGES EN NATURE (notamment imprimerie, transport... à la charge de la commune associée de Lomme	SUBVENTIONS 2009	SUBVENTIONS 2010	N° SIRET
<b>Chapitre 65 - article 6574 - fonction 020 - opération n° 1076 : Soutien aux associations du personnel - code service : NEN</b>					
Amicale du Personnel	OUI	OUI	29 360,00 €	29 655,00 €	50942655700013
<b>Chapitre 65 - article 6574 - fonction 114 - opération 1069 : Soutien aux associations sécurité prévention - code service : NEN</b>					
Amicale des Secouristes de Lomme	NON	OUI	2 000,00 €	2 000,00 €	51084167900010
<b>Chapitre 65 - article 6574 - fonction 20 - opération 1070 : Soutien aux associations scolaires - code service : NEN</b>					
<i>Coopératives scolaires ou foyers socio - éducatifs des collèges, L.P et S.E.G.P.A. :</i>					
Foyer socio-éducatif Collège Jean Jaurès	NON	NON	667,00 €	673,00 €	51307464100012
Foyer socio-éducatif Collège Jean Zay	NON	NON	667,00 €	670,00 €	51192503400015
Foyer socio-éducatif Collège Guy Mollet et Coopérative scolaire de la SEGPA Guy MOLLET	NON	NON	667,00 €	673,00 €	19594523300011
Association des Lycéens, étudiants, stagiaires et apprentis du centre de Formation Horticole - ALESA	NON	NON	305,00 €	305,00 €	50132072500010
	MISE A DISPOSITION DE	AVANTAGES EN NATURE	SUBVENTIONS 2009	SUBVENTIONS 2010	



	LOCAUX ET BATIMENTS	(notamment imprimerie, transport... à la charge de la commune associée de Lomme			N° SIRET
<b>Chapitre 65 - article 6574 - fonction 20 - opération 1070 : Soutien aux associations scolaires - code service : NEN</b>					
Coopératives scolaires :					
Ecole Bracke Desrousseaux	NON	NON	1 019,00 €	1 010,00 €	21590355000147
Ecole Defrenne	NON	NON	672,00 €	558,00 €	21590355000089
Ecole La Fontaine	NON	NON	596,00 €	589,00 €	21590355000139
Ecole George Sand	NON	NON	644,00 €	661,00 €	21590355000170
Ecole Jean Minet	NON	NON	606,00 €	633,00 €	21590355000097
Ecole Langevin	NON	NON	662,00 €	673,00 €	21590355000162
Ecole Léon Blum	NON	NON	867,00 €	875,00 €	21590355000113
Ecole Michelet	NON	NON	888,00 €	950,00 €	21590355000196
Ecole Pasteur - Curie	NON	NON	1 353,00 €	1 358,00 €	21590355000105
Ecole Paul Bert	NON	NON	926,00 €	890,00 €	21590355000014
Ecole Petit Quinquin	NON	NON	822,00 €	865,00 €	21590355000048
Ecole Roger Salengro	NON	NON	1 043,00 €	1 112,00 €	21590355000188
Ecole Victor Hugo	NON	NON	805,00 €	895,00 €	21590355000121
Ecole Voltaire - Sévigné	NON	NON	1 544,00 €	1 623,00 €	21590355000220
<i>Associations des Parents d'élèves des collèges et lycées professionnels :</i>					
Collège Jean Jaurès	NON	NON	415,00 €	419,00 €	19590131900010
Collège Jean Zay	NON	NON	361,00 €	365,00 €	51192503400015
<i>Associations des Parents d'élèves des écoles publiques :</i>					
Délivrance : Curie Pasteur - Ferry					
Demory	NON	NON	672,00 €	679,00 €	51103706100013
Jean Minet Defrenne	NON	NON	460,00 €	465,00 €	51149967500011
La Fontaine et Lamartine	NON	NON	485,00 €	485,00 €	51149001300014
Mont-à-Camp : Bracke					
Desrousseaux - Michelet - Sand	NON	NON	672,00 €	678,00 €	51117285000014
Petit Quinquin	NON	NON	465,00 €	469,00 €	51195574200016
Roger Salengro	NON	NON	566,00 €	572,00 €	51168314600019
<b>Chapitre 65 - article 6574 - fonction 411 - opération 1067 : Soutien aux associations sportives - code service : NEN</b>					
Association des Clubs Sportifs de Lomme (ASCL)					
Boxing Création de Lomme	NON	NON	1 500,00 €	12 500,00 €	51792208400010
La Prolétarienne	OUI	OUI	3 500,00 €	3 700,00 €	51078766600013
La Jeunesse du Marais	OUI	OUI	4 250,00 €	4 250,00 €	48428757800013
Lomme Volley Ball	OUI	OUI	4 484,00 €	4 000,00 €	44818129000019
	OUI	OUI	3 550,00 €	3 500,00 €	51153747400013

	MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET BATIMENTS	AVANTAGES EN NATURE (notamment imprimerie, transport... à la charge de la commune associée de Lomme	SUBVENTIONS 2009	SUBVENTIONS 2010	N° SIRET
Lomme Olympique Roller Club	OUI	OUI	1 000,00 €	1 000,00 €	51516996900018
Lomme Union Sportive Club	OUI	OUI	7 800,00 €	7 050,00 €	43250811700012
Lomme Free Fight Academy	OUI	OUI	1 500,00 €	1 000,00 €	51066887400017
Motos Club Zone Rouge 59	OUI	OUI	0,00 €	350,00 €	En cours
O.S.M.L. Athlétisme	OUI	OUI	19 748,00 €	20 950,00 €	44818150300013
O.S.M.L. Badminton	OUI	OUI	3 000,00 €	3 020,00 €	50993306500013
O.S.M.L. Basket	OUI	OUI	5 730,00 €	5 712,00 €	45293561200013
O.S.M.L. Cercle Pongiste	OUI	OUI	3 800,00 €	3 800,00 €	21590355000014
O.S.M.L. Cyclo Club Lommois	OUI	OUI	1 000,00 €	500,00 €	51201933200018
O.S.M.L. Football	OUI	OUI	19 100,00 €	18 600,00 €	43518774500011
O.S.M.L. Gymnastique Rythmique	OUI	OUI	14 000,00 €	14 475,00 €	34309203700013
O.S.M.L. Gymnastique Volontaire	OUI	OUI	2 800,00 €	2 800,00 €	39091233500077
O.S.M.L. Haltérophilie Musculation	OUI	OUI	3 110,00 €	3 170,00 €	49767747600010
O.S.M.L. Handball	OUI	OUI	52 400,00 €	53 440,00 €	39091233500101
O.S.M.L. / S.R.L.D. Judo	OUI	OUI	6 200,00 €	6 200,00 €	39091233500036
O.S.M.L. Lutte	OUI	OUI	3 000,00 €	3 000,00 €	44818171900015
O.S.M.L. Natation	OUI	OUI	13 900,00 €	15 229,00 €	44794782100016
O.S.M.L. Pétanque	OUI	OUI	2 000,00 €	2 000,00 €	41214344800014
O.S.M.L. Plongée	OUI	OUI	1 000,00 €	1 160,00 €	21590355000014
O.S.M.L. Tennis	OUI	OUI	3 000,00 €	3 500,00 €	33357362400017
O.S.M.L. Tir	OUI	OUI	4 300,00 €	4 000,00 €	33357362400017
O.S.M.L. Tir à l'Arc	OUI	OUI	800,00 €	800,00 €	39091233500119
O.S.M.L. Union Canine des Flandres	OUI	OUI	1 000,00 €	1 000,00 €	39091233500069
O.S.M.L. Union des pêcheurs Lommois	OUI	OUI	1 500,00 €	1 500,00 €	50820194400016
U.S.M.C.L. Basket	OUI	OUI	3 694,00 €	3 500,00 €	78371948770022
S.R.L.D. Football	OUI	OUI	15 404,00 €	14 659,00 €	45298802500014
S.R.L.D. Gymnastique Volontaire	OUI	OUI	1 500,00 €	1 500,00 €	35270740000029
S.R.L.D. Musculation	OUI	OUI	1 000,00 €	1 000,00 €	51022667300018
S.R.L.D. Tennis	OUI	OUI	2 325,00 €	2 125,00 €	41070814300012
<i>Associations sportives des Ecoles, Collèges et Lycées :</i>					
Collège Guy Mollet	NON	NON	0,00 €	280,00 €	51116959100019
Collège Jean Jaurès	NON	NON	300,00 €	300,00 €	19590131900010
Collège Jean Zay	NON	NON	170,00 €	150,00 €	19593177900019
Lycée Jean Prouvé	NON	NON	90,00 €	70,00 €	19595786500015
USEP Lille 2 - Lomme	NON	NON	1 600,00 €	1 600,00 €	51190344500019
<b>Chapitre 65 - article 6574 - fonction 33 - opération 1079 : Soutien aux associations culturelles - code service : NEN</b>					
Les Accordéonistes Lommois	OUI	OUI	3 800,00 €	3 838,00 €	45320855500012
L'Art et la Manière	OUI	OUI	1 565,00 €	1 581,00 €	51069731100015
Batterie Fanfare de Lomme	OUI	OUI	7 474,00 €	7 548,00 €	51084697500017
Le Bavard de la Délivrance	OUI	OUI	414,00 €	418,00 €	51090003800017
Bois Loisir	OUI	OUI	500,00 €	505,00 €	51091237100018

	MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET BATIMENTS	AVANTAGES EN NATURE (notamment imprimerie, transport... à la charge de la commune associée de Lomme	SUBVENTIONS 2009	SUBVENTIONS 2010	N° SIRET
Club Artistique Lommois	OUI	OUI	823,00 €	831,00 €	51142209900016
Club Avicole de Lomme	OUI	OUI	490,00 €	495,00 €	51081103700017
ASCL « Couleurs du Monde »	OUI	OUI	4 898,00 €	4 947,00 €	41485726800034
Et vous trouvez ça Drôle	OUI	OUI	25 000,00 €	25 250,00 €	39767967100024
Loisirs Animations Rencontres Informations (LARI)	OUI	NON	616,00 €	622,00 €	49300332100012
Lomme Tiers Monde	NON	NON	667,00 €	673,00 €	51163955100015
Les Mésanges Lommoises	OUI	OUI	4 318,00 €	4 200,00 €	51000779200011
Le Moment Créatif	NON	NON	150,00 €	150,00 €	51080588000018
Orchestre d'Harmonie de Lomme	OUI	OUI	7 525,00 €	7 600,00 €	41397022900014
Planète Jeunes	OUI	OUI	1 646,00 €	4 986,00 €	49912017800011
La Prévention Routière	NON	NON	150,00 €	150,00 €	77571979201660
Renaissance Artistique de la Délivrance	OUI	OUI	1 000,00 €	1 000,00 €	41825428000021
Scrabble de Lomme	OUI	OUI	250,00 €	252,00 €	51088164200019
Starlines Association Lommoise					
Danse	OUI	OUI	2 323,00 €	2 346,00 €	51063879400014
Théâtre Octobre	OUI	OUI	46 258,00 €	46 720,00 €	38114688000022
Traditions et loisirs du Jardinage	OUI	OUI	404,00 €	408,00 €	48874773400017
Union Amicale des Colombophiles de Lomme	OUI	OUI	490,00 €	490,00 €	51111152800010
<b>Chapitre 65 - article 6574 - fonction 510 - opération 1110 : Soutien aux associations de santé - code service : NEN</b>					
Amicale des donneurs de Sang					
Bénévoles de Lomme	OUI	NON	750,00 €	750,00 €	51109030000019
Choisir et s'en sortir	OUI	NON	2 000,00 €	2 000,00 €	51108509400015
Handilom	NON	OUI	2 500,00 €	2 525,00 €	50933046000015
<b>Chapitre 65 - article 6574 - fonction 524 - opération 1111 : Soutien aux associations patriotiques - code service : NEN</b>					
A.C.P.G. - C.A.T.M.	OUI	OUI	550,00 €	550,00 €	78371250800010
Aide et Solidarité pour l'Afrique	OUI	NON	1 263,00 €	1 276,00 €	51131046800018
Amicale des Locataires de la Délivrance - CNL	NON	NON	621,00 €	627,00 €	51187167500019
Amicale CNL les Bouleaux	NON	NON	500,00 €	300,00 €	51960954000010
Amis Sans Frontière Nord Lomme Métropole	OUI	NON	600,00 €	600,00 €	39931963100012
Association Départementale des conjointes survivants	NON	NON	400,00 €	404,00 €	78371242500025
Club loisirs des cheminots retraités Lomme et environs	NON	NON	384,00 €	388,00 €	51171132700011
Comité d'Animation de la Délivrance	OUI	OUI	1 200,00 €	1 200,00 €	50974424900012
	MISE A DISPOSITION DE	AVANTAGES EN NATURE	SUBVENTIONS 2009	SUBVENTIONS 2010	

	LOCAUX ET BATIMENTS	(notamment imprimerie, transport... à la charge de la commune associée de Lomme			N° SIRET
F.N.A.C.A	OUI	OUI	818,00 €	826,00 €	50788972300015
Famille du Cheminots de Lille- Délivrance	NON	NON	152,00 €	153,00 €	51153762300015
U.N.C. - A.F.N. section de Lomme	NON	NON	810,00 €	810,00 €	51088455400013
<b>Chapitre 65 - article 6574 - fonction 90 - opération 1112 : Soutien aux associations commerciales - code service : NEN</b>					
Chambre des métiers du Nord	NON	NON	1 240,00 €	1 255,00 €	18591350600084

Le subventionnement de ces associations entre dans le cadre de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs aux relations entre les collectivités locales et les associations imposant un conventionnement au-delà du seuil de 23.000 € de subvention.

Ces conventions qui déterminent les modalités du partenariat entre la commune associée de Lomme et les associations ainsi que les conditions financières à mettre en œuvre seront présentées lors d'un prochain Conseil Municipal.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune associée  
de Lomme,



*[Signature]*  
Yves DURAND

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/14

## OBJET

**Commune Associée de Lomme -**  
**Subventions pour ravalement de façades.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibérations du Conseil Communal de Lomme en date des 6 mai 2003 et 23 janvier 2006 et du Conseil Municipal de Lille des 12 mai 2003 et 6 février 2006, la Commune de Lomme a fixé les conditions d'attribution de subvention pour travaux de ravalement de façades afin d'améliorer le cadre de vie de tous les Lommois en terme de qualité du paysage urbain.

Ces travaux concernent l'aspect général des façades avant, arrière ou pignon c'est-à-dire :

- le nettoyage des façades en maçonnerie de briques peintes ou non, enduits ciment ou à la chaux, crépis, pierres, béton ; la remise en état des joints et des éléments de maçonnerie dégradés, la réfection des enduits.

Selon la nature du support, il peut être effectué :

- par « sablage » hydropneumatique avec emploi de sable siliceux ou de fines de verrerie ;
  - par projection d'eau froide ou chaude complétée par nettoyage mécanique (brossage-ponçage-raclage) ; dans ce cas une attention particulière sera portée aux moulurations en pierres et aux éléments décoratifs type briques vernissées ;
  - par procédé chimique : solutions alcalines, addition de tensioactifs et de solvants.
  - le brossage à sec des façades, plus communément appelé « dépoussiérage » ne saurait être admis au titre de la mise en état de propreté ; le nettoyage par jet de sable sec est interdit ;
  - est également proscrit l'écroûtage d'enduits qui met à jour de la brique de mauvaise qualité grossièrement appareillée, se dégradant facilement et provoquant des désordres dans la construction.
- la mise en peinture de façades en briques ou enduit
  - la pose de briquettes ou de plaquettes en terre cuite sur les façades en béton ou cimentée ; elles sont déconseillées sur les façades en briques pour lesquelles le sablage - rejointoiement sera préconisé.

Il a été décidé :

- le versement d'une subvention de 9,15 € par m<sup>2</sup> de surface traitée limitée à 20 % du montant H. T. des travaux.
- d'accorder une aide supplémentaire aux ravalements groupés d'au moins deux immeubles contigus et qui appartiennent à des propriétaires différents, portant ainsi l'aide à 11,43 € par m<sup>2</sup> de surface traitée, limitée à 25 % du montant H.T.
- de plafonner le montant de la subvention à 760 €.
- d'exonérer ces travaux des droits de voirie.

.../...

Pour obtenir le versement de cette subvention, le pétitionnaire devra déposer un dossier de demande de subvention au Service Urbanisme, accompagné de la demande de déclaration de travaux pour ravalement.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **DONNER** un avis favorable au versement de la subvention pour la demande ci-dessous :

Madame Marie-Louise KEIGNAERT

Pour des travaux : 560, avenue de Dunkerque

Montant hors taxe des travaux : 9.478,68 €

Montant de la subvention  $9,15 \text{ €} \times 193,50 \text{ m}^2 = 1.770,52 \text{ €}$  - Plafonné à 760 €

- ♦ **IMPUTER** la dépense sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 824, de la section Investissement - Opération n° 1374 : ravalement de façades investissement - Code service : NDC.

#### ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune associée  
de Lomme,

  
Yves DURAND

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/15

OBJET

Commune associée de Lomme -  
Subventions pour installations solaires.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibérations du Conseil Communal de Lomme n° 2005/43 du 19 mai 2005 et n° 2006/16 du 23 janvier 2006, et du Conseil Municipal de Lille n° 05/418 du 23 mai 2005 et n° 06/88 du 6 février 2006, la Commune de Lomme a fixé les conditions d'attribution de subvention pour l'installation de chauffe-eau solaire individuel ou photovoltaïque aux particuliers et aux organismes.

Cette politique a été mise en place en concertation avec la Ville de Lille dans une volonté commune de maîtrise des énergies dans la ville.

Cette aide est attribuée aux installations répondant aux critères retenus par l'ADEME et si la mise en œuvre est effectuée par un installateur professionnel signataire de la charte qualisol.

Il a été décidé d'accorder une subvention de 100 € TTC/m<sup>2</sup> pour l'installation de panneaux solaires, plafonnée à 10.000 € par opération et 1,20 € TTC par watt crête installé pour le solaire photovoltaïque, plafonnée à 3.000 € par opération.

Pour obtenir le versement de cette subvention, le pétitionnaire devra déposer un dossier de demande de subvention au Service Environnement, accompagné de la demande de déclaration de travaux pour la pose d'une installation solaire.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **DONNER** un avis favorable au versement de la subvention pour les demandes ci-dessous :

Monsieur DARTHOIT Christian  
Pour des travaux : 2, rue Alberic Mascret  
Montant TTC des travaux : 4.902 €  
Montant de la subvention  $100 \text{ €} \times 4 \text{ m}^2 = 400 \text{ €}$

Monsieur BOZZINI Bernard  
Pour des travaux : 84, rue Victor Hugo  
Montant TTC des travaux : 22.096 €  
Montant de la subvention  $1,20 \text{ €} \times 2625 \text{ wc} = 3.150 \text{ €}$  plafonnée à 3.000 €

Monsieur DEMULDER Maurice  
Pour des travaux : 59, rue Rabelais  
Montant TTC des travaux : 21.500 €  
Montant de la subvention  $1,20 \text{ €} \times 2970 \text{ wc} = 3.564 \text{ €}$  plafonnée à 3.000 €

.../...

Monsieur BOIVIN Bruno

Pour des travaux : 25, rue Goubet

Montant TTC des travaux : 17.725,71 €

Montant de la subvention  $1,20 \text{ €} \times 2960 \text{ wc} = 3.552 \text{ €}$  plafonnée à 3.000 €

- ♦ **IMPUTER** la dépense sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 830 - Opération n° 1394 : Aides habitat durable investissement - Code service : NDD.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

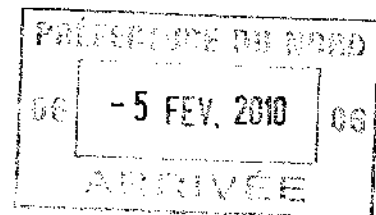
Réception en Préfecture le

**- 5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,

le Maire délégué de la Commune associée  
de Lomme,

  
Yves DURAND





## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/16

## OBJET

**Commune Associée de Lomme - Octroi  
d'aides à la rénovation énergétique des  
logements privés nommées : primes à  
l'isolation.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibérations du Conseil Municipal de Lille n° 08/761 du 6 octobre 2008 et du Conseil Communal de Lomme n° 2008/118 du 21 novembre 2008, la Commune de Lomme a fixé les conditions d'attribution de subvention concernant la rénovation énergétique des logements privés (isolation, menuiseries, ventilation, chauffage) afin de préserver l'environnement tout en réduisant les charges énergétiques pour les occupants.

Cette politique a été mise en place en concertation avec la Ville de Lille dans une volonté commune de rénovation du parc ancien, en soutenant les propriétaires sur l'ensemble du territoire de Lille, Hellemmes et Lomme.

Cette aide concerne les résidences principales privées de plus de 5 ans et est attribuée aux propriétaires occupants bénéficiant de ressources inférieures aux plafonds du prêt à taux zéro et propriétaires bailleurs personnes physiques ou SCI familiales dès lors que le loyer est inférieur ou égal au loyer plafond intermédiaire ANAH en vigueur à Lille, Hellemmes ou Lomme. Elle vient en complément du panel des aides à l'amélioration de l'habitat telles que les aides pour l'installation de panneaux solaires ou de systèmes de récupération d'eau de pluie.

Il a été décidé d'accorder une subvention correspondant à :

- 15 % du DPE et des travaux TTC plafonnés à 200 €/m<sup>2</sup> pour les travaux permettant un gain énergétique calculé en énergie primaire par rapport à la situation avant travaux.
- ou 25 % des travaux TTC plafonnés à 250 €/m<sup>2</sup> pour les travaux permettant d'atteindre le niveau de performance du label « bâtiment basse consommation Effinergie Rénovation ». Dans ce cas, l'audit thermique sera subventionné à hauteur de 50 % pour l'habitat individuel, dans la limite de 500 € TTC par logement.

Pour obtenir le versement de cette subvention, le pétitionnaire devra déposer au Service Environnement un dossier de demande de subvention comportant tous les éléments permettant de vérifier les conditions d'accès à l'aide.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **DONNER** un avis favorable au versement de la subvention pour les demandes ci-dessous :

Monsieur Ahmed ASSAGHIRI

Pour des travaux : 55, rue des Hortensias

Description des travaux : changement de 7 fenêtres en double vitrage en PVC + installation volet roulant monobloc PVC

Montant des travaux TTC : 7.158,17 €

Montant du DPE : 103 €

Montant de la subvention : 0,15 x 7.261,17 soit 1.089,17 €

Madame Isabelle VERON

Pour des travaux : 11, rue du Maire Eugène Dereuse

Description des travaux : changement de 3 fenêtres + un bloc volet extérieur + une porte d'entrée (en aluminium)

Montant des travaux TTC : 12.760 €

Montant du DPE : 120 €

Montant de la subvention :  $0,15 \times 12.880$  soit 1.932 €

Monsieur Christophe FRUIT

Pour des travaux : 52, rue de Verdun

Description des travaux : rénovation d'une pièce habitable souffrant de fortes déperditions énergétiques : isolation thermique toiture et murs extérieurs et remplacement des menuiseries + installation d'une VMC

Montant des travaux TTC : 10.865,13 €

Montant du DPE : 103 €

Montant de la subvention :  $0,15 \times 10.968,13$  soit 1.645,22 €

Monsieur GELDORF

Pour des travaux : 77, rue Anne Delavaux

Description des travaux : installation d'une chaudière à condensation

Montant des travaux TTC : 5.089,74 €

Montant du DPE : 80 €

Montant de la subvention :  $0,15 \times 5.169,74$  soit 775,46 €

- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 830 - Opération n° 1394 : Aides habitat durable investissement -Code opération : NINVE - Code service : NDD.

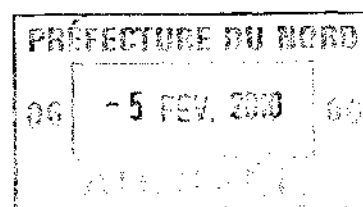
#### ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune associée  
de Lomme,

  
Yves DURAND



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 17/17

## OBJET

**Commune associée de Lomme -**  
**Mise à disposition de personnel, de**  
**locaux et de matériels pour les accueils**  
**de loisirs des associations de quartier.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique socio-éducative, la Commune de Lomme a souhaité confier au secteur associatif local la mise en œuvre des activités de loisirs proposées aux familles et aux enfants (6-12 ans) durant l'année 2010.

Les associations Planète Jeunes, Marais Création et Mitterrie Culture Loisirs regroupées en une seule association Planète Jeunes et l'association Couleurs du Monde organisent des accueils de loisirs durant l'année 2010, aux dates indiquées dans le tableau ci-dessous, en direction des jeunes lommeois :

PERIODE DES VACANCES	DATES
Février	du samedi 6 au dimanche 21 février 2010
Avril	du samedi 3 au dimanche 18 avril 2010
Été (juillet et août)	du samedi 2 juillet au 31 août 2010
Octobre	du samedi 23 octobre au mercredi 3 novembre 2010
Décembre	du samedi 18 décembre au dimanche 2 janvier 2011

Ces accueils de loisirs, habilités par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, nécessitent :

- un encadrement spécifique, tant en nombre qu'en terme de qualification, afin d'assurer la sécurité des jeunes et la qualité des activités proposées.
- des locaux adaptés, devant également répondre à des normes de sécurité pour l'accueil d'un public mineur.

Pour ce faire, dans le cadre du Projet Educatif Global et de sa volonté affirmée de développer l'offre de loisirs pour les jeunes, la Commune de Lomme met à disposition de l'association Planète Jeunes, durant les périodes prédéfinies, du personnel municipal possédant concours et diplômes nécessaires aux fonctions d'animateur ainsi que des animateurs vacataires diplômés. L'ensemble du personnel municipal et des animateurs vacataires vient renforcer les équipes de bénévoles existantes au sein de l'association, offrant des moyens humains complémentaires qualifiés.

Par ailleurs, sur l'ensemble des périodes indiquées ci-dessus, des locaux en bon état sont également mis à disposition de ces associations. Ces sites sont impératifs pour l'habilitation accueil de loisirs délivrée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports et indispensable pour les inscriptions et le déroulement des activités.

.../...

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la signature des conventions de mise à disposition, de locaux et de matériels entre la Ville et les associations de quartier Planète Jeunes et Couleurs du Monde et la convention de mise à disposition de personnel municipal et d'animateurs vacataires par Madame le Maire ou l'élue délégué

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

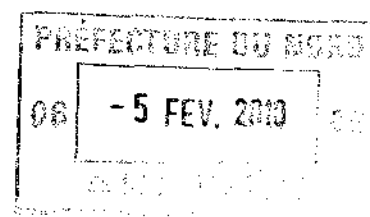
Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune  
associée de Lomme,



Yves DURAND



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/18

OBJET

**Commune Associée de Lomme -**  
**Opérations Ville-Vie-Vacances et Loisirs**  
**des Jeunes dans le Nord 2010.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'association Planète Jeunes organise des accueils de loisirs (ALSH), développe des activités dans le cadre des dispositifs suivants « Opération Ville-Vie-Vacances » (O.V.V.V) avec la Préfecture, le Conseil Général du Nord et « Loisirs des Jeunes dans le Nord (LJN).

L'objectif de ce dispositif est de préserver à travers des activités de loisirs, attractives et à dimension éducatives, le lien social de jeunes en voie ou en risque de marginalisation.

Afin de permettre une meilleure gestion de ces actions qui seront développées durant les vacances de février 2010, il est proposé d'attribuer à cette association une subvention pour cette période.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ATTRIBUER** une subvention de 4.500 € à l'association Planète Jeunes
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 422 - Opération n° 1040 : Loisirs ados - Code service : NEP.

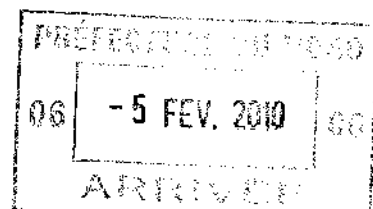
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune associée  
de Lomme,

Yves DURAND



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/19

## OBJET

**Commune associée de Lomme -**  
**« Pack'ados » - Loisirs actifs des**  
**13/17 ans - Partenariat avec l'association**  
**Planète Jeunes**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du Projet Educatif Global (délibération du 29 juin 2006 - PEG : enjeux et actions - délibération du 8 décembre 2005 - Cadre du PEG), la Commune de Lomme s'est engagée dans une vaste politique éducative, visant à mobiliser et associer tous les acteurs éducatifs. La jeunesse en constitue une priorité.

A ce titre, la Commune de Lomme s'est donnée pour objectif, en travaillant avec les partenaires qui interviennent dans le champ de la jeunesse, d'adapter les réponses aux attentes des adolescents. C'est pourquoi, avec l'association Planète Jeunes, elle a créé, depuis maintenant plus de deux ans, un Accueil de Loisirs spécifique de par son fonctionnement et ses horaires d'ouvertures, le « Pack'Ados », afin de permettre aux adolescents de 13 à 17 ans d'avoir des loisirs actifs (délibérations n° 2008/78 et 2009/23 - « Pack Ados - Loisirs actifs des 13/17 ans » - Partenariat avec l'association Planète Jeunes).

Forte du succès de cette expérience et reconnaissant les capacités d'animation et de mobilisation de l'association Planète Jeunes auprès de ce public, elle souhaite poursuivre cet Accueil de Loisirs sans Hébergement pour les adolescents pendant les prochaines périodes de vacances scolaires. Aussi, la Commune de Lomme mandate l'association « Planète Jeunes » pour la mise en place du « Pack'Ados » durant l'année 2010 sur les périodes de vacances scolaires suivantes :

- du 6 février au 21 février,
- du 3 avril au 18 avril,
- du 3 juillet au 31 août,
- du 23 octobre au 3 novembre,
- du 18 décembre au 2 janvier.

Pour le bon déroulement et la qualité du projet « Pack'Ados », la Commune de Lomme s'engage à aider financièrement l'association Planète Jeunes à hauteur de 10.000 €.

Durant les périodes prédéfinies, elle met aussi à disposition de l'association Planète Jeunes du personnel municipal possédant concours et diplômes nécessaires aux fonctions d'animateur ainsi que des animateurs vacataires diplômés.

Parallèlement, des locaux sont également mis à disposition de l'association. Ceux-ci sont impératifs pour l'habilitation « accueil de loisirs » délivrée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir

- ♦ **AUTORISER** la signature de la convention d'objectifs Loisirs Actifs 13-17 ans avec l'association « Planète Jeunes » et des conventions en annexe de mise à disposition de personnel, de locaux et de matériels avec l'association Planète Jeunes par Madame le Maire ou l'élu délégué

..../...

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 10.000 € à l'association Planète Jeunes,
- ♦ **IMPUTER** la dépense sur le crédits inscrits au chapitre 65 - article 6574 - fonction 422 - Opération n° 1040 : Loisirs ados - Code service : NEP

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune  
associée de Lomme,



*[Signature]*  
Yves DURAND

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/20

## OBJET

**Commune associée de Lomme -  
Coup de pouce BAFA**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique jeunesse, la Commune de Lomme favorise l'engagement et la formation des jeunes en permettant à ces derniers d'intégrer le cycle de formation du BAFA (Brevet d'Aptitudes aux Fonctions d'Animateurs) pour l'encadrement des mineurs dans les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH). (délibération n° 2009/85 - Coup de Pouce BAFA)

Les modalités de l'aide municipale intitulée « Coup de pouce BAFA », sont les suivantes :

- une aide forfaitaire de 230 € pour le financement du stage de base BAFA, versée par la commune à l'organisme de formation.
- les jeunes bénéficiaires seront prioritaires pour effectuer leurs stages pratiques rémunérés au sein des ALSH municipaux ou associatifs.
- le bénéficiaire doit être âgé de 17 à 25 ans et résider à Lomme. Ses revenus ou ceux de sa famille doivent correspondre à une situation ou à un plafond décrits dans le tableau ci-dessous.

Situation	Plafond / situation
1 jeune sans revenu fixe ou en rupture familiale (en contact avec un travailleur social (UTPAS, Mission Locale, Club de prévention...))	Attestation de situation (lycéens, étudiants, demandeurs d'emploi, fiche de paie, contrat de travail...)
1 couple + 1 enfant	2.033 €
1 couple + 2 enfants	2.236 €
1 couple + 3 enfants	2.336 €
1 parent isolé + 1 enfant	2.336 €
1 parent isolé + 2 enfants	2.439 €
1 parent isolé + 3 enfants	2.539 €
Ensuite rajouter 100 € par enfant supplémentaire	

- En contrepartie, le jeune doit effectuer une période de bénévolat au sein des ALSH associatifs lommeois d'une durée de 47 h 30 (en une ou plusieurs périodes) avant le versement de cette aide.
- Il ne doit pas avoir déjà bénéficié de cette aide car celle-ci est non renouvelable.

.../...



Cette aide municipale est cumulable avec l'aide de 200 € que le jeune peut obtenir de la CAF (selon le type de stage de perfectionnement choisi) et ce, à l'issue de sa formation complète avec l'obtention du BAFA.

Pour l'année 2010, Coup de pouce BAFA vise 18 jeunes bénéficiaires, soit un budget de 4.140 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **VALIDER** les modalités de ce dispositif
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer les documents nécessaires à sa bonne réalisation et mise en œuvre
- ♦ **IMPUTER** la dépense sur les crédits inscrits au chapitre 011 - article 6228 - fonction 422 - Opération n° 1056 « Soutien Initiative Jeunes coup de pouce BAFA »- Code service : NEP

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune  
associée de Lomme,



*[Signature]*  
Yves DURAND

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/21

## OBJET

**Commune Associée de Lomme -**  
**Programme Local de l'Habitat - Veille**  
**foncière sur des terrains à la Mitterie,**  
**rues de Lompret et du Chemin Noir.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibérations n° 2005/65 du Conseil Communal du 23 septembre 2005 et n° 2005/640 du Conseil Municipal du 26 septembre 2005, la Ville de Lille, Lomme, Hellemmes a donné un avis favorable sur le projet de Programme Local de l'Habitat (PLH.) et sa territorialisation.

Le PLH adopté par Lille Métropole Communauté Urbaine fixe des objectifs ambitieux de production de logements, dont principalement de logements locatifs sociaux et intermédiaires, et d'accession sociale et intermédiaire. Pour la Ville de Lille, Lomme, Hellemmes, il s'agit d'engager un programme conséquent de construction de logements, avec l'ambition pour les villes de sortir de terre 12 000 logements neufs d'ici 6 ans dont 4 000 logements à vocation sociale.

Pour les atteindre, il est indispensable de continuer de mobiliser les moyens fonciers nécessaires.

C'est pourquoi, la Ville de Lille, Lomme, Hellemmes a délibéré en juin 2008 en faveur de l'inscription en veille foncière de sites potentiellement mutables, stratégiques pour leur projet d'aménagement à dominante habitat, conformément aux objectifs du PLH et aux orientations résidentielles des quartiers.

Il s'agit aujourd'hui d'inscrire, pour Lomme, un site supplémentaire en veille foncière, à savoir :

- A la Mitterie, sur des terrains situés rues de Lompret et du Chemin Noir, cadastrés section A 277 - 279 - 280 - 3097 - 3098 - 3100 - 3102 - 3405 - 4562 - 5120 - 5122 pour une superficie totale de 18 526 m².

Ces terrains permettraient la construction de logements (30 à 35 logements) assurant une mixité en intégrant du logement social en locatif et en accession, conformément aux objectifs du PLH.

Ce site nécessite, de par sa localisation, une étude d'urbanisme et de programmation habitat.

Dans l'attente, un sursis à statuer pourra être mis en œuvre en vertu de l'article L.111-10 du Code de l'Urbanisme sur les déclarations de travaux et permis de construire intervenant dans ce périmètre. La Ville pourra également, sur ce périmètre, saisir la Communauté Urbaine pour l'exercice du droit de préemption urbain.

.../...

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ENGAGER** des études de faisabilité qui seront réalisées en interne ou en externe conformément au Code des Marchés Publics, sur ce site inscrit en veille foncière pour notamment définir les programmes répondant aux objectifs du PLH ;
- ♦ **DECIDER**, en vertu de l'article L111-10 du Code de l'Urbanisme, de périmètres de sursis à statuer sur ce site, inscrit en veille foncière pour réaliser des logements sociaux et intermédiaires (en location ou en accession) répondant aux objectifs du PLH ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à saisir Lille Métropole Communauté Urbaine pour utiliser son droit de préemption dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Local de l'Habitat adopté.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune associée  
de Lomme,



Yves DURAND

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/22

OBJET

**Commune Associée de Lomme - Avis  
sur la création de la Z.A.C Tournebride.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Commune de Lomme a souhaité que les terrains situés dans le secteur du Grand But, repris sur le plan en annexe, soient réservés, dans le cadre d'une procédure de Z. A. C. (Zone d'Aménagement Concerté), à la construction de logements en location et en accession à la propriété.

Une concertation préalable à la définition et à la mise en œuvre des principes d'aménagements a eu lieu du 2 juin au 2 juillet 2009.

Les avis divers font apparaître un impact globalement positif de cette opération. Dans cette condition, la création de la Z.A.C peut être envisagée.

Pour répondre à la demande de Lille Métropole Communauté Urbaine, conformément à l'article L.5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'avis du Conseil est sollicité sur le dossier de création de Z.A.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable sur la création de la Z.A.C Tournebride.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l' élu délégué à représenter la Commune pour toutes signatures de documents afférents à cette décision.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le 5 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
le Maire délégué de la Commune associée  
de Lomme,  
Yves DURAND

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1er février 2010

N° 10/23

## OBJET

**Exercice 2010 - Virements**  
**crédits - Décision Modificative n° 1.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Les décisions modificatives ont pour vocation d'adapter le document budgétaire initial à la vie collective.

Les différents mouvements de virements de crédits sont retracés dans les tableaux joints en annexe.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

♦ **APPROUVER** la Décision Modificative n° 1

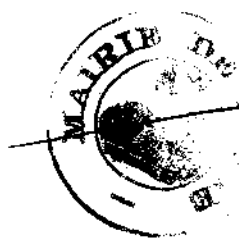
Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le 5 FEV. 2010

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Par délégation du Maire,  
le Premier Adjoint délégué  
aux Finances,

Pierre de SAINTIGNON



VILLE DE LILLE

ETAT RECAPITULATIF PAR CHAPITRE

DM1 -2010- CONSEIL MUNICIPAL DU 1ER FEVRIER

SECTION : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	DEPENSES	RECETTES
011	-1 526 400,56	
014	-3 899,44	
65	1 480 300,00	
Somme :	-50 000,00	

SECTION : INVESTISSEMENT

CHAPITRE	DEPENSES	RECETTES
204	10 000,00	
21	-261 324,25	
23	251 324,25	
26	50 000,00	
Somme :	50 000,00	

VIREMENT DE SECTION A SECTION

DEPENSE DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	ARTICLE	LIBELLE	DM1
023	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	50 000,00

RECETTE D'INVESTISSEMENT

CHAPITRE	ARTICLE	LIBELLE	DM1
021	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	50 000,00

# ETAT DES TRANSFERTS DE CREDITS

## VILLE DE LILLE

### DEPENSES

#### SECTION : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
011	020	6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	427,97
011	020	6135	LOCATIONS MOBILIERES	0,00
011	251	60623	ALIMENTATION	3 062,97
011	322	6288	AUTRES	88,50
011	33	616	PRIMES D ASSURANCES	320,00
011	33	6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	-300,00
011	33	6288	AUTRES	-1 520 000,00
011	824	6288	AUTRES	-10 000,00
014	01	748729	DOTATION DE GESTION LOCALE VERSEE	-3 899,44
65	33	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORG	1 520 300,00
65	824	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORG	10 000,00
65	90	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORG	-50 000,00
			<b>Somme :</b>	<b>-50 000,00</b>



**SECTION : INVESTISSEMENT**

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
204	830	2042	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	10 000,00
21	321	2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	-261 324,25
23	020	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	46 198,17
23	33	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	413 766,04
23	411	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	141 228,09
23	422	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	261 324,25
23	520	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-10 000,00
23	64	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-600 350,28
23	824	2318	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	-41 000,00
23	830	2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	18 274,04
23	830	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	21 883,94
26	830	261	TITRES DE PARTICIPATION	50 000,00
			<b>Somme :</b>	<b>50 000,00</b>

ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES

COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME

ETAT RECAPITULATIF PAR CHAPITRE

DM1 -2010- CONSEIL MUNICIPAL DU 1ER FEVRIER

SECTION : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	DEPENSES	RECETTES
011	-320,00	
74		-320,00
Somme :	-320,00	-320,00

ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES  
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME  
DEPENSES

SECTION : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
011	020	616	PRIMES D ASSURANCES	-320,00
			Somme :	-320,00

**ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES**  
**COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**  
**RECETTES**

**SECTION : FONCTIONNEMENT**

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
74	01	748721	DOTATION DE GESTION LOCALE RECUE	-320,00
			Somme :	-320,00

ETAT DES PREVISIONS DELIBERATIVES

COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES

ETAT RECAPITULATIF PAR CHAPITRE

DM1 -2010- CONSEIL MUNICIPAL DU 1ER FEVRIER

SECTION : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	DEPENSES	RECETTES
011	-3 579,44	
74		-3 579,44
Somme :	-3 579,44	-3579,44

**ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES**  
**COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMME**  
**DEPENSES**

**SECTION : FONCTIONNEMENT**

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
011	020	6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	-91,34
011	021	60623	ALIMENTATION	-137,48
011	20	6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	-67,80
011	213	6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	-268,83
011	422	60623	ALIMENTATION	-416,19
011	422	6288	AUTRES	-88,50
011	64	60623	ALIMENTATION	-2 509,30
			<b>Somme :</b>	<b>-3 579,44</b>

**ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES**  
**COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES**  
**RECETTES**

**SECTION : FONCTIONNEMENT**

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
74	01	748721	DOTATION DE GESTION LOCALE RECUE	-3 579,44
			Somme :	-3 579,44

Séance du 1er février 2010  
N° 10/24

OBJET

**Régie pour la commande et la réalisation d'œuvres  
d'art dans les espaces publics  
lillois - Autorisation relative aux dépenses  
d'investissement avant le vote du Budget  
Primitif 2010.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) permet aux communes, sur autorisation du Conseil Municipal, d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les dépenses afférentes au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption.

Pour mémoire, les dépenses d'équipement du Budget Primitif 2009 et des décisions modificatives s'élèvent au total à 230.000 €. Sur la base de ce montant, les dépenses d'investissement peuvent ainsi être engagées, liquidées et mandatées dans la limite d'un montant de 57.500 €.

Il y a de ce fait lieu d'autoriser Madame le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement du budget principal, avant le vote du budget primitif 2010, selon la répartition suivante:

- pour le chapitre 21 : 37.500 €
- pour le chapitre 23 : 20.000 €

Par ailleurs et conformément à la loi, les crédits faisant l'objet de la présente délibération seront inscrits au Budget Primitif 2010.

Après avis du Conseil d'Exploitation de la Régie, réuni le 29 janvier 2010 et en accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire à engager, liquider et mandater, jusqu'à l'approbation du Budget Primitif 2010, les dépenses d'investissement concernées, dans la limite du quart des crédits inscrits à la section d'investissement du budget de l'exercice 2009 ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire à inscrire les crédits correspondants au Budget de l'exercice 2010 lors de son adoption.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 5 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
le Premier Adjoint délégué  
aux Finances,

Pierre de SAINTIGNON



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/25

## OBJET

**Animation de la Gare Saint-Sauveur  
durant l'année 2010 – Subvention à  
l'association Lille3000.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

En raison du très grand succès auprès du public des projets artistiques et des animations proposés à la Gare Saint-Sauveur à l'occasion de la manifestation « Europe XXL » puis à l'automne 2009 et cet hiver avec Lille Neige, la Ville de Lille a souhaité poursuivre l'occupation et l'animation du site dont elle est, pas ailleurs, devenue propriétaire depuis le 1<sup>er</sup> décembre tout en ouvrant un temps de concertation et de réflexion avec les acteurs culturels, les artistes et les associations.

La fréquentation de la Gare Saint-Sauveur, 250 000 personnes depuis l'ouverture du site, témoigne d'un véritable engouement de la population pour ce lieu, ressenti comme un espace populaire de qualité, facilement accessible, avec des animations à caractère familial, des expositions artistiques, des week-end autour d'une thématique culturelle, des brocantes, des rencontres et un bar-restaurant / cinéma attractif. La Gare Saint-Sauveur est une invitation à la détente « intelligente et conviviale » pour tous les Lillois, une invitation au voyage et à la découverte sans quitter Lille.

Il apparaît clairement que la poursuite de l'activité à la Gare Saint-Sauveur est un élément essentiel à sa pérennisation et à la construction du quartier de demain. C'est pourquoi la Ville avait souhaité que le site ne ferme pas à la fin d'Europe XXL et reste ouvert aux Lillois avec des propositions de qualité pour l'année à venir.

Devenue propriétaire du site, la Ville prend en charge les dépenses de gardiennage, d'entretien et de maintenance, liées à la sécurité permanente du site.

Un exploitant du bar/restaurant de la halle A est recherché pour un contrat de mise à disposition d'un an renouvelable et pour une ouverture à partir du 25 mars 2010.

Trois périodes sont définies pour l'année 2010 :

- Jusqu'au 24 mars 2010, le site est ouvert occasionnellement en fonction d'occupations temporaires ; gestion par la Ville de Lille
- Du 25 mars au 10 octobre 2010, le site est ouvert au public dans le cadre d'une animation montée avec les associations et structures culturelles et proposée par Lille3000. Durant cette période, le site, (à l'exception du bar/restaurant), sera mis à disposition gracieuse de Lille3000 et des associations.
- Du 11 octobre jusqu'à la fin de l'année, le site est ouvert au public avec des projets proposés par les associations, des mises à disposition et des projets menés par la Ville en direct ; ce programme est coordonné par la Ville.

.../...

La programmation du 25 mars au 10 octobre sera bâtie en collaboration avec de nombreux acteurs culturels lillois et métropolitains et proposée par Lille3000 au sein d'un collectif les réunissant pour y organiser des temps forts durant les week-ends. A titre d'exemple, la MRES, le Prato, le collectif Metalu A Chahuter, Culture et Flonflons Flandres, la Quinzaine de l'Entorse et la Fête du Vélo, Attacafa, le Tire Laine, Zazie Mode d'emploi, l'Orchestre National de Lille avec la nouvelle édition des Piano(s) Festival, le Théâtre du Nord, le Festival du Cinéma indépendant, Latitude Contemporaine, Art.M, Maison de Mode, le CCN de Roubaix ont déjà fait part de projets pour cette période. D'autres projets seront montés avec les quartiers comme un week-end autour du Raï et du thème du mariage avec Faubourg de Béthune et Bois-Blancs. Une programmation cinéma sera proposée par un collectif d'associations lilloises.

Durant cette période, le public pourra continuer à réserver des tentes anniversaires ou une chambre de l'Hôtel Europa, les familles et enfants à emprunter des jeux.

La Ville assurera en direct plusieurs types de prestations et notamment des brocantes ou des séances de cinéma en plein air en août sur le parvis des halles, en collaboration avec la Commission Culture de la mairie du Centre.

Lille3000 proposera en outre :

➤ du 25 mars au 13 juin 2010 :

- La présentation d'une exposition de l'artiste d'origine camerounaise Pascale Marthine Tayou dans la halle B. Invité en résidence par Lille3000 dès le mois de février pour créer une exposition spécifiquement pour le site, Pascale Marthine Tayou fait partie de cette génération d'artistes africains qui redéfinissent la culture postcoloniale et qui mélangent les expériences de leurs origines avec celles de l'Europe où ils ont abouti. Présent à la dernière biennale de Venise, cet artiste a fait l'unanimité auprès des critiques tant son œuvre est éclatante de vitalité, sensible et émouvante. Une programmation sera montée avec les associations africaines de la métropole.
- Création et ouvertures de nouvelles chambres de l'Hôtel Europa autour de l'exposition.

➤ du 8 juillet au 10 octobre 2010 :

- La présentation d'une exposition « Luna park » plus spécialement consacrée aux enfants et aux familles dans la halle B. De nombreuses activités à partager pour les petits et les grands seront installées dans des espaces ludiques et poétiques conçus par une dizaine d'artistes.

➤ du 8 juillet au 29 août 2010

- un programme d'été composé de concerts les vendredis et samedis, de soirées dansantes, de séances de cinéma jeune public, de jeux de plein air auxquels s'ajouteront des séances de cinéma en plein air,
- une articulation étroite avec les dispositifs Lille Plage et Lille Ranch et les animations proposées par les mairies de quartier sera mise en place.

Pour l'ensemble de cette programmation, l'accueil du public, la médiation et le gardiennage liés aux manifestations du 25 mars au 10 octobre, l'association Lille3000 sollicite une subvention auprès de la Ville à hauteur de 1.500.000 €, pour un budget de 2.000.000 €.

En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **AUTORISER** les activités mises en place par l'association Lille3000 sur le site de la Gare Saint-Sauveur telles que décrites ci-dessus ;
- ◆ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 1.500.000 € à l'association Lille3000 ;
- ◆ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer la convention financière ci-annexée ;
- ◆ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 33 - Opération CSAUV n° 1546 « Saint-Sauveur » - Code service CEA.

**ADOPTÉE A LA MAJORITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **19 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
Le Premier Adjoint délégué  
aux Finances,

Pierre de SAINTIGNON

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/26

## OBJET

**Subvention à l'association Lille3000.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Après la réussite d'« Europe XXL », le projet culturel et artistique de lille3000 se poursuivra par une nouvelle édition qui se déroulera en 2012 sur le thème du fantastique. Le visiteur qui parcourra Lille et ses alentours sera confronté au surnaturel, au merveilleux, à l'étrange et se verra proposer des univers artistiques parallèles et poétiques. Porté par l'association Lille3000, ce projet rassemblera de nombreux partenaires à l'instar de 2009 où 43 villes de la métropole lilloise, les villes de Tournai, Courtrai, Mons (Belgique), Lille et la métropole lilloise, le Conseil Général du Nord et de grandes entreprises comme SFR, Accor, EDF, Auchan, la Caisse d'Epargne, Air France, la SNCF, Transpole, la Poste Eiffage, le C.I.C. ou Radio France ont participé à l'édition Europe XXL.

Par ailleurs, après le succès de « Passage du temps » de la collection François Pinault Fondation présentée au Tri Postal en 2007, l'association présentera dans ce même lieu, du 18 octobre 2010 au 16 janvier 2011, une sélection d'œuvres de la Saatchi Gallery située à Londres, l'une des plus grandes collections privées d'art contemporain en Europe.

Le Conseil Municipal a précédemment décidé du principe de prendre part aux côtés des partenaires de la Ville à l'association Lille3000 et d'en soutenir les objectifs. La présente délibération a pour objet de fixer les conditions d'application de ces décisions pour l'année 2010.

Pour la préparation de la troisième édition de lille3000 et la présentation de l'exposition de la Saatchi Gallery, l'association Lille3000 sollicite une subvention auprès de la Ville à hauteur de 1.900.000 €, sur un budget prévisionnel pour l'année 2010 de 5.470.000 €.

Par délibération n° 09/1110 du 18 décembre 2009, le Conseil Municipal a autorisé l'attribution d'un acompte de 750 000 € à l'association Lille3000. Il est donc proposé de lui verser le solde de la subvention 2010, d'un montant de 1 150 000 €.

En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement du solde de la subvention 2010, d'un montant de 1.150.000 €, à l'association Lille3000 ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer la convention financière ci-annexée ;

.../...

- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 30 - libellé de l'opération « Lille 3000 », Opération n° 276.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
Le Premier Adjoint  
délégué aux Finances,

Pierre de SAINTIGNON



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/27

## OBJET

**Implantation de la Maison de l'Emploi de Lille, Lomme, Hellemmes, Armentières, du PLIE et des services centraux de REUSSIR-la Mission Locale de Lille dans les ex-locaux du Commissariat Central - Convention de mise à disposition de locaux.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibérations n° 05/732 du 26 septembre 2005 et n° 06/930 du 13 novembre 2006, le Conseil Municipal a accepté le principe de la création de la Maison de l'Emploi de Lille, Lomme, Hellemmes et Armentières (MDE) et a défini son objet et son activité.

Depuis 1990, l'Association REUSSIR-le PLIE (devenue l'association la Maison de l'Emploi de Lille, Lomme, Hellemmes et Armentières) et REUSSIR-la Mission Locale de Lille partagent les mêmes locaux loués au secteur privé, 3 rue Jeanne Maillotte à Lille.

La Maison de l'Emploi de LLHA mène les activités de la Maison de l'Emploi, du PLIE, de la mission départementale de développement des services à la personne.

La Mission Locale comprend 11 antennes déconcentrées dans les quartiers et la commune associée d'Hellemmes, le Pas Pour l'Emploi, l'Espace Réussir, le Comité Lillois d'Aide aux Projets, le Crédit Loisirs, le Service Citoyenneté-Europe.

Les différents services au public mis en œuvre génèrent la prise en charges de plus de 10 000 Lillois, Hellemmois et Lommois par an sur les thématiques Emploi – Formation – Création d'Activités – Accompagnement social.

La synergie de ces trois outils territoriaux au service des habitants : Maison de l'Emploi/PLIE/Mission Locale, doit être renforcée. Leur action doit être rendue visible et lisible pour et par les Lillois, Hellemmois, Lommois, les entreprises et les partenaires.

Or, les locaux du 3 rue Jeanne Maillotte ne répondant plus à ces besoins, c'est en ce sens qu'il a été envisagé de réhabiliter le bâtiment de l'ex commissariat central situé à Lille au 5 rue du Maréchal Vaillant pour un coût estimatif du projet de 4.400.000 € TTC, toutes dépenses confondues, pour une superficie utile de 2 021 m<sup>2</sup> et pour un besoin de 1 934 m<sup>2</sup> pour y loger les services centraux de la Mission Locale, du PLIE, de la Maison de l'Emploi ainsi que les services au publics (cyber emploi, espaces d'accueil) et des salles de réunion (délibération n° 08/636 du 23 juin 2008).

Le projet de réhabilitation du bâtiment devant se terminer courant 2012 (opération n° 1263), la Ville mettra à disposition de la Maison de l'Emploi de Lille, Lomme, Hellemmes, Armentières (MDE), les m<sup>2</sup> correspondant aux activités de la MDE ainsi que les locaux communs proratisés, soit 884 m<sup>2</sup>, à disposition de l'association à titre gratuit et permanent.

En contrepartie, une subvention d'investissement est attendue de l'Etat à hauteur de 50 % des travaux relatifs aux surfaces qui seront occupées par la Maison de l'Emploi.

.../...

L'association La Maison de l'Emploi de LLHA anime également le Plan Lillois pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE). Le PLIE et l'association REUSSIR-la Mission Locale de Lille (Mission Locale) pour les m<sup>2</sup> restant à leur disposition (1 050 m<sup>2</sup>) apporteront à la Ville un loyer annuel de 185.000 €, toutes charges comprises.

Le loyer a été fixé sur la base du loyer précédemment payé par la Mission Locale et le PLIE pour un bâtiment qui sera loué à neuf, à la situation géographique idéale et avec une superficie en correspondance avec les besoins exprimés.

Afin de bénéficier de la subvention de l'Etat et de permettre ainsi la signature d'une convention d'investissement, prévisionnellement sollicitée lors de l'élaboration de la convention entre l'Etat et la MDE à hauteur de 1.200.000 € pour la Maison de l'Emploi sur le bâtiment de l'ex-commissariat central appartenant à la Ville de Lille, un projet de convention de mise à disposition des locaux à titre gracieux pour la MDE doit être adoptée par le Conseil Municipal et adressé aux services de l'Etat avec le dossier finalisé de demande subvention.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la signature de la convention, ci-annexée, de mise à disposition des locaux de l'ex-commissariat central, dont le bâtiment est situé 5 rue du Maréchal Vaillant à Lille, en vue d'y implanter la nouvelle Maison de l'Emploi qui pourrait concentrer en un même lieu :
  - le siège des deux associations : Maison de l'Emploi de Lille, Lomme, Hellemmes, Armentières et REUSSIR-la Mission Locale de Lille,
  - les activités situées 3 rue Jeanne Maillette (Maison de l'Emploi dont PLIE et Mission Locale), celles de l'Espace Réussir (Mission Locale) actuellement situé 7 rue Saint-Sauveur et de Bâti Lille actuellement situé boulevard de Metz.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Premier Adjoint délégué à  
l'Economie,

  
Pierre de SAINTIGNON

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/77

## OBJET

**Agenda 21 - Soutien à l'association  
l'Entorse.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 09/776 du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a autorisé la signature de la convention financière entre la Ville et l'association l'Entorse pour son projet de festival qui explore les croisements entre l'art et le sport, consacré au vélo.

Au titre de cette convention, la délégation Développement Durable octroie une subvention de 15.000 € pour la réalisation de l'exposition inscrite dans la programmation de l'événement de lancement public du nouvel Agenda 21 lillois (Festival des Futurs Viabiles – 27 mars / 11 avril 2010).

La participation totale de la Ville de Lille aux réalisations artistiques de l'Entorse (Résidences de l'Entorse en 2009 et 3<sup>e</sup> édition de la Quinzaine de l'Entorse avec l'exposition « Pignon sur rue » en 2010) s'élève à 40.245 € (cf convention financière ci-annexée).

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 15.000 € à l'association l'Entorse, au titre de la délégation du Développement Durable,
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget primitif 2009, opération QASSO n° 794 - chapitre 65, article 6574, fonction 823, intitulé « Soutien Association Agenda 21 ».

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 5 FEV. 2010

Par délégation du Maire  
l'Adjoint délégué au Développement  
Durable,

Pierre de SAINTIGNON



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/78

OBJET

**Conseil des Résidents Etrangers de Lille**  
**(C.R.E.L.I) - Désignation des membres.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 09/507 du 29 juin 2009, le Conseil Municipal s'est prononcé sur la création et le règlement intérieur du Conseil des Résidents Etrangers de Lille.

Ainsi, le nombre des Conseillers du C.R.E.L.I. est fixé à 120 membres, répondant aux critères d'éligibilité prévus par le règlement intérieur du Conseil, sur la base d'une hypothèse de répartition des sièges à partir des 30 nationalités les plus représentées à Lille.

Le règlement intérieur prévoit, par ailleurs, que le Conseil des Résidents Etrangers de Lille tend à respecter la parité, l'équilibre de la représentation des quartiers ainsi que la diversité des nationalités extracommunautaires présentes à Lille.

Pour tenir compte de la réalité des candidatures déposées, il est proposé de procéder à la répartition suivante :

- 2 postes sont réservés pour Hellemmes et 2 postes pour Lomme (par désignation des deux Maires), soit 4 postes ;
- chacune des 30 nationalités les plus représentées obtient 1 poste par tirage au sort, dans la mesure où des candidatures ont été déposées (soit 30 sièges) ;
- Chacune des 30 nationalités dont le poids est supérieur ou égal à 2 obtient un nombre de sièges répartis à la proportionnelle en respectant la parité dans la mesure du possible (soit 36 sièges) ;
- Les nationalités qui ne figurent pas dans la liste des 30 premières nationalités représentées à Lille obtiennent 4 sièges par tirage au sort et en respectant la parité ;
- Les sièges restants (46) sont attribués par désignation du Maire sur proposition des présidents de Conseils de Quartier en intégrant la proportionnelle et la parité dans la mesure du possible.

1/3 de suppléants seront désignés et inscrits sur une liste complémentaire.

En accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 25 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **FIXER**, comme indiqué en annexe, la composition du Conseil des Résidents Etrangers de Lille ;

.../...

- ♦ **ADOPTER** la modification des règles de désignation des membres du Conseil des Résidents Etrangers de Lille

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Premier Adjoint délégué au Conseil  
des Résidents Etrangers Lillois,

Pierre DE SAINTIGNON



## Composition du Conseil des Résidents Etrangers de Lille

Nationalité MAROCAINE		
Genre	Nom	Prénom
H	Abarou	Abdelmonim
H	Baghdad	Mohammed
H	Bekkar	Abdel-Ilah
F	Bencheikh Latmani	Amina
F	Benkhallouf	Mouna
H	Berraiss	Abdelhamid
F	Boutouar	Charafa
H	Chtioui	Abdelhamid
H	Elyaakoubi	Bouchta
F	Ezznani	Souad
H	Jarrah	Adil
H	Kissi	Mohammed
H	Mahamid	Mokhtar
H	Mzili	Driss
H	Nadi	Abdellah
H	Ouali-Alami	Hamza
H	Ourraoui	Driss
H	Rahali	Ali
F	Srij	Halima
H	Tamezmouti	Abdessamad

Nationalité ALGERIENNE		
Genre	Nom	Prénom
H	Amini	Farès
F	Aouidette	Hafida
F	Belkaid	Hayat
H	Benramdane	Zine-El-Abidine
H	Bentouil	Abdelkader
F	Besbaci Bekkal	Zaza
H	Bouakicha	Mohamed
H	Boudersa	Ahmed
F	Boudersa	Zineb
F	Boukhalifa	Yamina
F	Boumedane	Zoulikha
H	Brahimi	Samir
H	Dajber	Mohammed
H	Dali-Yahia	Bachir
F	Duchesne	Wahida
H	Hadjioui	Mohamed
H	Hamichi	Hakim
F	Hazene	Hammama
H	Hellal	Mokhtar
H	Mohammed	Nabil
F	Rostane	Amina
F	Sardi-Lakjaa	Kadine
F	Sedjal	Fatima
F	Semmar	Nassima
F	Taibouni	Ikram
F	Zaoui	Naziha
H	Zerrouk	Kamel
H	Zidi	Mohamed
F	Zirek	Halima

## Composition du Conseil des Résidents Etrangers de Lille

Nationalité CHINOISE		
Genre	Nom	Prénom
H	Duan	Kaidi
F	Li	Nian Tong
H	Li	Huan
F	Qiu	Sheung-Ping

Nationalité TUNISIENNE		
Genre	Nom	Prénom
F	Ben Said	Selma
H	Malki	Mokhtar
F	Malki	Raoudha

Nationalité IVOIRIENNE		
Genre	Nom	Prénom
H	Bakoa Nojee	Daniel
F	Eloundou Assomo	Nicole
H	Fansi	Raphaël
H	Mbankoto	Roger
F	Milong Ngono	Patricia
F	Mvoto	Danièle
F	Temole Biakoup	Rosine
F	Woukeng Kenfack	Marlyse

Nationalité CONGOLAISE RDC		
Genre	Nom	Prénom
F	Aluka	Isanga
H	Botomvia Matar	Godé

Nationalité SENÉGALAISE		
Genre	Nom	Prénom
F	Bizet	Aminata
H	Dia	Hamdiatou
F	Diabang	Mariama
H	Gueye	Samba-Cor
F	Kora	Kadiata
F	N'Diaye N'Deye	Aminata
F	Niane	Fatimata

Nationalité GUINÉENNE		
Genre	Nom	Prénom
H	Camara	Aboubacar
F	Camara Keita	Tiguidanke
F	Diawara	Fatou

## Composition du Conseil des Résidents Etrangers de Lille

Nationalité TURQUE		
Genre	Nom	Prénom
H	Sahbaz	Yunus

Nationalité IVOIRIENNE		
Genre	Nom	Prénom
H	Brede	Sery
F	Coulibaly	Maimouna

Nationalité CONGOLAISE		
Genre	Nom	Prénom
H	Kalonji	Cédric
F	Matumona Koko	Mamik
F	Mbemba	Inès

Nationalité LIBANAISE		
Genre	Nom	Prénom
H	Chamas	Ali
H	Harrouk	Zaher

Nationalité TOGOLAISE		
Genre	Nom	Prénom
F	Agboraze	Yawa
H	d'Almeida	Koffi Bambi

Nationalité RUSSE		
Genre	Nom	Prénom
F	Khamitova	Svetlana

Nationalité BÉNINOISE		
Genre	Nom	Prénom
H	do-REGO	Gilles T.F.

Nationalité GABONAISE		
Genre	Nom	Prénom
H	Nsiala Nzeza	Crépin

Nationalité JAPONAISE		
Genre	Nom	Prénom
F	Régnier-Murata	Kaeko

## Composition du Conseil des Résidents Etrangers de Lille

Nationalité IRANIENNE		
Genre	Nom	Prénom
F	Ghaderi	Roghayeh

Nationalité INDIENNE		
Genre	Nom	Prénom
H	Shabadi	Rajashekara

Nationalité MALGACHE		
Genre	Nom	Prénom
H	Ravaloson	Ratompoarintsalama

Nationalité RWANDAISE		
Genre	Nom	Prénom
H	Twizeyimana	Jean-Baptiste

Nationalité BRÉSILIENNE		
Genre	Nom	Prénom
H	Chueire	James

Nationalité GEORGIENNE		
Genre	Nom	Prénom
F	Toumassiants	Orsana

Nationalité PAKISTANAISE		
Genre	Nom	Prénom
H	Sabir	Najeeb

Nationalité NIGÉRIENNE		
Genre	Nom	Prénom
H	Abba Gana	Souleymane
H	Issa Bazi	Salif

Nationalité UKRAINIENNE		
Genre	Nom	Prénom
F	Tyaguicheva	Irina

Nationalité NIGÉRIANE		
Genre	Nom	Prénom
F	Isaac	Morine

## Composition du Conseil des Résidents Etrangers de Lille

Nationalité GÉNÉRALISÉE		
Genre	Nom	Prénom
F	Ndiline Konama	Sandra

Nationalité CAPVERDIENNE		
Genre	Nom	Prénom
F	Kohou	Veroska

Nationalité BURKINABE		
Genre	Nom	Prénom
H	Hema	Yaya

Nationalité GAMBIENNE		
Genre	Nom	Prénom
H	Darboe	Lamine B.F.

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/28

## OBJET

**Gratuité des activités encadrées  
de grimpe dans les arbres.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille et ses communes associées de Lomme et d'Hellemmes sont régulièrement sollicitées pour autoriser la grimpe encadrée dans les arbres de leurs parcs et jardins. Ces activités, assurées gratuitement par des associations à but non lucratif, font l'objet d'une autorisation temporaire d'occupation du domaine public.

Conformément au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'autorisation d'occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Aux termes du même code, celle-ci peut cependant être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif concourant à la satisfaction d'un intérêt général.

En conséquence, les associations à but non lucratif organisant des activités de grimpe dans les arbres des parcs et jardins de la ville pourront bénéficier de la franchise de droit.

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la délivrance gratuite aux associations à but non lucratif organisant des activités encadrées de grimpe dans les arbres des parcs et jardins de l'autorisation d'occupation du domaine public nécessaire.

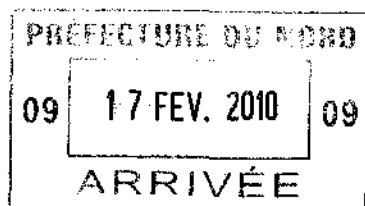
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le 17 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué aux Espaces Verts,*E. Quiquet*

Eric QUIQUET





## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/29

## OBJET

**Diagnostic de dangerosité des arbres -  
Marché à bons de commande sur  
appel d'offres ouvert.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille et ses communes associées de Lomme et d'Hellemmes possèdent un patrimoine arboricole important (30 000 arbres pour la seule Ville de Lille). Ce patrimoine est pour l'essentiel ancien, les plantations remontant à la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle.

Selon leur espèce et leur âge, les arbres peuvent présenter des altérations qui entraînent à terme un risque de chute ou de rupture. Ces altérations ont pu être provoquées par les élagages drastiques pratiqués depuis les années 1950 jusqu'en 1990 mais aussi par les travaux de terrassement et les chocs portés sur les troncs.

Afin de maîtriser le risque potentiel que représentent les arbres, la Ville fait appel depuis 1998 à des consultants spécialisés dans le diagnostic de dangerosité. Ces consultants viennent compléter, grâce à leurs connaissances et à la maîtrise de méthodes d'investigations complexes, les compétences développées au sein du service Gestion des arbres de la Direction Parcs et Jardins.

L'intervention de ces consultations s'est déroulée depuis 2007 dans le cadre d'un marché à procédure adaptée dont les montants maximums se sont révélés insuffisants.

Pour remédier à cette situation, il est proposé de lancer un marché à bons de commande sur appel d'offres ouvert pour une durée de 4 ans.

Ce marché fera l'objet de trois lots, soumis à un montant maximum :

	Intitulé du lot	Montant maximum sur 4 ans
Lot 1	Diagnostic de dangerosité des arbres – prestations de base	160.000 € HT
Lot 2	Diagnostic de dangerosité des arbres – analyse par tomographie	200.000 € HT
Lot 3	Diagnostic de dangerosité des arbres – analyse par tests de traction	200.000 € HT

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le lancement du marché correspondant et la signature des pièces après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;

.../...

- ♦ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 011, article 617, fonction 823 – Opération n° 286 – QEFLE – Entretien et Fleurissement ainsi que sur les opérations équivalentes des services thématiques et des communes associées.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué aux Espaces Verts,

Réception en Préfecture le **17 FEV. 2010**

*E. Quiquet*

~~Eric~~ QUIQUET



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/30

## OBJET

**Animation des parcs et jardins –  
Subventions à diverses associations.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de son programme d'animation des jardins lillois et de sensibilisation des habitants à l'environnement, la Ville, au titre de la délégation Environnement, souhaite contribuer au financement des actions détaillées ci-après et portées par diverses associations.

**➤ Association des Amis des Jardins Ouverts et néanmoins clôturés (AJONC)**

Par délibération n° 08/39 du 28 janvier 2008, une convention entre la Ville et l'Association les AJONC, association loi 1901, sise à Lille 13 rue Montaigne et représentée par son Président Claude PRUVOT, a été établie pour la mise en œuvre d'un programme d'actions pour le développement de jardins communautaires sur le territoire lillois.

Les objectifs de l'association sont :

- la mobilisation des habitants sur le long terme autour d'un projet de jardin partagé,
- la mise à disposition de tous les habitants du quartier d'un espace de nature.

Pour 2010, l'association souhaite poursuivre le travail d'ouverture des jardins sur les quartiers, travail initié en 2009, avec notamment :

- une ouverture hebdomadaire des jardins assurée par les « habitants jardiniers » avec affichage des horaires d'ouverture à l'extérieur des jardins,
- l'affichage de l'agenda à l'extérieur des jardins,
- la mise en place d'une charte d'accueil pour améliorer la qualité de l'accueil sur le jardin,
- une communication renforcée auprès des mairies et des associations de quartier.

L'association poursuit également la mobilisation et la formation des « habitants jardiniers » :

- installation de panneaux pédagogiques sur la gestion des jardins,
- mise en place d'une formation aux inventaires pour les « habitants jardiniers ».

Par ailleurs, l'association poursuivra son travail de mobilisation des habitants via l'organisation régulière de réunions de concertation sur le fonctionnement et l'aménagement des jardins, de nombreux événements festifs et culturels ouverts à tous, la création d'un 4<sup>ème</sup> « club nature » au jardin du Pré Muché ou encore la publication du journal « l'écho des brouettes ».

Pour assurer ces différentes missions, l'association compte recruter, pour 2010, deux emplois supplémentaires en contrats aidés.

.../...

Pour mener à bien le programme d'actions 2010, l'association sollicite une subvention de 60.000 € sur un budget total prévisionnel de 251.145 €, répartie comme suit : un acompte de 30.000 € conformément à la délibération n° 09/108 du 18 décembre 2009 et le solde en 2010, soit 30.000 €.

➤ **Association la Promenade du Préfet, le Jardin écologique et les grenouilles (PPJEG)**

Par délibération n° 08/38 du 28 janvier 2008, le Conseil Municipal a autorisé la passation d'une convention avec l'association Promenade du Préfet, Jardin écologique et les grenouilles - PPJég., domiciliée à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23 rue Gosselet à Lille, aux termes de laquelle celle-ci s'engage à réaliser un programme d'animations de découvertes de la nature sur le site du Jardin écologique du Vieux-Lille, située rue du Guet.

Le jardin écologique est ouvert en semaine, lorsque le jardinier est présent, sur inscription, dans le cadre de visites de groupes et chaque week-end de l'année. De plus, l'association propose régulièrement des animations thématiques.

L'association propose également des animations nature à destination du grand public hors du jardin écologique sur des espaces de nature lillois :

- la « promenade du préfet » : promenade botanique du parc Matisse jusqu'à la plaine de la Poterne organisée une fois par mois,
- un programme d'animations intitulé "nuits sauvages" destiné à faire découvrir, lors d'animations nocturnes, le monde naturel de la nuit,
- la participation à la programmation de la fête des jardins lillois (rallye nature, visites thématiques de la réserve...) ainsi qu'aux autres événements nature lillois.

Pour mener à bien son programme d'actions, l'association sollicite une subvention de 48.000 € qui lui permettra d'accueillir le public sur le site, d'entretenir le jardin et de réaliser les animations naturalistes sur les espaces verts lillois.

➤ **Association la Maison du Jardin**

L'association la Maison du Jardin, dont le siège social est situé 61 rue de la Justice à Lille, représentée par sa Présidente Madame Audrey LEMAITRE, a pour objet de promouvoir le jardinage écologique auprès de tous les publics.

L'association a lancé, en 2007, un programme intitulé « la biodiversité dans la cour d'école » qui vise à aménager écologiquement les cours d'écoles lilloises dans le cadre d'ateliers pédagogiques avec les scolaires.

Ce projet s'appuie sur une démarche novatrice qui vise à une coopération des partenaires (association, instituteurs et jardiniers municipaux) pour une gestion des aménagements sur la base d'une charte d'engagement tripartite.

Les objectifs de ce projet sont multiples :

- sensibiliser les scolaires à l'environnement et à la notion de biodiversité,
- transmettre et partager des valeurs communes telles que le respect, la coopération, l'eco-citoyenneté, le développement durable,

.../...

- contribuer à la bonne scolarité des enfants en multipliant les liens existants entre le jardinage et les autres disciplines,
- accroître et préserver la biodiversité en ville par des aménagements durables des cours d'écoles.

En 2009, l'association a travaillé avec deux écoles maternelles : Madame de Ségur (Moulins) et Bara Cabanis (Fives). Le projet s'achèvera en mai 2010 par une restitution du projet avec les différents partenaires.

Elle travaille dès à présent sur deux nouveaux partenariats avec de nouvelles écoles primaires pour l'année 2010/2011.

Pour mener à bien son programme d'actions, l'association sollicite une subvention de 5.000 €, subvention qui lui permettra la préparation du programme pédagogique et son déroulement, la concertation avec les différents acteurs, l'animation sur le terrain et l'évaluation de l'action.

#### ➤ Association la Maison de la Photographie

L'association la Maison de la Photographie, dont le siège social est situé 18 rue Frémy à Lille, représentée par sa Présidente Madame Marguerite-Marie DUBOURGUIER, a pour objet de promouvoir la photographie dans la région.

Depuis 2006, la Maison de la Photographie travaille avec la Ville à la mise en place du concours photos « Lille ville nature », concours ouvert à tous, qui vise à interroger les habitants d'un point de vue artistique et philosophique sur leurs représentations de la nature en ville. Ce concours a réuni, en 2009, plus de 100 participants. Les meilleures photos ont été exposées, pendant l'été, sur les grilles du parc Jean-Baptiste Lebas.

Le budget global prévisionnel de l'association est de 367.100 €. Elle sollicite la Ville à hauteur de 5.000 € pour l'action « concours photos ».

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions proposées ci-dessus aux associations AJONC, PPJEG, la Maison du Jardin et la Maison de la Photographie,
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l' élu délégué à signer l'avenant n° 3 à la convention avec l'association PPJEG et l'avenant n° 5 à la convention avec l'association les AJONC,
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 823 – Opération n° 287 – QAPJA – Animations Parcs et Jardin.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

7 FEB 2010



Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué aux Espaces Verts,

Eric QUIQUET

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/31

## OBJET

**Fournitures de voirie - Marché à bons  
de commande sur appel d'offres ouvert –  
Relance du lot n° 4.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la délibération n° 09/318 du 18 mai 2009, un marché de fournitures de voirie, comprenant 6 lots, a été lancé en appel d'offres ouvert.

En raison d'une modification du cahier des charges du lot n°4 « produits en matière plastique recyclée », ce lot a été déclaré sans suite. Il convient donc de relancer ce marché sous forme d'un appel d'offres ouvert.

La Commission d'Appel d'Offres, réunie le 20 janvier 2010, a attribué celui-ci à la Société PLAS ECO, domiciliée 9 rue du Bel Air, 14 790 Verson. Le marché est à bons de commande pour une durée de 4 ans, dont le montant maximum est fixé à 200.000 € H.T.

C'est pourquoi en accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :


- ♦ **AUTORISER** la signature des pièces du marché, après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 011, article 6068, fonction 823 – Opération n° 286 QEFLE – Entretien et fleurissement ainsi que sur les opérations équivalentes des services thématiques et des communes associées.

## ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

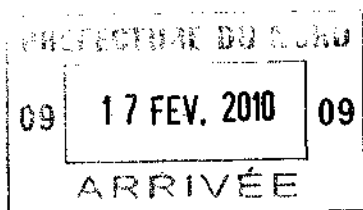
Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué aux Espaces Verts,



Eric QUIQUET



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/32

OBJET

**Entretien et maintenance des aires  
de jeux collectives de plein air pour  
la Ville de Lille et ses communes associées  
d'Hellemmes et de Lomme – Marché de  
service sur appel d'offres ouvert.****(Annule et remplace la délibération n° 09/1075  
du 18 décembre 2009)**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux termes du décret n° 96-1136 du 18 décembre 1996, les Maires, au titre de leur pouvoir de police, doivent s'assurer que toutes les aires collectives de jeux soient conçues, implantées, aménagées, équipées et entretenues de manière à ne pas présenter de risques pour la sécurité et la santé de leurs usagers, dans le cadre d'une utilisation normale ou raisonnablement prévisible.

A ce titre, il incombe à la collectivité d'assurer l'entretien et la maintenance de ces équipements. Un marché répondant à cet objet a été lancé en juillet 2007 pour la Ville de Lille et ses communes associées. Les montants maximums fixés pour ces prestations seront atteints respectivement, au cours du premier trimestre 2010 pour Lille et Hellemmes et à la fin de l'année 2010 pour Lomme.

En conséquence, il convient de lancer, par voie d'appel d'offres ? un nouveau marché alloti de la manière suivante :

	Intitulé du lot	Montant estimé sur la durée du marché
Lot 1	Entretien et maintenance des aires de jeux collectives de la Ville de Lille	1.600.000 € T.T.C de la date fixée par l'ordre de service jusqu'au 31 décembre 2013
Lot 2	Entretien et maintenance des aires de jeux collectives de la commune associée d'Hellemmes	250.000 € T.T.C de la date fixée par l'ordre de service jusqu'au 31 décembre 2013
Lot 3	Entretien et maintenance des aires de jeux collectives de la commune associée de Lomme	200.000 € T.T.C de la date fixée par l'ordre de service jusqu'au 31 décembre 2013

C'est pourquoi, en accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :


- ♦ **AUTORISER** le lancement des marchés correspondants et la signature des pièces des marchés après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 11, article 61558, fonction 823 -- Opération n° 302 – QJEUX – Jeux ainsi que sur les opérations équivalentes des services thématiques et des communes associées.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

7 FEB. 2010

Par délégation du Maire,  
Adjoint délégué aux Espaces Verts,
  
Eric QUIQUET

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/33

## OBJET

**Quartier du Vieux-Lille - Aménagement  
de la place Saint-André - Groupement de  
commandes avec Lille Métropole Communauté  
Urbaine pour le choix d'un concepteur unique.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

A l'échelle métropolitaine, les enjeux touristiques, commerciaux et culturels trouvent un écho très favorable dans l'hyper centre. C'est à ce titre que la Ville de Lille s'est engagée dans un ambitieux projet de rénovation d'espaces publics majeurs.

La place Saint-André correspond à l'une des nombreuses places situées à proximité immédiate des anciennes portes de la ville. Constituant l'aboutissement des deux rues principales de la «ville française» - rues Royale et Saint-André - la place ne s'ouvre plus ici sur une porte (à l'instar des places de Gand et Roubaix) mais sur la «ceinture verte» qui, dans ce secteur, est particulièrement présente.

Malheureusement, cette place semble aujourd'hui abandonnée «au bout de la ville» et livrée aux seules exigences fonctionnelles de la circulation et du stationnement.

Elle possède cependant tous les atouts permettant de créer un espace public à l'échelle du quartier, les commerces et activités qui pourraient s'y implanter pouvant bénéficier de sa position en entrée de l'hypercentre.

La requalification de cette place passe par la réaffirmation de son impact et de sa forme dans le paysage urbain, elle doit redonner l'idée de l'ancienne limite de la ville (et en cela constituer l'aboutissement du traitement très minéral des rues Royales et Saint-André) pour ensuite marquer l'ouverture vers la Ceinture Verte.

Cette opération nécessite une étude pour concilier les exigences techniques, environnementales et paysagères. L'étude globale sera menée dans le cadre d'un groupement de commandes entre la Ville de Lille et Lille Métropole Communauté Urbaine.

Pour atteindre cet objectif, le périmètre d'intervention comprend la place elle-même mais se doit également d'intégrer la rue de Saint-André et l'amorce du boulevard Adolphe Max.

Elle sera confiée à une équipe pluridisciplinaire qui aura en charge la maîtrise d'œuvre des espaces publics. Lille Métropole Communauté Urbaine sera coordonnateur du groupement de commandes.

Pour la part Ville sur ses compétences éclairage public, mobilier urbain et plantations, le coût d'objectif prévisionnel de cette opération est estimé à 750.000 € TTC.

Pour LMCU sur ses compétences assainissement, voirie, signalisation, le coût des travaux de cette opération est estimé à 2.300.000 € TTC.

.../...



En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** le lancement de cette opération ;
- ♦ **ACCEPTER** que la Ville se joigne en groupement avec Lille Métropole Communauté Urbaine pour lancer l'appel à concepteur sur cette opération ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer la convention de groupement de commandes avec Lille Métropole Communauté Urbaine ;
- ♦ **AJUSTER** le coût d'opération à hauteur de 750.000 € ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 23, article 2312, fonction 820 – Opération n° 1662 « Place Saint André » – AP : QESPACEPG ;
- ♦ **PROCEDER** à l'élection des membres représentant la Ville de Lille à la Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes parmi les membres de sa Commission d'Appel d'Offres qui ont voix délibérative.

**Ont été élus :**

Madame Martine FILLEUL, en qualité de membre titulaire

Monsieur Marc SANTRE, en qualité de membre suppléant

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **17 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Aménagement  
des places publiques,

*E. Quiquet*

Eric QUIQUET



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/34

## OBJET

**Relations avec les Universités  
et Recherche – Subventions pour  
l'organisation de colloques à Lille.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La délégation « Relations avec les Universités et Recherche » est sollicitée afin de soutenir trois projets :

**Le Symposium « Amnésies françaises à l'époque Gaullienne (1958-1981) »** qui se déroulera les 4 et 5 mai 2010 dans la maison natale de Charles de Gaulle à Lille et à l'Université Charles de Gaulle – Lille 3. Cette manifestation est organisée par l'université Charles de Gaulle – Lille 3 en association avec le séminaire européen de la MESHS.

L'Université sollicite un soutien de la Ville à hauteur de 1.000 € sur un budget de l'action de 16.120 €.

**Le Colloque intitulé « L'Art de prendre soin »** qui se déroulera les 4 et 5 mars 2010 à la Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHS) de Lille. Cette manifestation est organisée par le Centre d'Etude des Arts Contemporains de l'Université de Lille 3 (CEAC). Bernard STIEGLER et Edgar MORIN feront partie des intervenants.

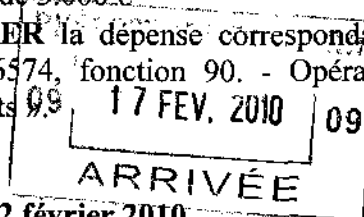
Le CEAC sollicite un soutien de la Ville à hauteur de 1.000 € sur un budget de l'action de 6.980 €.

**Le colloque de droit européen ayant pour thème « La légistique dans le système de l'Union européenne »**, qui s'est déroulé le 14 décembre 2009 à Lille. Cette manifestation a été organisée par le Centre de Recherche Droit et Perspective du Droit et sa composante l'Institut de Recherches en Droit Public (IRDP – Lille 2). Ceux-ci ont sollicité la Ville mi-octobre.

Le Centre de Recherche sollicite un soutien de la Ville à hauteur de 1.000 € sur un budget de l'action de 13.000 €.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions aux organismes susmentionnés, pour un total de 3.000 €
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 90. - Opération n° 430 « Université – soutien projets innovants »



Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

17 FEV. 2010

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Par délégation du Maire,

l'Adjoint délégué aux Relations avec  
avec les Universités et à la Recherche,

E. Quiquet

Eric QUIQUET

## **Annexe à la délibération du 1<sup>er</sup> février 2009 - Descriptif des manifestations financées :**

### **1<sup>ère</sup> manifestation :**

**Le Symposium « Amnésies françaises à l'époque Gaullienne (1958-1981) »** qui se déroulera les 4 et 5 Mai 2010 dans la maison natale de Charles de Gaulle à Lille et à l'université Charles de Gaulle – Lille 3. Cette manifestation est organisée par l'université Charles de Gaulle – Lille 3 en association avec le séminaire européen de la MESHS.

Le budget de l'action est de 16 120 euros.

**L'université sollicite un soutien de la Ville à hauteur de 1 000 euros.**

Ces journées auront pour objectif d'explorer, à travers les productions littéraires (romans, essais, pièces de théâtre, poèmes, mais aussi films, bandes dessinées ou chansons) la question de la mémoire et de l'oubli pendant la période gaullienne. Le nouveau récit national inspiré par le général de Gaulle et qui accompagne la modernisation de la société française, est indissociable d'une certaine amnésie concernant les traumatismes les plus récents de l'histoire de France : la « drôle de guerre », l'Occupation, la Collaboration, et bientôt la guerre d'Algérie, la décolonisation, voire le Front populaire. C'est cette dépression mémorielle, et les déplacements de mémoire qu'elle provoque éventuellement, qu'il s'agira de mesurer et d'approfondir en posant la question : qu'a-t-on oublié pendant l'époque gaullienne, et de quoi se souvient-on ?

Il s'agit de poursuivre un projet de recherche réunissant depuis trois ans des chercheurs d'universités canadiennes et européennes. Sous le titre général de « Littérature et imaginaire social à l'époque gaullienne (1958-1981) », ce travail s'attache plus particulièrement à étudier la redéfinition de l'identité française pendant les Trente glorieuses jusqu'à l'élection de François Mitterrand.

Après un premier colloque en 2008 à Liège sur « L'invention littéraire du Français moyen »\* et un deuxième à Montréal en 2009 sur « Les exceptions françaises », le colloque de Lille visera à compléter cette enquête sur l'imaginaire social. La deuxième journée du colloque sera associée au séminaire de l'école doctorale « Enjeux de la littérature contemporaine. »

### **2<sup>ème</sup> manifestation :**

**Le Colloque intitulé « L'Art de prendre soin »** qui se déroulera les 4 et 5 Mars 2010 à la Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHS) de Lille. Cette manifestation est organisée par le Centre d'Etude des Arts Contemporains de l'université de Lille 3 (CEAC). Bernard STIEGLER et Edgar MORIN feront partie des intervenants.

Le budget de l'action est de 6 980 euros.

**Le CEAC sollicite un soutien de la Ville à hauteur de 1 000 euros.**

L'école, la famille, le collège, le lycée, l'université, tous ces lieux qui constituaient autrefois des « systèmes de soins », sont aujourd'hui marqués par la violence. Par sa capacité à solliciter l'attention profonde, l'art constitue un moyen de remédier à cette situation, en contribuant au processus de transformation individuel de la personne, engagée dans une activité qui l'accapare toute entière.

Dans son livre Prendre soin de la jeunesse et des générations, Bernard STIEGLER s'interroge sur les problèmes inédits que rencontre notre société aujourd'hui affectée par un déficit attentionnel qui touche en particulier la jeunesse mais s'étend également à toutes les générations. Ainsi détournés de toute « vie attentionnée », c'est à dire de cette capacité à faire attention à autrui et en particulier au plus fragile, on en oublie tout esprit de solidarité. Edgar

attention à autrui et en particulier au plus fragile, on en oublie tout esprit de solidarité. Edgar MORIN pose ce diagnostic dans son livre Vers l'abîme: « solidarité ou barbarie. Nous allons crever du manque de solidarité ».

Face à cette situation gravissime qui a pour première conséquence de séparer les êtres humains et d'isoler l'individu, se pose aujourd'hui la question d'une nouvelle thérapeutique. En tant qu'espace transitionnel (Winnicott) et système symbolique intersubjectif, l'art sera envisagé ici comme « système de soin », constituant, par ses pratiques, d'authentiques « techniques de soin » pouvant conduire à l'émergence de la personnalité profonde de l'individu compris comme un être capable de penser par lui-même. Telle est, d'après Platon, la première question de la philosophie et de l'éducation qui se donne pour but de former des citoyens libres.

En quoi consiste aujourd'hui la mission des « formateurs de l'attention » que sont les enseignants ? Comment peuvent-ils s'inspirer du travail artistique et proposer de nouveaux modes de vie et d'apprentissage à des sujets devenus « créateurs d'histoire » ou « agents d'historicité » ?

C'est pour réfléchir à ces questions urgentes que le CEAC organise ce colloque dont l'objectif est de réunir les partenaires locaux et internationaux du réseau international de recherche « Pratiques artistiques et expérience humaine » créé en avril 2005, et du réseau européen de recherche sur le théâtre des sens (mai 2009), pour penser les modalités d'une nouvelle thérapeutique autour de la notion de « soin » et mettre en place des actions.

Des philosophes et sociologues, mais aussi des artistes sont invités pour apporter leur aide à ce colloque.

### 3<sup>ème</sup> manifestation :

**Le colloque de droit européen ayant pour thème « La légistique dans le système de l'Union européenne »**, qui s'est déroulé le 14 Décembre 2009 à Lille. Cette manifestation fut organisée par le Centre de Recherche Droit et Perspective du Droit et sa composante l'Institut de Recherches en Droit Public (IRDP – Lille 2). Ceux-ci ont sollicité la Ville mi-octobre. Le budget de l'action est de 13 000 euros.

**Le Centre de recherche sollicite un soutien de la Ville à hauteur de 1 000 euros.**

L'intérêt scientifique du thème traité leur assure la participation d'Universitaires renommés, de deux membres éminents de la Commission européenne, d'un député du Parlement européen et du Directeur de l'Agence ferroviaire européenne dont le siège se situe à Valenciennes.

L'organisation de cet événement contribue à la renommée nationale de la Ville et de son Université, que de nombreux participants peuvent découvrir à cette occasion.

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/35

## OBJET

**Politique de la Ville - Fonds Social  
Européen – Avenants financiers de  
régularisation pour les programmations  
du second semestre 2007 et de l'année 2008.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La convention de subvention globale pour le Fonds Social Européen (FSE), signée en octobre 2008 entre la DRTEFP (Direction Régionale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle) et la Ville de Lille, désigne la Ville de Lille comme organisme intermédiaire. Dans ce cadre, la délégation Politique de la Ville s'est inscrite dans l'axe 3 « Cohésion et inclusion sociale, lutte contre les discriminations » mesure 33 « Lutte contre les discriminations » sous mesure 332 « Actions en faveur des Habitants des Zones Urbaines Sensibles » du Programme Opérationnel 2007/2013 d'intervention communautaire du Fonds Social Européen au titre de l'objectif « Compétitivité Régionale et Emploi ».

Par délibération n° 09/151 du 23 mars 2009, le Conseil Municipal a adopté les programmes d'actions FSE pour le second semestre 2007 et l'année 2008 ainsi que les conventions afférentes entre la Ville et chaque structure associative porteuse de projets. Chaque association ou structure maître d'ouvrage de l'action s'est ainsi vue octroyer une subvention constituée d'une avance de 80 % et d'un solde apprécié sur bilan.

Le Programme Opérationnel 2007/2013 dans lequel est inscrite la Ville de Lille, en qualité d'organisme intermédiaire, comporte différentes procédures dont le renseignement de données administratives, financières et d'évaluation sous une interface web nommée PRESAGE.

Une nouvelle procédure étant intervenue récemment, la Ville doit aujourd'hui procéder à la modification de certaines données financières. Cette modification nécessite l'accord du Comité Unique Régional de Programmation ainsi que la validation du Conseil Municipal.

Le tableau 1 ci-joint reprend l'ensemble des modifications et, le cas échéant, le plan de financement modifié (une ligne « convention » comprenant ce qui a été voté le 23 mars 2009 et une ligne « avenant » avec les modifications proposées).

Le montant global des subventions FSE accordées par délibération n° 09/151 du 23 mars 2009 pour les périodes susmentionnées s'élève à 1.321.896 € et le coût total des actions à 4.615.975 €. Suite aux modifications, le montant global des subventions FSE accordées s'élève à 1.321.380 € et le coût total des actions à 4.661.167 € (cf tableau 2 annexé). Ceci n'a aucune incidence sur les montants accordés aux associations dans la mesure où les modifications se basent sur les bilans.

La demande de modifications au titre des programmations du second semestre 2007 et de l'année 2008 a obtenu un avis favorable du Comité Unique Régional de Programmation qui s'est réuni le 16 décembre dernier.

.../...

En conséquence, conformément aux propositions envisagées ci-dessus et en accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 25 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :


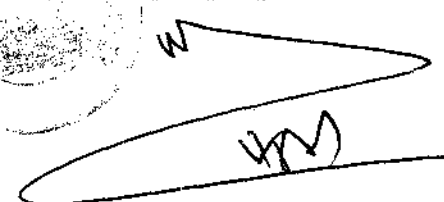
- ♦ **ADOPTER** les modifications relatives aux programmations du second semestre 2007 et de l'année 2008 (tableaux ci-annexés) ;
- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élu délégué des avenants financiers de régularisation entre la Ville et les structures associatives porteuses de projets concernées.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 4 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à la Politique  
de la Ville,

 **Walid HANNA**  


Structures Maîtres d'ouvrage	Intitulé de l'action	Période	Modification			PLAN DE FINANCEMENT																						
			PRESAGE	Descriptif	Plan de Financement		Postes de Dépenses								Ressources													
							Dépenses directes de personnel	Dépenses de fonctionnement directement rattachables à l'opération	Prestations externes directement liées et nécessaires à l'opération	Dépenses directes liées aux participants de l'opération	dépenses indirectes de fonctionnement ("frais généraux")	Dépenses en nature	Total Dépenses	FSE	CNASEA	CAF	Conseil Régional	Conseil Général	Ville de Lille	ACSE	CUCS part Ville	CUCS part Etat	FONJEP	Fonds publics à rechercher	Financemen ts Privés	Recettes	Autofinanceme nt	Total Ressources
Association Capharnaum	atelier d'insertion atelier C	2007 2nd semestre	oui	recettes intégrées au coût total éligible	non	convention																						
						avenant																						
		année 2008	oui	recettes intégrées au coût total éligible	non	convention																						
						avenant																						
Centre d'Insertion des Bois Blancs	Parcours Sociaux en Régie Technique de Proximité	2007 2nd semestre	oui	erreur intitulé cofinanceur + cofinancement supérieur	oui	convention	62 411,00 €	20 322,00 €	4 010,00 €	95 600,00 €	6 703,00 €		189 046,00 €	81 500,00 €	65 700,00 €			23 806,00 €								18 040,00 €	189 046,00 €	
						avenant	62 411,00 €	20 322,00 €	4 010,00 €	95 600,00 €	6 703,00 €		189 046,00 €	81 500,00 €	65 700,00 €	26 910,00 €											14 936,00 €	189 046,00 €
		année 2008	oui	erreur intitulé cofinanceur	oui	convention	199 936,00 €	83 664,00 €	14 331,00 €	295 966,00 €	31 668,00 €		625 565,00 €	289 088,00 €	236 423,00 €			100 054,00 €									625 565,00 €	
						avenant	199 936,00 €	83 664,00 €	14 331,00 €	295 966,00 €	31 668,00 €		625 565,00 €	289 088,00 €	236 423,00 €	100 054,00 €												625 565,00 €
Association Lille Sud Insertion	Parcours sociaux	2007 2nd semestre	oui	erreur intitulé cofinanceur + cofinancement supérieur + recettes intégrées au coût total éligible	oui	convention	81 060,00 €	22 157,00 €		136 439,00 €	33 945,00 €		273 601,00 €	74 893,00 €	114 080,00 €				1 894,00 €				52 391,00 €		30 343,00 €		273 601,00 €	
						avenant	81 060,00 €	22 157,00 €		136 439,00 €	33 945,00 €		273 601,00 €	74 893,00 €	87 080,00 €	27 000,00 €			2 287,00 €						30 343,00 €	51 998,00 €	273 601,00 €	
		année 2008	oui	erreur intitulé cofinanceur + recettes intégrées au coût total éligible	oui	convention	115 754,00 €	36 944,00 €		210 983,00 €	38 760,00 €		402 441,00 €	137 569,00 €	172 434,00 €				2 287,00 €						90 151,00 €		402 441,00 €	
						avenant	115 754,00 €	35 685,00 €	1 259,00 €	210 983,00 €	38 760,00 €		402 441,00 €	137 569,00 €	172 434,00 €			2 287,00 €						90 151,00 €		402 441,00 €		
Association Lille Sud Insertion	TREMPLIN un accompagneme nt au projet	année 2008	oui	Cofinancement supérieur	oui	convention	111 150,00 €				13 511,00 €		124 661,00 €	34 447,00 €				36 590,00 €	5 000,00 €	16 000,00 €	16 312,00 €	16 312,00 €						124 661,00 €
						avenant	111 150,00 €				13 511,00 €		124 661,00 €	34 447,00 €				36 590,00 €	5 000,00 €	32 312,00 €	16 312,00 €							
Association Service Civil International région nord	PARCOURS D'INSERTION SOCIALE	2007 2nd semestre	oui	recettes indiquées comme fonds privés et intégrées au coût total éligible	oui	convention	29 723,00 €	4 162,00 €		67 399,00 €			101 284,00 €	32 850,00 €	59 603,00 €			4 000,00 €						4 831,00 €			101 284,00 €	
						avenant	29 723,00 €	4 162,00 €		67 399,00 €			101 284,00 €	32 850,00 €	59 603,00 €			4 000,00 €							4 831,00 €		101 284,00 €	
		année 2008	oui	recettes indiquées comme fonds privés et intégrées au coût total éligible	oui	convention	54 510,00 €	7 367,00 €		189 333,00 €			251 210,00 €	111 342,00 €	123 238,00 €			10 000,00 €				3 550,00 €		3 080,00 €			251 210,00 €	
						avenant	54 510,00 €	7 367,00 €		189 333,00 €			251 210,00 €	111 342,00 €	123 238,00 €			10 000,00 €				3 550,00 €			3 080,00 €		251 210,00 €	
Mission locale de Lille Réussir	Maison de l'Emploi et de la Formation	2007 2nd semestre	oui	Cofinancement supérieur	oui	convention	42 400,00 €	6 200,00 €					48 600,00 €	12 600,00 €					12 355,00 €	15 435,00 €	8 210,00 €						48 600,00 €	
						avenant	43 440,00 €	6 320,00 €					49 760,00 €	12 600,00 €					13 515,00 €	15 435,00 €	8 210,00 €							49 760,00 €
Mission locale de Lille Réussir	Maison de l'Insertion et de l'Emploi	2007 2nd semestre	oui	erreur intitulé cofinanceur + erreur dépenses	oui	convention	32 800,00 €	34 900,00 €					67 700,00 €	20 650,00 €	3 947,00 €				29 670,00 €	4 734,00 €	8 699,00 €						67 700,00 €	
						avenant	32 400,00 €	20 000,00 €				15 300,00 €	67 700,00 €	20 650,00 €	3 947,00 €				29 670,00 €	4 734,00 €	8 699,00 €							67 700,00 €

Structures Maitres d'ouvrage	Intitulé de l'action	Période	Modification				Postes de Dépenses								PLAN DE FINANCEMENT																
			PRESAGE	Descriptif	Plan de Financement										Ressources																
							Dépenses directes de personnel	Dépenses de fonctionnement directement rattachables à l'opération	Prestations externes directement liées et nécessaires à l'opération	Dépenses directes liées aux participants de l'opération	dépenses indirectes de fonctionnement ("frais généraux")	Dépenses en nature	Total Dépenses	FSE	CNASEA	CAF	Conseil Régional	Conseil Général	Ville de Lille	ACSE	CUCS part Ville	CUCS part Etat	FONJEP	Fonds publics à rechercher	Financemen ts Privés	Recettes	Autofinanceme nt	Total Ressources			
Lille Métropole Habitat Office Public de l'Habitat de la Communauté Urbaine de Lille	Dispositif Agents d'Ambiance	2007 2nd semestre	oui	erreur intitulé dépense	oui	convention	388 750,00 €						388 750,00 €	35 000,00 €						114 337,00 €							239 413,00 €	388 750,00 €			
						avenant				388 750,00 €					388 750,00 €	35 000,00 €					114 337,00 €							239 413,00 €	388 750,00 €		
		année 2008	oui	erreur intitulé dépense	oui	convention	763 416,00 €						763 416,00 €	70 000,00 €						228 674,00 €							464 742,00 €	763 416,00 €			
						avenant				763 416,00 €					763 416,00 €	70 000,00 €					228 674,00 €							464 742,00 €	763 416,00 €		
Maison X2000	Appropriation des TIC par les habitants et les associations	année 2008	oui	erreur intitulé cofinanceur + cofinancement supérieur	oui	convention	24 849,00 €	800,00 €					25 649,00 €	12 550,00 €			6 275,00 €			6 275,00 €							549,00 €	25 649,00 €			
						avenant	24 849,00 €	800,00 €					25 649,00 €	12 550,00 €			6 700,00 €			6 275,00 €								124,00 €	25 649,00 €		
Maison de Quartier des Bois Blancs	Espace Multimédia	2007 2nd semestre	oui	Cofinancement supérieur	oui	convention	11 156,00 €	3 955,00 €					15 111,00 €	5 470,00 €	9 641,00 €													15 111,00 €			
						avenant	11 156,00 €	3 955,00 €					15 111,00 €	5 271,00 €	9 840,00 €														15 111,00 €		
		année 2008	oui	Cofinancement supérieur	oui	convention	31 674,00 €	7 046,00 €					38 720,00 €	19 042,00 €	19 678,00 €												38 720,00 €				
						avenant	31 674,00 €	7 046,00 €					38 720,00 €	18 725,00 €	19 995,00 €														38 720,00 €		
Régie technique de Quartier MOS'A.R.T	Préfiguration de la Régie de quartier	année 2008	oui	Cofinancement supérieur	oui	convention	40 667,00 €						40 667,00 €	20 338,00 €	20 329,00 €												40 667,00 €				
						avenant	52 578,00 €						52 578,00 €	20 338,00 €	32 240,00 €														52 578,00 €		
Fédération des centres d'insertion	Histoires de vie, Histoires de Femmes	année 2008	oui	erreur intitulé cofinanceur + cofinancement supérieur	oui	convention	87 219,00 €	2 874,00 €		126 092,00 €			216 185,00 €	99 369,00 €	48 913,00 €			52 903,00 €	15 000,00 €								216 185,00 €				
						avenant	87 219,00 €	2 874,00 €		158 304,00 €			248 397,00 €	99 369,00 €	95 803,00 €	38 225,00 €			15 000,00 €									248 397,00 €			
FONDATION ARMEE DU SALUT	MOLIDO	année 2008	oui	recettes intégrées au coût total éligible	non	convention																									
						avenant																									
Centre d'insertion des Bois Blancs	Insertion sociale et professionnelle des jeunes en grandes difficultés : projet PENICHE	année 2008	oui	erreur intitulé cofinanceur + cofinancement supérieur	oui	convention	26 496,00 €	7 500,00 €		36 560,00 €			70 556,00 €	25 420,00 €	30 136,00 €									15 000,00 €			70 556,00 €				
						avenant	26 496,00 €	7 500,00 €		36 560,00 €			70 556,00 €	25 420,00 €	32 070,00 €				10 000,00 €								3 066,00 €	70 556,00 €			



Tableau 2 - Récapitulatif programmation FSE 2007 2nd semestre et 2008

Structures Maîtres d'ouvrage	Intitulé de l'action	Descriptif	subvention FSE prévisionnelle second semestre 2007	AVENANT subvention FSE prévisionnelle second semestre 2007	coût prévisionnel second semestre 2007	AVENANT coût prévisionnel second semestre 2007	subvention FSE prévisionnelle année 2008	AVENANT subvention FSE prévisionnelle année 2008	coût prévisionnel année 2008	AVENANT coût prévisionnel année 2008
Association Capharnaüm	atelier d'insertion atelier C	Cette action a comme finalité l'accompagnement global et la réinsertion professionnelle et sociale de 16 bénéficiaires durant 12 à 24 mois. Le but de l'atelier est la revalorisation des personnes très désocialisées, à travers la mise en situation réelle de travail en vue d'un retour à l'emploi par le biais d'un parcours de remise à l'emploi par étapes	<u>27 250,00 €</u>	27 250,00 €	<u>170 142,00 €</u>	170 142,00 €	<u>65 000,00 €</u>	65 000,00 €	<u>378 349,00 €</u>	378 349,00 €
Centre d'Insertion des Bois Blancs	Parcours Sociaux en Régie Technique de Proximité	Le présent projet a pour objectif, en lien avec les référents sociaux des secteurs Bois Blancs, Faubourg de Béthune et certains quartiers de Lomme, le repérage et l'intégration au sein de la régie technique de 15 bénéficiaires pour le 1er semestre 2007 (et 40 bénéficiaires pour l'année 2008) en grande difficulté sociale. Par le biais de mises en situation de travail, il s'agit de mener, avec ces personnes, un projet socioprofessionnel visant la réappropriation des gestes et des habitudes de travail en équipe. En fonction de leurs difficultés sociales cumulées, il est nécessaire de mettre en place un encadrement technique renforcé, un accompagnement social adapté afin de faire face aux différentes situations à l'origine de leur exclusion sociale.	<u>81 500,00 €</u>	81 500,00 €	<u>189 046,00 €</u>	189 046,00 €	<u>289 088,00 €</u>	289 088,00 €	<u>625 656,00 €</u>	625 565,00 €
Association Lille Sud Insertion	Parcours sociaux	L'objectif de l'action est de mettre en œuvre des parcours de réinsertion sociale et professionnelle à destination de 57 personnes (pour la période allant du 1er juillet 2007 au 31 Décembre 2008) très éloignées de l'emploi, elle permet de proposer une plateforme d'ateliers et chantiers d'insertion ( ACI) qui répond aux besoins de maintien d'une offre de services auprès des bailleurs sociaux, et autres services de la Ville, Association, aux besoins d'offres d'emploi d'insertion à destination des publics en difficultés et de maintien du lien social.	<u>74 893,00 €</u>	74 893,00 €	<u>273 601,00 €</u>	273 601,00 €	<u>137 569,00 €</u>	137 569,00 €	<u>402 441,00 €</u>	402 441,00 €
Association Lille Sud Insertion	TREMPLIN un accompagnement au projet	La finalité de la démarche est de permettre à 240 personnes (accueillies entre le 1er juillet 2007 et le 31 Décembre 2008), à partir d'un diagnostic-bilan exhaustif, de mieux appréhender les différentes étapes à mettre en œuvre sur le plan social et d'avancer dans leur résolution en bénéficiant d'un accompagnement approprié. L'objectif initial des personnes accueillies demeure la réinsertion par l'emploi : l'action « Tremplin » s'appuie sur cette dynamique essentielle afin de mieux cerner puis de lever les obstacles de toute nature qui entravent sa mise en œuvre immédiate.	<u>22 397,00 €</u>	22 397,00 €	<u>58 941,00 €</u>	58 941,00 €	<u>34 447,00 €</u>	34 447,00 €	<u>124 661,00 €</u>	124 661,00 €
Association Service Civil International région nord	PARCOURS D'INSERTION SOCIALE	Ce projet propose à 24 jeunes filles et garçons, très éloignés de l'emploi, issus de quartiers politiques de la ville, un contrat d'une durée de 6 mois. Les entrées et sorties se font de manière permanente afin de permettre des suites de parcours (emploi, formation) et des embauches de manière continue. Le support de production est varié afin de répondre au plus près aux capacités de travail et à l'attente professionnelle de chacun. Cette diversification est aussi un bon moyen pour favoriser la mixité et la mobilité, notamment en production maraîchère et en livraison. Le travail en équipe et les évaluations hebdomadaires en groupe apportent une cohésion aux équipes permettant un travail sur la tolérance, l'esprit d'équipe et la prise d'initiatives. Grâce à un encadrement professionnel qualifié dans son domaine de production, des fiches de compétences techniques sont réalisées, comme support de validation d'acquis des gestes professionnels. Le public bénéficie d'évaluations individuelles régulières qui sont l'occasion de refaire le point sur l'avancement des objectifs individuels et notamment au sujet de la formation obligatoire qui est adaptée à chaque salarié.	<u>32 850,00 €</u>	32 850,00 €	<u>101 284,00 €</u>	101 284,00 €	<u>111 342,00 €</u>	111 342,00 €	<u>251 210,00 €</u>	251 210,00 €
Mission locale de Lille Réussir	Maison de l'Emploi et de la Formation	La Maison de l'Emploi et de la Formation de Faubourg de Béthune a pour objet : - l'accueil individualisé : information, orientation des demandeurs d'emploi jeunes et adultes du quartier. - la mise en œuvre d'actions collectives : information (forums thématiques), orientation, remise à niveau des connaissances générales, mise en relation sur des offres d'emploi, préparation à des recrutements. - le suivi dans leur parcours des demandeurs d'emploi jeunes le volume du public accueilli est de 150 jeunes de 16 à 25 ans en recherche de solution d'insertion socio-professionnelle.	<u>12 600,00 €</u>	12 600,00 €	<u>48 600,00 €</u>	49 760,00 €				

Tableau 2 - Récapitulatif programmation FSE 2007 2nd semestre et 2008

Structures Maîtres d'ouvrage	Intitulé de l'action	Descriptif	<u>subvention FSE prévisionnelle second semestre 2007</u>	<b>AVENANT subvention FSE prévisionnelle second semestre 2007</b>	<u>coût prévisionnel second semestre 2007</u>	AVENANT coût prévisionnel second semestre 2007	<u>subvention FSE prévisionnelle année 2008</u>	<b>AVENANT subvention FSE prévisionnelle année 2008</b>	<u>coût prévisionnel année 2008</u>	AVENANT coût prévisionnel année 2008
Mission locale de Lille Réussir	Maison de l'Insertion et de l'Emploi	La Maison de l'Insertion et de l'Emploi de Lille héberge l'antenne de la Mission Locale pour le quartier de Lille-Sud et l'organisme Lille Sud Insertion. Le projet vise à assurer un premier accueil permanent de proximité commun aux deux structures, tenu par deux chargées d'accueil. Suite à l'accueil, le public (700 jeunes entre 16 et 25 ans accueillis à l'année) peut bénéficier d'une approche globale et d'un traitement individualisé de l'ensemble des problèmes qui se posent à chacun (emploi, formation, logement, santé, citoyenneté) chaque année.	<u>20 650,00 €</u>	20 650,00 €	<u>67 700,00 €</u>	67 700,00 €				

Tableau 2 - Récapitulatif programmation FSE 2007 2nd semestre et 2008

Structures Maîtres d'ouvrage	Intitulé de l'action	Descriptif	subvention FSE prévisionnelle second semestre 2007	AVENANT subvention FSE prévisionnelle second semestre 2007	coût prévisionnel second semestre 2007	AVENANT coût prévisionnel second semestre 2007	subvention FSE prévisionnelle année 2008	AVENANT subvention FSE prévisionnelle année 2008	coût prévisionnel année 2008	AVENANT coût prévisionnel année 2008
Lille Métropole Habitat Office Public de l'Habitat de la Communauté Urbaine de Lille	Dispositif Agents d'Ambiance	Le dispositif Agents d'Ambiance de LMH propose à ses locataires un service d' Agents d'Ambiance concourant à la résolution par la médiation des petites nuisances et troubles de voisinage inhérents à la vie en collectivité et assurant par une présence visible et dissuasive la prévention des petits actes de délinquance commis sur ou à l'encontre de son patrimoine. Leurs actions concernent tout le territoire lillois et plus particulièrement les quartiers en Politique de la Ville et permet l'insertion professionnelle d'un public majoritairement issu des quartiers en ZUS (16 personnes à l'année).	<u>35 000,00 €</u>	35 000,00 €	<u>388 750,00 €</u>	388 750,00 €	<u>70 000,00 €</u>	70 000,00 €	<u>763 416,00 €</u>	763 416,00 €
Maison X2000	Appropriation des TIC par les habitants et les associations	L'action offre la possibilité à environ 200 habitants du quartier des Bois Blancs (scolaires, retraités, personne à la recherche d'un emploi) d'acquérir les connaissances de base en matière de multimédia et ainsi de pouvoir en profiter dans le cadre scolaire, professionnel et personnel. Par ce biais, les habitants des Bois blancs pourront eux même faire vivre le portail internet et participer à la mise en ligne d'un journal de quartier. Cette action se compose d'ateliers pratiques encadrés par des moniteurs spécialisés. Outre la dimension informatique elle permet aux habitants une véritable participation à la vie du quartier et à son développement.	<u>6 400,00 €</u>	6 400,00 €	<u>12 834,00 €</u>	12 834,00 €	<u>12 550,00 €</u>	12 550,00 €	<u>25 649,00 €</u>	25 649,00 €
Maison de Quartier des Bois Blancs	Espace Multimédia	L'objectif général de ce projet est de permettre à 300 habitants des Bois Blancs de s'initier aux multimédias de manière complémentaire à l'usage de la cyber base. Le site multimedia propose à chacun un accompagnement individualisé. Les bénéficiaires peuvent s'initier à Internet, à la bureautique et à l'utilisation de quelques CD Rom. Le Multimedia permet d'accompagner les habitants dans leurs projets individuels ou collectifs. Le site du Centre Social s'adresse à tous ceux qui sont éloignés du multimedia et d'Internet. Afin de démystifier cet outil et lutter contre le sentiment d'être mis à l'écart de la modernité par manque de maîtrise le Centre Social propose une première formation à l'utilisation des technologies de l'informatique, un accompagnement et une mise à disposition de moyen matériel adapté. L'action est composée d'ateliers : accès internet , initiation à la bureautique, utilisation de CD Rom, organisés autour d'un planning détaillé est élaboré afin que l'ensemble des tranches d'âges puissent accéder aux multimédias.	<u>5 470,00 €</u>	5 271,00 €	<u>15 111,00 €</u>	15 111,00 €	<u>19 042,00 €</u>	18 725,00 €	<u>38 720,00 €</u>	38 720,00 €
Régie technique de Quartier MOS'A.R.T	Préfiguration de la Régie de quartier	L'objectif de l'action est de mener le travail de préfiguration de la future Régie de Quartier de Fives en sensibilisant et en impliquant les habitants du quartier dans un travail visant à faire émerger et mettre en place des services de proximité inexistants à ce jour. Ces services pouvant porter sur l'amélioration du cadre de vie, les services à la personne, la gestion urbaine de proximité. Ils seront développés dans le cadre de la transformation de la Régie Technique MOS'A.R.T. en Régie de Quartier au sein de laquelle la participation des habitants sera une priorité.	<u>7 500,00 €</u>	7 500,00 €	<u>15 000,00 €</u>	15 000,00 €	<u>20 338,00 €</u>	20 338,00 €	<u>40 667,00 €</u>	52 578,00 €
Fédération des centres d'insertion	Mobilisation à la Qualification Sociale et Professionnelle Faubourg de Béthune	Le projet porté par la FCI vise 10 jeunes de moins de 26 ans du Faubourg de Béthune repérés par les différents partenaires (Centre Social, Club de Prévention Itinéraires et Mission Locale de Lille ) ne parvenant pas à s'intégrer dans une démarche d'insertion sociale et professionnelle et exclus de tout dispositif de droit commun. Les objectifs de cette action sont de développer les champs de la citoyenneté, de la santé, du développement personnel par une mise en situation professionnelle dans un certain nombre de secteurs d'activité professionnelle, de renouer un lien éducatif solide avec ces jeunes en travaillant la stabilisation de leur comportement, et enfin de faire émerger un projet de vie en construisant progressivement un parcours d'insertion professionnelle réaliste et durable par un statut de salarié ( CAE ) et par une formation complémentaire afin de définir un projet professionnel. Le résultat attendus est la filiarisation ascendante vers la formation qualifiante et ou l'emploi	Action nouvelle				<u>66 411,00 €</u>	66 411,00 €	<u>153 866,00 €</u>	153 866,00 €
Fédération des centres d'insertion	Histoires de vie, Histoires de Femmes	Le projet est né du constat des partenaires sociaux que de nombreuses femmes d'origines étrangères issues de quartiers politique de la Ville cumulent notamment des difficultés de lecture et d'écriture, une mobilité géographique réduite à leurs quartiers de résidence, une méconnaissance de la diversité des secteurs professionnels qui s'offrent à elles, et enfin une connaissance partielle des institutions. Ces difficultés cumulées entravent leur insertion sociale et/ou professionnelle. Le projet vise à la qualification sociale et ou professionnelle de ces femmes. La signature d'un contrat aidé ( CA - CAE ) permet à 10 femmes d'accéder à un statut de salarié tout en leur permettant de remédier ( formation intégrée à leur temps de travail ) aux difficultés qui entravent leur insertion socio professionnelle.	Action nouvelle				<u>99 369,00 €</u>	99 369,00 €	<u>216 185,00 €</u>	248 397,00 €

Tableau 2 - Récapitulatif programmation FSE 2007 2nd semestre et 2008

Structures Maîtres d'ouvrage	Intitulé de l'action	Descriptif	<u>subvention FSE prévisionnelle second semestre 2007</u>	<b>AVENANT subvention FSE prévisionnelle second semestre 2007</b>	<u>coût prévisionnel second semestre 2007</u>	AVENANT coût prévisionnel second semestre 2007	<u>subvention FSE prévisionnelle année 2008</u>	<b>AVENANT subvention FSE prévisionnelle année 2008</b>	<u>coût prévisionnel année 2008</u>	AVENANT coût prévisionnel année 2008
<b>FONDATION ARMEE DU SALUT</b>	<b>MOLIDO</b>	Le chantier d'insertion Molido a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficulté par la mise à l'emploi, l'accompagnement et la formation. Les activités du chantier se déclinent en 4 axes : le magasin d'entraide, la récupération de mobilier, le déménagement social et le service lingerie. Le public accueilli doit être bénéficiaire du RMI demandeur d'emploi et résidant en ZUS. L'accompagnement des personnes est global : il associe la formation et l'insertion professionnelle. Le travail sur la recherche d'emploi et les compétences professionnelles s'effectue en lien avec l'ANPE. L'objectif visé est de faciliter et d'optimiser les chances de retour à l'emploi durable de 12 salarié(e)s en insertion employé(e)s en contrats aidés dans l'ACI MOLIDO		<u>Action nouvelle</u>			<b><u>28 800,00 €</u></b>	<b>28 800,00 €</b>	<u>146 674,00 €</u>	146 674,00 €
<b>FONDATION ARMEE DU SALUT</b>	<b>Le CLEF (Centre Lillois d'Etudes et de Formation)</b>	Le CLEF dispense deux modules : remise à niveau lutte contre l'illettrisme / Informatique. La phase de remise à niveau permet aux 50 bénéficiaires de l'action de s'approprier les outils nécessaires pour une bonne autonomie sociale, en vue de l'entrée en stage qualifiant. L'initiation à l'informatique permet de s'approprier les outils informatiques tels que le tableur, le traitement de texte et internet, et ainsi rattraper le retard lié aux nouvelles technologies.		<u>Action nouvelle</u>			<b><u>16 010,00 €</u></b>	<b>16 010,00 €</b>	<u>36 916,00 €</u>	36 916,00 €
<b>Centre d'Insertion des Bois Blancs</b>	<b>Insertion sociale et professionnelle des jeunes en grandes difficultés : projet PENICHE</b>	Le CIBB souhaite mettre en place un chantier d'insertion permanent sur le quartier en direction de 6 jeunes repérés et accompagnés dans le cadre du Mini GABB (Groupe des Acteurs des Bois Blancs ). Ce dispositif permettra de préparer les jeunes en amont des actions du PLIE sur des parcours allant de 6 à 12 mois selon les difficultés de chacun. Pour mettre en place le projet, une péniche a été récemment acquise et fera l'objet d'une transformation en ERP (établissement accueillant du public ). Cette péniche rénovée sera constituée de deux salles qui accueilleront publics et manifestations. Elle sera un lieu convivial, ouvert, pouvant accueillir des formations, des réunions mais aussi des fêtes, spectacles, et expositions. Le chantier qui sera entrepris avec les jeunes permettra de les initier à divers métiers du bâtiment et l'aménagement d'intérieur : pose de l'isolation et des cloisons, initiation à l'électricité et à la plomberie, pose de revêtements de sols et des murs, peintures et finition.		<u>Action nouvelle</u>			<b><u>25 420,00 €</u></b>	<b>25 420,00 €</b>	<u>70 556,00 €</u>	70 556,00 €
<b>Total</b>			<b><u>326 510,00 €</u></b>	<b>326 311,00 €</b>	<b><u>1 341 009,00 €</u></b>	<b>1 342 169,00 €</b>	<b><u>995 386,00 €</u></b>	<b>995 069,00 €</b>	<b><u>3 274 966,00 €</u></b>	<b>3 318 998,00 €</b>
<b>Total 2007 sem 2 et 2008</b>			<b><u>1 321 896,00 €</u></b>	<b>1 321 380,00 €</b>	<b><u>4 615 975,00 €</u></b>	<b>4 661 167,00 €</b>				

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/36

## OBJET

**Politique de la Ville – Association**  
**Itinéraires - Aide à l'emploi d'un**  
**adulte relais.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le 14 décembre 1999, le Comité Interministériel des Villes a décidé le lancement, à partir de 2000, d'un programme de création de 10 000 adultes relais. Ce programme a été maintenu, depuis lors, selon les mêmes modalités.

Les missions confiées à ces adultes relais visent globalement à améliorer, dans les quartiers relevant de la Politique de la Ville, les rapports sociaux dans les espaces publics ou entre les habitants et les services publics.

Les employeurs potentiels visés par ce dispositif sont principalement les associations qui ont une activité dans ces quartiers et les équipements de proximité.

Parce que ce dispositif "adultes relais" vient renforcer les initiatives déjà prises sur son territoire, la Ville de Lille a décidé d'accompagner la demande effectuée auprès de l'Etat par certaines associations. Celle-ci se traduit par une aide forfaitaire en complément de l'aide apportée par l'Etat sur la durée de validité de la convention, soit trois années reconductibles.

C'est pourquoi, la délégation Politique de la Ville a souhaité accompagner la demande effectuée par le Club de prévention Itinéraires pour un poste d'adulte relais sur le quartier du Faubourg de Béthune. Cet adulte relais assurera des missions de médiation, prévention aux abords des écoles Béranger Hachette et Chénier Séverine implantées au cœur du secteur Concorde.

L'aide financière apportée par la Ville fait l'objet d'une convention d'objectifs et de partenariat régissant notamment les modalités d'intervention de cet adulte relais.

Le coût total du poste d'adulte relais au sein de l'association Itinéraires s'élève à 90.137 € sur les 3 années conventionnées.

L'engagement financier de la Ville sur ce poste et sur une année est de 9.544 € qui s'effectuera en deux versements semestriels de 4.772 € chacun.

.../...

**Financement d'un poste d'adulte relais**

Année	Période	Soutien financier Ville
Année 1	1 <sup>er</sup> novembre 2009 au 30 avril 2010	4.772 €
	1 <sup>er</sup> mai au 31 octobre 2010	4.772 €
Année 2	1 <sup>er</sup> novembre 2010 au 30 avril 2011	4.772 €
	1 <sup>er</sup> mai au 31 octobre 2011	4.772 €
Année 3	1 <sup>er</sup> novembre 2011 au 30 avril 2012	4.772 €
	1 <sup>er</sup> mai au 31 octobre 2012	4.772 €
<b>Total soutien Ville (3 années)</b>		<b>28.632 €</b>
<b>Coût total du poste (3 années)</b>		<b>90.137 €</b>
<b>Financement Etat et association (3 années)</b>		<b>61.505 €</b>

En application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, des conventions doivent être conclues entre la Ville et les associations subventionnées à plus de 23.000 €. Cette subvention est intégrée dans la convention avec l'association Itinéraires, dans le cadre de la délibération CUCS présentée lors de cette même séance.

En accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 25 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 9.544 € à l'association Itinéraires pour la période allant du 1<sup>er</sup> novembre 2009 au 31 octobre 2010, versée en deux règlements semestriels de 4.772 € chacun ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 824 - Code service AMB - Opération APADR n° 210.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire  
l'Adjoint délégué à la Politique  
de la Ville,

Réception en Préfecture le



Walid HANNA

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/37

## OBJET

**Politique de la Ville – Adoption de la  
programmation 2010 pour les quartiers  
Centre, Saint-Maurice, Vieux-Lille  
et Vauban.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville a décidé d'intensifier son action dans les quatre quartiers qui ne relèvent pas de la géographie prioritaire de la Politique de la Ville et qui ne sont pas concernés par le Contrat Urbain de Cohésion Sociale, à savoir : Vieux-Lille, Centre, Saint-Maurice et Vauban.

Pour ce faire, la direction de la Politique de la Ville impulse la mise en œuvre de projets de développement à l'échelle de micro-territoires notamment en favorisant les partenariats institutionnels, associatifs et ceux avec les habitants.

Un plan d'action a été élaboré afin de définir les objectifs prioritaires à atteindre dans chacun des secteurs concernés. Ces derniers sont :

- Hoover et Fontaine del Saulx pour le quartier du Centre,
- Briquetterie, Cité Saint-Maurice, Eugène Jacquet pour le quartier de Saint-Maurice,
- Churchill et Pont Neuf pour le quartier du Vieux-Lille,
- Square d'Espagne et du Portugal pour le quartier de Vauban-Esquermes.

Ce plan d'action constitue le cadre d'un appel à projets aux acteurs associatifs de ces quartiers pour 2009. Dans ce cadre, 20 dossiers de demande de subvention déposés par les associations ont été retenus.

Ces projets permettront de travailler en 2010 :

- **Sur le quartier de Saint-Maurice autour :**

- du renforcement du lien social dans le secteur de la Cité Saint-Maurice,
- de la mobilisation des jeunes dans des projets humanitaires et d'insertion sociale et professionnelle.

- **Sur le quartier du Vieux-Lille autour :**

- du renforcement de l'offre éducative et de loisirs dans le secteur Churchill / Pont Neuf.

- **Sur le quartier de Vauban autour :**

- de la qualification des acteurs éducatifs.

- **Sur le quartier du Centre autour :**

- du développement d'actions éducatives pour les jeunes et les enfants du secteur Hoover.

.../...

Le tableau ci-joint reprend l'ensemble des actions qu'il est proposé de retenir dans le cadre de cette programmation.

Le coût total de ces actions s'élève à environ 578 K€. La somme totale des subventions sollicitées auprès de la délégation Politique de la Ville s'élève à 114.250 €.

Chacune des actions proposées fait l'objet d'un rapide descriptif. Les actions présentées ayant fait l'objet d'un dossier de demande de subvention, ceux-ci peuvent être consultés à la direction de la Politique de la Ville pour de plus amples informations.

En application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, des conventions doivent être conclues entre la Ville et les associations subventionnées à plus de 23.000 €. Les subventions aux associations concernées feront par conséquent l'objet de conventions dans le cadre de délibérations prises par les services pilotes.

La Direction Politique de la Ville étant service pilote de l'association La Esperanza, la convention avec cette association est par conséquent jointe à la présente délibération en vertu de la loi précédemment citée.

En accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 25 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ADOPTER** le programme d'actions élaboré pour 2010 ;
- ♦ **ALLOUER** à chaque association ou structure maître d'ouvrage, support de l'action concernée, la subvention correspondant à la participation de la Ville conformément à la répartition figurant dans le tableau ci-annexé ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l' élu délégué à signer la convention avec l'association La Esperanza, ci-annexée ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 824 - Code service AMB - Opération APHPV n° 743.

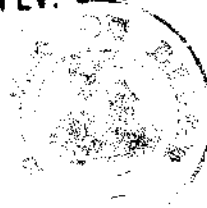
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire  
l'Adjoint délégué à la Politique  
de la Ville,

Réception en Préfecture le

**4 FEV. 2010**



Walid HANNA



Programmation Politique de la Ville 2010  
Quartiers Centre / Saint-Maurice / Vauban / Vieux-Lille

Intitulé de l'action	Maître d'ouvrage	Descriptif de l'action	Coût de l'opération (en euros)	Subvention politique de la Ville	Bilan 2009
<b>Quartier Saint-Maurice</b>					
Place des voisins	Association Starter	L'association Starter développe grâce à la modification de son objet associatif un projet intitulé "la place des voisins". Ce projet permet d'initier une démarche de mobilisation des habitants de la Briquetterie. Il s'agit, après une première année de mise en route visant à développer l'animation d'événements festifs, de travailler notamment sur la question des jeunes âgés de 16 à 25 ans en lien avec les familles.	11 919 €	5 000 €	La mise en place de l'action 2009 a permis de commencer un nouveau travail en direction de 50 familles du secteur Briquetterie via la constitution d'un comité d'usagers (10 familles), la participation à la fête des Voisins et la fête maximômes en juin 2009 ainsi qu'à diverses sorties culturelles.
Bibliothèque de rue	ATD QUART MONDE	Aid quart Monde propose de relancer sur le secteur de la cité Saint-Maurice le projet bibliothèque de rue. Chaque Mercredi un intervenant vient avec une malle de livres et propose aux enfants mais aussi aux parents de se réunir pour lire.	2 000 €	1 000 €	Pas de financement en 2009
Parcours découverte	Aéronet	Il s'agit de poursuivre le travail engagé à la cité saint maurice visant à amener les jeunes et les familles à se rendre aux spectacles mais aussi à découvrir les artistes et leur travail durant des ateliers sur place et/ou à la salle de spectacle	10 500 €	8 000 €	Le projet en 2009 a permis d'accompagner 20 familles sur des démarches de découvertes d'artistes et du lieu "Aéronet".
Lien entre les habitants	Paroles d'habitants	Le travail initié par l'association Paroles d'habitants vise à recréer du lien social entre les habitants de la Cité Saint-Maurice. L'action vise ici particulièrement à accompagner une centaine de familles autour d'animations et de déplacements touristiques.	5 533 €	3 000 €	70 familles ont participé aux actions de l'association sur le secteur. L'association a également organisé des sorties pour les familles de la cité (Lille neige, Lille Ranch, Lille plage, marché de Noël) ainsi que les fêtes de la cité (Noël, fête des voisins, kermesse)
B. I. O. C (Bureau Local d'Observation de la Cité).	KOAN	L'association Koan développe un concept technologique qui permet d'accompagner les projets en direction des habitants de secteurs cibles. Leur expérience acquise en Métropole et à Lille sur le secteur de Lille Moulins en partenariat avec la Galerie Bleue, leur permet de proposer un projet d'accompagnement technique et technologique de la démarche engagée par Starter sur le secteur de la Briquetterie. Il s'agit de proposer des outils pédagogiques et ludiques lors de questionnaires adressés aux habitants (en lien avec le projet la place des voisins).	15 000 €	3 000 €	Action nouvelle

Programme Politique de la Ville 2010  
Quartiers Centre / Saint-Maurice / Vauban / Vieux-Lille

Intitulé de l'action	Maître d'ouvrage	Descriptif de l'action	Coût de l'opération (en euros)	Subvention politique de la Ville	Bilan 2009
Lieu ressource mobilité internationale	Service Civil International	Depuis trois années, le SCL a développé des actions d'information sur les projets liés à la mobilité internationale des jeunes. Pour poursuivre et renforcer cette action il est envisagé d'ouvrir un lieu ressource pour animer cette démarche tout en continuant à tenir des permanences d'information au CRUJ	46 548 €	3 000 €	Action nouvelle
Kermesse des jardins	Association des jardins familiaux de la Cité Saint Maurice	Chaque année, l'association Jardins Familiaux organise une kermesse au moment de la redistribution des parcelles de jardins (10) à la Cité Saint-Maurice. L'aide proposée permettra de qualifier cette manifestation en proposant des activités et des jeux pour enfants notamment.	2 000 €	1 750 €	L'aide de la Ville a permis la mise en place de jeux pour enfants lors de la kermesse du quartier.
FUTSAL	FC CAULIER	L'association propose l'activité de football en salle (Futsal) basée à la salle Herbeaux aux jeunes de Saint-Maurice (essentiellement issus des secteurs E. Jacquet et Caulier). L'association développe également des actions de remise en route des projets personnels des jeunes en voie de marginalisation.	3 147 €	2 000 €	L'aide apportée en 2009 a permis la création d'une équipe de futsal qui a remporté de nombreux succès sportifs. L'association a également géré deux créneaux horaires de futsal qui ont réuni plus de 200 jeunes à l'année et organisé un tournoi international.
<b>Quartier Vieux-Lille</b>					
Consolidation de la structure de l'association	Association La Esperanza	La Esperanza intervient sur le secteur Winston Churchill du quartier du Vieux-Lille depuis 2001 auprès des familles et des jeunes à travers des actions d'accompagnement scolaire, des actions collectives pour les mamans et un espace d'accueil des jeunes âgés de 16 à 25 ans. Le soutien apporté par la délégation Politique de la Ville, hormis l'aide à la structuration du projet de l'association, permet de qualifier les activités et de renforcer les moyens humains et matériels garantissant le fonctionnement au quotidien de la structure.	212 000 €	20 000 €	Grâce au soutien apporté en 2009, l'association a structuré un certain nombre de ses activités lié à la famille, l'aide aux devoirs et l'accueil des jeunes en général.

Programme Politique de la Ville 2010  
Quartiers Centre / Saint-Maurice / Vauban / Vieux-Lille

Intitulé de l'action	Maître d'ouvrage	Description de l'action	Coût de l'opération (en euros)	Subvention politique de la Ville	Bilan 2009
Projet fitness en direction des mamans	Association Inter Actions	L'association "Inter Actions" intervient sur le quartier du Vieux-Lille et en particulier au profit des habitants du secteur Winston Churchill, notamment par des activités de pratique de la musculation et souhaite développer un projet d'animation sociale allant au-delà de la pratique sportive. Il est proposé de soutenir le développement d'une activité de fitness à destination des mamans de ce secteur dans l'enceinte du complexe sportif Maryse Bastié. Une action similaire est menée sur le quartier de Saint-Maurice.	66 530 €	6 000 €	L'aide apportée a permis de mettre en place des créneaux de fitness sur la salle Maryse Bastié dans le Vieux Lille avec la participation d'une dizaine d'adultes. Des séances ont été organisées au profit des habitants de Saint Maurice (salle Herbaux).
Acquisition de matériel	ART MATURE	L'association Art mature poursuit ses projets dans le domaine du Deejing notamment en participant aux animations culturelles urbaines menées sur le quartier en lien avec le service des cultures urbaines. Par ailleurs l'association accompagne l'émergence de formations RAP sur le quartier. L'aide municipale 2010 permettra à l'association de continuer à acquérir du matériel de sonorisation.	6 500 €	2 000 €	Nouveau dossier en 2010
Consolidation de l'association	Kose two jours	Un lien avec le service des cultures urbaines, un accompagnement de la structure à sa consolidation et sa structuration en divers pôles est engagé. L'association est maintenant divisée en trois pôles : initiation, cours stages, artistique. Troisième année de développement pour cette association qui - outre ses créneaux réguliers - participe aux événements cultures urbaines du quartier (cf. Le Waz street).	22 000 €	7 000 €	L'association a conduit son projet de structuration et poursuivi ses ateliers de retranscription des ateliers de danse pour un public de 15 à 25 ans.
Actions transgénérationnelle sur le secteur Pont neuf Churchill	Ekspim	L'association poursuit son développement en investissant fortement le secteur Pont à Raisine (après celui de Churchill) avec notamment son projet de "maison créative" qui permet de mener des actions d'arts plastiques en faveur des habitants de ce secteur. Ainsi l'ouverture d'un C.I.S.I. atteste de ce travail ici en direction des plus jeunes résidents de ce secteur.	78 859 €	12 000 €	Après avoir mené et développé des projets d'animation arts graphiques et plastiques et transgénérationnels sur le secteur de Churchill-Pont Neuf notamment dans le cadre de projets "mémoire", l'association a mis en place plusieurs ateliers pour les enfants à la Maison de quartier et au L.C.R. Pont à Raisine, ainsi que deux spectacles les 29 et 30 mai 2009. Au total ces différentes actions ont permis de toucher 45 enfants, 10 adultes et 50 familles.

Programme d'Animation Politique de la Ville 2010  
Quartiers Centre / Saint-Maurice / Vauban / Vieux-Lille

Intitulé de l'action	Maître d'ouvrage	Description de l'action	Coût de l'opération (en euros)	Subvention politique de la Ville	Bilan 2009
Quartier Vauban					
passerelle cm2 -6	Ch'ti Teranga	L'association Ch'ti Teranga travaille sur les quartiers de Vauban et Centre. L'un de leurs projets porte sur le quartier de Vauban et met en lien les enfants fréquentant le collège (au travers d'ateliers se déroulant en avril et mai) et des élèves de CM2, futurs collégiens. Les objectifs d'un tel projet sont de permettre l'accueil des élèves de CM2 dans leur nouveau collège par des élèves de 6ème qui ont connu la situation de primo-arrivants lors de leur arrivée en France et qui par conséquent ont dû tout apprendre afin de s'intégrer au mieux dans leur structure scolaire. En outre, il s'agit de sensibiliser les enfants et élèves au notion de coopération Nord Sud. Pour cela, les relations entre la maison de quartier de Diamaguène à Saint Louis (dans le cadre du jumelage municipal) et la maison de quartier de Vauban sont mises en valeur et favorisées.	29 600 €	6 000 €	Des actions en lien avec les enseignants des collèges Destiel (2 classes et 15 élèves du foyer socio-éducatif en lien avec la Maison de quartier de Vauban) et Franklin (1 classe et les élèves du centre de documentation) ont été menées sur le temps scolaire et périscolaire et ont donné lieu à la rédaction de contes en français et wolof.
Bibliothèque à Fes	Association humanitaire de Lille	L'association humanitaire de Lille propose un projet de solidarité internationale. Il s'agit de poursuivre le projet de requalification d'une bibliothèque à Fes. Le projet s'était initialement inscrit dans le quartier de Saint-Maurice mais aujourd'hui un partenariat avec la maison de quartier de Vauban est réalisé. Ainsi un accompagnement éducatif avec la maison de quartier permettra de sensibiliser les jeunes en amont du départ prévu en juin 2010. Ce projet est également suivi par le service des relations internationales.		4 000 €	Pas d'action en 2009
A la rencontre de la culture Africaine	Vent du Sud	Cette association propose une action ayant trait à la découverte des cultures africaines. L'action proposée trouvera sa réalisation lors du carnaval de Vauban en lien avec la maison de quartier.	3 000 €	1 500 €	Action nouvelle
Structuration du projet de la Maison de quartier de Vauban	Maison de Quartier de Vauban-Esquernes	Un projet en direction des habitants des résidences d'habitat social en partenariat avec LMH est bâti sur le concept "animation en pied d'immeuble. Différents thèmes sont imaginés en 2010 : conte, lecture, décoration d'entrées.	27 500 €	12 000 €	Poursuite de l'action de consolidation de la maison de quartier en attente de son agrément

Programme Politique de la Ville 2010  
Quartiers Centre / Saint-Maurice / Vauban / Vieux-Lille

Titulaire de l'action	Maître d'ouvrage	Description de l'action	Coût de l'opération (en euros)	Subvention politique de la Ville	Bilan 2009
Quartier Centre					
Passerelle 0/6 ans Alphabétisation	Centre Social La Buette	La première action vise à mettre en place des temps d'accueil pour parents et enfants âgés de 0 à 6 ans afin de favoriser le lien parents-enfants. La seconde permet d'organiser 2 séances hebdomadaires d'apprentissage de la langue pour 32 adultes (en majorité des femmes) du quartier de Lille-Centre maîtrisant mal ou peu la langue française.	19 136 €	12 500 €	15 parents et 14 enfants ont participé à des temps d'accueil spécifiques dans la structure et 25 personnes ont participé à 1 séance d'apprentissage de la langue de 2h30 par semaine.
Atelier de mademoiselle S	Mademoiselle S	L'association propose des ateliers d'écriture et de lecture en faveur des habitants du secteur Hoover Saint-Sauveur. L'aide apportée permettra de mettre en œuvre des ateliers d'écriture mais aussi des temps plus festifs pour mettre en valeur ces ateliers.	8 985 €	2 000 €	Action nouvelle
Action santé sport	ASSOCIATION SPORTIVE HOOVER	Le projet de l'association consiste à proposer des temps d'animation sportives sur le secteur Dupied. Le temps fort étant la fête du sport. Tout au long de l'année sont proposés des temps sportifs dans divers créneaux dédiés aux jeunes de ce secteur. Il s'agit avec cette aide financière de pouvoir louer des prestations sportives (matériels amovibles, structures gonflables, défraiement d'intervenants sportifs qualifiés).	7 060 €	2 500 €	Action nouvelle
			577 817 €	114 250 €	

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/38

## OBJET

**Politique de la Ville - Adoption de la  
programmation 2010 du Contrat Urbain  
de Cohésion sociale (2007-2010).**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Contrat Urbain de Cohésion Sociale 2007-2009 (CUCS) de la Ville de Lille a été adopté par le Conseil Municipal lors de sa séance du 12 février 2007.

Ce contrat remplace le Contrat de Ville depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et pour 3 ans. Il a vocation à constituer le cadre contractuel unique de la Politique de la Ville permettant de mettre en œuvre des projets de cohésion sociale notamment en lien avec les projets de rénovation urbaine.

L'Etat a souhaité proroger d'un an le CUCS pour achever l'évaluation nationale des CUCS actuellement en cours et la réflexion sur la redéfinition de la géographie prioritaire.

Il convient de préciser que, conformément aux engagements pris en 2007 dans le cadre de l'élaboration du CUCS lillois et lommeois, une démarche d'évaluation accompagnée par un Cabinet a été menée depuis le début de l'année 2008. Elle porte sur toute la durée du présent contrat et a permis de mesurer les réalisations et les impacts des actions financées tout autant que des démarches portées par la Politique de la Ville sur l'ensemble des territoires prioritaires.

Le rapport final d'évaluation a été présenté au Conseil Municipal lors de sa séance du 5 octobre dernier. Les principaux enseignements sont les suivants :

Le rapport a mis en exergue les points forts de ce contrat tant du point de vue « *des réalisations sur un plan quantitatif (65 729 touchées par les actions en 2007) et qualitatif notamment sur certaines thématiques et en allant au-devant des publics les plus isolés* ». A ce propos, le Cabinet indique, sur la base des enquêtes réalisées auprès des habitants et bénéficiaires des actions mises en place sur certains micro-secteurs, « *un bon niveau de satisfaction* ».

Il souligne ainsi « *le caractère innovant des actions portées par les associations ainsi que des démarches portées par l'ingénierie de la Politique de la Ville notamment par la coordination des actions sur certains micro-secteurs des quartiers prioritaires qui permettent de prendre en compte les besoins des populations et de les relayer auprès des politiques de droit commun* ». En cela, le CUCS apparaît comme « *de mieux en mieux articulé avec les politiques de droit commun, bien que des efforts doivent être encore faits sur certains axes* ». « *L'effet levier important du CUCS et de ses financements est aussi mis en avant* ». « *La qualité du pilotage est enfin relevée et témoigne d'un partenariat constructif avec les partenaires associatifs* ».

.../...

Des points d'efforts sont aussi mis en évidence par le Cabinet d'études qui relève comme « *principal défi pour le futur contrat de s'inscrire plus encore dans la perspective de transformation de la situation des quartiers notamment dans le cadre de la rénovation urbaine pour que les habitants perçoivent de manière plus positive les changements en cours et à venir* ». Il insiste aussi sur l'amélioration de la complémentarité entre la Politique de la Ville, et en particulier du CUCS, avec les politiques de droit commun qu'elles relèvent de la Ville ou des autres institutions (Etat, Département, Région....).

Cette évaluation achevée doit, dès le début de l'année 2010, servir de base à l'élaboration du nouveau Contrat qui devrait être signé courant 2010 en fonction des éléments que l'Etat fournira à la Ville tant concernant la géographie que sur les thématiques prioritaires.

Pour mémoire, il faut rappeler que le Contrat Urbain de Cohésion sociale de la Ville de Lille et de la Commune associée de Lomme définit :

- ⇒ **Les territoires prioritaires d'intervention**
  - 6 quartiers lillois : Bois-Blancs, Faubourg de Béthune, Fives, Lille-Sud, Moulins, Wazemmes
  - 3 quartiers lommois : Mitterie, Mont à Camp, Marais
- ⇒ **Les axes prioritaires :**
  - la réussite éducative et sociale des enfants et des jeunes
  - le développement économique, l'emploi, l'insertion, la formation
  - la citoyenneté, la lutte contre les discriminations, l'action sociale
  - la santé
  - le cadre de vie, l'habitat et le logement
  - la prévention de la délinquance.

Et s'inscrit dans deux enjeux majeurs :

- Le renforcement du lien entre développement social et développement urbain, notamment dans les territoires en rénovation urbaine.
- La mobilisation des politiques de droit commun en faveur des territoires prioritaires et l'identification d'axes spécifiques et complémentaires propres à la Politique de la Ville.

Le CUCS demeure donc le cadre de l'appel à projet annuel en direction des acteurs associatifs lillois, qui a permis de construire la programmation 2010 de la Politique de la Ville.

Pour 2010, 249 dossiers ont été déposés par les associations lilloises pour une demande totale à la Ville de 2,09 millions d'euros et une demande à l'Etat de 1,58 million d'euros (hors volet Prévention de la Délinquance et programmation lommoise).

Parmi ces 249 dossiers, 80 actions nouvelles et 169 actions reconduites ont été présentées par les associations lilloises.

Après instruction de l'ensemble des demandes financières faites par les associations, il est proposé, dans le cadre de la présente délibération, de retenir 189 actions dont 156 actions reconduites et 33 actions nouvelles.

.../...

Ces 189 actions représentent un coût total de 9.280.800 € et une sollicitation du CUCS de 2.587.738 € composée de (sous réserve de leur accord respectif) :

- 1.473.441 € pour la part Ville ;
- 857.650 € pour la part Etat ;
- 256.647 € pour la part Région

A cette sollicitation du CUCS s'ajoutent les sollicitations présentées au titre des crédits Intégration - Lutte contre les Discriminations (ILD) de l'ACSE pour un montant de 247.339 €.

Le volet Prévention de la Délinquance du CUCS (qui fait l'objet d'une délibération particulière) représente, quant à lui, une part Ville de 313.574 € et une part Etat de 231.039 €.

L'effort de la Ville pour 2010 s'élève donc, dans le cadre du CUCS, à 1.787.015 € (volet Prévention de la Délinquance compris).

La programmation lommoise pour 2010 représente une sollicitation dans le cadre du CUCS de 662 113,7 euros soit une part Ville de 599 813,7 euros et une part Etat de 62 300 euros.

Cette programmation 2010 résulte du travail de territorialisation effectué dans le cadre de schémas de développement propres à chaque quartier à partir des priorités définies dans le cadre du CUCS. Ce travail a donné lieu à l'identification de secteurs particuliers dans ces quartiers, qui nécessitent une intervention renforcée.

Ainsi, les actions programmées permettront de concentrer les efforts sur :

- ⇒ les secteurs de la Roseraie et des Aviateurs aux Bois-Blancs
- ⇒ les secteurs Concorde, Baltique, Verhaeren au Faubourg de Béthune
- ⇒ les secteurs d'habitat ancien dégradés et du Petit Maroc à Fives
- ⇒ les secteurs Arras- Europe et Arbrisseau à Lille-Sud
- ⇒ les secteurs de la Porte de Valenciennes et du boulevard de Strasbourg, Cités Wallaert Lievrœuw à Moulins
- ⇒ les secteurs Magenta Fombelle, Mexico, Flandres et Justice à Wazemmes.

Les actions proposées dans le tableau, joint en annexe, relèvent des 5 champs thématiques définis comme prioritaires dans le cadre du CUCS :

⇒ **La Réussite Educative et Sociale des enfants et des jeunes**

Les actions relevant de ce champ contribueront aux objectifs fixés dans le CUCS en complément du Projet Educatif Global.

Il s'agira d'accompagner les politiques publiques par des actions visant à favoriser la socialisation du jeune enfant (éveil culturel et sportif, projets liés à la parentalité, actions passerelles permettant la sensibilisation des familles pour favoriser l'inscription des jeunes enfants à l'école).

.../...



Pour améliorer les conditions d'apprentissage et d'épanouissement des enfants et des jeunes et afin de renforcer le Dispositif de Réussite Educative, des actions d'accompagnement à la scolarité impliquant les familles seront poursuivies. De plus, afin de prévenir la rupture et le décrochage scolaire et/ou d'accompagner les jeunes sortis du système scolaire, plusieurs actions sont proposées pour permettre aux jeunes de découvrir le monde du travail et de définir leur projet professionnel. En complément, des actions fondées sur les échanges internationaux seront développées.

Les actions en faveur des jeunes âgées de 16 à 30 ans seront développées au travers du renforcement des Espaces Jeunes qui permettent un accueil dans la proximité et apportent une réponse aux besoins des jeunes en matière d'insertion sociale et professionnelle.

Le montant des subventions qu'il est proposé d'accorder s'élève à 403.620 € pour la Ville, soit 27 % de la part Ville. Sur ce volet, 251.082 € sont sollicités auprès de l'Etat et 68.305 € auprès de la Région.

#### ⇒ **L'Emploi, l'Insertion, la Formation et le Développement Economique**

Il s'agira d'abord de poursuivre les actions permettant l'insertion socio-professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi par un suivi dans la proximité, tout en s'appuyant sur les dispositifs de parcours sociaux. Les actions de formation à la maîtrise de la langue seront poursuivies et intensifiées de manière complémentaire aux dispositifs de droit commun. D'autres actions de formation et d'insertion des jeunes les plus éloignés de l'emploi sont aussi confortées. Un soutien est également apporté dans ce cadre afin de favoriser la création d'activité par des demandeurs d'emplois. De nouvelles actions portent sur l'accès aux stages des jeunes diplômés ainsi qu'à l'emploi via la mobilité européenne.

Le montant des subventions qu'il est proposé d'accorder s'élève à 242.804 € pour la Ville, soit 17 % de la part Ville. Sur ce volet, 131.071 € sont sollicités auprès de l'Etat et 51.342 € auprès de la Région.

#### ⇒ **L'Habitat, le Logement et le Cadre de Vie**

Ce volet de la programmation a pour objectif principal l'amélioration des conditions de vie dans le logement et aux abords immédiats avec la participation des habitants concernés au premier chef.

Les actions initiées dans ce cadre permettent de :

- lutter contre l'habitat indigne et garantir les droits des locataires et des propriétaires
- soutenir de petits projets d'aménagements (bancs, jeux, signalisation....) portés par les habitants via le Fonds de Travaux Urbains (FTU)
- soutenir des associations ou collectifs d'habitants soucieux d'améliorer leur cadre de vie et toutes actions permettant de travailler à la réappropriation de leur cadre de vie et de leur environnement par les habitants, notamment dans le cadre des transformations urbaines en cours et à venir.

Le montant des subventions qu'il est proposé d'accorder s'élève à 163.230 € pour la Ville, soit 11 % de la part Ville. Sur ce volet, 70.439 € sont sollicités auprès de l'Etat et 50.000 € auprès de la Région.

### ⇒ **L'Action Sociale, la Lutte contre les Discriminations et la Citoyenneté**

Les actions développées dans ce cadre permettent de renforcer l'accompagnement social et de mettre en place des dynamiques collectives dans les secteurs où les habitants sont isolés.

Dans ce volet, seront mises en place des actions tournées vers le développement d'animations dans les quartiers permettant de créer ou recréer du lien social et de démarches permettant l'intégration des personnes étrangères ou issues de l'immigration. Il s'agira aussi de développer des actions favorisant la lutte contre les discriminations par des méthodes innovantes : théâtre forum, jeux coopératifs, ateliers de discussion. Ces actions ont aussi pour vocation à amener certains habitants particulièrement démunis à découvrir d'autres lieux (sorties familiales) et à leur faciliter l'accès aux vacances. C'est aussi dans ce volet que sont mises en œuvre des actions permettant de favoriser la participation et l'appropriation par les habitants des transformations urbaines à venir (fête, recueil et valorisation de la mémoire des habitants, journal). Enfin, des actions permettant l'accès la culture et aux sports, vecteurs de lien social seront développées.

Le montant des subventions qu'il est proposé d'accorder s'élève à 598.831 € pour la Ville, soit 41 % de la part Ville. Sur ce volet, 382.102 € sont sollicités auprès de l'Etat et 87.000 € auprès de la Région.

### ⇒ **La Santé**

En ce domaine, il s'agira d'impulser des dynamiques permettant de mettre en réseau les acteurs de la santé sur un territoire, tout en poursuivant les actions de prévention des conduites addictives et de sensibilisation à l'hygiène alimentaire.

Le montant des subventions qu'il est proposé d'accorder s'élève à 64.956 € pour la Ville, soit 44 % de la part Ville. Sur ce volet, 16.956 € sont sollicités auprès de l'Etat.

En terme de méthode, il faut souligner que la programmation du Contrat Urbain de Cohésion Sociale résulte, outre du Projet Urbain de Cohésion Sociale, de la définition de schémas de développement élaborés par quartier.

Sur cette base, les commissions thématiques de la Politique de la Ville de quartier ont proposé des projets d'actions entrant dans ces champs d'intervention.

Les services thématiques de la Ville ont été associés à l'instruction des dossiers émanant de ces lieux de concertation afin d'émettre un avis sur l'opportunité des actions envisagées et leur cohérence par rapport à la politique municipale menée dans chaque domaine d'intervention.

Enfin, les élus thématiques ont participé à la validation de la programmation et ont été sollicités pour apporter un soutien financier à ces actions. A cet égard, il faut souligner qu'un certain nombre d'actions présentées au titre du CUCS pour 2010 feront l'objet d'un financement complet dans le cadre des crédits de droit commun. Ces actions ne figurent pas dans le tableau annexé à la présente délibération, bien qu'ayant été initiées dans ce cadre. Enfin, les Conseils de quartier ont été saisis, pour avis, des propositions faites.

.../...

Le tableau ci-annexé reprend l'ensemble des actions qu'il est proposé de retenir dans le cadre de la programmation 2010 du CUCS. Il est réparti selon l'ordre des thématiques présentées ci-dessus.

La programmation lommoise est également présentée dans un tableau annexé à cette délibération.

Chacune des actions proposées fait l'objet d'un rapide descriptif et d'un bilan quand il s'agit d'une action reconduite dans le tableau évoqué précédemment. Les actions présentées ayant fait l'objet d'un dossier de demande de subvention, ceux-ci peuvent être consultés à la direction de la Politique de la Ville pour de plus amples informations.

Enfin, en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, des conventions doivent être conclues entre la Ville et les associations subventionnées à plus de 23.000 €.

La Direction Politique de la Ville étant service pilote pour certaines associations pour lesquelles ce seuil est dépassé dans la présente programmation CUCS, il y a donc lieu de conclure une convention avec l'association CITEO (anciennement ADEMN), Itinéraires, la Fédération des Centres d'Insertion, Lille Sud Insertion, Perspectives et SAFFIA.

Pour les autres associations, des conventions ou avenants seront présentés ultérieurement par les services pilotes, dans le cadre d'autres délibérations.

En conséquence et pour concrétiser cette programmation née de la concertation dans les quartiers et avec les différentes délégations et services de la Ville, en accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 25 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ADOPTER** le programme d'actions élaboré au titre du CUCS pour 2010 ;
- ♦ **ALLOUER** à chaque association ou structure maître d'ouvrage support de l'action concernée la subvention correspondant à la participation de la Ville conformément à la répartition figurant dans les tableaux joints en annexe ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer les conventions avec les associations CITEO, Itinéraires, la Fédération des Centres d'Insertion, Lille Sud Insertion, Perspectives et SAFFIA, ci-annexées ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante à la participation de la Ville sur la ligne intitulée "programme Politique de la Ville", "action Développement social des territoires", "opération APCUC n° 215" – Chapitre 65, article 6574, fonction 824 - Code service AMB ;
- ♦ **SOLLICITER** le concours financier de l'Etat, de la Région ou de tout autre partenaire susceptible d'apporter son soutien aux actions portées par les associations dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale ;

.../...

- ♦ **SOLLICITER** le concours financier de l'Etat, de la Région ou de tout autre partenaire susceptible d'apporter son soutien dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale aux actions dont la Ville de Lille assure la maîtrise d'ouvrage et prévoir l'admission en recettes et l'ouverture du crédit d'emploi sur les lignes suivantes : "programme Politique de la Ville", "action Développement social des territoires " - Chapitre 74, articles 74718 et 7472, fonction 824 - Code service AMB.

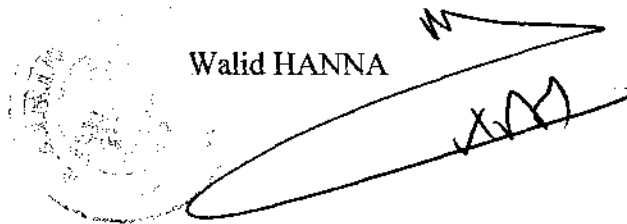
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire  
l'Adjoint délégué à la Politique  
de la Ville,

Réception en Préfecture le **- 4 FEV. 2010**

Walid HANNA

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'W. Hanna', is written over a circular official stamp. The stamp is partially obscured by the signature and contains some illegible text and a central emblem.

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Région		Métropole		Commune		Description de l'action 2010		Mise en œuvre		Thématique		Contr. de l'opération 2010		Proportions de financements					
Fin CUCS	Fin INTERCO	ACSIF-ILD	Région	Ville CUCS	PDV	Thématique	Délegation	Fin CUCS	Fin INTERCO	ACSIF-ILD	Région	Ville CUCS	PDV	Thématique	Délegation	Fin CUCS	Fin INTERCO	ACSIF-ILD	Région
REUSSITE EDUCATIVE ET SOCIALE DES ENFANTS ET DES JEUNES																			
Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.	Rég.
L'association a accueilli 178 jeunes lors des trois premiers trimestres, principalement logés au sein des Aviateurs (micro territoire d'intervention), dont une centaine du quartier et le développement patrimonial se concentre. L'association travaille avec le club de football du quartier, le centre social, le club de prévention spécialisée F.C.P. Les partenaires avec le Grand Bleu et La Dédie se poursuivent ainsi qu'avec l'Aéronautique. L'association contribue à l'animation de "l'espace ressources jeunes". Celle-ci s'inscrit pleinement dans le plan d'action mis en place à l'issue de l'étude de l'APSN en lien étroit avec le Département.																			
L'action, sensiblement identique à celle de 2008 et 2009, se poursuit avec ses 3 volets distincts : des initiations à la voile sur le plan d'eau de la gare d'eau des BB en direction des 6/12 ans des centres sociaux, la mise en place de quatre événements ponctuels pour proposer des baptêmes nautiques aux familles et la mise en place d'ateliers de fabrication de maquettes de voiliers en bois en direction des enfants du centre social.																			
Certe action crée un projet de passerelle entre la CJA de Mine De Stael et les CM2 de Verhaeren, dans le but de valoriser les enfants primo-arrivants du collège. Il permet aussi de faire découvrir le collège aux CM2 afin de les préparer à leur entrée en 6ème.																			
L'association accueille les enfants scolarisés à l'école Aicart (matin/soir et Mercredi). Il s'agit de poursuivre le travail engagé depuis l'an dernier, en accompagnant les enfants à devenir des citoyens acteurs autour de la mise en place d'ateliers éco citoyens sur la thématique du développement durable. Les parents sont totalement impliqués dans la vie de l'association et de l'école.																			
L'action vise à poursuivre le travail engagé afin d'améliorer la scolarisation des enfants âgés de deux ans, en proposant une action "passerelle" avec l'école pour les enfants et leurs parents qui ne sont pas tout à fait "prêts". Pour ce faire, la halte garderie organise tous les lundis un atelier langage avec la PMI, des rencontres avec l'école, l'enfant et son parent afin d'aider l'enfant à mieux s'intégrer à l'école. Il s'agit également de poursuivre la réflexion avec l'Education Nationale sur la possibilité de créer une structure d'accueil type "jardin d'enfants" au regard des constats posés dans le cadre du dispositif de Réussite Educative.																			

## PROGRAMMATION C.U.C.S 2010.

	Thématique	Fonction	Coût de l'opération 2010	Ville CLCS	EDV	Thématique	Célébration	Etat CLCS INTERCO	ACSE LLD	Région
Blanc 2009										
Il s'agit de poursuivre les ateliers de boxe thaïlandaise Le projet a pour but de "toucher" 20 jeunes qui ne participent à aucune autre action culturelle ou sportive, et d'aider les filles à pratiquer cet art martial. Le rythme est de deux séances par semaine de boxe thaï au centre social. L'objectif est d'amener progressivement ce public dans les locaux du Fanlier's club situés à Wazemmes. Il s'agit aussi d'organiser un gala de plein air dans le quartier associé à un événement culturel. Les motivations et mérites (4) partent en stage de boxe thaï en Thaïlande.			15 000	5 000	5 000					
L'association propose des actions d'accompagnement à la scolarité en direction des collégiens et lycéens ainsi que des animations socio-éducatives et culturelles. Elle mène également des actions complémentaires autour de la parentalité en partenariat avec les collèges et lycée du secteur. Elle gère enfin un cyber centre ouvert aux habitants du quartier.			195 000	22 000	22 000				22 000	
L'association souhaite proposer des actions aux parents dont les enfants fréquentent l'accompagnement à la scolarité ; groupe de parents, café de parents, soirées culturelles, conférences en lien avec la préoccupation des familles.			15 000	4 000	4 000					4 000
Ce projet a pour objectif de s'ouvrir sur un "autre monde" par le biais de la Culture. Il s'agit de travailler sur les représentations filles/garçons et sur le vivre ensemble avec nos différences. Le projet culturel est : La découverte de l'Andalousie au travers de la musique et de la danse flamenco. Le Centre social organise des ateliers de danse, un atelier cuisine avec les parents ainsi qu'un spectacle. Un voyage pour 16 jeunes sera organisé afin qu'ils découvrent l'Andalousie.			22 740	8 000	8 000				8 000	
L'espace jeune est un projet porté par le centre social et ses partenaires. Ce lieu vise la responsabilité, d'un éducateur et de deux animateurs, propose un accueil multidisciplinaire du lundi au vendredi de 14h à 19h pour des jeunes âgés de 18 à 30 ans. Cet accueil ouvert tous et en accès libre, a pour but de favoriser la mixité sociale, les rencontres, le dialogue, la détente mais aussi l'émergence de projets individuels ou collectifs.			124 155	45 500	39 000				34 500	

---

PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

N°	Thématique	Quartier	Intitulé du projet	Nature d'association	Description de l'activité 2010	Date 2009	Cadre de l'opération 2010	Propositions de financements						
								Ville CLCS	PDV	Thématique	Délegation	Fiat CLCS	Etat INTERCO	ACSE ILD
100	Jeunes	PROJES	Amélioration de l'accueil des enfants de la rue et de la rue de la rue	ASSOCIATION DES ENFANTS DE LA RUE DE VILLE	Le Centre Social souhaite poursuivre son dispositif d'accueil renforcé le mercredi, le samedi après-midi et les vacances scolaires afin de répondre à la problématique d'accès aux loisirs éducatifs aux enfants "difficiles" issus du quartier sud de Fives (Cité L.A.S. Courbet Ravel et d'Agueneau). Des temps d'accueil avec les parents permettront de les impliquer au projet et les inviter au module de sensibilisation animé par un éducateur spécialisé (1 fois par mois).	4, en 2009	25 886	2 000	2 000		2 000			
101	Jeunes	PROJES	Equipe de jeunes de la rue de la rue de la rue	ROSEAU, EDUCATIF, FILLOIR (AULETFA)	Le foyer Denis Cordonnier souhaite poursuivre son travail afin d'intégrer la culture et la production artistique comme levier de l'accompagnement éducatif dans la prise en charge des enfants et des jeunes de l'ASE et de la PJJ en poursuivant son partenariat avec l'Aéronet, la Condition Publique et le Grand Mix. Il souhaite poursuivre également sa démarche participative dans la production artistique par le biais de lectures de textes des artistes en résidence avec la participation des habitants de la rue l'Alcazar. Public visé : 60 personnes (jeunes, parents, habitants l'Alcazar).		20 000	5 000	5 000		5 000			
102	Jeunes	PROJES	Des enfants de la rue de la rue de la rue	ASSOCIATION DES ENFANTS DE LA RUE DE VILLE	En poursuite de la dynamique engagée depuis deux ans, le projet mobilisera 15 élèves du collège Boris Vian, 5 parents et 4 professeurs pour créer un atelier, un "pôle d'excellence" en vidéo au sein du collège, qui permettra aux élèves d'approfondir leurs connaissances et d'acquiescer de nouvelles compétences. Les jeunes concernés ont pour la plupart peu ou pas accès à la culture. En 2010, lors de la dernière phase du projet, il s'agira avec les expériences passées d'adapter la démarche pour répondre aux questionnements des jeunes souhaitant s'orienter dans ce secteur de l'audiovisuel et de réaliser un tournage avec une équipe de professionnels.		19 095	6 000	6 800		6 000			
103	Jeunes	PROJES	Esprit jeunesse, culture et accompagnement de la jeunesse	ASSOCIATION D'ADAPTATION DE LA RUE DE VILLE	L'association, implantée sur le secteur du Petit Maroc, construit avec les jeunes de 16 à 25 ans des projets qui leur permettent de se retrouver dans des activités collectives, d'échanger autour de projets de loisirs, et de favoriser la recherche d'emploi. Elle souhaite également les inciter à la mise en œuvre d'un conseil de jeunes du Petit Maroc favorisant la participation, l'apprentissage et l'exercice de la citoyenneté et qui mettrait en place une action de lutte contre les discriminations.		60 300	3 000	3 000		5 500			
104	Jeunes	PROJES	Jeunes de la rue de la rue de la rue	ASSOCIATION DES ENFANTS DE LA RUE DE VILLE	Annuel sous propose l'organisation de 3 séjours ayant pour thèmes l'éveil culturel, la prévention et la découverte de la nature. Pour les 11-14 ans : 3 jours en avril sur un projet Découverte Nature et Sport préparé en amont par des rencontres mensuelles, 10 jours en été pour les 15-18 ans de 6 à 12 ans en forme pédagogique avec une préparation dès janvier. Pour les 11-14 ans : 3 jours à la Toussaint sur un projet sport et culture visé : Enfants et jeunes du secteur C. Dans l'attente		30 000	5 000	5 000		5 000			3 477

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Municipalité (Pays)	Titulaire	Initiateur de l'action	Membre d'urgence	Description de l'action 2010	Date 2010	Codi de l'opération 2010	Propositions de financements						
							Ville CUCS	PDV	Thématique	Délegation	Etat CUCS	Etat INTERCO	ACSE (LIL)
Rou	Régionale éducative	Jeunes et adultes	CENTRE SOCIAL MOSAÏQUE	Par la voix de cette action, le centre social Mosaïque propose aux jeunes un accompagnement et une orientation vers les dispositifs de droit commun. Tout en créant des conditions favorables à l'implication des jeunes sur des actions citoyennes (charges avec les résidents du foyer Aréti, il favorise la participation des filles et des garçons autour d'ateliers d'expression, ainsi que la mobilisation autour de projets collectifs organisés dans le quartier et la sensibilisation aux questions de santé. Public visé : 120 jeunes de 12 à 25 ans.	Le bilan général fait le constat d'une amélioration dans la relation à l'autre. L'action a favorisé la confiance en soi, la meilleure estime de soi et l'implication collective dans les actions. Grâce à la dynamique d'actions, des parents ont pu être rencontrés. L'implication des plus âgés est en augmentation notamment dans l'accompagnement des projets en direction des plus jeunes et dans les échanges avec des habitants du quartier (résidents du Foyer Aréti et club des Aînés). 9 jeunes ont également participé au déplacement à saint Louis du Sénégal en novembre dans le cadre du programme de coopération de Lille avec saint Louis.	34 700	5 000	5 000			5 000		
Rou	Régionale éducative	Actions jeunes (16-20 ans)	CENTRE SOCIAL ROGER SALENGRO MARION DE QUARTIER DE L'ÉTOILE	Afin de favoriser la prise de contact avec des jeunes les plus en difficulté, le centre social leur propose des créneaux spécifiques leur permettant de pratiquer un sport (musculature, boxe), des temps d'accueil individualisés et des ateliers d'aide à la rédaction de CV et de lettres manuscrites. Des activités spécifiques pour les filles sont mises en place. Public visé : Tout jeune favorisé usager ou en difficulté.	Cet accueil individualisé des jeunes favorise des relations basées sur le respect et la confiance permet une orientation en fonction de leurs besoins (Mission Locale, ANPE, Agences d'insertion, club de prévention). L'aménagement des horaires sur les activités permet d'être à leur écoute et de les soutenir dans leurs initiatives telles que le spectacle hip hop "Step in the next", accompagnement du groupe Self Défense, concert en plein air.	29 793	7 000	7 000			6 580		
Vaucluse	Régionale éducative	Cultures / Jeunes	CENTRE SOCIAL ROGER SALENGRO MARION DE QUARTIER DE L'ÉTOILE	Suite à l'aménagement du studio, le centre Social souhaite le mettre en service avec l'appui d'un ingénieur du son pour permettre aux jeunes fivots d'y avoir accès à moindre coût et de valoriser leur travail artistique (édition de maquettes). Il souhaite également offrir un tremplin aux jeunes pratiquants par l'organisation de spectacles et de concerts.	ACTION NOUVELLE	25 362	3 000	3 000			3 000		
Rou	Proximale éducative	Evénementiel du soir pour 16-20 ans	CULTURE D'ARTISTE Nord des Fives	Par ses ateliers d'éveil musical mis en place à la PMI, au Home des mères, aux Fives en Ciel et à l'école maternelle Brasseur, l'association souhaite valoriser et enrichir la relation parents/enfants et développer l'éveil culturel des jeunes enfants. Public visé : 30 parents et 60 enfants.	Ecole maternelle Brasseur : Préparation d'un carnaval qui s'est réalisé par l'organisation de 4 ateliers de percussions. Consultation PMI : ateliers tous les 15 jours en salle d'arcade. Les Fives en Ciel : 4 ateliers parents-enfants avec fabrication d'instruments le mercredi et animation d'après midi : musique le dimanche.	9 726	3 000	1 000	Familles		3 000		
Rou	Proximale éducative	Ateliers des parents dans des pratiques éducatives	FIVOTS	FIVOTS propose des animations de lecture autour d'une maquette de livres dans les lieux d'accueil de l'enfance de Fives favorisant des habitudes précoces de lecture chez l'enfant. Cette action permet l'intégration vers la maternelle des enfants, en développant des actions passerelles avec les structures de la petite enfance. Elle propose au-delà de la sensibilisation des parents et des enfants, de leur offrir l'atelier scolaire et l'illettrisme en permettant à tous l'accès à la lecture et aux outils du savoir. Des séances de lecture seront proposées dans des ateliers seniors en grande difficulté (Karl-Lux et cité Baquet). Public visé : 700 parents et enfants.	L'évaluation de l'action montre sa pertinence au regard des besoins et objectifs visés au départ. Les parents, enfants et structures témoignent d'un intérêt grandissant pour l'action tant en terme qualitatif que quantitatif. Un partenariat avec la bibliothèque et les autres écoles de Fives se développe. Public touché : 700 parents et enfants.	21 038	9 000	9 000			7 500		



# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Titulaire de l'action		Valeur d'investissement		Description de l'action 2010		Bénéficiaires		Propositions de financements				
Quartier	Thématique	Titulaire de l'action	Valeur d'investissement	Description de l'action 2010	Bénéficiaires	Ville CUCS	PDV	Thématique	Délégation	Etat CUCS	Etat INTERCO	Région
INTER-QUARTIER	Jeunesse éducative	Projet d'association des jeunes à l'été 2010	INTER-QUARTIER	Association des jeunes à l'été 2010	L'association propose d'organiser des sorties mensuelles en un séjour de vacances d'une semaine à l'étranger au profit des 120 enfants des quartiers prioritaires qu'elle accompagne toute l'année via les actions d'accompagnement à la scolarité qu'elle organise. Ces sorties et séjours ont pour but de favoriser l'ouverture culturelle et de prévenir le décrochage scolaire des enfants qui ne partent pas en vacances.	120 enfants de 6 à 12 ans ont bénéficié de l'accompagnement scolaire et chaque sortie mensuelle a touché entre 40 et 80 enfants;	4 050	4 050		4 050		
INTER-QUARTIER	Jeunesse éducative	Projet de week-end de l'été 2010	INTER-QUARTIER	Association des jeunes à l'été 2010	Cette action vise à démocratiser le tennis dans les quartiers populaires. L'association va investir plusieurs terrains de proximité dans les quartiers et proposer des animations le soir et le week-end en direction d'un public de 6 à 16 ans. L'association proposera aux plus âgés des formations (Initiateur - arbitrage ...) afin de les intégrer dans l'encadrement des différents sites.							
INTER-QUARTIER	Jeunesse éducative	Projet de week-end de l'été 2010	INTER-QUARTIER	Association des jeunes à l'été 2010	L'association souhaite poursuivre la promotion d'une action éducative globale par l'expérience du volontariat et l'apprentissage de la citoyenneté, la solidarité, la découverte de l'Union Européenne par l'organisation d'échanges de jeunes des quartiers prioritaires avec d'autres jeunes européens ou africains (volontariat de 3 semaines à 1 an). Public visé : 200 jeunes participants français et 200 jeunes étrangers.	242 jeunes Français dont 230 issus de la métropole. 30 permanences d'information au CKJ, 7 à la MDA. 70 jeunes accueillis et informés. Partenariat avec les espaces jeunes et la mission locale.	6 000	6 000	5 640			
INTER-QUARTIER	Jeunesse éducative	Projet de week-end de l'été 2010	INTER-QUARTIER	Association des jeunes à l'été 2010	L'association se propose d'accompagner quatorze jeunes filles issues des quartiers prioritaires rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle. Cet accompagnement aura pour support une sensibilisation aux métiers liés à la protection de l'environnement. Des ateliers d'intervention seront identifiés avec le service "parcs et jardins" et un caractère nature sera organisé pour six jeunes femmes en lien avec le Service Civil International en Tunisie. Cette action qui se déroule de l'octobre 2009 à juin 2010 sera construite en lien avec la mission locale.	14 jeunes femmes ont participé à cette action qui leur a permis de bénéficier d'une première formation à l'environnement. Elles ont ainsi pu aménager des jardins et construire des ruches sur le Site des Rouges Barres, construire un calendrier perpétuel sur le thème du développement durable et un jeu de sensibilisation qu'elles ont testé dans deux groupes scolaires lillois. Un accompagnement individualisé a permis de trouver des réponses à des difficultés sociales rencontrées par ces jeunes femmes (logement, santé, budget ...)	5 000	2 500	2 500			5 000
INTER-QUARTIER	Jeunesse éducative	Projet de week-end de l'été 2010	INTER-QUARTIER	Association des jeunes à l'été 2010	L'association vise à proposer des réponses éducatives aux jeunes déscolarisés sous délai de carence afin de prévenir l'oisiveté et de les accompagner vers l'insertion professionnelle : - une action de six mois en faveur de 24 jeunes déscolarisés sous délai de carence de janvier à juin 2010 - une action de 3 semaines en direction de 8 à 16 collégiens de 3ème décrochant souhaitant s'orienter vers l'apprentissage en juin 2010 - une action de réinsertion de jeunes sortis du collège en juin et en abandon de scolarité en octobre 2010 Les actions bénéficieront d'une coordination avec la Mission Locale, l'éducation nationale et de l'implication forte des familles.	26 jeunes ont bénéficié de l'action : longue de janvier à juin 2010 qui leur a permis de découvrir le monde professionnel par le biais de créations de mini entreprises, l'organisation d'actions collectives et de stages en entreprises. 20 d'entre eux ont ainsi pu formaliser un projet professionnel, ou reprendre une scolarité en lycée professionnel, 6 sont toujours suivis par les équipes d'éducateurs, ces difficultés socio-familiales importantes ne leur permettant pas encore de se projeter dans un parcours de formation/emploi.	35 306	35 306				35 305

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Nom de l'association	Intitulé de l'action	Maire d'arrondissement	Description de l'action	Date de l'action 2010	Propositions de financement					Région
					Ville C.U.C.S	P.D.V.	Thématique	Etat INTERCO	Etat C.U.C.S	
Voix de la jeunesse	Jeunes Stages	Association pour la formation professionnelle des jeunes et des jeunes d'insertion	J'Atte propose d'accompagner 35 étudiants issus des quartiers de la politique de la Ville ne bénéficiant pas du réseau nécessaire afin d'obtenir les stages qualifiants indispensables à leur cursus universitaire. Elle propose à partir d'entretiens individuels qui définiront précisément leurs besoins, de les mettre en relation avec le réseau des entreprises partenaires de l'AFJ susceptibles d'accueillir ces jeunes.		4 000	5 000				4 000
Voix de la jeunesse	Jeunes Stages	Association pour la formation professionnelle des jeunes et des jeunes d'insertion	Depuis 12 ans, l'association met à disposition de 22 établissements scolaires de la Métropole, un correspondant de réseau éducatif (C.R.E) formé à la médiation sociale. Ceux-ci facilitent la coproduction d'actions collectives par les équipes éducatives, les collèges et lycées dans lesquels ils sont présents. 3 axes d'intervention sont déclinés en fonction de chaque projet d'établissement : prévention des risques et autonomie des jeunes dans leur déplacement, réussite scolaire et découverte du monde professionnel, expression culturelle, sportive et citoyenne. De la médiation préventive est également effectuée dans les transports empruntés par les collégiens. Les CRE sont présents dans 5 collèges lillois.		15 400					
Voix de la jeunesse	Jeunes Stages	Association pour la formation professionnelle des jeunes et des jeunes d'insertion	Depuis 12 ans, l'association met à disposition de 22 établissements scolaires de la Métropole, un correspondant de réseau éducatif (C.R.E) formé à la médiation sociale. Ceux-ci facilitent la coproduction d'actions collectives par les équipes éducatives, les collèges et lycées dans lesquels ils sont présents. 3 axes d'intervention sont déclinés en fonction de chaque projet d'établissement : prévention des risques et autonomie des jeunes dans leur déplacement, réussite scolaire et découverte du monde professionnel, expression culturelle, sportive et citoyenne. De la médiation préventive est également effectuée dans les transports empruntés par les collégiens. Les CRE sont présents dans 5 collèges lillois.		749 742	20 000	20 000			
Voix de la jeunesse	Jeunes Stages	Association pour la formation professionnelle des jeunes et des jeunes d'insertion	Depuis 12 ans, l'association met à disposition de 22 établissements scolaires de la Métropole, un correspondant de réseau éducatif (C.R.E) formé à la médiation sociale. Ceux-ci facilitent la coproduction d'actions collectives par les équipes éducatives, les collèges et lycées dans lesquels ils sont présents. 3 axes d'intervention sont déclinés en fonction de chaque projet d'établissement : prévention des risques et autonomie des jeunes dans leur déplacement, réussite scolaire et découverte du monde professionnel, expression culturelle, sportive et citoyenne. De la médiation préventive est également effectuée dans les transports empruntés par les collégiens. Les CRE sont présents dans 5 collèges lillois.		81 604	2 442	2 442			
Voix de la jeunesse	Jeunes Stages	Association pour la formation professionnelle des jeunes et des jeunes d'insertion	Depuis 12 ans, l'association met à disposition de 22 établissements scolaires de la Métropole, un correspondant de réseau éducatif (C.R.E) formé à la médiation sociale. Ceux-ci facilitent la coproduction d'actions collectives par les équipes éducatives, les collèges et lycées dans lesquels ils sont présents. 3 axes d'intervention sont déclinés en fonction de chaque projet d'établissement : prévention des risques et autonomie des jeunes dans leur déplacement, réussite scolaire et découverte du monde professionnel, expression culturelle, sportive et citoyenne. De la médiation préventive est également effectuée dans les transports empruntés par les collégiens. Les CRE sont présents dans 5 collèges lillois.		41 140	20 570	20 570			20 000
Voix de la jeunesse	Jeunes Stages	Association pour la formation professionnelle des jeunes et des jeunes d'insertion	Depuis 12 ans, l'association met à disposition de 22 établissements scolaires de la Métropole, un correspondant de réseau éducatif (C.R.E) formé à la médiation sociale. Ceux-ci facilitent la coproduction d'actions collectives par les équipes éducatives, les collèges et lycées dans lesquels ils sont présents. 3 axes d'intervention sont déclinés en fonction de chaque projet d'établissement : prévention des risques et autonomie des jeunes dans leur déplacement, réussite scolaire et découverte du monde professionnel, expression culturelle, sportive et citoyenne. De la médiation préventive est également effectuée dans les transports empruntés par les collégiens. Les CRE sont présents dans 5 collèges lillois.		23 245	5 000	5 000		5 000	
Voix de la jeunesse	Jeunes Stages	Association pour la formation professionnelle des jeunes et des jeunes d'insertion	Depuis 12 ans, l'association met à disposition de 22 établissements scolaires de la Métropole, un correspondant de réseau éducatif (C.R.E) formé à la médiation sociale. Ceux-ci facilitent la coproduction d'actions collectives par les équipes éducatives, les collèges et lycées dans lesquels ils sont présents. 3 axes d'intervention sont déclinés en fonction de chaque projet d'établissement : prévention des risques et autonomie des jeunes dans leur déplacement, réussite scolaire et découverte du monde professionnel, expression culturelle, sportive et citoyenne. De la médiation préventive est également effectuée dans les transports empruntés par les collégiens. Les CRE sont présents dans 5 collèges lillois.		26 000	10 000	10 000		10 000	

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Nom de l'association	Titre de l'action	Méthode d'animation	Méthode d'animation	Description de l'action 2010	Date 2009	Coût de l'opération 2010	Propositions de financements							
							Ville C.U.C.S	P.D.V	Thématique	Délégation	Eut C.U.C.S	Har INTERACO	ACSE ILLD	Région
Bos	Initiative de l'action	INTERCO, ATERRE	L'espace Jeunesse Les Moutins a ouvert en fin d'année 2006 et permet l'accueil d'une centaine de jeunes de Wazemmes et Moulins âgés de 16 à 25 ans autour d'actions santé, d'information, sur les dispositifs existants, d'échanges internationaux et d'initiation à l'informatic. L'action se structure autour de 3 thèmes : Insertion & lutte contre les discriminations, Sport & citoyenneté, Culture & vie associative. Les actions sont centrées sur l'accueil des jeunes adultes (soirée). L'accompagnement à la scolarité, le Centre de loisirs 17 ans, l'accompagnement insertion, l'insertion professionnelle et formation, l'accompagnement pour projets collectifs. En 2010, un chantier international sera monté avec l'appui du conseil de quartier de Moulins, de Ch'ti Terranga et de la suite dans les images.	CENTRE SOCIAL MARCEL BUREAU	L'espace Jeunesse Les Moutins a ouvert en fin d'année 2006 et permet l'accueil d'une centaine de jeunes de Wazemmes et Moulins âgés de 16 à 25 ans autour d'actions santé, d'information, sur les dispositifs existants, d'échanges internationaux et d'initiation à l'informatic. L'action se structure autour de 3 thèmes : Insertion & lutte contre les discriminations, Sport & citoyenneté, Culture & vie associative. Les actions sont centrées sur l'accueil des jeunes adultes (soirée). L'accompagnement à la scolarité, le Centre de loisirs 17 ans, l'accompagnement insertion, l'insertion professionnelle et formation, l'accompagnement pour projets collectifs. En 2010, un chantier international sera monté avec l'appui du conseil de quartier de Moulins, de Ch'ti Terranga et de la suite dans les images.	135 360	25 000	20 000	5 000	Jeunesse	25 000			
							5 000	5 000						
Nouze	Cité Jeune	INTERCO, ATERRE	L'association propose de mettre en place des séances de sensibilisation à l'exposition qu'elle organise au Palais Rameau en avril 2010 autour de la thématique du développement durable. Les séances de sensibilisation seront menées dans une douzaine de micro secteurs prioritaires de la politique de la ville. L'objectif est de sensibiliser environ 200 personnes et de leur proposer une visite spectaculaire animée par deux comédiens.	15 JRM	ACTION NOUVELLE	24 300	5 000	5 000			5 000			
Rou	Autocours de gestion des émotions - stress, méfiance de soi et difficultés relationnelles	EUT C.U.C.S	L'action vise, autour d'un jeu spécifique conçu par Potentils, à sensibiliser les enfants à la gestion des émotions : stress, méfiance de soi et difficultés relationnelles, afin de prévenir l'échec et/ou le décrochage scolaire. Le public cible : les enfants de 6 à 12 ans ainsi qu'un groupe expérimental de 13 à 15 ans, fréquentant les centres sociaux et de loisirs de Lille Sud.	POTENTILS	A ce jour, seul le premier atelier a eu lieu avec 12 enfants. Par l'intermédiaire de jeux ludiques, nous avons pu sensibiliser les enfants aux différents freins émotionnels et relationnels. Ils ont pu prendre conscience des émotions qui les animent et de l'impact que celles-ci pouvaient avoir sur leurs comportements, avec les autres, ou à l'école. Ces prises de conscience ont été directement mises en pratique avec les autres enfants du groupe, et certains se sont rendu compte des effets négatifs et positifs qu'ils pouvaient avoir leurs comportements durant les ateliers. Le but était bien qu'ils mettent en pratique d'autres savoir-être, qu'ils puissent transférer à la fois dans la famille et dans l'école.	8 200	4 100	4 100			4 100			
Rou	16 jours en parrain	EUT C.U.C.S	L'action propose l'accompagnement de 15 collégiens de Louise Michel en risque de déscolarisation. Celle-ci doit permettre un suivi individualisé de chaque jeune qui sera doté d'un parrain entreprise. Les jeunes ont été ciblés par la commission éducative comme étant en échec scolaire réel à ce jour.	POTENTILS	Sur cette année scolaire 6 élèves ont pu être accompagnés par des parrains entreprise. La période de crise économique a entraîné un problème de mobilisation des parrains qui néanmoins se sont réengagés pour septembre. A ce jour sur 6 collégiens 3 ont pu se rapprocher du système scolaire et obtenir l'orientation souhaitée. On a pu observer au cours de cette action une diminution de l'absentéisme de ce groupe de jeunes et des contacts sont encore en cours avec leurs parrains.	15 000	5 000	5 000			5 000			

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Niveau de l'opération	Thématique	Quartier	Intitulé de l'action	Maitre d'ouvrage	Description de l'action 2010	Bilan 2009	Coût de l'opération 2010	Ville CUCS	PTV	Propositions de financements				
										Thématique	Département	Eta: CUCS	Etat INTERCO	ACSE II D
Roc	Réunion éducative	LAUSSE	Espace de lecture pour les enfants et les adultes	LECLERCQ APPEL	L'action vise à favoriser la lecture plaisir chez l'enfant en lui offrant des choix de lectures personnelles, en leur faisant découvrir des auteurs illustres (galerie), parents / enfants dans les CAPE, espaces éducatifs, CLISH, RAM, bibliothèque ou pied d'immeuble).	Environ 180 familles et 130 enfants avec 88 assistantes maternelles ont été touchés par l'action. On a pu observer un taux de fréquentation plus élevé dans les structures lors des séances autour de livres, lors de discussions avec les professionnels et les parents. De plus, on a pu observer une réelle évolution du comportement des enfants vis à vis du livre et de la lecture.	18 700	3 000	3 000		4 800			
Roc	Réunion éducative	LAUSSE	Ambulation et soutien au sport en faveur des jeunes	LES FRANCAIS DU NORD	L'association souhaite permettre à 50 enfants âgés de 6 à 16 ans de partir pour la première fois en vacances en associant leurs familles à l'organisation des 2 séjours proposés aux enfants (avant/après). Par ce biais, l'action consiste à renforcer la fréquentation régulière des structures du quartier et permettre des relations d'entraide et d'amitié entre familles et voisins.	61 enfants et jeunes défavorisés ont été concernés par cette action (soit 31 familles). On a pu observer un réel intérêt des familles dans le temps de préparation et de concertation.	25 819	5 960	0	5 960	Pétiscolaire	5 960	5 960	
Roc	Réunion éducative	LAUSSE	Réunion parents école	ILLES 2 ANSATION	L'action vise à restaurer le lien (enfant-école-parent) favorable à la réussite des enfants les plus en difficulté en favorisant l'implication des parents au sein de l'école. Des groupes de paroles sur des thèmes choisis par les parents sont mis en place (avec interventions spécialisées si nécessaire) et des actions de médiation individuelle. En transversalité, et si nécessaire, un travail individualisé est effectué autour de l'insertion socio-professionnelle.	44 familles ont été touchées par cette action en 2009. 23 d'entre elles ont suivi l'action avec beaucoup d'assiduité. 22 autres parents ont assisté à au moins un collectif. On a pu observer une réelle volonté de s'investir à la fois dans l'école mais aussi en proposant d'offrir leur aide, voire de partager leurs expériences avec d'autres parents. De manière générale, les équipes éducatives ont constaté un dialogue renforcé ou facilité avec les parents au cours de l'action.	28 593	1 606	1 606		1 510			
Roc	Réunion éducative	LAUSSE	Atelier de sport	O. SYMPHO, C. LELLET, SUD	L'action se décline en 3 volets pour 3 publics différents. Cependant la pratique du sport est un objectif commun aux 3 volets de l'action que ce soit pour favoriser l'hygiène de vie, lutter contre le décrochage scolaire ou afin de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes.	100 enfants du quartier ont passé le "diagnostic" en 2009 et 20 d'entre eux sont allés faire un bilan de santé à l'hôpital Pasteur. 30 ont participé aux ateliers sportifs de remédiation. Concernant les jeunes ciblés pour la formation BNSSA, 15 sur 16 ont obtenu leur brevet et 80% d'entre eux ont un emploi dans ce cadre à ce jour.	28 580	7 000	7 000		7 000			
Roc	Réunion éducative	LAUSSE	Atelier de sport	ASSTO	L'action proposée par l'association en direction des jeunes du quartier, âgés de 12 à 16 ans, vise à améliorer leurs relations mutuelles et le respect des règles par la pratique de la boxe éducative et du foot en salle. Elle se déroule les mercredi et samedi en soirée et concerne 60 jeunes des secteurs Croisette, Briquerie et Vieux Sud.	75 jeunes ont été touchés par l'action. L'amplitude horaire des créneaux d'activité permet notamment de favoriser la participation des jeunes.	33 700	2 286	2 286					

[illegible]

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

				Description de l'opération 2010		Bilan 2009		Coût de l'opération 2010		Propositions de financements															
Titulaire		N° de l'opération		Description de l'opération 2010		Bilan 2009		Coût de l'opération 2010		Villes C.U.C.S		P.D.V.		Thématique		Délégation		Etat C.U.C.S		Etat INTERC.		ACS F.F.D		Région	
Rég	MOLINS	Halle garderie Populaire - Nord d'Angoulême	C.U.C.S. MOULINS - NORD D'ANGoulême	Dans le cadre du projet d'accompagnement social du secteur du boulevard de Strasbourg et afin d'améliorer la première scolarisation d'enfants primo-arrivants ou en grande difficulté sociale à l'école maternelle Ségur, le Centre Social propose de réserver 6 places (10 enfants sur l'année) à l'attention des enfants orientés par l'école ou par la PMI et dont les parents ne perçoivent aucun revenu. En 2010, le centre social propose d'étendre le partenariat avec l'école Victor Hugo et de mener des actions collectives avec les familles concernées. Un travail spécifique sera également mené en direction des enfants et des parents Roms.		Le centre a constaté une baisse des besoins sur le secteur. En effet, il n'y a plus beaucoup d'arrivés de primo arrivants sur la Barre de Strasbourg. Les premiers arrivants sont des roms basés au foyer St Antoine, et qui ont fait appel à la marge au dispositif. En revanche, ce dispositif est utilisé par des familles en grande difficulté financière, en complément des contrats d'élevé du Département, qui ne pour concerner que 2 enfants à la fois.		18 207		5 000		4 000		1 000		F Enfance		2 000							
Rég	MOLINS	Ecole garderie Populaire Sportive de Lille Université Club	L.U.C. CULT. UNIVERSITAIRE C.U.C.S.	Le L.U.C. ouvre ses installations sportives aux jeunes chaque dimanche après-midi de 13 h 30 à 17 h 30 et leur propose des activités diversifiées encadrées par ses animateurs qualifiés : gymnastique, musculation, sports collectifs, athlétisme. La pratique sportive féminine est encouragée notamment par la mise en place d'activités spécifiques. Les jeunes sont également orientés sur l'offre sportive du quartier.		80 à 120 jeunes sont touchés par semaine avec 89 % de garçons et 11 % de filles. Le lien est de plus en plus ressenti avec l'action sportive à l'école Launay. Progression de la fréquentation féminine et des échanges avec les parents. Attitude active des plus de 18 ans (demande de formation, spécialisation, assidue) et développement des actions santé avec une déléguée.		38 200		8 000		5 000		3 000		sport		8 000							
Rég	MOLINS	Equipe Jeunesse Les Moulins (2009 - Espace Jeunesse - Chemin de la)	MAISON DE QUARTIER LES MOULINS	La Maison de Quartier propose de développer son projet d'espace ressources sur 4 projets collectifs principaux : participer à la dynamique d'insertion professionnelle dans le cadre des logements de la Porte de Valenciennes, développer le Relais Information Jeunesse, développer le projet sportif sur le terrain des 18 ponts et renforcer les actions santé. Les actions d'accueil et de suivi individuel se poursuivront en 2009 (accueil en soirée mercredi et samedi), permanence conjointe Mission Locale - Itinéraires. Depuis 2009 l'action est étendue au secteur Potomoy Filature. La réflexion autour de la relocalisation de cet espace sera également menée en 2010.		L'action s'est structurée autour du poste AILE de la maison de quartier et de l'animateur. La création d'un Relais Information Jeunesse a permis de qualifier l'offre faite aux jeunes. Cet espace est maintenant identifié par les jeunes et les partenaires (notamment la Mission Locale et les bénévoles) comme un espace ressource de proximité dans un secteur en grande difficulté et confronté à de profondes mutations urbaines. L'espace jeunes a su mobiliser un groupe de jeunes autour du projet de réaménagement du terrain de sport de proximité, et constitue une référence pour les jeunes à Belfort.		119 275		15 000		10 000		5 000		Jeunesse		15 000							
Rég	MOLINS	Caméra d'histoire	A.A. L'UNION FRANCE	De janvier à novembre 2010 l'Association proposera à des familles isolées des quartiers de Moulins et Lille Sud des ateliers artistiques axés autour de la lecture. Ces ateliers donneront lieu à la création d'un spectacle à Moulins et d'une exposition interactive à Lille Sud.		Les deux actions menées en 2009 sur Moulins et Lille Sud ont mobilisé une vingtaine d'enfants de 4 à 15 ans en moyenne par atelier. Elles ont permis la réalisation de carnets d'histoire écrite basée sur la récolte de témoignages de parents et de carnets d'histoire imaginaire basée sur la lecture d'albums. Ces créations ont été accompagnées par les artistes de l'association.		26 985		13 000		13 000						15 000							
				SOUS TOTAL				2 275 222		403 620		349 160		54 460				251 087		0		27 500		68 305	

Ros	Des Bo	INTER	Le bus de la création d'entreprise	ASSOCIATION DES CREATEURS D'ENTREPRISES (A.C.E.)	10 jours de présence du bus dans les lieux stratégiques des quartiers de Bois Blancs, Faubourg de Béthune, Fives, Lille Sud, Moulins et Wazemmes ont été proposés en octobre. Ils ont permis d'accueillir 143 personnes 60% étaient des demandeurs d'emploi dont la moitié souhaitaient s'orienter vers une activité de commerce. La population féminine a augmenté de 5 % pour représenter 33 % en 2009.	48 400	5 000	5 000			5 000	
Ros	Des Bo	INTER	En Faubourg des Haines au Faubourg des modes	LES CULTURELLES DU FAUBOURG	L'action en lien avec les créateurs (Nuit des modes) a rencontré un vif succès et a permis de drainer un large public. La braderie a accueilli cette année plus de 300 exposants et l'opération de la fête des mètres a su redonner une certaine dynamique aux commerces de la rue.	92 108	15 000	15 000	9 000			
Mons	Des Bo	INTER	Crée jeunes	ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique)	L'Action CréaJeunes portée par l'ADIE souhaite proposer un accompagnement d'une durée de 7 semaines à 60 jeunes issus des quartiers politiques de la ville qui ont un projet de création d'entreprises. Un travail en lien avec les Missions locales, Pôle Emploi et les dispositifs d'accompagnement à la création est effectué pour une bonne orientation des jeunes. L'objectif fixé est de parvenir à ce que 35 % des jeunes aient créé leur entreprise 6 mois après la formation.	82 545	6 000	6 000			6 000	
Mons	Des Bo	INTER	Développement des jeunes créateurs	MAISON JEUNES ENTREPRENEURS BLANCS - MAISON L'AMALIA	L'action inscrite dans la communauté de l'année 2009 par la mise en place d'un plan de communication et de démarchage qui sera consolidé en 2010. L'aide financière sollicitée dans le cadre du CLCS vise à financer ce volet "communication".	13 177	2 750	2 250	2 250			
Ros	Des Bo	INTER	Bus	DIFFUSION DE L'INITIATIVE L'AMALIA	L'association propose d'accompagner 12 jeunes de 18 à 25 ans vers l'insertion socio professionnelle par le biais du Service Volontaire Européen, d'un suivi individuel vers l'emploi en lien avec la Mission Locale et des entreprises du bâtiment. L'accès à l'autonomie visera principalement le logement et la mobilité par le passage du permis de conduire.	74 300	6 000	6 000			6 000	6 000





# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

N° de l'opération	Intitulé de l'action	Valeur d'investissement	Description de l'action 2010	Bilan 2009	Coût de l'opération 2010	Propositions de financements								
						Ville CUCS	PDV	Thématique	Délegation	Etat CUCS	Etat INTERCU	ACSE-ILD	Région	
2009	Bassin de personnes professionnelles pour le quartier de l'Est de Lamoignon	1 000 000	Le CREF ILIP propose de poursuivre son action menée en 2009, en direction des publics en alphabétisation niveau 3 et 4. L'objectif est toujours de proposer aux 15 personnes identifiées par les référents sociaux de quartier (référents RSA, UTPAS, centres sociaux, FCI) une formation en alphabétisation professionnelle et un travail sur le projet professionnel. Cette action a pour objectif de conduire les personnes vers une formation qualifiante, un emploi ou à intégrer le PLIE.	25 personnes ont été touchées par l'action en 2009. Le public est prioritairement un public encore formé, car il a été nécessaire de passer beaucoup de temps sur la sensibilisation des acteurs relais (référents RMI, UTPAS, centres sociaux, FCI). Cette action correspond à une demande réelle dans les quartiers, et permet d'établir une passerelle entre l'apprentissage en alphabétisation niveau 3 et le monde du travail. Le portage par le CREF ILIP est un gage de sérieux et permet une bonne coordination avec les autres dispositifs d'insertion professionnelle.	14 080	7 000	7 000							
2009	Modulation culturelle et création d'un spectacle autour des discriminations	1 000 000	La Compagnie du Tire Laine souhaite mobiliser 20 adultes rencontrant des difficultés sociales autour d'ateliers d'expression et de découverte de spectacle. L'objectif principal est la création et la représentation d'un spectacle. Il s'agit de mobiliser un public exclu et de favoriser la mixité des publics autour de professionnels du spectacle.	L'année 2009 a été marquée par 30 personnes pour 19 ateliers. Des sorties mensuelles ont permis de découvrir l'offre culturelle de la Région et l'encadrement du Tire Laine a permis la création d'un spectacle de grande qualité artistique. Un comité de pilotage politique de la ville - DASH permet de travailler sur l'orientation des publics vers l'atelier et de faire un point sur le suivi des stagiaires, en plus des fiches de liaisons mises en place avec les référents généralistes de parcours. Une rencontre a été organisée en mars avec les AS de l'UTPAS dans les locaux du Tire Laine. Enfin, les participants à l'atelier ont été intégrés avec succès dans l'organisation des représentations (presse, invitations, technique) et ont joué pour la première fois sur la grande scène du Prato à l'occasion du Bien-être à l'Action.	55 000	5 000	5 000							
2009	L'atelier d'insertion	1 000 000	L'action "Templin" travaille à la résolution des problématiques sociales souvent cumulées constituant des freins sérieux à la mise en parcours professionnel. Parallèlement, elle met en œuvre, planifié et accompagné les premières étapes vers l'insertion professionnelle et l'emploi. L'action constitue également une passerelle vers des dispositifs liés directement à l'emploi (PLIE, opérations emploi du Bassin, formations qualifiantes...).	Au 31 août, 136 personnes ont été accueillies et accompagnées sur l'action. Les difficultés les plus massivement traitées se situent au niveau du logement (43 %), de l'illettrisme ou de l'analphabétisme (29 %), problèmes administratifs (46 %), financières (37 %) et d'orientation professionnelle (73 %). A ce jour 95 personnes sur 136 ont engagé une première étape vers l'insertion, la formation ou l'emploi.	219 985	16 312	16 312							29 030
2009	Alphabétisation, Éducation et accompagnement social (ALPHABETISATION, ÉDUCATION ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL) L'ALPHABETISATION	1 000 000	L'action menée en lien avec les trois Centres Sociaux du quartier vise à mettre en place des ateliers d'alphabétisation à destination des habitants (2 groupes seraient construits dans chacun des Centres Sociaux).	ACTION NOUVELLE	39 669	17 600	17 600							17 600
2009	Club de jeunes de la zone de projet	1 000 000	Le projet vise à initier de nouveaux modes de participation des habitants à la vie du quartier et répondre à des besoins non satisfaits tout en favorisant l'emploi de proximité. L'année 2010 devra permettre de réaliser à la fois, le diagnostic et l'étude de faisabilité de cette action.	ACTION NOUVELLE	39 814	9 464	9 954							

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Nomenclature (Voies) Niveau de formation	Intitulé de l'activité	Maître d'ouvrage	Description de l'action 2010	Région 2010	Propositions de financements							Coût de l'opération 2010		
					Ville CUCS	PDV	Thématique	Délegation	Etat CUCS	Etat INTERC	ACSE ILD		Région	
Jeunes	Atelier spécifique associatif	L'association	L'action vise à accompagner une vingtaine de personnes très fragilisées (10 places réservées aux personnes suivies dans le cadre des opérations de relogement du quartier) par le biais d'un accompagnement individualisé d'écoute, de soutien psychologique mis en œuvre et coordonné par la psychologue clinicienne de l'association.	ACTION NOUVELLE	6 100	6 100						6 100		12 269
Jeunes	Accompagnement à la création d'emploi : insertion économique des femmes migrantes par la promotion d'activités génératrices de revenus	REACTIF DES FEMMES	L'association propose de travailler sur le repérage, l'orientation et le suivi de 15 femmes migrantes du quartier Moulin vers la création d'entreprises. Cette action prend appui sur la dynamique engagée il y a 3 ans sur l'insertion économique des femmes de la Barre Colorée, et sur la nécessité de travailler sur la valorisation des savoirs faire. L'action se fera en trois temps : identification des femmes, groupes de paroles, orientation, puis première session d'accompagnement de 7/8 femmes jusqu'à l'été, seconde session de septembre à décembre. Parallèlement à cet accompagnement, l'association recherchera des locaux pouvant accueillir son siège et les activités économiques naissantes.	ACTION NOUVELLE	6 000	6 000						6 000		43 800
Jeunes	Atelier "Au Plaisir de Lire"	L'association	L'action vise à organiser des ateliers permanents en direction du public jeune et adulte en situation d'illettrisme ou d'analphabétisme originaires du quartier. L'association accueille environ 80 personnes par an sur des parcours allant de 80h à 300h de formation. De plus, elle organise un projet fédérateur avec quelques associations autour de la lecture afin de sensibiliser les habitants aux enjeux de la communication écrite. Les apprenants proposent des temps de dans les structures "petite enfance" du quartier afin de valoriser leurs parcours de formation.	23 personnes fréquentent l'atelier Maîtrise des savoirs de base et 22 l'atelier d'alphabétisation. ce qui correspond à une nette augmentation par rapport à 2004. Le travail d'ouverture et de partenariat a porté ses fruits. Une journée intitulée "l'écrit dans tout ses états" s'est déroulée le 30 juin au sein de la médiathèque du quartier et a rassemblé plus de 90 personnes. Les différentes structures présentes ont exposé les travaux réalisés pour cette occasion. (calligraphie, slam, vidéo, ateliers d'écriture, ...)	15 000	15 000						15 000		77 294
Jeunes	Insertion professionnelle et formation	L'association	L'Ecole des Marchés, est une structure associative ayant obtenu un agrément formation dans le domaine des fruits et légumes. Fort de celui-ci, le pôle formation a développé un premier dispositif d'une durée de 366 heures, soit 336 heures de formation et 30 heures d'évaluation, à destination des jeunes en difficultés à Lille. L'association et la métropole. Ce dispositif est en concertation avec les services de l'Etat et les acteurs du territoire. Il s'articule entre cours théoriques (vente, animation, étalagisme, découverte de la filière) et cours pratiques (productions, cuisine et des visites liées à la filière). Comme volume d'apprentissage de la récolte jusqu'à l'assiette du consommateur, s'inscrit dans les besoins de toute la filière fruit et légume frais. Ces groupes seront encadrés par des formateurs anciens professionnels de la filière.	23 jeunes ont bénéficié de l'action en 2009. 13 jeunes ont terminé le cursus de formation et trouvé un emploi auprès des entreprises partenaires de l'association Ecole des Marchés. Hormis la mise à l'emploi, cette action a permis de sensibiliser 25 jeunes particulièrement éloignés de l'emploi à cette filière porteuse d'emploi. Il est nécessaire d'intensifier la recherche d'employeurs potentiels	15 000	15 000						15 000		82 069

## PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

[illegible]

[illegible]

Secteur d'intervention		Maire d'arrondissement		Description de la mesure		Maire de Lille		Coût de l'opération 2010		Propositions de financements						
Thématique	Titulaire	Adresse de l'acteur	Adresse de l'acteur	Adresse de l'acteur	Adresse de l'acteur	Adresse de l'acteur	Adresse de l'acteur	Adresse de l'acteur	Adresse de l'acteur	Ville de Lille	PDV	Thématique	Département	Etat	ACSE LIL	Région
Rég.	Centre de vie	Diagnostic, Action	PAROISSE SAINT-PASTEUR	Par la mise en place d'une démarche de diagnostic partagé entre les habitants et les représentants institutionnels, l'association permet aux habitants d'être entendus et de porter les déclarations sur les problèmes rencontrés dans différents secteurs nécessitant une intervention renforcée qui mobilisent des habitants et des professionnels.	En 2009, les diagnostics en marchant ont concerné les secteurs Porte de Valenciennes - Belfort à Moulins et Cannes Arbrisseau à Lille Sud, ainsi que le secteur Marcel Bertrand à Moulins pour un micro diagnostic. Une amélioration du cadre de vie au quotidien a été observée : prise de conscience des habitants et meilleure adéquation des services proposés par les bailleurs et la Ville. Une meilleure prise en compte de la parole des habitants par les services de la ville a été constatée en ce qui concerne les dysfonctionnements qu'ils ont pu repérer lors des diagnostics en marchant.	35 900	6 300	6 300	8 800							
Rég.	Centre de vie	FTU (Fonds de Travaux d'Intérêt Général)	VILLE DE LILLE	L'objectif visé est d'améliorer le cadre de vie, et donc la vie au quotidien, en associant les habitants à l'élaboration de micro-projets d'aménagement de proximité (décoration, entretien et propreté des espaces publics et des espaces verts). La réponse aux problèmes des habitants est rapide, concrète et peu coûteuse. Cette action fait l'objet d'un partenariat étroit entre la Ville de Lille et les bailleurs.	Le FTU 2009 a permis, suite à une mobilisation importante des habitants de la Résidence Marcel Bertrand à Moulins, la création d'une aire de jeux importante adaptée d'une part aux plus petits à partir de 3 ans d'autre part aux 8 à 10 ans. Le lieu d'implantation a été négocié entre les habitants et les techniciens ; du mobilier urbain a été installé : bancs, corbeilles et lises. Suite à une concertation avec les usagers un complément de jeux et de bancs a également été financé par le FTU, à Lille Sud au square Bardon qui est un exemple de co-production d'espace public et qui rencontre un franc succès de fréquentation.	65 000	50 000	50 000	15 000							
Rég.	Centre de vie	Documentaires et interventions des habitants de Lille Sud	MAIRIE RUGOISAL DE LEZARDRENNES ET DES 800 BARDONS	L'action de la MRES vise à mobiliser ressources humaines, documentaires et associations du réseau pour développer des actions à Lille Sud autour des notions d'environnement, citoyenneté et développement durable. Afin que les effets perdurent, cette intervention s'appuie sur un travail d'information et d'outillage des acteurs du quartier.	141 personnes touchées par les dispositifs pédagogiques et 50 partenaires impliqués. Dans le cadre des différentes animations mises en place 314 enfants et 478 familles. On a pu observer une demande grandissante des acteurs d'être accompagnés dans la mise en place de leurs actions	13 767	4 230	1 230	3 000	développement durable						
Rég.	Centre de vie	Lille Sud et le Faubourg à l'ure	ASSOCIATION VIE DE L'UR	Cette action vise à réaliser un ouvrage à la fois historique et contemporain recueil de témoignages d'habitants de Lille Sud des secteurs Cannes / Arbrisseau et résidence Sud. Ce travail est issu de rencontres déjà amorcées par le photographe Marc HELLERHOLD en 2008 et 2009 et visant à faire prendre conscience aux habitants que leur quartier en pleine mutation a une histoire et qu'ils y participent.	ACTION NOUVELLE	11 320	7 000	7 000	4 300	Rpu						

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Nom de l'association	Adresse	Titulaire de la part	Mettre d'ouvrage	Ass. pour l'action 2010	Du 1er 2009	Coût de l'opération 2010	Propositions de financements							
							VICUS	PDV	Thématique	Délégation	Etat CUCS	Etat INTERCO	ACSE-ILD	Région
Moujins	Madame de la Roche			Il associe un pré-projet de développement son projet "Prenez Place" qui se déroule depuis 5 ans sur la Place Vanhoenacker, et de l'articuler autour de 3 axes : groupes de paroles "populaires" sur les enjeux du cadre de vie, des ateliers participatifs dans différents lieux du quartier, un travail autour des immeubles vacants pouvant faire l'objet d'une intervention artistique annonçant le festival Bienvenue à Moulins et l'action sur la place Vanhoenacker intitulée "Prenez Place".	Les Popurbanistes se sont réunis de manière hebdomadaire d'avril à fin juillet, les ateliers ont repris en septembre 09. Ils regroupent environ 15 personnes. Prenez Place a rassemblé 250 personnes dont 80 enfants dans les ateliers proposés in situ. L'implantation de l'APU Moulins dans la dynamique du « Bienvenue à Moulins » a permis de renforcer les liens de l'association avec des partenaires du quartier et de faire se rencontrer les publics de ces différents lieux	62 600	6 000	6 000						6 000
Moujins	Madame de la Roche			Dans le cadre d'un projet de réaménagement des espaces extérieurs des écoles, cette action vise à mobiliser les habitants de ce secteur dans un comité d'habitants, et au travers de l'école consommateurs, d'animations régulières (sorties, fêtes de quartiers...). Cette démarche a pour but de favoriser l'implication des habitants dans la vie du quartier et la réappropriation de leur cadre de vie.	L'année 2009 a permis de mobiliser les habitants, le bailleur et le CAL PACT autour d'un projet de résidentialisation de la cité Lacroix et de réhabilitation de la cité Alsace. Les travaux réalisés et la mobilisation des habitants ont permis de constituer un groupe stable et de développer des projets d'animations avec les habitants.	37 500	3 000	3 000						3 000
Moujins	Madame de la Roche			En 2010, l'association propose de poursuivre la dynamique engagée avec les 3e du collège Anatole France autour des transformations urbaines. Il s'agit cette année de découvrir les métiers liés au développement durable qui participent au Grand Projet Urbain, et de réaliser avec les élèves plusieurs très courts métrages retraçant les rencontres avec les professionnels, en confrontant ces nouvelles préoccupations avec les conditions de vie des habitants actuels.	Cette action s'inscrit dans le projet mémoire de Belfort. L'association a travaillé sur les récits de vie avec les enfants de CMI-CM2 de l'école Maunay, et a élaboré avec les enfants un film d'animation le fantôme de Belfort, s'inspirant des récits collectés au cours de l'année. Le film a été présenté en juin à l'école, avec l'exposition réalisée avec Lille; Ville d'Arts et d'Histoire et les carnets d'histoires. Par ailleurs, l'association a participé tout au long de l'année aux comités de pilotage du projet mémoire Belfort.	8 480	3 000	3 000						3 000
Moujins	Madame de la Roche			Dans le cadre du projet de démolition-reconstruction du foyer, l'association propose de valoriser une histoire de vie et la culture par la photo. L'objectif est d'accompagner les résidents et de les aider à "poser" leur valise dans un nouveau lieu de vie. Un travail de mémoire est mené sur le foyer de travailleurs migrants de Fives avant sa disparition, pour amener les résidents à inscrire leur mémoire du lieu dans un projet urbain. Public visé : 100 personnes	En 2009, des temps forts avec les résidents et les partenaires associatifs ont été organisés afin de valoriser la première exposition photo axée sur les lieux de vie et lieux de travail et à partir des récits de vie qui ont été racontés à l'occasion d'une pièce de théâtre. Une implication forte de 35 résidents permet à chacun de s'exprimer sur ce qui a été et est sa vie au sein de la résidence et dans le quartier et ainsi de relever les premières impressions ressenties à l'annonce de la construction d'un nouveau bâtiment en 2010.	25 630	4 500	4 500						4 000

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Noms et coordonnées des intervenants	Thématique	Intitulé de l'action	Valeur d'usage	Description de l'action 2010	Coter de l'opération 2010	Propositions de financements					ACST, I.L.D	Région
						Ville CUCS	PDV	Thématique	Délégation	Etat CUCS	Etat INTERCO	
Res.	Logement	Comité d'habitat pour le logement autonome des jeunes	QUINCEA - MISSION LOCAL D'INITIATION	Le C.U.C.S. a pour but de permettre l'accès des jeunes à un logement autonome stable, en assurant leur accueil et leur accompagnement : dans la mise en œuvre des différentes étapes nécessaires pour y parvenir et en fonction des situations individuelles de chaque jeune. L'effort portera sur la relation directe avec des jeunes afin de les sensibiliser à l'accès à l'autonomie par l'accompagnement de la demande de logement, des démarches à accomplir et le travail renforcé avec les bailleurs pour la prise en compte des besoins spécifiques des jeunes. Public visé : 500 jeunes accueillis, informés, orientés dont 250 accompagnés dans la durée.	De janvier à septembre 2009, 450 jeunes ont été accueillis. Lors des permanences et 243 ont bénéficié d'un accompagnement de leur parcours résidentiel. 114 ont trouvé une solution d'hébergement soit une progression de 15% par rapport à 2008. 36% des demandes concernent des couples avec enfant, 38 % concernent des difficultés de maintien dans le logement autonome. 55% des jeunes ont entre 22 et 25 ans, 70% résident dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville.	118 310	20 000	7 000	24 939			
Res.	Logement	USF orange	FOCUS SERVICES AUX PARTICULIERS - LILLE VERTICALE	Cette action vise dans le cadre du GPL, en lien avec la Ville et les bailleurs à accompagner les familles les plus en difficulté autour de la maîtrise des charges liées à l'énergie qu'ils soient relogés ou qu'ils soient locataires d'une des résidences qui sera réhabilitée	EN 2009, 70 familles ont été identifiées pour un accompagnement spécifique et 40 sont actuellement en cours d'accompagnement.	89 588	7 500	7 500	Energie	7 500		
Res.	Logement	Informations, conseil, soutien aux personnes en difficulté (habitat)	A.P.C. MOULINS LABORATOIRE POPULAIRE D'URBANISME DE LA SEINE-SAINE-ET-LOIRE	L'action propose une permanence d'accueil collectif hebdomadaire, des rendez-vous et visites à domicile, une réunion d'information, une participation aux initiatives associatives et institutionnelles, notamment la cellule opérationnelle contre l'insalubrité. Les personnes sont orientées par les services sociaux de l'U.P.P.A.S ou de la D.A.S.I. un travail en commun avec les services d'hygiène et cadre de vie de la ville et de la C.A.F. est réalisé auprès des propriétaires et des locataires pour lutter contre l'insalubrité.	300 familles ont été accompagnées dont une majorité issues de l'immigration. 75 dossiers ont été ouverts de janvier à septembre. Des visites des logements déclarés insalubres par les occupants ont été organisées. Selon la situation constatée une médiation locale ou l'orientation vers la cellule insalubrité ont été proposées. Le travail d'information des familles a été accru car elles rencontrent des difficultés pour identifier le bon interlocuteur pouvant les accompagner à résoudre leurs difficultés	162 800	10 000	10 000		10 000		
Res.	Logement	Vie associée à la Ville	FACT 1 MEDIOCRIF NORD	Cette action cible les habitants de la résidence Van Hende (micro secteur composé de familles en difficulté sociale, économique et de logements). Les objectifs ont été révisés et se déclinent toujours autour de la création d'une meilleure écoute entre les habitants, la lutte contre l'isolement et l'exclusion, le réinvestissement des espaces collectifs. Les propositions d'ateliers ont été réajustées et ont porté sur l'extérieur (ateliers cuisine, correspondance et sorties culturelles, ateliers pour l'amélioration du cadre de vie).	Cette action a touché 12 familles qui ont contribué activement aux différents événements. Les objectifs (créer du lien social, de responsabilité, les familles quant aux espaces collectifs) ont été atteints à travers les ateliers, la réalisation d'un spectacle de clôture et la mobilisation des familles à l'occasion des manifestations festives. La mobilisation des adultes s'avère plus difficile que celle des enfants, ce qui amène l'association à modifier le projet pour l'année 2010.	14 200	4 000	4 000		4 000		

---

PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

[illegible]

# ACTION SOCIALE - CITOYENNETE - LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Rec	Acteur social	MRS BLANCH	Espace famille	MAISON "LE QUARTIER DES BOIS BLANCS" - CLINTE - RICHARD ROBERTT DE VEV	L' "Espace famille" est une action d'accompagnement des parents dans leur fonction parentale. Elle est composée d'animations collectives et de soutien aux projets d'habitants et se déroule au sein d'un espace qui lui est dédié. Le recrutement du public est principalement réalisé sur le secteur des "Aviateurs" et du "Vieux Bois Blancs".	L' Espace famille propose des animations collectives comme la couture, le théâtre, des ateliers d'arts plastiques, des sorties culturelles, des ateliers d'écriture, des projets de vacances familiales ainsi qu'une co-animation d'un groupe de parole avec le C.M.P. et un atelier avec l'U.P.A.S.	11 629	5 800	5 800	5 800
Rec	Acteur social	MRS BLANCH	Espace famille	MAISON "LE QUARTIER DES BOIS BLANCS" - CLINTE - RICHARD ROBERTT DE VEV	L'action a pour but de permettre à des familles et des personnes seules d'organiser et de réaliser un séjour de vacances, soit de manière accompagnée soit de manière autonome. Pour cela le centre social propose un accompagnement professionnel pour le montage et la réalisation de ce projet. L'objectif est aussi de travailler la mobilité en effectuant un échange avec des habitants d'une autre région (Gironde). Public : visé : 50 personnes	Le court séjour n'a pu être réalisé car la venue des financements est arrivée après la période prévue. Le long séjour a touché 7 familles (33 personnes). Pour les départs autonomes, 3 familles (12 personnes) sont parties. Ces départs en vacances ont incité des familles fières d'avoir réussi à partir en vacances à s'impliquer davantage dans les activités du centre social, une cohésion s'est créée au sein du groupe.	30 391	3 810	3 810	3 580



## PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

N° de l'opération	Titulaire	Description de l'opération	Valeur financée (€)	Description de l'opération	Année 2010	Coût de l'opération 2010	Prépositions de financements						
							Ville CUS	PDV	Thématique	Délégation	Fin CUS	Fin INTERCO	ACSE II D
1000	Active Habitat	L'association souhaite créer une médiation cohésion sociale	BRIATY	L'association souhaite proposer plusieurs moyens d'expression aux personnes isolées (Bénéficiaires de l'AAD, majeurs protégés) résident sur le micro secteur Pacifique Madagascar. Le café solidaire qu'en Epinalha leur est un premier lieu de socialisation vers moins de violence, plus d'expression en leur permettant de participer en tant qu'acteurs à des actions et des activités du quartier (avec le Centre Social, le théâtre Masenier, Couleurs d'Empreintes, Paroles d'Habitants). Des ateliers de théâtre avec la compagnie Ulodep les adreza à les mettre en confiance et à travailler sur la place de soi et des autres. Des ateliers lecture écrite avec AID Quart Monde les aidera à une expression collective.	ACTION NOUVELLE	8 871	2 300	2 500	2 500				
1001	Active Habitat	Les habitants	LA CONTRE ALCE	L'association souhaite par le biais de la ballade guidée, qui amener le "visiteur" à découvrir des aspects et des espaces choisis du quartier : son architecture, sa mémoire, sa naissance et son devenir.	ACTION NOUVELLE	14 800	3 000	3 000					
1002	Active Habitat	Accès à la citoyenneté Mine en place de chez vous les habitants en foyer	ARRE	L'ARRE souhaite maintenir et renforcer les liens intergénérationnels entre les résidents et les jeunes du Centre social Mosique. Pour ce faire, il s'agit de poursuivre les échanges culturels entre les résidents et les retraités du Club Lanwoy, de la maison de quartier de Moulin et Fil à Fil. Elle propose également d'impliquer les résidents dans la vie du quartier par le biais du FPH et de les ouvrir à d'autres environnements et cultures (voyage en Bretagne). Enfin, un travail sur l'accès aux droits des résidents est effectué toute l'année. Public visé : 300 résidents.		28 272	5 200	5 200					
1003	Active Habitat	Accès à la citoyenneté Mine en place de chez vous les habitants en foyer	ARRE	L'ARRE souhaite maintenir et renforcer les liens intergénérationnels entre les résidents et les jeunes du Centre social Mosique. Pour ce faire, il s'agit de poursuivre les échanges culturels entre les résidents et les retraités du Club Lanwoy, de la maison de quartier de Moulin et Fil à Fil. Elle propose également d'impliquer les résidents dans la vie du quartier par le biais du FPH et de les ouvrir à d'autres environnements et cultures (voyage en Bretagne). Enfin, un travail sur l'accès aux droits des résidents est effectué toute l'année. Public visé : 300 résidents.		273 000	4 125	4 125					

## PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

[illegible]



---

PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

PROJETS DE LA COMMUNE DE BOIS BLANCS															
N°	Type	Lieu	Matière / Soutien	Description	Date	Coût de l'opération 2010	Projections de financements								
							Ville CLICS	PDV	Thématique	Etat CLICS	Etat INTERCO	ACSE LLD	Région		
1	Jeunesse	Bois Blancs	Association de la Jeunesse de Bois Blancs	Jeunesse	Association de la Jeunesse de Bois Blancs	2010	23 050	3 000	3 000						
2	Jeunesse	Bois Blancs	Association de la Jeunesse de Bois Blancs	Jeunesse	Association de la Jeunesse de Bois Blancs	2010	100 000	37 000	37 000						
3	Jeunesse	Bois Blancs	Association de la Jeunesse de Bois Blancs	Jeunesse	Association de la Jeunesse de Bois Blancs	2010	7 780	3 890	3 890						
4	Jeunesse	Bois Blancs	Association de la Jeunesse de Bois Blancs	Jeunesse	Association de la Jeunesse de Bois Blancs	2010	94 452	7 500	7 500						

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

PROGRAMME ANIMATION C.U.C.S 2010													
Niveau (Municipalité)	Intitulé de l'action	Valeur financière	Description de l'action 2010	Coût de l'opération 2010	Sources de financement								
					Ville CUCS	PDV	Thématique	Délegation	Etat C.U.C.S	Etat INTRACO	ACSE ILLD	Région	
Ros	Association sportive de la rue de la République	10 000	Il s'agit de mener différentes actions qui permettent de développer des liens de solidarité entre les habitants, grâce à la mixité inter-générationnelle, sociale et géographique (sous-quartiers). L'association organise plusieurs temps forts sur le quartier (Caraval, bal populaire et feu d'artifice du 14 juillet, repas des aînés, repas de quartier, animations collectives, loteries, braderies...) avec la volonté de toucher des personnes qui ne fréquentent pas forcément les structures du quartier.	30 000	Les animations proposées par le comité d'animation permettent de lutter contre l'isolement, notamment des personnes âgées, très nombreuses sur le quartier. C'est aussi le moyen d'associer des habitants dans la préparation des différents événements. 1500 enfants et parents en ont profités au Caraval de mars. Les braderies de Pâques et d'automne ont également connu un réel succès. La fête du 12 juillet et les balades de l'été sont des rendez-vous toujours autant appréciés. L'action a permis également de participer au repas de la solidarité et au Thé dansant de la semaine bleue. Au total, ce sont 5.000 personnes qui ont été concernées.	10 000	5 000	5 000	10 000				
Ros	Association sportive de la rue de la République	10 000	A partir de la pratique du judo, l'association a créé un "comité de jeunes" composée de 12 jeunes de 7 à 15 ans dans le but de les rendre acteurs au sein de leur quartier et d'être ainsi porteurs de valeurs citoyennes. De plus, par la mise en place de séances hebdomadaires de judo réparties sur trois niveaux d'âge (baby-judo, 7-12 ans, 14 et 17 ans) l'association souhaite transmettre des valeurs de citoyenneté et favoriser la mixité.	18 176	123 personnes ont été touchées dont 75 % de jeunes et 25 % de familles. Un collectif de 11 jeunes représentatifs au sein du C.A de l'association, appuyés par 6 familles, a été constitué. Force de propositions, ils participent à la vie du quartier. Il est à noter également une présence forte du club dans toutes les instances du quartier et sa participation au développement de la vie associative.	4 795	4 795	4 795					
Ros	Association sportive de la rue de la République	10 000	L'association propose par ses actions de favoriser le lien entre les jeunes, les parents, les licenciés et les bénévoles. Pour ce faire elle mettra en place un temps fort mensuel rassemblant les jeunes et leurs parents et des rencontres régulières entre licenciés et bénévoles afin d'aborder avec eux les thèmes de la non violence et du respect.	10 000	En 2009, 35 familles et 135 jeunes ont participé régulièrement aux actions proposées par le club.	5 000	5 000		5 000				

PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

[illegible]



# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Niveau (Région)	Thématique	Mauricie	Maitre du stage	Description de l'action	Bilan 2009	Coût de l'opération 2010	Propositions de financements					
							Ville CUS	PDV	Thématique	Délegation	Etat INTERCO	Région
Région	Culture	Mauricie	COLETTES JEREMIENTES	A travers la mise en place d'ateliers d'expression artistique, l'association souhaite valoriser l'expression des femmes et susciter un changement de regard grâce à la valorisation des œuvres produites. Ainsi, des ateliers de construction d'œuvre sont mis en place en direction de collégiennes, de jeunes mères isolées, de femmes en situation de grande précarité, de personnes âgées en partenariat avec des structures de proximité (SAFPA, Home des Mères, Capharnaüm) et le Collège Boris Vian. Public visé : 30 à 40 femmes	Les ateliers dans les différentes structures partenaires ont permis des échanges sur les modes de vie, de mieux appréhender ses difficultés de se confronter aux autres en tant que femme, de reprendre confiance en soi.	4 148	1 524		1 524	départ des femmes		
				Il s'agit de développer, valoriser et mobiliser les apprentissages et les savoirs acquis par la vie sociale pour permettre aux participants d'intégrer dans un parcours d'insertion sociale et/ou professionnelle. Cette action qui mobilise quatre structures associatives de Fives permet par un mode d'accueil adapté et l'organisation d'un accompagnement individuel que des personnes demandeurs d'emploi de longue durée retrouvent confiance en elles et valorisent des compétences qu'elles ont acquises dans ces structures. Public visé : 200 personnes.	Public touché : 110 personnes. La valorisation des activités et l'élaboration du référentiel a été établi. Les échanges avec les acteurs ont permis d'identifier les savoirs, savoir-être et savoir-faire mobilisés dans les ateliers proposés. Un groupe a bénéficié du module "moi, mon histoire, mes acquis", il a permis aux participants de se projeter dans une activité en fonction des besoins du quartier.	40 000	17 000	17 000				17 000
Région	Culture	Mauricie	PAROLE D'HABITANTS	L'association propose des actions visant à soutenir les initiatives de petites associations et des comités d'habitants des cités fragilisées, afin de renforcer les liens sociaux entre ces groupes d'habitants, de réaliser des projets d'animations collectives répondant aux demandes des habitants et de développer des démarches participatives permettant aux familles de devenir des citoyens acteurs. Public visé : 300 personnes	des rencontres mensuelles depuis janvier dans les locaux d'ephatha et de la Cité Lys sous forme d'auberge espagnole et de réunions thématiques permettant progressivement à des habitants du Secteur Polignac Madagascar de sortir de leur isolement. Actions de participation collective : carnaval de Fives avec ateliers de fabrication de chapeaux en atout, classe à l'ouest et fête des voisins à la Cité Lys, Kermesse à la cité Saint Maurice, séjour familial... Fête des aînés prévue en décembre 2009. Fête et sortie de Noël. Un partenariat associatif solide et dense	36 150	6 000	6 000				6 000



---

PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

---

PROGRAMMATION C.U.C.S. 2010															
N°	Nom	Type d'association	Intitulé de l'action	Membre d'origine	Description de l'action	But de l'action	Coût de l'opération 2010	Propositions de financements							
								Ville C.U.C.S.	PEV	Thématique	Dotation	Par C.U.C.S.	Par ENTPRO	ACSE (UD)	Région
1	Association	La Frise des Idées	LAURE	L'association propose la création d'un spectacle participatif avec des habitants isolés des quartiers prioritaires. Des ateliers seront proposés dans les structures d'accueil de proximité et le spectacle sera diffusé au Théâtre Massenet, à la Maison Folle de Wazemmes, à la Carré Saint Sauveur et à Lille Sud. Public visé : 30 personnes pour la création du spectacle et 300 pour les représentations.	Le projet 2009 intitulé "Dessine Moi un spectacle" était sur le quartier de Fives dans lequel 10 personnes se sont mobilisées tout au long de l'action et souhaitent en faire un projet interquartier en 2010. La création du spectacle 2009 joué au théâtre Massenet en juin a permis aux participants suivis par le centre social Roger Salengro de se remobiliser, d'être fiers d'avoir abouti à un projet, de retrouver confiance en eux. Il souhaitent poursuivre cette aventure artistique.		67 000	3 000	3 000		3 000				
2	Association	Montage Vidéo	LAURE	L'action propose d'associer des jeunes à la réalisation de différents supports vidéo et multimédia. Les participants bénéficieront d'une formation à ces techniques. La vidéo sert de moyen pour encourager les jeunes à entrer dans les structures et à se renseigner sur leurs missions. Pour 2009, la dynamique festive sera la thématique afin que les jeunes puissent filmer des temps collectifs de la vie des quartiers en amont des fêtes de l'été, et notamment les événements inter-quartiers. 50 jeunes suivront une formation personnalisée.	L'association a mobilisé 75 jeunes de 10 à 20 ans qui ont réalisé 25 reportages dans cinq quartiers prioritaires sur deux thèmes : les fêtes réalisées dans les six quartiers tout au long de l'année et les événements proposés dans le cadre de Nos Quartiers d'Été.		14 000	7 000	7 000					7 000	
3	Association	Le dispositif Créda	LAURE	Le dispositif Créda. Loisirs visé, par des tarifs adaptés, à favoriser l'accès aux lieux de spectacle vivant et aux pratiques artistiques des personnes percevant les minima sociaux. Ce dispositif propose à la fois des sorties individuelles et des actions collectives de médiation culturelle (visites de théâtre, rencontre avec des équipes artistiques...). Il s'appuie notamment sur les centres sociaux lillois afin de diffuser les informations culturelles et construire des projets de sorties destinés aux habitants.	En 2009, 40 structures lilloises ont bénéficié de ce dispositif dont 8 centres sociaux afin d'organiser des sorties collectives et des actions de médiation culturelle en partenariat avec les structures culturelles partenaires du dispositif. 1038 crédits loisirs ont été utilisés par les structures répartis dont 530 par les centres sociaux lillois.		176 150	5 000	5 000		5 000				
4	Association	Le dispositif Créda	LAURE	Le dispositif Créda. Loisirs visé, par des tarifs adaptés, à favoriser l'accès aux lieux de spectacle vivant et aux pratiques artistiques des personnes percevant les minima sociaux. Ce dispositif propose à la fois des sorties individuelles et des actions collectives de médiation culturelle (visites de théâtre, rencontre avec des équipes artistiques...). Il s'appuie notamment sur les centres sociaux lillois afin de diffuser les informations culturelles et construire des projets de sorties destinés aux habitants.	Issue d'un partenariat de l'ESJ avec le Rondy Blog, cette action propose de former des jeunes et adultes à l'expression citoyenne par le biais des nouveaux médias diffusés sur internet comme les blogs. L'ESJ propose d'organiser 6 sessions de 3 jours pour 15 personnes. Elles auront pour objectifs de former les personnes sur ce qu'est un blog, la maîtrise des outils internet, les contenus et l'actualisation du blog. Elles viendront appuyer et qualifier les initiatives d'habitants autour de la création de journaux de quartier.		30 000	7 500	7 500					7 500	

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Porteur de projet	Thématique	Quartier	Intitulé de l'action	Statut de l'action	Descriptif de l'action 2010	Haies 2009	Codé de l'opération 2010	Ville CUCS	MDV	Thématique	Libération	Haies CUCS	Haies INTERCUC	ACSE ILD	Région
Région Nord	Changement	Changement	Le projet "Aérodrome Hors les Murs" se déroule autour de 3 axes hors - les "parcours découvertes" (sensibilisation, formation à l'environnement des Musiques Actuelles), le "Tremplin s'invite au chabot" (organisation d'un événement musical à destination d'artistes amateurs de Lille et sa métropole, co-organisé par des habitants de Lille Sud et Bois-Blanc, le festival "Tous au Sud" : événementiel, participatif résultant en partie des axes 1 et 2 de l'action.	Le projet "Aérodrome Hors les Murs" se déroule autour de 3 axes hors - les "parcours découvertes" (sensibilisation, formation à l'environnement des Musiques Actuelles), le "Tremplin s'invite au chabot" (organisation d'un événement musical à destination d'artistes amateurs de Lille et sa métropole, co-organisé par des habitants de Lille Sud et Bois-Blanc, le festival "Tous au Sud" : événementiel, participatif résultant en partie des axes 1 et 2 de l'action.	Haies 2009		96 180	73 250		20 750	M2 Lille Sud	20 000			
Région Nord	Changement	Changement	Cette action vise à sensibiliser et à former environ 120 animateurs de Lille au développement durable et de les outiller efficacement sur le sujet. L'objectif principal est qu'à leur tour, ils sensibilisent leurs publics au sein de leur structure (par le biais de leurs animations, des réunions, des repas de quartier, des rencontres avec leurs parents).	Cette action vise à sensibiliser et à former environ 120 animateurs de Lille au développement durable et de les outiller efficacement sur le sujet. L'objectif principal est qu'à leur tour, ils sensibilisent leurs publics au sein de leur structure (par le biais de leurs animations, des réunions, des repas de quartier, des rencontres avec leurs parents).			13 300	3 900		3 900	développement durable	3 900			
Région Nord	Changement	Changement	Cette action vise à poursuivre le travail amorcé en 2009 afin de recueillir la Mémoire des habitants du secteur résidence Sud. L'objectif est de préserver des traces et des témoignages du passé et d'aujourd'hui en lien avec les transformations urbaines qui vont s'opérer au ce secteur. Cela donnera lieu à une réalisation vidéo avec des collègues qui sera présentée lors des Journées du patrimoine	Cette action vise à poursuivre le travail amorcé en 2009 afin de recueillir la Mémoire des habitants du secteur résidence Sud. L'objectif est de préserver des traces et des témoignages du passé et d'aujourd'hui en lien avec les transformations urbaines qui vont s'opérer au ce secteur. Cela donnera lieu à une réalisation vidéo avec des collègues qui sera présentée lors des Journées du patrimoine			14 129	7 000							6 200
Région Nord	Changement	Changement	L'objectif est de mettre en œuvre une action d'insertion sociale à visée professionnelle, par le biais de créations théâtrales pour des personnes demandeuses d'emploi, de longue durée et souvent désocialisées. Par la création collective encadrée par un médiateur professionnel, cette action vise à favoriser l'amélioration de l'estime de soi, à rompre l'isolement et permettre ainsi la construction d'un projet personnel puis professionnel.	L'objectif est de mettre en œuvre une action d'insertion sociale à visée professionnelle, par le biais de créations théâtrales pour des personnes demandeuses d'emploi, de longue durée et souvent désocialisées. Par la création collective encadrée par un médiateur professionnel, cette action vise à favoriser l'amélioration de l'estime de soi, à rompre l'isolement et permettre ainsi la construction d'un projet personnel puis professionnel.			21 202	10 826	10 826			10 176			
Région Nord	Changement	Changement	Cette action qui se déroule à la Halle de glisse a pour objectif de sortir les familles de leur isolement (notamment le Dimanche où les structures sont fermées) en proposant des spectacles à destination des familles, accompagnés d'ateliers ludiques parents / enfants. Le but est également de permettre aux familles les plus isolées de s'approprier un nouvel équipement (intérieur et extérieur) implanté sur le quartier.	Cette action qui se déroule à la Halle de glisse a pour objectif de sortir les familles de leur isolement (notamment le Dimanche où les structures sont fermées) en proposant des spectacles à destination des familles, accompagnés d'ateliers ludiques parents / enfants. Le but est également de permettre aux familles les plus isolées de s'approprier un nouvel équipement (intérieur et extérieur) implanté sur le quartier.			15 000	4 000	4 000			4 000			



# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

PROGRAMMATION C.U.C.S 2010														
Niveau	Thématique	Quartier	Intitulé de l'action	Valeur ajoutée	Description de l'action	Dates	Coût de l'opération 2010	Proportions de financements						
								Ville-CUS	PDV	Thématique	Délegation	Etat CUCS	Etat INTERCUS	Région
Etat	Environnement	Quartier 1	GRAND PAYSAN, L'AMBIANCE INTER-SECTEUR, L'AMBIANCE SECTEUR	Les FANFANES DU NOUVEAU	L'action, qui s'éloigne des cette année aux trois centres sociaux du quartier vise à consolider cet outil d'expression des habitants en maintenant à la fois le support "papier" apprécié par les anciens et en développant l'apprentissage des nouvelles technologies afin d'attirer les plus jeunes.	Janv 2009	14 554	4 920	4 920		4 920			
Etat	Environnement	Quartier 2	LES FANFANES DU NOUVEAU	LES FANFANES DU NOUVEAU	L'action vise à mettre en place des temps réguliers d'échanges de savoirs et de pratiques, d'animations en direction des enfants, avec l'ensemble des participants agissant auprès de l'enfance. Ces échanges réguliers permettront d'organiser, de manière concertée et cohérente, "la semaine de l'éducation contre le racisme", le carnaval des enfants, "la semaine du jeu".		7 950	2 750	2 750	Partenariats	2 585			
Etat	Environnement	Quartier 3	LES FANFANES DU NOUVEAU	LES FANFANES DU NOUVEAU	Cette action a pour objectif de renforcer l'accompagnement à la fonction parentale et la place des familles dans les actions quotidiennes menées avec les enfants. L'association met en place un séjour familial (25 personnes : 20 enfants et 5 adultes) afin d'inviter les familles à porter un projet collectif, à la prise de décisions et à l'émancipation de leurs valeurs éducatives. Ce projet concerne des familles en grande difficulté que l'on amènera l'année suivante sur un séjour en famille "autonome".		14 000	5 033	5 033		4 020			
Etat	Environnement	Quartier 4	LES FANFANES DU NOUVEAU	LES FANFANES DU NOUVEAU	L'action portée par un groupe d'habitants nouvellement constitué a pour objet d'améliorer la vie quotidienne des habitants sur le Sud du quartier de Lille Sud en allant vers les jeunes désœuvrés et permettant ainsi une médiation. Cette action sera menée en lien permanent avec les acteurs de ce secteur (éducateurs, Football Club de Lille Sud, Mission Locale ou Centre Social de l'Arbrisseau).		9 505	6 252	4 752	1 500	CLSPD	3 252		
Etat	Environnement	Quartier 5	LES FANFANES DU NOUVEAU	LES FANFANES DU NOUVEAU	L'objet de cette action est de favoriser l'apprentissage du football pour des enfants qui ne fréquentent aujourd'hui aucun club, ni structures durant les vacances scolaires.		3 480	1 740	1 740					
Etat	Environnement	Quartier 6	LES FANFANES DU NOUVEAU	LES FANFANES DU NOUVEAU	Cette action vise à sensibiliser les familles à des conditions éducatives liées aux enjeux du développement durable (création d'un espace nature, mise en place d'une charte, expositions, animations, ventes).		8 669	4 334	1 344	3 000	Intervention durable	4 344		32 77

## PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

PROGRAMMATION C.U.C.S. 2010																		
Noms des intervenants	Thématique	Description de l'action	Moyens d'animation	Dates et lieux de l'action	Codi de l'opération 2010	Propositions de financements												
						Ville C.U.C.S.	PDV	Thématique	Département	Etat C.U.C.S.	Etat INTERCO	ACST D.D.	Région					
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants																
Associations d'habitants		Association d'habitants													</			

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

PROGRAMMATION C.U.C.S 2010											
N° de l'action	Titulaire de l'action	Maison de l'habitat	Description de l'action	Coût de l'opération 2010	Prévisions de financements					ACST n°13	Region
					Ville C.U.C.S	PTV	Thématique	Délegation	Etat C.U.C.S		
1	Belmont	Belmont	Cette action s'inscrit dans le projet mémoire de Belmont. Suite aux ateliers de collecte des témoignages des habitants portés par Avenir l'enfance (voir projet "parcours de vie dans un territoire en mutation"), l'association KOAN en résidence à "Atelier Galerie Bleu" propose de mettre en forme les propositions d'aménagement des habitants, et de mettre en place à partir de septembre 8 ateliers de sensibilisation à l'architecture pour recueillir les propositions d'interventions sur l'espace public de la Porte de Valenciennes.	27 750	10 000	10 000					10 000
2	Moulins	Moulins	Cette action s'inscrit dans le projet Bienvenue à Moulins qui se déroule le dernier week end de juin depuis 2008. Le BAM est piloté par un collectif regroupant 25 structures sportives, culturelles et sociales du quartier Moulins. Ce collectif se réunit tout au long de l'année et met en place des ateliers participatifs en amont et organise l'événement. L'association porte au nom du collectif d'organisation le projet portant sur 3 axes : l'habillage des places Débois et du Carnaval et la création d'un parcours visuel dans le quartier dans le cadre d'ateliers participatifs, la réalisation d'un atelier vidéo retraçant les ateliers et la manifestation, et une participation à la programmation artistique.	20 000	10 000	10 000					10 000
3	Belmont	Belmont	Le secteur adultes du Centre Social propose une action passerelle complémentaire à la formation linguistique accueillie dans ses locaux. Les trois ateliers hebdomadaires destinés à l'ensemble des personnes suivant une formation linguistique visent l'appropriation et la valorisation des acquis et des cultures d'origine, l'ouverture culturelle par des sorties et des visites d'exposition, la connaissance des services publics par la visite de lieux liés à la vie quotidienne.	34 500	3 500	3 500					3 500







# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Région	Département	Commune	Intitulé de l'action	Maitre d'ouvrage	Associé de l'action 2010	Date 2009	Coût de l'opération 2010	Prévisions de financements							
								Ville CUCS	PDV	Thématique	Déclination	Fiat CUCS	Fiat INTERCO	ALSF III D	Région
Région	Département	WAZEMMES	Boulevard de la République	Mairie de Wazemmes	Boulevard de la République	Boulevard de la République	36 644	7 000	7 000			7 000			
Région	Département	WAZEMMES	Boulevard de la République	Mairie de Wazemmes	Boulevard de la République	Boulevard de la République	8 197	3 550	3 550			3 550			
Région	Département	WAZEMMES	Boulevard de la République	Mairie de Wazemmes	Boulevard de la République	Boulevard de la République	9 960	2 000	2 000			2 000			
Région	Département	WAZEMMES	Boulevard de la République	Mairie de Wazemmes	Boulevard de la République	Boulevard de la République	14 268	5 000	5 000			5 000			

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

ANNUAIRE D'OPERATIONS 2010														
Niveau (Département / Région)	Thématique	Intitulé de l'action	Maison de Quartier	Description de l'action 2010	Bilan 2009	Coût de l'opération 2010	Propositions de financements							
							Ville CLICS	PDV	Thématique	Délégation	Etat CLICS	Etat INTERCO	ACSE LLD	Région
Bois	Citoyenneté	En milieu pour l'avenir	MAISON DE QUARTIER DE WAZEMMES (ASSOCIATION DES HABITANTS DU QUARTIER DE WAZEMMES - DE 1)	L'action vise à favoriser le droit à l'initiative, particulièrement des personnes les plus éloignées de l'emploi en améliorant la connaissance des dispositifs spécifiques à la création d'activité (v.e. associative, économie solidaire, services de proximité...). 4 phases : accueil dans l'espace ressources du projet de vie au projet professionnel - utilisation de l'espace ressources création d'activités. Il s'agit aussi de rompre l'isolement des personnes en démarche de projet par des temps de rencontre, d'échanges entre demandeurs d'emploi et créateurs d'activités. L'association sera relocalisée sur le secteur Charles Six.	17 personnes accompagnées à ce jour. Par ailleurs Maillage participe aux activités du collectif "Charles Six", où il s'installera au cours de l'année 2010	21 422	4 000	4 000			4 000			
Bois	Citoyenneté	Point relais sur le secteur Flandres (leur passerelle)	MAISON DE QUARTIER DE WAZEMMES (ASSOCIATION DES HABITANTS DU QUARTIER DE WAZEMMES - DE 1)	La Maison de quartier propose d'accompagner des groupes d'habitants du secteur Flandre par un travail de valorisation de l'image de leur cadre de vie, de médiation (atours, relations avec les voisins - bien-être - qualité de lieu, sentiments d'insécurité) et de formuler des propositions d'amélioration. Il s'agit aussi de structurer des groupes d'habitants et de participer à la construction d'une identité collective. Cette démarche permet aux habitants de se solidariser par la réalisation d'actions communes, de résoudre ensemble des problèmes auxquels ils sont confrontés et de développer, par là même un lien social solide.	Le Point relais a accueilli 161 familles ou individus en situation de grande précarité, habitant le secteur Flandres. 3 bénévoles sont impliqués dans la structure et l'organisation de divers ateliers avec un groupe de femme du quartier. La Maison de Quartier participe également aux animations du collectif associatif du secteur Flandres.	27 500	3 500	3 500			3 500			
Bois	Citoyenneté	Régulariser l'accès pour une meilleure portée	MAISON DE QUARTIER DE WAZEMMES (ASSOCIATION DES HABITANTS DU QUARTIER DE WAZEMMES - DE 1)	La maison de quartier souhaite poursuivre son travail autour du recueil de la mémoire des habitants du secteur Mexico afin qu'ils s'expriment sur leur vécu. Ce travail devra permettre de faire émerger de ces rencontres l'expression des femmes (trois générations représentées) au sujet de leur condition de femme, de fille, depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ces témoignages seront ensuite diffusés par le biais d'un documentaire filmé pour partager ces récits avec l'ensemble des habitants.	L'action en 2009 a mobilisé 31 témoignages et 150 habitants ont visité l'exposition réalisée en partenariat avec le groupe mémoire de Wazemmes.	22 000	3 000	3 000						7 000

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

N° de l'opération	Thématique	P.D.V.	Coût de l'opération 2010	Description de l'opération 2010	Moyen de financement	Intitulé de l'activité	Coordination	Région	Propositions de financements				
									Ville C.U.C.S	Délégation	Fin C.U.C.S	Fin INTERCO	ACSE ILD
101	Jeunesse	4 000	14 625	L'association propose des activités culturelles qui développent chez les jeunes : la lutte contre les discriminations et la citoyenneté. Le ZEM s'appuie sur l'atelier théâtre qui favorise une dynamique d'échanges et de découvertes des différentes pratiques artistiques, ainsi qu'une connaissance de multiples cultures présentes sur le territoire de Wazemmes. L'association propose également un temps convivial autour des petits déjeuners réguliers et développe un journal de quartier fait par les habitants pour les habitants (400 foyers lisent le VOIXZEM), des expositions mettant en valeur les habitants. En lien avec le collectif Flandre les actions visent les 800 habitants du secteur.	Jeunesse	Atelier théâtre LES MATHIEUX WAZEMMES	WAZEMMES	Jeunesse	4 000	4 000	4 000		
102	Jeunesse	3500	15800	L'action vise le public jeunes pour une insertion sociale à travers le sport : créer du lien social, développer ou contribuer en l'amélioration des comportements (hygiène de vie, estime de soi, respect des règles et des consignes...). Elle s'engage au repérage et à l'orientation de 50 jeunes vers des partenaires de l'insertion. Ces jeunes seront mobilisés pour l'organisation d'événements collectifs	Jeunesse	BOXING CLUB DES FLANDRES	WAZEMMES	Jeunesse	3500	3500	3500		
103	Jeunesse	5 000	29 656	L'association a touché entre 80 et 120 personnes lors de ces actions : 15 pers "fabrique ton image", 94 pers" Relais d'échanges à Mexico", "Si on parlait" et 120 pers "Convivialité / Solidarité". Ces actions de proximité ont permis de créer du lien, de renouer un dialogue entre des habitants de classes sociales et de générations différentes, de valoriser des compétences et des savoir-faire. Elle s'est inscrite dans une démarche collective (collectif Mexico) et conviviale avec mise en place des différentes animations envisagées dans le projet et avec le respect des objectifs fixés et se construit par la mobilisation et l'implication des différents partenaires et des habitants.	Jeunesse	MAINTIEN DES FLANDRES MAINTIEN DES FLANDRES	WAZEMMES	Jeunesse	5 000	5 000	5 000		5 000

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Intitulé de l'action					Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action	Intitulé de l'action	Valeur envisagée	Descriptif de l'action
----------------------	--	--	--	--	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------	----------------------	------------------	------------------------



## PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

[illegible]



PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

[illegible]



# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS													
Thématique	Titulaire	Mots-clés	Description de l'action 2010	Bilan 2009	Coût de l'opération 2010	Ville CUCS	PDV	Thématique	Délégation	Etat CUCS	Etat INTERCO	AUSP 11E	Région
Région	WAZEMVIR	WAZEMVIR	"Magenta Fombole" est un des sites concerné par le Grand Projet Urban A ce titre il bénéficie d'une opération de Résidentialisation qui a démarré en septembre 2008. Cette action urbaine s'accompagne d'une démarche de développement social qui vise à résoudre les problématiques générées d'exclusion. L'association a créé un café social et solidaire implanté au cœur de ce secteur et ce en lien avec le collectif d'associations "magenta" lancé en juin 2008. Elle travaille spécifiquement sur ce territoire à un projet d'animation globale et développe un travail partenarial autour des thématiques suivantes : la santé, la citoyenneté, l'insertion, le logement, l'emploi... en direction des familles et des jeunes.	L'espace de paroles est fonctionnel et permet l'accueil, l'information / orientation d'habitants du secteur. Des premiers liens avec les jeunes se tissent avec une attention particulière sur la tranche 14 à 16 ans (contact plus difficile). Un partenariat avec plusieurs structures du secteur est formalisé.	40 000	10 000	10 000			10 000			
sous total Lutte contre les discriminations						736 358	113 672	96 087		27 916	6 000	144 556	0
sous total général						3 530 106	598 831	517 422	71 799	357 102	31 040	176 706	87 000

## SANTÉ

Région	Santé	MAGENTA	MAGENTA	L'action développe 4 projets Santé Bien-être qui sont menés au Centre Social et dans les structures partenaires : Le jeu du miroir (ateliers animés par une socio-esthéticienne et par une conseillère en insertion professionnelle), le relais Santé Adhèles (Bilans Santé à l'Institut Pasteur), l'accompagnement du réseau des acteurs de santé du quartier et Salade de Fruits (travailler sur l'alimentation de manière ludique dans les écoles). Le projet 2009 proposera un accompagnement aux habitants très éloignés des micro secteurs repérés (secteur Pologne, Madagascar).	20 400	5 000	5 000			5 000			
Région	Santé	MAGENTA	MAGENTA	Le but de l'action est d'améliorer les comportements alimentaires des enfants et de leurs parents en les impliquant dans la réalisation de repas collectifs, en suscitant l'envie de découvrir des aliments nouveaux différents. Des ateliers ludiques mensuels familiaux sont organisés sur le thème de l'équilibre alimentaire. Public visé : 40 enfants de 3 à 12 ans et 15 parents.	6 800	2 435	2 435			2 435			

# PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

Source de financement	Thématique	Quartier	Valeur de l'action	Valeur de l'action	Description de l'action 2010	En lien avec	Coût de l'opération 2010	Propositions de financements				
								Ville CUCS	PDA	Thématique	Région	Etat CUCS
Région	Santé	Wazemmes	Quartier de la Santé	Quartier de la Santé	L'action a pour but d'apporter un service de proximité aux habitants du quartier en matière de santé, d'accueillir, d'informer, de former et de développer des projets de santé. Elle réalise des animations et des ateliers sur la pédiatrie, l'alimentation, les rythmes de vie des tous petits, formation APPS, bilan de santé mentale, prévention orthodontique... C'est une action interquartier. Faubourg de Béthune et Bois Blancs, qu'il faudra consolider sur le quartier des Bois Blancs.	En 2009 l'action de l'Espace Santé du Faubourg de Béthune a touché près de 5.000 personnes dans le cadre de plusieurs actions liées à l'accès aux soins (dépistage bucco-dentaire, bilan de santé), l'alimentation dans le cadre des ateliers, ateliers scolaires du quartier, la prévention de la pédiatrie, la sensibilisation aux gestes de premier secours, les rythmes d'évolution de l'enfant et l'organisation d'événements comme la journée refus de la misère "droit à la santé". Ces actions ont permis de développer le réseau de partenariat à l'échelle de la ville.	130.000	45.000	35.000	Santé		
Région	Santé	Wazemmes	Quartier de la Santé	Quartier de la Santé	Cette action a pour objectif de faire évoluer les comportements et les pratiques alimentaires des familles les plus en difficulté bénéficiaires des restes du cœur afin d'éviter les problématiques de santé liées à cela. Elle s'inscrit en complément d'une action curative menée par l'association Rest O au sein du Centre Social en direction des personnes souffrant d'obésité. Elle met en place un travail éducatif nutritionnel, des ateliers pratiques, une visite des magasins et l'intervention d'une sociologue, afin de redonner le goût de l'image de soi. Un travail sera mené avec les référents RSA.	Un groupe d'une vingtaine de personnes a été concerné par l'action en 2009 et ont participé régulièrement aux ateliers "relais santé". Par contre 50 personnes ont été concernées par l'opération "petit déjeuner". L'action en lien avec d'autres dispositifs comme "Tout le monde se bouge" ou l'articulation avec le réseau OSEAN et Resto commence à connaître une stabilité mais un travail autour de la consommation des fruits et légumes est à poursuivre notamment auprès des bénéficiaires des Resto du Cœur.	18.000	3.000	3.000	Santé	3.000	
Région	Santé	Wazemmes	Quartier de la Santé	Quartier de la Santé	En lien avec la commission santé du quartier de Lille Sud, il s'agit de coordonner, gérer, animer un projet commun, associant 15 structures présentes sur le quartier afin de valoriser toutes les actions santé mises en place dans le quartier. Ainsi, une "fête de la santé" sera organisée sur deux thèmes l'alimentation et les dépendances. La poursuite de ce travail au sein des structures sera également recherchée. La participation des habitants est au cœur de ce projet.	ACTION NOUVELLE	21.035	2.621	2.621		2.621	
Région	Santé	Wazemmes	Quartier de la Santé	Quartier de la Santé	L'association propose aux professionnels et bénévoles du champ médico-social, un espace d'échanges qualifiant permettant la construction d'une prise en charge adaptée et d'une culture commune autour des consommations de produits psychoactifs et des addictions. Cette problématique parasite souvent le travail en cours des professionnels et bénévoles du champ médico-social confrontés à une population ayant des difficultés liées à leur consommation : alcool ou produits psychoactifs. Il s'agit également de travailler sur l'accès global à la santé.	L'action a touché 20 structures différentes soit 49 personnes différentes (11 personnes venant du quartier de Lille Sud, 32 de Wazemmes et 6 d'autres quartiers) certaines ayant participé à plusieurs réunions. La totalité des structures visées par l'action n'a pas été touchée mais d'autres personnes ont rejoint le groupe durant l'année, élargissant ainsi le champ d'intervention en terme de territoire et de type de structure (ex : des professionnels du SPS et du SPM de Lille)	21.380	4.000	4.000		4.000	

---

PROGRAMMATION C.U.C.S 2010

[illegible]

TOTAL GENERAL

9 288 800	1 473 441	1 298 672	169 579	799 150	58 500	247 339	256 647
-----------	-----------	-----------	---------	---------	--------	---------	---------

**Contrat Urbain de Cohésion Sociale - Programme 2010**  
**COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

Numéro 2010	Action N ou R	Porteur	Intitulé de l'action	Coût total de l'action	Participation Ville	Dispositif		
						CUCS	Région	Dt Commun JS
1- HABITAT ET CADRE DE VIE								
2010	CUCS	R	LEO LAGRANGE					
			Ecole de consommateur de la Ville de LOMME	17 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €		
2010	CUCS	R	CCAS de Lomme					
			Action sur le logement privé dans le sud du Marais : conseil et médiation	4 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €		
2010	Appel à projets Région	N	Ville de LOMME					
			Développement social urbain : Aménagement de la Ferme Educative au cœur de la Mitterrie	407 000,00 €	257 000,00 €	150 000,00 €		
2010	Appel à projets Région	R	Ville de LOMME					
			Fonds de Travaux Urbains	22 867,40 €	11 433,70 €	11 433,70 €		
2010	CUCS	R	CCAS de Lomme					
			Atelier d'Aide à la Recherche de Logement Iommois (ARL)	24 000,00 €	12 000,00 €	12 000,00 €		
2- ACCES A L'EMPLOI ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE								
2010	CUCSINT	R	A.R.E.F.E.P					
			Médiation à l'emploi, intervention sur l'offre et la demande : Perspectives Emploi, Lomme	457 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €		
2010	CUCSINT	N	L'ECOLE DES MARCHES					
			Insertion professionnelle, formation	70 069,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €		
2010	CUCSINT	R	BOUTIQUE DE GESTION					
			Bus de la création d'entreprise	24 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €		
3- SANTE - Action sociale, parentalité								
2010	CUCS	R	Ville associée de Lomme					
			Développement des actions d'accompagnement à la fonction parentale et de la consolidation du réseau local parentalité - professionnels	45 500,00 €	16 000,00 €	16 000,00 €		
2010	CUCS ASV	N	CCAS de Lomme					4 385,00 €
			Les comportements nuisibles à la santé : action globale de prévention des dépendances	8 770,00 €	4 385,00 €			
2010	CUCS ASV	N	Collège Jean Zay					1 625,00 €
			Prévenir et réduire les pratiques addictives au collège Jean Zay	4 050,00 €	1 625,00 €			
2010	CUCS ASV	N	Collège Jean Jaurès					2 270,00 €
			Les comportements nuisibles à la santé au collège Jean Jaurès	5 340,00 €	2 270,00 €			
2010	CUCS	R	CCAS de Lomme					
			Encourager une alimentation équilibrée et renforcer la lutte contre la sédentarité chez l'enfant, l'adolescent et l'adulte	8 100,00 €	2 800,00 €	2 800,00 €		
7- ACTIONS SPORTIVES ET CULTURELLES - Mieux vivre ensemble								
2010	CUCS	N	CCAS de Lomme					
			Le Marais en mots et images	13 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €		
4- EDUCATION - Actions d'accompagnement								
2010	CUCS	R	Ville associée de Lomme					
			Développement des actions 'jeunes citoyens de demain' dans le cadre du nouveau projet "Jeunesse"	408 556,00 €	260 800,00 €		10 000,00 €	
TOTAL				1 519 752,40 €	599 813,70 €	62 300,00 €	161 433,70 €	8 280,00 €

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/39

OBJET

**Crédits décentralisés - Aides financières  
en faveur d'actions dans les quartiers.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Les Conseils de quartier disposent de crédits leur permettant de favoriser la vie associative de leur quartier.

Les Conseils de Quartier disposent de crédits leur permettant de favoriser la vie associative de leur quartier.

Les Conseils de quartier de Lille-Sud et Vauban-Esquermes se sont réunis récemment aux fins d'attribuer des subventions aux associations. L'ensemble des actions présentées, dans le récapitulatif ci-joint, a fait l'objet de débats en Conseil de quartier qui a donné un avis favorable au versement de ces subventions.

En accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 25 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions aux associations reprises dans le tableau ci-annexé
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574 et au chapitre 67, article 6745 de nos documents budgétaires.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le 4 FEV. 2010

Par délégation du Maire  
l'Adjoint délégué à la Coordination  
des Quartiers,



Walid HANNA

# AIDES FINANCIERES

QUARTIER	PROJET	COÛT TOTAL DU PROJET	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT	IMPUTATION
LILLE SUD	<u>Séjour à Rome</u> Du 24 au 29 mai 2010, 35 élèves de 4ème et 3ème visiteront Rome : le Forum, les catacombes, le Colisée, le musée du Vatican et la Basilique Saint-Pierre afin de mettre en perspective les moments forts de l'histoire de l'art et de réinvestir leurs connaissances historiques sur la civilisation romaine.	12 960 €	COLLEGE PAUL VERLAINE 1 RUE BERTHELOT 59000 LILLE N° SIRET 19 59 027 13 000 13	800 €	Chap. 67 Art. 6745 Fonct. 22 Opération 94
	<u>Voyage à Barcelone</u> Du 10 au 14 mai 2010, 15 élèves de 3ème en section européenne espagnol séjourneront à Barcelone en vue de pratiquer la langue, qu'ils étudient depuis 4 ans, d'enrichir leurs connaissances et s'ouvrir à l'Europe.	6 683 €	COLLEGE LOUISE MICHEL 14 RUE DE CANNES 59000 LILLE N° SIRET 19 59 42 883 000 16	800 €	Chap. 67 Art. 6745 Fonct. 22 Opération 94
	<u>Les sciences à Paris</u> Du 19 au 21 mai 2010, les élèves d'une classe de 3ème visiteront le Palais de la Découverte, le Musée de l'Homme afin de donner du sens aux notions théoriques apprises en cours, de développer leur esprit scientifique et susciter leur curiosité.	2 772,50 €	COLLEGE LOUISE MICHEL 14 RUE DE CANNES 59000 LILLE N° SIRET 19 59 42 883 000 16	700 €	Chap. 67 Art. 6745 Fonct. 22 Opération 94

## AIDES FINANCIERES (2)

QUARTIER	PROJET	COÛT TOTAL DU PROJET	BÉNÉFICIAIRE	MONTANT	IMPUTATION
VAUBAN ESQUERMES	<u>Concert sur un fil : « cirque en voix »</u> Concert spectacle le 20 mars 2010 pour les habitants du quartier, réunissant différents acteurs dans une scénographie mêlant voix et cirque, enfants et adultes, amateurs et professionnels.	1 904 €	VIVRE ENSEMBLE A ESQUERMES 3 RUE DU BAZINGHIEN 59 000 LILLE N°SIREN 508 601 614	204 €	Chap. 65 Art. 6574 Fonct. 422 Opération 62

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/40

## OBJET

**Grand Projet Urbain – Complexe sportif  
Driss Berkani – Phase 2 - Aménagement  
d'ouvrages annexes - Avenants aux marchés  
de travaux.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 05/614 du 26 septembre 2005, le Conseil Municipal a approuvé l'opération de construction d'un bâtiment comprenant un club house, des vestiaires et une loge gardien sur le complexe sportif Driss Berkani dans le quartier de Lille-Sud.

Par délibération n° 07/513 du 25 juin 2007, le Conseil Municipal a autorisé le lancement de la consultation de travaux.

Par délibération n° 09/166 du 23 mars 2009, l'autorisation de programme pour le projet a été revue à hauteur de 1.795.000 €, toutes dépenses confondues, avec une participation de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine de 347.800 € sur la base d'un coût d'opération estimé à 990.400 € et du Conseil Régional de 191.938 €.

Par délibération n° 09/166 du 23 mars 2009, le Conseil Municipal a autorisé la signature des marchés de travaux.

Lors de l'exécution du chantier, des travaux modificatifs sont rendus nécessaires. Ils sont dus, d'une part, à des adaptations techniques sur des ouvrages extérieurs, notamment sur les emmarchements bétons vers le terrain d'honneur, le « tunnel » métallique joueurs et la rampe piétonne en « pas d'ânes » et, d'autre part, à la réalisation d'améliorations mineures du projet, essentiellement sur les aspects architecturaux des menuiseries métalliques extérieures.

Ces travaux supplémentaires concernent :

- **Le marché de travaux n° 08S0095 – lot n° 01 : Gros œuvre VRD Plâtrerie**, attribué à l'entreprise SPIE BATIGNOLLES, située 250, avenue de la République – BP 106 La Madeleine pour un montant de 800.457,68 € TTC.

Il est proposé la passation d'un avenant n° 1 pour un montant de 21.822,59 € HT, soit 26.099,82 € TTC. Ces travaux supplémentaires représentent une augmentation de 3,26 % du montant du marché initial. Le montant du marché modifié se trouvera ainsi porté à 691.101,59 € HT soit 826.557,50 € TTC.

- **Le marché de travaux n° 701671 – lot n° 03 : Menuiseries extérieures Serrurerie**, attribué à l'entreprise SPIE BATIGNOLLES, située ZA Parc Lavoisier, rue Linquette à Petite Forêt pour un montant de 300.685,16 € TTC.

Il est proposé la passation d'un avenant n° 1 pour un montant de 5.416 € HT, soit 6.477,54 € TTC. Ces travaux supplémentaires représentent une augmentation de 2,15 % du montant du marché initial. Le montant du marché modifié se trouvera ainsi porté à 256.825 € HT soit 307.162,70 € TTC.

.../...



- **Le marché de travaux n° 08S0095 – lot n° 04 : Menuiseries intérieures**, attribué à l'entreprise ALEXANDRE, située 110 bis rue du Général Dame – BP 70025 Haubourdin, pour un montant de 83.611,27 € TTC.

Il est proposé la passation d'un avenant n° 1 pour un montant de 1.608,65 € HT, soit 1.923,95 € TTC. Ces travaux supplémentaires représentent une augmentation de 2,30 % du montant du marché initial. Le montant du marché modifié se trouvera ainsi porté à 71.517,74 € HT soit 85.535,22 € TTC.

Le récapitulatif du marché s'établit de la façon suivante :

Marché Lot	Entreprise	Montant initial du marché En € TTC	Montant AVT En € TTC	Evolution % (+ / -)	Nouveau montant du marché En € TTC
08S0095 Lot 01	SPIE BATIGNOLLES	800.457,68	26.099,82	3,26	826.557,50
08S0095 Lot 02	GENTY	34.154,75			
701671 Lot 03	SPIE BATIGNOLLES	300.685,16	6.477,54	2,15	307.162,70
08S0095 Lot 04	ALEXANDRE	83.611,27	1.923,95	2,30	85.535,22
701671 Lot 05	BAUTERS	41.492,64			
701671 Lot 06	GILMANT	22.396,45			
701671 Lot 07	DELANNOY DEWAILLY	194.948,00			
701671 Lot 08	DJC	40.407,34			
	<b>Total TTC :</b>	<b>1.518.153,29</b>	<b>34.501,31</b>	<b>2,27 %</b>	<b>1.552.654,60</b>

Le coût d'opération reste inchangé.

En accord avec la Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales, réunie le 15 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer les avenants :
  - n° 1 au lot 01 du marché n° 08S0095 : Gros œuvre VRD Plâtrerie,
  - n° 1 au lot 03 du marché n° 701671 : Menuiseries extérieures Serrurerie,
  - n° 1 au lot 04 du marché n° 08S0095 : Menuiseries intérieures,
 après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;

.../...

- ♦ **IMPUTER** la dépense sur les crédits inscrits au chapitre 23, article 2313, fonction 411 – Opération n° 1306 QCSDB « Complexe sportif Driss Berkani » - AP : QANRUPG

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée au Sport,



Michelle DEMESSINE



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/41

## OBJET

**Evaluation du Projet Educatif Global  
de la Ville de Lille et de ses communes  
associées de Lomme et d'Hellemmes -  
Avenant n° 1 au marché n° 09S0260.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le marché n° 09S0260 portant sur l'évaluation du Projet Educatif Global de la Ville de Lille et de ses communes associées de Lomme et d'Hellemmes a été attribué en octobre 2009 au cabinet COPAS.

L'offre initiale de ce marché, d'un montant de 62.012,60 € TTC, prévoyait notamment 18 jours d'étude dans 4 secteurs.

Lors du comité de pilotage du PEG du 16 décembre 2009, il a été décidé, pour une meilleure représentativité des différents quartiers lillois et communes associées, de demander au cabinet COPAS de conduire les investigations dans les secteurs géographiques redécoupés afin de garantir le succès de l'opération.

En conséquence, l'étude concernera cinq périmètres et les prestations d'investigations supplémentaires correspondront à 4,5 jours pour un montant de 5.920,20 € TTC, représentant 9,54 % du montant du marché initial. Cette adaptation porte le nombre de jours à 22,5 jours d'études pour l'évaluation des impacts du Projet Educatif Global ainsi que sur la réalisation d'un focus sur la question des plans thématiques.

Le nouveau montant du marché s'élève donc à 67.932,80 € TTC.

En accord avec la Commission de la Solidarité et du Projet Educatif, réunie le 19 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer l'avenant n° 1 au marché n° 09S0260 conclu avec le cabinet COPAS pour un montant de 5.920,20 € TTC, ci-annexé ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 011, article 6288, fonction 422 - Opération n° 424 « PEG mission évaluation ».

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le 4 FEV 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué au Projet Educatif  
Global,

  
Patrick KANNER

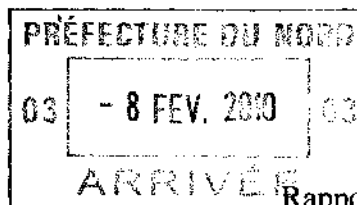
## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/42

OBJET

Terrain sis à Saint-André, boulevard  
Robert Schuman – Vente par la Ville  
à Lille Métropole Communauté  
Urbaine d'une emprise de 837 m<sup>2</sup>.



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Loi Besson votée en 1990 oblige chaque commune de plus de 5 000 habitants à aménager une aire d'accueil pour les gens du voyage. LMCU, par le biais du Syndicat Mixte des Gens du Voyage, est chargé de coordonner l'application de cette mesure sur le territoire communautaire, en concertation avec les maires, l'Etat et les gens du voyage.

Dans ce cadre, la modernisation de l'aire d'accueil des gens du voyage de Saint-André-lez-Lille est programmée.

Ce projet comprend la réalisation de 14 emplacements d'accueil qui seront aménagés en grande partie sur l'emprise de l'aire existante de 40 caravanes, implantée sur des terrains mis à disposition par la Ville de Lille.

A l'occasion de ces travaux de modernisation, Lille Métropole Communauté Urbaine a sollicité la Ville de Lille pour l'acquisition de l'emprise correspondante située boulevard Robert Schuman dans un triangle compris entre les voies TGV et le canal de la Deûle.

L'emprise à céder, d'une contenance de 837 m<sup>2</sup>, est reprise au cadastre de cette commune sous les n°s 3p, 4p, 5p, de la section AH et 8p de la section AE et figure au Plan Local d'Urbanisme en zone UP (zone de parc urbain).

Par avis du 26 mai 2008, France Domaine 59 a estimé la valeur vénale de ce terrain à 8 € le m<sup>2</sup>, soit un prix de vente de 6.696 €.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **DECIDER** la vente au profit de Lille Métropole Communauté Urbaine de l'emprise désignée ci-dessus au prix de 6.696 €,
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à comparaître à l'acte à intervenir,
- ♦ **ADMETTRE** en recette, en temps opportun, le montant de la vente au chapitre 024, fonction 01, article 024 - Opération n° 1460 « Cessions foncières et immobilières » - Autorisation de programme « QRPOLFONCR ».

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

- 8 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Action Foncière,

  
Alain CACHEUX

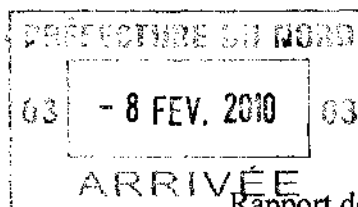
## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/43

OBJET

**Grand Projet Urbain – Habitat ancien -**  
**Immeuble sis à Lille, 38 rue du Long Pot -**  
**Achat par la Ville à Madame BUQUET.**



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du Grand Projet Urbain « Lille Quartiers Anciens » et en vue de la réalisation de son projet de renouvellement urbain « habitat ancien » engagé par délibération n° 05/551 du 27 juin 2005 et approuvé par délibération n° 07/1054 du 12 novembre 2007, conformément aux objectifs de renouvellement urbain et de lutte contre l'insalubrité de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme et aux objectifs de mixité sociale et lutte contre l'insalubrité fixés par le programme local de l'habitat et approuvé par délibération n° 05/640 du 26 septembre 2005, la Ville a l'opportunité d'acquérir l'immeuble sis à Lille, 38 rue du Long Pot appartenant à Madame BUQUET domiciliée à la MAPA « La Sabotière » rue Jeanne d'Arc à Hellemmes.

Ce bien, cadastré section CN n° 285 pour 211 m<sup>2</sup>, se compose de 5 logements dont 2 sont actuellement occupés et dont les occupants seront relogés par la Ville. Il comprend également une cour commune aux 5 logements. L'immeuble présente des dégradations dans ses parties communes (façade, menuiseries, toitures). Les équipements techniques des logements sont majoritairement obsolètes.

La réhabilitation de qualité de cet immeuble, via un organisme de logement social restant à désigner, permettra d'accroître l'offre de logement dans ce secteur inclus dans les périmètres du Grand Projet Urbain des Quartiers Anciens Lillois.

Par avis n° 350V7721 du 22 décembre 2009, France Domaine 59 a estimé la valeur de cet immeuble à 263.500 €, prix auquel la propriétaire a accepté de vendre.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la Ville à acquérir l'immeuble sis 38, rue du Long Pot, au prix de 263.500 € conforme à l'estimation de France Domaine 59,
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à comparaître à l'acte à intervenir,
- ♦ **IMPUTER** la dépense évaluée approximativement à 289.850 € au chapitre 21, article 21318, fonction 70 - Opération n° 1353 « habitat lutte contre habitat insalubre – Investissement » - AP QPLANCTPG.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

- 8 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Action Foncière,

  
Alain CACHEUX

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/44

OBJET

**Grand Projet Urbain – Projet « Cannes Postes » - Acquisition par la Ville d'une partie de parcelles, propriété de Lille Métropole Habitat.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le projet « Cannes Postes », situé à Lille-Sud, s'inscrit dans le cadre du Grand Projet Urbain qui prévoit un programme de rénovation urbaine sur le secteur du Faubourg des Postes et de la rue de Cannes et qui présente les caractéristiques suivantes :

- la réhabilitation de logements sociaux
- la réalisation d'un programme immobilier

Le site sur lequel sera réalisé le projet dit « Cannes Postes » se situe à l'angle de la rue Faubourg des Postes et de la rue de Cannes, sur un terrain d'une superficie de 6 247 m<sup>2</sup>, qui appartient, actuellement, au bailleur social Lille Métropole Habitat.

Lille Métropole Habitat a fait réaliser un plan topographique par un géomètre, qui présente les parties de parcelles concernées, cadastrées section DN 135p, 247p et 248p. Ce plan est joint en annexe.

En septembre 2008, Lille Métropole Habitat a demandé une estimation des domaines qui a fait ressortir une évaluation du coût foncier du site à hauteur de 258 €/m<sup>2</sup>.

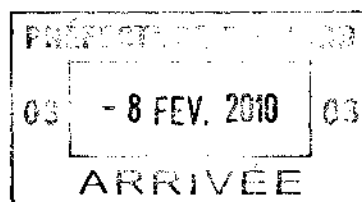
Afin de ne pas porter préjudice à la réalisation du projet du fait de ce coût foncier important, Lille Métropole Habitat a proposé à la Ville de Lille, dans un courrier en date du 27 juillet 2009, une cession à 180,60 €/m<sup>2</sup>, soit un coût d'acquisition pour la Ville de 1.128.208,20 €. Ce courrier est joint en annexe.

Une étude urbaine a été réalisée, qui a permis de définir un programme qui doit, notamment, permettre l'implantation d'un hôtel d'entreprises (transfert de la ZAC Arras Europe) pour environ 1 100 m<sup>2</sup> de SHON.

En février 2009, sur la base de cette étude urbaine, la Ville de Lille a lancé un appel à projet « promoteurs/concepteurs/constructeurs » auprès des promoteurs inscrits à la Fédération des Promoteurs Constructeurs de la Région Nord.

Un promoteur a déposé un projet auprès des services de la Ville de Lille, qui travaillent actuellement avec ce dernier afin de définir précisément le programme complet du projet.

Après validation de ce programme, la Ville de Lille cédera à ce promoteur le foncier précité.



En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

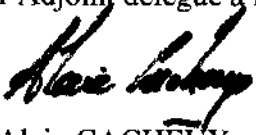
- ◆ **DECIDER** l'acquisition par la Ville de Lille des parties de parcelles visées ci-dessus aux conditions susmentionnées (parties des parcelles suivantes : DN 135p, 247p et 248p soit 6 247 m<sup>2</sup>) pour un coût d'acquisition de 1.128.208,20 € ;
- ◆ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer l'acte authentique de vente à intervenir ;
- ◆ **IMPUTER** la dépense, évaluée à 1.241.029 € (frais de notaire compris), sur les crédits inscrits au chapitre 21, article 2118, fonction 020 - Opération n°1457 « Cannes Postes » - AP : QANRUPG ;
- ◆ **ADMETTRE**, en temps opportun, les recettes de cession escomptées sur les crédits inscrits au chapitre 024, article 024, fonction 01 - Opération n° 1457 - AP : QANRUPG.

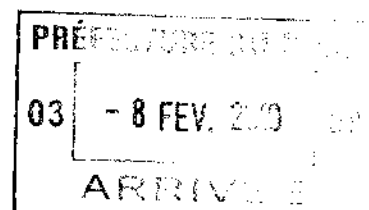
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 8 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Action Foncière,

  
Alain CACHEUX



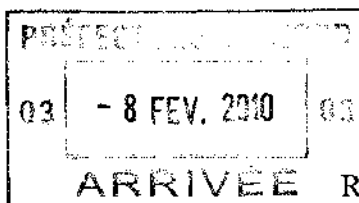
## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/45

OBJET

**Grand Projet Urbain – Déclassement  
partiel du terrain de football Anquetil,  
situé rue Jules Vallès à Loos.**



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du Grand Projet Urbain, le réseau viaire du secteur Nice-Cannes va être totalement restructuré. La rue de Nice sera notamment prolongée afin de connecter Lille Sud à Eurasanté. La création de ce tronçon de voirie nécessite l'achat d'une portion de foncier de la société Home Médical Service par LMCU. En contrepartie, la société Home Medical Service souhaite racheter une partie du terrain Anquetil (accueillant un terrain de football) afin de ne pas entraver son développement et notamment un projet d'extension.

Ce terrain cadastré section AO n° 232 appartient à la Ville de Lille mais est situé rue Jules Vallès sur la commune de Loos. Home Medical Service souhaiterait acheter partiellement ce terrain à la Ville, soit une surface d'environ 2 315 m<sup>2</sup> de terrain pour une surface totale de 14 628 m<sup>2</sup>. Cette portion de terrain correspond à un délaissé, ce qui ne remettra pas en cause l'utilisation du terrain de football Anquetil.

Néanmoins, s'agissant d'un terrain affecté au service public du sport et ayant fait l'objet d'un aménagement indispensable à la réalisation des missions de ce service public, ce terrain entre de fait dans le domaine public de la Ville de Lille. En conséquence, la cession des parcelles doit être précédée de la désaffectation et du déclassement de ce bien appartenant au domaine public.

Par arrêté n° 4671 du 28 janvier 2010, a été décidée la désaffectation du terrain de basket.

Conformément à l'article L. 2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la désaffectation matérielle d'une partie du terrain Anquetil doit à présent être confirmée par décision expresse de déclassement par le Conseil Municipal.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010 et après avis favorable du Conseil de quartier de Lille-Sud, réuni le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **DECIDER** le déclassement d'une partie du terrain de football Anquetil (environ 2 315 m<sup>2</sup>) situé sur la parcelle cadastrée section AO n° 232 à Loos.

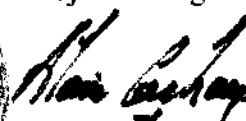
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

- 8 FEV. 2010

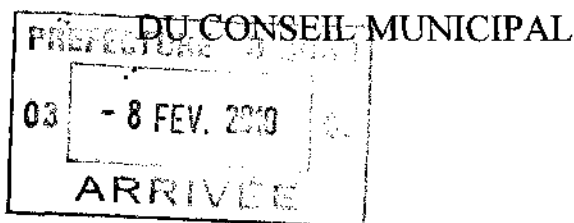
Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Action Foncière,

  
Alain CACHEUX



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/46

OBJET



**Grand Projet Urbain – Cession au profit  
de Pierres et Territoires de France Nord  
de parcelles sises à Lille, rues de l'Asie,  
Vermeersch et Wagner.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du Grand Projet Urbain, une opération d'environ 100 logements à l'angle des rues d'Asie et Richard Wagner a été confiée à la société Pierres et Territoires de France Nord – Promotion Immobilière (groupe PROVICIS NORD), ex Crédit Immobilier de Lille et Pays Du Nord.

Afin de finaliser ce projet et d'obtenir la maîtrise foncière de l'ensemble du site, le promoteur Pierres et Territoires de France Nord – Promotion Immobilière souhaite acquérir une partie des parcelles appartenant à la Ville

La cession des terrains Ville situés rue de l'Asie, Vermeersch et Wagner, cadastrés section DL 66p, 67p, 433p, 438p et 947p, pour une surface totale d'environ 7 740 m<sup>2</sup>, avait été décidée par délibérations du Conseil Municipal n° 08/952 du 24 novembre 2008 et n° 09/945 du 16 novembre 2009. La programmation habitat a évolué et a donc modifié le prix de cession du terrain au promoteur Pierres et Territoires de France Nord – Promotion Immobilière.

L'opération Asie Wagner comprend 50 % de logements destinés à l'accession sociale, 35 % destinés à l'accession maîtrisée et 15 % à l'accession libre.

Les Domaines ont fixé la valeur vénale de ces parcelles à 120 €/m<sup>2</sup> HT.

Pour 50 % de la surface totale, correspondant à l'assiette foncière des logements en accession sociale, la cession se fera à l'euro symbolique conformément à la délibération n° 08/952 du 24 novembre 2008.

Pour 35 % de la surface totale, correspondant à l'assiette foncière des logements en accession maîtrisée, la cession se fera avec une décote de 25 % par rapport au prix des Domaines, soit 90 €/m<sup>2</sup> HT, conformément à la délibération du 24 novembre 2008.

Pour 15 % de la surface totale, correspondant à l'assiette foncière des logements en accession libre, la cession se fera au prix des Domaines, soit 120 €/m<sup>2</sup> HT.

Soit un montant de recette total s'élevant à 383.131 € HT.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010 et après avis favorable du Conseil de quartier de Lille-Sud, réuni le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **DECIDER** la cession des parcelles cadastrées section DL 66p, 67p, 433p, 438p et 947p, pour 50 % de la surface totale à l'euro symbolique, pour 35 % de la surface totale avec une décote de 25 % par rapport au prix des Domaines, soit 90 €/m<sup>2</sup> HT et pour 15 % de la surface totale au prix des Domaines, soit 120 €/m<sup>2</sup> HT au profit de Pierres et Territoires de France Nord – Promotion Immobilière, soit un total de 383.131 € HT,

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer l'acte à intervenir,
- ♦ **ADMETTRE** en recettes le montant de la cession sur les crédits inscrits au chapitre 024, article 024, fonction 020 - Opération n° 1457 - AP : QANRUPG.

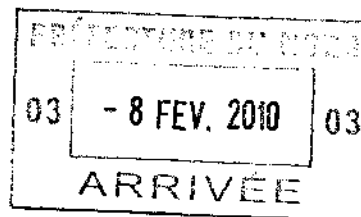
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Action Foncière,

Réception en Préfecture le **8 FEV. 2010**

  
Alain CACHEUX

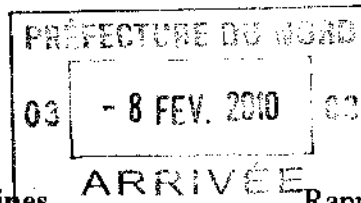


## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/47

OBJET



**Centre Eurorégional des Cultures Urbaines**  
**et extension de la maison Folie de Moulins -**  
**Transfert de propriété de parcelles**  
**communautaires au profit de la Ville.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 07/249 du 2 avril 2007, le Conseil Municipal a décidé la création d'une maison du hip hop.

La Ville projette en effet d'aménager un lieu qui viendrait en appui aux projets des artistes et des groupes qui, à Lille et dans la région Nord/Pas-de-Calais, œuvrent dans les champs des cultures urbaines, du hip hop, du rap et de différentes composantes : musique, danse, graph, slam...

Ce nouveau lieu de travail et d'expression artistique sera localisé en continuité de la maison Folie de Moulins, dont l'aménagement sera complété par une salle de diffusion et des espaces de travail qui font actuellement défaut à la maison Folie de Moulins et pourrait également être mis à disposition des artistes de la maison du hip hop.

Ce nouvel équipement public sera alors réalisé sur la partie de l'îlot située entre le carrefour des rues Dupetit Thouars, Fontenoy et d'Arras dont il contribuera à la rénovation.

Par délibération n° 09/541 du 29 juin 2009, le Conseil Municipal a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pour l'acquisition des parcelles de terrains comprises dans le périmètre du projet.

Par délibération n° 09/1111 du 18 décembre 2009, le Conseil Municipal a validé le plan de financement et le coût de cette opération.

Lille Métropole Communauté Urbaine souhaite participer à ce projet sous la forme d'un apport en nature au bénéfice de la Ville, constitué des parcelles cadastrées OW 92, 95, 165 partie et 257, comprises dans le périmètre du projet et dont la valeur totale a été estimée par France Domaine à 892.000 € selon le détail repris ci-dessous :

- par avis du 26 mars 2009 la valeur des biens situés sur la parcelle OW 92, propriété de LMCU, sise 67 rue d'Arras, a été estimée à 400.000 € ;
- par avis du 25 mai 2009, la valeur des biens situés sur la parcelle OW 95, propriété de LMCU, sise 59 rue d'Arras, a été estimée à 52.000 €, valeur occupée ;
- par avis du 8 juin 2009, la valeur de la parcelle OW 165, propriété de LMCU, sise rue d'Arras, a été estimée à 40.000 € ; au regard de son affectation actuelle, la parcelle sera désaffectée et déclassée préalablement à son acquisition ;
- par avis du 11 décembre 2009, la valeur des biens situés sur la parcelle OW 257, propriété de LMCU, sise rue Dupetit Thouars, a été estimée à 400.000 € ;

N'ayant pas encore aujourd'hui connaissance de la surface de la parcelle OW 165 nécessaire à la réalisation du projet, sa cession au profit de la Ville sera reportée à une prochaine séance du Conseil Municipal.

.../...

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

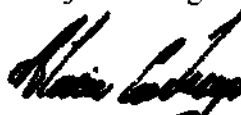
- ♦ **ACCEPTER** la subvention en nature constituée de l'apport des parcelles cadastrées OW 92, 95 et 257 appartenant à Lille Métropole Communauté Urbaine d'une valeur de 852.000 € ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue délégué à signer les actes à intervenir;
- ♦ **IMPUTER** la dépense évaluée approximativement à 90.000 €, constituée des frais notariés, sur les crédits inscrits au chapitre 21, article 2138, fonction 33 - Opération n° 751 « CMDHH » - Maison du Hip Hop- investissement – Code service JEC.

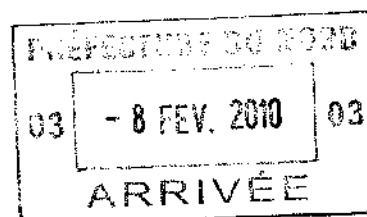
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 8 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Action Foncière,

  
Alain CACHEUX



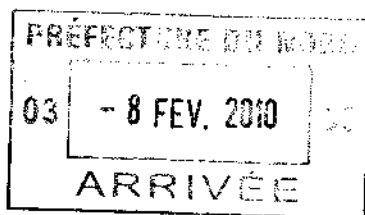
## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/48

OBJET :

**Versement d'une subvention  
d'investissement au CCAS pour  
la réhabilitation de la résidence  
des Dintellières**



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Parmi les objectifs visés par l'action de la municipalité en direction des personnes âgées, se situe la volonté de garantir un hébergement adapté et de qualité aux personnes qui ne sont plus en mesure de vivre dans des logements banalisés.

Dans ce cadre, le Centre Communal d'Action Sociale de Lille, qui intervient sur le champ des personnes âgées et qui, à ce titre, gère des équipements sociaux à destination de ce public, s'est engagé dans un programme de réhabilitation de ses résidences locatives.

Ce programme, qui amènera des améliorations importantes de la qualité de prise en charge des usagers des résidences, prévoyait la réalisation de travaux sur la résidence des Dintellières, située rue Saint-Sauveur.

Le projet d'aménagement a été discuté par le C.C.A.S. avec le Groupe VILOGIA (ex Groupe CMH), bailleur social. La formule retenue est un bail à réhabilitation.

La réhabilitation de la partie « résidence » est aujourd'hui achevée. Une deuxième phase de travaux va à présent être conduite sur le rez-de-chaussée bas du bâtiment, occupé par le club d'animation seniors Auguste Labbe et par une partie à aménager en lieu de stockage.

La Ville de Lille, dans le cadre de sa politique en direction des seniors, a souhaité participer financièrement à cette opération, d'un coût global de 3,5 millions d'euros.

A cette fin, une subvention d'investissement de 650.000 € a été prévue lors du vote du Plan Pluriannuel de Fonctionnement de la Ville et 200.000 € ont déjà été versés au C.C.A.S.

En accord avec la Commission de Solidarité et du Projet Educatif, réunie le 19 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement au C.C.A.S. du solde de la subvention en investissement, d'un montant de 450.000 € ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention correspondante, ci-annexée ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 204162, fonction 61 - Opération n° 1191.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

- 8 FEB. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée aux Seniors,

  
Marie-Christine STANIEC-WAVRANT

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/49

## OBJET

**Mise à disposition, pose et entretien de sanitaires publics automatisés sur le territoire de la Ville de Lille et des communes associées de Lomme et d'Hellemmes - Marché de location maintenance sur appel d'offres ouvert.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le maillage des sanitaires automatiques payants actuel n'apparaît pas suffisant compte tenu de la taille de la ville de Lille et de ses communes associées mais également de son attractivité. Cette insuffisance favorise le développement de nuisances qui affectent la qualité de vie des habitants et des passants. En outre, le caractère « payant » de ces installations exclut l'accès à ce service de personnes en grande précarité.

Afin de pouvoir répondre à une demande, émanant aussi bien des habitants que des touristes, il est envisagé de développer des sanitaires publics et gratuits, installés sur le territoire des trois communes, selon les principes directeurs suivants :

- favoriser l'installation dans les lieux très fréquentés (centre-ville, parcs et jardins)
- limiter les sanitaires automatiques sur la voie publique afin de garantir la qualité des espaces publics
- informer les usagers, notamment par une signalétique adaptée.

Une réflexion a été menée avec l'ensemble des quartiers, permettant d'aboutir à un plan d'action en deux axes :

- installation de sanitaires sur l'espace public, offrant une accessibilité systématique aux personnes à mobilité réduite
- valorisation de sanitaires dans les grands parcs et jardins.

Pour mettre en œuvre le premier axe de ce plan de travail, il convient de lancer un appel d'offres pour l'installation et l'entretien de sanitaires publics sur l'espace public. Ce marché de location-maintenance doit être conclu pour 10 ans afin de prendre en compte la durée d'amortissement des équipements.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le lancement du marché correspondant ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 11, article 6156, fonction 821 – Opération n° 304 – QSAPU – Sanitaires publics ainsi que sur les opérations équivalentes des services thématiques et des communes associées.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 5 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à la Gestion de  
la Voirie.

Jacques RICHIR



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/50

## OBJET

**Frais d'enlèvement de dépôts sauvages -  
Demande de remise gracieuse.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Plusieurs particuliers et sociétés ont sollicité de Madame le Maire une remise gracieuse pour les frais d'enlèvement de dépôts sauvages que la Ville leur réclame.

Les motifs invoqués par ces particuliers ou sociétés sont indiqués dans le tableau repris ci-après. Après examen de leur dossier, il s'avère que leur bonne foi peut être retenue.

N° du T.R.	N° et date du constat	Lieu du dépôt	Motif invoqué
9061/09	20095198374D du 10/05/09	Rue Désiré Bondues	Problèmes de santé et difficultés financières
12618/09	200907014567 du 8/07/09	Rue de Bapaume	Absent de France du 24 juin au 12 août
12590/09	200907014563 du 2/07/09	Rue Ratisbonne	Absent de France du 23 juin au 23 août
10147/09	200906013609 du 12/06/09	Rue de l'Hôpital Saint Roch	Absent de France du 13 mai au 16 juillet
2477/09	200922614200D du 22/02/09	Rue de Condé	Personne souffrant de la maladie d'Alzheimer
3346/09	200931261428C du 10/03/09	Rue du Sec Arembault	Manque d'information relative au tri sélectif
5089/09	2009323134724D du 12/03/09	Rue du Faubourg des Postes	Personne handicapée avec taux d'incapacité égal à 80 %
1991/09	2009224165025D du 21/02/09	Rue Jean Jaurès	Collecte non réalisée par le prestataire
547/09	2009123163438D du 22/01/09	Rue du Faubourg des Postes	Personne non livrée par la Société Plastic Omnium
2480/09	2009338832C du 26/02/09	Rue Solférino	Personne qui n'est plus domiciliée à cette adresse depuis septembre 2008
13066/09	200907015336 du 26/07/09	Boulevard Victor Hugo	Personne sous tutelle suite à une pathologie lourde

En accord avec la Commission de l'Environnement de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la Ville à accorder la remise gracieuse totale des créances figurant ci-dessus et charger l'élue délégué de prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 5 FEV.

Par délégation du Maire  
l'Adjoint délégué à la Propreté,

Jacques RICHIR



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/51

OBJET

**Subvention à l'association Kenkeliba.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'association Kenkeliba a pour objectif de promouvoir les échanges interculturels et l'éducation au développement par le biais d'activités ludiques et artistiques.

En lien avec les associations GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural), Ch'ti Teranga et AVID (Association pour la mise en Valeur des Initiatives de la Diaspora) et en partenariat avec le Master « Ingénierie des Projets de Coopération », l'association Kenkeliba souhaite organiser une journée de rencontre autour des thèmes des migrations et du co-développement le 20 mars prochain, à la Maison de quartier de Vauban-Esquermes. L'objectif est de mettre en exergue le rôle essentiel joué par les travailleurs migrants dans le développement de leur pays d'origine et de créer des échanges entre migrants, acteurs associatifs et collectivités locales.

La journée s'articulera autour de trois tables rondes thématiques (développement économique, citoyenneté, perspectives) réunissant des intervenants issus du secteur associatif, des collectivités et des organisations de migrants.

La Ville souhaite apporter son soutien à l'association Kenkeliba pour ces actions par l'octroi d'une subvention de 1.500 €, sur un budget total de l'action s'élevant à 4.730 €.

En accord avec la Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales, réunie le 15 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 1.500 € à l'association Kenkeliba (N° SIRET : 494 352 735 00018)
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 67, article 6745, fonction 041 - Opération n° 606.

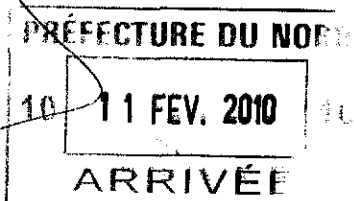
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le  
11 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Solidarité  
Internationale et la Coopération décentralisée,

Marie-Pierre BRESSON





Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/52

OBJET

**Subvention aux associations Un : Terre,  
agir ! et Action TS Baggio.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

➤ **Association Un : Terre, agir !**

L'association « Un : Terre, agir ! », rassemblant enseignants, étudiants et lycéens, a pour objectif de soutenir des projets autour du développement durable et de l'économie solidaire.

Elle a pour projet d'accompagner la réfection des canaux de la Palmeraie de Timimoun située dans la Wilaya d'Adrar dans l'Ouest de l'Algérie. En effet, des pluies torrentielles ont, en avril 2004, causé l'effondrement des canaux bimillénaires, asséchant les terres alentours et les rendant impropres à l'agriculture, base de l'économie locale.

En effet, ce système de canaux achemine l'eau depuis la nappe phréatique et permet l'irrigation des parcelles cultivables, alimentant ainsi la palmeraie de Timimoun. Le microclimat humide, induit par ce système, permet également le maintien d'une importante biodiversité sur le site.

Une partie de la réfection du système d'irrigation a été entreprise par le gouvernement algérien mais la réparation du système de distribution individuel reste à la charge des paysans. L'association Un : Terre, agir ! accompagne ainsi les agriculteurs locaux dans les travaux de réhabilitation.

La Ville souhaite apporter son soutien à l'association Un : Terre, agir ! pour ces actions par l'octroi d'une subvention de 2.000 €, sur un budget total s'élevant à 15.000 €.

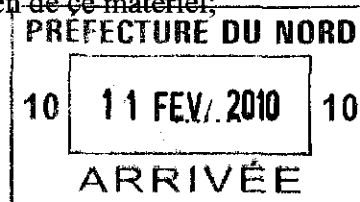
➤ **Association TS Baggio**

Action TS Baggio est une association de loi 1901 qui œuvre depuis plusieurs années à la mise en place de projets d'installation de panneaux photovoltaïques et de formations menées en partenariat avec des instituts techniques du Sénégal et de Guinée.

Ces projets font l'objet d'une préparation tout au long de l'année avec les étudiants et donnent lieu à divers échanges culturels et à des restitutions locales.

Les étudiants et les professeurs en électrotechnique d'Action TS Baggio souhaitent accompagner le lycée Peytavin de Saint-Louis du Sénégal dans l'installation de panneaux photovoltaïques en vue :

- d'alimenter en énergie les salles de travaux pratiques ;
- d'organiser des formations autour de l'utilisation et l'entretien de ce matériel;
- de créer un lampadaire solaire pour l'éclairage public.



La Ville souhaite apporter son soutien à l'association Action TS Baggio pour ces actions par l'octroi d'une subvention de 5.500 €, sur un budget total s'élevant à 36.520 €

En accord avec la Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales, réunie le 15 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 2.000 € à l'association Un : Terre, Agir ! (N° SIRET : 517 718 987 00012) et de 5.500 € à l'association Action TS Baggio (N° SIRET : 509 497 541 00011),
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 67, article 6745, fonction 041 - Opération n° 606.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **11 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Solidarité  
Internationale et la Coopération décentralisée,



Marie-Pierre BRESSON

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/53

## OBJET

**Partenariat Ville de Lille – Association  
France Volontaires.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique de coopération décentralisée et de solidarité internationale, la Ville de Lille a scellé des relations de partenariat avec un certain nombre de collectivités extérieures.

Celles-ci donnent lieu à d'importants programmes de coopération, menés dans une logique de réciprocité, de co-développement durable, d'implication des acteurs de terrain et de coordination avec l'ensemble des parties prenantes (collectivités françaises et européennes, Ministère français des Affaires Etrangères, organisations inter-gouvernementales et non-gouvernementales).

Les relations établies entre la Ville de Lille et la ville palestinienne de Naplouse (jumelage signé en juin 1998), d'une part, et la ville marocaine d'Oujda (jumelage signé en avril 2005), d'autre part, figurent parmi les plus dynamiques.

Les projets de coopération menés avec les villes s'inscrivent dans les axes prioritaires suivants :

➤ pour Naplouse :

- Santé
- Formation universitaire
- Aide à la création d'entreprises à haute valeur technologique
- Promotion du micro-entrepreneuriat
- Développement culturel
- Jeunesse
- Sport
- Environnement.

➤ pour Oujda :

- Action sociale et développement d'activités génératrices de revenus dans les quartiers et le milieu rural, avec notamment la structuration d'une filière tourisme responsable
- Echanges culturels, art dans la ville et mobilité des jeunes
- Développement économique dans une perspective durable et solidaire
- Echanges universitaires et hospitaliers

Afin d'assurer le suivi de ces programmes de coopération, d'assurer la coordination avec les différents opérateurs et parties prenantes, de susciter de nouveaux projets de coopération, d'assurer l'inscription de ces derniers dans les programmes financés par des organismes tiers (Ministère des Affaires Etrangères, Union Européenne, etc) ainsi que la visibilité des actions menées, il est proposé de créer une fonction de :

- Correspondant(e) technique de la Ville de Lille à Naplouse
- Correspondant(e) technique de la Ville de Lille à Oujda.

.../...

Ces fonctions prendront la forme d'un Volontariat de solidarité internationale (VSI), dont les parties prenantes sont le Ministère des Affaires Etrangères et son opérateur, l'Association France Volontaires, ces derniers étant liés par un contrat d'objectifs et de moyens s'inscrivant dans le cadre du programme "Solidarité à l'égard des pays en développement" du Ministère.

Au regard de ce contrat,

- L'association France Volontaires
  - assure le recrutement (en lien avec la Ville de Lille), la formation, la préparation et la mise en route du volontaire.
  - organise les modalités de séjour et d'exécution de sa mission, gère le suivi (sur les modalités pratiques liées à son statut et son séjour) et l'accompagnement du volontaire pendant la durée de sa mission.
- Le Ministère des Affaires Etrangères contribue au co-financement du poste de volontaire.

Une convention définira les modalités de partenariat entre la Ville et l'association France Volontaires eu égard au co-financement du volontaire affecté au programme de coopération mené à Naplouse et Oujda et les moyens nécessaires à ces actions.

Le financement de ce projet se présente comme suit :

	Coût annuel	Total
Contribution du Ministère des Affaires Etrangères	Naplouse 28.800 €	57.600 €
	Oujda 28.800 €	
Contribution de la Ville de Lille	Naplouse 19.440 €	38.640 €
	Oujda 19.200 €	

Plus précisément, la contribution de la Ville correspond aux dépenses prévisionnelles suivantes :

Co-financement du coût du volontaire	Naplouse : 9.600 € Oujda : 9.600 €
Logement du volontaire (somme forfaitaire)	Naplouse : 3.600 € Oujda : 3.600 €
Logistique du volontaire Matériel de travail (somme forfaitaire)	Naplouse : 4.800 € Oujda : 4.800 €
Missions France (2 allers et retours annuels en France du volontaire) (sur justificatifs)	Naplouse : 1.440 € Oujda : 1.200 €
<b>TOTAL</b> <b>Coût Volontaires Ville de Lille à Naplouse et Oujda</b>	<b>38.640 €</b>

En cohérence avec sa politique de coopération décentralisée et solidarité internationale, la Ville souhaite apporter son soutien financier à ce projet, dont le coût a été évalué à 38.640 €.

En accord avec la Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales, réunie le 15 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 38.640 € à l'association France Volontaires, correspondant à la part de financement de la Ville de Lille ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de partenariat avec l'association France Volontaires ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 67, article 6745, fonction 041 - Opération n° 606.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire,

l'Adjointe déléguée à la Solidarité

**11 FEV. 2010**

Internationale et la Coopération décentralisée,

Réception en Préfecture le



Marie-Pierre BRESSON

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/54

## OBJET

**3<sup>ème</sup> édition du festival ludique à Oujda -  
Subvention à l'association Wellouëj.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Créée en 1997, l'association lilloise Wellouëj figure parmi les acteurs reconnus du secteur de la promotion du jeu éducatif sur le plan français et international. L'association a pour objectifs de valoriser la culture ludique dans une perspective interculturelle, d'en faire reconnaître les aspects socioculturels et éducatifs et de participer à la conservation du patrimoine ludique régional et mondial.

En 2005, à la demande de la Fondation Orient-Occident (FOO), l'association Wellouëj a animé un premier atelier de fabrication et de pratique de jeux lors du festival populaire du quartier de Yacoub El Mansour à Rabat, dédié aux enfants.

A la suite de cette première expérience, la Fondation Orient-Occident a demandé à l'association Wellouëj de créer la première ludothèque d'Oujda, ville partenaire de la Ville de Lille. L'association a ainsi acheminé des jeux et formé l'équipe à leur utilisation avec les enfants.

L'association a animé en 2007 un premier « festival ludique » à Oujda, organisé dans le quartier de Sidi Yahya. Cette opération a été accompagnée par la Ville de Lille par l'octroi d'une subvention de 3.000 €.

Une deuxième édition de ce festival a eu lieu au printemps 2009.

En vue de l'organisation de la 3<sup>ème</sup> édition de ce festival en avril 2010, l'association Wellouëj sollicite le soutien de la Ville afin d'appuyer et pérenniser la démarche mise en œuvre par la Fondation Orient-Occident, de renouveler le stock de jeux, de former les animateurs à de nouvelles activités ludiques et d'animer des ateliers sur l'ouverture culturelle à travers les jeux.

En cohérence avec sa politique de coopération décentralisée et de solidarité internationale et dans la continuité de l'action engagée ces dernières années par l'association Wellouëj à Oujda, la Ville souhaite apporter son soutien financier à ce projet, à hauteur de 2.500 € sur un budget total de 7.000 €.

En accord avec la Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations internationales, réunie le 15 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 2.500 € à l'association Wellouëj (N° SIRET : 415 294 397 000 34) ;

.../...

- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 67, article 6745, fonction 041 - Opération n° 606.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

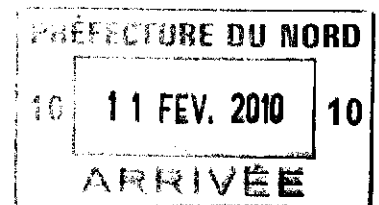
Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Solidarité  
Internationale et la Coopération décentralisée,

Réception en Préfecture le **11 FEV. 2010**



Marie-Pierre BRESSON

A handwritten signature in black ink, appearing to be "MP BRESSON".



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1er février 2010

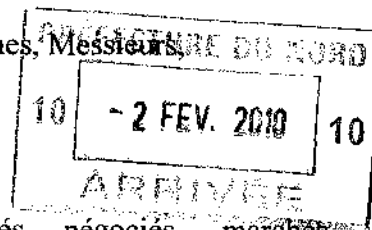
N° 10/55

## OBJET

**Autorisation de signer les marchés  
engagés selon une procédure formalisée  
ainsi que les avenants.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,



Les marchés formalisés (appels d'offres, marchés négociés, marchés complémentaires) et avenants, repris au titre du tableau annexé au présent document, ont fait l'objet d'une décision ou d'un avis en Commission d'Appel d'Offres.

Il est nécessaire que le Conseil Municipal autorise la signature de ces différents marchés et avenants.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le Maire ou l'Adjointe déléguée aux Achats, voire le cas échéant le mandataire de la Ville, à signer les marchés identifiés sur le tableau ci-joint.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 2 FEB. 2010



Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée aux Achats,

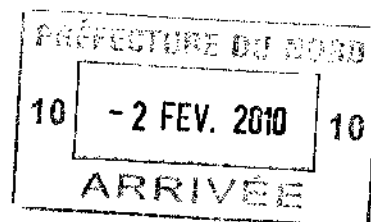
  
Martine FILLEUL



OBJET DETAILLE DU MARCHE	MODE DE PASSATION	LOTS / DEFINITION DU BESOIN	DUREE / DELAI D'EXECUTION	ATTRIBUTION COMMISSION D'APPELS D'OFFRES	ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE	MONTANTS
Abonnement à trois ressources électroniques pour la médiathèque Jean Levy	Marché négocié Art. 35-II-8° du CMP	Archives électroniques des quotidiens <i>Le Monde</i> et <i>La Voix du Nord</i> depuis 1980 l'intégralité des collections, sont les plus consultés par ceux qui fréquentent les bibliothèques de la ville.	12 MOIS	13/01/2010	CEDROM SNI 20 rue de la Banque 75002 PARIS	3 853,51 € TTC
		Accès à l'intégralité de l'Encyclopédie Universalis qui est le plus grand fonds encyclopédique francophone Ce produit s'adresse à tous les publics, désireux de trouver une information vérifiée et fiable	9 MOIS		BRITANNICA-UNIVERSALIS 9 rue Antoine Chantoin 75014 PARIS	938,00 € TTC
		Références est une base de données de dépouillement d'articles de la presse périodique française comprenant une analyse détaillée et un résumé des articles Ce produit s'adresse en majorité aux étudiants et lycéens qui travaillent sur des thèmes d'actualité	12 MOIS		INDEXPRESSE Centre Kasbé Cidex 112 F 38920 CROLLES	3 468,40 € TTC
Fourniture de produit de la construction et de produits industriels (Lille Lomme Hellemmes 4 lots) Marché n°09S0388	AO	Lot 1 : Revêtements de sols, muraux et produits connexes	1 an reconductible 3 fois	13/01/2010	ZOLPAN 59 ANZIN	Marché à bons de commande 1 <sup>ère</sup> période minimum : 20 000 € HT et sans maximum, périodes suivantes : Minimum : 60 000 € HT et sans maximum

OBJET DETAILLE DU MARCHE	MODE DE PASSATION	LOTS / DEFINITION DU BESOIN	DUREE / DELAI D'EXECUTION	ATTRIBUTION COMMISSION D'APPELS D'OFFRES	ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE	MONTANTS
		Lot 2 : Fourniture générale d'ateliers			relancé en marché négocié 35-II-3 du Code des Marchés Publics	
		Lot 3 : Verrerie, miroiterie et produits connexes			Lot déclaré sans suite	
		Lot 4 : Produits industriels			NCI 59 GONDECOURT	Marché à bons de commande 1 <sup>ère</sup> période minimum : 100 000 € HT et sans maximum, Périodes suivantes : Minimum : 300 000 € HT et sans maximum
Fourniture de matériels de voirie pour la Ville de Lille et ses communes associées - Marché n°09S0451	AO	Lot : Fourniture de produits en plastique recyclé	4 ans	20/01/2010	PLAS ECO 13-15 rue du BEL AIR 14790 VERNON	Marché à bons de commande dont le maximum est fixé à 200 000 € HT sur la durée du marché
Réalisation de déménagements et mise à disposition de personnels - Hôtel de ville de Lille - Bâtiments communaux de la ville de Lille et communes associées Marché n°09S0364	AO	Lot unique	Un an reconductible 3 fois	20/01/2010	NC Déménagement 40 rue de l'Eglise BP 16 59134 BEAUCAMPS-LIGNY	Marché à bons de commande sans minimum et sans maximum

OBJET DETAILLE DU MARCHE	MODE DE PASSATION	LOTS / DEFINITION DU BESOIN	DUREE / DELAI D'EXECUTION	ATTRIBUTION COMMISSION D'APPELS D'OFFRES	ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE	MONTANTS
Aménagements de différents espaces publics Reconsultation du Lot n° 7 : Plantations et mobiliers - Place Frères Lumière Marché n°09S0454	Marché à procédure adaptée Travaux Opération < 5 150 000 € HT	Lot unique	3 mois	27/01/2010	LUDEOPAYSAGE 765 rue du Maréchal Leclerc 59310 Landas	Marché à bons de commande Minimum : 50 000 € HT Maximum : 100 000 € HT Sur la durée du marché
Avenant n°1 au marché de prestations de nettoyage des sols des 4 <sup>ème</sup> et 5 <sup>ème</sup> étages des Arcades de l'hôtel de Ville de Lille.	Avenant	Lot unique Voir annexe n°2	2 semaines	27/01/2010	DERICHEBOURG Miroir 2000 25 rue Gustave Dubled 59170 CROIX	1 135€ HT (+12,5% du montant du marché initial)
Contrat de maintenance & d'assistance du progiciel de gestion des résultats électoraux	Marché négocié Art. 35-II-8° du CMP	Lot unique	4 ans	27/01/2010	LOGITUD 53 rue Victor Schoelcher ZAC du Parc des Collines 68200 MULHOUSE	Montant maximum sur la durée du marché : 20 000 € HT
Marché complémentaire - Etudes de faisabilité pour la Coopération de production d'électricité solaire et de service	Marché négocié Art 35-II-5° du CMP	Voir annexe n°1	12 mois	16/12/2009	Extra muros Place de la gare 59100 Roubaix	12 150 € HT (+ 48,94%)





## **Annexe n°1**

Par délibération n° 07/605 du 15 juin 2007, la Ville a adopté un Plan Pluriannuel de Développement de l'Economie Sociale et Solidaire (PLDESS). L'objectif 2 vise à promouvoir l'innovation sociale, l'objectif 3 sous objectif 3.3 vise, quant à lui, à encourager les formes d'entrepreneuriat collectif.

Par délibération n° 08/1155 du 15 décembre 2008, la Ville de Lille a adopté un plan climat qui vise à promouvoir le développement des énergies renouvelables.

Dans le cadre de son plan climat et de la mise en œuvre du PLDESS, la Ville de Lille a engagé une étude en cours de réalisation, suite à un marché à procédure adaptée (n° 2009-1020), attribué à la Coopérative conseil Extra Muros sise place de la Gare à Roubaix, conclu pour un montant de 29 690,70 € TTC.

Cette étude vise à réunir les conditions de faisabilité d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif de production d'énergie solaire photovoltaïque.

Il s'est avéré nécessaire de prolonger, sans incidence financière, le délai d'exécution du marché initialement prévu pour une durée de six mois, soit jusqu'au 8 décembre 2009 (délibération n° 09/428 du 18 mai 2009). En effet, une période supplémentaire de six mois était indispensable pour mobiliser les partenaires et leur faire intégrer la démarche. La prolongation de cette étude permettra de leur faire bénéficier de plus de temps d'appropriation entre les différentes rencontres réalisées pour acter les décisions.

Aujourd'hui, il est devenu nécessaire de recruter le futur directeur de la SCIC, suite au désistement du Président de l'Association Solaire en Nord, initialement destiné à occuper ce poste.

Pour mener à bien ce projet de recrutement du futur Directeur, la Ville de Lille a demandé à Extra Muros d'organiser ce recrutement, en lui confiant la rédaction du profil de poste, la diffusion de l'offre d'emploi, l'étude des CV et la sélection de la candidature la plus pertinente.

La Ville de Lille souhaite également confier à Extra Muros une mission d'accompagnement du directeur sur une durée de 6 mois à raison de 2 jours par mois pour lui permettre de s'approprier l'ensemble des éléments de l'étude réalisée, d'être accompagné dans sa négociation avec les organismes financiers et avec les propriétaires de toits, futurs clients de la SCIC.

La Ville souhaite donc confier au même Cabinet cette mission supplémentaire au marché initial, d'un montant total de 12 150,00 € HT soit 14 531,40 € TTC, qui ne peut être techniquement ou économiquement séparée du marché initial, sans inconvénient majeur pour le pouvoir adjudicateur.

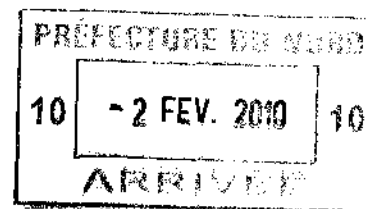
C'est pourquoi, il est proposé de confier à Extra Muros Consultants un marché complémentaire, d'une durée de douze mois, au titre de l'étude de faisabilité Coopérative de production d'électricité solaire et de services, conformément à l'article 35 – II – 5° du Code des marchés publics afin de garantir une cohérence du projet précité.

L'article 35-II-5°- a) précise que « peuvent être passés des marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence, les marchés complémentaires de services [...] qui consistent en des prestations qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenues nécessaires à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution du service [...] tel qu'il est décrit dans le marché initial, à condition que l'attribution

*soit faite à l'opérateur économique qui a exécuté ce service [...] lorsque ces services [...] complémentaires ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal sans inconvénient majeur pour le pouvoir adjudicateur ».*

Cette prestation d'étude confiée à Extra Muros Consultants s'élève à 900 € la journée d'intervention en sus du marché initial, soit 13,5 jours à 900 € soit un montant total de 12 150,00 € HT, soit 14 531,40 € TTC.

Ce marché représente 48,94 % du montant du marché initial





## Annexe n° 2

Le présent avenant a pour objet de prolonger le marché existant d'un mois à compter du 13 février 2010 concernant les prestations de nettoyage des sols des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> étages des Arcades de l'Hôtel de Ville de Lille.

Le 25/08/09, une consultation a été lancée pour le nettoyage des sols des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> étages des Arcades de l'Hôtel de Ville. Ce marché passé selon la procédure adaptée de l'article 26-II du Codes des marchés publics a été notifié le 12/10/2009 et pour une durée de 4 mois à la Société Derichebourg Miroir 2000.

Dans un souci de continuité de l'activité du service public, il est nécessaire de passer un avenant avec la société DERICHEBOURG, afin de prolonger de deux semaines le marché initial.

L'impact financier de cet avenant n°1 est le suivant :

Montant du marché initial HT	Montant de l'avenant n°1 HT	Nouveaux montant du marché	Soit une augmentation de :
Nettoyage des sols des 4 <sup>ème</sup> et 5 <sup>ème</sup> étages des Arcades de l'Hôtel de Ville Montant € HT pour 4 mois : 9 076 € HT	1 135 € HT €	10 211 € HT	+ 12,5 %



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/56

OBJET

**Subvention aux associations No Man's  
Langue et Carnaval de Moulins.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

➤ **Association No Man's Langue**

L'association No Man's Langue, qui a pour but de développer et de promouvoir l'apprentissage et la pratique des langues étrangères et d'améliorer la connaissance des cultures s'y rapportant, organise, pour la 6<sup>ème</sup> année consécutive, le « Festival des Langues », les 30 et 31 mars 2010, dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille. Cette manifestation s'articule autour de diverses animations pédagogiques, telles que des conférences, des ateliers et spectacles destinés au jeune public ainsi qu'un grand forum, rassemblant plus de 60 exposants autour de la thématique des langues.

Dans le cadre du renforcement des capacités locales d'ouverture à l'international, la Ville souhaite apporter son soutien à l'association No Man's Langue pour l'organisation de ce festival par l'octroi d'une subvention de 1.200 €, sur un budget total de l'action estimé à 46.580 €.

Pour information, la délégation Culture apporte un soutien de 10.000 € pour cet événement.

➤ **Association du Carnaval de Moulins**

L'association Carnaval de Moulins a établi avec des associations de carnaval de Cologne des relations d'amitié à l'occasion de la célébration du 50<sup>ème</sup> anniversaire du jumelage entre nos villes.

Cette association a ainsi, d'une part, organisé, en lien avec la Mairie de quartier de Moulins, une exposition sur le carnaval de Cologne et les carnivals des différents quartiers de Lille et, d'autre part, participé en mars 2009 à l'accueil d'associations de carnaval de Cologne, venues participer, avec les habitants de Moulins, au carnaval de ce quartier préparé avec le concours d'écoles.

L'association est invitée à se rendre à Cologne pour le carnaval, temps fort du calendrier événementiel de notre ville partenaire, qui se déroulera du 13 au 15 février prochain.

A partir de cette opportunité, le quartier souhaite approfondir les échanges amorcés et créer ainsi une dynamique de projets entre acteurs du développement des quartiers lillois et colonais.

.../...

En cohérence avec sa politique de soutien aux initiatives locales et dans un souci de développer des projets européens relatifs au développement social et urbain des quartiers, la Ville souhaite apporter son soutien financier à ce projet à hauteur de 4.000 €, sur un budget évalué à 9.935 €.

En accord avec la Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales, réunie le 15 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 1.200 € à l'association No Man's Land (N° SIRET : 488 850 454 000 15) et de 4.000 € à l'association du Carnaval de Moulins (N° SIRET : 450 274 147 000 13)
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 67, article 6745, fonction 041 - Opération n° 602.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée aux Relations  
Internationales et aux Affaires  
Européennes,

  
Martine FILLEUL



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/57

OBJET

**Travaux d'aménagement d'espaces  
publics en accompagnement des travaux  
de voirie communautaires - Autorisation  
de signature du lot 7.**

Rapport de Madame le Maire

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 09/374 du 18 mai 2009, le Conseil Municipal a autorisé le lancement d'une consultation pour la réalisation de travaux d'aménagements d'espaces publics en accompagnement des travaux de voirie communautaires.

Ces travaux réalisés par la Ville portent, en amont, sur l'effacement des réseaux et, en aval, sur la mise en œuvre de l'éclairage public, des mobiliers urbains et des plantations.

Le marché a été organisé de la façon suivante afin de favoriser la mise en concurrence des entreprises :

Lot	Désignation
01	Rue d'Iéna – Fourniture et pose de mobiliers urbains
02	Rue d'Iéna – Plantations
03	Rue d'Iéna – Travaux d'éclairage public
04	Rues de Marquillies et Henaux – Travaux d'effacement des réseaux
05	Rues de Marquillies et Henaux - Plantations
06	Place des Frères Lumière – Travaux d'éclairage public
07	Place des Frères Lumière – Plantations et fourniture et pose de mobiliers urbains
08	Quai Géry Legrand – Fourniture et pose de pontons
09	Rue du Becquerel – Fourniture et pose de grilles d'arbres
10	Rue du Faubourg des Postes – Aménagement du parvis de l'école Turgot

A l'issue de la première consultation, le lot 1 : Rue d'Iéna : Fourniture et pose de mobiliers urbains a été déclaré infructueux car aucune offre n'avait été déposée, le lot 5 : Rues de Marquillies et Henaux : Plantations, a été déclaré sans suite en raison d'une mauvaise définition des prescriptions techniques et le lot 7 : Place des Frères Lumière : Plantations et fourniture et pose de mobiliers urbains, a été déclaré sans suite en raison d'une erreur de description des mobiliers urbains.

La nouvelle consultation a permis d'attribuer les lots 1 et 5. Le lot 7 a de nouveau été déclaré sans suite, en raison d'une erreur matérielle dans les critères de jugement des offres. Il est donc proposé de relancer la consultation pour ce lot pour un montant minimum de 50.000 € HT et un montant maximum de 100.000 € HT.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

♦ **AUTORISER** la consultation qui donnera lieu au lancement de marchés publics,

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer les marchés à intervenir après décision de la Commission d'Appel d'Offres,
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 21, article 2128, fonction 821 — AP 2009 : QESPACEPUR — Opération n° 1254 — 2009 QESPU « Espaces publics - Acquisition de mobiliers ».

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **4 FEV 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Aménagement  
de la Voirie,



Marc **SANTRE**

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/58

OBJET

**Grand Projet Urbain - Réalisation d'un  
square et d'une voie au cœur de l'opération  
Asie/Wagner - Autorisation de signature  
des marchés de travaux.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 08/724 du 6 octobre 2009, le Conseil Municipal a approuvé l'opération d'aménagement d'une voie et d'un square au cœur de l'opération Asie/Wagner.

Cette opération consiste à construire la voie de desserte d'un îlot d'environ 100 logements en accession sociale et maîtrisée, à l'angle des rues de l'Asie et Richard Wagner dans le quartier de Lille-Sud.

La création de cette voie de desserte et d'un square permettra de privilégier la continuité verte entre le parc de la ZAC Arras-Europe et le Jardin des Equipements au sud de Lille-Sud.

A l'issue des études, une consultation doit être lancée pour l'attribution des marchés de travaux.

Le marché sera organisé de la façon suivante :

Lot	Intitulé	Montant estimatif en € TTC
1	Terrassement, voirie, assainissement, fourreaux	545.000 € TTC
2	Réseaux divers	121.000 € TTC
3	Espaces verts	192.600 € TTC

Le montant total du marché de travaux est donc estimé à 858.600 €TTC. La durée d'exécution des travaux est fixée à 8 mois et la durée du marché est de 24 mois.

Aussi, en accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer les marchés de travaux à intervenir, après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 23, article 2312, fonction 820 – Opération 2009 QSQUA n°1667 « Square et voie Asie Wagner»

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le 4 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Aménagement  
de la Voirie,

Marc SANTRÉ

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/59

## OBJET

**Requalification de la rue Jules Guesde -  
Groupement de commandes avec Lille  
Métropole Communauté Urbaine pour  
le choix d'un concepteur unique.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le quartier de Wazemmes à Lille fait partie des quartiers en géographie prioritaire au titre de la Ville Renouvelée. C'est à ce titre que la Ville de Lille s'est engagée dans un ambitieux projet de rénovation d'espaces publics majeurs.

La rénovation de la rue d'Iéna, la résidentialisation de l'îlot Magenta Fombelle ainsi que l'ensemble des programmes engagés dans le cadre du Grand Projet Urbain ont été un premier pas vers des espaces publics de qualité et de grande envergure à l'échelle de la position de la ville en tant que grande métropole européenne dont l'attractivité touristique, culturelle et commerçante se mesure au quotidien.

La rue Jules Guesde, située au cœur du quartier de Wazemmes, est à la jonction entre la place de la Nouvelle Aventure, accueillant le marché de plein air, et la rue des Postes, axe structurant reliant les quartiers de Wazemmes et de Lille-Sud à l'hyper centre.

Cette rue commerçante, très sollicitée lors du marché, présente des dysfonctionnements d'usage par le stationnement anarchique, sa configuration de rue piétonne, l'appropriation de l'espace public le dimanche par les commerçants ainsi que l'image de son bâti hétérogène.

Un programme de rénovation des façades, entrepris depuis 2006 sur la rue, a déjà permis la restructuration de dix-neuf d'entre elles et il s'agit désormais de requalifier l'espace public afin de lui rendre son statut de véritable rue commerçante.

Cette étude globale sera menée dans le cadre d'un groupement de commandes entre la Ville de Lille et Lille Métropole Communauté Urbaine. Elle sera confiée à une équipe pluridisciplinaire qui aura en charge la maîtrise d'œuvre des espaces publics. Lille Métropole Communauté Urbaine sera coordonnateur du groupement de commandes.

Pour la part Ville sur ses compétences éclairage public, mobilier urbain et plantations, le coût d'objectif prévisionnel de cette opération est estimé à 500.000 € TTC.

Pour LMCU sur ses compétences assainissement, voirie, signalisation, le coût des travaux de cette opération est estimé à de 1.675.000 € TTC.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** le lancement de cette opération ;

- ◆ **ACCEPTER** que la Ville se joigne en groupement avec Lille Métropole Communauté Urbaine pour désigner un concepteur unique sur l'opération de requalification de la rue Jules Guesde ;
- ◆ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élú délégué à signer la convention de groupement de commandes avec Lille Métropole Communauté Urbaine ;
- ◆ **AJUSTER** le coût d'opération à hauteur de 700.000 € ;
- ◆ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 23, article 2312, fonction 820 - Opération n° 1660 « Rue Jules Guesde » - AP : QESPACEPG ;
- ◆ **PROCEDER** à l'élection des membres représentant la Ville de Lille à la Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes parmi les membres de sa Commission d'Appel d'Offres qui ont voix délibérative.

**Ont été élus :**

Madame Martine FILLEUL, en qualité de membre titulaire  
Monsieur Marc SANTRÉ, en qualité de membre suppléant

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le - **4 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Aménagement  
de la Voirie,

  
Marc SANTRÉ

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/60

## OBJET

**Etude urbaine pour la création d'une  
nouvelle façade urbaine du quartier  
Vauban-Esquermes et mission de maîtrise  
d'œuvre pour l'extension de la place Leroux  
de Fauquemont et la création du parvis des  
équipements - Avenant n° 1 au marché de  
maîtrise d'œuvre et lancement du marché  
de travaux.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 09/188 du 24 mars 2009, le Conseil Municipal a autorisé le lancement d'une consultation portant sur une étude urbaine pour la création d'une nouvelle façade urbaine du quartier de Vauban-Esquermes et une mission de maîtrise d'œuvre pour l'extension de la place Leroux de Fauquemont et la création du parvis des équipements.

L'équipe de maîtrise d'œuvre en charge de cette étude est le groupement constitué de :

- Agence P. GANGNET, Architecte mandataire, 12 rue Henner à Paris (75000)
- L.E.A. Eclairagistes, 8 rue Royale à Lyon (69001)
- STRATE, Bureau d'études, 26 bis rue Paul Doumer à Villeneuve d'Ascq (59650).

Le marché a été notifié à l'équipe de maîtrise d'œuvre le 7 août 2009 pour un montant de 202.264,23 € TTC répartis comme suit :

- Etude Urbaine.....89.700,00 € TTC
- Mission de maîtrise d'œuvre.....42.874,98 € TTC
- Forfait de rémunération pour les études complémentaires .....69.689,25 € TTC

L'Etude Urbaine a confirmé la nécessité d'adapter la configuration de l'espace public notamment par :

- un agrandissement du périmètre d'intervention englobant les entrées du métro
- le besoin de reconstruire un front bâti le long de la place. Ces constructions programmées au titre de l'étude urbaine ne peuvent être envisagées dans les mêmes délais que les travaux du parvis dont l'échéance est l'ouverture du collège Vauban en septembre 2010. Il est donc nécessaire de traiter leur réserve foncière par un traitement végétal de qualité. Il est également important d'amener dans les mêmes temps les réseaux qui permettront leur alimentation future.
- la plantation immédiate de hauts sujets arborés sur la place pour lui donner le caractère attendu dans cette partie de la ville en restructuration.

Au vu de ces éléments, le montant des travaux est estimé à 700.000 € TTC.

Compte tenu de ces adaptations programmatiques liées à l'Etude Urbaine, le marché de maîtrise d'œuvre doit être ajusté.

.../...



Les études supplémentaires à réaliser s'élèvent à 5.337,86 € HT, soit 6.384,08 € TTC et représentent une augmentation de 3,16 % du montant du marché initial. Le nouveau montant du marché est donc porté à 208 648,33 € TTC répartis comme suit :

- Etude Urbaine.....89.700,00 € TTC
- Mission de maîtrise d'œuvre.....49.259,08 € TTC
- Forfait de rémunération pour les études complémentaires .....69.689,25 € TTC

La réalisation des travaux nécessite le lancement d'une consultation par lots répartis comme suit :

- Lot 1 : Eclairage
- Lot 2 : Espaces Verts
- Lot 3 : Mobilier

Le montant du marché de travaux est estimé à 700.000 € TTC et sa durée est fixée à 2 ans.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer l'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre, après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;
- ♦ **AUTORISER** le lancement de la consultation de travaux qui donnera lieu à la passation de marchés publics ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer les marchés à intervenir après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;
- ♦ **AJUSTER** le coût d'opération à hauteur de 910.000 € ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 23, article 2312, fonction 824 – Opération QBLEM n° 1291 « BD de la Lorraine et de la Moselle – Travaux » - AP : QESPACEPG.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **11 FEV 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Aménagement  
de la Voirie,

  
Marc SANTRE

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/61

## OBJET

**Quartier de Lille Centre - Aménagement de la rue du Molinel - Groupement de commandes avec Lille Métropole Communauté Urbaine pour le choix d'un concepteur unique.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

A l'échelle métropolitaine, les enjeux touristiques, commerciaux et culturels trouvent un écho très favorable dans l'hyper centre. C'est à ce titre que la Ville de Lille s'est engagée dans un ambitieux projet de rénovation d'espaces publics majeurs.

La rue du Molinel correspond à un tracé important reliant le secteur des gares à la place de la République (Palais des Beaux-Arts et Préfecture).

Malgré un traitement continu et linéaire de l'organisation des déplacements (stationnement, transports en commun, chaussée, cycles), la rue perd une partie de sa cohérence à cause des restructurations du bâti et des nombreuses interventions ponctuelles sur l'espace public.

Interface naturelle entre l'hyper centre et le secteur Saint-Sauveur, cet axe peut offrir un paysage urbain de qualité et conserver sa force d'évocation sur le plan historique. L'objectif fort des nouveaux aménagements sera de redonner une image et une cohérence à l'ensemble de cet axe, associé à la valorisation de ses usages.

Par cohérence urbaine, le périmètre d'intervention comprend l'ensemble du linéaire de la rue du Molinel entre la rue de Tournai et le boulevard de la Liberté y compris toutes les intersections marquantes (rue de Paris, rue Delesalle, place du Vieux Marché aux Chevaux). Il comprend également l'aboutissement de la rue Gustave Delory.

Cette étude globale sera menée dans le cadre d'un groupement de commandes entre la Ville de Lille et Lille Métropole Communauté Urbaine. Elle sera confiée à une équipe pluridisciplinaire qui aura en charge la maîtrise d'œuvre des espaces publics. Lille Métropole Communauté Urbaine sera coordonnateur du groupement de commandes.

Pour la part Ville sur ses compétences éclairage public, mobilier urbain et plantations, le coût d'objectif prévisionnel de cette opération est estimé à 2.200.000 € TTC.

Pour LMCU sur ses compétences assainissement, voirie, signalisation, le coût des travaux de cette opération est estimé à de 6.250.000 € TTC.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** le lancement de cette opération ;
- ♦ **ACCEPTER** que la Ville se joigne en groupement avec Lille Métropole Communauté Urbaine pour désigner un concepteur unique sur l'opération d'aménagement de la rue du Molinel ;

- ◆ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer la convention de groupement de commandes avec Lille Métropole Communauté Urbaine ;
- ◆ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 23, article 2312, fonction 820 – Opération n° 1730 « Rue du Molinel » - AP QESPACEPG ;
- ◆ **PROCEDER** à l'élection des membres représentant la Ville de Lille à la Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes parmi les membres de sa Commission d'Appel d'Offres qui ont voix délibérative.

**Ont été élus :**

Madame Martine FILLEUL, en qualité de membre titulaire  
Monsieur Marc SANTRÉ, en qualité de membre suppléant

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 4 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Aménagement  
de la Voirie,



Marc SANTRÉ

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/62

## OBJET

**Stationnement payant sur voirie -**  
**Lancement d'un appel d'offres ouvert.**  
**(Annule et remplace la délibération**  
**n° 09/962 du 16 novembre 2009).**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille a confié, par appel d'offres ouvert n° 50504, les prestations de services et fournitures liées à l'activité du stationnement payant sur voirie sur le territoire de la commune de Lille à compter du 23 avril 2006.

Ce marché, d'une durée de 4 ans, arrivera à son terme le 22 avril 2010. Une consultation doit donc être lancée pour la passation d'un nouveau contrat.

Ce nouvel avis d'appel public à concurrence a pour objet les prestations relatives à la gestion et l'exploitation de l'activité du stationnement public payant sur voirie sur le territoire de la commune de Lille.

Les prestations demandées dans le cadre de ce marché comprendront :

- l'entretien et la maintenance des horodateurs (garantie totale de bon fonctionnement)
- la fourniture et pose d'horodateurs et du matériel d'exploitation (remplacement du matériel vétuste et extension, le cas échéant, du parc existant)
- les travaux de voirie et l'implantation de la signalétique inhérents à l'activité
- l'achat des produits du stationnement destinés à l'utilisateur (horodateurs embarqués type piaf), les supports de paiement des droits de stationnement (cartes piaf – cartes à gratter, autres supports restant à déterminer dans le cadre du cahier des charges), leur promotion et leur commercialisation (vente, renseignements au public sur les différentes modalités du stationnement payant)
- la communication et le marketing autour de l'activité du stationnement payant sur voirie
- des études relatives au stationnement payant dont l'objet figurera au cahier des charges.

Ce marché sera un marché à prix mixte (prix unitaire et prix global forfaitaire) d'un montant estimatif global de 2.600.000 € H.T. pour une durée de deux ans reconductible deux fois par période d'un an, pour une durée maximale de 4 ans.

Les prestations traitées à prix unitaire à savoir la fourniture et l'installation des horodateurs et du matériel d'exploitation ainsi que la garantie totale de bon fonctionnement de tous les matériels à acquérir, sont réalisés sous forme d'un marché à bon de commande sans minimum et sans maximum pour la durée globale du marché conformément à l'article 77 du Code des marchés publics.

.../...

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **AUTORISER** le lancement de l'appel d'offres pour les prestations relatives à la gestion et l'exploitation de l'activité du stationnement public payant sur voirie sur le territoire de la commune de Lille ;
- ◆ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer le marché après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;
- ◆ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 011, article 611, fonction 822 - Opération n° 444, mission cadre de vie – programme plan de déplacement urbain – action stationnement et au chapitre 21, article 2188, fonction 822 - Opération n° 1712 - mission cadre de vie – programme plan de déplacement urbain – action stationnement.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Réception en Préfecture le **2 février 2010**

Affiché en Mairie le **- 4 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à la Politique de  
stationnement,

  
Marc SANTRÉ



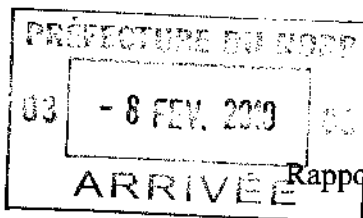
## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/63

OBJET

**Grand Projet Urbain - Construction**  
**d'un équipement polyvalent - Secteur**  
**Arras/Europe - Autorisation de signature**  
**du permis de construire.**



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 08/757 du 6 octobre 2008, le Conseil Municipal a autorisé la signature du marché de maîtrise d'œuvre portant sur la construction d'un équipement polyvalent dans le quartier de Lille-Sud - Secteur Arras/Europe avec le groupement désigné comme suit :

- Agence d'architecture LACATON VASSAL, 206 rue Lafayette à Paris (75010), mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre,
- Bureau d'études structure béton -VRD BATISERF, 11 boulevard Langevin à Fontaine (38600), cotraitant,
- Bureau d'études structure métallique CESMA, 24 rue Paul Mamert à Bordeaux (33600), cotraitant,
- Bureau d'études fluides INEX, 16 rue des Haies à Paris (75020), cotraitant,
- Economiste Michel FORGUE, 250 route de Charavines à Le Rivier d'Apprieu (38140), cotraitant,
- Bureau d'études en scénographie ARCHITECTURE &TECHNIQUE, 1 avenue Joseph Kessel à Montigny le Bretonneux (78180), cotraitant,
- Acousticien Gui JOURDAN, 57 bis boulevard des Arceaux à Montpellier (34000), cotraitant,
- Société MOSAIC INGENIERIE RESTAURATION, 34 avenue Raspail à Saint-Maur des Fosses (94100), cotraitant.

Par délibération n° 09/783 du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a autorisé la signature de l'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre initial notifié le 11 février 2009, portant le forfait définitif de maîtrise d'œuvre à 1.599.263,18 € TTC (valeur septembre 2007).

Préalablement au lancement de la consultation de travaux, il est nécessaire de déposer un permis de construire.

Aussi, en accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l' élu délégué à signer le permis de construire et tous documents y afférent.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

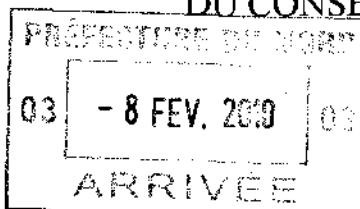
- 8 FEB. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Culture,

Catherine CULLEN

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/64



OBJET

**Travaux de création en étage de locaux  
au Théâtre du Grand Bleu - Avenant n° 1  
au marché de travaux.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le marché n° A71561 portant sur les missions de maîtrise d'œuvre pour les travaux de création en étage de locaux au Théâtre du Grand Bleu a été notifié le 6 mars 2008.

Le groupement déclaré titulaire de ce marché est composé de l'architecte Vincent Guillaudeau, 10 rue du Commerce à Lille (59000), mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre, de l'architecte Vincent Gourguechon, 187 rue de Menin à Tourcoing (59200), cotraitant et de la société EURO INGENIERIE, Z.A.C. Moulin 104 allée Hélène Boucher B.P. 70055 à Wambrechies Cedex (59874), cotraitant.

Par délibération n° 08/756 du 6 octobre 2008, le Conseil Municipal a autorisé la signature de l'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre, fixant le forfait définitif des honoraires du maître d'œuvre à l'issue de la phase APD à 349.034,66 € TTC (valeur M0 – novembre 2007).

Lors de l'exécution du chantier, quelques travaux complémentaires sont rendus nécessaires. Ils sont dus essentiellement à des demandes du maître d'ouvrage et concernent le marché n° 09S0056 - lot 1 : gros œuvre étendu, attribué à l'entreprise KARPINSKI, 24 rue du Mont de Templemars – BP 213 à Seclin (59472) pour un montant de 175.498,44 € TTC et notifié à l'entreprise le 30 juin 2009.

Les travaux modificatifs concernent la mise en place d'une talonnette béton en périphérie de la toiture terrasse en support de l'ossature bois, la création d'une cloison coupe feu 2 heures et d'un faux plafond coupe feu pour le sas d'accès à la scène, la création d'une cloison pour le sanitaire de l'étage, la fourniture et la pose de faïences pour le sanitaire de l'étage, le retrait des travaux liés au réagréage de la façade arrière du bâtiment, la non réalisation d'un plafond et d'une gaine acoustique dans le studio son.

Le montant total de ces travaux modificatifs est de – 370,65 € HT, soit – 443,30 € TTC et représente une moins-value de 0,25 % du montant du marché initial. Le nouveau montant du marché est donc de 175.055,14 € TTC.

Le marché n° 09S0056 - lot 3 : Chauffage – Ventilation – Plomberie, attribué à l'entreprise LAMMENS, rue Jacques Messenger – ZI de Templemars à Templemars (59175) pour un montant de 15.547,22 € TTC et notifié à l'entreprise le 30 juin 2009 et transféré suite à la fusion absorption avec l'entreprise COEXIA ENERGIES en date du 30 septembre 2009, par acte sous seing privé du 20 août 2009.

Les travaux modificatifs consistent en l'installation d'un WC à l'étage compris alimentation et vidange et l'installation d'une ventilation spécifique à la demande des utilisateurs pour un montant de 1.160,40 € HT, soit 1.387,44 € TTC. Ces travaux modificatifs représentent une plus value de 8,9 % du montant du marché initial et portent le nouveau montant du marché à 16.935,06 € TTC.

En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer l'avenant n° 1 au marché n° 09S0056 – Lot 1 : gros œuvre étendu et lot 3 : Chauffage - Ventilation – Plomberie ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 23, article 2313, fonction 313 – Opération CTHGB n° 1491 « Théâtre du Grand Bleu » AP : CSPECVIVAP.

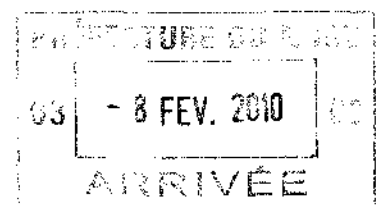
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Culture,

Réception en Préfecture le ~ **8 FEV. 2010**

  
Catherine CULLEN





## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/65

## OBJET

**Travaux de création en étage de locaux  
au Théâtre du Grand Bleu - Avenant n° 2  
au marché n° 09S0056 – Lot 03.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le marché n° 09S0056 relatif à la création de locaux en étage au Théâtre du Grand Bleu, Lot 3 : Chauffage – Ventilation – Plomberie, notifié le 30 juin 2009, a été attribué à la SARL SCCE LAMMENS, 2, allée Jacques Messenger – Zone d'Activités B – 59175 Templemars.

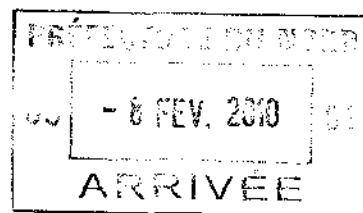
Cette société a informé la Ville du changement de son numéro de SIRET et de la modification de ses coordonnées bancaires, à compter du 30 septembre 2009.

La SARL SCCE LAMMENS, immatriculée au Registre du Commerce de Lille sous le numéro 343 399 473 et dont le numéro de SIRET était 343 399 473 00044, a fait l'objet d'une fusion absorption par la société COEXIA ENERGIES, dont le siège social de l'établissement principal est 740 rue du Bac à Erquinghem Lys (59493).

Le numéro de SIRET de l'entreprise COEXIA ENERGIES est 356 200 295 00091 et le code APE 4391B.

La société COEXIA ENERGIES, Agence LAMMENS est donc titulaire du lot 08 : Chauffage – Plomberie – Ventilation du marché n° 09S147 et ses références bancaires sont désormais :

Code Banque : 30003  
Code Guichet : 01100  
N° de compte : 00020439809  
Clé : 32



En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

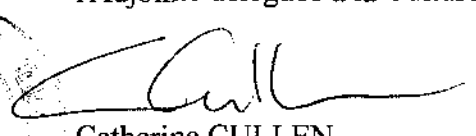
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer l'avenant n° 2 au marché n° 09S0056 – Lot 03, afin d'autoriser le transfert de ce marché.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Culture,

  
Catherine CULLEN

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/66

OBJET

Subventions aux associations  
culturelles.

Rapport de Madame le Maire,

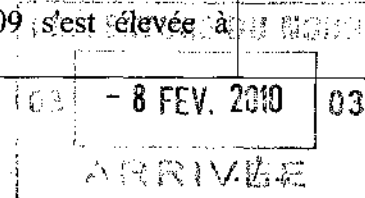
Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille accorde son soutien à des associations culturelles s'inscrivant dans le cadre de sa politique artistique et culturelle et dont les projets sont repris dans le tableau ci-dessous.

Les conventions financières et avenants aux conventions établis entre la Ville et les associations sont joints à la présente délibération afin de permettre l'attribution par la délégation de la Culture des subventions proposées ci-dessous.

Les avenants aux conventions financières des associations Tire-Laine, Attacafa et LEM - Utopia sont également établis afin de permettre l'attribution de subventions par les délégations Politique de la Ville et Droits des Femmes, proposées lors de cette même séance dans le cadre de la programmation du Contrat Urbain de Cohésion Sociale 2010.

Association	Budget Prévisionnel 2010	Descriptif du projet	Subvention Culture proposée
<b>Lieux de création et de diffusion</b>			
<b>Biplan – Vol de Nuit</b> 19 rue Colbert 59000 Lille N° SIRET : 422 829 705 000 17	<b>255.000 €</b>	<p>L'association Biplan - Vol de Nuit est soutenue pour le développement de son projet artistique et culturel au sein de la salle du Biplan. Le fonctionnement de la structure est assuré par quatre salariés et une équipe importante de bénévoles. Les objectifs de l'association sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'offrir un lieu de diffusion du théâtre et de la musique, avec une politique tarifaire accessible au plus grand nombre,</li> <li>- de favoriser l'émergence de nouveaux talents et de promouvoir les talents régionaux,</li> <li>- de tisser des liens avec les autres associations culturelles,</li> <li>- de proposer une programmation pluridisciplinaire et de fidéliser le public par des rendez-vous thématiques (musiques actuelles, jazz, chanson française, folk, rencontres entre comédiens et public, rendez-vous Jeune Public et cartes blanches musicales). De nouveaux rendez-vous sont proposés en 2009/2010 avec le festival de l'humour, une soirée électro-pop mensuelle et Wildscat, autour de la diffusion des musiques jazz et improvisées.</li> </ul> <p>La subvention attribuée à l'association en 2009 s'est élevée à 25.000 €.</p>	<p><b>Subvention totale 2010 : 25.000 €</b></p> <p>Acompte voté au CM du 18 décembre 2009 : 12.500 €</p> <p><b>Solde de subvention proposé : 12.500 €</b></p>



Association	Budget Prévisionnel 2010	Descriptif du projet	Subvention Culture proposée
<b>Théâtre Populaire du Nord</b> Théâtre Massenet rue Massenet 59000 Lille N° Siret : 500 961 883 000 13	<b>189.800 €</b>	<p>Le Théâtre Populaire du Nord (TPN) poursuit le développement de son projet après un an et demi de fonctionnement au sein du Théâtre Massenet à Fives. L'association soutient les compagnies émergentes et les jeunes compagnies professionnelles par un accompagnement logistique, technique et administratif. La saison 2009/2010 offre une programmation au croisement du théâtre et des autres disciplines des arts vivants, avec 18 créations lors de cette saison. Le TPN propose une nouvelle édition du festival Jeune public du 12 au 30 avril 2010 et un partenariat avec les Ecrivains Associés du Théâtre Nord/Pas-de-Calais lors d'un temps fort en février. Le TPN accueillera quatre compagnies en résidence de création. Il consolidera et développera les actions de médiation mises en place en 2009/2010 avec les partenaires du quartier de Fives : écoles, lycée professionnel Ferrer, centres sociaux, foyers Catry, Home des Mères et Capharnaüm, médiathèque. Parallèlement à la programmation artistique professionnelle, l'association développe différentes actions autour de la pratique amateur par l'accueil du Festival de Théâtre amateur organisé par l'URNCTA et la Baraque Foraine en septembre 2010, des ateliers pour adultes et enfants et des stages proposés toute l'année.</p> <p>La subvention attribuée à l'association en 2009 s'est élevée à 46.000 €.</p>	<p><b>Subvention totale 2010 : 46.000 €</b></p> <p>Acompte voté au CM du 18 décembre 2009 : 23.000 €</p> <p><b>Solde de subvention proposé : 23.000 €</b></p>
<b>La Malterie</b> 42 rue Kuhlmann 59000 Lille N° SIRET : 429 119 100 000 15	<b>417.300 €</b>	<p>La Malterie recentre son activité en 2010 sur trois secteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les arts plastiques et visuels avec le soutien à la recherche et à l'expérimentation artistiques par des accueils en résidence. La structure développe dans ce cadre un projet de coopération euro-régionale avec des organisations belges et britanniques, permettant les échanges d'expériences et la mobilité des artistes. L'Espace d'information et de soutien aux artistes plasticiens développera les actions de formation (diffusion de la création contemporaine, statut d'artiste auteur en France et à l'étranger, etc) et deux expositions seront programmées en 2010 à la Malterie et à l'Espace le Carré, avec la poursuite des actions de médiation en direction des publics :</li> <li>- les musiques actuelles de création, avec l'accompagnement à la recherche par la mise à disposition de locaux de répétition auprès de 22 formations, la création d'un Conseil Artistique Consultatif "Musiques" pour la gestion de la diffusion, des résidences et des répétitions, le développement d'outils de communication et une programmation confiée à cinq associations,</li> <li>- l'événement "Ils repasseront par là" qui permettra la découverte toute l'année du travail d'artistes ayant bénéficié d'une résidence de recherche sur le plateau de la Malterie depuis 2005 ; le projet est mis en place avec des structures de diffusion de l'euro-région ayant accueilli d'anciens résidents : structures lilloises, le Vivat, le BudaKunstencentrum de Courtrai, etc.</li> </ul> <p>En 2009, la subvention attribuée à l'association s'est élevée à 65.000 €.</p>	<p><b>Subvention totale 2010 : 65.000 €</b></p> <p>Acompte voté au CM du 18 décembre 2009 : 32.500 €</p> <p><b>Solde de subvention proposé : 32.500 €</b></p>

Association	Budget Prévisionnel 2010	Descriptif du projet	Subvention Culture proposée
<b>Musique</b>			
<b>Muzzix</b> 42 rue Kuhlmann 59000 Lille N° SIRET : 488 261 355 00017	<b>237.421 €</b>	<p>Muzzix reprend la gestion des activités des deux associations Le Crime et Circum qui développent, depuis dix ans, leurs activités autour du jazz, des musiques improvisées et expérimentales. A ce titre, elle comprend les deux orchestres de La Pieuvre, du Circum Grand Orchestra et plusieurs formations (solos, groupes, ...). Sur le plan local, Muzzix s'inscrit dans différents réseaux en tant que partenaire, coproducteur, prestataire et conseil artistique. L'association travaille ainsi avec les lieux de diffusion de musiques actuelles ou plus généralistes, les institutions, les lieux de formation (écoles de musique, Conservatoire), les festivals et les associations culturelles et d'habitants. Aux niveaux national et international, Muzzix intervient sur la production et la programmation. Sur Lille, celle-ci sera notamment développée autour des festivals Muzzix et Crim-Crum.</p> <p>La subvention attribuée à l'association Le Crime en 2009 s'est élevée à 4.000 €. Aucune subvention n'a été attribuée à l'association Circum en 2009.</p>	<b>4.000 €</b>
<b>Les Amis de l'Art Lyrique</b> 72-74 rue Royale 59000 Lille	<b>35.250 €</b>	<p>Les Amis de l'Art Lyrique organisent leur traditionnelle Journée Lyrique à Lille, le 18 avril 2010 au Théâtre Sébastopol, qui comprend un concert, un repas et un spectacle lyrique. Elle présente également un récital lyrique au Conservatoire de Lille le 27 avril 2010 et propose à ses adhérents des sorties à des spectacles en région et en Belgique.</p> <p>La subvention attribuée à l'association en 2009 s'est élevée à 1.000 €.</p>	<b>1.000 €</b>
<b>Théâtre</b>			
<b>Eolie Songe</b> 41 rue Lazare Garreau 59000 Lille N° SIRET : 422 335 133 000 35	<b>Action : 80.911 €</b>	<p>La compagnie est implantée à Lille-Sud depuis 2002. Pour les trois années à venir, elle souhaite développer son action culturelle sur le territoire du quartier autour de différentes actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la pérennisation de deux ateliers de théâtre amateur sous la direction d'Henri Lavie ; un temps de diffusion des formes théâtrales qui en seront issues est prévu en juillet 2010 à l'occasion du Festival des bistrots, organisé à Lille-Sud dans le cadre de « Nos Quartiers d'Eté »,</li> <li>- un atelier périscolaire ouvert de janvier à juin pour les enfants du Centre social de l'Arbrisseau (improvisation, chant, etc),</li> <li>- la programmation d'un répertoire d'opéra et un atelier d'écriture de chansons sont envisagés à la maison de retraite La Maisonnée,</li> <li>- l'organisation de temps forts pour l'été 2010 : ateliers de pratique artistique, programmation théâtrale dans différents lieux du quartier et la participation aux événements fédérateurs, parmi lesquels les Lectures au soleil organisées par le Centre social de l'Arbrisseau.</li> </ul> <p>Les différentes actions seront développées autour du thème de la Nuit, en lien avec "L'Opéra du Pauvre" de Léo Ferré, créé par la compagnie en 2011.</p> <p>La subvention attribuée en 2009 à Eolie Songe s'est élevée à 20.000 €.</p>	<b>20.000 €</b>

Association	Budget Prévisionnel 2010	Descriptif du projet	Subvention Culture proposée
<b>Théâtre de la Licorne</b> 16 rue Colson 59000 Lille N° SIRET : 338 311 327 00054	<b>548.108 €</b>	<p>La compagnie du Théâtre de la Licorne, installée à Lille, est soutenue pour le développement de son projet autour du théâtre, au croisement des arts du cirque, des arts de la rue, de la marionnette et avec une recherche spécifique sur le masque.</p> <p>Les projets de création du Théâtre de la Licorne en 2010 seront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- "Spartacus", spectacle lyrique et marionnettique mis en scène par Claire Dancoisne, créé début 2010,</li> <li>- "Bestiaire africain" qui fera l'objet d'une collaboration artistique avec des plasticiens et des comédiens africains, créé en 2011 au Théâtre du Nord à Lille et à Saint-Louis du Sénégal.</li> </ul> <p>La compagnie poursuit, par ailleurs, la diffusion de spectacles créés en 2008 et 2009 : "La griffe des escargots", "Chère famille !" et "Le bestiaire de la Licorne et ses animaux sauvages".</p> <p>La subvention attribuée à l'association en 2009 s'est élevée à 40.000 €.</p>	<b>40.000 €</b>
<b>Festivals et Projets annuels d'activités</b>			
<b>Latitudes Contemporaines</b> 58 rue Brûle Maison 59000 Lille N° SIRET : 453 205 437 000 32	<b>Actions : 251.035 €</b>	<p>Le solde de la subvention 2010 proposée est attribué à l'association à hauteur de 25 000 € pour son festival et à hauteur de 10 000 € pour les activités du bureau de production. Le bureau de production Latitudes Prod. regroupe sept compagnies d'envergures nationale et internationale : Rémy Héritier, Emmanuel Eggermont, Steven Cohen, Benoît Lachambre, Latifa Laâbissi, Louise Lecavalier et Claudia Triozzi. Il accompagnera en 2010 cinq productions développées par ces artistes.</p> <p>L'association proposera une nouvelle édition du Festival "Latitudes Contemporaines" du 8 au 19 juin 2010 à la maison Folie Wazemmes et sur la métropole lilloise. Le Festival offrira une programmation hybridant les formes scéniques de jeunes artistes et d'artistes internationaux, parmi lesquels Mylène Benoît de la Cie Contour Progressif, la Compagnie Maguy Marin, Mathilde Monnier, Marie-Caroline Hominal ou encore Miguel Gutierrez.</p> <p>Des actions de sensibilisation en amont du festival sont programmées dès fin 2009 dans les établissements scolaires et les universités de la région. Un colloque est organisé en partenariat avec l'Office National de Diffusion Artistique et la Région Nord/Pas-de-Calais. Des installations plastiques et vidéo seront présentées en parallèle des spectacles et les Instants critiques seront reconduits autour d'échanges entre les artistes et le public, proposés à l'issue des représentations.</p> <p>La subvention attribuée à l'association en 2009 pour le festival et le bureau de production s'est élevée à 70.000 €.</p>	<p><b>Subvention totale 2010 : 70.000 €</b></p> <p>Acompte voté au CM du 18 décembre 2009 : 35.000 €</p> <p><b>Solde de subvention proposé : 35.000 €</b></p>

.../...

Association	Budget Prévisionnel 2010	Descriptif du projet	Subvention Culture proposée
<b>Culture et Flonflons Flandres</b> 32/2 rue de l'hôpital St Roch 59000 Lille N° SIRET : 440 962 306 000 13	<b>Action : 507.056 €</b>	<p>L'association Culture et Flonflons Flandres est soutenue pour la 12<sup>ème</sup> édition du festival "Wazemmes l'accordéon", programmée du 11 au 23 mai 2010 à la maison Folie Wazemmes autour d'artistes régionaux, nationaux et internationaux, parmi lesquels Thomas Fersen, le canadien Raynald Ouellet et son quartet et le duo italien Valla-Scurati. Les artistes internationaux seront également mis à l'honneur avec le Sabar sénégalais en collaboration avec l'association Ch'ti Teranga. On retrouvera les manifestations hors les murs associées à "Wazemmes l'accordéon" avec la Caravane Vanne, randonnée transfrontalière s'achevant à Baisieux autour d'un pique-nique musical, ainsi que la Waz Pétanque Cup.</p> <p>La subvention attribuée à l'association en 2009 par la délégation de la Culture pour le festival Wazemmes l'accordéon s'est élevée à 150.000 €.</p>	<b>Subvention totale 2010 : 150.000 €</b>  Acompte voté au CM du 18 décembre 2009 : 65.000 €  <b>Solde de subvention proposé : 85.000 €</b>
<b>No Man's Langues</b> 20 rue Faidherbe 59000 Lille N° SIRET : 488 850 454 000 15	<b>Action : 46.580 €</b>	<p>No Man's Langues proposera le sixième Festival des langues "In v.o. veritas" les 19 et 20 mars 2010 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lille. Le Festival a pour objectif de présenter au public les différents aspects de l'apprentissage et de la pratique des langues étrangères. Il réunit dans un même lieu les différents acteurs de l'univers des langues : traducteurs, interprètes, libraires spécialisés, instituts culturels étrangers, organisateurs de séjours linguistiques, universités et écoles, presse étrangère. La manifestation s'articulera comme chaque année autour de trois axes didactique (initiation aux langues, matériaux éducatifs, ...), ludique (concours, animations, ...) et culturel (tables rondes, conférences, théâtre, lectures, etc).</p> <p>La subvention attribuée à l'association en 2009 s'est élevée à 12.000 €.</p>	<b>10.000 €</b>
<b>Aéronef – Spectacles sans gravité</b> 168 Centre commercial, avenue Willy Brandt 59777 Euralille N° SIRET : 378 729 800 000 29	<b>Action : 96.180 €</b>	<p>L'Aéronef élabore des temps privilégiés de rencontre avec la création artistique actuelle hors les murs, spécifiquement en direction des populations des quartiers périphériques.</p> <p>Le projet se dessine autour des axes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des ateliers de pratique et de sensibilisation artistiques, sous forme d'initiation ou de master class, qui se déroulent dans les lieux de vie et structures du quartier,</li> <li>- des ateliers autour des cultures urbaines (Rap, Djing, Slam, Graff...) et des restitutions publiques aux Bois-Blancs, programmés généralement pendant les vacances scolaires. Ces ateliers sont menés par des intervenants professionnels,</li> <li>- "Le tremplin s'invite au chalet", manifestation organisée en 2010 au Chalet des Bois-Blancs et qui permet de repérer et d'accompagner des groupes musicaux émergents issus des quartiers, (trois groupes retenus pour le festival « Tous au Sud »),</li> <li>- le Festival de musiques festives « Tous au Sud ! », sur le green de la Halle de Glisse à Lille-Sud, qui sera le point d'orgue et la concrétisation d'un travail mené toute la saison avec des associations et structures du quartier. Le festival est positionné au carrefour des quatre quartiers « sud lillois » (Lille-Sud, Faubourg de Béthune, Moulins et Wazemmes).</li> </ul>	<b>13.250 € Culture</b>  <b>15 100 € Cultures Urbaines</b>  <b>Soit une subvention totale pour le projet Aéronef Hors les murs de 28.350 €</b>

		<p>La subvention est attribuée dans le cadre de la programmation du CUCS 2010 à hauteur de 14.750 €.</p> <p>L'acompte d'un montant de 207.217 € attribué à l'Aéronef par délibération n° 09/1110 du 18 décembre 2009 est relatif au projet d'activités annuel de l'Aéronef. Il est distinct de la présente subvention proposée pour le projet Aéronef "Hors les murs".</p> <p>La subvention attribuée par les délégations de la Culture et des Cultures urbaines au projet Hors les murs de l'Aéronef en 2009 s'est élevée à un total de 28.350 €.</p>	
Association	Budget Prévisionnel 2010	Descriptif du projet	Subvention Culture proposée
<b>Métalu – A Chahuter</b> 4 rue Jules Ferry 59120 Loos N° SIRET : 418 706 248 000 22	<b>641.610 €</b>	<p>L'association Métalu - A Chahuter est soutenue pour l'organisation de deux événements autour des arts de la rue. Le premier se déroulera à la Gare Saint-Sauveur avec une carte blanche au collectif d'artistes de Métalu - A Chahuter, des concerts, des spectacles et un tournage incluant la participation du public. Les dates de ce rendez-vous festif sont en cours de précision. L'association interviendra également lors de la clôture de La Quinzaine de l'Entorse sur la production conjointe de spectacles et d'ateliers programmés sur la thématique du vélo et des arts. L'association est également soutenue pour son projet annuel, qui comprend la création avec la production, la diffusion et la gestion des tournées en France et l'étranger d'une vingtaine de spectacles et d'installations, ainsi que l'événementiel (conception et organisation d'événements artistiques), l'accompagnement de compagnies extérieures et des prestations de services administratifs.</p> <p>Le collectif comprend dix équipes artistiques, parmi lesquelles le marionnettiste Julien Aillet, la compagnie Cendres la Rouge, Les Proto-Types, qui sont constructeurs musiciens et comédiens, le collectif de décoration Hirsute, ainsi que des plasticiens, vidéastes, metteurs en scène et des techniciens du spectacle. La musicienne Laure Chailloux et le duo Les 2 Ailes, composé de Laure Chailloux et de Louise Bronx, ont récemment intégré le collectif.</p> <p>La subvention attribuée à l'association en 2009 s'est élevée à 133.000 €</p>	<p><b>Subvention totale 2010 : 73.000 €</b></p> <p>Acompte voté au CM du 18 décembre 2009 : 40.000 €</p> <p><b>Solde de subvention proposé : 33.000 €</b></p>
<b>Attacafa</b> 24 rue de la Barre 59000 Lille N° SIRET : 339 821 134 000 22	<b>400.750 €</b>	<p>L'association Attacafa poursuit, après 25 ans d'existence, le développement de son projet qui s'articule en 2010 autour des découvertes et de la transmission d'un patrimoine musical, le développement de la participation citoyenne aux actions de l'association et la promotion des cultures du monde. Attacafa est soutenu pour l'ensemble de ses activités développées à Lille dans le cadre de son projet artistique et culturel : interventions artistiques en milieu scolaire, dans les équipements culturels et sociaux, les maisons de retraite, les commerces, etc. L'association organisera le Festival de la Louche d'Or le 1<sup>er</sup> mai 2010 à Wazemmes, avec une programmation artistique pluridisciplinaire autour de la maison Folie en favorisant, comme chaque année, l'aspect participatif de la construction de l'événement, la meilleure compréhension des diverses cultures présentes sur le territoire et la valorisation des savoirs-faire de chaque participant. L'association programme également des concerts de musiques du monde dans le cadre des Mercredis de l'Opéra, à la maison Folie Wazemmes et sur le quartier de Lille-Sud.</p> <p>La subvention attribuée à l'association en 2009 s'est élevée à 90.000 €.</p>	<p><b>Subvention totale 2010 : 90.000 €</b></p> <p>Acompte voté au CM du 18 décembre 2009 : 45.000 €</p> <p><b>Solde de subvention proposé : 45.000 €</b></p>

Association	Budget Prévisionnel 2010	Descriptif du projet	Subvention Culture proposée
<b>Arts visuels</b>			
<b>Collectif Lem Utopia</b> 15 rue de Maubeuge 59000 Lille N° SIRET : 489 052 076 00010		<p>En 2009, la Ville de Lille a soutenu le collectif Lem Utopia pour la résidence de création de l'exposition intitulée La Cité Perdue. La Ville de Lille souhaite accompagner ce projet pour sa production et son exploitation au Palais Rameau du 4 février au 14 avril 2010, par l'attribution d'une subvention de 7.000 € par la délégation Culture - Arts Visuels et de 3.000 € par la délégation Cultures Urbaines. Le Palais Rameau transformé en jungle dense, au cœur de laquelle est enfouie un site archéologique accueillera notamment les classes des établissements de Lille et de la Métropole, ainsi que le public péri-scolaires et le tout public.</p> <p>Ces subventions nécessitent la signature d'un avenant à la convention financière annuelle adoptée lors de la séance du 5 octobre 2009 du conseil municipal par délibération n° 09/776. L'échéancier de versement des subventions Culture et Cultures Urbaines est précisé dans l'avenant.</p> <p>La délégation des Actions Educatives apporte également un soutien à hauteur de 3.000 € à ce projet afin de favoriser les visites des enfants lillois en temps scolaires et périscolaires.</p> <p>La délégation des Espaces Verts souhaite également poursuivre son accompagnement à ce projet par l'attribution d'une subvention de 7.270 €.</p> <p>La délégation du Patrimoine souhaite également apporter son soutien au projet de la Cité Perdue par une subvention de 1.500 €.</p> <p>Par ailleurs, une subvention de 5.000 € accordée par la Délégation Politique de la Ville dans le cadre du CUCS, présentée par délibération lors de cette même séance, est intégrée dans l'avenant ci-annexé.</p> <p>La subvention totale attribuée en 2009 par les délégations de la Culture, du Patrimoine, du Développement durable et des Espaces verts pour le projet La Cité Perdue s'est élevée à 23.730 €.</p>	<p><b>7.000 €</b>  <b>Délégation</b>  <b>Culture -</b>  <b>Arts Visuels</b></p> <p><b>3.000 €</b>  <b>Délégation</b>  <b>Cultures</b>  <b>Urbaines</b></p> <p><b>7.270 €</b>  <b>Délégation</b>  <b>des Espaces</b>  <b>Verts</b></p> <p><b>3.000 €</b>  <b>Délégation</b>  <b>des Actions</b>  <b>Educatives</b></p> <p><b>1.500 €</b>  <b>Délégation</b>  <b>du</b>  <b>Patrimoine</b></p> <p>Subvention de  fonctionnement  de 10.000 €  voté au CM  du 18/12/2009  dans le cadre  du vote du  budget  primitif.</p> <p><b>Soit une</b>  <b>subvention</b>  <b>2010 totale</b>  <b>de :</b>  <b>31.770 €</b>  <b>dont 21.770 €</b>  <b>pour le</b>  <b>projet Cité</b>  <b>Perdue</b></p>



<b>L'Entorse</b> 14 Impasse Villa Desay 59000 Lille N° SIRET : 4922925860 0012		Afin d'accompagner l'association dans l'édition 2010 du festival l'Entorse, la délégation Culture - Arts Visuels propose de soutenir l'association à hauteur de 10.000 € pour la production des expositions organisées dans les maisons Folie, dans le cadre du festival : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pignon sur rue, à la maison Folie de Wazemmes,</li> <li>- Design : histoire de vélos, à la maison Folie de Moulins.</li> </ul> La délégation Culture Urbaines apporte également un soutien financier au festival à hauteur de 6.000 € pour les spectacles en salle et spectacles de rue. Ces subventions nécessitent la signature d'un avenant à la convention financière annuelle adoptée lors de la séance du 5 octobre 2009 par délibération n° 09/776. L'échéancier de versement de ces subventions est précisé dans l'avenant. La subvention attribuée à l'association en 2009 par la délégation de la Culture s'est élevée à 26.210 €, pour le développement des projets 2009 et de l'édition 2010 du festival L'Entorse.	<b>10.000 €</b> <b>Délégation</b> <b>Culture -</b> <b>Arts visuels</b>  <b>et</b>  <b>6.000 €</b> <b>Délégation</b> <b>Cultures</b> <b>Urbaines</b>  <b>Soit une</b> <b>subvention</b> <b>totale 2010</b> <b>de :</b> <b>16.000 €</b>
<b>Cultures urbaines</b>			
<b>N'DIDANCE</b> 11, rue de l'Orphelinat - Appt. 124 - 59000 Lille N° SIRET : 4850132210 0026	<b>Action :</b> <b>83.263 €</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le projet : "ECOLE DE DANSE"</li> </ul> - écoles de danses urbaines au studio la Halle de Glisse - création artistique de spectacles - organisation de stages de danse avec des artistes de renommées nationale et internationale, dans le but de compléter l'ouverture des enseignements hip-hop. Subvention 2009 : 8.000 €	<b>10.000 €</b>
<b>ABAZEDA TOM</b> 80, Boulevard de Metz 59000 Lille N° SIRET : 5120488930 0014:	<b>Action :</b> <b>17.000 €</b>	Le Projet : Explosion Urbaine Situé au cœur de quartier Faubourg de Béthune, l'association Abazedatom propose une Jam de graff avec des artistes internationaux (Allemagne, Pologne...) mixé avec des combats de boxe Thaïlandaise ; le ring sera situé sur le parking du centre commercial.  Subvention 2009 : 8.500 €	<b>8.500 €</b>
<b>OPONE</b> 1-2 Bd de Metz LILLE N° SIRET : 4847634200 0011	<b>Action :</b> <b>22.000 €</b>	Aide à la communication  L'association OPONE travaille autour de la conception graphique (flyers, pochettes CD...) mais elle apporte également des solutions aux artistes en promotion (street promo, promo radio, etc).	<b>7.000 €</b> <b>Cultures</b> <b>Urbaines</b> <b>et</b> <b>5.000 €</b> <b>Politique de</b> <b>la Ville</b> <b>Soit une</b> <b>subvention</b> <b>totale 2010</b> <b>de</b> <b>12.000 €</b>

.../...

Association	Budget Prévisionnel 2010	Descriptif du projet	Subvention Culture proposée
<b>COLORES LATINO Americanos</b> 89, rue d'Artois 59000 Lille N° SIRET : 4781868020 0029	<b>18.606 €</b>	Journées Colores <ul style="list-style-type: none"> <li>Objet : Promotion de la culture Sud Américaine sous toutes ses formes</li> <li>Le projet : festival Colores Latino Americanos</li> </ul> L'association organise chaque année le festival Colores Latino Americanos à Lille. Cet événement, regroupant de la musique, des expositions et des conférences, se réalise pour la 7 <sup>ème</sup> fois. Subvention 2009 : 4.000 €	<b>7.500 €</b>
<b>NASDAC</b> 65, rue du Long Pot 59000 Lille N° SIRET : 50300309 700014	<b>134.494 €</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Projet : Festival de musiques actuelles sur le quartier de Fives</li> </ul> L'association prépare la deuxième édition de son festival « Festi Fives » qui aura lieu les 15 et 16 mai prochains sur le quartier de Fives. Ce festival est préparé par un groupe de jeunes issus du quartier qui sont présents à chaque étape du projet.  Subvention 2009: 3.000 €	<b>5.000 €</b>
<b>Centre Social Salengro – Maison de quartier de Fives</b> rue Massenet 59000 Lille N° SIRET : 3185054430 0016	<b>Action : 25.392 €</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Projet : Accompagnement de groupes de musiques urbaines</li> </ul> L'association Maison de quartier de Fives – Centre social Salengro a pour but de favoriser l'éducation populaire au travers de pratiques amateurs variées telles que le théâtre, l'éveil musical, la photo, l'informatique. Depuis près de 10 ans, cette Maison de quartier est devenue un des lieux forts de pratiques amateurs autour des cultures urbaines par le biais de ses ateliers (danse, écriture, graff, répétition, enregistrement et encadrement de groupes...). Elle propose également d'accompagner des musiciens amateurs à travers divers dispositifs, dont le studio d'enregistrement situé dans le sous-sol de la structure. Subvention 2009 : 7.500 €	<b>11.000 €</b>
<b>L'ECHINE</b> 185, rue d'Artois LILLE N° SIRET : 513 380 544	<b>Action : 7.800 €</b>	Projet : rencontre musicale France / Chine La subvention sollicitée va permettre à l'association de réaliser un support audio enregistré lors des prestations musicales, fruit de la rencontre entre les jeunes lycéens de l'école 22 à Pékin et l'artiste Lillois Manu.	<b>3.000 €</b>
<b>UPROCK</b> 76, rue Gantois Lille N° SIRET : 485 286 306 00017	<b>Action : 112.000 €</b>	Battle Of The Year Nord + Only 4 Ladies Le Battle of the Year International a été créé en 1990 en Allemagne et regroupe une vingtaine de pays dont la France. L'association UPROCK a été retenue comme association organisatrice pour planifier la sélection de la zone Nord durant laquelle plus de 120 danseurs pourront concourir le samedi 10 avril 2010 à la Halle de Glisse. Le Only Girls, comme son nom l'indique, est un Battle réservé à la gent féminine. Très peu d'événements hip hop en France laissent la place aux filles. Ce battle aura pour particularité de qualifier une équipe de filles qui ira défendre la région pendant le Battle Of The Year B.girls. Pour rappel : l'opération était portée en 2009 par l'association Call 911. Subvention 2009 : 22.000€	<b>50.000 €</b>

Les subventions attribuées aux associations mentionnées dans le tableau ci-dessus pour l'organisation de manifestations ponctuelles tels que les festivals seront versées à hauteur de 80 % avant le 31 mars 2010. Le solde, à hauteur de 20 % de la subvention, sera versé à l'issue de la manifestation. Les modalités d'attribution de subvention relatives à l'échéancier de versement sont ainsi précisées dans les conventions financières et les avenants aux conventions des associations ci-annexés.

De la même façon, la subvention proposée pour l'association No Man's Langues sera versée en deux fois à hauteur de 80 %, soit 8.000 €, avant le 31 mars 2010, et à hauteur de 20 %, soit 2.000 €, à l'issue de la manifestation, programmée les 19 et 20 mars 2010.

Pour l'association ABAZEDATOM, sera versée en deux fois à hauteur de 80 %, soit 6.800 €, avant le 31 mars 2010, et à hauteur de 20 %, soit 1.700 €, à l'issue de la manifestation, programmée les 15 et 16 mai 2010.

Pour l'association NASDAC, sera versée en deux fois à hauteur de 80 %, soit 4.000 €, avant le 31 mars 2010, et à hauteur de 20 %, soit 1.000 €, à l'issue de la manifestation, programmée les 19 et 20 mars 2010.

Pour l'association COLORES LATINO, sera versée en deux fois à hauteur de 80 %, soit 6.000 €, avant le 31 mars 2010, et à hauteur de 20 %, soit 1.500 €, à l'issue de la manifestation, programmée en novembre 2010.

Pour l'association UPROCK sera versée en deux fois à hauteur de 80 %, soit 40.000 €, avant le 31 mars 2010, et à hauteur de 20 %, soit 10.000 €, à l'issue de la manifestation, programmée le 10 avril 2010.

Afin de permettre à ces associations de mener à bien leurs projets, il est demandé au Conseil Municipal, en accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions proposées dans le tableau ci-dessus,
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer les conventions et avenants aux conventions financières ci-annexés,
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 aux libellés et n° d'opération suivants :
  - libellé de l'opération : Associations spectacle vivant et musique, n° d'opération : 250, code opération : CASVM, chapitre 65, article 6574, fonction 33, code service : CMA pour les subventions aux associations suivantes : Biplan-Vol de Nuit, la Malterie, Muzzix, les Amis de l'Art Lyrique, Eolie Songe, Théâtre de la Licorne, No Man's Langues, le Théâtre Populaire du Nord pour un montant de 1.000 € et Métalu - A Chahuter pour un montant de 6.500 €,
  - libellé de l'opération : Théâtre Populaire du Nord, n° d'opération : 167, code opération : CTHPN, chapitre 65, article 6574, fonction 313, code service : CMA pour la subvention à l'association Théâtre Populaire du Nord pour un montant de 22.000 €,
  - libellé de l'opération : Festival Latitudes Contemporaines, n° d'opération : 254, code opération : CFELC, chapitre 65, article 6574, fonction 311, code service : CMA pour la subvention à l'association Latitudes Contemporaines,

.../...

- libellé de l'opération : Festival Wazemmes l'accordéon, n° d'opération : 258, code opération : CFEWA, chapitre 65, article 6574, fonction 311, code service CMA pour la subvention à l'association Culture et Flonflons Flandres,
- libellé de l'opération : Festival Tous au Sud, n° d'opération : 256, code opération : CFETS, chapitre 65, article 6574, fonction 311, code service : CMA pour la subvention à l'association Aéronef – Spectacles sans gravité pour un montant de 13.250 €,
- libellé de l'opération : Cultures Urbaines, n° d'opération : 264, code opération : CCULU, chapitre 67, article 6745, fonction 33, code service : CMA pour la subvention à l'association Aéronef – Spectacles sans gravité pour un montant de 15.100 €, à l'Entorse pour un montant de 6.000 €, au Collectif Lem Utopia pour un montant de 3.000 € et aux associations N'Didance, Abazedatom, OPONE, Colores Latino Americanos, Centre Social Salengro – Maison de quartier de Fives, L'ECHINE, NASDAC, UPROCK,
- libellé de l'opération : Festival Les 400 Clous, n° d'opération : 150, code opération : CFCLO, chapitre 65, article 6574, fonction 313, code service : CLC pour la subvention à l'association Métalu - A Chahuter, pour un montant de 26.500 €,
- libellé de l'opération : Festival La Louche d'Or, n° d'opération : 255, code opération : CFELO, chapitre 65, article 6574, fonction 33, code service : CMA pour la subvention à l'association Attacafa,
- libellé de l'opération : Associations Arts visuels, n° d'opération : 116, code opération : CASAV, chapitre 65, article 6574, fonction 312, code service : CFA, pour les subventions aux associations Arts visuels : le Collectif Lem Utopia à hauteur de 7.000 € et l'Entorse, à hauteur de 10.000 €,
- libellé de l'opération : Animation parcs et jardins, n° d'opération : 287, code opération : QAPJA, chapitre 65, article 6574, fonction 823, code service : JBD pour la subvention à l'association Le Lem Utopia à hauteur de 7.270 € (délégation Espaces verts).
- Libellé de l'opération : Activités avant et après l'école , n° d'opération 106, code opération AAEEAE, chapitre 65, article 6574, fonction 422, code service AJA pour la subvention à l'association Le Lem Utopia à hauteur de 3.000€ (délégation des Actions Educatives au Département Education)
- libellé de l'opération : Associations patrimoniales, n° d'opération : 227, code opération : CAPAT, chapitre 65, article 6574, fonction 324, code service : CJB pour la subvention à l'association Le Lem Utopia à hauteur de 1.500 € (délégation du Patrimoine).

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

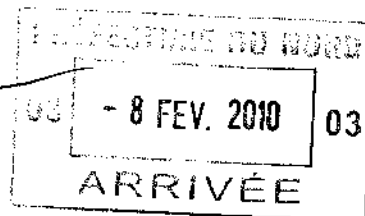
Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Culture,

Réception en Préfecture le

**- 8 FEV. 2010**

Catherine CULLEN



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/67

## OBJET

**Arts Visuels – Transphotographiques**  
**2010 – Subvention à la Maison de la**  
**Photographie - Convention.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille souhaite renouveler, en 2010, son soutien au projet de festival annuel « les Transphotographiques », mené par l'association Maison de la Photographie.

Pour cette 9<sup>ème</sup> édition, l'association propose de travailler avec des photographes locaux, nationaux et internationaux sur le thème de la nature.

La Ville souhaite confirmer son soutien à la réalisation du festival et donc à l'association par une convention qui définit les modalités relatives au festival 2010 des Transphotographiques que la Maison de la Photographie s'engage à organiser.

Le montant de la subvention proposée par la Ville s'élève à 200.000 € pour l'année 2010.


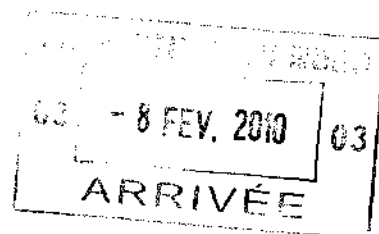
En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions et acomptes pour l'exercice 2010 ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention entre la Ville et la Maison de la Photographie, ci annexée ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 312 - Opération n° 143 « festival des Transphotographiques ».

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 8 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Culture,  
Catherine CULLEN

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/68

## OBJET

**Marché de conservation préventive  
et curative des collections des musées  
et du patrimoine de la Ville de Lille.**

Rapport de Madame le Maire,

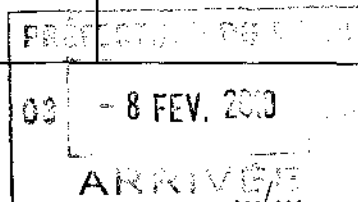
Mesdames, Messieurs,

Les besoins annuels en matière de conservation préventive et curative pour la Ville de Lille et Sa Commune associée de Lomme ont conduit à envisager, dans le cadre de l'application du Code des Marchés Publics (CMP), une consultation publique par voie de procédure adaptée (article 30 du CMP) sous la forme d'un marché à bons de commande.

Les besoins ont été décomposés en 31 lots et estimés comme ci-après, pour une durée de 4 années :

Lot	Désignation	Estimatif H.T.
1	Conservation des collections des peintures – couche picturale pour le Palais des Beaux-Arts	66.890 €
2	Conservation des collections des peintures – support toile pour le Palais des Beaux-Arts	53.512 €
3	Conservation des collections des peintures – support bois pour le Palais des Beaux-Arts	20.066 €
4	Conservation des collections de sculptures en pierre, plâtre, bronze, terre cuite pour le Palais des Beaux-Arts	33.444 €
5	Conservation des collections de sculptures en bois pour le Palais des Beaux-Arts	20.066 €
6	Conservation des cadres pour le Palais des Beaux-Arts	53.512 €
7	Conservation des collections d'objets en métal pour le Palais des Beaux-Arts	33.444 €
8	Conservation des collections d'objets en céramique et en verre pour le Palais des Beaux-Arts	20.066 €
9	Conservation des collections de mobilier pour le Palais des Beaux-Arts	13.378 €

Lot	Désignation	Montant Minimum	Montant Maximum
10	Conservation des collections de procédés photographiques anciens pour le Musée d'Histoire Naturelle	13.378,00 € HT	53.512,00 € HT
11	Conservation d'une collection métaux, instruments scientifiques, machines et modèles réduits à caractère technique Musée d'Histoire Naturelle	30.100,00 € HT	120.401,00 € HT



<b>Lot</b>	<b>Désignation</b>	<b>Montant Minimum</b>	<b>Montant Maximum</b>
12	Conservation des collections de maquettes techniques en bois polychrome Musée d'Histoire Naturelle	26.756,00 € HT	107.023,00 € HT
13	Conservation des collections d'échantillons textiles Musée d'Histoire Naturelle	23.411,00 € HT	93.645,00 € HT
14	Arts du feu. Conservation des collections de céramiques et verre, en particulier parties des instruments scientifiques du Musée d'Histoire Naturelle	10.033,00 € HT	40.134,00 € HT
15	Conservation collections objet en matériaux organiques-objet d'art premier Musée d'Histoire Naturelle	10.033,00 € HT	40.134,00 € HT
16	Conservation collection objets en fibre végétale, poils tressés et morceaux de peaux Musée d'Histoire Naturelle	16.722,00 € HT	66.890,00 € HT
17	Conservation des collections de métaux et en particulier d'armes anciennes Musée d'Histoire Naturelle	30.100,00 € HT	120.401,00 € HT
18	Conservation des collections d'objets en bois et de boiserie architecturales Musée de l'Hospice Comtesse	8.361,00 € HT	Sans montant maxi
19	Conservation des collections de vêtements, de mobilier comportant un siège tissé et de bannières en tissu Musée de l'Hospice Comtesse	23.411,00 € HT	Sans montant maxi
20	Conservation des collections de peinture-support toile Musée de l'Hospice Comtesse	5.017,00 € HT	Sans montant maxi
21	Conservation des collections de peintures-couche picturale Musée de l'Hospice Comtesse	10.033,00 € HT	Sans montant maxi
22	Conservation des collections de peintures-support bois hospice comtesse	5 017,00 € HT	Sans montant maxi
23	Conservation de collections d'instruments de musiques anciens Musée de l'Hospice Comtesse	8.361,00 € HT	Sans montant maxi
24	Conservation des collections d'objet en métal Musée de l'Hospice Comtesse	10.033,00 € HT	Sans montant maxi
25	Conservation des collections de tapisseries Musée de l'Hospice Comtesse	33.444,00 € HT	Sans montant maxi
26	Conservation des collections de mobilier Musée de l'Hospice Comtesse	8.361,00 € HT	Sans montant maxi
27	Conservation des collections de photographies du Musée de l'Hospice Comtesse et de la Bibliothèque municipale	10.033,00 € HT	Sans montant maxi
28	Conservation des collections d'art graphique du Musée de l'Hospice Comtesse et de la Bibliothèque municipale	8.361,00 € HT	Sans montant maxi

.../...

Lot	Désignation	Montant Minimum	Montant Maximum
29	Entretien de la statuaire publique municipale en pierre et résine de synthèse de Lille.	20.000,00 € HT	100 000,00 € HT
30	Entretien de la statuaire publique municipale en métal de Lille	16.000,00 € HT	80 000,00 € HT
31	Conservation des collections de documents manuscrits et sigillés des archives et de la Bibliothèque municipale de Lille et Lomme, et du service population de Lomme.	15.050,00 € HT	Sans montant maxi

En accord avec la Commission Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer les marchés à passer, après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits dans le tableau ci-après :

Service	Code opération	Libellé de l'opération	Opération	Chapitre	Fonction	Article	Code service
Palais des Beaux-Arts	CPBA	PBA investissement	763	23	322	2316	CPA
Service des Archives	CARCH	Archives municipales	972	011	323	6288	CJD
Bibliothèque Municipale	CBMUN	BM investissement	796	23	321	2316	CG
Musée d'Histoire Naturelle	CMHNA	Musée d'Histoire Naturelle investissement	755	23	322	2316	CNA
Musée de l'Hospice Comtesse	CMHCO		757	23	322	2316	COA
Direction du Patrimoine	COEUV	Œuvres d'Art investissement	800	23	324	2316	CJB

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

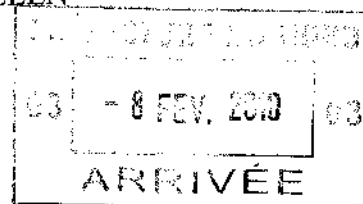
Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 8 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Culture,



Catherine CULLEN





## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/69

## OBJET

**Palais des Beaux-Arts - Convention  
de partenariat « Pass Régional  
Grand'TER ».**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

A l'initiative du Conseil Régional du Nord/Pas-de-Calais et de la Délégation Régionale TER, le Pass Régional Grand'TER a été créé pour permettre de voyager sur le réseau Nord/Pas-de-Calais à tarif préférentiel, seul ou à plusieurs, les week-ends, les jours fériés et tous les jours pendant les vacances scolaires.

La Délégation Régionale TER souhaite développer des idées de sortie pour les titulaires du Pass Régional Grand'TER et propose d'assurer la promotion de son partenariat avec le Palais des Beaux-Arts sur plusieurs de ses différents supports de communication, à savoir le guide loisirs Grand'TER (45 000 exemplaires), le site [www.ter-sncf.com](http://www.ter-sncf.com), les flyers du Pass Régional Grand'TER (50 000 exemplaires), le magazine TER'Attitude (15 000 exemplaires) et l'e.mailing adressé aux titulaires du Pass Régional Grand'TER (18 500 adresses).

De son côté, le Palais des Beaux-Arts propose d'appliquer aux titulaires du Pass Régional et leurs accompagnants (4 au maximum) le tarif réduit pour accéder aux collections permanentes ainsi qu'aux expositions temporaires les week-ends, les jours fériés et tous les jours pendant les vacances scolaires de la zone B.


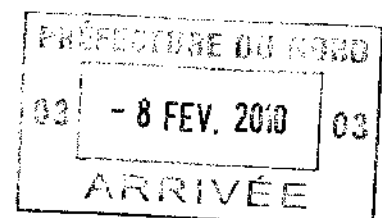
En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élue déléguée de la convention de partenariat Pass Régional Grand' TER avec la Délégation Régionale TER du Nord/Pas-de-Calais, ci-annexée.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 8 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Culture,  
Catherine CULLEN

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/70

## OBJET

**Palais des Beaux-Arts - Convention**  
**de dépôt d'une œuvre avec la**  
**Ville de Beaufort-en-Vallée.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Musée « Joseph Denais » de la Ville de Beaufort-en-Vallée a consenti le dépôt de la sculpture « Dans les Iris » de Ville Vallgren, dans le cadre de l'exposition organisée au Palais des Beaux-Arts « Echappées nordiques, les artistes scandinaves en France 1870-1914 ».

Le Musée « Joseph Denais » fait l'objet de travaux de rénovation et propose donc au Palais des Beaux-Arts de conserver cette œuvre pour la durée des travaux, selon les termes d'une convention de dépôt.

En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention ci-annexée avec la Ville de Beaufort-en-Vallée relative aux modalités de dépôt d'une oeuvre au Palais des Beaux-Arts.

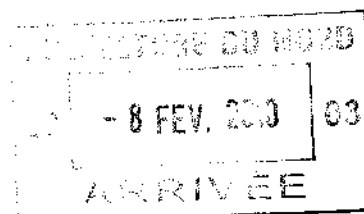
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Culture,

Réception en Préfecture le

- 8 FEV. 2010

  
Catherine CULLEN

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/71

## OBJET

**Palais des Beaux-Arts – Fixation de la redevance pour l'occupation de la librairie boutique du Musée.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

En mars 2009, la Ville a décidé, pour des raisons de meilleure gestion de son domaine et en conformité avec les obligations du droit de la concurrence et de transparence et de publicité adéquate dans la passation des contrats publics imposées par le droit communautaire, de mettre en œuvre une procédure d'appel à projets pour la délivrance de l'autorisation d'occupation de la boutique du Palais des Beaux-Arts.

Cette librairie boutique est actuellement occupée par la RMN Réunion des Musées Nationaux (RMN) depuis le 11 mars 1999 et la convention d'occupation, arrivée à échéance le 31 décembre 2009, a été prolongée jusqu'au 28 février 2010 par voie d'avenant n° 4.

Cet espace est destiné notamment à la vente d'ouvrages spécialisés et de grande diffusion en lien avec les thèmes de collections permanentes et d'expositions temporaires du Musée ou d'objets dérivés inspirés d'œuvres d'art.

Les critères d'attribution étaient les suivants :

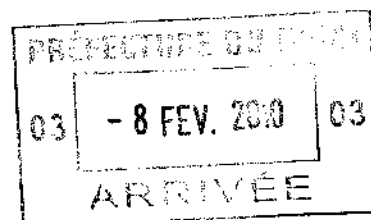
- les garanties professionnelles et financières,
- la pertinence de l'offre avec le projet culturel du musée,
- la proposition concernant la qualité et la quantité des produits vendus,
- la proposition de montant de redevance.

Au terme de la procédure, l'offre de La Boutique du Lieu a été retenue. Elle correspond au type de partenariat que le Palais des Beaux-Arts souhaite développer avec la librairie boutique et offre ainsi des perspectives pour renforcer l'attractivité de cette boutique, en s'appuyant notamment sur un réaménagement des lieux, sur un renouvellement de l'offre de livres, de cartes postales ou encore de produits dérivés et sur le nouveau dynamisme commercial d'une petite structure locale réactive.

Par ailleurs, la proposition financière détaillée ci-après permet de dégager un niveau de redevance bien supérieur à celui d'aujourd'hui.

La redevance annuelle d'occupation est composée d'une part fixe, le minimum garanti, qui s'élève à 6.000 €, à laquelle s'ajoute une tranche variable progressive basée sur le chiffre d'affaires HT constituée comme suit :

- tranche de 0 à 200.000 € : 4 %
- tranche de 200.001 à 300.000 € : 6 %
- tranche de 300.001 à 400.000 € : 9 %
- tranche de 400.001 à 500.000 € : 12 %
- tranche de 500.001 et plus : 14 %



.../...

En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **DECIDER** de fixer la redevance annuelle comme détaillée ci-dessus ;
- ♦ **ADMETTRE** la recette sur les crédits inscrits au chapitre 75, article 757, fonction 322 - Opération CPBAM n°124.

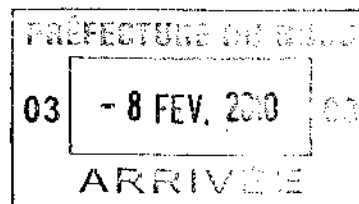
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Culture,

Réception en Préfecture le **- 8 FEV. 2010**

  
Catherine CULLEN

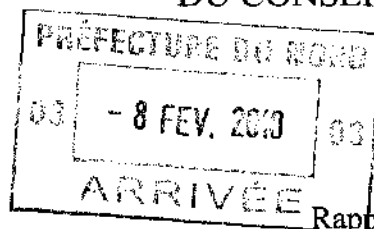


## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/72

OBJET

**Palais des Beaux-Arts - Prêt de toiles  
à la Ville de Conversano (Italie)**



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Palais des Beaux-Arts présentera du 23 avril au 12 juillet 2010 une exposition exceptionnelle des 10 toiles de Paolo Domenico Fignolio illustrant *La Jérusalem libérée* appartenant à la Ville de Conversano, dans une mise en scène et une présentation spectaculaire d'Alain Fleischer dans l'Atrium du Palais des Beaux-Arts. La Ville de Conversano accepte de prêter ces 10 toiles au Palais des Beaux-Arts.

Pendant la même période, la ville de Conversano souhaite organiser une exposition présentant une partie de la collection italienne du Palais des Beaux-Arts et sollicite donc le prêt de 22 toiles sur les 73 de sa collection. Ce prêt se fera du 23 mars au 30 juillet 2010.

Ce prêt de toiles italiennes à la ville de Conversano fera l'objet d'un catalogue édité par la ville de Conversano.

En lieu et place des toiles prêtées à Conversano, le Palais des Beaux-Arts souhaite présenter un ensemble de dessins italiens du XVII<sup>ème</sup> siècle (contemporains de P.D. Finoglio) conservés à Lille ainsi qu'une série de photographies du XX<sup>ème</sup>.

Les toiles sollicitées en prêt par la ville de Conversano sont les suivantes :

- Giovacchino ASSERETO, *Apothéose de Saint Thomas D'Aquin*, entre 1626 et 1636 (Gênes 1600- Gênes 1649) (Inv. P.11)
- Leandro da Ponte, dit BASSANO (et atelier), *Jésus chassant les marchands du temple*, dernier quart du XVI<sup>e</sup> siècle (Inv. P. 18)
- Leandro da Ponte, dit BASSANO, *Portrait de Bastiano Gardalino*, 1580-1590 (Inv. P. 37)
- Domenico FETTI, *Saint Grégoire le Grand*, premier quart du XVII<sup>e</sup> siècle (Inv. P. 41)
- Paolo Domenico FINOGLIA, *L'Immaculée Conception ou la Vierge entourée d'anges*, vers 1626-1630 (Inv. P. 47)
- Nicolo GRASSI, *La Cène*, vers 1740-1750, vers 1740 (Inv. P. 55)
- Francesco GUARDI, *Caprice architectural*, milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle (Inv. P. 24)
- Johann LISS, *Moïse sauvé des eaux*, première moitié XVII<sup>e</sup> (Inv. P. 22)
- Carlo MARATTA, *L'empereur Auguste ferme les portes du temple de Janus ou La Paix d'Auguste*, vers 1660 (Inv. P. 49)
- Francesco MONTEMEZZANO, *La Dialectique*, deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle (Inv. P. 12)
- Francesco MONTEMEZZANO, *La Rhétorique*, deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle (Inv. P. 13)
- Francesco MONTEMEZZANO, *La Géométrie*, deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle (Inv. P. 15)
- Francesco MONTEMEZZANO, *L'Astrologie*, deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle (Inv. P. 16)
- Lionello SPADA, *Joseph et la femme de Putiphar*, vers 1620 (Inv. P. 33)

- Lambert SUSTRIS, *Judith tenant la tête d'Holopherne*, entre 1548 et 1551 (Inv. P. 261)
- Lambert SUSTRIS, *Noli me tangere*, entre 1548 et 1560 (Inv. P. 232)
- Alessandro TIARINI, *Renaud et Armide*, vers 1620 (Inv. P. 27)
- Giovanni Battista TIEPOLO (d'après), *Saints Augustin, Louis de France, Jean*
- Jacopo Robusti, dit TINTORET, *Portrait d'un sénateur vénitien*, vers 1570-1580 (Inv. P. 43)
- Paolo Caliari, dit VERONESE (d'après), *Le Martyre de saint Georges*, après 1565 (Inv. P. 14)
- Paolo Caliari, dit VERONESE (et atelier), *Pietà ou Le Christ pleuré par la Vierge et deux anges*, deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle (Inv. P. 963)
- Paolo Caliari, dit VERONESE, *Esquisse pour le Paradis*, vers 1578 (Inv. P. 20)

Le transport des 22 toiles italiennes du Palais des Beaux-Arts, comme les 10 toiles de Fignolio de la ville de Conversano sera assuré par la Ville de Lille dans les conditions qui conviennent au transport d'œuvres d'art, en observant notamment des haltes sécurisées et sous escorte policière entre l'autoroute et la ville de Conversano. Une participation de la Ville de Conversano est prévue pour les frais liés au transport des œuvres.

En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le prêt des toiles listées ci-dessus à la Ville de Conversano (Italie) ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à solliciter une participation de la Ville de Conversano et à signer la convention de prêt à intervenir avec la Ville de Conversano reprenant les éléments ci-dessus et en arrêtant notamment toutes les modalités d'exécution.
- ♦ **ADMETTRE** cette participation en recette sur l'exercice 2010 sur l'opération CEXFI n° 1606, chapitre 74, article 7478, fonction 322, , code service CPA ;

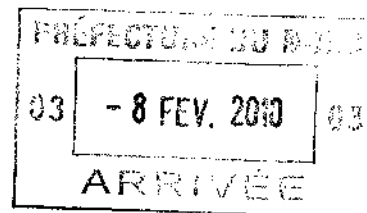
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 8 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Culture,

Catherine CULLEN



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/73

OBJET

**Musée de l'Hospice Comtesse -**  
**Acquisition d'une cuiller en**  
**argent de l'orfèvre lillois HARDY.**

Rapport de Madame le Maire,  
Mesdames, Messieurs,

Le Musée de l'Hospice Comtesse souhaite acquérir une cuiller en argent datant de 1783, de l'orfèvre lillois Théodore-Joseph HARDY, actif à Lille de 1767 à 1798, pour un montant de 936 € frais inclus, prix fixé par la société de ventes aux enchères publiques ADJUG'ART-BREST.

Cette cuiller à limonade ou à alcool, pièce rare par son origine et son usage, et d'un orfèvre réputé dont la Ville ne possède aucune pièce, permettra d'enrichir la collection d'orfèvrerie du Musée de l'Hospice Comtesse.

Pour cet achat, le Musée sollicitera une subvention au taux le plus élevé auprès de l'Etat (DRAC) et de la Région (Fonds Régional d'Acquisition des Musées).

En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** cette acquisition, pour un montant de 936 € ;
- ♦ **AUTORISER** la Ville à solliciter une subvention au taux le plus élevé auprès de l'Etat et de la Région
- ♦ **IMPUTER** la dépense sur les crédits inscrits au chapitre 21, article 2161, fonction 322 - Opération n° 757 « acquisition d'œuvres et objets d'art » - Code opération CMHCO - Code AP CARTSVISUM - Code service COA ;
- ♦ **ADMETTRE** en recettes, en temps opportun, cette subvention au chapitre 13, article 1322, fonction 322.

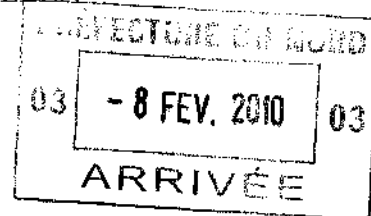
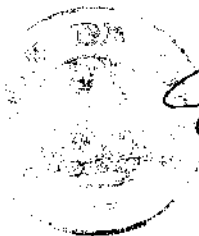
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 8 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Culture

  
Catherine CULLEN



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/74

OBJET

**Maison Folie de Moulins - Convention  
de partenariat media entre la Ville et  
la radio France Bleu Nord.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La maison Folie de Moulins et la radio France Bleu Nord souhaitent mettre en place un partenariat dans le cadre de l'exposition et de la programmation « Capenoules ! » organisées à la maison Folie de Moulins, entrant dans la thématique *Si l'irréel devenait réel* qui se tiendra du 4 février au 14 mars 2010.

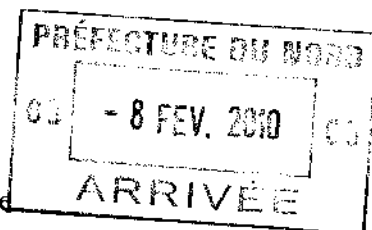
France Bleu Nord s'engage à annoncer l'exposition et la programmation « Capenoules ! » sur son antenne comme suit :

- Annonces dans la Voix des animateurs, dans les différents rendez-vous infos loisirs de la journée, du 2 février au 14 mars 2010
- Annonces dans "l'Agenda" de France Bleu Nord, diffusé à 8 h 50 et 18 h 20 (du 2 février au 14 mars 2010)
- Annonce sur le site Internet de France Bleu Nord
- Interview téléphonique en direct à 17 h 15, dans la semaine du 2 au 4 février 2010, et à d'autres dates pendant la manifestation selon l'actualité
- Interview téléphonique en direct dans "Destination Région" (10 h – 12 h) les samedis 6 février et 13 mars 2010 et à d'autres dates pendant la manifestation selon l'actualité.
- Réalisation d'une série de 10 épisodes sur les Capenoules et diffusion du 1<sup>er</sup> au 12 mars 2010.

En contrepartie des prestations fournies par France Bleu Nord, la maison Folie de Moulins intégrera le logo de France Bleu Nord sur :

- 150 affiches 40 x 60,
- 14 000 programmes janvier-mars (à la page concernant l'exposition et la programmation « Capenoules ! »),
- les communiqués de presse concernés,
- le guide du visiteur des expositions,
- les newsletters faisant mention de l'événement,
- et les annonces presse

Ce partenariat n'engendre aucune dépense financière pour la Ville




En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention partenariat entre Ville et la radio France Bleu Nord, ci-annexée.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 8 FEB. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Culture,  
Catherine CULLEN



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/75

## OBJET

**Bibliothèque municipale – Renouvellement  
de l'adhésion de la Ville à QuestionPoint  
pour l'année 2010 – Règlement de cotisation**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Depuis janvier 2006, la Bibliothèque municipale offre un nouveau service de réponses à distance disponible par l'intermédiaire de son site web. Par cet outil, le public a la possibilité de poser des questions à la Bibliothèque qui s'organise, avec l'aide d'un réseau de bibliothèques partenaires, pour apporter une réponse ou des références en quelques jours.

Pour gérer ce service du point de vue informatique, la Bibliothèque municipale a adhéré au groupe de référence QuestionPoint par délibération n° 05/1026 du 12 décembre 2005.

Pour renouveler son adhésion à QuestionPoint, la Bibliothèque municipale doit s'acquitter de la cotisation de 1.255,80 € au titre de l'année 2010.

En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

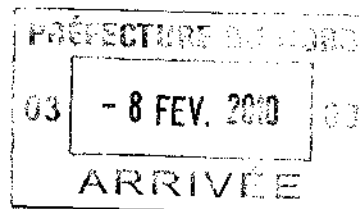
- ◆ **RENOUVELER** l'adhésion de la Ville au groupe de références QuestionPoint pour l'année 2010 ;
- ◆ **AUTORISER** le paiement de la cotisation annuelle d'un montant de 1.255,80 € ;
- ◆ **IMPUTER** la dépense sur les crédits inscrits au chapitre 011, article 6281, fonction 321 – Opération n° 216 Animations – Code service CG.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 8 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée aux Bibliothèques  
et à la Lecture Publique,

  
Catherine CULLEN

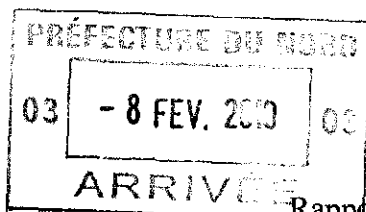
## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/76

OBJET

**Gratuité d'accès des Villeneuvois à la  
Bibliothèque municipale – Convention  
de partenariat.**



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre d'un vaste programme de travaux de rénovation, la Médiathèque de Villeneuve d'Ascq sera fermée au public de novembre 2009 à décembre 2010.

Une bibliothèque relais, offrant 15 000 documents en accès direct, sera proposée aux Villeneuvois durant cette période de fermeture.

Dans un esprit de continuité du service public et de solidarité entre communes limitrophes de la Communauté Urbaine, la Bibliothèque municipale de Lille propose d'offrir aux Villeneuvois l'accès gratuit au réseau lillois au même titre que les habitants de Lille, d'Hellemmes et de Lomme à partir du 15 février 2010 et pendant toute la durée des travaux de rénovation.

Une convention de partenariat entre les villes de Villeneuve d'Ascq et de Lille définit les modalités de mise en place de ce dispositif exceptionnel.

Il convient par conséquent de modifier la délibération n° 06/586 du 3 juillet 2006 et en conséquence l'annexe 4, tarifs d'abonnement, de la délibération n° 09/78 du 2 février 2009 relative à l'adoption du nouveau règlement intérieur de la Bibliothèque municipale en autorisant la gratuité pour les habitants de Villeneuve d'Ascq durant la durée des travaux de rénovation.

Le bénéfice de l'accès gratuit des Villeneuvois aux services de la Bibliothèque de Lille au cours de l'année 2010 fera l'objet d'une contrepartie par la Bibliothèque de Villeneuve d'Ascq sous forme de la prise en charge d'une opération d'action culturelle en 2010.

En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ACCEPTER** la modification temporaire de l'annexe 4, tarifs d'abonnement, à la délibération n° 09/78 du 2 février 2009 relative à l'adoption du nouveau règlement intérieur,
- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élue déléguée à la Culture de la convention de partenariat ci-jointe.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

- 8 FEV 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée aux Bibliothèques et  
à la Lecture Publique,

  
Catherine CULLEN

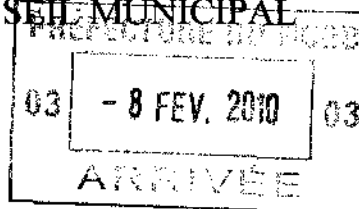
## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/79

## OBJET

**Transfert de l'Atelier Populaire d'Urbanisme  
de Wazemmes – Aménagement - Ajustement  
du coût d'opération - Autorisation de signature  
des marchés de travaux.**



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 07/526 du 25 juin 2007, le Conseil Municipal a autorisé l'acquisition d'un local rue de l'Abbé Aerts afin d'y installer l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) de Wazemmes, actuellement logé dans des locaux appartenant à la Ville et destinés prochainement à accueillir le nouveau bureau de Police Nationale du quartier 90 rue Racine.

Par délibération n° 08/184 du 28 janvier 2008, le Conseil Municipal a autorisé le lancement de la consultation portant sur les travaux d'aménagement des nouveaux locaux de l'APU. L'allotissement avait été organisé de la façon suivante :

Lot	Désignation
1	Menuiseries extérieures
2	Menuiseries intérieures
3	Plâtrerie - Plafonds
4	Peintures
5	Electricité
6	Plomberie – Chauffage - Sanitaire

Le montant total du marché de travaux avait été estimé à 115.000 € TTC.

Le projet devant être conforme à l'image du permis de construire déposé par PROMOGIM SCI FLANDRE, maître d'ouvrage de l'ensemble immobilier où s'insère l'APU, l'estimation des coûts de cette opération doit être revue.

En effet, l'importance des surfaces vitrées nécessite la mise en œuvre d'un système de rafraîchissement des locaux afin d'offrir aux occupants et aux usagers un confort optimal.

Par ailleurs, entre la phase de l'avant projet sommaire et la phase préalable à la consultation pour l'appel d'offres travaux, l'allotissement a été revu et se décline comme suit :

Lot	Désignation
1	Aménagements
2	Menuiseries extérieures -serrurerie
3	Plomberie - Climatisation - Sanitaires
4	Electricité

Le montant total du marché de travaux est estimé à 180.000 € TTC, le nouveau coût d'opération est de 205.000 €, toutes dépenses confondues.

.../...

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir

- ♦ **AUTORISER** le lancement de la consultation pour les marchés de travaux d'aménagement des futurs locaux de l'Atelier Populaire d'Urbanisme de Wazemmes ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer les marchés à intervenir après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;
- ♦ **AJUSTER** le coût d'opération à hauteur de 205.000 € ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 23, article 2313, fonction 830 – Opération n° 1589 « APU Wazemmes » – AP : QHABITDUPG

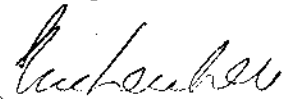
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

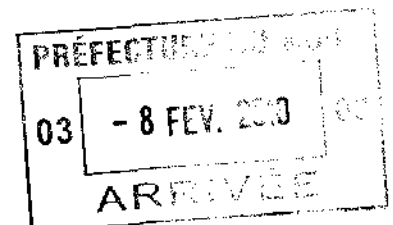
**- 8 FEV. 2010**

Réception en Préfecture le

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Politique  
du Logement,



Audrey LINKENHELD



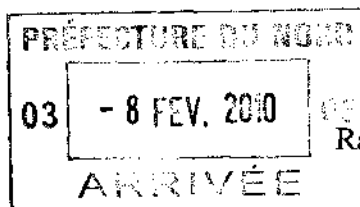
## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/80

OBJET

**Grand Projet Urbain - Subvention  
pour surcharge foncière à Lille  
Métropole Habitat - ZAC Porte  
de Valenciennes.**



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Grand Projet Urbain de Lille repose sur les principes fondamentaux d'amélioration de la qualité de vie des habitants de logements sociaux, de mixité sociale accrue et d'augmentation des possibilités de parcours résidentiels pour les habitants lillois. Pour ce faire, il développe des opérations ambitieuses de diversification et d'accroissement de l'offre de logements à vocation sociale.

Ces opérations, du fait d'un objectif de grande qualité de vie et d'une meilleure intégration au tissu urbain, ne se financent pas avec les aides classiques au logement social et présentent un surcoût foncier évalué à 10,9 millions d'euros. Leur réalisation nécessite donc la mobilisation de financements supplémentaires de l'ensemble des partenaires.

Dans le cadre de la convention financière du Grand Projet Urbain, validée par délibération n° 06/253 du 22 mai 2006, la Ville s'est engagée à subventionner la surcharge foncière des opérations de logements sociaux à hauteur de 1.320.673 € pour la durée totale de l'opération. Elle vient compléter des subventions de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (5,25 millions d'euros) d'une part et, d'autre part, de la Région Nord/Pas-de-Calais et de Lille Métropole Communauté Urbaine, à parité avec elles.

La Ville s'est notamment engagée à verser une subvention à Lille Métropole Habitat pour la construction de 80 logements sociaux dans la ZAC Porte de Valenciennes à Moulins dont une partie a vocation à reloger des ménages issus des immeubles déconstruits souhaitant rester dans le quartier de Moulins.

Sur le site de rénovation urbaine de la ZAC Porte de Valenciennes, il est prévu dans la première phase 282 logements dont 125 en locatif social.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention, pour surcharge foncière, d'un montant de 17.840 € à Lille Métropole Habitat, conformément aux engagements pris par la Ville dans le cadre du Grand Projet de Rénovation Urbaine et correspondant à 80 logements locatifs sociaux type PLUS ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 70 - Opération n° 1312 « Habitat Social ANRU - Investissement » - Autorisation de programme QANRUHABPG.

Affiché en Mairie le

- 2 FEB. 2010

Réception en Préfecture le

- 8 FEB. 2010

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Politique  
du Logement,

  
Audrey LINKENHELD

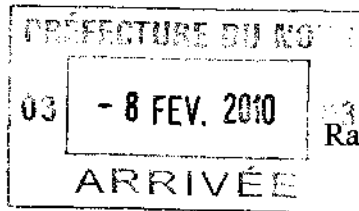
## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/81

## OBJET

**Grand Projet Urbain - Subvention  
pour surcharge foncière à la SA  
d'HLM VILOGIA - Bois Blancs 2 -  
ZAC Rives de la Haute Deûle.**



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Grand Projet Urbain de Lille repose sur les principes fondamentaux d'amélioration de la qualité de vie des habitants de logements sociaux, de mixité sociale accrue et d'augmentation des possibilités de parcours résidentiels pour les habitants lillois. Pour ce faire, il développe des opérations ambitieuses de diversification et d'accroissement de l'offre de logements à vocation sociale.

Ces opérations, du fait d'un objectif de grande qualité de vie et d'une meilleure intégration au tissu urbain, ne se financent pas avec les aides classiques au logement social et présentent un surcoût foncier évalué à 10,9 millions d'euros. Leur réalisation nécessite donc la mobilisation de financements supplémentaires de l'ensemble des partenaires.

Dans le cadre de la convention financière du Grand Projet Urbain, validée par délibération n° 06/253 du 22 mai 2006, la Ville s'est engagée à subventionner la surcharge foncière des opérations de logements sociaux à hauteur de 1.320.673 € pour la durée totale de l'opération. Elle vient compléter des subventions de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (5,25 millions d'euros) d'une part et, d'autre part, de la Région Nord/Pas-de-Calais et de Lille Métropole Communauté Urbaine, à parité avec elles.

La Ville s'est notamment engagée à verser des subventions à la SA d'HLM VILOGIA pour la construction de logements sociaux dans la ZAC Rives de la Haute Deûle, aux Bois-Blancs, en tant que site associé permettant la reconstitution des logements sociaux démolis dans les sites de projet.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention, pour surcharge foncière, d'un montant de 458.000 €, à la SA d'HLM VILOGIA, conformément aux engagements pris par la Ville dans le cadre du Grand Projet de Rénovation Urbaine et correspondant à 36 logements locatifs sociaux type PLUS/PLUS CD ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 70 - Opération n° 1312 « Habitat Social ANRU - Investissement » - Autorisation de programme QANRUHABPG.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

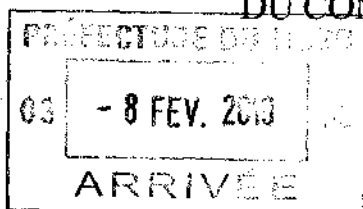
- 8 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Politique  
du Logement,

Audrey LINKENHELD

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/82



OBJET

**Grand Projet Urbain - Subvention  
pour surcharge foncière à la SA  
d'HLM VILOGIA - Margueritois  
Lille-Sud, îlot 2.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Grand Projet Urbain de Lille repose sur les principes fondamentaux d'amélioration de la qualité de vie des habitants de logements sociaux, de mixité sociale accrue et d'augmentation des possibilités de parcours résidentiels pour les habitants lillois. Pour ce faire, il développe des opérations ambitieuses de diversification et d'accroissement de l'offre de logements à vocation sociale.

Ces opérations, du fait d'un objectif de grande qualité de vie et d'une meilleure intégration au tissu urbain, ne se financent pas avec les aides classiques au logement social et présentent un surcoût foncier évalué à 10,9 millions d'euros. Leur réalisation nécessite donc la mobilisation de financements supplémentaires de l'ensemble des partenaires.

Dans le cadre de la convention financière du Grand Projet Urbain, validée par délibération n° 06/253 du 22 mai 2006, la Ville s'est engagée à subventionner la surcharge foncière des opérations de logements sociaux à hauteur de 1.320.673 € pour la durée totale de l'opération. Elle vient compléter des subventions de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (5,25 millions d'euros) d'une part et, d'autre part, de la Région Nord/Pas-de-Calais et de Lille Métropole Communauté Urbaine, à parité avec elles.

La Ville s'est notamment engagée à verser des subventions d'aide à la surcharge foncière à la SA d'HLM VILOGIA pour la construction de 15 logements sociaux et 15 logements très sociaux dans le diffus.

Sur l'ancienne friche Painsdavoine, rue des Margueritois, 30 logements locatifs sociaux à loyer minoré (PLUS CD) sont prévus en collectif. Le projet architectural permettant de construire plus de logements sur cet îlot, 18 logements supplémentaires ont été programmés pour permettre de satisfaire les ménages issus des immeubles déconstruits de rester dans le quartier de Lille-Sud.

Sur le site de rénovation urbaine des Margueritois, il est prévu 256 logements dont 78 en locatif social (30 %) et 60 en accession sociale. La première opération est située sur l'îlot n° 2 et permettra la construction de 48 logements locatifs sociaux au total dont 3 locatifs très sociaux.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention, pour surcharge foncière, d'un montant de 141.924 € à la SA d'HLM VILOGIA, conformément aux engagements pris par la Ville dans le cadre du Grand Projet de Rénovation Urbaine et correspondant à 15 logements locatifs sociaux type PLUS ;

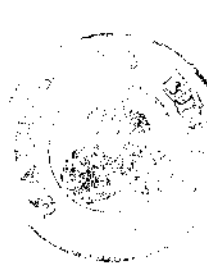
- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention, pour surcharge foncière, d'un montant de 29.196 € à la SA d'HLM VILOGIA, conformément aux engagements pris par la Ville dans le cadre du Grand Projet de Rénovation Urbaine et correspondant à 3 logements locatifs très sociaux type PLAI ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 70 - Opération n° 1312 « Habitat Social ANRU - Investissement » - Autorisation de programme QANRUHABPG

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

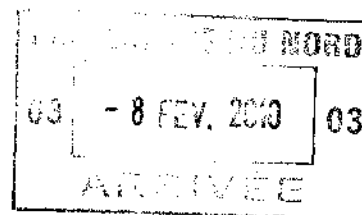
Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 8 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Politique  
du Logement,



*Audrey Linkenheld*  
**Audrey LINKENHELD**





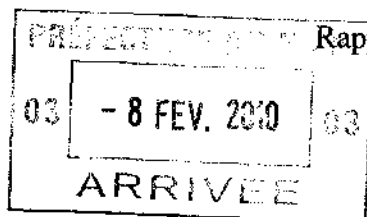
## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/83

## OBJET

**Grand Projet Urbain - Subvention  
pour surcharge foncière à la SA  
d'HLM VILOGIA - ZAC Porte  
de Valenciennes - Lot 1.2.1.**



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Grand Projet Urbain de Lille repose sur les principes fondamentaux d'amélioration de la qualité de vie des habitants de logements sociaux, de mixité sociale accrue et d'augmentation des possibilités de parcours résidentiels pour les habitants lillois. Pour ce faire, il développe des opérations ambitieuses de diversification et d'accroissement de l'offre de logements à vocation sociale.

Ces opérations, du fait d'un objectif de grande qualité de vie et d'une meilleure intégration au tissu urbain, ne se financent pas avec les aides classiques au logement social et présentent un surcoût foncier évalué à 10,9 millions d'euros. Leur réalisation nécessite donc la mobilisation de financements supplémentaires de l'ensemble des partenaires.

Dans le cadre de la convention financière du Grand Projet Urbain, validée par délibération n° 06/253 du 22 mai 2006, la Ville s'est engagée à subventionner la surcharge foncière des opérations de logements sociaux à hauteur de 1.320.673 € pour la durée totale de l'opération. Elle vient compléter des subventions de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (5,25 millions d'euros) d'une part et, d'autre part, de la Région Nord/Pas-de-Calais et de Lille Métropole Communauté Urbaine, à parité avec elles.

La Ville s'est notamment engagée à verser des subventions à la SA d'HLM VILOGIA pour la construction de 15 logements très sociaux sur la Ville, ces logements ayant vocation à reloger des ménages issus des immeubles déconstruits.

Sur le site de rénovation urbaine ZAC Porte de Valenciennes, le projet architectural de Vilogia sur le lot 1.2.1. permet la réalisation de 3 logements en plus des 40 logements sociaux prévus.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention, pour surcharge foncière, d'un montant de 29.196 €, à la SA d'HLM VILOGIA, conformément aux engagements pris par la Ville dans le cadre du Grand Projet de Rénovation Urbaine et correspondant à 3 logements locatifs très sociaux type PLAI.
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 70 - Opération n° 1312 « Habitat Social ANRU - Investissement » - Autorisation de programme QANRUHABPG.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 8 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Politique  
du Logement,

  
Audrey LINKENHELD

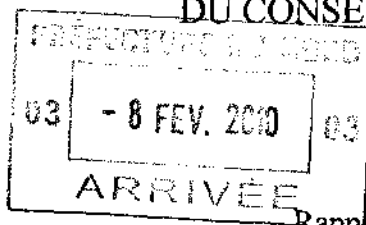
## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/84

OBJET

**Aides financières aux bailleurs sociaux  
pour la production et la résidentialisation  
de logements locatifs sociaux et la production  
de logements en accession sociale.**



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames Messieurs,

La Ville de Lille s'est fixé des objectifs ambitieux pour favoriser l'accès de tous au logement : la production de 12 000 nouveaux logements d'ici 2014 dont 4 000 sociaux, la rénovation de près de 5 000 logements sociaux et de 6 000 logements privés dégradés ainsi que la réalisation de logements en accession aidée à la propriété, comme définis dans la délibération du Conseil Municipal du 23 juin 2008.

Pour atteindre ces objectifs, la Ville souhaite, au-delà de l'action menée par LMCU avec son PLH, accompagner financièrement, conformément à l'article L.312-2-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, certaines opérations de construction neuve, de réhabilitation (acquisition-amélioration), d'accession sociale à la propriété et de résidentialisation de logements sociaux. Priorité sera donnée aux opérations comprenant de grands logements familiaux, des logements aux loyers abordables et aux charges réduites et tendant à répondre aux performances énergétiques exigées par le label BBC (Bâtiment Basse Consommation).

Pour formaliser les engagements des collectivités et des bailleurs, une convention sera signée entre chaque maître d'ouvrage et la Ville dans le cas d'aide à la résidentialisation, réhabilitation et construction neuve ou acquisition-amélioration.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **DONNER** un avis favorable pour l'attribution d'aides conformément au tableau ci-joint, pour un montant total de 1.034.500 € au titre des opérations en faveur de la production ou amélioration de 242 logements sociaux ;
- ♦ **AUTORISER** l'attribution et le paiement des aides proposées, dans la limite des montants attribués aux maîtres d'ouvrage, sous réserve de disposer des pièces nécessaires à l'instruction du dossier, selon le tableau ci-annexé ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de partenariat avec chaque maître d'ouvrage pour les opérations faisant l'objet d'une aide de la Ville dans les cas de résidentialisation, réhabilitation et construction neuve, suivant les modèles ci-joints ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses liées aux opérations de construction neuve, de réhabilitation, de résidentialisation et d'acquisition-amélioration soit 1.034.500 €, sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 20417, fonction 70 - Opération n° 1267 libellée « Habitat Social Développement et Requalification - Investissement » de l'AP QPLANACTPG.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 8 FEB. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Politique  
du Logement,

Audrey LINKENHELD

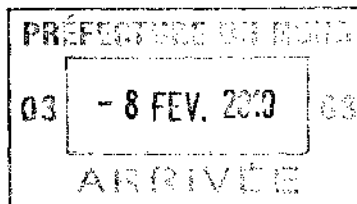
Adresse opération	Quartier Ville associée	Type d'opération	Bailleur	Nb total logt	Nb log à aider	Programme	Année programmation auprès LMCU	Montant total d'aide proposé
Rue Jules Vallès	St Maurice	Construction neuve	ICF NE	35	35	25 PLUS et 10 PLAI – parcelles en ERL	2010	170 000€
Legrand Cabanis	Fives	Construction neuve	SIA	60	60	48 PLUS et 12 PLAI	2010	276 000€
Lomme 1	Lomme	Construction neuve	SA Hainaut	41	41	33 PLUS et 8 PLAI	2009	188 000€
Résidence Jardins de Fives	Fives	Réhabilitation et Résidentialisation	SIA	79	79	Réhabilitation thermique, requalification des parties communes et résidentialisation du cœur d'îlot		276 500€
Organum	Fives	Accession maîtrisée à la propriété	Escaut Habitat	6	6			24 000€
EpINETTE	Faubourg de Bethune	Accession sociale à la propriété	Bouygues Immobilier	20	20			80 000€
			<b>Sous total</b>	<b>241</b>	<b>241</b>			<b>1 014 500 €</b>
Adresse immeuble	Quartier Ville associée	Type d'opération	Bailleur	Nb total logt	Nb log à aider	Typologie des logements subventionnés	Montant travaux (€ TTC)	Montant subvention ville
38 rue du Faubourg des Postes / 3-4 cour Ruffian	Lille Sud	Acquisition amélioration	SAUES HABITAT PACT	1	1	1T3	85.115	20.000 €
			<b>Sous total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>			<b>20.000 €</b>
<b>TOTAL</b>				<b>242</b>	<b>242</b>			<b>1 034 500 €</b>

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/85

OBJET



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

**Politique de l'Habitat – Création d'une  
servitude de mixité sociale et de taille de  
logement – Modification du PLU**

**1. Exposé général des motifs**

Depuis de nombreuses années, la Ville de Lille et ses communes associées d'Hellemmes et Lomme ont veillé à favoriser la mixité sociale et générationnelle dans tous les quartiers et à garantir l'accueil des familles. L'ensemble de leurs actions en matière d'habitat et de logements y contribue : développement continu d'opérations de logements sociaux et familiaux dans tous les quartiers et prioritairement dans les quartiers les plus centraux, projet de rénovation urbaine, opérations de rénovation de l'habitat ancien développant majoritairement les aides en faveur de logements à coûts maîtrisés ...

A ce jour, le parc locatif social représente près d'un quart des logements lillois, sachant que 75 % des Lillois ont des ressources qui leur permettraient de bénéficier d'un logement locatif social et 48 % d'un logement très social et que les demandeurs de logements sociaux sont plus de 10 000 chaque année.

Sur le mandat 2008-2014, la Ville de Lille et ses communes associées d'Hellemmes et de Lomme et poursuivent un double objectif.

Premièrement, il s'agit de produire davantage de logements à Lille pour répondre aux nombreuses demandes de logement avec un engagement de sortir de terre 12 000 nouveaux logements d'ici 6 ans.

Deuxièmement, cette offre nouvelle doit permettre de garantir la mixité sociale et générationnelle de notre territoire et doit donc répondre à une double priorité :

- les actions permettant de loger les ménages à revenu modeste ou moyen en location comme en accession à la propriété seront poursuivies : près de la moitié de l'offre nouvelle devra permettre de répondre aux besoins des ménages modestes et moyens en locatif social (30 %) et en accession à la propriété (18 %),
- l'accent continuera d'être mis sur les logements familiaux : 50 % minimum de cette offre nouvelle doit être familiale. En effet, alors que l'évolution récente du parc, déjà composé pour moitié de petits logements, témoigne d'une tendance à la spécialisation en petits logements (69 % de l'offre nouvelle récente est composée de petits logements), l'analyse de la demande locative sociale démontre que les besoins en logements familiaux demeurent importants : 51 % des demandeurs résidant à Lille peuvent prétendre à des logements de 3 pièces et plus.

Ces objectifs prendront la forme d'obligations inscrites au PLU qui seront modulées pour tenir compte finement de la situation actuelle et de la diversité voulue dans chaque quartier.

.../...

## **2. Les actions déjà engagées par la Ville de Lille**

Pour atteindre ces objectifs, la Ville a, d'ores et déjà, mis en place de nombreux dispositifs :

- Par délibération n° 04/582 du 28 juin 2004, avant même la loi portant Engagement National pour le Logement, la Ville de Lille a affirmé la volonté politique de réaliser 25% de logements locatifs sociaux dans toute opération de plus de 50 logements. Depuis, l'analyse des permis de construire démontre que la part des logements produits dans des plus petits permis de construire est importante (en 2006, 38 % des logements neufs sont issus de permis de construire de moins de 20 logements, hors logements étudiants). Aussi, il est proposé d'appliquer désormais un seuil inférieur, sans impacter les petites opérations ponctuelles réalisés par des particuliers, ce qui correspond à un seuil constaté de 17 logements.
- Concernant la diversité typologique, les Villes de Lille, Hellemmes et Lomme déterminent des pourcentages de taille de logements dans les opérations maîtrisées (ZAC, ERL, fonciers maîtrisés...) et conditionnent le versement de ses aides au respect de critères en matière de typologie de logement. Ainsi, il est demandé 30 % minimum de logements de 4 pièces dans les opérations de logements sociaux, et les opérations de rénovation des particuliers aidées par la Ville font l'objet d'une négociation systématique pour favoriser le logement familial.
- Depuis le début du mandat, les Villes de Lille, Hellemmes et Lomme ont procédé à l'inscription au PLU (plan local d'urbanisme) de 30 emplacements réservés au logement et de 30 sites en veille foncière ce qui représente environ 8 600 nouveaux logements potentiels. Un plan d'action foncière a été mis en place avec LMCU et l'EPF pour permettre l'acquisition partagée de ces sites en vue d'y réaliser des programmes mixtes de logements, priorisant l'accession bon marché et le locatif social.
- La Ville de Lille a développé, de façon très volontariste, le développement de programmes en accession à la propriété bon marché (de 1 900 à 2 400 € TTC/m²) : Aujourd'hui 302 logements sont en commercialisation et 145 en travaux.
- Lille a décidé également de cofinancer la production et la rénovation de logements à vocation sociale (en locatif et en accession à la propriété), aux côtés de Lille Métropole Communauté Urbaine. Depuis le début du mandat, 1,3 millions d'euros ont d'ores et déjà été attribués.

## **3. Objectifs et description du dispositif proposé**

Aujourd'hui, grâce aux évolutions législatives récentes, la Ville de Lille et ses communes associées d'Hellemmes et de Lomme souhaitent aller encore plus loin et traduire ces objectifs en obligation :

1. Passer de 25 % à 30 % de logements locatifs sociaux conformément à l'engagement du programme municipal, et passer le seuil d'application de 50 à 17 logements pour tenir compte du poids majeur des petits permis de construire ;
2. Généraliser l'obligation de réalisation de grands logements car les négociations avec les porteurs de projet ne sont pas toujours suivies d'effet, les opérations aidées ne sont pas suffisantes à maintenir une mixité sociale et les surdivisions se poursuivent.

.../...

3. moduler ces obligations en tenant compte de la situation au regard de la mixité sociale et familiale de chacun des quartiers

La loi n°2009-323 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre les Exclusions du 25 mars 2009, en ses articles 31 et 32, permet désormais aux communes et EPCI compétents de :

- « délimiter dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme doit être affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale ». (article L 123-1-16 du Code de l'Urbanisme).
- « délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale qu'ils fixent » (article L. 123-1-15 du Code de l'Urbanisme).

Dans ce cadre et fortes du bilan positif des premières expériences menées, Lille et ses communes associées souhaitent inscrire au PLU dans les zones UA, UB, UC, UD, AUC et AUD, deux servitudes cumulables : une servitude de mixité sociale (SMS) et une servitude de taille de logement (STL). Les périmètres de ZAC et d'ERL, délimités au PLU, sont exclus de l'application de ces servitudes, au motif que leur programme est prévu par leur règlement propre.

Quant au périmètre soumis au Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) et non au PLU, la Ville de Lille souhaite interpeller Monsieur le Préfet du Nord afin que ce dispositif puisse y être également inscrit prochainement.

#### 1. une servitude de mixité sociale (SMS).

Le principe de cette servitude est le suivant : il s'agit de rendre obligatoire la production de 30% de logements sociaux minimum (cf définition en annexe), dont 25 % de logements très sociaux minimum (cf définition en annexe), dans tout programme de logements, tout en tenant compte de la mixité sociale existante. Ainsi une modulation est prévue selon les quartiers.

Taux de logements sociaux en 2005 (résidences principales, source Filocom)	
<b>Vauban Esquermes</b>	11%
<b>Centre</b>	13%
<b>Wazemmes</b>	15%
<b>Saint Maurice</b>	
<b>Pellevoisin</b>	15%
<b>Vieux Lille</b>	17%
<b>Bois Blancs</b>	21%
<b>Hellemmes</b>	23%
<b>Fives</b>	25%
<b>Lomme</b>	29%
<b>Moulins</b>	39%
<b>Lille Sud</b>	65%
<b>Faubourg de Béthune</b>	76%
<b>TOTAL</b>	<b>24%</b>

.../...

Les quartiers du Faubourg de Béthune et de Lille Sud, qui comptent respectivement 76% et 65% de logements locatifs sociaux, sont en tout ou partie exclus du dispositif car comprenant d'ores et déjà très majoritairement du logement locatif social. Les autres secteurs sont répartis en 2 groupes, en fonction de leur pourcentage actuel de logement social :

- Les quartiers comportant moins de 20 % de logements locatifs sociaux sont dans un secteur d'obligation ferme de production de 30 % de logements locatifs sociaux, dont 25 % de logements locatifs très sociaux (cf définitions en annexe)
- Les quartiers comportant déjà 20% minimum de logements sociaux auront l'obligation de réaliser :
  - o 30 % de logements locatifs sociaux, dont 25% de logements locatifs très sociaux, (cf définitions en annexe)
  - o ou 30 % d'accession sociale à la propriété (cf définition en annexe)

## 2. Une servitude de taille de logements (STL)

Le principe de cette servitude est le suivant : il s'agit de rendre obligatoire, sur l'ensemble du territoire de Lille, Hellemmes et Lomme, la production d'une proportion minimale de logements familiaux comportant au moins 3 et 4 pièces, afin de permettre le maintien de la mixité sociale et générationnelle sur tout le territoire. Par souci de réalisme et de mixité, les obligations fixées différeront selon la taille de l'opération et selon le secteur.

Dans les quartiers ou communes associées (Lomme, Hellemmes, Lille-Sud, Faubourg de Béthune) offrant d'ores et déjà du logement familial, l'obligation permettra de maintenir une diversité typologique minimale dans chaque nouveau programme.

Dans les quartiers (Bois-Blancs, Saint- Maurice Pellevoisin, Fives, Moulins, Vieux-Lille, Centre, Vauban-Esquermes, Wazemmes) connaissant une tendance à la spécialisation de l'offre nouvelle (plus de 55% de l'offre nouvelle constituée de petits logements) et un risque de perte de mixité sociale, il est proposé une règle renforcée qui permette d'infléchir la tendance. Le seuil d'application et le taux de logements familiaux obligatoires seront donc abaissés.

	<b>Taux de T1-T2 dans les résidences principales en 2005) (source Filocom</b>	<b>poids des T1/T2 dans la croissance du parc entre 1999 et 2005 (source Filocom)</b>
<b>Lomme</b>	16%	35%
<b>Hellemmes</b>	25%	80%
<b>Lille Sud</b>	29%	97% (donnée non significative car moins de 80 nouveaux logements)
<b>Faubourg de Béthune</b>	29%	18% (donnée non significative car moins de 80 nouveaux logements)
<b>Bois Blancs</b>	32%	76%
<b>Saint Maurice Pellevoisin</b>	35%	56%
<b>Fives</b>	43%	73%
<b>Moulins</b>	56%	70%
<b>Vieux Lille</b>	59%	69%
<b>Centre</b>	63%	64%
<b>Vauban Esquermes</b>	63%	78%
<b>Wazemmes</b>	67%	76%
<b>TOTAL</b>	<b>48%</b>	<b>69%</b>

Il est précisé que les opérations de résidences service, logements foyers et résidences sociales (CHRS, maisons relais, foyers de travailleurs migrants, résidences sociales, foyers de jeunes travailleurs, résidences pour personnes âgées, résidences étudiantes, résidences service ou résidences hôtelières à vocation sociale...) ne sont pas assujetties à la servitude de taille de logements. Ainsi les servitudes de programme de logements s'appliquent, en fonction des définitions précisées en annexe, de la façon suivante :

	<b>Secteur 1</b>	<b>Secteur 2</b>	<b>Secteur 3</b>	<b>Secteur 4</b>
<b>Secteurs concernés</b>	Wazemmes, Vieux - Lille, Centre, Saint-Maurice Pellevoisin, Vauban	Fives, Moulins, Lille Sud-secteur CHR, Bois Blancs,	Lomme, Hellemmes	Lille- Sud- Autres secteurs, Faubourg de Béthune
<b>Servitude de mixité sociale</b>	Dans tout programme comprenant au moins 1200 m <sup>2</sup> de SHON ou 17 logements : 30 % minimum de SHON affectée à du logement locatif social dont 25 % minimum de SHON affectée à du logement locatif très social	Dans tout programme comprenant au moins 1200 m <sup>2</sup> de SHON ou 17 logements : * 30 % minimum de SHON affectée à du logement locatif social dont 25 % minimum de SHON affectée à du logement locatif très social, * ou 30 % de SHON affectée à de l'accession sociale à la propriété	Dans tout programme comprenant au moins 1 200 m <sup>2</sup> de SHON ou 17 logements : * 30 % minimum de SHON affectée à du logement locatif social dont 25 % minimum de SHON affectée à du logement locatif très social, * ou 30 % de SHON affectée à de l'accession sociale à la propriété	
<b>Servitude de taille de logement</b>	* Dans tout programme comprenant 3 à 14 logements : 33 % minimum de logements comportant au moins 3 pièces principales * Dans tout programme comprenant au moins 15 logements : 30 % minimum de logements comportant au moins 3 pièces principales et 20 % minimum de logements comportant au moins 4 pièces principales.	* Dans tout programme comprenant 3 à 14 logements : 33 % minimum de logements comportant au moins 3 pièces principales * Dans tout programme comprenant au moins 15 logements : 30 % minimum de logements comportant au moins 3 pièces principales et 20 % minimum de logements comportant au moins 4 pièces principales.	* Dans tout programme comprenant 4 à 24 logements : 25 % minimum de logements comportant au moins 3 pièces principales * Dans tout programme comprenant au moins 25 logements : 25 % minimum de logements comportant au moins 3 pièces principales et 15 % minimum de logements comportant au moins 4 pièces principales.	* Dans tout programme comprenant 4 à 24 logements : 25 % minimum de logements comportant au moins 3 pièces principales * Dans tout programme comprenant au moins 25 logements : 25 % minimum de logements comportant au moins 3 pièces principales et 15 % minimum de logements comportant au moins 4 pièces principales.



Des exemples concrets d'application de ces servitudes sont présentées en annexe.

L'inscription de secteurs de pourcentage de programmes de logements (SMS et STL) au P.L.U. nécessite de remanier celui-ci, en faisant usage de la procédure de modification prévue par l'article L 123-13 du code de l'urbanisme.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2009, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **VALIDER** le principe d'inscrire des servitudes de Programme de logements (SMS et STL) au PLU dans les termes et modalités précisées ci-dessus ainsi qu'en annexe, et dans les périmètres repris dans les cartes ci annexées
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire à saisir Lille Métropole Communauté Urbaine pour que la procédure de modification du PLU soit mise en œuvre dans les conditions indiquées ci dessus.
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire à saisir Monsieur. le Préfet du Nord afin que le dispositif applicable en secteur 1 puisse être inscrit dans le périmètre en PSMV dans un avenir proche

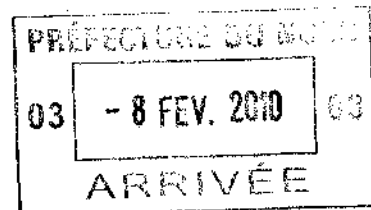
Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture      - **8 FEV. 2010**

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Par délégation du Maire,  
L'Adjointe déléguée à la Politique du  
logement

  
Audrey LINKENHELD

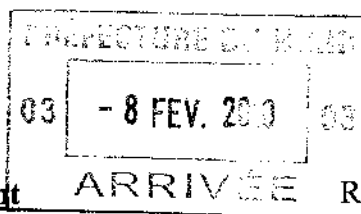


## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/86

OBJET

**Subventions aux associations agissant  
dans le domaine du logement – Appel  
à projet 2010 - Versement d'avances.**



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'aide financière de la Ville a été sollicitée, au titre de l'année 2009, par diverses associations pour la réalisation d'actions liées au logement.

Un appel à projet a été lancé en octobre 2009 et pour l'année 2010 par la délégation Politique du Logement pour les thématiques suivantes :

- Lutte contre l'insalubrité, l'indécence et les bailleurs indécents :
  - Actions d'accompagnement individuel et spécifique des personnes
  - Médiation
  - Auto-réhabilitation
- Aide au maintien dans les lieux :
  - Lutte contre les expulsions
  - Maîtrise budgétaire des dépenses liées aux logements (précarité énergétique...)
  - Actions pédagogiques sur les droits et devoirs des locataires
- Aide aux démarches :
  - Obtentions de garanties locatives
  - Actions judiciaires à l'encontre des marchands de sommeil

Les associations candidates ont déposé un dossier argumenté de demande de subvention pour chacune des actions envisagées en 2010.

En 2009, des subventions avaient été accordées (cf tableau joint) ; les dossiers 2010 en cours de dépôt par les associations seront examinés tout prochainement. Néanmoins, pour faciliter la gestion de ces associations et la continuité de leurs actions, il est proposé de leur verser un acompte.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **AUTORISER** le versement d'avances sur subventions aux associations APU de Wazemmes, APU de Moulins, APU du Vieux-Lille, OSLO, GRAAL, Champ Marie (SIRET : 41900623400035) et ADIL, reprises dans le tableau ci-annexé, pour un montant total de 78.500 € ;

.../...

- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 72 - Opération n° 605 QPHAB « plan action habitat ».

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

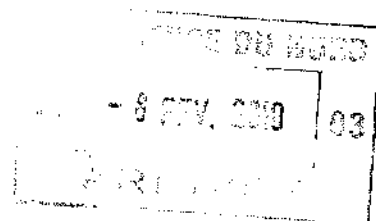
Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 8 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Politique  
du Logement,



  
**Audrey LINKENHELD**



## Délégation logement - appel à projet 2010 – Avance sur subvention

### Subvention complémentaire à 3 associations agissant dans le domaine du logement

Association	Montant de la Subvention 2009	Avance de subvention 2010 Montant proposé
Atelier populaire d'urbanisme de Lille Wazemmes 90 rue Racine - 59000 Lille	28 500 €	10 000 €
Atelier populaire d'urbanisme de Lille Moulins 46 rue de la Plaine - 59000 Lille	25 000 €	6.500 €
Atelier populaire d'urbanisme du Vieux-Lille 14 rue des Tours - 59000 Lille	25 000 €	10 000 €
Organisme social de logement (OSLO) 284 rue Pierre Legrand - BP 35 - 59007 Lille Cedex	55 000 €	10 000 €
GRAAL 12 rue Esquernes - 59000 Lille	15 000 €	5 000 €
Champ Marie 142 Boulevard Montebello - 59000 Lille	6 000 €	2 000 €
Habitat et Humanisme 219 bis, Boulevard de la Liberté - 59000 Lille	8 000 €	0 €
DAL 68 rue du Marché - 59000 Lille	1 500 €	0 €
Confédération Nationale du Logement 42/01 rue de Tournai - 59000 Lille	5 550 €	0 €
PACT Métropole Nord, Antenne de Lille 73 boulevard de la Moselle - 59000 Lille	164 000 €	0 €
ADIL 2 rue Alexandre Desrousseaux - 59000 Lille	35 000 €	17 500 €
TOTAUX :	368 550 €	78 500 €

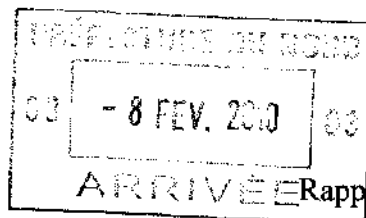
## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/87

OBJET

**Primes habitat durable - Octroi  
de primes municipales : isolation,  
OPAH R-U, sortie d'insalubrité.**



Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille s'engage auprès des propriétaires et, notamment, des plus modestes pour les aider à concrétiser leur projet d'amélioration de l'habitat, grâce à des aides ciblées.

C'est l'objet de :

- l'OPAH de Renouvellement Urbain, qui a été lancée en collaboration avec la Communauté Urbaine, mais aussi avec le Conseil Général et le Conseil Régional, sur des périmètres ciblés de la Ville de Lille, Hellemmes et Lomme. La mobilisation de l'ensemble des partenaires dans un objectif d'amélioration du patrimoine bâti, des conditions de vie des habitants, de maîtrise des charges et de respect des principes de développement durable, permet d'inciter les propriétaires aux ressources modestes à réaliser les travaux d'amélioration avec un niveau de subvention important, pouvant aller jusqu'à 85% du montant des travaux.
- la prime à l'isolation qui permet d'inciter les propriétaires à engager des travaux de rénovation énergétique de leur logement (isolation, chauffage, ventilation, ...)
- la prime à la sortie d'insalubrité, pour les logements les plus dégradés, qui permet aux propriétaires d'engager une réhabilitation totale de leur logement lorsque l'état d'insalubrité a été constaté.

Ces aides complètent, avec les primes pour l'installation d'équipements solaires et les primes pour l'installation de systèmes de récupération des eaux pluviales, le panel des subventions que la Ville de Lille a mis en place en faveur d'un habitat rénové et durable.

Par délibération n° 08/534 du 23 juin 2008, le Conseil Municipal a approuvé le dispositif d'attribution des primes aux propriétaires dans le périmètre de l'OPAH Renouvellement Urbain.

Par délibération n° 08/761 du 6 octobre 2008, le Conseil Municipal a approuvé le dispositif de primes à l'isolation.

Par délibération n° 09/388 du 18 mai 2009, le Conseil Municipal a approuvé le dispositif de primes de sortie d'insalubrité.

Par délibération n° 09/590 du 29 juin 2009, le Conseil Municipal a approuvé la mise en place d'écoconditionnalités d'octroi des primes dans le périmètre de l'OPAH Renouvellement Urbain ainsi que la mise en place d'un délai supplémentaire fixé jusqu'en septembre pour les dossiers déjà engagés sur la base de la délibération n° 08/534.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **DONNER** un avis favorable pour l'attribution des primes sollicitées figurant dans le rapport joint, pour un montant total de 283.175 €, dont 156.620 € pour la Ville de Lille, 51.703 € pour le Département du Nord et 74.852 € pour la Région Nord/Pas-de-Calais,
- ♦ **AUTORISER** l'attribution et le paiement des primes proposées par la commission d'attribution, dans la limite des montants attribués aux pétitionnaires, sous réserve que les travaux le nécessitant aient fait l'objet d'une déclaration de travaux préalable et que les travaux réalisés soient conformes aux prescriptions éventuelles de l'autorisation de travaux. Au moment du paiement, le montant de la prime pourra être revu à la baisse, dès lors que les factures finales feront apparaître un différentiel par rapport au projet initial validé,
- ♦ **IMPUTER** les dépenses liées aux primes isolation et sortie d'insalubrité au chapitre 204, fonction 830, article 2042, de l'opération QAIPA n°1241 intitulée « Habitat ancien aide aux particuliers – Investissement », de l'AP référencée QRHABDUR
- ♦ **IMPUTER** la dépense liée aux primes OPAH RU sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 70 - Opération QHANN n° 1311 intitulée « Habitat ancien ANRU – Investissement » - AP référencée QANRUHABPG.

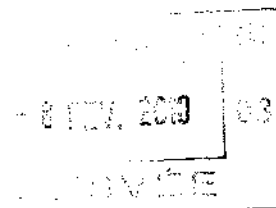
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 8 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Politique  
du Logement,

  
**Audrey LINKENHELD**



Ville de Lille  
Commission d'attribution des primes à l'amélioration de l'habitat privé (isolation, OPAH RU, sortie d'insalubrité)

Titre	Nom	Prénom	Quartier ou commune associée	Adresse logement	Type prime	Montant total travaux TTC	Dépense subventionnable	Montant subvention	Taux de subvention	Dont Ville	Dont Département	Dont Région	statut	Nb logements subventionnés	Nb personnes logt
Monsieur et Madame	ZIEGLER	Eloi	Wazemmes	61 rue Caumartin	ISOLATION	7 072 €	7 072 €	1 061 €	15%	1 061 €			PO	1	2
Monsieur et Madame	BRAME	Axel	Loune	19 rue Guillaume Tell	ISOLATION	13 848 €	13 848 €	2 077 €	15%	2 077 €			PO	1	4
Monsieur et Madame	OUBRAHAM	Chiraz	Hellemmes	10 rue Marcel Sembat	ISOLATION	5 321 €	5 321 €	798 €	15%	798 €			PO	1	4
Monsieur et Madame	DUFLOT	Christophe	Saint-Maurice	32 rue Marcel Sembat	ISOLATION	11 599 €	11 599 €	1 740 €	15%	1 740 €			PO	1	4
Monsieur et Madame	MALET	Arnaud	Wazemmes	31 rue Stappaert	ISOLATION	16 027 €	10 019 €	1 503 €	15%	1 503 €			PO	1	4
	SCI Julie Ines Mehdi	Mehdi	Moulins	29 rue André Wallaert	ISOLATION	9 715 €	9 715 €	1 457 €	15%	1 457 €			PB	1	4
<b>SOUS TOTAL Prime ISOLATION</b>															
Madame	MANSRI	Malbouba	Lille Sud	35 rue Pierre Curie	OPAH RU Plafond base	30 404 €	24 166 €	11 229 €	46%	4 396 €	4 063 €	2 771 €	PO	1	3
Monsieur et Madame	MANG et LAMBERT	Lionel et Raphaëlle	Fives	21 rue Malsence	OPAH RU Plafond majoré	8 013 €	7 595 €	3 418 €	45%	2 279 €	1 139 €		PO	1	2
Monsieur et Madame	LEMEITER et RUFFIN	Richard et Gaëlle	Fives	19 rue Berlioz	OPAH RU Plafond PTZ	26 724 €	25 331 €	8 866 €	35%	4 433 €		4 433 €	PO	1	4
Monsieur et Madame	WEPPE	Jean	Fives	37 rue Mirabeau	OPAH RU Plafond très social	37 473 €	30 000 €	16 000 €	53%	6 781 €	4 063 €	5 156 €	PO	1	3
Monsieur	PECARD	Antoine	Moulins	1 rue Thumesnil	OPAH RU Plafond très social	8 420 €	7 981 €	2 793 €	35%	798 €	1 995 €		PO	1	1
Madame	MASTOURI	Lamia	Moulins	38 rue Albert Samain	OPAH RU Plafond très social	26 570 €	25 185 €	12 389 €	49%	4 976 €	4 063 €	3 351 €	PO	1	4
Madame	FOUREL	Céline	Fives	56 rue Guillaume Werrier	OPAH RU Plafond PTZ	12 864 €	12 193 €	4 268 €	35%	2 134 €		2 134 €	PO	1	3

Titre	Nom	Prénom	Quartier ou commune associée	Adresse logement	Type prime	Montant total travaux TTC	Dépense subventionnable	Montant subvention	Taux de subvention	Dont Ville	Dont Département	Dont Région	statut	Nb logement subventionné	Nb personnes logt
Monsieur et Madame	GAIGNARD	Guillaume	Hellennes	24 rue Roger Salengro	OPAH RU Plafond majoré	64 474 €	40 000 €	18 000 €	45%	10 219 €	2 438 €	5 344 €	PO	1	4
Madame	CRANGANO RE	Kamala	Moulins	75 rue de Lyon	OPAH RU Plafond très social	26 587 €	25 201 €	12 401 €	49%	4 982 €	4 063 €	3 357 €	PO	1	3
Monsieur et Madame	DEBRABAN DERE	Christophe	Fives	20 rue Bernioz	OPAH RU Plafond majoré	5 993 €	5 235 €	2 356 €	45%	1 571 €	785 €		PO	1	4
Mademoiselle	FLAHAUT	Laurence	Moulins	90 rue de Condé	OPAH RU Plafond majoré	26 435 €	24 621 €	11 079 €	45%	6 758 €	2 438 €	1 883 €	PO	1	1
Monsieur	LOOCK	Christophe	Lomme	212 avenue Arthur Notebart	OPAH RU Plafond PTZ	12 581 €	11 125 €	3 894 €	35%	1 947 €		1 947 €	PO	1	4
Madame	RAKEM	Lila	Lomme	4 rue du docteur Ménard	OPAH RU Plafond PTZ	35 134 €	30 000 €	10 500 €	35%	5 250 €		5 250 €	PO	1	2
Monsieur et Mademoiselle	DELVALLE et CASINI	Benjamin et Elisa	Lille Sud	12 place Edith Cavell	OPAH RU Plafond base	31 624 €	29 975 €	15 295 €	51%	6 429 €	4 063 €	4 804 €	PO	1	3
Monsieur et Madame	HADOUX	Frédéric	Wazemmes	2 rue Jean du Solier	OPAH RU Plafond PTZ	29 926 €	28 366 €	9 928 €	35%	4 964 €		4 964 €	PO	1	4
Monsieur et Mademoiselle	FICHOT et DUBIEN	Benjamin et Mirreille	Lille Sud	177 rue du Faubourg des Postes	OPAH RU Plafond base	25 069 €	23 763 €	10 947 €	46%	4 255 €	4 063 €	2 630 €	PO	1	3
Monsieur et Madame	QUIGER et COLACO	Kyneth et Elisabeth	Fives	38 rue Malsence	OPAH RU Plafond base	34 281 €	30 000 €	15 313 €	51%	6 438 €	4 063 €	4 813 €	PO	1	4
Monsieur	VI	Franck	Hellennes	10 impasse Delesalle	OPAH RU Plafond PTZ	6 522 €	6 182 €	2 164 €	35%	1 082 €		1 082 €	PO	1	3
Monsieur	POPIEUL	Albin	Fives	30 rue Mirabeau	OPAH RU Plafond majoré	11 922 €	11 300 €	5 085 €	45%	3 390 €	1 695 €		PO	1	1
Mademoiselle	FACQUE	Virginie	Fives	33 rue Bohin	OPAH RU Plafond majoré	9 722 €	8 884 €	3 998 €	45%	2 665 €	1 333 €		PO	1	1
Monsieur	VANHOVE	Denis	Wazemmes	19 rue Carpeaux	OPAH RU Plafond très social	23 363 €	22 145 €	10 109 €	46%	3 836 €	4 063 €	2 211 €	PO	1	3



Titre	Nom	Prénom	Quartier ou commune associée	Adresse logement	Type prime	Montant total travaux TTC	Dépense subventionnable	Montant subvention	Taux de subvention	Dont Ville	Dont Département	Dont Région	statut	Nb logement subventionné	Nb personnes logt
Monsieur et Madame	CATRYSE et LELEU	Alexandre et Sylvie	Fives	15 rue d'Aguesseau	OPAH RU Plafond base	59 680 €	30 000 €	15 313 €	51%	6 438 €	4 063 €	4 813 €	PO	1	2
Madame	POUPAERT	Raymonde	Lille Sud	67 rue Simons	OPAH RU Plafond base	14 000 €	13 270 €	3 318 €	25%		3 318 €		PO	1	1
	SCI NR XVIII		Wazemmes	129 rue de Wazemmes	OPAH RU LCTS et LI	875 452 €	646 181 €	27 825 €	4%	13 912 €		13 912 €	PB	5	
<b>SOUS TOTAL Prime OPAH</b>						<b>1 443 233 €</b>	<b>1 118 699 €</b>	<b>236 484 €</b>		<b>109 929 €</b>	<b>51 703 €</b>	<b>74 852 €</b>			
	SCI d'UERMACK		Centre	134 rue Nationale	INSALUBRITE LCTS	255 143 €	241 842 €	24 184 €	10%	24 184 €			PB	3	
Monsieur	MOEZ	Gantri	Moulins	18 rue du Jardin des Plantes	INSALUBRITE LCTS	146 342 €	138 713 €	13 871 €	10%	13 871 €			PB	2	
<b>SOUS TOTAL Prime Insalubrité</b>						<b>401 485 €</b>	<b>380 555 €</b>	<b>38 055 €</b>		<b>38 055 €</b>					
<b>TOTAL</b>						<b>1 908 300 €</b>	<b>1 556 828 €</b>	<b>283 175 €</b>		<b>156 620 €</b>	<b>51 703 €</b>	<b>74 852 €</b>			

Avis favorable de la Commission réunie le 29/12/2009 sur l'ensemble des dossiers soumis, pour accord de principe d'octroi de dossiers de prime d'un montant total de 283 175 € (sous réserve d'obtention par les propriétaires des autorisations administratives pour la réalisation des travaux).

Les primes pourront être recalculées par la commission dans la limite maximale attribuée initialement, après examen des pièces justificatives fournies pour le paiement (factures).

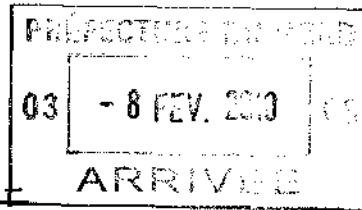
Andrey LINKENIELD  
Adjointe déléguée au Logement

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/88

OBJET



**Réhabilitation de la courée Faget -**  
**Convention avec LMCU portant désignation**  
**de la Ville comme maître d'ouvrage de**  
**l'opération - Marché de maîtrise d'œuvre -**  
**Marché de travaux - Autorisation de signature.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique d'intervention pour l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers d'habitat ancien, la Ville de Lille intervient de longue date avec le concours de Lille Métropole Communauté Urbaine pour la requalification des courées. Plusieurs programmes ont été ainsi lancés depuis 1993, ayant permis de traiter 785 logements dans 116 courées.

Ainsi, par délibérations n° 08/762 du 6 octobre 2008 et n° 08/1138 du 15 décembre 2008, le Conseil Municipal a autorisé le lancement d'un programme de travaux pour la mise aux normes des réseaux et l'amélioration de l'espace collectif pour 4 courées (cours Longpas, Casier, Landas, Narcisse et cour Pasbecq à Hellemmes).

Il s'agit de compléter cette délibération en y rajoutant la cour Faget, 36 rue Mourmant à Lille, dont le programme de travaux a déjà été étudié par le Pact Métropole Nord et qui peut également faire l'objet d'un marché pour la réalisation des travaux d'amélioration de l'espace collectif.

Trois maîtres d'ouvrage distincts sont concernés par cette opération (propriétaire, LMCU et commune). Il est proposé de désigner la Ville de Lille par convention comme maître d'ouvrage de l'opération, conformément à l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985. La Communauté Urbaine a délibéré lors du Conseil Communautaire du 11 décembre 2009 afin d'autoriser la conclusion de la convention portant désignation de la Ville de Lille comme maître d'ouvrage de cette opération.

Pour poursuivre le programme de réalisation des travaux, la Ville devra procéder au lancement d'appels d'offres afin de désigner les entreprises qui réaliseront les travaux pour cette cour ainsi que le maître d'œuvre qui suivra les travaux.

Le coût des travaux de requalification est estimé à 355.000 € TTC, dont 54.000 € TTC pour l'assainissement et 301.000 € TTC pour la requalification. Le coût de la maîtrise d'œuvre est estimé à 35.500 € TTC. La Ville assurera, pour sa part, le financement de 20 % des travaux de requalification, Lille Métropole Communauté Urbaine finançant, quant à elle, 80 % des travaux de requalification et 100 % des travaux liés à l'assainissement et à la maîtrise d'œuvre.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, du Logement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention ci-jointe entre la Ville de Lille et Lille Métropole Communauté Urbaine portant désignation de la Ville comme maître d'ouvrage de l'opération de réhabilitation de la cour Faget, 36 rue Mourmant,

.../...

- ♦ **AUTORISER** le lancement des appels d'offres en vue de la passation des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux nécessaires à la réalisation de cette opération,
- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élue déléguée des marchés de travaux pour un coût d'objectif de 355.000 € TTC pour les travaux et de 35.500 € TTC pour la maîtrise d'œuvre,
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 45815, article 45815, fonction 01 - Opération « Courées Participation Requalification R05 - Investissement » n° 1356 QCOUR - Autorisation de programme QPLANACTPG,
- ♦ **ADMETTRE** en recettes les subventions et participations financières obtenues à l'opération 1356 QCOUR - Chapitre 45825, article 45825, fonction 01.

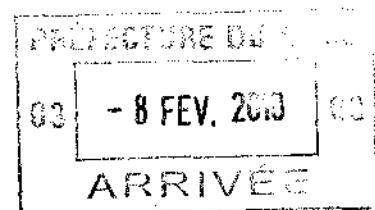
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 8 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Politique  
du Logement,

  
Audrey LINKENHELD



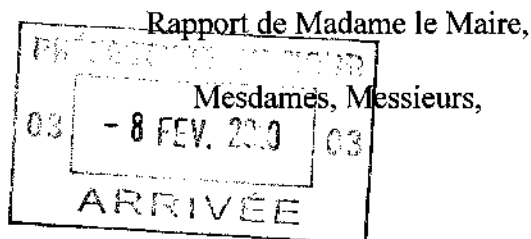
## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/89

## OBJET

**Centres sociaux et Maisons de quartier –  
Avenants aux contrats d'objectifs signés en  
conformité avec la délibération n° 03/519  
du 30 juin 2003 – Versement du solde de la  
subvention d'animation globale et de subventions  
exceptionnelles et intégration de subventions  
accordées par ailleurs**



En application de la convention du 15 janvier 2003 qu'elle a signée avec le Département du Nord et la Caisse d'Allocations Familiales de Lille, la Ville de Lille, en conformité avec la délibération n° 03/519 du 30 juin 2003, a conclu des contrats d'objectifs pluriannuels avec les Centres sociaux et Maisons de quartier.

En fonction de l'instruction des dossiers 2009 et des contrôles effectués, la Ville de Lille peut, à présent, arrêter les montants des subventions d'animation globale pour 2009 et, sur cette base et compte tenu des deux acomptes déjà accordés et payés, procéder au versement des soldes, à savoir :

Association	Montant prévisionnel de la subvention d'animation globale 2009	Montant du premier acompte (Conseil Municipal du 15/12/08)	Montant du second acompte	Solde prévisionnel à verser (Conseil Municipal de décembre 2009)
Association Grandir ensemble avec le Centre social Lazare-Garreau	91 800 €	45 900 €	36 720 €	9 180 €
Association Maison de quartier de Vauban-Esquermes	84 010 €	42 005 €	33 604 €	8 401 €
Association Maison de quartier Godeleine Petit - Centre social du Vieux-Lille	136 699 €	64 200 €	51 380,70 €	21 118,30 €
Association Maison de quartier Les Moulins	73 000 €	36 500 €	29 200 €	7 300 €
Association pour la Gestion de la Maison de quartier de Wazemmes	129 081 €	64 500 €	51 672,90 €	12 908,10 €
Association Projet – Centre Social – Maison de quartier du Faubourg de Béthune	145 535 €	72 750 €	58 231,50 €	14 553,50 €
Association des usagers du Centre social Mosaïque	89 414 €	44 700 €	35 772,60 €	8 941,40 €
Centre social de l'Arbrisseau	57 000 €	28 500 €	22 800 €	5 700 €
Centre social du quartier de Lille-Centre "La Busette"	108 677 €	54 340 €	43 469,30 €	10 867,70 €
Centre Social Intercommunal "Maison du Chemin Rouge"	62 220 €	31 110 €	24 888 €	6 222 €
Centre social Marcel Bertrand	80 535 €	40 265 €	32 216,50 €	8 053,50 €
Centre social Rosette de Mey	111 322 €	55 650 €	44 539,80 €	11 132,20 €
Centre social Roger Salengro (Maison de Quartier de Fives)	83 300 €	41 650 €	33 320 €	8 330 €
Maison de quartier des Bois-Blancs	52 740 €	26 370 €	21 096 €	5 274 €
Maison de quartier Saint-Maurice Pellevoisin	55 100 €	27 550 €	22 040 €	5 510 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 352 157 €</b>	<b>675 990 €</b>	<b>540 951,30 €</b>	<b>135 215,70 €</b>

Le paiement de ces acomptes ne pourra toutefois intervenir que lorsque les associations auront constitué des dossiers complets pour 2009 et, a fortiori, pour les exercices antérieurs, auprès des services municipaux concernés et que les éventuelles réserves formulées lors de l'instruction auront été levées.

En application de la convention du 15 janvier 2003 qu'elle a signée, la Ville de Lille, en conformité avec la délibération n° 03/519 du 30 juin 2003, a conclu des contrats d'objectifs pluriannuels avec les Centres sociaux et Maisons de quartier. Aussi, et conformément aux dispositions de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, il convient d'intégrer, par voie d'avenants aux contrats d'objectifs de ces structures, les subventions ci-dessus et celles attribuées par ailleurs.

En accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 19 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **AUTORISER** le versement des soldes sur les subventions d'animation globale indiquées ci-dessus aux Centres sociaux et Maisons de quartier ;
- ◆ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élu délégué des avenants aux contrats d'objectifs ci-annexés ;
- ◆ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au Chapitre 65, Article 6574, Fonction 422, Mission : Éducation Jeunesse - Programme : Relation Centres sociaux et Maisons Quartiers - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération n° 631 - Subvention aux équipements de proximité.

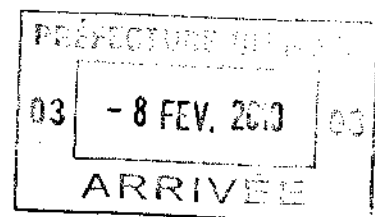
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en préfecture le **- 8 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué aux Centres sociaux  
et Maisons de quartier,

Marc BODIOT



# ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCEMENTS DE LA VILLE DE LILLE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009

Fonction/Secteur	Imputation budgétaire	Montant prévisionnel 2009	Versements effectués		Nouveaux versements	Observations
			Montant	CLIN/ délab		
<b>Wazemmes</b>						
<b>Animation globale</b>	Chapitre 65, Article 6574 - Fonction 422 - Mission : Education Jeunesse - Programme : Relation Centres sociaux et Maisons Quatiers - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération AUCSO-631 subvention aux équipements de proximité	129 081,00 €	116 172,90 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009		
<b>Petite-Enfance</b>						
Crèche 11 places - Halte-garderie 9 places - Aide au fonctionnement	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 64 - Action modes de garde	88 103,00 €	79 293,00 €		8 810,00 €	
Atelier de parentalité	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 64 - Action modes de garde	10 398,00 €	9 358,00 €		1 040,00 €	
ALSH maternel (25 places)	Opération : contrat enfance	25 629,00 €	23 058,00 €	CM du 15 décembre 2008, CM du 18 mai 2009	2 562,00 €	
Fonctionnement		6 320,00 €	5 688,00 €		632,00 €	
Mise en place sur le Quartier d'un projet transversal d'éveil autour de la culture		20 000,00 €	18 000,00 €		2 000,00 €	
Mise en place de séances de psychomotricité		6 336,00 €	3 168,00 €		3 168,00 €	
Accueil de l'enfant porteur de handicap (Remploi de personnel)		3 600,00 €	3 600,00 €		0,00 €	
<b>Total</b>		169 377,00 €	142 165,00 €		18 212,00 €	idem (Le versement sera effectué en fonction de l'accueil effectif d'enfants porteurs d'handicap)
<b>Enfance</b>						
Ateliers danse ETE 12 places	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action activités grandes vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	4 018,00 €	3 616,20 €		401,80 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		16 334,00 €	15 120,60 €		3 613,40 €	
Séjours à la mer en juillet 12 places		1 598,00 €	1 384,20 €		153,80 €	
Départ en vacances d'enfants fréquentant la structure	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action activités grandes vacances scolaires - Opération : séjours de vacances	4 500,00 €	4 050,00 €		450,00 €	
Départ en vacances de familles fréquentant la structure		6 900,00 €	6 210,00 €		690,00 €	
Ateliers lecture parents enfants Jeudi 12 places	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action activités périscolaires - Opération : activités avant et après l'école	4 100,00 €	3 690,00 €		410,00 €	
Mise en place d'un journal de la structure réalisé par les enfants		2 494,00 €	2 244,60 €	CM du 15 décembre 2008, CM du 18 mai 2009	249,40 €	
Jeux de l'esprit sportif 8 séances		5 125,00 €	4 612,50 €		512,50 €	
Mise en place d'ateliers théâtre, environnement urbain, stylisme et arts plastiques	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action activités périscolaires - Opération : activités mercredi et samedi	21 779,00 €	19 601,10 €		2 177,90 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		15 335,00 €	15 121,50 €		3 513,50 €	
Ateliers danse PVS 12 places	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action activités périscolaires - Opération : accueil de loisirs	2 009,00 €	1 808,10 €		200,90 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		15 335,00 €	15 121,50 €		3 513,50 €	
Séjours à la neige 10 places	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action activités périscolaires - Opération : séjours de vacances	2 368,00 €	2 122,20 €		235,80 €	
Sorties culturelles familiales pour 12 familles fréquentant la Maison de Quartier		5 125,00 €	4 612,50 €		512,50 €	
<b>Total</b>		105 950,00 €	99 315,00 €		16 635,00 €	
<b>Jeunesse</b>						
Jeunesse 17-25 ans - Appel à projets 2009	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action soutien aux initiatives projets jeunes - Opération : subv. Equipements de proximité	14 000,00 €	12 600,00 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009	1 400,00 €	
Actions complémentaires - volet Jeunesse	Opération 562 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422	2 300,00 €	2 000,00 €		2 000,00 €	
<b>Total</b>		16 000,00 €	12 600,00 €		3 400,00 €	
<b>Adultes et pour tous</b>						
Actions sociales de proximité	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 524 - Code ADAAC - Opération 565 soutien associations autres actions	4 000,00 €	4 000,00 €	CM du 18 mai 2009		
Actions familles	Chapitre 65 - Fonction 63 - Article 6574 - Opération Soutien aux actions politiques de la famille	5 700,00 €	5 700,00 €			
<b>Total</b>		9 700,00 €	9 700,00 €		0,00 €	
<b>Missions Complémentaires</b>						
<b>Total</b>		0,00 €	0,00 €		0,00 €	
<b>Actions Spécifiques</b>						
Regards croisés pour une mémoire partagée	Programme Politique de la Ville Action : Développement social des territoires. Opération 215 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 824	3 000,00 €	3 000,00 €	CM du 2 février 2009		
Point relais sur le secteur Flandres		3 500,00 €	3 500,00 €			
Santé mentale		4 000,00 €	4 000,00 €			
Nos Quartiers d'été - Edition 2009	Opération 743 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 824	5 600,00 €	5 600,00 €	CM du 18 mai 2009		
Pour une nouvelle citoyenneté à Wazemmes	Opération 1549 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 524	7 000,00 €	7 000,00 €		7 000,00 €	
égalité garçons / filles	Opération 397 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 63	750,00 €	750,00 €		750,00 €	
Séniors citoyen		5 000,00 €	5 000,00 €		5 000,00 €	
<b>Total</b>		28 850,00 €	16 100,00 €		12 750,00 €	CM du 5 octobre 2009
<b>Total</b>		449 958,00 €	396 052,90 €		50 897,00 €	CM du 29 juin 2009

# ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCEMENTS DE LA VILLE DE LILLE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009

Vieux Lille	Fonction/Secteur	Imputation budgétaire	Versements effectués		Nouveaux versements	Observations
			Montant prévisionnel 2009	Montant	CM/N° délib	
Animation globale	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Mission : Education Jeunesse - Programme : Relation Contrats sociaux et Maisons Quartiers - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération AJCSQ 631 - subvention aux équipements de proximité		136 699,00 €	136 699,00 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009, CM du 16 novembre 2009	
	<b>Petite-Enfance</b>					
	Ludothèque		17 566,00 €	17 566,00 €		
	Lieu d'accueil parents enfants "La Libellule"		19 323,00 €	19 323,00 €		
	Crèche 23 places - Halte-garderies 25 places - Aide au fonctionnement		198 902,00 €	198 902,00 €	CM du 15 décembre 2008, CM du 18 mai 2009, CM du 5 octobre 2009	
Enfance	Projet transversal Vieux Lille/Vauban (Actions autour de la famille)		18 000,00 €	18 000,00 €		
	ALSH maternel (24 places)		35 520,00 €	35 520,00 €		
	Analyse des pratiques		1 060,00 €	1 060,00 €		
	<b>Total</b>		290 391,00 €	290 391,00 €	0,00 €	
	<b>Enfance</b>					
Jeunesse	Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		16 140,00 €	16 140,00 €		
	Création d'un mini séjour 9/12 ans pour 16 enfants fréquentant le Centre Social		1 523,00 €	1 523,00 €		
	Organisation d'activités périscolaires durant l'année scolaire		23 300,00 €	23 300,00 €		
	Ateliers danse Mercredi 12 places		8 340,00 €	8 340,00 €		
	Ateliers arts graphiques Mercredi 12 places		3 066,00 €	3 066,00 €		
	Ateliers théâtre 12 places		5 981,00 €	5 981,00 €		
	Mise en place d'ateliers théâtre et informatique		12 795,00 €	12 795,00 €		
	Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		16 139,00 €	16 139,00 €		
	Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		16 139,00 €	16 139,00 €		
	Sorties culturelles familiales pour 12 familles fréquentant la Maison de Quartier		1 450,00 €	1 450,00 €		
Jeunesse	<b>Total</b>		104 873,00 €	104 873,00 €	0,00 €	
	Jeunesse 17-25 ans - Appel à projets 2009		11 690,00 €	11 690,00 €	CM des 15 décembre 2008, 23 mars et 5 octobre 2009	
	Actions sociales de proximité		1 200,00 €	1 200,00 €	CM du 18 mai 2009	
	Actions complémentaires - volet Jeunesse		2 310,00 €	2 310,00 €	CM du 5 octobre 2009	
	<b>Total</b>		15 200,00 €	15 200,00 €	0,00 €	
Adultes et pour tous	Opération 552 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422		5 300,00 €	5 300,00 €		
	Opération 72 VCOVL - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422		5 000,00 €	5 000,00 €	Conseil municipal du 18 mai 2009	
	Opération 66 - Fonction 63 - Article 6574 - Opération Soutien aux actions politiques de la famille		10 300,00 €	10 300,00 €		
	<b>Total</b>		0,00 €	0,00 €	0,00 €	
Actions Spécifiques	Opération 608 AAL PH - ADA - Article 6574 - Fonction 255		4 500,00 €	4 500,00 €	CM du 5 octobre 2009	
	Lutte contre l'isolement des personnes âgées		1 500,00 €	1 500,00 €	CM du 29 juin 2009	
	Soirée contes		1 450,00 €	1 450,00 €	CM du 5 octobre 2009	
	Fête de fin d'année		2 500,00 €	2 500,00 €		
	Poursuite formation linguistique		4 500,00 €	4 500,00 €	CM du 5 octobre 2009	
	Projet Arts Visuels		16 000,00 €	16 000,00 €	CM du 16 novembre 2009	
	<b>Total</b>		30 450,00 €	30 450,00 €	0,00 €	
	<b>Total</b>		587 913,00 €	587 913,00 €	0,00 €	

# ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCEMENTS DE LA VILLE DE NICE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009

Fonction/Secteur	Imputation budgétaire	Versements effectués		Nouveaux versements	Observations
		Montant prévisionnel 2009	CM/N° délib		
<b>Vauban</b>					
<b>Animation globale</b>	Chapitre 65, Article 6574, Fonction 422, Mission : Éducation Jeunesse - Programme : Relation Centres sociaux et Maisons Quartiers - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération AUCSQ 631 subvention aux équipements de proximité	84 010,00 €	CM des 15 décembre 2008, 23 mars 2009, CM du 16 novembre 2009	84 010,00 €	
<b>Petite Enfance</b>					
Gestion de l'accueil de loisirs maternel au Centre de la Petite Enfance	Opération APJCF-46 "Contrat Enfance"	31 510,00 €	CM du 23 mars 2009, CM du 18 mai 2009, CM du 5 octobre 2009	31 510,00 €	
<b>Enfance</b>					
Ateliers culturels 15 places		2 120,00 €		2 120,00 €	
Mise en place d'ateliers culturels		2 048,00 €		2 048,00 €	
Création de 70 places d'accueil en août dans le Centre de Loisirs de la Maison de Quartier		3 417,00 €		3 417,00 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	6 017,00 €		6 017,00 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		2 685,00 €		2 685,00 €	
Départ en vacances d'été fréquentant la structure	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : séjours de vacances	4 032,00 €		4 032,00 €	
Départ en vacances d'été fréquentant la structure		4 035,00 €		4 035,00 €	
Ateliers GRS 24 places		1 193,00 €		1 193,00 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : activités mercredi et samedi	8 018,00 €	CM du 15 décembre 2008, CM du 18 mai 2009, CM du 5 octobre 2009	8 018,00 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		2 686,00 €		2 686,00 €	
Ateliers culturels urbains 12 places		4 137,00 €		4 137,00 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités petites vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	6 018,00 €		6 018,00 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		2 686,00 €		2 686,00 €	
Carnaval 2009	Opération 62 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422	4 900,00 €		4 900,00 €	
<b>Total</b>		51 832,00 €		51 832,00 €	0,00 €
<b>Jeunesse</b>					
Jeunesse 17-25 ans - Appel à projets 2009	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : soutien aux initiatives projets jeunes - Opération : subv. Equipements de proximité	8 000,00 €	CM des 15 décembre 2008, 23 mars 2009, CM du 5 octobre 2009	8 000,00 €	
Actions complémentaires - volut. Jeunesse	Opération 552 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422	2 000,00 €	CM du 5 octobre 2009	2 000,00 €	
<b>Total</b>		10 000,00 €		10 000,00 €	0,00 €
<b>Adultes et pour tous</b>					
Auto école des parents	Chapitre 65 - Fonction 63 - Article 6574 - Opération Soutien aux actions politiques de la famille	2 400,00 €	CM du 18 mai 2009, CM du 5 octobre 2009	2 400,00 €	
<b>Total</b>		2 400,00 €		2 400,00 €	0,00 €
<b>Missions Complémentaires</b>					
<b>Total</b>		0,00 €		0,00 €	
<b>Actions Spécifiques</b>					
Animation en pied d'immeubles	Programme Politique de la Ville, Action : développement social des territoires Opération 215, Chapitre 65, Article 6574, Fonction 824	12 000,00 €	CM du 2 février 2009	12 000,00 €	
Initiatives culturelles et sportives	Opération 743 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 824	2 000,00 €	CM du 5 octobre 2009	2 000,00 €	
Vaubanistic	Opération 116 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 312, Opération 264 - Chapitre 67 - Article 6745 - Fonction 33, Opération 250 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 30	9 500,00 €	CM du 2 février 2009	9 500,00 €	
Secteur Sénior	Opération 397 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 61	6 000,00 €	CM du 29 juin 2009	6 000,00 €	
Aide exceptionnelle à la constitution d'un fonds de roulement	Chapitre 65, Article 6574, Fonction 422, Mission : Éducation Jeunesse - Programme : Relation Centres sociaux et Maisons Quartiers - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération AUCSQ 631 subvention aux équipements de proximité	30 000,00 €	CM du 15 novembre 2009	3 000,00 €	
<b>Total</b>		5 740,00 €		5 740,00 €	CM du 18 décembre 2009
Projet d'échanges de jeunes européens avec la ville de Rotterdam "Européen new idols"	Opération 397 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 61	1 526,00 €		1 526,00 €	
Gouter et repas intergénérationnels	Opération 743 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 824	2 000,00 €	CM du 5 octobre 2009	2 000,00 €	
soirées et sorties thématiques		68 786,00 €		36 026,00 €	
<b>Total</b>		249 518,00 €		215 718,00 €	5 740,00 €



# ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCEMENTS DE LA VILLE DE LILLE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009

Fonction/Secteur	Imputation budgétaire	Montant prévisionnel 2009	Versements effectués		Nouveaux versements	Observations
			Montant	CM/N° délib		
Roger Salengro	Animation globale	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Mission : Education Jeunesse - Programme : Relation Centres sociaux et Maisons Quarters - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération AUCSQ-631 subvention aux équipements de proximité	83 300,00 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009	8 330,00 €	CM du 16 novembre 2009
		<b>Total</b>	83 300,00 €		8 330,00 €	
Petite Enfance	Ouverture en septembre 2007 d'un ALSH maternel d'une capacité d'accueil de 16 places	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 64 - Action : modes de garde - Opération : contrat enfance	13 200,00 €	CM du 15 décembre 2008, CM du 18 mai 2009	1 320,00 €	CM du 5 octobre 2009
		<b>Total</b>	13 200,00 €		1 320,00 €	
Enfance	Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	24 919,00 €		2 491,90 €	
		Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : séjours de vacances	785,00 €		78,50 €	
		Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : séjours de vacances	4 000,00 €		400,00 €	
		Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : activités avant et après l'école	6 420,00 €		642,00 €	
		Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : activités mercredi et samedi	2 217,00 €	CM du 15 décembre 2008, CM du 18 mai 2009	221,70 €	CM du 5 octobre 2009
		Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : activités mercredi et samedi	3 835,00 €		383,50 €	
		Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités petites vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	24 919,00 €		2 491,90 €	
		<b>Total</b>	92 013,00 €		9 201,30 €	
Jeunesse	Jeunesse 17-25 ans - Appel à projets 2009	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : soutien aux initiatives projets jeunes - Opération : subv. Equipements de proximité	17 674,00 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009	1 764,00 €	CM du 5 octobre 2009
		Opération 77 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 025	2 500,00 €	CM du 18 mai 2009		
		<b>Total</b>	384,00 €		384,00 €	
		<b>Total</b>	20 558,00 €		1 764,00 €	
Adolescents et pour tous	Projet de couture	Opération 77 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 025	1 000,00 €			
		Chapitre 65 - Fonction 63 - Article 6574 - Opération Soutien aux actions politiques de la famille	2 070,00 €	CM du 18 mai 2009	570,00 €	CM du 5 octobre 2010
		<b>Total</b>	3 070,00 €		570,00 €	
		<b>Total</b>	0,00 €		0,00 €	
Actions Spécifiques	Renforcement de l'action éducative dans les CLSH	Programme Politique de la Ville - Action : développement social des territoires - Opération 215 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 824	2 500,00 €	CM du 2 février 2009		
		Opération 116 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 312 - Opération 264 - Chapitre 67 - Article 6745 - Fonction 33 - Opération 250 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 30	7 000,00 €			
		Opération 397 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 61	1 000,00 €	CM du 18 mai 2009		
		Opération 419 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 521	7 000,00 €		7 000,00 €	CM du 2 février 2009
Actions Spécifiques	Accompagnement de groupes de musiques urbaines	Opération 397 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 61	1 500,00 €		1 500,00 €	CM du 5 octobre 2009
		Opération 397 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 824	7 000,00 €		7 000,00 €	CM du 5 octobre 2009
		Opération 419 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 521	2 400,00 €		2 400,00 €	CM du 16 novembre 2009
		<b>Total</b>	28 400,00 €		17 900,00 €	
Actions Spécifiques	Favoriser la participation des personnes âgées au CS	Opération 419 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 521	240 541,00 €		39 085,30 €	
		<b>Total</b>	240 541,00 €		39 085,30 €	
		<b>Total</b>	240 541,00 €		39 085,30 €	
		<b>Total</b>	240 541,00 €		39 085,30 €	

# **ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCEMENTS DE LA VILLE DE LILLE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009**

Fonction/Secteur	Imputation budgétaire	Montant prévisionnel 2009	Acompte versé		Nouveaux versements	Observations
			Montant	CM/N° délib		
<b>Animation globale</b>	Chapitre 65, Article 6574, Fonction 422, Mission : Education Jeunesse - Programme : Relation Centres sociaux et Maisons Quartiers - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération AJCSQ-631 subvention aux équipements de proximité	59 514,75 €	54 005,00 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009, CM du 18 mai 2009	5 509,75 €	CM du 16 novembre 2009
<b>Petite-Enfance</b>						
ALSH maternel (32 places)	Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 64 - Action : modes de garde - Opération : contrat enfance	39 150,00 €	35 235,00 €	CM du 15 décembre 2008, CM du 18 mai 2009	3 915,00 €	CM du 5 octobre 2009
<b>Enfance</b>		39 150,00 €	35 235,00 €		3 915,00 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	2 146,75 €	2 146,75 €			
Départ en vacances d'enfants fréquentant la structure	Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : séjours de vacances	1 125,00 €	1 125,00 €			
Organisation d'activités périscolaires durant l'année scolaire	Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : activités avant et après l'école	4 146,75 €	2 146,75 €	CM du 15 décembre 2008	2 000,00 €	CM du 5 octobre 2009
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : activités mercredi et samedi	2 146,75 €	2 146,75 €			
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 422 - Action : activités petites vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	2 146,75 €	2 146,75 €			
<b>Jeunesse</b>		11 712,00 €	9 712,00 €		2 000,00 €	
Jeunesse 17-25 ans - Appel à projets 2009	Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 422 - Action : soutien aux initiatives projets jeunes - Opération : subv. Equipements de proximité	7 000,00 €	6 300,00 €	CM du 15 décembre 2008	700,00 €	CM du 5 octobre 2009
<b>Adultes et pour tous</b>		7 000,00 €	6 300,00 €		700,00 €	
Lieu de rencontre pour les familles	Chapitre 65 – Fonction 63 – Article 6574 - Opération Soutien aux actions politique de la famille	5 600,00 €	2 800,00 €	CM du 18 mai 2009	2 800,00 €	CM du 5 octobre 2009
<b>Missions Complémentaires</b>		5 600,00 €	2 800,00 €		2 800,00 €	
<b>Actions Spécifiques</b>		0,00 €	0,00 €		0,00 €	
<b>TOTAL</b>	<b>TOTAL</b>	122 976,75 €	108 052,00 €		14 924,75 €	

# ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCEMENTS DE LA VILLE DE LILLE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009

Fonction/Secteur	Imputation budgétaire	Montant prévisionnel 2009		Acompte versé		Nouveaux versements	Observations
		Montant	N°d'lib	Montant	N°d'lib		
<b>Rosette de Mey</b>							
<b>Fonction/Secteur</b>							
<b>Animation globale</b>	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Mission : Education Jeunesse - Programme : Relation Centres sociaux et Maisons de Quartier - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération AJSQ 631 - subvention aux	111 327,00 €		100 109,80 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009	11 132,20 €	CM du 16 novembre 2009
<b>Petite Enfance</b>							
Crèche - 20 places - Halls-garderie 15 places - Action sur le livrai et le jeu	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 64 - Action : modes de garde - Opération : contrat enfance	140 451,30 €		128 406,00 €		14 045,00 €	
Atelier de paternité "La Calinette"		30 817,00 €		27 758,00 €		3 059,00 €	
ALSH (maternel (20 places)		8 043,00 €		7 209,00 €		834,00 €	
Atelier au fonctionnement		32 760,00 €		29 502,00 €	CM du 15 décembre 2008	3 278,00 €	CM du 5 octobre 2009
Mise en place de séances de psychomotricité		7 271,30 €		6 544,00 €	CM du 18 mai 2009	727,00 €	
Centre de la Petite Enfance - Poste d'agent d'accueil à temps plein	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 64 - Action : modes de garde - Opération : soutien aux associations	3 200,00 €		1 600,00 €		1 600,00 €	
<b>Total</b>		244 892,00 €		219 134,00 €		25 758,00 €	
<b>Enfance</b>							
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	15 126,00 €		13 613,40 €		1 512,60 €	
Départ en vacances d'enfants fréquentant la structure	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : séjours de vacances	4 000,00 €		3 600,00 €		400,00 €	
Départ en vacances de familles fréquentant la structure		5 400,00 €		4 860,00 €		540,00 €	
Ateliers Stéo périscolaire 10 places		1 851,00 €		1 665,90 €		185,10 €	
Organisation d'activités périscolaires durant l'année scolaire		7 775,00 €		6 997,50 €		777,50 €	
Création d'un ALSH périscolaire à l'école Desbordes Valmore	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : activités avant et après l'école	7 500,00 €		6 750,00 €		750,00 €	
Créer un temps fort d'animation en direction de l'ensemble des usagers des structures petite enfance du quartier		1 500,00 €		1 350,00 €	CM du 15 décembre 2008	150,00 €	CM du 5 octobre 2009
Ateliers découverte des langues étrangères Mercredi 10 places		1 222,00 €		1 099,80 €	CM du 18 mai 2009	122,20 €	
Atelier d'écriture Mercredi 12 places		1 215,00 €		1 093,50 €		121,50 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : accueil de loisirs	15 127,00 €		13 614,30 €		1 512,70 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires - les Mercredi et Samedi		15 127,00 €		13 614,30 €		1 512,70 €	
Mise en place d'une sortie familiale par mois pour 20 participants fréquentant le Centre Social	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités petites vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	2 147,00 €		1 932,30 €		214,70 €	
Mettre séjours PVS 30 places	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités petites vacances scolaires - Opération : séjours de vacances	1 806,00 €		1 625,40 €		180,60 €	
<b>Total</b>		79 786,00 €		71 816,40 €		7 979,60 €	
<b>Jeunesse</b>							
Jeunesse 17-25 ans - Appel à projets 2009	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : soutien aux initiatives projets jeunes - Opération : autv Equipements de proximité	18 000,00 €		17 100,00 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009	1 900,00 €	CM du 5 octobre 2009
<b>Total</b>		18 000,00 €		17 100,00 €		1 900,00 €	
<b>Adultes et pour tous</b>							
Calé culinaire et thé à la menthe	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 524 - Enveloppe 12005	5 000,00 €		5 000,00 €	CM du 15 décembre 2008		
Sortie à Belfort	Opération 60 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422	950,00 €		950,00 €			
Bal du 13 juillet		1 000,00 €		1 000,00 €	CM du 18 mai 2009		
Accompagnement social individuel et collectif	Chapitre : 65 - Article : 6574 - Fonction : 524 - Code : ADAAO - Opération 965 soutien associations autres actions	3 000,00 €		3 000,00 €			
Espace Famille	Chapitre 65 - Fonction 63 - Article 6574 - Opération Soutien aux actions politique de la famille	4 500,00 €		3 100,00 €		800,00 €	CM du 5 octobre 2009
<b>Total</b>		14 450,00 €		13 650,00 €		800,00 €	
<b>Missions Complémentaires</b>							
<b>Total</b>		0,00 €		0,00 €		0,00 €	
<b>Actions Spécifiques</b>							
Les Bons Blancs mis en mots et en images	Programme Politique de la Ville Action : développement social des territoires - Opération 215 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 824	5 000,00 €		5 000,00 €	CM du 2 février 2009		
Espace famille		5 900,00 €		5 900,00 €			
Not Quarters d'Ete - Edition 2009		4 925,00 €		4 925,00 €	CM du 18 mai 2009		
Poursuite des séjours de formation linguistique		5 500,00 €		5 500,00 €			
Calé culinaire et thé à la menthe		5 000,00 €		5 000,00 €		5 000,00 €	CM du 5 octobre 2009
Femmes d'Elou d'ailleurs	Opération 736 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 524	3 000,00 €				3 000,00 €	
Quinzaine du commerce équitable	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 90 - Opération n° 689 "Commerce équitable"	200,00 €				200,00 €	CM du 29 juin 2009
Not Quarters d'Ete - Edition 2009	Opération 215 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 824	2 000,00 €		2 325,00 €		2 000,00 €	CM du 29 juin 2009
<b>Total</b>		31 525,00 €		21 325,00 €		10 200,00 €	
<b>TOTAL</b>		500 885,00 €		443 205,20 €		57 779,80 €	

**ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCEMENTS DE LA VILLE DE LILLE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009**

Moulines		Fonction/Secteur	Imputation budgétaire	Montant prévisionnel 2009	Versements effectués		Nouveaux versements	Observations
					Montant	CMIN° délib		
Animation globale			Chapitre 65, Article 6574, Fonction 422, Mission : Éducation Jeunesse - Programme : Relation Centres sociaux et Maisons Quarters - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération AUCSQ 631 subvention aux équipements de proximité	73 000,00 €	65 700,00 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009	7 300,00 €	CM du 16 novembre 2009
Petite Enfance								
	Eveil culturel autour du livre			32 492,00 €	29 242,00 €		3 249,00 €	
	Ludothèque			32 436,00 €	29 192,00 €		3 244,00 €	
	AJSH maternel (40 places)		Chapitre 65 – Article 8574 - Fonction 64 - Action : modes de garde - Opération : contrat enfance	56 880,00 €	51 192,00 €	CM du 15 décembre 2008, CM du 18 mai 2009	5 688,00 €	CM du 5 octobre 2009
	Organisation d'un camp d'été			3 122,00 €	2 809,00 €		312,00 €	
	Accueil périscolaire (20 places)			8 640,00 €	7 776,00 €		864,00 €	
	Total			134 570,00 €	121 211,00 €		13 357,00 €	
Enfance								
	Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi			4 225,00 €	4 225,00 €			
	Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	2 778,00 €	2 778,00 €			
	Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi			4 498,00 €	4 498,00 €			
	Départ en vacances d'ontants fréquentant la structure		Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : séjours de vacances	3 500,00 €	3 150,00 €		350,00 €	
	Départ en vacances de familles fréquentant la structure			4 000,00 €	3 600,00 €		400,00 €	CM du 5 octobre 2009
	Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi			4 224,00 €	4 224,00 €	CM du 15 décembre 2008, CM du 18 mai 2009		
	Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : activités mercredi et samedi	2 777,50 €	2 777,50 €			
	Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi			4 498,00 €	4 498,00 €			
	Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi			4 224,00 €	4 224,00 €			
	Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 422 - Action : activités petites vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	2 777,50 €	2 777,50 €			
	Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi			4 499,00 €	4 499,00 €			
	Total			42 001,00 €	41 251,00 €		750,00 €	
Jeunesse								
	Jeunesse 17-25 ans - Appel à projets 2009		Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 422 - Action : soutien aux initiatives projets jeunes - Opération : subv. Equipements de proximité	19 000,00 €	17 100,00 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009	1 900,00 €	CM du 5 octobre 2009
	Renforcement de l'espace jeune		Chapitre 65 – Article 6574 – Fonction 422 - Opération 555	5 000,00 €			5 000,00 €	CM du 16 novembre 2009
	Total			24 000,00 €	17 100,00 €		6 900,00 €	
Adultes et pour tous								
	Atelier de matricité		Chapitre 65 – Fonction 64 – Article 6574 - Opération Ecole ouverte	1 220,00 €			1 220,00 €	CM du 5 octobre 2009
	Fête du jeu		Chapitre 65 – Fonction 63 – Article 6574 - Opération Soutien aux actions politique de la famille	1 000,00 €	1 000,00 €	CM du 18 mai 2009		
	Total			2 220,00 €	1 000,00 €		1 220,00 €	
Missions Complémentaires								
	Total			0,00 €	0,00 €		0,00 €	
Actions Spécifiques								
	Quinzaine du commerce équitable			200,00 €			200,00 €	CM du 29 juin 2009
	Espace Jeunesse Clémenceau		Programme Politique de la Ville - Action : développement social des territoires. Opération 215. Chapitre 65. Article 6574. Fonction 824	15 000,00 €	15 000,00 €	CM du 2 février 2009		
	Nos Quartiers d'Été - Edition 2009			5 325,00 €	5 325,00 €	CM du 18 mai 2009		
	Nos Quartiers d'Été - Edition 2009			2 000,00 €			2 000,00 €	CM du 29 juin 2009
	Total			22 525,00 €	20 325,00 €		2 200,00 €	
	Total		TOTAL	297 116,00 €	265 587,00 €		31 527,00 €	



# ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCES DE LA VILLE DE LORRAINE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009

Fonction/Secteur	Imputation budgétaire	Montant		Versements effectués		Nouveaux versements	Observations
		prévisionnel	Montant	CMV de l'ib	CMV de l'ib		
<b>Mosaïque</b>							
<b>Animation globale</b>	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Mission : Education Jeunesse - Programme : Relation Centres sociaux et Maisons Quartiers - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération AUCSO-631 subvention aux équipements de proximité	89 414,00 €	89 414,00 €		CM du 15 décembre 2008, CM du 23 mars 2009, CM du 16 novembre 2009		
<b>Petite Enfance</b>							
Pré-garde (20 places) - Art. au fonctionnement			96 466,00 €				
Jardin d'éveil (16 places)			55 466,00 €		CM du 15 décembre 2008		
Petit ALSH (8 places)			6 659,00 €		CM du 18 mai 2009, CM du 5 octobre 2009		
ALSH maternel (32 places)			20 230,00 €				
Ludothèque (20 heures d'ouverture/semaine)			19 565,00 €				
Mise en place d'une formation sur l'analyse des pratiques			1 200,00 €		CM du 18 mai 2009, CM du 5 octobre 2009, CM du 16 novembre 2009		
Mise en place de séances de psychomotricité			3 725,00 €				
Accueil de l'enfant porteur de handicap (tenon de personnel)			20 560,00 €				
<b>Total</b>			224 873,00 €			0,00 €	
<b>Enfance</b>							
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredis et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	1 260,00 €	1 260,00 €				
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredis et Samedi		10 313,00 €	10 313,00 €				
Départ en vacances d'enfants fréquentant la structure		3 000,00 €	3 000,00 €				
Départ en vacances d'enfants fréquentant la structure		2 000,00 €	2 000,00 €				
Mise en place de sorties culturelles familiales durant l'été pour 50 personnes fréquentant le Centre Social		1 536,00 €	1 536,00 €				
Départ en vacances de familles fréquentant la structure		5 000,00 €	5 000,00 €		CM du 15 décembre 2008, CM du 18 mai 2009, CM du 5 octobre 2009		
Organisation d'activités périscolaires durant l'année scolaire		5 000,00 €	5 000,00 €				
Mise en place d'ateliers jeux dans le cadre de la ludothèque du Centre Social	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : activités avant et après l'école	3 588,00 €	3 588,00 €				
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredis et Samedi		1 260,00 €	1 260,00 €				
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredis et Samedi		10 313,00 €	10 313,00 €				
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredis et Samedi		1 260,00 €	1 260,00 €				
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredis et Samedi		10 313,00 €	10 313,00 €				
<b>Total</b>			54 845,00 €			0,00 €	
<b>Jeunesse</b>							
Jeunesse 17-25 ans - Appel à projets 2009	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : soutien aux initiatives projets jeunes - Opération : subv. Equipements de proximité	14 950,00 €	14 950,00 €		CM du 15 décembre 2008, CM du 23 mars 2009, CM du 5 octobre 2009		
Actions complémentaires - volet Jeunesse							
<b>Total</b>			17 000,00 €		CM du 5 octobre 2009	0,00 €	
<b>Adultes et pour tous</b>							
CAP pour une vie descente	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 524 - Enveloppe 13646 Campagne contre la pauvreté	375,00 €	375,00 €		CM du 24 novembre 2008		
Vacances pour tous	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 524 - Coas - ADAAC - Opération 965 soutien associatifs autres actions	3 000,00 €	3 000,00 €		CM du 18 mai 2009		
Atelier familles	Chapitre 65 - Fonction 63 - Article 6574 - Opération : Café associatif	4 300,00 €	4 300,00 €				
<b>Total</b>			7 675,00 €			0,00 €	
<b>Missions Complémentaires</b>							
<b>Total</b>			0,00 €			0,00 €	
<b>Actions Spécifiques</b>							
Initiatives enfants			3 500,00 €				
Vacances pour tous - un projet			3 810,00 €		CM du 2 février 2009		
Aux assemblées et recevoir une bonne santé			9 200,00 €				
Nos Quartiers d'été - Edition 2009			1 500,00 €		CM du 18 mai 2009		
Prise en charge par non aide de C.A.F.			3 995,00 €				
Atelier de soutien à la langue française			3 000,00 €		CM du 29 juin 2009		
Voirie à Marolles			900,00 €				
Développer une dynamique cohérente avec les acteurs de santé du quartier			5 000,00 €				
Une ensemble à Pies			950,00 €				
Jeunes et culture			31 856,00 €				
<b>Total</b>			427 663,00 €			5 000,00 €	CM du 5 octobre 2009
						9 850,00 €	CM du 16 novembre 2009
						9 850,00 €	
<b>TOTAL</b>			427 663,00 €			9 850,00 €	

# ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCEMENTS DE LA VILLE DE LILLE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009

Fonction/Secteur	Imputation budgétaire	Montant prévisionnel 2009		Versements effectués		Nouveaux versements	Observations
		Montant	CM/N° delib	Montant	CM/N° delib		
<b>Marcel Bertrand</b>							
<b>Animation globale</b>							
Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Mission : Education Jeunesse - Programme : Réaction Centres sociaux et Maisons Quatriers - Action : soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons Quatriers - Opération : AUCSD-431 subvention aux équipements de proximité		80 535,00 €		50 535,00 €	CM des 15 décembre 2008, 23 mars 2009, CM du 16 novembre 2009		
<b> Petite Enfance</b>							
Création de 14 places d'accueil pour les enfants		144 898,00 €		144 898,00 €			
ALSH matériel (51 enfants) (24 places)		29 550,00 €		29 550,00 €			
Accompagnement à l'école en école primaire		1 341,00 €		1 341,00 €			
Coordination du Centre de la Petite Enfance - un poste		23 928,00 €		23 928,00 €			
Création d'un poste d'agent d'accueil		6 240,00 €		6 240,00 €			
Accueil de l'enfant porteur de handicap		25 500,00 €		25 500,00 €			
Centre de la Petite Enfance - un poste de coordination à mi-temps		11 220,00 €		11 220,00 €			
Accueil périscolaire St Euphrasy (24 places)		25 056,00 €		25 056,00 €			
ALSH matériel (40 places) - Centre de la Petite Enfance		13 760,00 €		13 760,00 €			
ALSH matériel (Rue des Miniers 116 places)		281 924,00 €		281 924,00 €		0,00 €	
<b> Enfance</b>							
Création de 14 places d'accueil pour les enfants		4 896,00 €		4 896,00 €			
Frequentant le Centre de Loisirs du Centre Social GVS		30 538,30 €		30 538,30 €			
Organisation de Centres de loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		1 676,00 €		1 676,00 €			
Départ en vacances d'enfants fréquentant la structure		4 000,00 €		4 000,00 €			
Départ en vacances des familles fréquentant la structure		8 425,00 €		8 425,00 €			
Création de 14 places d'accueil pour les enfants		7 688,00 €		7 688,00 €			
Frequentant le Centre de Loisirs Périscolaire du Centre Social		10 250,00 €		10 250,00 €			
Ateliers Lecture, périscolaire 20 places		8 200,00 €		8 200,00 €			
Ateliers sportifs périscolaire 25 places		4 283,00 €		4 283,00 €			
Création de 14 places d'accueil pour les enfants		30 537,00 €		30 537,00 €			
Frequentant le Centre de Loisirs du Centre Social		4 896,00 €		4 896,00 €			
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		30 537,00 €		30 537,00 €			
Création de 14 places d'accueil pour les enfants		19 100,00 €		19 100,00 €			
Frequentant le Centre de Loisirs du Centre Social PVS		143 926,30 €		143 926,30 €		0,00 €	
Ateliers Lecture, périscolaire 20 places		19 100,00 €		19 100,00 €			
Ateliers sportifs périscolaire 25 places		19 100,00 €		19 100,00 €			
Création de 14 places d'accueil pour les enfants		500,00 €		500,00 €			
Frequentant le Centre de Loisirs du Centre Social PVS		2 000,00 €		2 000,00 €			
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		2 500,00 €		2 500,00 €		0,00 €	
<b> Jeunesse</b>							
Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : soutien aux initiatives projets jeunes - Opération : subv. Equipements de proximité		19 100,00 €		19 100,00 €		0,00 €	
<b> Actions et pour tous</b>							
Journée à Disney Land Reunion Park		500,00 €		500,00 €	CM du 2 février 2009		
Ateliers familiaux en famille		2 000,00 €		2 000,00 €	CM du 18 mai 2009		
<b> Missions Complémentaires</b>							
<b> Actions Spécifiques</b>							
Ateliers d'écriture		4 500,00 €		4 500,00 €	CM du 2 février 2009		
Espace Jeunesse		25 000,00 €		25 000,00 €	CM du 18 mai 2009		
Nos Quartiers d'Elle - Edition 2009		2 250,00 €		2 250,00 €			
Halle garderie Hippone - Places d'urgence		5 000,00 €		5 000,00 €	CM du 2 février 2009		
Festivals solidaires		300,00 €		300,00 €	CM du 5 octobre 2009		
Quadrature du commerce équitable		200,00 €		200,00 €	CM du 29 juin 2009		
Journées festives inter-quartiers		475,00 €		475,00 €		175,00 €	CM du 5 octobre 2009
Séjour festival d'Asie		1 424,00 €		1 424,00 €		1 423,00 €	CM du 5 octobre 2009
Création d'une compagnie théâtrale d'enfants		712,00 €		712,00 €	CM du 5 octobre 2009		
<b> Total</b>		307 945,30 €		307 945,30 €		1 892,00 €	

# ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCEMENTS DE LA VILLE DE LILLE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009

Fonction/Secteur	Imputation budgétaire	Versements effectués		Nouveaux versements	Observations
		Montant provisionnel 2009	Montant CM/N° délé		
<b>Lazare Garreau</b>					
<b>Animation globale</b>	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Mission : Education Jeunesse - Programme : Habitat Centres sociaux et Maisons Quarters - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération ACSQ 631 - Subvention aux équipements de proximité	91 800,00 €	82 650,00 €	9 160,00 €	CM du 15 novembre 2009
<b>Petite-Enfance</b>					
Halle garderie 20 places - Aide au fonctionnement	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 64 - Action : modes de garde - Opération : contrat enfance	72 340,00 €	65 115,00 €	7 224,00 €	CM du 15 décembre 2008 CM du 18 mai 2009 CM du 18 mai 2009 CM du 18 mai 2009
ALSH maternel (40 places)		34 865,00 €	34 378,00 €	3 986,00 €	
Organisation de 3 camps d'été		9 384,00 €	9 428,00 €	908,00 €	
Mise en place de séances de psychomotricité		344,00 €	344,00 €	0,00 €	
Atelier d'été musical	Opération 87 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 64	5 000,00 €	0,00 €	5 000,00 €	CM du 29 juin et du 5 octobre 2009
Organisation d'un camp d'été		3 048,00 €	0,00 €	3 048,00 €	
<b>Enfance</b>		122 971,00 €	108 866,00 €	20 105,00 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	17 709,00 €	15 888,10 €	10 071,90 €	CM du 5 octobre 2009
Organisation de séjours pour les enfants fréquentant le centre social : mini séjours été		10 910,00 €	9 819,00 €	5 180,00 €	
Organisation de séjours pour les enfants fréquentant le centre social : séjour été	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : séjours de vacances	8 922,00 €	8 029,80 €	882,20 €	
Départ en vacances d'enfants fréquentant la structure		4 866,00 €	4 379,40 €	486,60 €	
Mise en place d'ateliers danse, gymnastique et arts plastiques	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : activités mercredi et samedi	3 600,00 €	3 240,00 €	360,00 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		9 513,00 €	8 561,70 €	951,30 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi		17 709,00 €	15 938,10 €	1 770,90 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : séjours de vacances	17 709,00 €	15 838,10 €	1 770,90 €	
Organisation de séjours pour les enfants fréquentant le centre social : petites vacances scolaires		17 858,00 €	16 081,20 €	1 786,80 €	
Organisation de séjours pour les enfants fréquentant le centre social : mini séjours printemps	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : séjours de vacances	3 520,00 €	3 168,00 €	352,00 €	
<b>Jeunesse</b>		112 326,00 €	101 043,40 €	22 622,60 €	
Journées 17-25 ans - Appel à projets 2009	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : soutien aux initiatives projets jeunes - Opération : subv. Equipements de proximité	18 000,00 €	16 200,00 €	1 800,00 €	CM du 5 octobre 2009
<b>Adultes et pour tous</b>		18 000,00 €	16 200,00 €	2 800,00 €	
Marché de football Franco-Argentine à Marseille	Chapitre 67 - Article 6574 - Fonction 255 - Opération 84	1 000,00 €	1 000,00 €		
Bouge les familles	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 524 - Code : ADAAC - Opération 965 soutien associations autres actions	4 000,00 €	4 000,00 €		
Actions passerelles : espace jeux libres PL	Chapitre 65 - Fonction 64 - Article 6574 - Opération Ecole Souvenir	2 500,00 €		2 500,00 €	CM du 5 octobre 2009
Actions familles	Chapitre 65 - Fonction 64 - Article 6574 - Opération Café Associatif	1 500,00 €		1 500,00 €	CM du 5 octobre 2009
Atelier lecture parents-enfants	Chapitre 65 - Fonction 63 - Article 6574 - Opération Soutien aux actions politiques de la famille	2 800,00 €	2 800,00 €		
<b>Missions Complémentaires</b>		11 800,00 €	7 800,00 €	4 000,00 €	
<b>Total</b>		0,00 €	0,00 €	0,00 €	
<b>Actions Spécifiques</b>					
Journal des habitants	Programme Politique de la Ville - Action : développement social des territoires - Opération 215 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 654	8 789,00 €	8 789,00 €		
Nos Quartiers d'Été - Edition 2009		2 000,00 €	2 000,00 €		
Nos Quartiers d'Été - Edition 2009 - Spectacle de clôture	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Mission : Education Jeunesse - Programme : Habitat Centres sociaux et Maisons Quarters - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération ACSQ 631 - Subvention aux équipements de proximité	8 800,00 €	6 600,00 €		CM du 18 mai 2009
Mobilité des jeunes et interculturelle	Opération 606 - Chapitre 67 - Article 6745 - Fonction 041	4 000,00 €		4 000,00 €	CM du 29 juin 2009
<b>Total</b>		23 589,00 €	19 389,00 €	4 000,00 €	
<b>Total</b>		340 760,00 €	315 918,40 €	63 707,60 €	



# ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCEMENTS DE LA VILLE DE LILLE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009

Fonction/Secteur	Imputation budgétaire	Montant prévisionnel 2009	Versements effectués		Nouveaux versements	Observations
			Montant	CM/N° délib		
<b>Chemin Rouge</b>						
<b>Animation globale</b>	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Mission : Éducation Jeunesse - Programme : Relation Centres sociaux et Maisons Quarters - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération AJCSQ-631 subvention aux équipements de proximité	62 220,00 €	55 899,00 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009	6 222,00 €	CM du 16 novembre 2009
<b>Petite Enfance</b>						
Ludothèque - Prise en charge de la présence de familles lilloises	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 64 - Action : modes de garde - Opération : contrat enfance	6 792,00 €	6 113,00 €	CM du 15 décembre 2008, CM du 18 mai 2009	679,00 €	CM du 5 octobre 2009
ALSH maternel - prise en charge de la participation d'enfants lillois		35 100,00 €	31 590,00 €		3 510,00 €	
<b>Total</b>		41 892,00 €	37 703,00 €		4 189,00 €	
<b>Enfance</b>						
Départ en vacances de familles fréquentant la structure	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : séjours de vacances	600,00 €	540,00 €		60,00 €	
Création de 36 places d'accueil pour les enfants fréquentant le Centre de Loisirs du Centre Social Gré	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Opération : accueil de loisirs	10 850,00 €	9 585,00 €		1 085,00 €	
Mise en place d'ateliers d'équitation, d'esthétique, de Hip Hop, de Boxe Thaï et de Golf pour 50 enfants fréquentant le Centre Social	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : activités mercredi et samedi	5 641,00 €	5 076,90 €		564,10 €	
Création de 36 places d'accueil pour les enfants fréquentant le Centre de Loisirs du Centre Social périscolaire	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : activités avant et après l'école	9 319,00 €	8 387,10 €		931,90 €	
Mise en place d'un atelier d'atelier d'orientation pour 12 enfants		2 000,00 €	1 800,00 €		200,00 €	
Organisation de 2 séjours d'orientation ramassés concernant 53 personnes fréquentant le centre	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : séjours de vacances	6 709,00 €	6 038,10 €	CM du 15 décembre 2008, CM du 18 mai 2009	670,90 €	CM du 5 octobre 2009
Organisation de 2 séjours pour 10 enfants lillois fréquentant le centre social		6 883,00 €	6 014,70 €		868,30 €	
Création de 36 places d'accueil pour les enfants fréquentant le Centre de Loisirs du Centre Social PVS	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : accueil de loisirs	9 319,00 €	8 387,10 €		931,90 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : accueil de loisirs	7 194,00 €	7 024,20 €		1 543,80 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : activités mercredi et samedi	7 194,00 €	7 024,20 €		1 543,80 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Opération : accueil de loisirs	7 194,00 €	7 024,60 €		1 544,40 €	
<b>Total</b>		72 503,00 €	66 901,90 €		9 724,10 €	
<b>Jeunesse</b>						
Jeunesse 17-25 ans - Appel à projets 2009	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : soutien aux initiatives projets jeunes - Opération : subv. Equipements de proximité	17 000,00 €	15 300,00 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009	1 700,00 €	CM du 5 octobre 2009
<b>Total</b>		17 000,00 €	15 300,00 €		1 700,00 €	
<b>Adultes et pour tous</b>						
Ateliers parents enfants	Opération : soutien aux actions politiques de la famille - chapitre 65 article 6574 - fonction 63	4 500,00 €	2 500,00 €		2 000,00 €	CM du 5 octobre 2009
<b>Total</b>		4 500,00 €	2 500,00 €		2 000,00 €	
<b>Missions Complémentaires</b>						
<b>Total</b>						
<b>Actions Spécifiques</b>						
Equilibre alimentaire et bien être	Programme Politique de la Ville - Action : développement social des territoires - Opération 215 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 61	3 000,00 €	3 000,00 €	CM du 2 février 2009		
Nos Quartiers d'Été - Edition 2009		650,00 €	650,00 €	CM du 18 mai 2009		
Bien vieillir dans son quartier	Opération 397 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 61	1 000,00 €			1 000,00 €	Conseil Municipal du 29 juin 2009
<b>Total</b>		4 650,00 €	3 650,00 €		1 000,00 €	
<b>TOTAL</b>		202 765,00 €	182 052,90 €		24 835,10 €	

# ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCEMENTS DE LA VILLE DE LILLE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009

Fonction/Secteur	Imputation budgétaire	Montant prévisionnel 2009		Versements effectués		Nouveaux versements	Observations
		Montant	CM/N° d'eff	Montant	CM/N° d'eff		
<b>Animation globale</b>	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Mission : Education Jeunesse Programme : Relation Centres sociaux et Mairesse Quarters - Action : soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Mairesse de Quarters - Operation AUCSD-631 - subvention aux équipements de proximité	108 677,00 €		91 808,30 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009	10 867,70 €	CM du 16 novembre 2009
<b>Petite Enfance</b>							
Crèche 12 places - Halle-garderie 13 places		111 404,00 €		100 284,00 €		11 140,00 €	
Atelier de parenté		2 380,00 €		2 149,00 €		230,00 €	
At SHI national (24 places)		24 960,00 €		22 484,00 €		2 476,00 €	
Accueil pour ALSH maternel		6 650,00 €		5 884,00 €		766,00 €	
Formation analyse des pratiques au sein du multi-accueil		480,00 €		480,00 €			
Mise en place de séance de psychoéducation		2 630,00 €		1 418,00 €		1 212,00 €	
Accueil de l'enfant porteur de handicap		9 840,00 €		0,00 €		9 840,00 €	CM du 5 octobre 2009
<b>Total</b>		158 566,00 €		132 169,00 €		25 797,00 €	CM du 16 novembre 2009 (la verserment sera effectué en fonction de la présence effective d'enfants porteurs de handicap)
<b>Enfance</b>							
Départ en vacances d'été pour les enfants	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités grandes vacances scolaires - Operation : séjours de vacances	5 336,00 €		4 802,40 €		533,60 €	
Départ en vacances de familles fréquentant la sétaire		3 000,00 €		2 700,00 €		300,00 €	
Création de 40 places d'accueil pour les enfants de 11 à 18 ans fréquentant le Centre de Loisirs du Centre Social	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : activités mercredi et samedi	4 776,00 €		4 286,40 €		477,60 €	
Mise en place d'ateliers culturels pour 80 jeunes	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : activités après l'école	6 642,00 €		5 977,80 €		664,20 €	
Création de 40 places d'accueil pour les enfants fréquentant le Centre de Loisirs du Centre Social	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : activités mercredi et samedi	3 709,00 €		3 338,10 €		370,90 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : accueil de loisirs	495,00 €		445,50 €		49,50 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : accueil de loisirs	495,00 €		445,50 €		49,50 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : accueil de loisirs	495,00 €		445,50 €		49,50 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : accueil de loisirs	13 550,00 €		6 775,00 €		6 775,00 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : accueil de loisirs	13 550,00 €		6 775,00 €		6 775,00 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : accueil de loisirs	13 548,00 €		6 774,50 €		6 773,50 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : accueil de loisirs	7 360,00 €		6 400,80 €		959,20 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : accueil de loisirs	7 360,00 €		6 400,80 €		959,20 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : accueil de loisirs	7 360,00 €		6 400,80 €		959,20 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : accueil de loisirs	7 360,00 €		6 400,80 €		959,20 €	
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : accueil de loisirs	1 150,00 €		1 150,00 €			
Organisation de Centres de Loisirs durant les vacances scolaires, les Mercredi et Samedi	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : activités périscolaires - Operation : accueil de loisirs	1 300,00 €		1 300,00 €			
<b>Total</b>		90 127,00 €		64 429,50 €		25 697,50 €	
<b>Jeunesse</b>							
Jeunesse 17-25 ans - Appel à projets 2009	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422 - Action : soutien aux initiatives jeunes - Operation : subv. Equipements de proximité	20 000,00 €		18 000,00 €		2 000,00 €	CM du 5 octobre 2009
<b>Adultes et pour tous</b>							
Prêt d'interprétation - Souverain d'Orléans		20 000,00 €		18 000,00 €		2 000,00 €	
Création et exposition Ateliers polaire		300,00 €		300,00 €			
Cours d'alphabétisation	Operation VOICE 64 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 422	1 400,00 €		1 400,00 €			
Actions familiales	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 63 - Article 6574 - Operation : Soutien aux services sociaux de la famille	1 000,00 €		1 000,00 €			
		6 200,00 €		5 200,00 €		1 000,00 €	CM du 5 octobre 2009
<b>Missions Complémentaires</b>							
		8 900,00 €		7 900,00 €		1 000,00 €	
<b>Total</b>		20 000,00 €		18 000,00 €		2 000,00 €	
<b>Actions Spécifiques</b>							
Initiatives aux sports		0,00 €		0,00 €		0,00 €	
Jeunesse 17-25 ans - Appel à projets 2009	Programme Politique de la Vie, Action : développement social des territoires, Operation 215 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 63	5 000,00 €		5 000,00 €			CM du 2 février 2009
Alphabétisation		3 540,00 €		3 540,00 €			
Prise en charge par non aidé de C.A.E		3 200,00 €		3 200,00 €			
Quinzaine du commerce équitable		9 750,00 €		9 750,00 €			
Actions intergénérationnelles pour les seniors	Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 90 - Operation : n° 689 "Commerce équitable"	200,00 €		200,00 €		200,00 €	CM du 29 juin 2009
	Operation 387 - Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 63	2 520,00 €		2 520,00 €		2 520,00 €	CM du 29 juin 2009
<b>Total</b>		26 210,00 €		23 480,00 €		2 730,00 €	
<b>Total</b>		412 490,00 €		344 167,00 €		68 323,00 €	

**ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCEMENTS DE LA VILLE DE LILLE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009**

Bois Blancs		Fonction/Secteur	Imputation budgétaire	Montant prévisionnel 2009	Acompte versé		Nouveaux versements	Observations
					Montant	CM/N° délib		
Animation globale		Chapitre 65, Article 6574, Fonction 422, Mission : Éducation Jeunesse - Programme : Relation Centres sociaux et Maisons Quarters - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération AJCSQ-631 subvention aux équipements de proximité	52 740,00 €	47 466,00 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009	5 274,00 €	CM du 16 novembre	
Petite-Enfance								
Total			0,00 €	0,00 €		0,00 €		
Enfance								
Total			0,00 €	0,00 €		0,00 €		
Jeunesse								
Total			0,00 €	0,00 €		0,00 €		
Adultes et pour tous								
Total			0,00 €	0,00 €		0,00 €		
Missions Complémentaires								
Total			0,00 €	0,00 €		0,00 €		
Actions Spécifiques								
Total		TOTAL	0,00 €	0,00 €		0,00 €		
			52 740,00 €	47 466,00 €		5 274,00 €		

# **ANNEXE FINANCIERE : LES FINANCEMENTS DE LA VILLE DE LILLE PAR SECTEUR D'INTERVENTION - ANNEE 2009**

Bois Blancs		Imputation budgétaire	Montant prévisionnel 2009	Acompte versé		Nouveaux versements	Observations
Fonction/Secteur				Montant	CM/N° délib		
Animation globale		Chapitre 65, Article 6574, Fonction 422, Mission : Éducation Jeunesse - Programme : Relation Centres sociaux et Maisons sociales et Maisons de Quartier - Opération AJCSQ-631 subvention aux équipements de proximité	52 740,00 €	47 466,00 €	CM des 15 décembre 2008 et 23 mars 2009	5 274,00 €	CM du 16 novembre
Petite-Enfance							
	Total		0,00 €	0,00 €		0,00 €	
Enfance							
	Total		0,00 €	0,00 €		0,00 €	
Jeunesse							
	Total		0,00 €	0,00 €		0,00 €	
Adultes et pour tous							
	Total		0,00 €	0,00 €		0,00 €	
Missions Complémentaires							
	Total		0,00 €	0,00 €		0,00 €	
Actions Spécifiques							
	Total		0,00 €	0,00 €		0,00 €	
	Total	<b>TOTAL</b>	52 740,00 €	47 466,00 €		5 274,00 €	



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/90

## OBJET

**Association AC ! Métropole Lilloise -  
Participation financière de la Ville aux  
frais de fonctionnement - Subvention.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville soutient depuis 1999 l'association Agir Ensemble contre le chômage - Métropole Lilloise dénommée AC ! Métropole Lilloise dont le siège social est situé au 4, rue du Professeur Lamaze à Lille. L'association développe ses initiatives et ses activités contre les exclusions et le chômage, pour l'emploi et la solidarité et rassemble des chômeurs, des précaires mais aussi des retraités et salariés solidaires.

Depuis plusieurs années, l'association a eu de très nombreuses initiatives et a été présente sur tous les lieux pour la défense des chômeurs, la lutte contre l'exclusion, pour le droit au travail et pour le droit à un revenu décent.

Ses responsables assurent des permanences régulières chaque semaine au 4 rue du Professeur Lamaze (quartier du Faubourg de Béthune), à Fives (Mairie de quartier) à Lille-Lomme ainsi qu'à Mons-en-Baroeul, Villeneuve d'Ascq et Tourcoing.

Consciente des besoins et des attentes, l'association AC ! Métropole Lilloise souhaite en 2010 :

- développer son action et ses initiatives,
- multiplier les débats dans les quartiers et les rencontres avec les populations en difficultés,
- augmenter ses moyens pour être plus efficace et plus présente et encore mieux participer à la vie citoyenne sur Lille et la Métropole.

Le montant de la subvention de fonctionnement sollicitée auprès de la Ville à hauteur de 9.150 € est justifié par l'activité déployée par l'association et notamment ses permanences d'accueil auprès des chômeurs et des précaires sur Lille et Lomme.

En effet, et pour répondre aux besoins, l'association AC ! Métropole Lilloise poursuit en 2010 ses actions afin :

- d'accroître sa présence aux côtés des demandeurs d'emploi et précaires,
- de développer ses permanences d'accueil pour conseiller ces derniers et éventuellement accompagner les personnes dans leurs démarches vis-à-vis des organismes tels que le Pôle Emploi, la CAF (mission de médiation pour la défense des droits des chômeurs),
- de développer ses campagnes d'information et d'action et de continuer à organiser chaque mois, dans les différents quartiers lillois et notamment ceux où la population de chômeurs et précaires est très forte (Faubourg de Béthune, Lille-Sud, Fives, Wazemmes, Moulins) des débats publics essentiellement à destination des chômeurs et précaires (formation sur le logement, les droits sociaux avec des intervenants extérieurs tels des responsables sociaux, des associations...),

.../...

- d'envisager des initiatives publiques telles que :
  - la continuité des Etats Généraux de la Précarité,
  - l'information concernant la nouvelle loi sur le RSA (Revenu de Solidarité Active) et le contrat unique d'insertion,
  - le développement de l'action pour l'accès à l'emploi menée auprès du MEDEF et des entreprises aux fins de promouvoir l'embauche et la création d'emplois,
- de continuer son action, notamment en :
  - développant ses informations avec un bulletin diffusé aux chômeurs et précaires de Lille et ses environs,
  - participant à la création du Centre Régional des Ressources pour les associations de demandeurs d'emplois et précaires du Nord/Pas-de-Calais,
  - développant sa participation dans la vie locale : l'association fait déjà partie du Comité de liaison de Pôle Emploi et du groupe technique régional ainsi que de la Commission Locale d'Insertion (CALI) et du Conseil d'Administration de la Mission Locale de Lille.

Il est proposé de donner une suite favorable à cette demande, en soulignant que l'association devra présenter un rapport d'activité de son action fin 2010.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élu délégué de la convention ci-annexée,
- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 9.150 € à l'association AC ! Métropole Lilloise (N° SIRET : 442 229 209 000 14),
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 025 - Opération n° 491 « Soutien à l'Emploi - Syndicats ».

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie **2 février 2010**

Réception en Préfecture - **5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire  
l'Adjoint délégué à l'Emploi,

  
Bernard CHARLES

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/91

## OBJET

**Réhabilitation du bâtiment administratif  
du site Fives Cail Babcock en vue d'y  
aménager la Bourse du Travail - Lancement  
de la consultation et autorisation de signature  
du marché d'Ordonnancement, Pilotage et  
Coordination.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 06/768 du 3 octobre 2006, le Conseil Municipal a autorisé le lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre portant sur l'implantation de la Bourse du Travail dans le bâtiment administratif de l'ancien site industriel Fives Cail Babcock dans le quartier de Fives.

Par délibération n° 08/81 du 28 janvier 2008, le Conseil Municipal a autorisé la signature du marché de maîtrise d'œuvre avec le groupement de maîtrise d'œuvre dont l'architecte mandataire est l'Atelier Gilles NEVEUX.

Le marché a été attribué au groupement de maîtrise d'œuvre pour un montant de 866.416 € HT, soit 1.036.233,54 € TTC, sur la base d'un montant prévisionnel de travaux de 8.600.000 € HT avec un taux de rémunération à 10,07 %.

Au regard de la nécessité d'aboutir à des études d'avant projet sommaire conformes aux besoins des utilisateurs et de poursuivre la mission de maîtrise d'œuvre sur des bases cohérentes tenant compte des besoins des utilisateurs et des capacités du bâtiment existant, par délibération n° 09/394 du 18 mai 2009, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'un avenant au marché de maîtrise d'œuvre fixant les honoraires du maître d'œuvre à 1.113.973,54 € TTC

Il convient à présent, préalablement au lancement de la consultation de travaux, de lancer une consultation portant sur la mission d'Ordonnancement - Pilotage et Coordination. Le marché est estimé à 150.000 € TTC.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le lancement de la consultation pour désigner le titulaire de la mission d'OPC sur l'opération de réhabilitation du bâtiment administratif du site Fives Cail Babcock afin d'y aménager la nouvelle Bourse du Travail qui donnera lieu à la passation d'un marché public ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer le marché portant sur la mission d'OPC, après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;

.../...



- ♦ **IMPUTER** le montant des dépenses sur les crédits inscrits sur l'opération QNBDT n° 1344 « Nouvelle Bourse du Travail » - Chapitre 23 – Article 2313 - Fonction 90 - AP : QESPACEPG

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Emploi,

Réception en Préfecture le **5 FEV. 2010**



*Bernard Charles*

Bernard CHARLES

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/92

## OBJET

**Organisations syndicales  
locales – Subventions.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille entretient, depuis de longues années, des relations avec les organisations syndicales locales représentatives du monde professionnel. Ces organisations constituées en associations bénéficient, au titre des actions mises en œuvre au niveau local, de subventions de la Ville conformément à l'article L.2251-3-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

De plus, l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec une administration prescrit la mise en place de conventions d'objectifs pour toute subvention supérieure à 23.000 €.

Des conventions de financement avec les unions locales des syndicats lillois concernées ont été renouvelées en 2008 pour une durée de 3 ans (unions locales CFDT, CGT, FO, UNSA Education) afin de soutenir les actions qu'elles mettent en œuvre chaque année et destinées à :

- l'organisation des permanences d'accueil ouvertes à l'ensemble des Lillois, des forums syndicaux, journées « portes ouvertes » et actions de soutien aux citoyens lillois en difficultés,
- prévenir les conflits du travail.

La représentativité des organisations syndicales est déterminée d'après les critères suivants :

- les effectifs,
- l'indépendance,
- les cotisations,
- l'expérience et l'ancienneté du syndicat.

Eu égard aux actions entreprises et à la représentativité des organisations syndicales sur le territoire lillois, il a été décidé d'arrêter le montant des subventions pour l'année 2010 suivant le tableau détaillé ci-dessous :

C.F.E. – C.G.C. (Confédération Française de l'encadrement - CGC)	7.623 €
Union Locale des Syndicats C.N.T. (Confédération Nationale du Travail)	8.050 €
Union Locale C.F.D.T. (Confédération Française Démocratique du Travail)	100.516 €
Union Locale C.F.T.C. (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens)	15.687 €

.../...

Union Locale C.G.T. (Confédération Générale du Travail)	100.516 €
Union Locale F.O. (Force Ouvrière)	100.516 €
UNSA Education (Union Nationale des Syndicats Autonomes Education)	42.381 €
<b>Total</b>	<b>375.289 €</b>

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

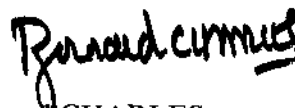
- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions allouées aux organisations syndicales suivant le tableau susvisé,
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 025 - Opération n° 491 « Soutien à l'Emploi - Syndicats ».

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie **2 février 2010**

Réception en Préfecture **- 5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire  
l'Adjoint délégué à l'Emploi,



Bernard CHARLES



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/93

OBJET

**Union Syndicale Solidaires**  
**Nord/Pas-de-Calais – Subvention.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'Union Syndicale Solidaires Nord/Pas-de-Calais (ex Union Syndicale groupe des Dix), sise 84 rue de Cambrai à Lille, regroupe l'ensemble des syndicats se référant généralement au sigle S.U.D. (Solidaires Unitaires Démocratiques). Constituée en janvier 1998 en Union Interprofessionnelle au niveau national, elle comprend actuellement 20 fédérations ou syndicats nationaux, présents dans les secteurs publics et privés.

Elle regroupe 60 000 adhérents, présents dans les secteurs publics (Impôts et Finances, P.T.T., Santé, Education) et dans les entreprises privées (Commerce et Distribution, Caisse d'Epargne, Presse, Transports...) dont près de 7 000 adhérents pour la Région Nord/Pas-de-Calais.

Les syndicats se réfèrent à une charte des valeurs basée sur :

- l'indépendance
- la démocratie interne
- la solidarité, à l'échelle nationale, européenne et internationale

L'Union Syndicale Solidaires Nord/Pas-de-Calais s'est constituée en janvier 2000. Elle regroupe près de 40 syndicats implantés aux Impôts, Trésor, Douanes, Banque de France, V.P.C., Collectivités Territoriales, S.N.C.F., Transports Urbains et de marchandises, Journalisme, Santé, Education Nationale, Protection Sociale, Recherche, Banques, Formation Professionnelle chez les étudiants et les retraités dans l'industrie.

Organisation syndicale récente, elle ne figure pas dans la liste des syndicats « représentatifs » arrêtée par ordonnance de 1966. Cependant, ce syndicat a acquis ces dernières années une représentativité réelle tant dans le secteur public que dans le secteur privé, qui s'est vue renforcée par les derniers résultats aux élections professionnelles ainsi que par les actions de soutien aux citoyens lillois en difficultés, de défense des salariés et de prévention des conflits du travail. Cette organisation syndicale organise également des débats citoyens sur l'emploi, l'Europe, la sécurité, l'école, les services publics et l'altermondialisation...

C'est pourquoi, depuis 2002, la Ville de Lille a soutenu financièrement l'Union Syndicale Solidaires Nord/Pas-de-Calais pour son installation dans les locaux situés 12, rue d'Artois à Lille, lui permettant de créer un siège afin d'accueillir ses militants, d'organiser des réunions, d'abriter une permanence ouverte à l'ensemble des Lillois et pour la couverture des charges de chauffage, d'électricité et l'évolution du loyer de l'immeuble dont elle était locataire.

En raison de son développement, l'Union Syndicale Solidaires Nord/Pas-de-Calais a quitté les locaux de la rue d'Artois, au cours de l'année 2005, pour emménager dans de nouveaux locaux plus vastes, situés 84 rue de Cambrai et a également bénéficié d'un soutien financier de la Ville, sur les années 2005 à 2009, pour son installation et la couverture des charges et loyers de l'immeuble dont elle est locataire.

.../...

L'Union Syndicale Solidaires Nord/Pas-de-Calais renouvelle, pour l'année 2010, sa demande de subvention.

La Ville propose de lui accorder une subvention d'un montant de 25.000 €

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élu délégué de la convention ci-annexée,
- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 25.000 € à l'Union Syndicale Solidaires Nord/Pas-de-Calais,
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au Chapitre 65, article 6574, fonction 025 - Opération n° 491 « Soutien à l'Emploi - Syndicats ».

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie **2 février 2010**

Réception en Préfecture - **5 FEV. 2010**

Par délégation du Maire  
l'Adjoint délégué à l'Emploi,



Bernard CHARLES



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/94

OBJET

**Fourrière Municipale - Enlèvement  
de véhicules automobiles -  
Remboursement des frais.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

A la suite d'opérations d'enlèvements, plusieurs contrevenants ont présenté une requête aux fins d'obtenir le remboursement des frais de fourrière et de gardiennage ou l'annulation de la dette en cas de destruction en apportant des explications sur les circonstances particulières ayant conduit à l'infraction.

Certaines de ces demandes répondent aux critères retenus pour être soumises au Conseil Municipal (par exemple circonstances particulières liées à la personne responsable du véhicule ou liées à l'état du véhicule, cas de force majeure avec justificatif) et sont présentées dans le tableau ci-dessous.

bénéficiaire	infraction	circonstances	somme
Monsieur BOUBZIZ Hasnoui 79, rue du Docteur Jenner 59000 Lille	Stationnement gênant par panneau sur zone de livraison face aux Ets Expo Jenner, rue Jenner à Lille	L'intéressé étant dans l'impossibilité de conduire (cf certificat médical) a laissé son véhicule devant une entreprise fermée pour congrés annuels	96,10 €
Madame Elisabeth MARTEAU-MULLIER 9, rue du Bourg 59320 Ennetières en Weppes	Stationnement gênant en zone de taxis avenue Marx Dormoy à Lille	Problème lié à la signalisation – panneau caché par des branches d'arbres (constat police municipale). De plus l'intéressée était en soins à la clinique du Bois.	Annulation du titre de recette 13841 (pour paiement différé) bordereau 713 du 2 septembre 2009 96,10 €
Madame TOUCHI Leila 119, boulevard Victor Hugo 59000 Lille	Stationnement gênant le jour du marché place du Concert à Lille	Le véhicule volé avait été abandonné place du Concert (cf dépôt de plainte pour vol de sac à main et de véhicule)	100,70 €

En accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 25 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le remboursement des frais aux intéressés sur les crédits inscrits au chapitre 70, fonction 112, article 70878 – Opération n° 447.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le 26 FEV. 2010

Par délégation du Maire,

Adjoint délégué à la Police Municipale,



Roger VICOT

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/95

OBJET

**Démolition des bâtiments existants et  
mise en place de bâtiments modulaires  
pour la Fourrière municipale – Avenant  
n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le marché n° A80832, passé selon la procédure adaptée, portant sur la mission de maîtrise d'œuvre en vue de la mise en place de bâtiments modulaires pour la Fourrière municipale et la démolition des locaux existants, a été notifié le 18 mars 2009 au Bureau d'Etudes Techniques SECA Ingénierie, 1 et 2 rue du Dauphiné - BP 189 - 59305 Valenciennes Cedex

Les honoraires de la maîtrise d'œuvre ont été établis sur le montant prévisionnel provisoire des travaux estimés lors de la consultation à 620.000 € HT soit 751.520 € TTC (valeur décembre 2008).

Le taux de rémunération était fixé à 6,50 % pour le forfait de missions de base, portant le montant prévisionnel du marché de maîtrise d'œuvre (compris le forfait fixe de 11.200 € HT pour la mission complémentaire d'OPC) à 51.500 € HT, soit 61.594 € TTC.

Conformément aux clauses du marché, le montant de cette rémunération revêt un caractère provisoire et doit être ajusté au cours des études. Le maître d'œuvre s'engage alors sur un montant prévisionnel définitif des travaux lui permettant d'établir le forfait définitif de ses honoraires.

Le montant prévisionnel définitif des travaux, estimé par la maîtrise d'œuvre à l'issue de la phase APD est confirmé au montant de 620.000 € HT, soit 751.520 € TTC (valeur M0 - décembre 2008).

Le montant définitif des honoraires du maître d'œuvre est donc de 51.500 € HT soit 61.594 € TTC. L'avenant au marché de maîtrise d'œuvre n'emporte pas d'incidence financière

En accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 25 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer l'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à la Police Municipale,

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le 26 FEV. 2010



Roger VICOT

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/96

## OBJET

**Plan d'Actions de Prévention -  
Subventions à diverses associations -  
Programme 2010 – Adoption.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre des dispositions réglementaires relatives au Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et en articulation avec le Contrat Local de Sécurité, la Ville de Lille propose de soutenir diverses actions, entrant dans le cadre d'un programme local d'actions mené pour l'année 2010, sur les axes prioritaires suivants :

- Sécuriser les espaces publics : Sécuriser les bas d'immeubles et autres lieux publics par un accompagnement des jeunes inactifs, sensibiliser les jeunes au respect de l'environnement urbain, réduire les comportements à risque des deux roues et sensibiliser à la sécurité routière
- Prévenir la délinquance des mineurs : Favoriser la mise en place d'actions de prévention de la délinquance sur les micro-secteurs en difficulté, accompagner les parents de primo-délinquants, lutter contre les violences à l'école, prévenir les violences dans le sport amateur, assurer la cohérence globale du suivi individualisé des jeunes en rupture
- Accompagner les populations fragilisées : Communiquer sur la prévention des conduites addictives et à risque, accompagner les personnes en situation de vulnérabilité, sensibiliser, informer, former les personnels associatifs et municipaux
- Adapter les réponses judiciaires : éviter la récidive des personnes sortant de prison par un accompagnement social et professionnel, impulser le suivi médico-psychologique post carcéral, renforcer l'accueil et le suivi des femmes victimes de violences conjugales, développer l'accompagnement et la prise en charge des victimes d'agressions sexuelles, développer l'accès au droit.

Les différents projets d'actions à mener sont présentés sous la forme de tableaux récapitulatifs par thématique, arrêtant le coût des actions et l'engagement financier de la Ville, pour un montant global de 108.853 €.

Afin d'assurer la plus grande lisibilité et de garantir la transparence de l'intervention de la délégation thématique municipale en charge du Contrat Local de Sécurité et du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et dans le cadre du dispositif mis en œuvre en vue de l'élaboration de conventions avec les associations percevant plus de 23.000 € de la Ville, différents services ont été désignés comme pilotes pour la conclusion des conventions à intervenir avec les associations.

.../...



En accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 25 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ALLOUER** à chaque association ou structure maître d'ouvrage support de l'action concernée la subvention correspondant à la participation de la Ville conformément à la répartition figurant sur les tableaux récapitulatifs joints en annexe (soit 108.853 € pour 10 actions aidées )
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer les conventions et avenants nécessaires,
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 110 – Opération n° 434 Mission citoyenneté proximité – programme sécurité prévention – actions CLSPD – Plan d'actions de prévention CLSPD.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **26 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué au Conseil Local  
de Sécurité et de Prévention de la  
Délinquance,



— Roger VICOT

## Thématique : Sécuriser les espaces publics

Quartier	R/N	Structures	Actions	Objectifs qualitatifs	Objectifs quantitatifs	Ville CLSPD	CUCS	FIPD	Ville autres délégations	Etat Autres	FSE	ERE	Département	Région	CAF	Autres participations	Financement contrats aidés	Total
Ville	R	ARCIM SIRET	Deux roues pour la prévention de la délinquance, la citoyenneté et l'insertion des jeunes	Stages code de la route/sécurité routière, mécanique et pilotage en vue de réduire les comportements à risques et délictueux de jeunes âgés de 11 à 18 ans	4000	4 574,00				29 800,00			28 000,00			196 600,00		261 974,00
Ville	N	Voiture & co	Actions de prévention de jour et de nuit auprès des 18-25 ans sur les risques de la consommation d'alcool et de psychotropes associée ou non à la conduite automobile	prévenir et informer sur les risques de l'usage de produits psychotropes L'action sera notamment ciblée sur les rues Masséna et Solferino avec des actions de jour et de nuit (parcours de simulation, utilisation d'un éthylotest chimique et d'un logiciel calculant le taux d'alcoolémie, distribution de brochures d'information, opération de covoiturage nocturne...)	10 000	6 000,00					20 000,00		15 000,00	10 000,00		18 315,00	1 516,00	70 831,00
						10 574,00	0,00	0,00	0,00	49 800,00	0,00	0,00	43 000,00	10 000,00	0,00	217 915,00	1 516,00	332 805,00

Thématique : Prévenir la délinquance des mineurs

Quartiers R/ N	Structures	Actions	Objectifs qualitatifs	Objectifs quantitatifs	Ville CLSPD	CUCS	FIPD	Ville autres délégations	Etat Autres	FSE	ERE	Département	Région	CAF	Autres participations	Financements contrats aidés	Total
Wazemmes + Moulin + Centre + gens d'origine	ADNSEA - Unité Educative SIRET : 775 624 679	La boîte à mots	Ateliers d'écriture et de lecture de lettres d'enfants comme support à la socialisation et à la prévention	450	7 000,00					18 000,00	12 500,00	25 000,00	23 000,00		17 500,00		103 000,00
Lille Sud	Lille Sud Insertion - 401 932 009 000 20	Relais Parents Ecole	Implication des parents au collège Louise Michel : dialogue parents/enseignants, mieux connaître les règles et projets de l'institution scolaire	10 parents à minima	2 500,00	1 510,00		4 106,00			13 558,00	6 860,00			59,00		28 593,00
					9 500,00	1 510,00	0,00	4 106,00	0,00	18 000,00	26 058,00	31 860,00	23 000,00	0,00	17 559,00	0,00	131 593,00

Thématique : Accompagner les populations fragilisées

Quartiers	R/N Structures	Actions	Objectifs qualitatifs	Objectifs quantitatifs	Ville CLSPD	CUCS	FIPD	Ville autres délégations	Etat Autres	FSE	ERE	Départ.	Région	CAF	Autres participations	Financements Contrats aidés	Total
Ville	ASSOCIATION LE PARL SIRET : 392 057 923 000 22	Prévention Addictions dans les centres sociaux de Lille	Prévention des produits psychoactifs sur 4 tentes sociales (Fives, Lille Sud, Moulins et Wazemmes)	250	2 720,00												2 720,00
			Sensibilisation du public et des professionnels														
			<b>TOTAL ACTIONS NOUVELLES + ACTIONS RECONDUITES</b>		<b>2 720,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 720,00</b>

Thématique : Adapter les réponses judiciaires - Aide aux victimes

Quartiers	R / Structures	Actions	Objectifs Qualitatifs	Objectifs Quantitatifs	Ville CLSPD	CUCS	FIPD	Ville autres délégations	Etat Autres	FSE	ERE	Département	Région	CAF	Autres participations	Financements contrats aidés	Total
Ville	RAJAVM - 340734235 00013	Aides aux victimes 2010	Mettre en oeuvre toute forme d'accompagnement des victimes de traumatismes	3 500	12 035,00	5 310,00	10 500,00		118 550,00		44 244,00			194 769,00	24 000,00		409 408,00
Ville	R Trak d'Union	Aide aux familles et aux proches des détenus	Favoriser/renouer le lien familial, favoriser la réinsertion des personnes détenues, inclure les familles et proches des détenus dans le réseau citoyen, promouvoir le droit des familles	1800	1 300,00				1 200,00			2 000,00	3 900,00		1 600,00		10 000,00
Ville	R Le Mission Locale - Siret professionnelle des personnes détenues 00030	Insertion	Dispositif spécifique d'accueil, d'information, d'orientation et de suivi	260	26 124,00			15 676,00	19 629,00								61 429,00
Ville	R ADNSMPL SIRET : 3488249480 0011	Accompagnement médico-psychosocial des personnes souffrant d'addictions et de troubles psychologiques sortant de prison	Permettre le lien avec les prises en charge intra muros et la poursuite des accompagnements nécessaires une fois sortis de prison pour éviter la rechute et la récidive, chez les personnes souffrant d'addiction et de troubles psychologiques	50/1000	16 000,00												16 000,00
					55 459,00	5 310,00	10 500,00	15 676,00	139 379,00	0,00	44 244,00	2 000,00	3 900,00	194 769,00	25 600,00	0,00	496 837,00

## Thématique : Commune associée d'Hellemmes

Quartiers	R / Structures	Actions	Objectifs qualitatifs	Objectifs quantitatifs	Ville CLSPD	CUCS	FIPD	Ville autres délég.	Etat Autres	FSE	ERE	Département	Région	CAF	Autres Participations	Financements Contrats Aides	Total
LM	R Club Léo Lagrange	Projet CLSPD 2009	Diverses actions de prévention de la	1400	30 600,00			2 000,00				2 300,00		3 800,00	1 300,00		40 000,00
					30 600,00			2 000,00				2 300,00		3 800,00	1 300,00		40 000,00

# PLAN D'ACTIONS DE PREVENTION SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS - PROGRAMMATION 2010

Récapitulatif

THEMATIQUES	VILLE	ETAT	FSE	ERE	AUTRES PARTICIPATIONS	MONTANT TOTAL ACTIONS
Sécuriser les espaces publics	10 574,00	49 800,00	0,00	0,00	273 431,00	332 805,00
Prévenir la délinquance des mineurs	9 500,00	1 510,00	18 000,00	26 058,00	76 525,00	131 593,00
Accompagner les populations fragilisées	2 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 720,00
Adapter les réponses judiciaires	55 459,00	155 189,00	0,00	44 244,00	257 945,00	496 837,00
Commune associée d'Hellemmes	30 600,00	0,00	0,00	0,00	9 400,00	40 000,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>108 853,00</b>	<b>206 499,00</b>	<b>18 000,00</b>	<b>70 302,00</b>	<b>617 301,00</b>	<b>1 003 955,00</b>

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/97

## OBJET

**Plan d'Actions de Prévention - Volet**  
**Prévention de la délinquance du**  
**Contrat Urbain de Cohésion Sociale –**  
**Programme 2010 - 1<sup>ère</sup> répartition - Adoption**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le programme local d'actions 2010 relatif à la Prévention de la Délinquance, constitue un volet particulier du Contrat Urbain de Cohésion Sociale, fixant le cadre des actions qui seront mises en œuvre dans le cadre du développement social urbain en faveur des habitants de quartier en difficulté, dont le Conseil Municipal, par délibération n° 07/24 du 12 février 2007 a autorisé la signature.

Ces actions entrent dans le cadre d'un programme local d'actions mené pour l'année 2010, sur les axes prioritaires suivants :

- Sécuriser les espaces publics : Sécuriser les bas d'immeubles et autres lieux publics par un accompagnement des jeunes inactifs, sensibiliser les jeunes au respect de l'environnement urbain, réduire les comportements à risque des deux roues et sensibiliser à la sécurité routière
- Prévenir la délinquance des mineurs : Favoriser la mise en place d'actions de prévention de la délinquance sur les micro-secteurs en difficulté, accompagner les parents de primo-délinquants, lutter contre les violences à l'école, prévenir les violences dans le sport amateur, assurer la cohérence globale du suivi individualisé des jeunes en rupture
- Accompagner les populations fragilisées : Communiquer sur la prévention des conduites addictives et à risque, accompagner les personnes en situation de vulnérabilité, sensibiliser, informer, former les personnels associatifs et municipaux
- Adapter les réponses judiciaires : éviter la récidive des personnes sortant de prison par un accompagnement social et professionnel, impulser le suivi médico-psychologique post carcéral, renforcer l'accueil et le suivi des femmes victimes de violences conjugales, développer l'accompagnement et la prise en charge des victimes d'agressions sexuelles, développer l'accès au droit.

Conformément à la procédure d'instruction fixée par l'Etat et le Conseil Régional, partenaires financiers du Contrat Urbain de Cohésion Sociale, les différents projets d'actions à mener sont présentés sous la forme de tableaux récapitulatifs par thématique, arrêtant le coût des actions et l'engagement financier de la Ville, pour un montant global de 323.574 € en vue de la négociation à intervenir avec les services de l'Etat.

Afin d'assurer la plus grande lisibilité et de garantir la transparence de l'intervention de la délégation thématique municipale en charge du Contrat Local de Sécurité et du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et dans le cadre du dispositif mis en œuvre en vue de l'élaboration de conventions avec les associations percevant plus de 23 000 euros de la Ville, différents services ont été désignés comme pilotes pour la conclusion des conventions à intervenir avec les associations.

.../...



En accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 25 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :


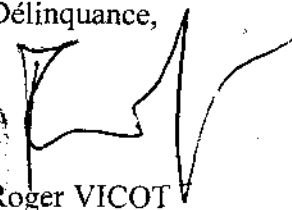
- ♦ **ADOPTER** le Plan d'Actions Lillois de Prévention de la Délinquance, joint en annexe, établi pour l'année 2010 au titre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale, (soit 313.574 € pour 25 actions aidées),
- ♦ **ALLOUER** à chaque association ou structure maître d'ouvrage support de l'action concernée la subvention correspondant à la participation de la Ville conformément à la répartition figurant sur les tableaux récapitulatifs joints en annexe,
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer les conventions et avenants nécessaires,
- ♦ **SOLLICITER** le concours financier de l'Etat et des autres partenaires susceptibles d'apporter leur soutien et autoriser la Ville à mener les négociations nécessaires à cet effet,
- ♦ **PREVOIR** l'admission en recettes des subventions escomptées,
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits au chapitre 65, article 6574, fonction 110 – Opération n° 391 Mission citoyenneté proximité – programme sécurité prévention - action CLSPD – FIPD volet prévention de la délinquance du CUCS.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ  
DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **26 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué au Conseil Local  
de Sécurité et de Prévention de la  
Délinquance,

   
Roger VICOT

Thématique : Sécuriser les espaces publics

Quartiers R/N	Structures	Actions	Objectifs qualitatifs	Objectifs quantitatifs	Ville CLSPD	CUCS	FIPD	Ville autres délégations	Etat Autres	FSE	ERE	Département	Région	CAF	Autres participations	Financement contrats aidés	Total
Tous	N Titulaires	La "Cité des contacts"	Prévenir les comportements à risque sur les deux roues. Sensibiliser les parents et les jeunes à la conduite sécurisée.	35 jeunes identifiés et repérés comme auteurs de conduite à risque sur véhicules deux roues (boosters)	8 900,00	8 900,00											17 800,00
					8 900,00	8 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		17 800,00

Thématique : Prévenir la délinquance des mineurs

Quartier / R / N	Structures	Actions	Objectifs qualitatifs	Objectifs quantitatifs	Ville CLSPD	CUCS	FIPD	Ville autres délégations	Etat Autres	FSE	ERE	Département	Région	CAF	Autres participations	Financements contrats aidés	Total
Fives + Lille Sud + Moulins	Temps Fort - Siren : R 1378474720	Responsabilisation des adolescents : identité, citoyenneté et prévention de la violence	Action de prévention de la violence et de mobilisation des collégiens et de leurs parents sur leur devenir et leur orientation, et sur l'amélioration de la relation à l'école	245 élèves	5 000,00	5 000,00						6 625,00					16 625,00
Ville	Le Cadre Bleu - Service parentale en vue de prévenir ou de réduire les conduites à risques et comportements déviants des jeunes (informel, soutenu, accompagné)	Points Parents		660 familles soit 810 personnes	76 225,00	40 245,00		15 000,00	99 500,00		46 000,00	75 000,00		22 000,00	12 500,00		386 470,00
Lille Sud + Fives	AVENIR Enfance - Siren : R 42118799800016	Citoyenneté dans mon quartier	Permettre aux jeunes de développer leur conscience civique et citoyenne, favoriser et valoriser l'expression, réduire la violence à et hors du collège	10	5 780,00	5 780,00									1 507,00		13 067,00
Wazemmes	Parlons d'Avenir	Bande à part	Faire prendre conscience des conduites à risque, baser du lien avec les jeunes, leur faire prendre conscience de leur marginalisation		5 000,00	5 000,00											10 000,00
Faubourg de Béthune	FCI - 35301731200052	Mobilisation à la qualification sociale et professionnelle	Proposer un module de développement personnel et professionnelle à des jeunes en rupture sociale	15 jeunes	10 000,00	10 000,00					63 251,00					74 243,00	157 494,00
Faubourg de Béthune	Centre social du Faubourg de Béthune 445 140 809 000 10	Tolérance et civilité	Ateliers hebdomadaires visant à favoriser l'amélioration des relations au quotidien et la communication à l'intérieur et à l'extérieur de la famille	40 enfants et jeunes	2 250,00	2 250,00											4 500,00
Fives	Atouts Sens-Siren : R 441677433	Groupe de soutien à la parentalité et à l'implication des jeunes	Soutenir la fonction éducatrice, renforcer la lutte contre les discriminations, développer la relation parents/enfants/institutions pour un groupe de parents repéré	12 à 15 personnes	3 250,00	3 250,00		7 550,00	5 400,00			7 000,00	450,00	6 500,00	1 400,00		34 800,00
Fives	Atouts Sens-Siren : R 441677433	Ateliers multiréaction d'Atouts Sens	Réussite éducative et sociale des enfants et des jeunes. Citoyenneté, lutte contre les discriminations et prévention de la délinquance	15 enfants	3 000,00	3 000,00		2 000,00	2 700,00			3 000,00		300,00	7 050,00		21 050,00
					110 505,00	74 575,00	0,00	24 550,00	107 600,00	0,00	109 251,00	91 625,00	450,00	28 800,00	21 457,00	74 243,00	644 006,00

**COMITE LILLOIS DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE**  
**PLAN D' ACTIONS DE PREVENTION - CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE - FONDS INTERMINISTRIEL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE - PROGRAMMATION 2010**

**Thématique : Accompagner les populations fragilisées**

Quartiers R/N	Structures	Actions	Objectifs Qualitatifs	Objectifs quantitatifs	Ville CLSPD	CUCS	FIPD	Ville autres délégations	Etat Autres	FSE	ERE	Départ.	Région	CAF	Autres participations	Financements Contrats aidés	Total
Ville	Association de Défense de la Famille et des Individus A.D.F.I. SIRET : 330 742 115 000 26	Prévention et information aux phénomènes sectaires totitaires Accueil et soutien aux familles et individus - Formation des secteurs sociaux	Orientation, information, accueil, soutien et aide personnalisées aux victimes du phénomène sectaire	5200	11 500,00	11 500,00		10 000,00	10 000,00			23 000,00	10 500,00		8 352,00	15 408,00	100 260,00
366																	
Ville	Sprintek- Siret : 42160817500020	Programme d'actions de prévention globale illisite	Information sur les risques liés à la toxicomanie et aux conduites addictives Intervention sur les lieux festifs, Accueil au local Intervention avec d'autres secteurs spécialisés	10 000 (travail de rue, milieu festif, formations, stands...)	19 133,00	19 133,00											38 266,00
Ville	Le Mouvement du Nid	La prostitution : une approche globale	Aider les personnes prostituées à mobiliser les ressources nécessaires à l'urgence d'un projet d'insertion et/ou poser les conditions de base qui réduiront les dommages inhérents à l'activité de la prostitution	7000	26 500,00	29 552,00						3 000,00	8 000,00		15 118,00		83 176,00
Ville	Groupement de Prévention et d'Accueil Lillias - Siret : 34988503800019	Enracines : Intervention en milieu prostitutionnel	Aider les personnes prostituées à mobiliser les ressources nécessaires à l'urgence d'un projet d'insertion et/ou poser les conditions de base qui réduiront les dommages inhérents à l'activité de la prostitution	342 personnes différentes en antenne mobile + 161 au local	26 429,00	26 429,00											52 858,00
					83 562,00	86 614,00	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	26 000,00	18 500,00	0,00	25 470,00	15 408,00	273 554,00

## Thématique : Adapter les réponses judiciaires

Quartiers	R/N	Structures	Actions	Objectifs Qualitatifs	Objectifs Quantitatifs	Ville CLSPD	CUCS	FRPD	Ville autres délégations	Etat Autres	PSE	EAE	Département	Région	CAF	Autres participations	Finances propres contrats aidés	Total
Ville	R	ADN-SEA SIRET : 775 624 679	Accès au Droit en direction des jeunes et des adultes qui l'interrogent	Accueillir, informer, conseiller ou orienter dans le domaine de l'accès au droit les jeunes âgés de moins de 25 ans, leurs parents, les professionnels de l'action sociale, l'éducation Nationale et le secteur associatif	2 500 bourses actions coordonnées	20 000,00	20 000,00			121 120,00			40 400,00			24 523,00		226 052,00
Ville	R	Association Accueil et Réinsertion Sociale (ARS) - Siret : 77562413300010	SOS violences conjugales/familiales Ecole Brunehaut	Service d'écoute par téléphone, accueil et aide personnalisée, aide psychologique, groupes de parole, ateliers à l'air et l'accompagnement temporaire. Travail en réseau, information/communication	458 familles suivies - 1556 appels professionnels 4 groupes de parole 1 groupe de 12 marins, 26 écoles	15 000,00		70 000,00	15 919,00	4 559,00			10 000,00	20 000,00	14 591,00	14 890,00		164 926,00
Ville	R	Association Accueil et Réinsertion Sociale (ARS) - Siret : 77562413300010	Centre d'aide pour enfants et adultes exposés aux violences conjugales et de prévention	Conseiller sur l'existant, constituer un lieu ressource pour les institutionnels, professionnels et bénévoles, groupes de parole pour enfants et marins, constituer d'autres formes d'accompagnement l'existence	3 912,00	6 250,00	35 500,00	3 000,00		3 912,00			20 000,00	4 000,00		42 031,00		314 693,00
Ville	R	ASSOCIATION LE PAKI - SIRET 057 923 00 22	Accompagnement médico-social en alcoologie pour les personnes sous main de justice	Travaux en lien avec le milieu carcéral et une structure spécialisée dans la prise en charge et l'accompagnement d'un sortant de prison ayant une problématique alcool favorisant l'accès aux soins et l'insertion sociale	80	7 000,00				58 671,00								72 671,00
Ville	R	PARCOURS DE FEMMES	Accompagnement, aide à la réinsertion et prévention de la récidive des femmes incarcérées, placées sous main de justice ou sortant de prison	Eviter la récidive en proposant une prise en charge globale (sociale, éducative, et psychologique) des auteurs de violences dans le cadre du contrôle judiciaire ou post-sentenciel	300	12 000,00	12 000,00		7 850,00	20 200,00			26 000,00	11 500,00	23 925,00	11 310,00		134 785,00
Ville	M	RLIBRE	Prise en charge des auteurs de violences conjugales et intrafamiliales	Eviter la récidive en proposant une prise en charge globale (sociale, éducative, et psychologique) des auteurs de violences dans le cadre du contrôle judiciaire ou post-sentenciel	50	14 000,00	14 000,00									14 000,00		42 000,00
Ville	R	RLIBRE - Siret : 410075048	Action SAC - Sortants de prison	Accueil et aide dans la réinsertion sociale et professionnelle des sortants de prison	200	16 000,00	16 000,00	46 454,00		10 000,00			50 795,00			92 240,00	24 946,00	255 955,00
Ville	R	FCP - Atelier de préformation de Marquette - Siret : 7756250500080	ENERGIE	Rentrée à niveau, activités d'expression et de communication, modules spécifiques en lien avec les projets personnels et travail sur projets professionnels	12	3 750,00		3 750,00		6 000,00			5 697,00	28 620,00				47 817,00
30	R	Relais Enfants Parents Nord Pas de Calais - Siret : 4348841240014	Aide au maintien du lien familial entre des enfants et leurs parents incarcérés	Accompagnement d'enfants au parent, animation d'espaces enfants, animation d'ateliers	60 familles	4 000,00	4 000,00		2 700,00	26 000,00			22 000,00	18 000,00	12 200,00	20 100,00	10 000,00	121 000,00
Ville	R	Centre d'information sur les Droits des Femmes et des Familles - Siret : 3153122300036	Groupe de parole victimes de violences sexuelles	Répondre aux victimes concernant les besoins qu'elles ont et apporter l'échange et la dynamique d'un groupe de parole	8 à 12	3 766,00		3 766,00										7 532,00
Ville	R	Droits des Femmes et des Familles - Siret : 3153122300036	Femmes et violence, silence	Accompagnement des femmes en difficulté face aux violences. Sensibilisation des auteurs de violence. Ecoute et orientation	128 femmes	3 551,00		3 551,00										7 062,00
Ville	R	Association Intercommunale d'Aide aux victimes - Siret : 770734235	Programme E.V.E. (Espace Violence Ecoute) : prise en charge des femmes victimes de violences conjugales	Redescription dans une dynamique familiale et sociale du public FEMMES victimes de violences conjugales	300	5 310,00		5 310,00					15 244,00			4 322,00		30 186,00
						110 607,00	61 000,00	180 311,00	28 828,00	202 493,00			189 836,00	82 100,00	50 716,00	1273 326,00	34 946,00	1 314 583,00

**PLAN D'ACTIONS DE PREVENTION - CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE - FONDS INTERMINISTERIEL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE -  
PROGRAMMATION 2010**

Récapitulatif

THEMATIQUES	VILLE	ETAT	FIPD	FSE	ERE	AUTRES FINANCEMENTS	MONTANT TOTAL ACTIONS
Sécuriser les espaces publics	8 900,00	8 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 800,00
Prévenir la délinquance des mineurs	110 505,00	74 525,00	0,00	0,00	109 251,00	349 725,00	644 006,00
Accompagner les populations fragilisées	83 562,00	86 614,00	0,00	0,00	0,00	103 378,00	273 554,00
Adapter les réponses judiciaires	110 607,00	61 000,00	180 311,00	0,00	0,00	862 765,00	1 214 683,00
<b>TOTAL</b>	<b>313 574,00</b>	<b>231 039,00</b>	<b>180 311,00</b>	<b>0,00</b>	<b>109 251,00</b>	<b>1 315 868,00</b>	<b>2 150 043,00</b>

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/99

## OBJET

**Conservatoire à Rayonnement Régional -  
Actualisation des tarifs pour l'année  
scolaire 2010/2011.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Les élèves et étudiants du Conservatoire à Rayonnement Régional sont redevables à la Ville de Lille de droits d'inscription, de scolarité et de mise à disposition d'instruments pour suivre les différents enseignements proposés au sein de l'établissement d'enseignement artistique.

Suite aux délibérations n° 09/101 du 2 février 2009 et n° 09/121 du 5 octobre 2009, il est proposé d'approuver les tarifs de scolarité et d'inscription pour l'année scolaire 2010/2011 qui ont fait l'objet d'une actualisation de 2 % minimum tenant compte de l'évolution du coût de la vie.

Pour une plus grande équité entre les familles, l'application du quotient familial continue de se développer au Conservatoire avec la mise en place d'un tel barème pour les tarifs :

- des classes d'éveil,
- de la première année des premiers cycles en musique, danse et théâtre,
- du cycle d'initiation au jazz.

En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** l'application des tarifs ci-annexés qui constituent des limites et seront repris par arrêté municipal ;
- ♦ **INSCRIRE** les redevances relevant des droits d'inscription et de scolarité sur les crédits inscrits au chapitre 70, article 7062, fonction 311 - Code de l'opération CCONS - Libellé de l'opération Conservatoire, n°183 - Code service CCA ;
- ♦ **INSCRIRE** les recettes relevant de la mise à disposition d'instruments de musique sur les crédits inscrits au chapitre 70, article 7083, fonction 311 - Code de l'opération CCONS - Libellé de l'opération Conservatoire, n°183 - Code service CCA.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le 4 FÉV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à l'Education et à  
l'Enseignement Artistiques,

  
Françoise ROUGERIE-GIRARDIN

## CONSERVATOIRE DE LILLE

### TARIFS APPLICABLES POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2010/2011

<b>DROIT D'INSCRIPTION</b> ( <i>Musique - Danse - Théâtre - Defedem</i> ) Le droit d'inscription n'est pas remboursable.	16,55 €
---	---------

<b>DROIT DE SCOLARITE</b> Un élève qui étudie plusieurs spécialités (musique, danse, art dramatique) paye un droit de scolarité pour chacune d'elles.
--

<b>EVEIL, INITIATION musicale ou chorégraphique</b>		<b>LMCU</b>	<b>Hors LMCU</b>
<b>Catégories</b>	<b>Quotient familial</b>	<b>Tarif en euros</b>	<b>Tarif en euros</b>
1	000-404	53,40 €	106,75 €
2	405-444	63,30 €	
3	445-484	69,40 €	
4	485-524	74,75 €	
5	525-569	80,10 €	
6	570-629	85,40 €	
7	630-709	90,75 €	
8	710-809	96,10 €	
9	810-929	101,40 €	
10	930 et plus	106,75 €	

<b>1er CYCLE - 1ère ANNEE (musique, danse, théâtre) et INITIATION JAZZ</b>		<b>LMCU</b>	<b>Hors LMCU</b>
<b>Catégories</b>	<b>Quotient familial</b>	<b>Tarif en euros</b>	<b>Tarif en euros</b>
1	000-404	80,00 €	160,00 €
2	405-444	92,80 €	
3	445-484	104,00 €	
4	485-524	112,00 €	
5	525-569	120,00 €	
6	570-629	128,00 €	
7	630-709	136,00 €	
8	710-809	144,00 €	
9	810-929	152,00 €	
10	930 et plus	160,00 €	

<b>CYCLE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL INITIAL, CYCLE D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE, CYCLE SUPERIEUR</b>		
<b>Catégories</b>	<b>Quotient familial</b>	<b>Tarif en euros</b>
1	000-404	160,15 €
2	405-444	186,80 €
3	445-484	208,15 €
4	485-524	224,15 €
5	525-569	240,20 €
6	570-629	256,15 €
7	630-709	272,20 €
8	710-809	288,20 €
9	810-929	304,20 €
10	930 et plus	320,25 €



<b>CURSUS INSTRUMENT</b>	<b>LMCU</b>	<b>Nord - Pas de Calais</b>	<b>Autres</b>
Cursus instrument en 1er cycle à partir de la 2ème année	79,50 €	164,40 €	214,55 €
Cursus instrument en 2ème cycle	114,20 €	198,55 €	249,25 €
Cursus instrument en 3ème Cycle	139,30 €	240,70 €	282,85 €
Cursus instrument en Cycle Spécialisé	164,40 €	265,75 €	350,65 €
Un instrument hors cursus (après le certificat de fin d'études)	164,40 €	265,75 €	350,65 €

<b>CURSUS CHANT</b>	<b>LMCU</b>	<b>Nord - Pas de Calais</b>	<b>Autres</b>
1er cycle à partir de la 2ème année et 2ème cycle 1ère année	114,20 €	198,55 €	249,25 €
2ème cycle à partir de la 2ème année et 3ème cycle	139,30 €	240,70 €	282,85 €
Cycle Spécialisé	164,40 €	265,75 €	350,65 €

<b>CURSUS JAZZ</b>	<b>LMCU</b>	<b>Nord - Pas de Calais</b>	<b>Autres</b>
1er Cycle à partir de la 2ème année	114,20 €	198,55 €	249,25 €
2ème cycle, 3ème cycle et Cycle spécialisé	164,40 €	265,75 €	350,65 €

<b>CURSUS ART DRAMATIQUE</b>	<b>LMCU</b>	<b>Nord - Pas de Calais</b>	<b>Autres</b>
1er Cycle à partir de la 2ème année	139,30 €	240,70 €	282,85 €
2ème cycle et 3ème cycle	164,40 €	265,75 €	350,65 €

<b>CURSUS DANSE</b>	<b>LMCU</b>	<b>Nord - Pas de Calais</b>	<b>Autres</b>
1er cycle à partir de la 2ème année	88,05 €	164,40 €	pas d'élève
2ème cycle en cursus à horaires extra-scolaires	114,20 €	198,55 €	249,25 €
2ème cycle en cursus à horaires aménagés	139,30 €	240,70 €	282,85 €
3ème cycle en cursus B	164,40 €	265,75 €	350,65 €
3ème cycle en cursus A et Hors Cursus	214,55 €	317,05 €	401,90 €

<b>DEUXIÈME PRATIQUE MUSICALE (instrument ou chant)</b> <b>La deuxième pratique est celle dont le niveau est le moins élevé.</b>	<b>LMCU</b>	<b>Nord - Pas de Calais</b>	<b>Autres</b>
La deuxième pratique est :			
en 1er cycle	54,45 €	71,50 €	88,05 €
en 2ème cycle	71,50 €	88,05 €	104,60 €
en 3ème cycle	88,05 €	104,60 €	143,60 €

<b>ACCOMPAGNEMENT PIANO pour les élèves inscrits dans un cursus musical</b>	<b>LMCU</b>	<b>Nord - Pas de Calais</b>	<b>Autres</b>
	45,90 €	62,95 €	79,50 €

<b>AUTRES ENSEIGNEMENTS</b> Ces tarifs s'appliquent aux élèves qui ne suivent pas de cursus d'instrument, chant, jazz, danse, art dramatique	<b>LMCU</b>	<b>Nord - Pas de Calais</b>	<b>Autres</b>
ACCOMPAGNEMENT AU PIANO	114,20 €	164,40 €	214,55 €
ANALYSE MUSICALE, CULTURE, ECRITURE, HISTOIRE DE LA MUSIQUE			
Pour 1 de ces 4 enseignements	54,45 €	97,15 €	130,75 €
Pour 2 de ces 4 enseignements	79,50 €	122,75 €	155,85 €
Pour 3 de ces 4 enseignements	104,60 €	147,30 €	181,45 €
Pour les 4 enseignements	130,75 €	172,90 €	207,10 €
MUSIQUE DE CHAMBRE, D'ENSEMBLE, MUSIQUE ANCIENNE OU MUSIQUE TRADITIONNELLE	62,95 €	114,20 €	139,30 €
PIANO COMPLEMENTAIRE Ce tarif s'applique aux élèves qui suivent la classe d'écriture.	79,50 €	114,20 €	139,30 €
FORMATION MUSICALE SEULE	72,05 €	130,75 €	164,40 €
Atelier Jazz seul (sans cursus jazz)	64,80 €	117,60 €	143,40 €

<b>AUTRES DISCIPLINES</b> Les disciplines suivantes sont suivies en dehors des disciplines traditionnelles par une population différente composée d'adultes, d'étudiants, d'enseignants de l'Education Nationale et de salariés.	
<b>ATELIER CHORAL</b> Les élèves du conservatoire de Lille qui acquittent un droit d'inscription et de scolarité peuvent participer à cet atelier sans redevance supplémentaire.	50,20 €
<b>CHORALE SEULE</b>	20,80 €
<b>ORCHESTRE SEUL</b>	29,35 €
<b>PRATIQUE COLLECTIVE</b> en dehors de tout cursus (non évaluée)	Seul le droit d'inscription de 16,55 € sera dû
<b>VIOLON BAROQUE, VIOLONCELLE BAROQUE, ALTO SUPERIEUR, ou CONTREBASSE SUPERIEUR</b> Les élèves du conservatoire de Lille qui acquittent un droit de scolarité dans un cursus instrumental peuvent participer à ces cours sans redevance supplémentaire.	100,35 €
<b>ATELIER DE DIRECTION D'ORCHESTRE</b> Tarif réduit applicable aux élèves déjà inscrits au CRR dans un cursus musical en cycle spécialisé, ou en classe d'écriture.	Tarif normal : 350,95€ Tarif étudiant : 265,75€

<b>TARIFS DE MISE A DISPOSITION DES INSTRUMENTS</b>	<b>LMCU</b>	<b>Hors LMCU</b>
1ère année	47,00 €	96,05 €
2ème année	71,00 €	143,60 €
3ème année	97,15 €	188,40 €
4ème année	116,30 €	228,40 €
Pour la période du 1er juillet au 30 septembre	16,55 €	33,10 €
Pour les instruments à cordes (sauf la contrebasse) dont la valeur est supérieure à 3.900 euros, le tarif sera basé sur 5 % de la valeur de l'instrument.		

## **MODALITÉS D'APPLICATION DES TARIFS ET DES REDUCTIONS ET EXONERATIONS AU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL DE LILLE**

Les tarifs sont affichés au conservatoire et communicables aux usagers sur demande en vertu de la loi du 17 juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs et de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration.

### **DROIT D'INSCRIPTION ET DE REINSCRIPTION**

- Le droit d'inscription représente une participation aux frais de constitution du dossier ou de renouvellement de celui-ci (réinscription). Il est payable au moment de l'inscription ou de la réinscription.
- Le droit d'inscription n'est pas remboursable.
- Le droit d'inscription doit être acquitté par tous les élèves inscrits et réinscrits, y compris ceux qui ayant renouvelé leur inscription ne reprennent pas les cours ou démissionnent avant le 31 octobre de l'année scolaire en cours. De même, les élèves qui sollicitent un congé ou une disponibilité pour toute la durée de l'année scolaire doivent acquitter le droit d'inscription.
- Le droit de réinscription redevable par les anciens élèves peut être remboursé aux élèves dont il est mis fin à la scolarité selon les dispositions prévues dans le règlement intérieur.

### **DROIT DE SCOLARITE**

- Un élève qui étudie plusieurs spécialités (musique, danse, art dramatique) paye un droit de scolarité pour chacune d'elles.
- Le droit de scolarité doit être acquitté dans le mois qui suit l'envoi du décompte des droits.
- Si un élève démissionne ou sollicite un congé de scolarité entre le 1<sup>er</sup> novembre et la fin du premier trimestre, il doit acquitter une redevance correspondant au demi-tarif du droit de scolarité, quel que soit le nombre de cours suivis ou non. Toute démission ou tout congé après le 1<sup>er</sup> janvier de l'année scolaire n'entraîne pas de réduction du montant du droit de scolarité. Toute démission n'est prise en compte que sur présentation d'une confirmation écrite.
- Lorsqu'un élève « admis à l'essai » pendant une période ne dépassant pas la durée du premier trimestre de l'année scolaire n'est pas admis définitivement, il doit acquitter une redevance correspondant au demi-tarif du droit de scolarité. Dans le cas où la période d'essai est supérieure à la durée du premier trimestre, l'élève doit acquitter le montant total du droit de scolarité.
- Lorsqu'un élève en scolarité est admis en cours d'année dans une nouvelle discipline (nouvel enseignement), ou un autre cursus, faisant l'objet d'une redevance complémentaire, il doit acquitter le montant total du tarif de cette discipline.
- Lorsqu'un élève change de niveau dans un cursus en cours d'année, le montant de la redevance est calculé sur la base du nouveau tarif. Si cet élève avait déjà acquitté le montant du cursus précédent, il lui est réclamé uniquement la différence.

## TARIF LILLE METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE

Pour bénéficier du tarif de Lille Métropole Communauté Urbaine, il faut obligatoirement fournir un justificatif de domicile.

### QUOTIENT FAMILIAL

Pour bénéficier du tarif adapté, il faut obligatoirement fournir une attestation de la C.A.F. indiquant le quotient familial. En l'absence de quotient familial calculé par la C.A.F., il est nécessaire de fournir copie de l'avis d'imposition ou de non-imposition sur le revenu et un relevé de moins de trois mois des allocations familiales ou une attestation sur l'honneur de non perception des allocations familiales.

### REDUCTION – DEMI/TARIF DU DROIT DE SCOLARITE

Le demi-tarif est appliqué :

- à compter du 3<sup>ème</sup> enfant, inscrit ou réinscrit, de la même famille : le demi-tarif s'applique au plus jeune des trois enfants et aux suivants.
- aux étudiants boursiers du Ministère de la Culture, après attribution de la bourse par le ministère.
- aux étudiants du département d'études musicales de l'Université de Lille III qui ne suivent au conservatoire que la seule classe d'écriture.

### Cas particuliers

- Lorsqu'un élève inscrit en cursus jazz, pratique en plus l'instrument dans une classe d'instrument « classique », le demi-tarif DEUXIEME INSTRUMENT s'ajoute au tarif JAZZ.
- Lorsqu'un élève en cursus INSTRUMENT pratique la DANSE au conservatoire, le demi-tarif du cursus DANSE s'ajoute au tarif du cursus INSTRUMENT et inversement.
- Lorsque, à titre exceptionnel, un élève est autorisé à pratiquer un troisième instrument, il doit acquitter : le tarif cursus instrument + le tarif « deuxième instrument » + le demi-tarif du tarif « cursus instrument » pour le troisième instrument (le 2<sup>ème</sup> instrument est celui dont le niveau est le moins élevé).
- Lorsqu'un élève a achevé un cycle d'études et a échoué au concours d'entrée du cycle suivant, il peut être admis en « stage de formation continuée » d'une durée d'un an maximum. Le tarif appliqué est équivalent à celui du cycle préparé.

### EXONERATION DU DROIT DE SCOLARITE

- Peuvent être exonérés du droit de scolarité (mais pas du droit d'inscription) : les élèves majeurs (en situation régulière au conservatoire) chômeurs et dont les revenus sont inférieurs ou égaux au RSA, les enfants (majeurs ou mineurs) dont l'un des deux parents est chômeur et dont les revenus du foyer sont inférieurs ou égaux au RSA, sur présentation des pièces justificatives émanant des administrations concernées.
- Le droit de scolarité n'est pas réclamé aux anciens et nouveaux élèves qui démissionnent ou sollicitent un congé avant le 31 octobre de l'année scolaire en cours.
- Les ateliers d'initiation à la direction d'orchestre ne peuvent pas faire l'objet d'exonération de droit de scolarité.

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/100

## OBJET

**Subvention au collège Louise Michel  
pour le projet de voyage à Barcelone.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'aide de la Ville a été sollicitée, sous forme d'attribution d'une subvention, par le collège Louise Michel afin d'apporter un soutien au projet de voyage scolaire à Barcelone.

Ce voyage entre dans le cadre du pôle d'excellence langues. Ce pôle d'excellence s'appuie sur la création, en 2009, de deux classes bilangues anglais-espagnol en 6<sup>ème</sup> et l'existence d'une section européenne espagnol en 3<sup>ème</sup>.

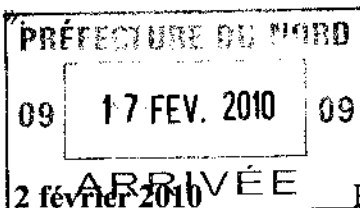
Le collège Louise Michel, en Réseau d'Ambition Réussite, souhaite notamment, à travers ce projet, faire prendre conscience à sa population scolaire que l'excellence n'est pas réservée « aux autres » mais se construit avec l'école.

Le coût total du projet est de 6.683,20 €. La Ville est sollicitée à hauteur de 1.000 €. Le Département y contribue pour 1.500 €, le Conseil de quartier de Lille-Sud pour 800 € et le Fonds Social Européen pour 500 €.

Ce projet bénéficie en outre d'une contribution du collège de 1.733,20 € et enfin d'une participation des familles de 1.150 €.

En accord avec la Commission de la Solidarité et du Projet Educatif, réunie le 19 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 1.000 € au collège Louise Michel pour la mise en œuvre du projet de voyage à Barcelone ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 67, article 6745, fonction 22 – Opération n° 428 intitulée « Appels à projets collèges »



ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Affiché en Mairie le

2 février 2010

Par délégation du Maire,

l'Adjoint délégué aux Collèges et Lycées,

Réception en Préfecture le

17 FEB. 2010

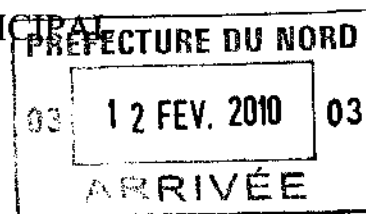


Frédéric MARCHAND

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/101

OBJET



**Réhabilitation de la crèche de Fives - Accord  
cadre de maîtrise d'œuvre - Autorisation de  
signature de deux marchés subséquents.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 07/1024 du 12 novembre 2007, le Conseil Municipal a autorisé le lancement d'une consultation selon la procédure négociée spécifique de maîtrise d'œuvre conformément à l'article 74-III-b) du Code des Marchés Publics et selon la procédure de l'accord cadre conformément à l'article 76 du Code des Marchés Publics, afin de procéder à la réhabilitation de la crèche de Fives.

Cet hôtel particulier d'une grande qualité architecturale, situé dans un vaste parc, a été acheté par la Ville en 1925 afin d'y installer les invalides de guerre, mais le projet n'aboutit pas. Dans un second temps, il a été envisagé d'y créer une institution pour les enfants déficients mentaux et d'aménager les sous-sols en cantines pour les écoles de quartier.

Finalement, en 1936, le bâtiment est aménagé en crèche et inauguré par Roger Salengro. Il doit aujourd'hui être mis en sécurité et remis en valeur, après la restauration complète de la toiture réalisée en 2009.

Par délibération n° 08/1145 du 15 décembre 2008, le Conseil Municipal a autorisé la signature de l'accord cadre de maîtrise d'œuvre avec l'équipe dont l'architecte mandataire est l'agence Nathalie T'KINT, 50 rue Princesse à Lille, HEXA INGENIERIE, Bureau d'études techniques, 670 rue Jean Perrin à Douai et le cabinet GHESQUIERE - DIERICKX, Economiste de la construction, rue Victor Tilmant à Lille.

A l'issue de la notification de l'accord cadre de maîtrise d'œuvre, le Conseil Municipal a autorisé, par délibération n° 09/818 du 5 octobre 2009, la signature du marché de diagnostic pour un montant global et forfaitaire de 24.518 € TTC.

Les études de diagnostic sont terminées et une restitution en a été faite auprès du maître d'ouvrage. Il en ressort que l'estimation des travaux de réfection du clos et du couvert et d'aménagements structurels de l'édifice est fixée à 776.109,33 € HT, soit 928.226,76 € TTC (valeur juillet 2009) et l'estimation des travaux de mise en conformité technique, de réfections intérieures et d'accessibilité est de 869.438,47 € HT, soit 1.039.848,41 € TTC (valeur juillet 2009).

Dans ce contexte, il y a lieu de prévoir la passation de deux marchés subséquents de maîtrise d'œuvre conformément aux dispositions de l'accord cadre.

Le taux de rémunération de la mission de base pour chacun de ces deux marchés est fixé dans l'accord cadre à 8,5 %.

Le premier marché subséquent de maîtrise d'œuvre sur la mission de base est donc de 65.969,29 € HT et le second marché subséquent sur la mission de base est de 73.902,27 € HT.

.../...

A chacune de ces rémunérations provisoires, il convient d'ajouter le forfait pour la mission complémentaire d'OPC et pour la mission complémentaire de synthèse.

Pour le premier marché subséquent, le montant forfaitaire pour la mission d'OPC est de 15.322 € HT et la mission de synthèse est de 15.468,15 € HT.

Pour le deuxième marché subséquent, ce montant forfaitaire pour la mission d'OPC est de 17.278 € HT et la mission de synthèse est de 17.442,80 € HT.

La rémunération provisoire du maître d'œuvre sur le montant prévisionnel des travaux de réfection du clos/couvert et d'aménagements structurels est donc de 96.759,44 € HT, soit 115.724,29 € TTC (valeur juillet 2009).

La rémunération provisoire du maître d'œuvre sur le montant prévisionnel des travaux de mise en conformité technique, de réfections intérieures et d'accessibilité est de 108.623,07 € HT, soit 129.913,19 € TTC (valeur juillet 2009).

Le coût d'opération de réhabilitation de la crèche de Fives est donc estimé 2.300.000 € TTC, toutes dépenses confondues.

Afin de limiter les risques et les nuisances pendant les travaux, il est proposé de réaliser en un seul et unique chantier tous les travaux relevant du clos/couvert, de l'accessibilité, de la confortation et à la suite de procéder aux travaux d'aménagements intérieurs et de mise en conformité technique. La durée de ces travaux est estimée à 12 mois, pendant lesquels les enfants seront accueillis dans d'autres structures.

Ces travaux seront réalisés en tenant compte du rythme et du fonctionnement actuel de l'établissement qui sera fermé de septembre 2010 à fin août 2011.

Il convient donc, dès à présent, d'engager les études de maîtrise d'œuvre sur la réhabilitation de l'édifice.

En accord avec la Commission de la Solidarité et du Projet Educatif, réunie le 19 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ATTRIBUER** les deux marchés subséquents de maîtrise d'œuvre avec l'équipe dont l'architecte mandataire est l'agence Nathalie T'KINT, après négociation pour les montants repris ci-dessus et **AUTORISER** leur signature par Madame le Maire ou l'élue déléguée ;
- ♦ **AJUSTER** le coût d'opération à hauteur de 2.300.000 €
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 23, article 2313, fonction 64 - Opération AACDF n° 1175 « Crèche de Fives » - AP : APEQUIPENF

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

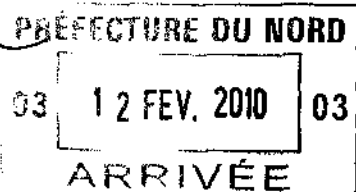
Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le

**12 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée aux Modes de garde,

Lise DALEUX



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/102

OBJET

**Lutte contre les Discriminations -**  
**Plan de Lutte Contre les Discriminations**  
**et pour l'Egalité des Chances.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

« *Enrichissez-vous de vos différences* ». Cette citation de Paul Eluard n'a jamais été autant d'actualité qu'au cours de la période actuelle marquée par les problématiques de diversité, de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité réelle des chances, qui sont au cœur des débats actuels de notre société.

En ce que les discriminations atteignent le principe d'égalité et la confiance des victimes dans les valeurs de la République, en ce qu'elles détruisent les fondements même de la cohésion sociale, il est impératif de faire de la lutte contre toutes les formes de discrimination et de valorisation de la diversité un chantier prioritaire devant susciter une mobilisation exceptionnelle.

L'objectif du bien vivre ensemble, recherché par l'ensemble des délégations de la Ville, contribue à lutter contre les discriminations, qu'elles soient culturelles, sociales ou territoriales.

Aujourd'hui, la Ville de Lille souhaite non seulement poursuivre ces actions engagées, les rendre plus lisibles pour certaines d'entre elles et en initier de nouvelles au travers d'un Plan de Lutte contre les Discriminations et pour la Promotion de l'Egalité des Chances, décliné en cinq enjeux parce que les discriminations sont souvent vécues de manière cumulative.

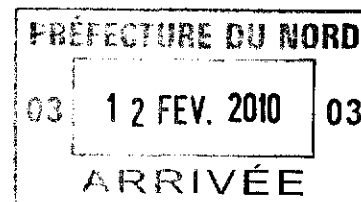
Compte tenu de la transversalité nécessaire à toute politique volontariste de lutte contre les discriminations et étant donné les résistances à admettre la réalité même du phénomène discriminatoire, le présent plan sera porté par l'ensemble des délégations de la Ville qui concourent à l'objectif du bien vivre ensemble.

La complexité des mécanismes de discrimination rend nécessairement ce Plan évolutif. Par ailleurs, certaines discriminations feront l'objet d'un traitement particulier, en complément de ce Plan qui a un caractère général. C'est le cas notamment des discriminations à l'encontre des femmes, qui feront l'objet d'un programme spécifique. C'est le cas aussi pour les discriminations liées au handicap.

Les instances municipales pouvant contribuer à la mise en œuvre de la politique de lutte contre les discriminations seront associées, notamment les conseils de démocratie participative.

Les cinq enjeux prioritaires sont les suivants :

- 1- La prise en charge des victimes de discrimination
- 2- L'égalité réelle des chances
- 3- La non discrimination dans l'accès aux loisirs
- 4- La lutte contre les discriminations dans l'emploi
- 5- La lutte contre les discriminations dans l'accès au logement.





Ces cinq enjeux sont détaillés dans l'annexe jointe.

En accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 25 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ADOPTER** le Plan de Lutte Contre les Discriminations et pour l'Egalité des Chances, ci-annexé ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer les conventions et avenants nécessaires.

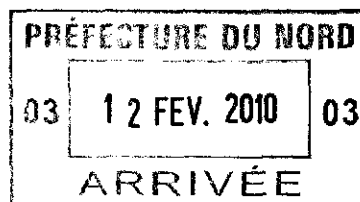
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjointe déléguée à la Lutte contre  
les Discriminations,

Réception en préfecture le **12 FEV. 2010**

Dalila DENDOUGA



# Plan de Lutte Contre les Discriminations et pour l'Egalité des Chances

## INTRODUCTION

« *Enrichissez-vous de vos différences* ». Cette citation de Paul Eluard n'a jamais été autant d'actualité qu'au cours de la période actuelle marquée par les problématiques de diversité, de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité réelle des chances, qui sont au cœur des débats actuels de notre société.

Elles ont suscité beaucoup d'espoir, beaucoup de déception et se déclinent souvent en opération de communication de grande ampleur avec peu d'effets concrets.

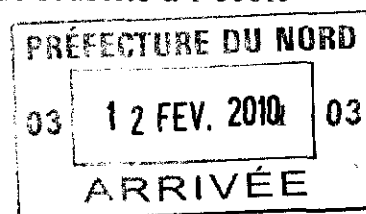
En ce que les discriminations atteignent le principe d'égalité et la confiance des victimes dans les valeurs de la République, en ce qu'elle détruisent les fondements même de la cohésion sociale, il est impératif de faire de la lutte contre toutes les formes de discrimination et de valorisation de la diversité un chantier prioritaire devant susciter une mobilisation exceptionnelle.

Jusqu'alors, la ville de LILLE menait une politique spécifique de lutte contre les discriminations dans le cadre de sa politique de la ville, notamment à travers le dispositif CUCS, politique extrêmement volontariste dont l'inconvénient est qu'elle ne concernait que les quartiers classés politique de la ville.

La délégation Lutte contre les discriminations assurait quant à elle la valorisation de l'interculturel.

L'objectif du bien vivre ensemble, recherché par l'ensemble des délégations de la Ville, contribue à lutter contre les discriminations, qu'elles soient culturelles, sociales ou territoriales.

Ainsi, avec le projet urbain et la politique de reconquête des quartiers périphériques par la création d'emploi, par l'habitat, le logement, les équipements structurants et le cadre de vie; la politique éducative à travers le projet éducatif global, qui vise à donner les mêmes chances de réussite à l'école

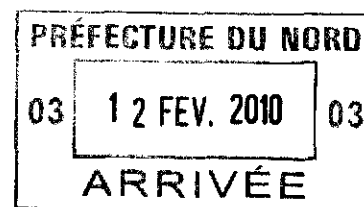


pour tous les enfants; la politique culturelle, avec les maisons folies et Lille 2004 puis Lille 3000, Lille Ville de la Solidarité bien sûr; le développement de la démocratie participative aux cœurs des quartiers, la municipalité a démontré son engagement à faire que chacun se sente bien dans sa ville, avec les autres.

Les valeurs de tolérance, d'ouverture vers l'autre et de solidarité irriguent ainsi l'ensemble de nos politiques municipales et sont les meilleurs remparts contre les discriminations.

Aujourd'hui, nous souhaitons non seulement poursuivre ces actions engagées, les rendre plus lisibles pour certaines d'entre elles et en initier de nouvelles au travers d'un Plan de Lutte contre les Discriminations et pour la Promotion de l'Egalité des Chances, décliné en cinq enjeux prioritaires parce que les discriminations sont souvent vécues de manière cumulative.

Nous précisons que la complexité des mécanismes de discrimination rend nécessairement ce Plan évolutif. Par ailleurs, certaines discriminations feront l'objet d'un traitement particulier, en complément de ce Plan qui a un caractère général. C'est le cas notamment des discriminations à l'encontre des femmes, qui feront l'objet d'un programme spécifique. C'est le cas aussi pour les discriminations liées au handicap.



## **ENJEU n° 1.**

### **La ville de Lille aux côtés des victimes de discriminations**

#### **Propositions d'actions**

#### **1 - Création d'un pôle municipal unique d'accueil et d'orientation des victimes de discriminations.**

La Maison de la Médiation et du Citoyen, labellisée Point d'Accès au Droit, constituera le pôle unique d'accueil et d'orientation des victimes de discrimination.

Nous renforcerons la permanence de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité par la **création d'une permanence anti-discrimination organisée par le Mouvement contre le Racisme et l'Amitié entre les Peuples.**

**Un juriste de la Maison de la Médiation et du Citoyen** sera spécialement formé aux problématiques de discriminations.

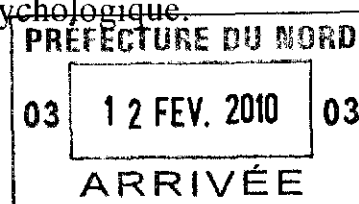
Ces mesures permettront la **création d'un pôle juridique unique** de prise en charge des victimes de discriminations.

La constitution d'un tel pôle permettra de surcroît un échange constant d'informations et un suivi scrupuleux des dossiers transmis au Procureur de la République.

En complément de cette prise en charge juridique, il est nécessaire d'assurer une véritable **prise en charge psychologique** des victimes de discriminations atteintes dans leur dignité et dans leur estime de soi.

Un partenariat sera noué avec l'Association Intercommunale d'Aide aux Victimes, afin que les personnes orientées par le pôle juridique puissent être prises en charge.

D'autres partenariats pourront être conclus avec des centres médico-psychologiques afin de parfaire cette prise en charge psychologique.



Nous sensibiliserons les agents municipaux en contact avec le public à la création de ce pôle afin qu'ils puissent y réorienter les personnes s'estimant victimes de faits discriminatoires.

Echéance : 1<sup>er</sup> semestre 2010

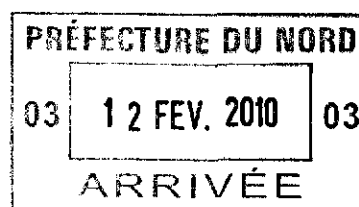
## **2- Sensibilisation des agents d'accueil des commissariats à la prise en charge des victimes de discriminations.**

A l'instar des formations effectuées dans le cadre de la prise en charge des victimes de violences conjugales, il est apparu nécessaire d'assurer une **sensibilisation des agents d'accueils des commissariats** à la prise en charge des victimes de discriminations.

La Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité a donné son accord de principe pour assurer une telle sensibilisation, déjà effectuée à LENS notamment.

Cette sensibilisation permettrait d'ailleurs de communiquer autour de la création du pôle juridique unique et de prise en charge psychologique vers lequel les victimes seraient orientées une fois le dépôt de plainte enregistré.

**Echéance : septembre 2010 – juin 2011**



## **ENJEU n° 2.**

### **Une Ville qui œuvre pour l'Égalité réelle des chances**

Une importante politique est d'ores et déjà menée en la matière à travers notre politique éducative extrêmement volontariste.

La Ville de LILLE œuvre pour la réussite éducative de tous ses enfants quelque soit leur origine, quelque soit la catégorie socio-professionnelle de leurs parents, par un accompagnement adapté à chaque enfant conjugué à une ouverture sur la culture, le sport, la citoyenneté.

Malgré la force de cette politique, des freins demeurent à l'égalité réelle des chances et résident dans l'**autocensure** que peuvent s'imposer certains jeunes et leurs familles, notamment vis-à-vis de la poursuite des études dans l'enseignement supérieur.

Il est donc nécessaire de renforcer le dispositif existant qui permettra d'ailleurs de lutter contre les descolarisations massives.

#### **Propositions d'actions**

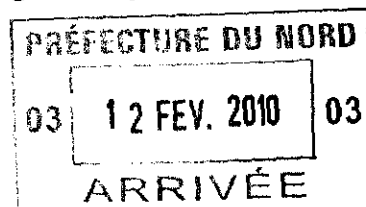
##### **1 – Appel à projets « Tous en FAC, tous en SUP » :**

La Ville de LILLE encouragera les dispositifs de démocratisation de l'accès aux grandes écoles et à l'enseignement supérieur en université.

Un tel appel à projets lancé auprès de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur présents à Lille, permettra d'assurer une cohérence d'ensemble des dispositifs existants et de réunir un nombre toujours plus important d'acteurs mobilisés par cette thématique.

Deux dispositifs seront encouragés :

- Dispositif permettant de favoriser l'accès de tous aux études supérieures (en recherchant des partenariats entre collèges et lycées situés en zone



- politique de la ville et écoles ou universités – tutorat – visite des établissements – sorties culturelles...).
- Dispositif permettant d'influer à moyen et long terme sur les composantes RH des entreprises chargées de gérer les recrutements de demain

Appel à projets : 1<sup>er</sup> semestre 2010.

## **2 – Sensibilisation des élèves des collèges et lycées de la Ville aux problématiques de lutte contre les discriminations:**

10 rencontres débats se tiendront dans les collèges et lycées des 10 quartiers de la Ville sur la problématique des discriminations. Elles pourront être menées par des associations reconnues pour leurs compétences et leur implication sur cette thématique.

Ces débats permettront d'informer les jeunes des mesures prises par la Ville afin de favoriser l'égalité réelle des chances.

Ils permettront également de sensibiliser les jeunes sur ce que leur propre comportement peut parfois avoir de discriminant.

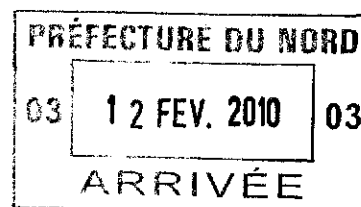
Des outils pédagogiques d'ores et déjà réalisés seront diffusés pour introduire les débats auxquels sera associé le conseil Lillois de la jeunesse.

Echéance : Septembre 2010 – Juin 2011.

## **3 – Lutte pour une meilleure représentation de la diversité dans l'apprentissage :**

Afin de lutter pour une meilleure représentation de la diversité dans l'apprentissage, un partenariat sera initié sur cette thématique avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille en contact avec les Centre de Formations des Apprentis.

Un référent diversité pourra être utilement désigné au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie afin d'assurer le suivi de ce dispositif.



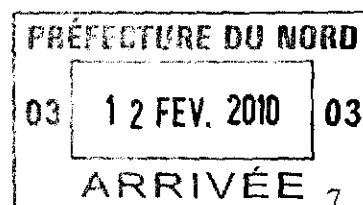
Cette action devra nécessairement être conjuguée à une sensibilisation des TPE et PME aux problématiques de diversité et de lutte contre les discriminations (qui sera initiée dans le volet Emploi).

Echéance : second trimestre 2010

**4 – Sensibilisation des éducateurs des établissements périscolaires et des centres sociaux :**

Une vaste sensibilisation des éducateurs des établissements périscolaires et des centres sociaux sera initiée afin de lutter contre la tenue de certaines attitudes discriminantes envers certains enfants, résultantes des stéréotypes et préjugés que chacun porte en lui.

Echéance : 2010





### **ENJEU n° 3**

#### **Une ville qui réaffirme et renforce le principe de non discrimination dans l'accès aux loisirs.**

Dans le cadre de la charte de la vie nocturne, les exploitants d'établissements de nuit s'engagent à ce qu'aucune discrimination reposant sur l'appartenance réelle ou supposée à un groupe ethnique ou religieux ne soit faite à l'entrée des établissements de nuit.

Toutefois, d'importantes difficultés persistent à l'entrée de certains établissements de nuit, générant sentiments de rejet et d'exclusion chez les victimes.

Il est dès lors proposé une révision de la charte de la vie nocturne et la mise en œuvre de contrôles aux fins d'en assurer la pleine effectivité.

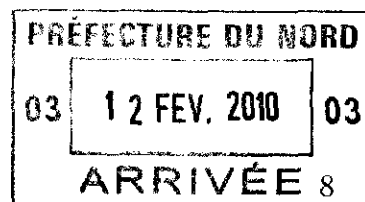
#### **Propositions d'actions**

##### **1 – La révision de la charte de la vie nocturne et la réaffirmation du principe de non discrimination :**

L'article 7 de la charte de la vie nocturne dispose : « *Les exploitants s'engagent à faire respecter les textes législatifs et réglementaires afin qu'aucune discrimination reposant sur l'appartenance réelle ou supposée à un groupe ethnique ou religieux ne soit faite à l'entrée de l'établissement. A ce que les refus ne soient motivés que par la nécessité de contrôler le public, d'appliquer une politique commerciale affichée, d'éviter tout trouble à l'ordre public* ».

Concomitamment à la réaffirmation forte du principe de non discrimination, il est proposé la modification de l'article 7 de la charte de la vie nocturne :

- Mention des autres critères de discrimination prohibés par la loi (notamment le handicap)
- Réflexion autour de la suppression des cas de refus autorisés, dont le caractère trop général amoindrit la force du principe de non discrimination énoncé.



**Echéance : premier semestre 2010**

**2- Réalisation d'opération de testings à l'entrée des établissements de nuit alliant jeunes et fonctionnaires de police :**

Un important travail a été mené avec le Parquet lillois afin d'initier des opérations de testings alliant jeunes et fonctionnaires de police.

Dans le cadre d'un appel à projets, une association partenaire sera retenue pour élaborer une méthode de testing qui puisse être validée par le juge pénal en cas de poursuites.

Lors de la réalisation de ces opérations de testing, des fonctionnaires de police issus de la diversité et sensibilisés à ces problématiques se mêleront aux jeunes afin de se présenter à l'entrée des établissements de nuit.

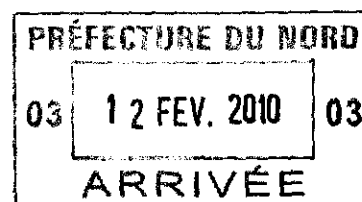
Au-delà du symbole fort d'une telle initiative qui placerait les fonctionnaires de police du côté des victimes, le partenariat ainsi initié avec les services du Procureur de la République permettrait, en cas d'infraction constatée, des poursuites systématiques devant le Tribunal Correctionnel.

Il s'agirait de surcroît de la première expérimentation menée en France sur cette problématique.

A moyen terme, il sera envisagé de généraliser ces opérations de testing aux hypothèses de discrimination à l'embauche et dans l'obtention d'un logement.

Le conseil lillois de la jeunesse sera associé à cette initiative.

**Echéance : à compter de septembre 2010.**



#### **ENJEU n° 4.**

### **Une ville qui lutte contre les discriminations dans l'emploi**

A son niveau, la ville de LILLE souhaite poursuivre son implication dans la problématique des discriminations à l'embauche et dans l'entreprise.

Parce qu'il s'agit du phénomène discriminatoire le plus important, tel qu'il est observé par la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité (50% des saisines de la HALDE selon son rapport d'activités 2008 devant les discriminations dans l'accès aux services 18% et le logement 13%) ;

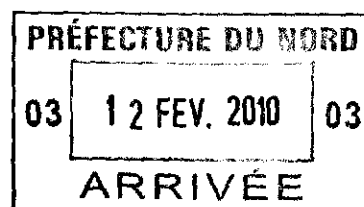
Parce que malgré l'ensemble des mesures initiées, le taux de chômage des étrangers non communautaires et des français originaires des DOM/TOM ou nés de parents immigrés, particulièrement en provenance du Maghreb et d'Afrique subsaharienne est plus élevé que celui de l'ensemble de la population (rapport de l'observatoire national des ZUS) ;

Parce que la discrimination frappe sans discernement diplômés et non diplômés ;

La mobilisation de l'ensemble des acteurs doit être exemplaire et exceptionnelle.

Au niveau local, une part importante du volet lutte contre les discriminations est pris en charge au titre de la délégation Emploi.

Par ailleurs, d'importantes initiatives sont portées par le Conseil Régional, au titre du développement économique notamment avec les PME, initiatives au sein desquelles la ville se doit de s'allier dans son volet « Lutte contre les discriminations – Promotion de la diversité ».



10

## Propositions d'actions

### 1- Un co-pilotage du plan de lutte contre les discriminations interne aux Maisons de l'Emploi, gage de cohérence, de lisibilité et de rationalisation des coûts.

Conformément au programme municipal, les Maisons de l'Emploi ont mis en place un plan de lutte contre les discriminations devant se décliner sur trois années.

Trois axes y sont visés :

- Affirmer le positionnement des maisons de l'emploi et des missions locales en tant qu'employeur et prescripteur.
- Former les intermédiaires de l'emploi et sensibiliser les acteurs du territoire en contact avec le public en demande d'insertion professionnelle.
- Mettre en œuvre une démarche d'accompagnement des PMI-PME.

Le premier axe sera mis en œuvre en partenariat avec la Fondation Agir Contre l'Exclusion, tandis que les deux suivants seront mis en œuvre en partenariat avec le cabinet ALETELYA.

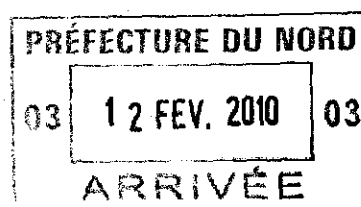
Dans la mesure où des axes communs existent entre le présent plan et le plan interne aux maisons de l'emploi, **un co-pilotage devra être réalisé entre ces deux délégations dans un souci de cohérence, de lisibilité et de rationalisation des coûts.**

### 2- Le rôle du pôle municipal unique d'accueil et d'orientation des victimes de discrimination (cf. enjeu n°1).

L'affirmation forte d'un principe de non discrimination et l'aménagement de la charge de la preuve désormais insérée dans le code du travail ont marqué une avancée importante dans le combat contre les discriminations.

Toutefois, de nombreuses victimes demeurent ignorantes de leurs droits.

La création de ce pôle juridique unique permettra d'assurer concrètement que toute personne, qui s'estime victime de discrimination à l'embauche ou dans



l'entreprise, puisse être informée du dispositif légal existant et puisse envisager concrètement la saisine d'une juridiction aux fins de faire reconnaître ses droits.

### **3- La sensibilisation des TPE/PME et des Artisans aux problématiques de lutte contre les discriminations.**

Les premiers à s'être lancés dans la problématique de lutte contre les discriminations sont ceux que Michel WIEVIORKA dénomme « l'aile modernisatrice du patronat ».

Les vastes sensibilisations menées au sein de grands groupes sur l'impérieuse nécessité de promouvoir la diversité, ont constitué une avancée essentielle (sensibilisation notamment menée par la Fondation Agir Contre l'Exclusion).

Nous considérons que la sensibilisation doit être désormais axée prioritairement auprès des TPE, PME et des Artisans.

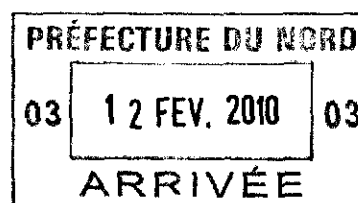
Nous initierons un partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand LILLE et la Chambre des Métiers en ce sens.

Un important travail sera noué avec la CCI Grand LILLE afin que le « POINT A » orienté vers l'aide et le conseil aux entreprises dans l'accomplissement de leurs démarches administratives intègre désormais pleinement les problématiques de lutte contre les discriminations et de promotion de la diversité.

Parallèlement, des rencontres seront organisées sur cette thématiques auprès des PME et des Artisans afin de les sensibiliser à l'impérieuse nécessité de faire évoluer leurs process de recrutement et de management autour de 4 axes :

- La discrimination notamment indirecte est une réalité.
- La discrimination est au cœur de la crise qui atteint le pacte social.
- Les entreprises, en se privant des ressources et des richesses d'une partie de la population se ferment à la société et se coupent des jeunes.
- La discrimination est un délit.

Les réseaux d'entreprises seront impliqués activement dans la préparation de ces rencontres.



#### **4- L'organisation d'un appel à projets orienté vers les réseaux d'entreprises.**

De nombreux réseaux d'entreprises ont vu le jour ces dernières années et œuvrent activement dans le combat contre les discriminations (ALLIANCES – FACE – OBJECTIF SUD – SYNERGIE, etc...).

Nous soutiendrons ces réseaux dans le cadre d'un appel à projets qui sera orienté autour de deux axes :

##### **➤ L'accompagnement des candidats à l'embauche :**

Certains réseaux ont mis en place des groupes de dynamiques d'embauche prenant en charge un groupe restreint de jeunes diplômés et les accompagnent concrètement dans leurs démarches d'insertion professionnelle.

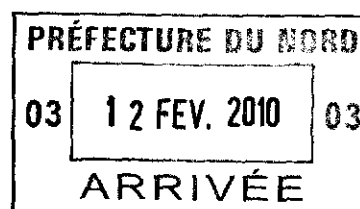
Le succès de telles démarches est évident (80% de mise à l'emploi) démontrant que la Ville doit soutenir de telles initiatives.

Toutefois, et parce que les discriminations si elles touchent les diplômés touchent encore plus gravement les victimes de ce que l'on appelle plus communément le « décrochage scolaire », nous souhaitons que cet accompagnement s'intensifie à l'égard des non diplômés.

Une expérimentation sera initiée notamment au travers du CV VIDEO permettant la mise en place d'un suivi personnalisé résolument orienté vers une mise à l'emploi rapide et pérenne

##### **➤ Les « ateliers diversité » réunissant les entreprises et axés sur l'échange de bonnes pratiques en terme d'évolution des process de recrutement et de management.**

Nous poursuivrons par ailleurs le soutien aux associations qui accompagnent les publics exposés au risque de discrimination dans leurs démarches de création d'entreprise.



## **ENJEU n° 5**

### **Une ville qui lutte contre les discriminations dans l'accès au logement**

Priorité de la ville de LILLE, le « bien vivre ensemble » lillois se décline à travers la diversité sociale mise en œuvre au travers de la délégation logement.

Le renforcement de la mixité sociale est l'un des enjeux prioritaires du mandat.

Le programme municipal emporte l'engagement de construction de 12000 nouveaux logements dont 4000 sociaux (avec un brassage des logements sociaux et des logements non sociaux, les logements sociaux étant indécélables de l'extérieur).

La ville favorise par ailleurs l'accession sociale à la propriété des familles les plus modestes.

Pour lutter contre la « ségrégation territoriale », la Ville de LILLE met par ailleurs en œuvre une politique active de diversité territoriale.

Les quartiers restent dans la ville pour que tous les lillois aient la conviction d'appartenir à la même ville, quelque soit leur origine, quelle que soit leur niveau de revenus.

De vastes opérations de rénovation urbaine sont menées dans tous les quartiers pour que tous profitent de l'essor de leur ville au travers d'un urbanisme de qualité, de la création d'œuvres d'arts financées par les promoteurs immobiliers et de la création de grands équipements culturels.

Compte tenu de l'important travail d'ores et déjà mené par la délégation logement, la priorité sera donnée aux problématiques de lutte contre les discriminations dans l'accès à un logement privé et au logement étudiant.



## Propositions d'actions

### **1- Le travail initié par la délégation logement.**

La délégation logement procède actuellement à un important travail de refonte des critères d'attribution des logements sociaux en relation avec les bailleurs sociaux.

De nouveaux critères objectifs d'attribution sont ainsi instaurés dans le souci d'une double exigence :

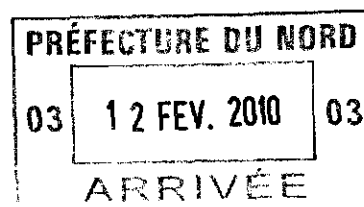
- Assurer la transparence dans le processus d'attribution
- Assurer l'équité dans l'attribution des logements.

### **2- La sensibilisation à la lutte contre les discriminations dans l'obtention d'un logement privé .**

Nous proposerons la signature d'une convention locale entre la ville de LILLE, la FNAIM et la HALDE, une convention nationale ayant d'ores et déjà été signée.

Afin de sensibiliser les acteurs de la chaîne du logement à l'exigence de non discrimination, nous proposerons avec la HALDE et la FNAIM, l'organisation d'un colloque réunissant ces acteurs sur le thème de la « mixité sociale ». Un volet important de ce colloque sera axé sur la réaffirmation du dispositif légal existant en matière de lutte contre les discriminations.

### **3- La réalisation d'un état des lieux et la sensibilisation des propriétaires de logements proposés à la location à des étudiants.**





En l'état, et à défaut de chiffres existants, il est difficile de quantifier et d'analyser les difficultés rencontrées par les étudiants (qu'ils soient étrangers ou nés de parents immigrés) qui peinent à trouver un logement pour leurs études du fait d'une discrimination, qu'elle soit directe ou indirecte.

Nous envisagerons la conclusion d'un partenariat avec les associations étudiantes et le CROUS (dans son volet mise à disposition d'offres proposées à la location) pour établir **un état des lieux** des difficultés rencontrées.

Nous procéderons ensuite avec ces mêmes partenaires et la HALDE à une vaste **sensibilisation** des propriétaires de logements proposés à la location étudiante aux problématiques de lutte contre les discriminations.

#### **4- Le rôle du pôle municipal unique d'accueil et d'orientation des victimes de discrimination (cf. enjeu n°1) et le soutien aux mesures de testing.**

**La création d'un pôle juridique unique** de prise en charge des personnes qui s'estiment victime de discrimination dans l'accès à un logement, permettra d'informer concrètement ces personnes sur leurs droits et sur les procédures judiciaires adéquates afin de les faire reconnaître.

Par ailleurs, et en cas de succès des **opérations de testings** initiées dans l'accès aux loisirs, elles pourront être étendues aux problématiques de discrimination dans l'accès au logement, la prévention et la sensibilisation devant impérativement se doubler d'un contrôle effectif, pour que la lutte contre les discriminations soit réellement effective.

\*

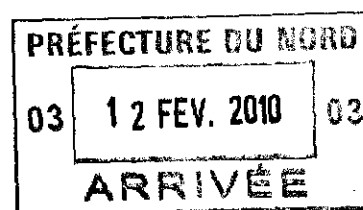
\*

\*

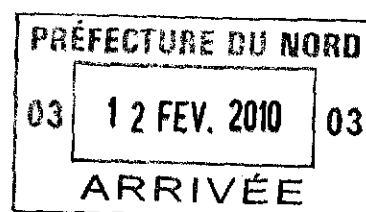
Au-delà de ces cinq enjeux majeurs, la Ville de LILLE se doit de s'impliquer activement en matière de lutte contre les discriminations en interne.

Ainsi une vaste sensibilisation des agents en lien avec le public sera réalisée sur cette problématique.

Il en sera de même des recrutements opérés par la Ville.



Les réseaux d'entreprises qui réalisent des « testings interne » et des « diagnostics diversité » seront étroitement associés à cette démarche afin que la Ville de LILLE puisse être moteur en matière de lutte contre les discriminations.



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/103

OBJET

**Plan Local d'Action pour le développement  
du Commerce, de l'Artisanat et des Services -  
Aide directe à la rénovation de vitrines et  
amélioration des équipements de sécurité  
des entreprises commerciales, artisanales  
et de services à Fives – Subvention.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Afin d'avoir la possibilité d'accompagner les commerçants et artisans dans l'amélioration de leurs locaux commerciaux, la Ville de Lille, en collaboration avec les partenaires du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services 2007/2010 (PLA) et avec le soutien de l'Etat (FISAC), a souhaité mettre en œuvre une aide à la rénovation de vitrines et à l'amélioration des équipements de sécurité extérieurs sur le quartier de Fives. Cette opération appelée : « Les vitrines de Fives » vise à soutenir la rénovation extérieure de points de vente, après la restructuration de la place de Geyter.

Cette aide est attribuée selon les règles et critères établis par délibération n° 08/813 du 6 octobre 2008.

L'entreprise commerciale « OPTIKAL », sise au 133 rue Pierre Legrand à Lille, a déposé un dossier éligible et répondant aux conditions d'aide prescrites.

La subvention s'élève à 40 % du montant total HT des travaux éligibles, qui sont plafonnés à hauteur de 1.100 € HT le mètre linéaire de façade en rez-de-chaussée.

Suite à l'examen du dossier, le montant des travaux éligibles réalisés atteint le plafond maximum de 9.570 € HT (les dépenses totales réalisées s'élevant à 9.937,66 € HT). La subvention totale est donc évaluée à 3.828 € (9.570 € x 40 %).

La Ville de Lille, au titre de la délégation Commerce, et l'Etat, au titre du FISAC, participent à même hauteur, à savoir 1.914 € chacun.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** l'attribution de l'aide à la rénovation de vitrines et à l'amélioration des équipements de sécurité extérieurs sollicitée par l'établissement :

Enseigne « OPTIKAL »

N° SIRET : 423 058 668 00017

Représentée par Monsieur DUBOIS Christophe

133 rue Pierre Legrand – 59000 LILLE

Montant hors taxe des travaux éligibles réalisés

9.570 €

Montant de la subvention

3.828 €

.../...

- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante d'un montant de 3 828 € sur l'opération n° 1547 « PLA Commerce - Rénovation des vitrines de Fives » Chapitre 204 - Article 2042 - Fonction 90 de nos documents budgétaires,
- ♦ **ADMETTRE** en recettes, en temps opportun, la subvention obtenue de l'Etat au titre du FISAC à hauteur de 1.914 € sur les crédits inscrits au chapitre 13, article 1328, fonction 90 - Opération n° 1547 « PLA Commerce - Rénovation des vitrines de Fives »

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 4 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué au Commerce,

Jacques MUTEZ



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/104

OBJET

**Plan Local d'Action pour le développement  
du Commerce, de l'Artisanat et des Services  
à Lille 2007/2010 - Reconstitution du partenariat  
avec l'association Les Boutiques du Faubourg -  
Soutien au poste et subvention pour diverses  
animations commerciales.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

**1. Soutien au poste d'agent de développement :**

Dans le cadre du premier Plan Local d'Action pour le développement du Commerce à Lille, datant de 1998, et plus particulièrement de son Axe 3.1 "Professionnaliser la gestion des linéaires commerciaux en renforçant le rôle et les moyens des Unions Commerciales", l'association les Boutiques du Faubourg (ex union commerciale de Lille-Sud) sise au 84, rue du Faubourg des Postes à Lille, a créé, en 1998, un poste d'agent de développement et d'animation commerciale, soutenu depuis par la Ville.

Dans le cadre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services 2007/2010, la Ville reconduit ce soutien en 2010.

Les missions de ce poste se définissent pour l'année 2010 de la façon suivante :

- Animer et promouvoir le secteur commercial délimité par la rue du Faubourg des Postes à Lille : montage d'opérations d'animation ou de promotion commerciale adressées au public dans le but de faire connaître les savoir-faire et les spécificités des professionnels du secteur concerné (commerçants, artisans, créateurs...) et d'accroître le flux vers ces commerces,
- Assurer le suivi administratif et financier de l'union commerciale et de ses opérations d'animation commerciale,
- Faire le lien entre les commerçants de la rue du Faubourg des Postes et les Maisons de Modes, pôle d'attractivité du secteur, en incitant notamment la mise en œuvre d'opérations d'animation montées en collaboration,
- Recueillir les informations utiles à l'observation du tissu économique et commercial de la rue du Faubourg des Postes (vacances commerciales, recherche de locaux...) et communiquer ces informations à la Ville,
- Créer le lien entre les commerçants et les institutions ou acteurs associatifs du quartier.

En 2010, le coût du poste chargé est évalué à 45.000 €. Dans le cadre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services 2007/2010, la Ville, au titre de la délégation Commerce, est sollicitée à hauteur de 15.000 €.

.../...

## **2. Opération « Hôtel de Police » - 1<sup>er</sup> semestre 2010 :**

L'association Les Boutiques du Faubourg souhaite installer ponctuellement un stand à l'entrée du restaurant de l'Hôtel de Police de Lille-Sud afin d'y faire la promotion des boutiques de la rue du Faubourg des Postes et de proposer un jeu-concours aux fonctionnaires afin de leur faire gagner un voyage. Les bons de participation au tirage au sort permettront également de collecter les coordonnées de ces derniers afin de transmettre aux commerçants un « fichier clients » pour qu'ils puissent régulièrement leur envoyer leurs offres promotionnelles...

Cette opération doit permettre d'améliorer la connaissance de l'offre du quartier auprès des fonctionnaires de police afin qu'ils fréquentent davantage les différentes boutiques du secteur.

Le budget prévisionnel de cette opération est estimé à 4.581 €. La subvention sollicitée dans le cadre du PLA 2007/2010 s'élève à 2.748,60 €. La Ville, au titre de la délégation Commerce, est sollicitée à hauteur de 954,22 €, le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais à hauteur de 870,39 € et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Lille à hauteur de 923,99 €.

Dans un premier temps, la Ville procède au versement d'une avance de 60 % de la subvention octroyée, soit une avance de 1.649,16 € (572,53 € part Ville ; 522,24 € part Région ; 554,39 € part CCI Grand Lille).

Le solde de la subvention est versé aux associations après réception des pièces justifiant des dépenses réellement engagées pour les opérations concernées.

La somme totale à verser à l'association Les boutiques du Faubourg s'élève à 16.649,16 €.

Enfin, la Ville, au titre de la délégation Politique de la Ville, est sollicitée en 2010 pour le paiement d'une subvention de 15.000 €, dans le cadre du CUCS, pour la réalisation de l'opération « du Faubourg des Postes au Faubourg des Modes ». A cet effet, une délibération est présentée lors cette même séance par la délégation Politique de la Ville.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élu délégué de la convention entre la Ville et Les Boutiques du Faubourg (SIRET n° 42053487700014), ci-annexée,
- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 16.649,16 € à l'association Les Boutiques du Faubourg selon le détail suivant :
  - 15.572,53 € correspondant à la participation de la Ville, délégation Commerce,
  - 522,24 € correspondant à la participation du Conseil Régional,
  - 554,39 € correspondant à la participation de la CCI Grand Lille,

.../...

- ◆ **IMPUTER** les dépenses correspondant à la participation de la Région et de la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille pour un montant total de 1.076,63 € sur l'opération n° 749 « Commerce - PLA Partenaires 2007-2010 » (Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 94) et à celles correspondant à la part de la Ville pour un montant de 15.572,53 € sur l'opération n° 675 « PLA Commerce - Ville » (Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 94) pour le mandatement à l'association Les Boutiques du Faubourg,
- ◆ **ADMETTRE** en recettes, en temps opportun, la subvention obtenue de la Région Nord/Pas-de-Calais sur l'opération n° 749 « Commerce - PLA Partenaires 2007-2010 » (Chapitre 74 - Article 7472 - Fonction 94) et de la CCI Grand Lille sur l'opération n° 749 « Commerce - PLA Partenaires 2007-2010 » (Chapitre 74 - Article 7478 - Fonction 94).

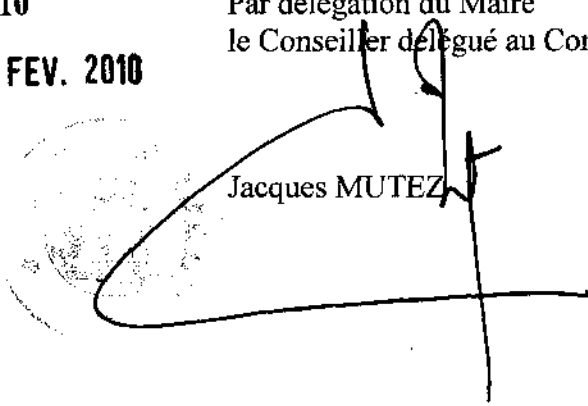
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire  
le Conseiller délégué au Commerce,

Réception en Préfecture le **- 4 FEV. 2010**

Jacques MUTEZ



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/105

## OBJET

**Plan Local d'Action pour le développement  
du Commerce, de l'Artisanat et des Services  
à Lille 2007/2010 - Axe Animation et promotion  
commerciale - Versement de soldes de subventions  
2009 - Régularisation d'un trop-perçu.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 07/868 du 8 octobre 2007, le Conseil Municipal a adopté le Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services (PLA) dans le cadre d'un programme pluriannuel 2007/2010 et notamment pour des opérations d'animation et de promotion commerciale.

La Ville de Lille, maître d'ouvrage de ce programme, est amenée à recevoir les contributions financières des partenaires de ce programme : le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Lille et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Nord. Ces participations devant être fléchées par la Ville vers les destinataires finaux que sont les promoteurs des actions relevant du PLA.

**1. Versement de soldes de subventions aux associations pour des opérations réalisées en 2009**

**a. Groupement des Acteurs Economiques de Lille Centre (GAEL)**

Par délibération n° 09/610 du 29 juin 2009, la Ville a octroyé, dans le cadre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services, une subvention d'un montant total de 2.699,12 € au Groupement des Acteurs Economiques de Lille Centre (GAEL), situé Immeuble Le Souham, 12 place Saint-Hubert à Lille, pour la réalisation de l'opération « Lundi de braderie ».

Dans un premier temps, la Ville a procédé au versement d'une avance de 60 % de la subvention, soit 1.619,48 €.

L'association ayant fourni à la Ville les pièces justifiant des dépenses réellement engagées, il est proposé de procéder au versement du solde de subvention d'un montant de 1.079,64 € selon le détail suivant :

Opération	Budget prévisionnel	Budget réalisé		Subvention PLA	Dont Ville	Dont Région	Dont CCI Grand Lille
« Lundi de braderie »	5.398,25 €	5.502,02 €	Subvention sur réalisé	2.699,12 €	1.012,24 €	977,62 €	709,26 €
			Avance	1.619,48 €	607,35 €	586,57 €	425,56 €
			Solde à verser	1.079,64 €	404,89 €	391,05 €	283,70 €

.../...



### b. Union Commerciale Saint-Maurice Pellevoisin

Par délibération n° 09/610 du 29 juin 2009, la Ville a octroyé, dans le cadre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services, une subvention d'un montant total de 650 € à l'Union Commerciale Saint-Maurice Pellevoisin située, 80 rue du Bois à Lille, pour la réalisation de l'opération « Calendrier 2009/2010 de l'Union Commerciale Saint-Maurice Pellevoisin ».

Dans un premier temps, la Ville a procédé au versement d'une avance de 60 % de la subvention, soit 390 €.

L'association ayant fourni à la Ville les pièces justifiant des dépenses réellement engagées, il est proposé de procéder au versement du solde de subvention d'un montant de 260 € selon le détail suivant :

Opération	Budget prévisionnel	Budget réalisé		Subvention PLA	Dont Ville	Dont Région	Dont CCI Grand Lille
« Calendrier 2009/2010 de l'Union Commerciale Saint-Maurice Pellevoisin »	1.300 €	1.830,12 €	Subvention sur réalisé	650 €	243,77 €	235,43 €	170,80 €
			Avance	390 €	146,26 €	141,26 €	102,48 €
			<b>Solde à verser</b>	<b>260 €</b>	<b>97,51 €</b>	<b>94,17 €</b>	<b>68,32 €</b>

### c. Association des commerçants de Wazemmes Artois et environs

Par délibération n° 09/610 du 29 juin 2009, la Ville a octroyé, dans le cadre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services, une subvention d'un montant total de 9.460,56 € à l'Association des commerçants de Wazemmes Artois et environs située, 93 rue de Wazemmes à Lille, pour la réalisation des opérations « Miss Gambetta Wazemmes » et « Fête de la Saint-Nicolas ».

Dans un premier temps, la Ville a procédé au versement d'une avance de 60 % de la subvention, soit 5.676,34 € (4.521,17 € pour Miss Gambetta Wazemmes et 1.155,17 € pour la Fête de la Saint-Nicolas).

L'association ayant fourni à la Ville les pièces justifiant des dépenses réellement engagées, il est proposé de procéder au versement du solde des subventions d'un montant de 3.249,65 € selon le détail suivant :

Opération	Budget prévisionnel	Budget réalisé		Subvention PLA	Dont Ville	Dont Région	Dont CCI Grand Lille
« Miss Gambetta Wazemmes »	12.558,80 €	11.667,84 €	Subvention sur réalisé	7.000,70 €	2.873,93 €	2.113,05 €	2.013,72 €
			Avance	4.521,17 €	1.856,04 €	1.364,64 €	1.300,49 €
			Solde à verser	2.479,53 €	1.017,89 €	748,41 €	713,23 €
« Fête de la Saint-Nicolas »	3.208,80 €	3.242,68 €	Subvention sur réalisé	1.925,28 €	790,37 €	581,11 €	553,80 €
			Avance	1.155,17 €	474,22 €	348,67 €	332,28 €
			Solde à verser	770,11 €	316,15 €	232,44 €	221,52 €
TOTAL				3.249,64 €	1.334,04 €	980,85 €	934,75 €

## 2. Régularisation d'un trop-perçu : Association des commerçants Beaux-Arts République

Par délibération n° 08/1027 du 24 novembre 2008, la Ville a octroyé, dans le cadre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services, une subvention d'un montant total de 2.349,76 € à l'Association des commerçants Beaux-Arts République située, 19 place de Béthune à Lille, pour la réalisation des opérations « Manège enfantin » et « Sapins de Noël ».

Les bilans financiers de ces actions font apparaître un trop-perçu de subvention dû à des budgets réalisés inférieurs aux budgets prévisionnels.

Le trop-perçu total s'élève à 991,92 €, selon le détail suivant :

Opération		Budget total	Subvention	Pourcentage subvention
Manège enfantin	Prévisionnel	3.360 €	1.680 €	50 %
	Réalisé	1.543,60 €	771,80 €	
	<b>Trop-perçu</b>		<b>908,20 €</b>	
Sapins de Noël	Prévisionnel	1.339,52 €	669,76 €	50 %
	Réalisé	1.172,08 €	586,04 €	
	<b>Trop-perçu</b>		<b>83,72 €</b>	
<b>Trop-perçu total</b>			<b>991,92 €</b>	

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de :
  - 1.079,64 € au GAEL (SIRET n° 42059955700030),
  - 260 € à l'Union Commerciale Saint-Maurice Pellevoisin (SIRET n° 50840335900013),
  - 3.249,64 € à l'Association des commerçants de Wazemmes Artois et environs (SIRET n° 47754404300011)
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondant à la participation de la Région et de la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille pour un montant total de 2.752,84 € sur l'opération n° 749 « Commerce - PLA Partenaires 2007-2010 » (chapitre 65, article 6574, fonction 94) et à celles correspondant à la part de la Ville pour un montant de 1.836,44 € sur l'opération n° 675 « PLA Commerce - Ville » (chapitre 65, article 6574, fonction 94) pour le mandatement aux associations reprises ci-dessus,
- ♦ **ADMETTRE** en recettes, en temps opportun, la subvention obtenue de la Région Nord/Pas-de-Calais sur l'opération n° 749 « Commerce - PLA Partenaires 2007-2010 » (chapitre 74, article 7472, fonction 94) et de la CCI Grand Lille sur l'opération n° 749 « Commerce - PLA Partenaires 2007-2010 » (chapitre 74, article 7478, fonction 94),

.../...

- ♦ **AUTORISER** l'émission d'un titre de recette correspondant au trop-perçu de l'Association des commerçants Beaux-Arts République (SIRET n° 51798335900012) pour les opérations « Manège enfantin » et « Sapins de Noël » réalisées au titre de l'année 2008, pour un montant total de 991,92 €.

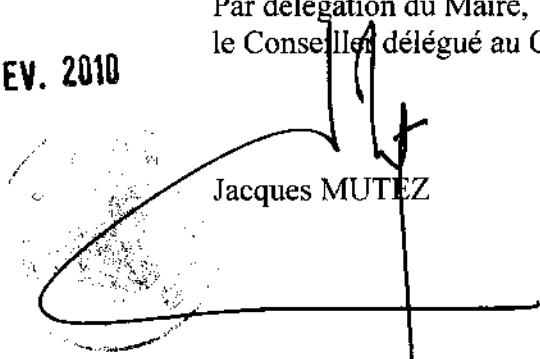
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 4 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué au Commerce,

Jacques MUTEZ



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/106

## OBJET

**Plan Local d'Action pour le développement  
du Commerce, de l'Artisanat et des Services  
à Lille 2007/2010 - Axe Animation et promotion  
commerciale - Subvention aux Unions commerciales  
Gambetta et Saint-Maurice Pellevoisin.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 07/868 du 8 octobre 2007, le Conseil Municipal a adopté le Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services (PLA) dans le cadre d'un programme pluriannuel 2007/2010 et notamment pour des opérations d'animation et de promotion commerciale.

La Ville de Lille, maître d'ouvrage de ce programme, est amenée à recevoir les contributions financières des partenaires de ce programme : le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Lille et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Nord. Ces participations devant être fléchées par la Ville vers les destinataires finaux que sont les promoteurs des actions relevant du PLA.

**1. Subvention à l'Union commerciale Gambetta****Opération : « Venez rue Gambetta en transport vert »**

L'Union commerciale Gambetta, située à la FLCAS, Immeuble le Souham, 12 place Saint-Hubert à Lille, souhaite mettre en place, pour la deuxième année consécutive, un jeu concours réservé aux clients venus en transport doux (pied, vélo, métro...), du 30 mars au 7 avril 2010. Afin de pouvoir participer au tirage au sort, les clients doivent montrer une preuve de leur mode de déplacement : ticket de métro, casque de vélo, justificatif de domicile pour les personnes venant à pied...

Les lots mis en jeu sont en lien avec le développement durable ou les transports doux : vélos, séances de remise en forme, carnets de tickets de transport...

En parallèle du jeu concours, l'Union commerciale souhaite également organiser un « Marché du Développement Durable » sur le Parvis des Halles de Wazemmes le samedi 3 avril avec une dizaine d'exposants, touchant notamment au thème des transports doux. Des manifestations accompagneront l'événement avec notamment une initiation aux rollers accompagnée de démonstrations.

Cette opération est destinée à promouvoir les actions développement durable de la rue pendant la semaine du développement durable, d'animer le secteur et de fidéliser la clientèle et attirer de nouveaux clients.

Le budget prévisionnel de cette opération est estimé à 2.170 €. La subvention sollicitée dans le cadre du PLA 2007/2010 s'élève à 1.302 €. La Ville, au titre de la délégation Commerce, est sollicitée à hauteur de 452.01 €, le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais à hauteur de 412.30 € et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Lille à hauteur de 437,69 €.

Dans un premier temps, la Ville procède au versement d'une avance de 60 % de la subvention octroyée, soit une avance de 781,20 € (271,21 € part Ville ; 247,38 € part Région ; 262,61 € part CCI Grand Lille).

Le solde de la subvention est versé aux associations après réception des pièces justifiant des dépenses réellement engagées pour les opérations concernées.

## **2. Subvention à l'Union commerciale Saint-Maurice Pellevoisin**

### Opération : « La Semaine commerciale de l'Union commerciale Saint- Maurice Pellevoisin »

Après le succès de la semaine commerciale Europe XXL/Lille 3000 sur le thème de la Croatie, qui a remporté le concours de la meilleure animation 2009, l'Union commerciale Saint-Maurice Pellevoisin, située 80 rue du Bois à Lille, souhaite réitérer cette opération, devenue un véritable temps fort pour les commerçants du quartier.

Le principe de la semaine commerciale 2010, qui se déroulera du 13 au 21 mars, consistera en un jeu concours organisé sous la forme d'un rallye chez les commerçants du quartier. En effet, les bulletins de participation au jeu-concours ne seront validés que lorsque 5 commerçants y auront apposé leur cachet.

Ainsi, l'union commerciale souhaite générer du trafic dans tous ses commerces adhérents et valoriser l'image du quartier et de ses commerçants.

Le budget prévisionnel de cette opération est estimé à 3.000 €. La subvention sollicitée dans le cadre du PLA 2007/2010 s'élève à 1.500 €. La Ville, au titre de la délégation Commerce, est sollicitée à hauteur de 576,60 €, le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais à hauteur de 570 € et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Lille à hauteur de 353,40 €.

Dans un premier temps, la Ville procède au versement d'une avance de 60 % de la subvention octroyée, soit une avance de 900 € (345,96 € part Ville ; 342 € part Région ; 212,04 € part CCI Grand Lille).

Le solde de la subvention est versé aux associations après réception des pièces justifiant des dépenses réellement engagées pour les opérations concernées.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élu délégué de la convention entre la Ville et les Unions commerciales Gambetta et Saint-Maurice Pellevoisin, ci-annexée ;
- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention d'un montant de :
  - 781,20 € à l'Union commerciale Gambetta (n° SIRET: 42009053200011),
  - 900 € à l'Union commerciale Saint-Maurice Pellevoisin - n° SIRET : 50840335900013) ;

.../...

- ◆ **IMPUTER** les dépenses correspondant à la participation de la Région et de la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille pour un montant total de 1.064,03 € sur l'opération n° 749 « Commerce - PLA Partenaires 2007-2010 » (chapitre 65, article 6574, fonction 94) et à celles correspondant à la part de la Ville pour un montant de 617,17 € sur l'opération n° 675 « PLA Commerce - Ville » (chapitre 65, article 6574, fonction 94) ;
- ◆ **ADMETTRE** en recettes, en temps opportun, la subvention obtenue de la Région Nord/Pas-de-Calais sur l'opération n° 749 « Commerce - PLA Partenaires 2007-2010 » (chapitre 74, article 7472, fonction 94) et de la CCI Grand Lille sur l'opération n° 749 « Commerce - PLA Partenaires 2007-2010 » (chapitre 74, article 7478, fonction 94).

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 4 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué au Commerce,

Jacques MUTEZ



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/107

## OBJET

**Plan Local d'Action pour le développement  
du Commerce, de l'Artisanat et des Services  
2007/2010 - Reconstitution du partenariat  
avec la Fédération Lilloise du Commerce, de  
l'Artisanat et des Services (FLCAS) –  
Financement des postes - Soutien au projet  
de plate-forme juridique.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Créée en 1970 pour fédérer le commerce du centre ville et des différents quartiers de la ville, la Fédération Lilloise du Commerce, de l'Artisanat et des Services, sise Immeuble le Souham, 12 place Saint-Hubert à Lille, est une association à but non lucratif. Elle a pour adhérents les unions commerciales lilloises. Elle est aujourd'hui considérée par les institutions comme l'un des interlocuteurs privilégiés pour le commerce lillois.

Au-delà de son rôle de défense et de représentation, la FLCAS a pour objectif d'accompagner les unions commerciales dans l'ensemble de leurs démarches administratives et dans le montage de leurs projets d'animation.

La FLCAS organise également des opérations d'animation et de promotion commerciale en propre, soutenues dans le cadre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce de l'Artisanat et des Services 2007/2010.

**I. Les postes de la FLCAS :****1. Le poste de coordinateur :**

La Fédération Lilloise du Commerce, de l'Artisanat et des Services a créé, en 1998, un poste de coordinateur. Ses missions ont été définies en association avec la Ville de Lille afin, notamment, que la Fédération puisse, par l'intermédiaire de ce coordinateur, participer à la mise en œuvre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services à Lille.

La mission du **coordinateur** se décline comme suit :

**▪ Gestion interne de la FLCAS :**

- Gestion du secrétariat de l'association et du Président,
- Gestion budgétaire et comptable de l'association,
- Gestion des ressources humaines,
- Organisation générale des temps forts de l'association (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, réunion...),
- Encadrement du personnel salarié.

.../...

▪ **Gestion de projets :**

- Coordination des événements montés par les unions commerciales,
- Gestion globale du marché de Noël de Lille,
- Recherche de partenaires financiers,
- Montage de dossiers économiques avec les partenaires institutionnels,
- Participation active aux réunions des partenaires institutionnels,
- Elaboration de projets visant la promotion du commerce lillois.

En 2010, le coût du poste chargé est évalué à 45.842 €. Dans le cadre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services 2007-2010, la Ville, au titre de la délégation Commerce, est sollicitée à hauteur de 10.000 € et le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais est sollicité à hauteur de 5.000 €.

**2. Les postes d'agents de développement et d'animation commerciale polyvalents (3) :**

Les agents de développement polyvalents sont au service des unions commerciales qui les sollicitent notamment pour :

▪ **L'organisation des animations commerciales :**

- Elaboration du budget,
- Recherche de prestataires et de partenariats,
- Création de supports de communication,
- Diffusion de la communication chez les commerçants,
- Mise en place de l'animation le jour J ...

▪ **La gestion administrative des unions commerciales :**

- Organisation des Conseils d'Administration et des Assemblées Générales,
- Correspondances (courriers aux institutionnels),
- Appels à cotisations et recherche de nouveaux adhérents,
- Réalisation du bilan financier et moral,
- Suivi du budget annuel,
- Elaboration des dossiers de demande de subvention et des bilans d'opération...

L'un des trois postes d'agents de développement de la FLCAS ne sera occupé que de janvier à juin 2010. Le coût chargé des postes des trois agents de développement en 2010 est évalué à 60.664 €. La Ville, au titre de la délégation Commerce, est sollicitée à hauteur de 10.000 € pour les postes occupés toute l'année et à hauteur de 5.000 € pour le poste occupé pendant 6 mois, soit au total 25.000 €.

En 2009, la Ville, au titre de la délégation Commerce, a soutenu la FLCAS pour trois postes d'agents de développement et d'animation commerciale polyvalents à hauteur de 10.000 € chacun. L'un des postes n'étant plus occupé depuis fin mai 2009, la subvention est ajustée au prorata des mois travaillés (5 mois). Un trop-perçu de 5.833 € est donc déduit de la subvention reprise ci-dessus au titre de 2010, soit 19.167 €.

.../...



Il convient donc de verser pour le soutien aux postes de la FLCAS, la somme totale de 34.167 € selon le détail suivant :

Objet	Coût total	Subvention Ville	Subvention Région	Subvention totale à verser
Financement du poste de coordinateur	45.842 €	10.000 €	5.000 €	15.000 €
Financement des postes d'agents de développement et d'animation commerciale polyvalents	60.664 €	25.000 €		25.000 €
<b>TOTAL 2010</b>	<b>106.506 €</b>	<b>35.000 €</b>	<b>5.000 €</b>	<b>40.000 €</b>
TROP-PERCU 2009		5.833 €		
<b>TOTAL A VERSER</b>		<b>29.167 €</b>	<b>5.000 €</b>	<b>34.167 €</b>

## **II. Soutien à la plate-forme juridique :**

Suite aux problèmes relatifs aux baux commerciaux rencontrés aujourd'hui par un grand nombre de commerçants, la FLCAS accompagnée d'un cabinet d'experts souhaite proposer aux commerçants et artisans lillois une aide juridique mutualisée.

L'élaboration de ce projet nécessite une compétence spécialisée qui se traduira par la présence d'un stagiaire, au profil juridique, évoluant au sein de la FLCAS pour une durée de 6 mois à compter de décembre 2009 jusqu'à mai 2010.

L'évaluation du coût de défraiement du stagiaire s'élève à 2.400 €. La Ville, au titre de la délégation Commerce, est sollicitée à hauteur de 2.000 €.

La somme totale à verser à la FLCAS pour le soutien aux postes et à la mise en place de la plate-forme juridique s'élève donc à 36.167 €.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élu délégué de la convention entre la Ville et la Fédération Lilloise du Commerce, de l'Artisanat et des Services, ci-annexée ;
- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 36.167 € à la Fédération Lilloise du Commerce, de l'Artisanat et des Services (Siret n° 33074403800010) de la manière suivante :
  - 31.167 € correspondant à la participation de la délégation Commerce ;
  - 5.000 € correspondant à la participation du Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais ;

.../...

- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondant à la participation de la Région pour un montant de 5.000 € sur l'opération « Commerce - PLA Partenaires 2007 - 2010 », n° 749 (Chapitre 65, article 6574, fonction 94) et à celles correspondant à la part de la Ville pour un montant de 31.167 € sur l'opération « PLA Commerce - Ville » n° 675 (Chapitre 65, article 6574, fonction 94) pour le mandatement à la Fédération Lilloise du Commerce et de l'Artisanat,
- ♦ **ADMETTRE** en recettes, en temps opportun, la subvention obtenue de la Région Nord/Pas-de-Calais sur l'opération « Commerce - PLA Partenaires 2007 - 2010 » n° 749 (Chapitre 74, article 7472, fonction 94).

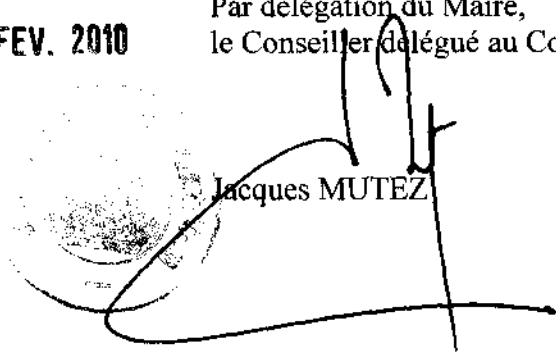
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 4 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué au Commerce,

Jacques MUTEZ



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/108

## OBJET

**Plan Local d'Action pour le développement  
du Commerce, de l'Artisanat et des Services -  
Sollicitation du Fonds d'Intervention pour les  
Services, l'Artisanat et le Commerce (F.I.S.A.C)**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

**I. Contexte**

Le commerce et l'artisanat à Lille, forts de 4.650 établissements, emploient près de 20.000 personnes. Ils constituent ainsi un des tous premiers pôles d'activité et d'emploi, ceci malgré un environnement périphérique où se sont concentrées les grandes surfaces.

Si la qualité et la diversité des commerces et des activités artisanales participent au dynamisme économique, elles contribuent également, avec l'offre culturelle et de loisirs, à accroître le rayonnement de la ville et ce, bien au delà des limites de la région, elles participent aussi à l'essor de la fréquentation touristique.

La présence de ces activités au centre comme dans les quartiers conditionne évidemment la qualité de vie en ville pour ses habitants, c'est pourquoi les politiques de renouvellement urbain intègrent cette dimension commerciale et artisanale qui s'y décline autour de centralités nouvelles ou restaurées (Lille Sud, Fives, Wazemmes). Les services offerts en proximité mais aussi la convivialité et l'animation induites marquent, en effet, la vie des quartiers.

Ces constats ont amené la Ville de Lille à mettre en œuvre depuis 1998, un Plan Local d'Action pour le Développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services. Le présent programme, troisième du nom, est, comme les précédents, le fruit d'une intense concertation autour des axes thématiques conjointement retenus avec les partenaires du commerce et de l'artisanat lillois [Chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Lille, Chambre de l'Artisanat et des Métiers du Nord), les organisations professionnelles du commerce (Fédération Lilloise du Commerce, de l'Artisanat et des Services (FLCAS) et le Groupement des Acteurs Economiques de Lille centre (GAEL), et avec le soutien de la Région Nord-Pas-de-Calais]. Il s'attache à décrire pour le commerce, sédentaire et non sédentaire, et pour l'artisanat des actions et projets porteurs de progrès pour les acteurs économiques et pour les habitants et visiteurs.

Si le troisième Plan Local d'Action 2007/2010, pour le développement du Commerce de l'Artisanat et des Services émet de nouvelles propositions, il poursuit néanmoins les orientations majeures déjà affirmées au cours des deux plans précédents (1998/2001 et 2003/2006) : Préserver et renforcer le commerce dans les quartiers ; maintenir et renforcer l'activité commerciale ; assurer le développement des services de proximité dans tous les quartiers ; contribuer à la qualité de la vie à Lille par l'animation des quartiers ; accroître le flux de chalands dans les rues de la ville / Développer le cœur de ville comme pôle d'excellence commerce.

.../...

La préservation et le renforcement du commerce dans les quartiers constituent donc une priorité pour la Ville qui souhaite mettre en œuvre un programme d'actions global sur les quartiers sensibles avec le soutien du FISAC.

## **II. Objectifs**

Des projets de rénovation urbaine à Lille viennent de s'achever, sont en cours ou en projet dans les quartiers en Zone Urbaine Sensible (Place de Fives, rue du Faubourg des Postes, Porte de Valenciennes, Euratechnologies). Au travers de l'ensemble de ces projets et réalisations dans les quartiers, la Ville de Lille s'engage à dépasser les oppositions centre ville / quartiers afin de renforcer l'attractivité globale de la commune et sa qualité de vie.

Pour cela, la ville, dans le cadre du Plan Local d'Action (PLA) pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services, souhaite mener des actions en faveur du commerce et de l'artisanat au sein de ces quartiers dits « sensibles » par la mise en place d'un programme d'actions, élaboré avec le concours et le soutien de l'Etat dans le cadre du FISAC.

Ce programme est aujourd'hui défini et validé par les partenaires du PLA Commerce, Artisanat, Services et va faire l'objet d'un dépôt en Préfecture pour obtenir les subventions du F.I.S.A.C.

## **III. Phasage**

Le phasage prévisionnel des actions est le suivant :

- Tranche 1 : de Mars 2010 à Mars 2011,
- Tranche 2 : de Mars 2011 à Mars 2012,
- Tranche 3 : de Mars 2012 à Mars 2013.

## **IV. Les actions proposées**

Quinze actions sont proposées, réparties en dépenses de fonctionnement et d'investissement pour lesquelles l'Etat apporte des subventions à des niveaux s'étalant de 40 à 80% maximum (cf. annexe détaillant le programme d'actions par tranche).

## **V. Budget prévisionnel**

La projection budgétaire du programme, par tranche est détaillée dans le tableau ci-annexé.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** le programme présenté,

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à solliciter les subventions dans le cadre de la convention FISAC,
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer toute convention à intervenir,
- ♦ **ADMETTRE** ces recettes, en temps opportun.

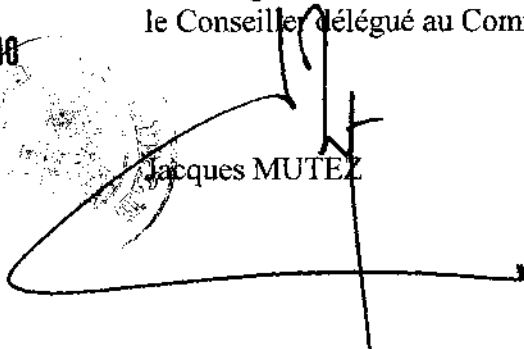
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué au Commerce,

Réception en Préfecture le **4 FEV. 2010**

Jacques MUTEZ



Actions	Tranche	ZUS/ Hors ZUS	Coût Total TTC	Coût Total HT	Montant FISAC	Montant Ville	Montant CCIGL	Montant Région	Montant commerçants (TTC)	TOTAL
FONCTIONNEMENT										
Action 1 : Etude globale pour le renouveau de l'animation commerciale	1	ZUS/ Hors ZUS	30 000	25 084	12 542	6 619	5 112	5 727	0	
Action 2 : Etude commerciale Faubourg de Béthune	1	ZUS	20 000	16 722	13 377	6 623	0	0	0	
Sous-Total TRANCHE 1 fonctionnement			50 000	41 806	25 919	13 242	5 112	5 727		
INVESTISSEMENT										
Action 1 : Opération de rénovation des points de vente à Lille-Sud	1	ZUS	41 660	34 833	13 933	3 483			24 244	
Action 2 : Opération de rénovation des points de vente à Moulins	1	ZUS	43 853	36 666	14 666	3 666			25 521	
Action 3 : Opération de rénovation des points de vente aux Bois-Blancs	1	ZUS	39 468	33 000	13 200	3 300			22 968	
Sous-Total TRANCHE 1 investissement			124 981	104 499	41 799	10 449			72 733	
FONCTIONNEMENT										
Action 1 : Elaboration d'un programme d'animations commerciales découlant de l'étude	2	ZUS							Sera communiqué fin Tranche 1	
Sous-Total TRANCHE 2 fonctionnement									Sera communiqué fin Tranche 1	

Actions	Tranche	ZUS/ Hors ZUS	Coût Total TTC	Coût Total HT	Montant FISAC	Montant Ville	Montant CCIGL	Montant Région	Montant commerçants (TTC)	TOTAL
<b>INVESTISSEMENT</b>										
Action 1 : Reconstitution de l'opération de rénovation des points de vente à Lille-Sud	2	ZUS	41 660	34 833	13 933	3 483			24 244	
Action 2 : Reconstitution de l'opération de rénovation des points de vente à Moulins	2	ZUS	43 853	36 666	14 666	3 666			25 521	
Action 3 : Opération de rénovation des points de vente au Faubourg de Béthune	2	ZUS	32 890	27 500	11 000	2 750			19 140	
Action 4 : Reconstitution de l'opération de rénovation des points de vente aux Bois-Blancs	2	ZUS	39 468	33 000	13 200	3 300			22 968	
<b>Sous-Total TRANCHE 2 investissement</b>			<b>157 871</b>	<b>131 999</b>	<b>52 799</b>	<b>13 199</b>			<b>91 873</b>	
<b>FONCTIONNEMENT</b>										
Action 1 : Poursuite du programme d'animations commerciales découlant de l'étude	3	ZUS							Sera communiqué fin Tranche 1	
<b>Sous-Total TRANCHE 3 fonctionnement</b>									Sera communiqué fin Tranche 1	

Actions	Tranche	ZUS/ Hors ZUS	Coût Total TTC	Coût Total HT	INVESTISSEMENT							Montant commerçants (TTC)	TOTAL
					Montant FISAC	Montant Ville	Montant CCIGL	Montant Région					
Action 1 : Reconduction de l'opération de rénovation des points de vente à Lille-Sud	3	ZUS	41 660	34 833	13 933	3 483					24 244		
Action 2 : Reconduction de l'opération de rénovation des points de vente à Moulins	3	ZUS	43 853	36 666	14 666	3 666					25 521		
Action 3 : Reconduction de l'opération de rénovation des points de vente au Faubourg de Béthune	3	ZUS	32 890	27 500	11 000	2 750					19 140		
Action 4 : Reconduction de l'opération de rénovation des points de vente aux Bois-Blancs	3	ZUS	39 468	33 000	13 200	3 300					22 968		
Sous-Total TRANCHE 3 investissement			157 871	131 999	52 799	13 199					91 873		
Sera communiqué fin de Tranche 1													
TOTAL GENERAL FONCTIONNEMENT													
TOTAL GENERAL INVESTISSEMENT													
			440 723	368 497	147 397	36 847						256 479	



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/109

## OBJET

**Plan Local d'Action pour le développement  
du Commerce, de l'Artisanat et des Services  
2007-2010 - Subvention au Groupement  
des Acteurs Economiques de Lille Centre -  
(G.A.E.L.) - Reconstitution du partenariat pour le  
financement des missions de coordination et  
des postes de stewards urbains -  
Subvention pour une animation commerciale.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le GAEL, sis Immeuble le Souham, 12, place Saint-Hubert à Lille, contribue à la notoriété et à la valorisation de l'image du centre ville en augmentant la qualité du service et de la convivialité ainsi que le confort du client en centre ville. Il promeut et anime le centre ville autour de son activité commerciale, touristique et culturelle, assure avec les décideurs et acteurs locaux la bonne gestion du centre ville. Il favorise également toutes autres actions permettant la dynamisation du commerce et du centre ville.

Depuis la création du GAEL en 1997, la Ville de Lille soutient financièrement l'association à différents niveaux : postes, communication, animations... En 2010, la Ville décide de reconduire ce soutien.

**I. Les postes du GAEL****1. Financement des missions de coordination du GAEL :**

Les missions de coordination ont été définies en association avec la Ville afin, notamment, que le Groupement puisse participer à la mise en œuvre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services 2007/2010 à Lille.

Les missions de coordination répondent aux objectifs suivants :

- **Etablir une stratégie de communication et d'animation en renforçant le lien entre le commerce, la culture et le tourisme, afin de développer l'attractivité du centre ville ;**

C'est ainsi que les Lillois et les touristes ont pu se réjouir des animations réalisées tout au long de l'année 2009 par le GAEL (opération Saint-Valentin, Printemps du commerce Lille 3000, lundi de braderie des commerçants, gagnez un relooking avec les commerçants du centre Lille...).

- **Initier et favoriser toutes les initiatives d'entreprises et de commerces visant à renforcer la notion d'accueil et de confort d'usage du centre ville ;**
- **Participer à la mise en œuvre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services 2007/2010 à Lille ;**

.../...

- **Encadrer l'équipe de stewards urbains.**

Le coût total de ce poste de coordination en 2010 est évalué à 36.000 €. Dans le cadre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services 2007-2010, la Ville, au titre de la délégation Commerce, est sollicitée à hauteur de 10.000 € et le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais est sollicité à hauteur de 5.000 €.

## **2. Financement de postes de stewards urbains (3 équivalents temps pleins) :**

Le GAEL sollicite la Ville pour le renouvellement du financement de quatre postes de stewards urbains qui opèrent notamment au sein de kiosques mobiles en hyper centre ville et qui ont pour mission d'accueillir et d'informer tout public désirant mieux s'orienter et découvrir les commerces du secteur et ceux situés dans l'ensemble des quartiers de la ville. Ils diffusent les informations culturelles et touristiques de la ville auprès des commerçants et du grand public et contribuent également au confort du chaland en proposant divers services et en aidant les personnes en difficultés (port de paquets, accompagnement des mal voyants...).

Le coût total chargé de l'emploi des stewards en 2010 est évalué à 73.000 €. La Ville, au titre de la délégation Commerce, est sollicitée à hauteur de 30.000 €.

Il convient donc de verser pour le soutien aux postes du GAEL, la somme de 45.000 € selon le détail suivant :

Objet	Coût total	Subvention Ville	Subvention Région	Subvention totale à verser
Missions de coordination	36.000 €	10.000 €	5.000 €	<b>15.000 €</b>
Financement des postes de stewards urbains (3 équivalents temps pleins)	73.000 €	30.000 €		<b>30.000 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>109.000 €</b>	<b>40.000 €</b>	<b>5.000 €</b>	<b>45.000 €</b>

## **II. Animation commerciale : « Les amoureux sont en vitrines »**

De mi-janvier à mi-février 2010, le GAEL souhaite organiser un jeu concours dans les commerces du centre ville. Les participants au jeu doivent inscrire leurs plus belles déclarations d'affection (amour, amitiés) sur des bulletins de jeu disponibles dans les commerces participants. Un jury composé de personnalités (culturelles, commerciales, touristiques...) sélectionne les plus belles citations qui seront ensuite reproduites (style calligraphique) sur les vitrines des commerçants participants. Les auteurs des plus belles déclarations se verront remporter des bons cadeaux à dépenser dans les commerces participants. Une campagne de communication valorisera le jeu concours ainsi que le parcours des vitrines.

L'objectif de cette opération est de préserver l'attrait du centre-ville, d'augmenter la convivialité et le confort du client. Il s'agit également de générer du trafic dans les commerces et de valoriser la diversité du tissu commercial en centre-ville.

Le budget prévisionnel de cette opération est estimé à 12.190,56 €. La subvention sollicitée dans le cadre du PLA 2007/2010 s'élève à 50 % du budget prévisionnel total, soit 6.095,28 €. La Ville, au titre de la délégation Commerce, est sollicitée à hauteur de 2.343,02 €, le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais est sollicité à hauteur de 2.316,21 € et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Lille est sollicitée à hauteur de 1.436,05 €.

Dans un premier temps, la Ville procède au versement d'une avance de 60 % de la subvention octroyée, soit une avance de 3.657,17 € (1.405,81 € part Ville ; 1.389,73 € part Région ; 861,63 € part CCI Grand Lille).

Le solde de la subvention est versé aux associations après réception des pièces justifiant des dépenses réellement engagées pour les opérations concernées.

La somme totale à verser au GAEL pour le soutien aux postes et l'animation commerciale s'élève donc à 48.657,17 €.

En conséquence et en accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élu délégué de la convention entre la Ville et le Groupement des Acteurs Economiques de Lille Centre (GAEL) (Siret n° 42059955700030), ci-annexée,
- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 48.657,17 € au Groupement des Acteurs Economiques de Lille centre de la manière suivante :
  - 41.405,81 € correspondant à la participation de la délégation Commerce ;
  - 6.389,73 € correspondant à la participation du Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais ;
  - 861,63 € correspondant à la participation de la CCI Grand Lille,
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondant à la participation de la Région et de la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille pour un montant total de 7.251,36 € sur l'opération n° 749 « Commerce - PLA Partenaires 2007-2010 » (Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 94) et à celles correspondant à la part de la Ville pour un montant de 41.405,81 € sur l'opération n° 675 « PLA Commerce - Ville » (Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 94) pour le mandatement au GAEL,
- ♦ **ADMETTRE** en recettes la subvention obtenue de la Région Nord/Pas-de-Calais sur l'opération n° 749 « Commerce - PLA Partenaires 2007-2010 » (Chapitre 74 - Article 7472 - Fonction 94) et de la CCI Grand Lille sur l'opération n° 749 « Commerce - PLA Partenaires 2007-2010 » (Chapitre 74 - Article 7478 - Fonction 94).

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 4 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué au Commerce,

Jacques MUTEZ

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/110

OBJET

**Plan Local d'Action pour le développement  
du Commerce, de l'Artisanat et des Services -  
Adoption de la charte Enseignes.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Comme inscrit dans le Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services (PLA) adopté le 8 octobre 2007, la Ville a souhaité mener une réflexion sur les enseignes lilloises. Cette réflexion devant aboutir à une charte.

En effet, l'esthétique d'une rue dépend de la mise en valeur de chaque bâtiment. Les messages commerciaux doivent présenter une harmonie de taille et de couleur. Le voyant et les grandes dimensions, les placages multicolores, la multiplication des messages...participent à une surenchère, à une cacophonie visuelle, qui nuit à l'efficacité commerciale et au cadre de vie.

Deux secteurs ont été désignés pour être des territoires expérimentaux : Gambetta et Centre piétonnier. Le Cabinet AMURE a réalisé cette mission.

Plusieurs réunions ont eu lieu depuis décembre 2008 pour accompagner la réflexion en associant les partenaires du PLA Commerce qui ont validé le projet de charte.

Au vu des résultats, il est apparu que les recommandations de la présente charte pouvaient être appliquées à l'ensemble de la Ville. Cette charte précise les recommandations utiles pour l'installation d'enseignes parallèles aux façades d'une part et l'installation d'enseignes perpendiculaires aux façades d'autre part.

Cette charte est destinée à être diffusée à tous les commerçants. Elle sera notamment transmise automatiquement lors de toute demande d'autorisation d'enseigne/store.

Elle reprend les éléments suivants :

- Rappel de la réglementation en vigueur (enseignes parallèles / perpendiculaires) ;
- Recommandations selon le type d'enseigne : Implantation, superficie, procédés...

Dans l'éventualité ultérieure d'une refonte du règlement de publicité, les apports de cette charte pourront être versés en contribution à ce règlement.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ADOPTER** les principes repris dans la charte ci-jointe ;

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 4 FEV 2010

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué au Commerce,

Jacques MUTEZ

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/111

## OBJET

**Mise aux normes européennes**  
**des marchés de plein air ~**  
**Subvention - Avenant à la convention**  
**entre l'Etat et la Ville.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par la décision d'attribution n° 04-0123 du 30 juin 2004, le Secrétariat d'Etat aux PME, au Commerce et à l'Artisanat a attribué à la Ville de Lille une subvention d'un montant de 143.721 € pour la mise aux normes européennes des marchés de plein air lillois.

Par délibération n° 05/879 du 14 novembre 2005, le Conseil Municipal a autorisé Madame le Maire à signer la convention avec l'Etat permettant le versement de cette subvention.

Depuis ont été mis aux normes les marchés Sébastopol, Saint-Maurice, Catinat, Faubourg de Béthune, Concert, Wazemmes, Cavell, Caulier et Déliot.

Toutefois, il est prévu à l'article 7, relatif à la durée de la convention, que l'opération se déroulerait sur une durée de 48 mois. Or, le programme de mise aux normes n'a pu être réalisé dans les délais. La prolongation au-delà de ces 48 mois est liée à deux causes : le démarrage de l'opération a été retardé par un appel d'offres déclaré infructueux et la mise en place des bornes de fourniture électrique a été décalée pour plusieurs marchés pour cause de restructurations de voirie décidées par Lille Métropole Communauté Urbaine.

Il convient donc de prolonger la convention, jusqu'au 30 juin 2013, par voie d'avenant.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

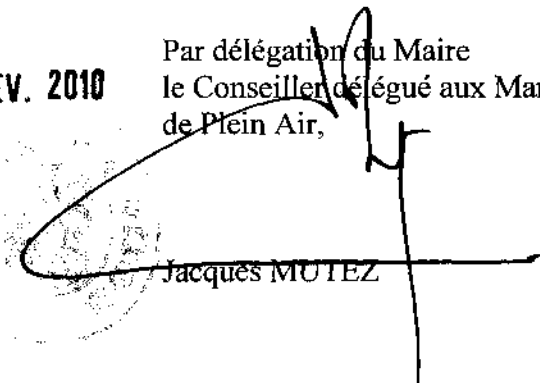
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer l'avenant à la convention avec l'Etat permettant le versement du solde de la subvention susvisée.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 4 FEV. 2010

Par délégation du Maire  
le Conseiller délégué aux Marchés  
de Plein Air,

  
Jacques MUTEZ

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/112

OBJET

**Plan Local d'Action pour le développement  
du Commerce, de l'Artisanat et des Services  
2007/2010 - Axe Promotion des marchés de  
plein air - Subvention à l'association Caulier  
Fives Animation.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

A l'occasion de la Semaine Nationale de la Fraich'Attitude qui se déroulera début juin 2010, l'association Caulier Fives Animation, sise au 91/21 rue Eugène Jacquet à Lille, souhaite organiser des dégustations de fruits et de légumes frais sur le marché de Fives, place Madeleine Caulier.

Lors de deux jeudis de marché, les enfants des écoles du quartier et les chalands seront invités à venir déguster les produits frais des commerçants sédentaires et non sédentaires du secteur (brochettes de fruits et légumes, jus de fruits frais...). Cette opération, qui connaît un grand succès depuis 2007, a pour objectif d'inciter à la consommation de produits frais et de saison et de faire découvrir le marché et la place Madeleine Caulier sous un aspect beaucoup plus ludique et récréatif, notamment auprès des enfants du quartier.

Le coût total de l'opération est estimé à 947,59 € (budget en annexe). La sollicitation totale, dans le cadre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services 2007/2010, s'élève à 60 % du budget total, soit 568,55 €.

La Ville, au titre de la délégation Marchés de Plein Air, est sollicitée à hauteur 287,69 €, le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais à hauteur de 89,07 € et la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille à hauteur de 191,79 €.

Dans un premier temps, la Ville procède au versement d'une avance de 60 % de la subvention octroyée, soit une avance totale de 341,13 €.

Le solde de la subvention est versé aux associations après réception des pièces justifiant des dépenses réellement engagées pour les opérations soutenues.

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élu délégué de la convention entre la Ville et l'association Caulier Fives Animation (n° SIRET : 44423248200018), ci-annexée ;
- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 341,13 € à l'association Caulier Fives Animation de la manière suivante :
  - 172,61 € correspondant à la participation de la délégation Marchés de Plein Air ;
  - 53,44 € correspondant à la participation du Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais ;
  - 115,08 € correspondant à la participation de la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille,

- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondant à la participation de la Région et de la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille pour un montant total de 168,52 € sur l'opération n° 750 « Marchés de plein air Partenaires » (Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 94) et à celle correspondant à la part de la Ville pour un montant de 172,61 € sur l'opération n° 679 « PLA Marchés de plein air Ville » (chapitre 65, article 6574, fonction 94),
- ♦ **ADMETTRE** en recettes, en temps opportun, la subvention obtenue de la Région Nord/Pas-de-Calais sur l'opération n° 750 « Marchés de plein air Partenaires » (chapitre 74, article 7472, fonction 94) et de la CCI Grand Lille sur l'opération n° 750 « Marchés de plein air Partenaires » (chapitre 74, article 7478, fonction 94).


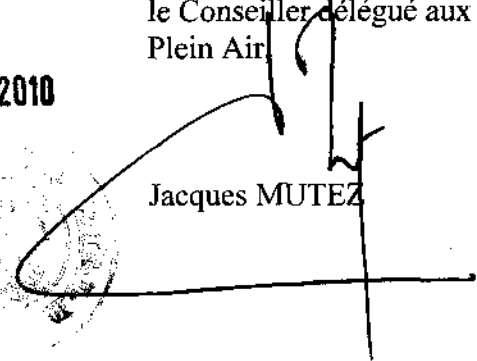
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 4 FEV. 2010**

Par délégation du Maire  
le Conseiller délégué aux Marchés de  
Plein Air

Jacques MUTEZ



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/113

OBJET

**Plan Local d'Action pour le développement  
du Commerce, de l'Artisanat et des Services  
à Lille 2007/2010 - Axe Promotion des marchés  
de plein air - Versement du solde de subvention  
2009 - Syndicat des commerçants des Marchés  
de France du département du Nord.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 07/868 du 8 octobre 2007, le Conseil Municipal a adopté le Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services (PLA) dans le cadre d'un programme pluriannuel 2007/2010 et notamment pour des opérations d'animation et de promotion des marchés de plein air.

La Ville de Lille, maître d'ouvrage de ce programme, est amenée à recevoir les contributions financières des partenaires de ce programme : le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Lille et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Nord. Ces participations devant être fléchées par la Ville vers les destinataires finaux que sont les promoteurs des actions relevant du PLA.

Par délibération n° 09/613 du 29 juin 2009, la Ville a octroyé, dans le cadre du Plan Local d'Action pour le développement du Commerce, de l'Artisanat et des Services, une subvention d'un montant total de 1.896 € au Syndicat des commerçants des Marchés de France du département du Nord, sis à la CCI de Douai, 100 rue Pierre Dubois à Douai, pour la réalisation de l'opération « Semaine du goût ».

Dans un premier temps, la Ville a procédé au versement d'une avance de 60 % de la subvention, soit 1.137,60 €.

Le syndicat ayant fourni à la Ville les pièces justifiant des dépenses réellement engagées, la Ville procède au versement du solde de la subvention d'un montant de 758,40 € selon le détail suivant :

Opération	Budget prévisionnel	Budget réalisé		Subvention PLA	Dont Ville	Dont Région	Dont CCI Grand Lille
« Semaine du goût »	3.160 €	3.364,69 €	Subvention sur réalisé	1.896 €	1.289,22 €	90,38 €	516,41 €
			Avance	1.137,60 €	773,53 €	54,23 €	309,85 €
			Solde à verser	758,40 €	515,69 €	36,15 €	206,56 €

En accord avec la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 758,40 € au Syndicat des commerçants des Marchés de France du département du Nord ;

.../...



- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondant à la participation de la Région et de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Lille pour un montant total de 242,71 € sur l'opération n° 750 « Marchés de plein air Partenaires » (chapitre 65, article 6574, fonction 94) et à celle correspondant à la part de la Ville pour un montant de 515,69 € sur l'opération n° 679 « PLA Marchés de plein air Ville » (chapitre 65, article 6574, fonction 94) ;
- ♦ **ADMETTRE** en recettes, en temps opportun, la subvention obtenue de la Région Nord/Pas-de-Calais sur l'opération n° 750 « Marchés de plein air Partenaires » (chapitre 74, article 7472, fonction 94) et de la CCI Grand Lille sur l'opération n° 750 « Marchés de plein air Partenaires » (chapitre 74, article 7478, fonction 94).

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 4 FEV. 2010**

Par délégation du Maire  
le Conseiller délégué aux Marchés de  
Plein Air,

Jacques MUTEZ

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/114

OBJET

**Labellisation de la Maison des Associations  
comme Pôle Ressources associatif.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Maison des Associations, créée en 2007, apporte conseils et appui aux bénévoles, porteurs de projets associatifs et responsables d'associations constituées. Elle les fait bénéficier de formations et d'accès à des ressources documentaires.

Son action s'inscrit dans un travail transversal au sein de réseaux de structures équivalentes, métropolitaines, régionales et nationales.

Dans ce contexte, elle a sollicité une labellisation comme Pôle Ressources Associatif par la Direction Régionale Jeunesse et Sports, une convention de labellisation ayant été établie séparément à ce titre.

La Maison des Associations (MDA), dans le cadre de cette labellisation, s'engage à apporter écoute, appui, aide et assistance à toute association et tout porteur de projet collectif éprouvant des difficultés en matière de gestion et d'organisation administrative et financière.

Dans le cas où la réponse au besoin suppose, pour des raisons fonctionnelles ou juridiques, l'intervention d'une administration ou d'un spécialiste, la MDA pourra interpellier les différents correspondants associatifs des services de l'Etat en place dans le département du Nord.

Dans l'accomplissement de sa mission, la MDA s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur, notamment les textes relatifs à l'aide et au conseil juridique qui sont des professions réglementées.

La MDA, comme les autres pôles ressources, fait partie du réseau régional des pôles ressources. Elle s'engage à participer à tout travail de mise en commun des expériences et savoir-faire de chacun ainsi qu'à la réalisation de différents bulletins d'informations à destination du monde associatif. Elle s'engage également à participer aux formations, réunions, commissions et autres rencontres organisées par le réseau départemental des pôles ressources. Cette implication doit être effective tant au niveau local que départemental.

Le secrétariat du réseau régional est assuré par la DDVA du Nord.

Dans ce cadre, la MDA, au même titre que les autres pôles ressources, participe :

- à la mise en œuvre d'un partenariat actif entre les différents organismes locaux
- au repérage, à la création et au développement d'actions et d'outils nécessaires à l'aide aux publics visés
- la MDA aura aussi pour mission de faire remonter auprès de la DDVA les secteurs de demandes récurrentes émanant des diverses associations qui le fréquentent, ceci dans un objectif d'anticipation des demandes et des besoins.

Les pôles ressources sont les interlocuteurs privilégiés des différents services de l'Etat et des collectivités territoriales. Dans cette dynamique, ceux-ci se doivent, dans les meilleurs délais, de faire parvenir aux différents pôles ressources toute information pouvant leur être utile. Dans la mesure du possible, un référent attribué est nommé afin d'être le partenaire privilégié des pôles ressources.

La MDA s'engage à évaluer périodiquement son action selon une méthodologie et des critères définis d'un commun accord.

Par cette évaluation permanente nécessaire, la MDA garantit la qualité du service rendu aux associations locales, notamment par la détection des besoins de qualification ainsi que la recherche et la diffusion d'outils adéquats.

La MDA, répondant aux exigences posées dans cette convention et ayant demandé la labellisation, est ainsi labellisée « Pôle Ressources » d'aide au développement de la vie associative et peut se prévaloir de ce titre et utiliser, à toute fin d'identification, la signalétique spécifique destinée aux pôles ressources, mise à sa disposition par la DDVA.

Cette convention concrétise l'appartenance au réseau régional des « Pôles Ressources » d'aide au développement de la vie associative.

A ce titre, la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale s'engage à prodiguer notamment conseils, aides techniques, formations et supports de communication afin de concrétiser l'insertion de la MDA dans le réseau d'information et de partenaires correspondant au réseau départemental des « Pôles ressources ».

En accord avec la Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative, réunie le 25 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élue déléguée de la convention de labellisation de la Maison des Associations comme Pôle Ressources Associatif avec la Direction Régionale Jeunesse et Sports, ci-annexée.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en préfecture le **- 5 FEV 2010**

Par délégation du Maire,  
la Conseillère déléguée à la Maison  
des Associations,



Evelyne LEDEZ

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

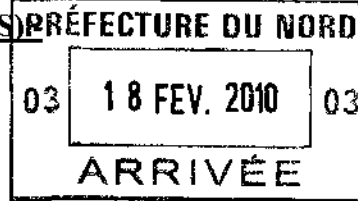
N° 10/115

OBJET

Plan pluriannuel de développement de  
l'économie sociale et solidaire (PLDESS)  
Prolongation du plan jusqu'au  
31 décembre 2010.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,



Par délibération n° 07/605 du 25 juin 2007, le Conseil Municipal a autorisé la mise en œuvre, pour la période de mi-2007 à mi-2010, d'un deuxième plan pluriannuel de développement de l'économie sociale et solidaire, en partenariat avec le Conseil Régional, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Conseil Général du Nord. Ce plan s'articule en onze mesures autour de quatre objectifs.

Suite à l'évaluation du premier PLDESS par le Cabinet Geste, cinq grands thèmes ont été retenus pour faciliter la lecture de l'économie sociale et solidaire par le grand public (accompagner et entreprendre autrement, échanger autrement, épargner et financer autrement, produire et consommer autrement, former/se former autrement).

Ce plan, dénommé également « Lealille », a permis de soutenir de nombreuses actions animées et entreprises par les acteurs eux-mêmes, dans les secteurs suivants : finances, insertion, habitat, loisirs, services aux personnes, commerce équitable, agriculture biologique, aide à la création d'activité...

Un troisième PLDESS sera établi pour la période 2011/2014, en partenariat avec les acteurs du territoire et les financeurs potentiels : Conseil Régional du Nord/Pas-de-Calais, Caisse des Dépôts et Consignations, Conseil Général du Nord et Lille Métropole Communauté Urbaine.

Cependant, il est nécessaire de prolonger jusqu'en décembre 2010 le plan lillois de développement de l'économie sociale et solidaire, afin de réaliser et d'analyser le bilan final du 2<sup>ème</sup> PLDESS et de fixer les perspectives du 3<sup>ème</sup> PLDESS 2011/2014 en lien avec les orientations du PMDESS (Plan Métropolitain de Développement de l'Economie Sociale et Solidaire), l'un des volets du PMDE qui se mettra en œuvre en 2011 également.

En accord avec les deux instances de pilotage du plan (Comité de pilotage et commission extra-municipale) et la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales, réunie le 20 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la prolongation jusqu'au 31 décembre 2010 du 2<sup>ème</sup> plan pluriannuel de développement de l'économie sociale et solidaire,
- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élue déléguée de toute convention d'objectifs ou avenant avec chacun des partenaires financiers potentiels qui interviendrait au titre du plan durant la période allant de mi-2010 au 31 décembre 2010 que sont la Région, la Caisse des Dépôts et Consignations, le Département du Nord,

- ♦. **ADMETTRE** en recettes, en temps opportun, la participation financière des partenaires,
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur l'ensemble des lignes budgétaires relatives aux opérations n° 688 « Economie Solidaire » et n° 689 « Commerce Equitable ».

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

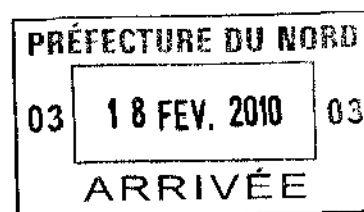
Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **18 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
la Conseillère déléguée à l'Economie  
Sociale et Solidaire,



Christiane BOUCHART



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/116

## OBJET

**Plan pluriannuel de développement de  
l'économie sociale et solidaire (PLDESS) -  
Plan Climat -Création de la SCIC SOLIS COOP.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 07/605 du 25 juin 2007, la Ville de Lille a adopté un plan pluriannuel de développement de l'économie sociale et solidaire. L'objectif 4.1 vise à améliorer la visibilité de l'économie sociale et solidaire à Lille et développer la consommation de biens et services solidaires, en prenant en compte dans la création de richesses l'impact des modes de production et de consommation sur l'environnement, l'emploi et le développement local ainsi que la rentabilité économique et sociale.

Par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2008, la Ville a adopté un plan climat qui définit la politique énergétique de la Ville de Lille et affiche la volonté de :

- diminuer de 3 % par an les émissions de gaz à effet de serre (division par 4 en 2050),
- promouvoir le développement des énergies renouvelables.

La participation à la création d'une entreprise collective de production d'énergie solaire photovoltaïque vient en appui de ces orientations.

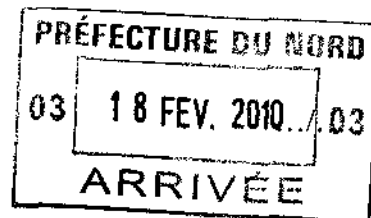
La SCIC a pour projet économique d'investir dans des centrales photovoltaïques intégrées ou posées sur des toitures de propriétaires publics et privés et d'en assurer l'exploitation et la maintenance.

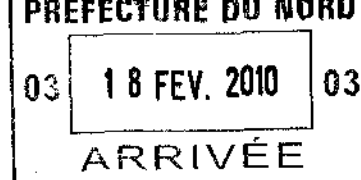
Une fois que la société aura identifié des toits exploitables pour une installation photovoltaïque, elle prendra en charge les études techniques préalables et nécessaires pour tout projet solaire photovoltaïque (des sous-traitances seront en partie confiées à des bureaux d'études techniques).

Si l'étude s'avère concluante, la société louera la toiture visée par le projet au propriétaire pour une durée de 20 ans.

Ensuite la SCIC SOLIS COOP gèrera l'intégralité du projet pour lequel elle mobilisera les moyens d'investissement ainsi que la coordination de l'intervention des entreprises amenées à intervenir sur le site (installateurs, ingénieurs, bureaux techniques, organismes techniques, organismes certificateurs...) et veillera au bon fonctionnement de l'installation et les relations auprès des différentes filiales d'EDF (EDF obligation d'achat, ERDF) tout au long de l'exploitation du site.

Elle vendra l'intégralité de l'électricité produite à un client unique : EDF obligation d'achat. Les contrats de vente d'électricité sont signés pour une durée de 20 ans à un tarif réglementé par l'Etat.





Les citoyens et acteurs de la ville pourront prendre part au projet et contribuer au développement et à la gouvernance de la SCIC en prenant des parts sociales auprès d'acteurs de la finance solidaire (Cigales, Société à capital risque Autonomie et Solidarité).

SOLIS COOP a pour objectif de réaliser 24 000 m<sup>2</sup> de centrales photovoltaïques sur 5 ans sur des propriétés publiques et privées.

En tant qu'initiatrice du projet, la Ville de Lille souhaite participer comme associé au capital de la SCIC et affiche la volonté de louer à la SCIC 2 000 m<sup>2</sup> de toiture afin d'y étudier les possibilités d'y installer dans les prochaines années des centrales photovoltaïques.

Cette offre, tout à fait innovante et inexistante en région, va donc contribuer au développement de la filière du photovoltaïque et favoriser la création d'emplois à l'échelle de la métropole lilloise.

L'étude de faisabilité confiée au cabinet Extra Muros a démontré la pertinence du projet tant sur le plan économique que sur sa capacité à associer les citoyens, elle s'appuie sur la volonté d'autres collectivités territoriales (Conseil Régional, Lille Métropole Communauté Urbaine) et de l'ADEME de soutenir sa création.

L'intérêt suscité par le projet concerne également d'autres Villes de la métropole qui ont déjà pris contact avec la Ville ou avec le porteur du projet (Villeneuve d'Ascq, Tourcoing, Halluin...) et des entreprises privées qui souhaitent solliciter la SCIC pour leurs futures installations solaires.

La Ville de Lille s'engage au partenariat ainsi établi pour une durée minimale de 3 ans, évaluée annuellement.

En accord avec les deux instances de pilotage du plan (Comité de pilotage et commission extra-municipale), la Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales et la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunies respectivement les 20 et 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à engager les démarches nécessaires à la participation de la Ville à la SCIC en cours de constitution,
- ◆ **AUTORISER** la souscription de la Ville de Lille au capital de la SCIC SOLIS COOP à hauteur de 50.000 € en tant que membre fondateur,
- ◆ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou les élus délégués de la convention entre la Ville et la SCIC SOLIS COOP,
- ◆ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 26, article 261, fonction 830 pour la participation au capital à hauteur de 50.000 €.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le

**18 FEB. 2010**



Par délégation du Maire,  
la Conseillère déléguée à l'Economie  
Solidaire,

**Christiane BOUCHART**

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/117

## OBJET

**Patrimoine – Attribution de subventions**  
**au titre de l'année 2010 - 1<sup>er</sup> trimestre.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille souhaite aider les associations suivantes, qui œuvrent toute l'année pour la promotion et la valorisation du patrimoine architectural et artistique lillois. Elles mettent en effet en place des actions qui nécessitent un travail de longue haleine et qui visent à faire connaître au plus grand nombre notre patrimoine commun.

## Subventions de fonctionnement :

Association	Subvention proposée	Objectifs de l'association	Budget global
Les amis de Saint-André Vieux-Lille 123 rue Royale 59000 Lille SIRET : 450 324 728 00010	16.000 €	Assurer l'ouverture au public des églises Saint-André et Sainte-Catherine (recrutement d'un gardien)  Subvention en 2009 : 15.500 €	16.000 €
Art Culture et Patrimoine 142 allée de Liège – Lille SIRET : 50967484200018	550 €	Complément relatif à la mise en place du programme musical de Noël dans 6 églises de la ville en raison du remplacement d'un instrument défaillant.  Subvention en 2009 : 3.940 €	550 €

En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions aux associations reprises ci-dessus, pour un montant total de 16.550 €
- ♦ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits :
  - au chapitre 65, article 6574, fonction 324 - Opération CAMEG n° 231 « Amis des églises »,
  - au chapitre 65, article 6574, fonction 324 – Opération CAPAT n° 227 « Associations patrimoniales ».

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

- 5 FEV. 2010

Réception en Préfecture le

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué au Patrimoine,  
Dominique PLANCKE



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/118

## OBJET

**Aide à l'installation de chauffe-eau  
solaires et d'installations photovoltaïques  
à destination des Lillois.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 05/289 du 23 mai 2005, le Conseil Municipal a autorisé la mise en place d'une aide à l'installation de chauffe-eau solaires, d'installations photovoltaïques à destination des Lillois. La poursuite de l'action a été autorisée de 2006 à 2009 par délibérations.

A l'image de nombreuses autres collectivités françaises, la Ville a souhaité apporter un soutien financier supplémentaire à tous les Lillois, personnes morales ou physiques, qui désirent installer un équipement solaire afin de produire de l'énergie.

En s'ajoutant à celles mises en œuvre par l'Etat (crédit d'impôt) et la Région Nord/Pas-de-Calais et en offrant une promotion de proximité, cette prime à l'installation d'équipements solaires permet de maintenir les perspectives d'investissement en la matière et de remplir une partie des objectifs du mandat sur le schéma de développement des énergies renouvelables. Ces installations peuvent également contribuer à une réduction des charges dans les logements collectifs.

L'évaluation annuelle permet d'en ajuster les modalités et de mesurer les partenariats techniques ou financiers potentiels. Depuis la mise en place de cette aide, 35 toitures ont pu être équipées, représentant un total de 416 m<sup>2</sup> de toitures solaires subventionnées par la Ville de Lille sur son territoire.

Des Lillois ont souhaité installer des panneaux photovoltaïques ayant les caractéristiques suivantes :

- Monsieur David DUCHESNE : installation de panneaux photovoltaïques :
  - surface en capteur (estimation 17,65 m<sup>2</sup>)
  - puissance installée : 2 940 Wc (1,20 € x 2 940 Wc, plafonnée à 3.000 €)
- Monsieur SUYBENG PENG THAY : installation de panneaux photovoltaïques :
  - surface en capteur : 15,32 m<sup>2</sup>
  - puissance installée : 2 160 Wc (1.20 € x 2 160 Wc = 2.592 €)

Les installations répondant à l'ensemble des critères retenus par la Région, ces Lillois peuvent prétendre à l'aide municipale sur le solaire.

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **AUTORISER** l'attribution d'une prime de 3.000 € à Monsieur DUCHESNE et de 2.592 € à Monsieur SUYBENG PENG THAY pour l'installation de panneaux photovoltaïques ;

.../...

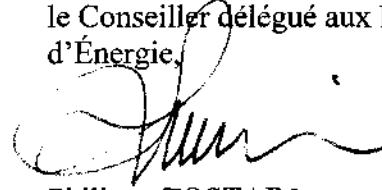
- ♦ **IMPUTER** la dépense, pour un montant total de 5.592 €, sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 830 - Opération n° 1255 - Code QPASO libellé "Aide aux particuliers solaire – investissement".

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 septembre 2010**

Réception en Préfecture le

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué aux Économies  
d'Énergie,



Philippe TOSTAIN



**ANNEXE : Subventions Solaires accordées - Ville de Lille**

Année	CM	Nom des particuliers, local associatif ou professionnel	Adresse du logement ou local	Quartier	CESI	Type d'installation	PV (Wc)	Surface de capteurs (m <sup>2</sup> )	Montant de la subvention
2005	14-nov	Liebart-Lamblin	36 rue de la Bruyère	bois blanc	x			5,00	500,00 €
Sous-Totaux		1						5,00	500,00 €
	03-jul	Fernery	21 rue d'Angleterre	Vieux Lille	x			3,00	300,00 €
		Vaneecloo	25 bis rue de la Barre	Vieux Lille	x			4,64	464,00 €
		Vasseur	2 rue chateaubriand	Vauban		x		10,00	1 000,00 €
2006	18-déc	Charlet	35 rue d'antlin	Vauban	x			5,04	504,00 €
		De Bernonville	97 ter rue des stations	Vauban	x			5,16	516,00 €
		Mailard	3 rue faraday	St Maurice Pellevoisin	x			2,00	200,00 €
		Bahurel	31 rue du chevalier	St Maurice Pellevoisin	x			5,16	516,00 €
		Plancke	12 rue eiler	St Maurice Pellevoisin	x			5,10	510,00 €
Sous-Totaux		6			8			40,10	4 010,00 €
	12-fevr	Dubois (propriétaire bailleur)	48 rue de Jemmapes	Vieux Lille	x			2,30	230,00 €
	21-mai	Busschaert	26 rue Pierre Legrand	Fives	x			4,02	402,00 €
		Didonna	155-157 rue des Postes	Wazemmes	x			4,60	460,00 €
2007	17-déc	Garard BRICHE	32 rue Allard Dugaquier	St Maurice Pellevoisin	x			5,16	516,00 €
		Dominique BOURGOIS	39 rue Voltaire	Vieux Lille	x			3,00	300,00 €
		Jean-Pierre FURIOIS	26 rue Cazar Franck	Fives	x			3,00	300,00 €
Sous-Totaux		6			6			22,08	2 208,00 €
	23-juin	Cyril PRADAL	65 rue Meurein	Vauban		x		10,00	1 000,00 €
		Pascal GRILL	18 rue du Capitaine Michel	St Maurice Pellevoisin	x			5,00	500,00 €
		Guillaume DELEBECCQUE	13 rue Princesse	Vieux Lille	x			4,60	460,00 €
		Jean COOREN	109 rue St Gabriel	St Maurice Pellevoisin	x			4,74	474,00 €
2008	06-oct	Daniel BARBIER	19 rue de la Bassée	Vauban			2940,00	21,00	3 000,00 €
		Pierre André CARON	18 rue Claude Lorrain	Fives	x			5,00	500,00 €
		Marie Agnès BOURRE	26 rue Casimir Delavigne	Vauban	x			6,00	600,00 €
	24-nov	Jean Luc PENET	10 rue Stappaert	Wazemmes			1240,00	10,00	1 488,00 €
		Miguel OKAZ	43 rue Philippe de Cornines	Moulins	x			3,00	300,00 €
		CCI	GCI - Place du théâtre	Centre			8000,00	58,00	3 000,00 €
Sous-Totaux		10					12180,00	127,34	11 322,00 €
2009	23-mars	Christophe CHAILLOU	22 rue Auguste Mourcou	St Maurice Pellevoisin	x			3,00	300,00 €
		Monsieur et Madame GALAND	40 rue du Chevalier de l'Esplanard	Centre	x			4,25	425,00 €
		Madame Anne-Marie MICHEL	137 rue d'Artois	Wazemmes			2200,00	14,00	2 640,00 €
	05-oct	LOIEZ Thomas	24 bis rue Canteleu	Vauban	x			5,00	500,00 €
		SCHONNE Benjamin	252 Rue Faubourg de Roubaix	St Maurice Pellevoisin			2640,00	20,00	3 000,00 €
	Nov	Mme Catherine Billiet	5 rue Cornelle	Wazemmes			1900,00	12,00	2 280,00 €
		Le Partenariat (Gaia)	71, rue Victor Renard	Lille Sud			14910,00	106,70	3 000,00 €
		Monsieur Jean-Claude POLLEFOORT							
Sous-Totaux		8					1800,00	10,00	2 160,00 €
2010	Fev	Michael BATAILLE	87 rue Roland	Vauban			23450,00	174,95	14305,00 €
		David DUCHESNE	72, rue de Condé	Moulins			2940,00	17,65	3 000,00 €
		SUYBENG PENG THAY	26, rue Alfred de Musset	Vauban			2160,00	15,32	2 592,00 €
Sous-Totaux		2					5100,00	32,97	5592,00 €
TOTAUX		33					40730,00	402,44	37937,00 €

CESI : Chauffage Eau Solaire Individuel (production d'eau chaude)  
 COMBI : Combiné = eau chaude + chauffage  
 PV : panneau PhotoVoltaire (production d'électricité)

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/119

## OBJET

**Primes Habitat Durable - Attribution**  
**d'une aide à l'installation de panneaux**  
**solaires à destination des bailleurs sociaux**  
**et des promoteurs privés.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille accompagne les bailleurs sociaux et les promoteurs privés dans la mise en œuvre d'une démarche de qualité environnementale et sanitaire pour les opérations de réhabilitation et de construction de logements.

Afin de renforcer la mise en œuvre et le développement des énergies renouvelables sur le territoire communal, le Conseil Municipal a autorisé, par délibération n° 08/70 du 28 janvier 2008, le versement d'une aide financière aux bailleurs et promoteurs pour les opérations de réhabilitations de logements individuels et collectifs. Par délibération n° 09/34 du 18 mai 2009 et n° 10/... du 1<sup>er</sup> février 2010, le Conseil Municipal a autorisé la reconduction de l'attribution d'une aide financière.

Le dispositif de prime à l'installation d'équipements solaires thermiques, pour l'année 2010, est de :

- 100 € TTC/m<sup>2</sup> d'installation solaire pour les logements individuels (neufs ou existants), plafonnée à 10.000 € par opération
- 150 € TTC/m<sup>2</sup> d'installation solaire pour les logements collectifs (neufs ou existants), plafonnée à 15.000 € par opération
- 200 € TTC/m<sup>2</sup> d'installation solaire pour les logements collectifs sociaux (neufs ou existants), plafonnée à 20.000 € par opération

Le dispositif de prime à l'installation d'équipements solaires photovoltaïques, pour l'année 2010, est de 1,20 € TTC par Watt crête installé, plafonné à 3.000 € par installation.

Dans le cadre de l'opération de restructuration des locaux de la gendarmerie située boulevard Louis XIV et rue des Déportés à Lille (réhabilitation de 30 logements collectifs locatifs), le groupe Partenord Habitat a souhaité installer 50m<sup>2</sup> de panneaux solaires thermiques pour la production d'eau chaude solaire et 20,68 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques pour la production d'électricité, ayant les caractéristiques suivantes :

1/ surface en capteur solaires thermiques : 50 m<sup>2</sup>

- objectifs de couverture des besoins pour le chauffage de l'eau : 40 %
- production d'énergie solaire de 28 223 kWh/an et productivité annuelle solaire de 576 Kwh/m<sup>2</sup>/an.
- aide solaire attribuable par la Ville: 7.500 € TTC (50 m<sup>2</sup> x 150 € TTC)

2/ surface en capteur solaires photovoltaïques : 20,68 m<sup>2</sup>

- aide solaire attribuable par la Ville: 156 € TTC (130 Wcrête x 1,20 € TTC)

Il est proposé d'attribuer une prime de 7.656 € TTC au groupe Partenord Habitat.

Dans le cadre de l'opération de réhabilitation de 157 logements collectifs sociaux de la résidence Seine Loire Garonne, située rues de la Seine de la Loire et de la Garonne à Lille, le groupe Vilogia a souhaité installer 88m<sup>2</sup> de panneaux solaires thermiques pour la production d'eau chaude solaire, ayant les caractéristiques suivantes :

- surface en capteur solaires thermiques : 88 m<sup>2</sup>
- objectifs de couverture des besoins pour le chauffage de l'eau : 40 %
- production d'énergie solaire de 230 328,16 kWh/an
- aide solaire attribuable par la Ville: 17.600 € TTC (88 m<sup>2</sup> x 200 € TTC).

Il est proposé d'attribuer une prime de 17.600 € TTC au groupe Vilogia.

Ces installations permettront de participer à l'effort de réduction des gaz à effet de serre à l'échelle des bâtiments mais aussi de contribuer à :

- la sensibilisation des locataires aux économies d'énergie et à l'utilisation d'énergies renouvelables,
- la valorisation des opérations démonstratives en matière de haute performance énergétique, pour contribuer à leur systématisation sur le territoire communal.

Les groupes Partenord Habitat et Vilogia peuvent prétendre à l'aide municipale pour l'installation de panneaux solaires thermiques et photovoltaïques, leurs installations répondant à l'ensemble des critères retenus par la Ville (condition préalable à l'éligibilité de l'aide) et leurs dossiers de demande de subvention, comprenant les pièces suivantes, étant complet :

- récépissé de dépôt PC / DT ;
- dossier technique / descriptif du projet (plan masse, visuels, note sur la démarche environnementale du projet avec le volet énergies bien détaillé, nombre de m<sup>2</sup> de SHON créés, nombre de logements et la typologie, financement) ;
- descriptif de l'équipement solaire (devis, nombre de m<sup>2</sup> d'installation, repérage sur le plan masse ou les vues, entreprise mandatée et ses coordonnées).

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une prime de 7.656 € TTC au groupe Partenord Habitat (N° SIRET : 378 072 144 00017) et de 17.600 € TTC au groupe Vilogia (N° SIRET : 475 680 815 00051) ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 204 – fonction 830 – article 2042 – opération n° 1256 « Aide solaire logements collectifs - Investissement » – AP n° QRHABDUR.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 9 FEV 2010

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué aux Économies  
d'Énergie.

Philippe TOSTAIN



**ANNEXE : BUDGET PREVISIONNEL DES SUBVENTIONS POUR LES INSTALLATIONS SOLAIRES A DESTINATION DES BAILLEURS SOCIAUX ET DES PROMOTEURS PRIVES**  
Direction Développement Durable / Date d'actualisation: 14 décembre 2009

**LOGEMENTS COLLECTIFS**

Base de calcul de la subvention :  
1,5 m² de solaire / logement pour des opérations de plus de 50 logement  
2 m² de solaire / logement pour des opérations de moins de 50 logement  
pour le solaire thermique:  
200 € de subvention / m² de solaire pour les opérations de collectifs sociaux en neuf ou existant; plafonnée à 20 000 €/ opération  
150 € de subvention / m² de solaire pour les opérations de collectifs en neuf ou existant ; plafonnée à 15 000 €/ opération

**1. Solaire thermique**

Quartier	Opération	Bailleur / Promoteur	Nb. Log. et type	Financement	neuf/ réhab.	m² solaire	Subvention VDL	date de livraison	état d'avancement (livraison/ en chantier)	délibération	observations
Fives	Alma-Becquerel	Vilogia (anc. CMH)	47	sociaux	neuf	80	31 092 €	2009		CM déc 07	subvention exceptionnelle de 20% du montant total de l'opération
Moulins	GHI Moulins	SA du Hainaut	5	sociaux (logements semi-individuels PLUS)	neuf	35,25	7 050 €	2009		CM oct 09	
St Maurice Pellevoisin	rue Jules Valles	ICF Nord-Est	40	sociaux	réhabilitation	50	10 000 €	2011		CM oct 09	
Fives	Frémy	Pierres et Territoires de France	56	libres - privé	neuf	90	13 500 €	2010		CM oct 09	
Centre	Gendarmerie	Partenord Habitat	30	collectifs locatifs	réhabilitation	50	7 500 €	2n semestre 2010		CM 1er fév 2010	
Lille Sud	Seine Loire Garonne	Vilogia	157	collectifs sociaux	réhabilitation	88	17 600 €	2010		CM 1er fév 2010	
Fives	Frémy	La Foncière	35	locatifs libres	neuf	70	10 500 €	2010			en prévision
Centre	Bois Habité	Pierres et Territoires de France	90	privé	neuf	113	15 000 €	2010			plafond
Fives	Organum	Escaut Habitat	30	accession sociale	neuf	60	12 000 €	2011			en prévision
	Subventions: Total 2007		47			80	31 092 €				
	Subventions: Total 2009		101			175,25	30 550 €				
	Subventions: Total 2010		312			321	50 600 €				
	Subventions: Total 2011		30			60	12 000 €				
	<b>Subventions: TOTAL</b>		<b>480</b>			<b>936,25</b>	<b>124 242 €</b>				

Centre	lot E3 ZAC Euraille II	Bowfonds	107	privé	neuf	100	15 000 €	2009			en prévision - dossier de demande de subvention non reçu à ce jour
--------	------------------------	----------	-----	-------	------	-----	----------	------	--	--	--

## LOGEMENTS COLLECTIFS

2. Solaire photovoltaïque  
pour le solaire photovoltaïque :  
1,20 € TTC par Watt crête installé, plafonné à 20 000 € par opération

Quartier	Opération	Bailleur / Promoteur	Nb. Logs.	Financement	neuf/ réhab.	m² solaire / performance	Subvention VDL	date de livraison	état d'avancement (livraison/ en chantier)	délivération	observations
Vauban - Esquermes	Canteleu	Villogia (anc. GMH)	12	sociaux	réhabilitation	30 (4000 Wc) 20,68 m² (130 Wc)	4 500 €	2008 2 <sup>n</sup> semestre 2010		CM 24 nov 08 CM 1 <sup>er</sup> fév 2010	localisation des panneaux sur mur pignon mitoyen
Centre	Gendarmerie	Partenord Habitat	30	collectifs locaux	réhabilitation		155 €				
Centre	Bois Habité	Loger Habitat	90	collectif privé	neuf	100	27	2011			
Subventions: Total 2008			12			30	4 800 €				
Subventions: Total 2010			30			20,68	155 €				
Subventions: Total 2011			90			100					
Subventions: TOTAL			102			150,68	4 955 €				

## LOGEMENTS INDIVIDUELS

Base de calcul de la subvention :  
2,5 m² de solaire / logement individuel  
pour le solaire thermique :  
100 € de subvention / m² de solaire pour les opérations de logements individuels neufs ou existants : plafonnée à 10 000 € / opération  
pour le solaire photovoltaïque :  
1,20 € TTC par Watt crête installé, plafonné à 3 000 € par opération

### 1. Solaire thermique

Quartier	Opération	Bailleur / Promoteur	Nb. Logs. et type	Financement	neuf/ réhab.	m² solaire	Subvention VDL	date de livraison	état d'avancement (livraison/ en chantier)	délivération	observations
Fives	Organum	Escaut Habitat	15 individuels	accession libre	neuf	37,5	3 750 €	2010			
Fives	Frémy	LMH	8 individuels	sociaux	neuf	20	2 000 €	2010			
Subventions: Total 2010			23			57,5	5 750 €	2010			
Subventions: TOTAL			23			57,5	5 750 €				

### 2. Solaire photovoltaïque

Quartier	Opération	Nb. Logs. et type	Financement	neuf/ réhab.	m² solaire	Subvention VDL	date de livraison
Subventions: TOTAL							

Montant total des subventions solaires: 134 948 €



# **BILAN GLOBAL DES SUBVENTIONS POUR LES INSTALLATIONS SOLAIRES A DESTINATION DES BAILLEURS SOCIAUX, DES PROMOTEURS PRIVES ET DES PARTICULIERS**

Direction Développement Durable / Date d'actualisation: 18 décembre 2009

TOTAL

## **1. Solaire thermique**

	Particuliers (logement individuel)		bailleurs/promoteurs (logement individuel)		bailleurs/promoteurs (logement collectif)	
	surface (m2)	subvention (€)	surface (m2)	subvention (€)	surface (m2)	subvention (€)
2007	22,06	2 208,00 €	0,00	0,00 €	80,00	31 092,00 €
2008	38,34	3 834,00 €	0,00	0,00 €	0,00	0,00 €
2009	12,25	1 225,00 €	0,00	0,00 €	175,25	30 550,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>72,67</b>	<b>7 267,00 €</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00 €</b>	<b>255,25</b>	<b>61 642,00 €</b>

327,32 68 908,00 €

## **2. Solaire photovoltaïque**

	Particuliers (logement individuel)		bailleurs/promoteurs (logement individuel)		bailleurs/promoteurs (logement collectif)	
	surface (m2)	subvention (€)	surface (m2)	subvention (€)	surface (m2)	subvention (€)
2007	0,00	0,00 €	0,00	0,00 €	0,00	0,00 €
2008	89,10	7 488,00 €	0,00	0,00 €	30,00	4 800,00 €
2009	162,70	13 069,00 €	0,00	0,00 €	0,00	0,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>251,80</b>	<b>20 557,00 €</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00 €</b>	<b>30,00</b>	<b>4 800,00 €</b>

281,80 25 368,00 €

Total surface solaire  
Total subventions

609,72 94 277,00 €



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/120

## OBJET

**Primes Habitat Durable – Reconduction  
de l'aide à l'installation d'équipements  
solaires à destination des bailleurs et  
des promoteurs pour les opérations de  
constructions neuves et de réhabilitations  
de logements pour l'année 2010.**

Rapport de Madame le Maire

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 06/845 du 13 novembre 2006, le Conseil Municipal a autorisé la mise en place d'une aide à l'installation d'équipements solaires à destination des bailleurs sociaux et des promoteurs privés. Quatre sites associés ont été identifiés, dans le cadre du Grand Projet Urbain : Arcole Austerlitz à Wazemmes ; Alma - Becquerel – Colomb, Frémy Courbet, Organum à Fives, sur lesquels la Ville et ses partenaires (bailleurs sociaux, promoteurs privés, ADEME, Conseil Régional) portent une attention particulière sur le volet énergie, en priorisant la maîtrise des consommations (isolation, orientation des logements, ventilation et éclairage naturels...) que la mise en place de panneaux solaires vient compléter et renforcer. Ces installations contribueront notamment à une réduction des charges liées à l'énergie, essentielle dans les logements collectifs sociaux. L'évaluation annuelle permet d'en ajuster les modalités et de mesurer les partenariats techniques ou financiers potentiels.

Lancée à titre expérimental pour l'année 2007, cette opération a permis d'obtenir une meilleure lisibilité sur les besoins, l'offre et la demande en équipements solaires et d'en assurer une promotion locale efficace. Par délibérations n° 08/73 du 28 janvier 2008 et n° 09/436 du 18 mai 2009, le Conseil Municipal a autorisé la reconduction de l'aide à l'installation d'équipements solaires à destination des bailleurs sociaux et des promoteurs privés.

343,25 m<sup>2</sup> de panneaux solaires thermiques et 50,68 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques répartis sur 8 opérations ont d'ores et déjà été subventionnés (cf tableau récapitulatif joint en annexe).

Afin de mettre en cohérence les différents dispositifs de primes à l'habitat durable et de communiquer clairement sur ces outils, un livret a été publié pour présenter les différentes primes à l'habitat durable et notamment la création d'une prime à l'isolation. De plus, la gestion de l'énergie est une volonté affichée dans le futur Référentiel Habitat Durable.

Dans ce contexte, la Ville souhaite reconduire l'attribution d'une aide financière bonifiée aux bailleurs et promoteurs, au titre de l'exemplarité de ces projets, pour l'installation d'équipements solaires. Les bailleurs et les promoteurs s'engagent à rechercher des subventions auprès d'autres organismes publics et à solliciter à minima l'octroi d'une aide dans le cadre du Fonds Régional de l'Aménagement, de la Maîtrise de l'Energie et de l'Environnement, cogéré par l'ADEME et le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais. Ils seront accompagnés dans ces démarches par la Ville de Lille.

.../...

Cette aide financière s'élève à :

- 100 € TTC/m<sup>2</sup> d'installation solaire pour les logements individuels (neufs ou existants), plafonnée à 10.000 € par opération
- 150 € TTC/m<sup>2</sup> d'installation solaire pour les logements collectifs (neufs ou existants), plafonnée à 15.000 € par opération
- 200 € TTC/m<sup>2</sup> d'installation solaire pour les logements collectifs sociaux (neufs ou existants), plafonnée à 20.000 € par opération
- 1,20 € TTC par Watt crête installé, pour le solaire photovoltaïque, plafonnée à 3.000 € par opération pour les logements individuels et 20 000 € pour les logements collectifs

Le dossier de demande de subvention devra comprendre les pièces suivantes :

- récépissé de dépôt PC / DT ;
- dossier technique /descriptif du projet (plan masse, visuels, note sur la démarche environnementale du projet avec le volet énergies bien détaillé, nombre de m<sup>2</sup> de SHON créés, nombre de logements et la typologie, financement) ;
- descriptif de l'équipement solaire (RIB, N° SIRET, devis et facture acquittée, nombre de m<sup>2</sup> d'installation, repérage sur le plan masse ou les vues, entreprise mandatée et ses coordonnées).

Le paiement effectif des aides ne pourra intervenir que sur présentation des justificatifs nécessaires à la vérification du respect des conditions fixées par la présente délibération (facture acquittée), et sur présentation des autorisations d'urbanisme obligatoire.

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la reconduction de l'aide bonifiée à l'installation d'équipements solaires, comme énoncé ci-dessus ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 830 - Opération n° 1256 « Aide solaire logements collectifs Investissement » – AP n° QRHABDUR.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **9 FEV 2010**

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué aux Économies  
d'Énergie,

  
Philippe TOSTAIN

# **ANNEXE : BUDGET PREVISIONNEL DES SUBVENTIONS POUR LES INSTALLATIONS SOLAIRES A DESTINATION DES BAILLEURS SOCIAUX ET DES PROMOTEURS PRIVES**

Direction Développement Durable / Date d'actualisation: 14 décembre 2009

## **LOGEMENTS COLLECTIFS**

Base de calcul de la subvention :

1,5 m² de solaire / logement pour des opérations de plus de 50 logement

2 m² de solaire / logement pour des opérations de moins de 50 logement

pour le solaire thermique:

200 € de subvention / m² de solaire pour les opérations de collectifs sociaux en neuf ou existant; plafonnée à 20 000 €/ opération

150 € de subvention / m² de solaire pour les opérations de collectifs en neuf ou existant ; plafonnée à 15 000 €/ opération

### **1. Solaire thermique**

Quartier	Opération	Bailleur / Promoteur	Nb. Logs. et type	Financement	neuf/ réhab.	m² solaire	Subvention VDL	date de livraison	état d'avancement (livraison/ en chantier)	délégation	observations
Fives	Alma-Becquerel	Vilogia (anc. CMH)	47	sociaux	neuf	80	31 092 €	2009		CM déc 07	subvention exceptionnelle de 20% du montant total de l'opération
Moulins	GHI Moulins	SA du Hainaut	5	sociaux (logements semi-individuels PLUS)	neuf	35,25	7 050 €	2009		CM oct 09	
St Maurice Pellevoisin	rue Jules Valles	ICF Nord-Est	40	sociaux libres - privé	réhabilitation	50	10 000 €	2011		CM oct 09	
Fives	Frémy	Pierres et Territoires de France	56	collectifs locatifs	neuf	90	13 500 €	2010		CM oct 09	
Centre	Gendarmerie	Partenord Habitat	30	collectifs sociaux	réhabilitation	50	7 500 €	2n semestre 2010		CM 1er fév 2010	
Lille Sud	Seine Loire Garonne	Vilogia	157	collectifs sociaux	réhabilitation	88	17 600 €	2010		CM 1er fév 2010	
Fives	Frémy	La Foncière	35	locatifs libres	neuf	70	10 500 €	2010			en prévision
Centre	Bois Habité	Pierres et Territoires de France	90	privé	neuf	113	15 000 €	2010			plafond
Fives	Organum	Escaut Habitat	30	accession sociale	neuf	60	12 000 €	2011			en prévision
	Subventions: Total 2007		47			80	31 092 €				
	Subventions: Total 2009		101			175,25	30 550 €				
	Subventions: Total 2010		312			321	50 600 €				
	Subventions: Total 2011		30			60	12 000 €				
	Subventions: TOTAL		490			638,25	121 242 €				

Centre	lot E3 ZAC Eurallite II	Bowfonds	107	privé	neuf	100	15 000 €	2009			en prévision - dossier de demande de subvention non reçu à ce jour
--------	-------------------------	----------	-----	-------	------	-----	----------	------	--	--	--

## LOGEMENTS COLLECTIFS

2. Solaire photovoltaïque  
pour le solaire photovoltaïque :  
1,20 € TTC par Watt crête installé, plafonné à 20 000 € par opération

Quartier	Opération	Bailleur / Promoteur	Nb. Logs	Financement	neuf/ réhab.	m² solaire / performance	Subvention VDL	date de livraison	état d'avancement (livraison/ en chantier)	délégation	observations
Vauban - Esquermes	Canteleu	Vilogia (anc. CMH)	12	sociaux	réhabilitation	30 (4000 Wc) 20,68 m2 (130 Wc)	4 800 €	2008 2n semestre 2010		CM 24 nov 08 CM 1er fév 2010	localisation des panneaux sur mur pignon mitoyen
Centre	Gendarmerie	Partenord Habitat	30	collectifs locaux	réhabilitation		155 €				
Centre	Bois Habité	Loger Habitat	90	collectif privé	neuf	100	??	2011			
	Subventions: Total 2008		12			30	4 800 €				
	Subventions: Total 2010		30			20,68	155 €				
	Subventions: Total 2011		90			100					
	Subventions: TOTAL		102			150,68	4 955 €				

## LOGEMENTS INDIVIDUELS

Basse de calcul de la subvention :  
2,5 m² de solaire / logement individuel  
pour le solaire thermique :  
100 € de subvention / m² de solaire pour les opérations de logements individuels neufs ou existants ; plafonnées à 10 000 € / opération  
pour le solaire photovoltaïque :  
1,20 € TTC par Watt crête installé, plafonné à 3 000 € par opération

### 1. Solaire thermique

Quartier	Opération	Bailleur / Promoteur	Nb. Logs. et type	Financement	neuf/ réhab.	m² solaire	Subvention VDL	date de livraison	état d'avancement (livraison/ en chantier)	délégation	observations
Fives	Organum	Escaut Habitat	15 Individuels	accession libre	neuf	37,5	3 750 €	2010			
Fives	Frémy	LMH	8 Individuels	sociaux	neuf	20	2 000 €	2010			
	Subventions: Total 2010		23			57,5	5 750 €	2010			
	Subventions: TOTAL		23			57,5	5 750 €				

### 2. Solaire photovoltaïque

Quartier	Opération	Nb. Logs. et type	Financement	neuf/ réhab.	m² solaire	Subvention VDL	date de livraison
	Subventions: TOTAL						

Montant total des subventions solaires: 134 948 €

**BILAN GLOBAL DES SUBVENTIONS POUR LES INSTALLATIONS SOLAIRES A DESTINATION DES BAILLEURS SOCIAUX, DES PROMOTEURS PRIVES ET DES PARTICULIERS**  
 Direction Développement Durable / Date d'actualisation: 18 décembre 2009

**1. Solaire thermique**

	Particuliers (logement individuel)		Bailleurs/promoteurs (logement individuel)		Bailleurs/promoteurs (logement collectif)		TOTAL	surface (m2)	subvention (€)
	surface (m2)	subvention (€)	surface (m2)	subvention (€)	surface (m2)	subvention (€)			
2007	22,08	2 208,00 €	0,00	0,00 €	80,00	31 092,00 €			
2008	39,34	3 834,00 €	0,00	0,00 €	0,00	0,00 €			
2009	12,25	1 225,00 €	0,00	0,00 €	175,25	30 550,00 €	327,92	68 959,00 €	
<b>TOTAL</b>	<b>72,67</b>	<b>7 267,00 €</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00 €</b>	<b>255,25</b>	<b>61 642,00 €</b>			

**2. Solaire photovoltaïque**

	Particuliers (logement individuel)		Bailleurs/promoteurs (logement individuel)		Bailleurs/promoteurs (logement collectif)		TOTAL	surface (m2)	subvention (€)
	surface (m2)	subvention (€)	surface (m2)	subvention (€)	surface (m2)	subvention (€)			
2007	0,00	0,00 €	0,00	0,00 €	0,00	0,00 €			
2008	89,10	7 438,00 €	0,00	0,00 €	30,00	4 800,00 €			
2009	162,70	13 080,00 €	0,00	0,00 €	0,00	0,00 €	281,80	25 358,00 €	
<b>TOTAL</b>	<b>251,80</b>	<b>20 568,00 €</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00 €</b>	<b>30,00</b>	<b>4 800,00 €</b>			

Total surface solaire	609,72
Total subventions	94 277,00 €

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/121

## OBJET

**Réalisation de diagnostics, investigations et études techniques sur le bâti de la Ville de Lille et de ses communes associées d'Hellemmes et de Lomme - Modification des seuils.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 07/990 du 12 novembre 2007, le Conseil Municipal a autorisé le lancement d'une consultation pour la réalisation de diagnostics, d'investigations et d'études techniques sur le patrimoine bâti, préalablement aux travaux de restructuration ou de réaménagement.

Les diagnostics à réaliser portent sur l'état structurel des bâtiments, leur nature, leurs capacités de résistance. De même, les réseaux enterrés doivent être repérés préalablement à toute intervention.

La consultation était prévue pour une durée de quatre ans et les seuils étaient définis de la façon suivante :

- Montant minimum annuel : 50.000 € HT
- Montant maximum annuel : 200.000 € HT

Au regard du programme municipal et des travaux à réaliser, compte tenu de la nature de ce marché transversal qui servira à plusieurs directions de la collectivité, il convient de modifier les seuils et de les définir de la façon suivante :

- Montant minimum annuel : 100.000 € HT
- Montant maximum annuel : 400.000 € HT

La durée du marché reste inchangée.

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

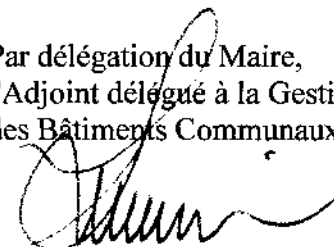
- ♦ **AUTORISER** le lancement de la consultation selon les nouveaux seuils définis
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer le marché à intervenir après décision de la Commission d'Appel d'Offres.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à la Gestion Technique  
des Bâtiments Communaux,

  
Philippe TOSTAIN

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/122

## OBJET

**Travaux d'entretien des propriétés  
communales de la Ville de Lille et de ses  
communes associées d'Hellemmes et de  
Lomme - Marché n° 60794 - Avenant n° 1  
au lot 19 - Changement de raison sociale.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le marché de travaux d'entretien des propriétés communales de la Ville de Lille et de ses communes associées d'Hellemmes et de Lomme, lot 19 : plomberie, chauffage sanitaire, notifié le 5 juillet 2007, a été attribué à la SARL SCCE LAMMENS, 2 allée Jacques Messager - Zone d'Activités B - 59175 Templemars.

La SARL SCCE LAMMENS, immatriculée au Registre du Commerce de Lille sous le numéro 343 399 473 et dont le numéro de SIRET était 343 399 473 00044, a fait l'objet d'une fusion absorption par la société COEXIA ENERGIES, dont le siège social de l'établissement principal est 740 rue du Bac à Erquinghem Lys (59493), en date du 30 septembre 2009, par acte sous seing privé du 20 août 2009.

Le numéro de SIRET de l'entreprise COEXIA ENERGIES est 356 200 295 00091 et le code APE 4391B.

La société COEXIA ENERGIES, Agence LAMMENS est donc titulaire du lot 19 : plomberie, chauffage sanitaire du marché n° 60794 et ses références bancaires sont désormais les suivantes :

Code Banque : 30003  
Code Guichet : 01100  
N° de compte : 00020439809  
Clé : 32

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue délégué à signer l'avenant n° 1 au marché 60794, lot 19, afin d'autoriser le transfert de ce marché.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 9 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à la Gestion Technique  
des Bâtiments Communaux,

  
Philippe TOSTAIN

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/123

## OBJET

Installations de production d'eau chaude  
sanitaire des offices de restauration de l'école  
Desbordes Valmore et du groupe scolaire  
Philippe de Comines Victor Duruy par capteurs  
solaires -Avenant n° 1 au marché 09S0218 -  
Changement de raison sociale.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le marché n° 09S0218 relatif aux installations de production d'eau chaude sanitaire des offices de restauration de l'école Desbordes Valmore et du groupe scolaire Philippe de Comines, Victor Duruy par capteurs solaires, notifié le 9 octobre 2009, a été attribué à la SARL SCCE LAMMENS, 2 allée Jacques Messenger - Zone d'Activités B - 59175 Templemars.

La SARL SCCE LAMMENS, immatriculée au Registre du Commerce de Lille sous le numéro 343 399 473 et dont le numéro de SIRET était 343 399 473 00044, a fait l'objet d'une fusion absorption par la société COEXIA ENERGIES, dont le siège social de l'établissement principal est 740 rue du Bac à Erquinghem Lys (59493), en date du 30 septembre 2009, par acte sous seing privé du 20 août 2009.

Le numéro de SIRET de l'entreprise COEXIA ENERGIES est 356 200 295 00091 et le code APE 4391B.

La société COEXIA ENERGIES, Agence LAMMENS est donc titulaire du marché n° 09S0218 et ses références bancaires sont désormais les suivantes :

Code Banque : 30003  
Code Guichet : 01100  
N° de compte : 00020439809  
Clé : 32

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

**PRÉFECTURE DE LILLE** AUTORISER Madame le Maire ou l'élu délégué à signer l'avenant n° 1 au marché 09S0218 afin d'autoriser le transfert de ce marché.

09 09 FEV. 2010 09  
ARRIVÉE

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

9 FEV. 2010

## ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à la Gestion Technique  
des Bâtiments Communaux,

  
Philippe TOSTAIN



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/124

OBJET

**Marché de nettoyage des Arcades de  
l'Hôtel de Ville et des salles municipales -  
Appel d'offres ouvert.**  
**(Annule et remplace la délibération  
n° 09/437 du 18 mai 2009).**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 09/437 du 18 mai 2009, le Conseil Municipal a autorisé le lancement d'un appel d'offres pour le nettoyage des nouveaux locaux dans les Arcades de Flandres.

Aujourd'hui, dans un souci de regroupement des besoins des services, il apparaît nécessaire d'inclure les prestations de nettoyage des salles municipales.

Ainsi, il est proposé de lancer un appel d'offres composé de 2 lots définis comme suit :

- Lot n° 1 : Nettoyage des locaux et des vitres des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> étages des Arcades de l'Hôtel de Ville,
- Lot n° 2 : Nettoyage des salles municipales polyvalentes et des salles mises à dispositions de la Ville.

Les prestations de ce marché seront exécutées à compter de la notification du marché et ce jusqu'au 17 septembre 2012.

Ce marché est un marché à bons de commande, sur la durée du marché :

- pour le lot n° 1 avec un montant minimum de 45.000 € HT,
- pour le lot n° 2 sans montant minimum ni maximum (estimé à 300.000 € HT).

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la signature du marché à intervenir par Madame le Maire ou l'élue délégué, après décision de la Commission d'Appel d'offres,
- ♦ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 011, fonction 020, article 6283 - Opérations QEBPU n° 655 Maintenance Hôtel de Ville (JDB) et au chapitre 011, article 62831, fonction 020 - CSMUN n° 175 (CLB) Salles municipales (section fonctionnement).

PRÉFECTURE DU NORD

09 09 FEV. 2010 09

ARRIVÉE

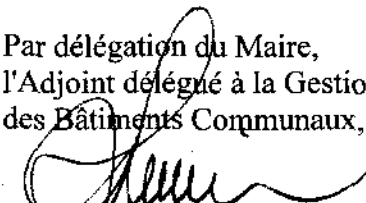
Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

- 9 FEV. 2010

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à la Gestion Technique  
des Bâtiments Communaux,

  
Philippe TOSTAIN

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/125

OBJET

**Diagnostic technique solidité et sécurité du patrimoine et suivi des travaux de confortement et de modernisation- Appel d'offres ouvert.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville souhaite lancer un appel d'offres afin d'établir un diagnostic technique solidité et sécurité du patrimoine qui sera éventuellement suivi de travaux de confortement et de modernisation.

Ces diagnostics permettront d'apprécier l'état du bâti et de son espace environnant, de lister les problèmes et d'évaluer les risques encourus par la fréquentation du public dans le bâti. En fonction du constat, des mesures seront prescrites pour :

- résoudre les problèmes (solidité des ouvrages, recherche du plomb et de l'amiante, existence de pathologie...),
- assurer la sécurité des usagers et du public.

A l'issue du diagnostic, une étude de faisabilité pourra être réalisée et, en fonction des résultats de cette étude et des préconisations, donner lieu aux travaux de confortement et de modernisation. Les diagnostics de charpente permettront de vérifier que les structures pourront supporter le surpoids lié au photovoltaïque ou que les toitures pourront être végétalisées.

La consultation sera lancée sur la base d'un appel d'offres ouvert européen, constitué de 5 lots composés comme suit :

- Lot n° 1 : Salle Maryvonne Dupureur et salle Maryse Bastié
- Lot n° 2 : ASPPT rue des Stations, Mairie de quartier de Lille Centre
- Lot n° 3 : Salle Antoine Blondin, Salle Louison Bobet, Salle Pacôme, Salle de sports La Chénaie, Salle de sports Léo Lagrange
- Lot n° 4 : Inspection académique Sévigné et restaurant, Groupe Scolaire Armand Carrel, Groupe scolaire Paul Painlevé, Ecole maternelle Béranger
- Lot n° 5 : Salle Chateaubriand Maintenon, Salle Brossolette et Ecole de musique des Bois-Blancs, Maternelles JJ Rousseau et Pascal et Primaire Diderot, Salle Delannoy à Hellemmes.

Les prestations font l'objet de tranches définies comme suit :

Lot	Tranche	Dénomination de la prestation
Lot 1 : Salle Maryvonne Dupureur et salle Maryse Bastié	Tranche ferme	Réalisation des diagnostics salle Maryvonne Dupureur et salle Maryse Bastié (opérations n° 1-1 et 1-2)
	Tranche conditionnelle n° 1	Réalisation de l'étude de faisabilité salle Maryse Bastié (opération 1-2)
	Tranche conditionnelle n° 2	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération salle Maryse Bastié (opération 1-2)

Lot 2 : ASPPT rue des Stations, Mairie de quartier de Lille Centre	Tranche ferme	Réalisation des diagnostics sur les bâtiments de l'ASPPT rue des stations, Mairie de quartier de Lille Centre (opérations n° 2-1 et 2-2)
	Tranche conditionnelle 1	Réalisation de l'étude de faisabilité de l'ASPPT rue des Stations (opération n° 2-1)
	Tranche conditionnelle 2	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la mairie de quartier de Lille Centre (opération n° 2-2)
	Tranche conditionnelle 3	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération de l'ASPPT rue des Stations (opération n° 2-1)
	Tranche conditionnelle 4	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération pour la Mairie de quartier de Lille Centre (opération n° 2-2)
Lot 3 : Salle Antoine Blondin, Salle Louison Bobet, Salle Pacôme, Salle de sports La Chénaie, Salle de sports Léo Lagrange	Tranche ferme	Réalisation des diagnostics Salle Antoine Blondin, Salle Louison Bobet, Salle Pacôme, Salle de sports La Chénaie, Salle de sports Léo Lagrange (opérations n° 3-1, 3-2, 3-3, 3-4, 3-5)
	Tranche conditionnelle 1	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la salle Antoine Blondin (opération n° 3-1)
	Tranche conditionnelle 2	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la salle Louison Bobet (opération n° 3-2)
	Tranche conditionnelle 3	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la salle Pacôme (opération n° 3-3)
	Tranche conditionnelle 4	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la salle de sports La Chénaie (opération n° 3-4)
	Tranche conditionnelle 5	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la salle de sport Léo Lagrange (opération n° 3-5)
	Tranche conditionnelle 6	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération pour la salle Antoine Blondin (opération n° 3-1)
	Tranche conditionnelle 7	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération pour la salle Louison Bobet (opération n° 3-2)
	Tranche conditionnelle 8	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération pour la salle Pacôme (opération n° 3-3)
	Tranche conditionnelle 9	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération pour la salle de sports La Chénaie (opération n° 3-4)
	Tranche conditionnelle 10	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération pour la salle de sport Léo Lagrange (opération n° 3-5)

Lot 4 : Inspection académique Sévigné et restaurant, Groupe scolaire Armand Carrel, Groupe scolaire Paul Painlevé, Ecole maternelle Béranger	Tranche ferme	Réalisation des diagnostics de l'Inspection académique Sévigné et restaurant, Groupe Scolaire Armand Carrel, Groupe Scolaire Paul Painlevé, Ecole maternelle Béranger (opérations n° 4-1, 4-2, 4-3, 4-4)
	Tranche conditionnelle 1	Réalisation de l'étude de faisabilité pour l'Inspection académique Sévigné et restaurant (opération n° 4-1)
	Tranche conditionnelle 2	Réalisation de l'étude de faisabilité pour le groupe Scolaire Armand Carrel (opération n° 4-2)
	Tranche conditionnelle 3	Réalisation de l'étude de faisabilité pour le groupe Scolaire Paul Painlevé (opération n° 4-3)
	Tranche conditionnelle 4	Réalisation de l'étude de faisabilité pour l'école maternelle Béranger (opération n° 4-4)
	Tranche conditionnelle 5	Réalisation de l'étude de faisabilité pour l'Inspection académique Sévigné et restaurant (opération n° 4-1)
	Tranche conditionnelle 6	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération pour le groupe Scolaire Armand Carrel (opération n° 4-2)
	Tranche conditionnelle 7	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération pour le groupe Scolaire Paul Painlevé (opération n° 4-3)
	Tranche conditionnelle 8	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération pour l'école maternelle Béranger (opération n° 4-4)
Lot 5 : Salle Chateaubriand Maintenon, Salle Brossolette et Ecole de musique des bois blancs, Maternelles JJ Rousseau et Pascal et Primaire Diderot, Salle Delannoy à Hellemmes	Tranche ferme :	Réalisation des diagnostics salle Chateaubriand Maintenon, Salle Brossolette et Ecole de musique des Bois-Blancs, Maternelles JJ Rousseau et Pascal et Primaire Diderot, Salle Delannoy à Hellemmes (opérations n° 5-1, 5-2, 5-3, 5-4, 5-5)
	Tranche conditionnelle 1	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la salle Chateaubriand Maintenon (opération n° 5-1)

	Tranche conditionnelle 2	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la salle Brossolette et Ecole de musique des Bois-Blancs (opération n° 5-2)
	Tranche conditionnelle 3	Réalisation de l'étude de faisabilité pour les écoles Maternelles JJ Rousseau et Pascal et Primaire Diderot (opération n° 5-3)
	Tranche conditionnelle 4	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la Salle Delannoy à Hellemmes (opération n° 5-4)
	Tranche conditionnelle 5	Réalisation de l'étude de faisabilité pour la salle Chateaubriand Maintenon (opération n° 5-1)
	Tranche conditionnelle 6	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération pour la salle Brossolette et Ecole de musique des Bois-Blancs (opération n° 5-2)
	Tranche conditionnelle 7	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération pour les écoles Maternelles JJ Rousseau et Pascal et Primaire Diderot (opération n° 5-3)
	Tranche conditionnelle 8	Elaboration des pièces écrites et conduite d'opération pour la Salle Delannoy à Hellemmes (opération n° 5-4)

Il est précisé que la tranche conditionnelle étude de faisabilité sera affermie au plus tard 12 mois à compter du rendu de l'étude de diagnostic réalisée par l'entreprise. La tranche conditionnelle écriture des pièces et conduite d'opération sera, quant à elle, affermie au plus tard 12 mois après la réalisation de l'étude de faisabilité.

Cette dernière tranche est divisée en phases définies comme suit :

- Phase n° 1 : Elaboration des pièces nécessaires au dépôt du permis de construire
- Phase n° 2 : Réalisation du DCE
- Phase n° 3 : Assistance pour la passation des marchés de travaux
- Phase n°4 : Direction de l'exécution des travaux et OPC
- Phase n°5 : Assistance à la réception et période de garantie de parfait achèvement.

Les prestations seront exécutées à compter de l'ordre de service de démarrage.

La durée du marché est de 6 ans à compter de la date de notification du marché.

Le coût de l'ensemble de ces prestations est estimé à 630.600 € HT sur la durée du marché.

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le lancement d'un appel d'offres permettant la réalisation de diagnostic solidité et sécurité du patrimoine et le suivi des travaux de confortement ;

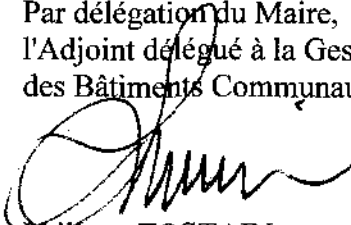
- ♦ **AUTORISER** la signature du marché à intervenir par Madame le Maire ou l'élu délégué, après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses aux chapitres, fonctions, articles, opérations et autorisations de programme correspondants aux différentes thématiques des prestations à réaliser dans le cadre du programme Patrimoine.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **9 FEV 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à la Gestion Technique  
des Bâtiments Communaux,

  
Philippe TOSTAIN



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/126

## OBJET

**Travaux de maintenance dans les écoles de la Ville en 2010 et 2011 – Appel d'offres ouvert.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Conformément au programme pluriannuel d'investissement et suite aux constats de dégradation, la Ville souhaite procéder aux travaux de maintenance dans certaines écoles en 2010 et 2011.

Le présent marché est un appel d'offres, constitué de 11 lots. Les prestations seront exécutées à compter de l'ordre de service de démarrage.

Les délais d'exécution sont les suivants :

- Lots 1 à 4 : 6 semaines
- Lot 5 : 8 semaines
- Lots 6 et 8 : 7 semaines
- Lot 7 : 9 semaines
- Lot 9 :

Le délai d'exécution de la tranche ferme est de 12 semaines, dont 4 semaines de préparation et d'approvisionnement. Le délai d'exécution de la tranche conditionnelle 1 est de 9 semaines, dont 4 semaines de préparation et d'approvisionnement.

Lots 10 et 11 : 12 semaines dont 9 semaines de préparation et d'approvisionnement.

L'ensemble des lots est estimé à 1.192.000 € HT sur la durée du marché.

Les 11 lots se décomposent de la manière suivante :

- Lot n° 1 : Travaux de réfection (travaux de terrassement) de la cour de l'école maternelle Suzanne Lacore,
- Lot n° 2 : Travaux de réfection d'assainissement et des enrobés de la cour de l'école primaire Branly,
- Lot n° 3 : Travaux de réfection de la cour de l'école maternelle Brasseur,
- Lot n° 4 : Réfection de la cour d'école Diderot (assainissement et enrobés),
- Lot n° 5 : Ravalement des façades côté cour, école maternelle Godart et école primaire Bracke Desrousseaux,
- Lot n° 6 : Ravalement des façades rues de l'école maternelle Béranger ainsi que de ses logements de fonctions,
- Lot n° 7 : Travaux de réfection des façades de l'école Jean Aicard,
- Lot n° 8 : Ravalement des façades rues de l'école Jeanne Hachette ainsi que de son logement de fonction,
- Lot n° 9 : Remplacement des menuiseries extérieures bois de l'école Trulin,
- Lot n° 10 : Rénovation des menuiseries du logement de fonction du Groupe scolaire Jean Zay,
- Lot n° 11 : Travaux de rénovation des menuiseries des logements du groupe scolaire Desrousseaux.

Les prestations du lot n° 9 font l'objet de 2 tranches. La tranche conditionnelle concerne les travaux de réfection de la façade côté jardin et les façades latérales de l'école Trulin.

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable, réunie le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le lancement d'un appel d'offres permettant les travaux de maintenance dans les écoles lilloises,
- ♦ **AUTORISER** la signature du marché à intervenir par Madame le Maire ou l'élue délégué, après décision de la Commission d'Appels d'offres,
- ♦ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 23, article 2313, fonction 211 ou 212 - Opération n° 1339 QMBAT - AP QGESTPATPG.

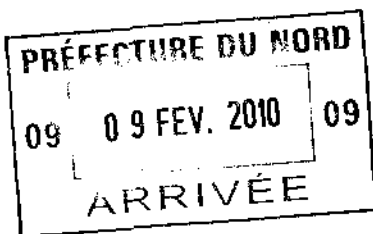
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le - **9 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
l'Adjoint délégué à la Gestion Technique  
des Bâtiments Communaux,

  
Philippe TOSTAIN





## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/127

OBJET

**Adoption du Cadre stratégique  
Eco-Quartiers.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

*« L'éco-quartier se situe exactement au point de rencontre entre l'art de construire des bâtiments durables et l'art de gérer une ville durable. C'est un concept qui rassemble en une même vision idéalisée toutes les améliorations qu'il est possible d'imaginer pour réaliser les conditions du bien-être en ville, [...]. En France, à la suite des entretiens du Grenelle, il est question de l'étendre à tout projet d'urbanisation nouvelle d'ici 2012. »* Source : LEFEVRE P., SABARD M., 2009, *Les Ecoquartiers*, Editions Apogée, 261 pages

A l'instar de nombreux éco-quartiers cités en exemple en Europe : Hanovre (Allemagne), Amersfoort (Pays-Bas), Bedzed (Grande- Bretagne)... la Ville de Lille a lancé une mission de concertation en novembre 2006 par le biais d'un Comité d'acteurs éco-quartiers, visant à définir sa stratégie pour l'émergence des éco-quartiers sur son territoire et notamment dans le cadre du Grand Projet Urbain.

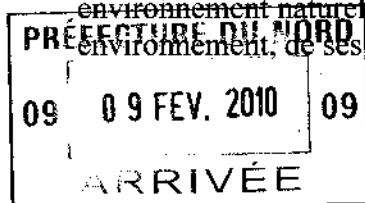
**Imaginer de nouveaux quartiers à vivre, faire de Lille une ville durable**

Vivre en ville dans le premier quart du XXI<sup>e</sup> siècle, tirer parti des grands sites en mutation pour imaginer de nouveaux quartiers, se projeter à l'échelle d'une génération dans les espaces de cœur d'agglomération, tels sont les grands enjeux pour la Ville de Lille.

Pour la Ville, la transformation de plusieurs terrains mutables situés dans ses quartiers centraux constitue de grandes opportunités mobilisables à court et moyen termes. La volonté est, notamment, de questionner le devenir de trois grandes emprises : le site de l'ancienne Gare Saint-Sauveur, une partie de l'actuel Port de Lille et le quartier des Bois-Blancs, au-delà du périmètre opérationnel des Rives de la Haute Deûle. A travers ces projets, l'idée est de faire émerger un « modèle lillois » d'éco-quartiers combinant mixité, densité, durabilité et qui s'appuie d'emblée sur des principes forts et lisibles pour les habitants et l'extérieur.

**Passer des intentions...**

Persuadée que notre ville ne peut se projeter seule, qu'elle doit initier sur son territoire plutôt que d'attendre des directives, entourée des équipes municipales et d'experts, la Ville s'emploie avec tout ceux qui habitent les quartiers lillois, empruntent les transports en commun, utilisent les équipements publics... à bâtir une politique forte en matière d'habitat, de cadre de vie, de développement durable. C'est ensemble qu'il est possible de stimuler l'émergence d'« éco-quartiers ». L'ambition est de créer une ville attrayante, conviviale et « durable », une ville dynamique et accessible à tous, solidaire, où tous les projets d'urbanisme auront été conçus et construits pour durer et évoluer, en cohérence avec leur environnement naturel et bâti, en concertation avec les usagers. Une ville respectueuse de son environnement, de ses ressources, autant que des attentes et usages de ses habitants...



.../...

### **... aux actions**

Les besoins changent, les modes de vie contemporains réclament à la fois plus d'intimité et plus de lieux de rencontres ou d'échanges. Compte tenu de la densité urbaine sur Lille, la Ville doit travailler à refaire la ville sur elle-même, la réinventer à partir de ce qui existe déjà, l'améliorer, accroître ses performances durablement. La Ville de Lille, en s'engageant résolument dans le développement durable sur son territoire, depuis 1994 avec la signature de la Charte d'Aalborg, exprime donc ses aspirations profondes à offrir à tous les Lillois des logements de qualité, confortables, respectueux de l'environnement, plus adaptés, plus économes, bien intégrés à un quartier agréable à vivre, desservi par les transports publics où coexistent également espaces de nature et commerces de proximité ainsi que des équipements publics de services et de loisirs.

### **Des illustrations concrètes**

Enfin, convaincue que tout projet d'aménagement ou de résidentialisation doit être l'occasion d'intégrer des objectifs de développement durable, la Ville de Lille a décidé de montrer l'exemple au niveau municipal, systématisant l'inscription des équipements publics, des logements sociaux et des bâtiments municipaux dans une démarche de qualité environnementale et de maîtrise énergétique. Tous les projets logements, sociaux ou privés, anciens ou neufs, sont incités fortement grâce à un accompagnement technique et financier des projets. Dépassant les simples recommandations d'intention ou d'usage, elle exige parfois plus que les réglementations en vigueur et innove par la construction, pour 2010, d'un lieu d'information et de conseils en matières énergétiques et environnementales : la Maison de l'Habitat Durable.

### **Des partenaires internes et externes de la Ville**

Danielle POLIAUTRE, alors Adjointe au Maire déléguée à la Qualité de Vie et au Développement Durable, a animé ce projet de Cadre stratégique éco-quartiers avec force et conviction, insistant sur la place de l'Homme au cœur du projet. Le Comité d'acteurs éco-quartiers, dont elle a assuré l'animation, composé de plus de 150 participants internes (Mairies de quartier et services municipaux : Urbanisme, Habitat, Politique de la Ville, Grand Projet Urbain, Développement Durable, Démocratie Participative) et externes de la Ville (représentants d'institutions, de professionnels de l'habitat et du bâtiment, de bailleurs, de promoteurs, d'aménageurs, d'associations et d'habitants), a travaillé pendant plusieurs mois au travers d'ateliers sur la problématique du développement urbain durable à l'échelle de la ville.

### **Un travail de réflexion autour de 12 thèmes**

Centré sur 12 thématiques (l'énergie, l'eau, les déchets, l'entretien et la maintenance, les déplacements, la performance globale, l'espace public, la réhabilitation, la santé, l'implication des habitants, les filières et métiers, la mixité sociale et de fonctions), les objectifs du Comité étaient de :

- Porter une réflexion commune sur les conditions de mise en œuvre de projets de Haute Qualité de Vie à l'échelle de la Ville,
- Impliquer l'ensemble des acteurs pour impulser et co-construire la démarche,
- Capitaliser l'ensemble des savoirs et savoir-faire, mutualiser les compétences et expériences dans le domaine de la Haute Qualité Environnementale (HQE),
- Définir une méthodologie de travail pour toutes les étapes de projets urbains durables (programmation, conception, réalisation, utilisation et gestion, démolition ou déconstruction) et les orientations communes applicables en matière de Haute Qualité de Vie pour les logements, les équipements et les aménagements,

- Apporter une expertise technique et un accompagnement sur la qualité environnementale aux porteurs de projet sur les choix techniques et la recherche de financements.

### **Un document de référence**

Un premier diagnostic partagé a alors été élaboré, conduisant en juin 2007 à la rédaction d'un Cadre stratégique éco-quartiers « Lille : des éco-quartiers à la Ville Durable et Solidaire », document de travail explorant finalement 18 axes de travail qui resitue le contexte dans lequel s'inscrit chacun d'eux, les points sur lesquels la Ville a choisi d'orienter son action ainsi que quelques illustrations de leur mise en œuvre concrète.

Inscrite dans son programme municipal, la volonté de la Ville est de systématiser la démarche d'éco-quartiers à l'ensemble des projets de construction, réhabilitation ou résidentialisation programmés sur son territoire. Ce document récapitule les objectifs opérationnels de développement durable pour tous les futurs projets urbains et illustre ces objectifs en présentant quelques-uns des projets emblématiques du territoire lillois.

### **Une contribution à la démarche métropolitaine**

La Charte des éco-quartiers de Lille Métropole Communauté Urbaine (arrêtée dans une première version par le Conseil du 20 décembre 2007 et qui sera adoptée début 2010) rejoint la volonté politique de systématisation des éco-quartiers mise en œuvre concrètement par la Ville de Lille aux Rives de la Haute Deûle, à Lille-Sud, à Wazemmes et à Moulins au travers de l'opération Habitat Ancien et dans 35 projets de construction ou de réhabilitation. Les démarches lilloise et communautaire pour le développement des éco-quartiers sont mises en œuvre en cohérence, à travers leurs documents stratégiques.

En matière de concertation extérieure, Lille Métropole Communauté Urbaine s'est appuyée sur le dispositif de concertation mis en place par la Ville de Lille dans le cadre de son « Comité d'acteurs éco-quartiers ».

Les orientations stratégiques pour la mise en œuvre d'un éco-quartier défini dans le cadre des ateliers du comité d'acteurs et par le Conseil Communal de Concertation (Avis n° 07.10 CVQ de la Commission « Vie Quotidienne » adopté par l'assemblée plénière du 15 décembre 2007), ont été proposées à Lille Métropole Communauté Urbaine comme la contribution exemplaire de la Ville de Lille et de ses partenaires pour le développement des éco-quartiers.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ADOPTER** le Cadre stratégique Eco-Quartiers « Lille : des éco-quartiers à la Ville Durable et Solidaire »

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le

**9 FEV 2010**



Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué au Suivi des  
Projets Urbains,

  
Stanislas DENDIEVEL

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/128

OBJET

**Opération Souham – Traité de concession  
à la SAEM Euralille – Approbation du  
compte rendu d'activités au concédant –  
Avenant de prolongation.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'opération d'aménagement et de réhabilitation de Souham a été initialement concédée par la Ville à la SORELI en octobre 1989.

Au début de l'année 1993, il est apparu opportun que l'aménagement du site Souham soit assuré par la SAEM Euralille qui développait la ZAC du Centre International d'Affaires des Gares (CIAG).

Cette opération est, en effet, complémentaire du Centre International d'Affaires, pour deux raisons :

- Elle est contiguë à la ZAC et profondément imbriquée avec celle-ci sur 2/3 de son périmètre.

Les activités tertiaires de recherche et d'innovation qu'il est prévu d'implanter sur cette opération sont en synergie avec celles s'implantant sur le C.I.A.G.

C'est donc en vertu de ces complémentarités que la Ville a confié cette opération à la SAEM Euralille le 11 octobre 1993.

Les avenants 1 à 3 ont successivement prolongé la concession jusqu'au 31 décembre 2010.

### **PERSPECTIVES**

1 – Les opérations de la grande caserne et de l'espace Jean Paul Baïetto sont aujourd'hui techniquement et administrativement terminées. Les bâtiments ont été remis à la Ville de Lille et au CNRS en parfait état d'utilisation.

2 – Le programme "Souham 3", commercialisé en 2001, est achevé et occupé depuis la fin de l'année 2003.

3 – Il reste à commercialiser le programme dit Souham 4 qui viendrait prendre place dans le volume des anciens remparts pour une SHON d'environ 8 500 m². Depuis plusieurs années, il a été envisagé que ce volume constructible inscrit au bilan soit occupé par un équipement public à caractère culturel. Ont été successivement évoqués des programmes tels que l'antenne du Centre Georges Pompidou (avant Metz), une médiathèque régionale. Aucune de ces pistes n'a abouti et aucun projet d'équipement n'est aujourd'hui envisagé par les collectivités publiques à cet emplacement.

.../...

Compte tenu de la qualité exceptionnelle du site, de la particularité de l'emprise constructible disponible et des contraintes liées à la mise en valeur du patrimoine, il convient de reprendre la réflexion sur la nature du programme à réaliser.

Différentes pistes sont envisageables :

- un programme culturel (du type lieu d'exposition d'art contemporain),
- des activités en rapport avec le tourisme et l'accueil des visiteurs dans cette porte d'entrée de la Métropole,
- des programmes publics/privés : ateliers d'artiste, galeries d'art, commerces, café, etc,
- un équipement hôtelier original.

Il serait intéressant de lancer en 2010 un appel à projet pour recueillir des propositions.

4 – Parallèlement, il conviendrait de voir avec le Département la question de l'achèvement de l'aménagement intérieur de la Porte de Roubaix, de l'accessibilité des locaux disponibles ainsi que la mise en valeur des courtines de part et d'autre de la Porte.

5 – L'actualisation des prévisions financières fait apparaître un bilan final équilibré à 8.489.476,54 € en dépenses et recettes, inchangé par rapport au CRAC précédent.

Cela est conditionné par la réalisation du programme dit Souham 4 évoqué ci-dessus qui permettra aussi le remboursement à la Ville de l'avance de 762.245 €.

L'opération bénéficie, en outre, d'une avance s'élevant à 131 k€ au 30 septembre 2009, financée par la trésorerie de la société.

6 – L'année 2010 sera consacrée à la poursuite de recherche d'une solution pour la terminaison de cette opération, sachant d'ores et déjà que le terme de la concession devra être repoussé par avenant en 2010, les 12 mois restants n'étant pas suffisants pour mener à bien un ultime projet sur ce site, alors que sa programmation précise reste aujourd'hui à définir.

Pour permettre la complète mise en valeur de ce site exceptionnel, en vue directe des gares et en interface entre la Ville et le Parc Matisse, il est donc proposé de prolonger la concession d'au moins cinq ans au-delà de fin 2010.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, et après avis du Conseil de quartier réuni le 28 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** le compte rendu annuel portant sur l'exercice 2008 ;
- ♦ **APPROUVER** le bilan prévisionnel à fin 2010 ;
- ♦ **PROLONGER** la concession d'une durée de cinq ans et autoriser Madame le Maire l'élue délégué à signer l'avenant n° 4 correspondant.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Marie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le

**- 9 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué au Suivi des  
Projets Urbains,

  
Stanislas DENDIEVEL

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/129

## OBJET

**Restructuration urbaine du site FCB -  
Lancement de la concertation préalable.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le site Fives Cail Babcock, dit "FCB", est l'un des secteurs majeurs de transformation de la Ville de Lille, de la commune associée d'Hellemmes et, en particulier, du quartier de Fives. L'identité fivoise et le rapport du quartier à son passé industriel sont intimement liés à ce site qui porte la mémoire d'un siècle et demi d'activités industrielles. Aujourd'hui, ce projet entre en phase opérationnelle.

De par sa taille, son positionnement géographique et sa valeur symbolique, le site constitue une opportunité pour accueillir un projet de restructuration et de renouvellement urbain qui met en jeu différentes échelles du territoire : la dynamique métropolitaine, la modernisation des faubourgs de l'Est lillois et la restauration du lien entre l'usine et le quartier.

Suite à un premier train d'études de faisabilité comprenant, notamment, une étude d'urbanisme et de programmation menée sous forme de trois marchés de définition simultanés, Lille Métropole Communauté Urbaine a attribué par délibérations n° 07 B 0309 et 07 C 0313 du 29 juin 2007, respectivement des études urbaines à l'équipe L'AUC, Pascal Cribier, SETEC (équipe lauréate des marchés de définition précitées) et un mandat d'études pré opérationnelles à la SAEM Soreli.

En août 2009, la Ville a choisi l'équipe L'AUC, Pro-Développement et Franck Boutté Consultants, par délibération n° 09/452, afin d'élargir le périmètre de l'étude urbaine et de prendre en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux en cohérence avec les aspects urbains, techniques et programmatiques de ce futur quartier.

Le projet repose sur le programme validé par les collectivités, comprenant entre autres l'implantation d'un lycée international d'hôtellerie et de restauration, l'implantation de la Bourse du Travail dans le bâtiment en briques à l'entrée du site, la création d'une piscine intercommunale, la création d'environ 850 logements selon une programmation mixte, la création des activités tertiaires, la création d'équipements de proximité et l'aménagements d'environ 7 ha d'espaces verts et d'espaces publics en réseau.

Les études urbaines et pré opérationnelles permettent d'approfondir et de préciser le plan d'aménagement du site FCB de façon à pouvoir engager une procédure opérationnelle. L'aménagement de ce secteur sera conduit selon la procédure de Z.A.C., mode opératoire le mieux adapté pour la réalisation des objectifs du projet.

Conformément à l'article L.300 - 2 du Code de l'Urbanisme, toute création de Z.A.C. est soumise à une concertation préalable, associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées. Ainsi, Lille Métropole Communauté Urbaine met en place une démarche de concertation préalable à la création de la Z.A.C., à laquelle la Ville de Lille est étroitement associée.

.../...

Cette étape de concertation permettra de représenter les évolutions du plan d'aménagement et un périmètre opérationnel, cohérents avec les objectifs d'aménagement initiaux.

Le plan d'aménagement et la programmation actuels de FCB ont déjà été présentés à deux reprises en 2009 au Conseil de quartier de Fives : le 18 juin et le 18 novembre.

Il est prévu que la concertation préalable consiste en :

- des réunions publiques avec la population,
- une exposition d'au moins 15 jours avec mise à disposition du public d'un registre,
- des affiches placées à la Mairie de quartier de Fives, la Mairie d'Hellemmes et la Mairie de Lille, annonçant la concertation et des annonces dans la presse locale.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, le Conseil Communal d'Hellemmes, réuni le 28 janvier 2010 et le Conseil Communal de Concertation, réuni le 15 septembre 2009, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

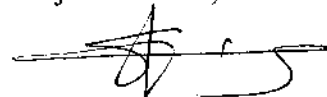
- ♦ **AUTORISER** le lancement de la concertation préalable sur le site FCB.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

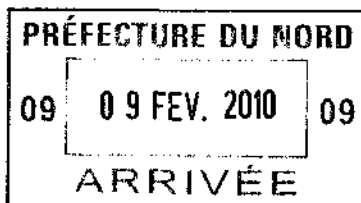
Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 9 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué au Suivi des  
Projets Urbains,



Stanislas DENDIEVEL



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/130

## OBJET

**Schéma de quartier de Saint-Maurice  
Pellevoisin – Actualisation.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille a mis en place des schémas d'actions de référence afin de s'assurer de la cohérence, tant spatiale que temporelle, des interventions dans les différents quartiers et de leur donner une dimension stratégique.

Celui de Saint-Maurice Pellevoisin date de 1993 et la Ville a décidé de le réactualiser.

En effet, depuis 1993, des opérations d'urbanisme importantes (notamment le secteur Saint-Maurice de la ZAC Euralille I) et des aménagements d'espaces publics (ouverture du Jardin des Géants, Parc des Buissonnets, restructuration des entrées du cimetière de l'Est) ont modifié le paysage urbain du quartier. Par ailleurs, les restructurations d'îlots situés le long de la rue du Faubourg de Roubaix permettant de confirmer la vocation résidentielle du quartier (sites "Vrau", "Chevalier Français", de la "Pépinière") ou les opérations de requalification (Cité Saint-Maurice) auront une incidence non négligeable sur le fonctionnement futur du quartier.

Lille Métropole Communauté Urbaine et la Ville de Lille ont également entamé de nombreuses actions en faveur d'aménagement d'espaces publics sur le quartier :

- le secteur Saint-Maurice de la ZAC Euralille 1 : création de 9 000 m<sup>2</sup> d'espaces publics minéraux et de 3 000 m<sup>2</sup> d'espaces verts publics répartis entre les voies nouvelles, la place aux Érables, le square du parvis de Copenhague et les chemins piétonniers auxquels s'ajoutent 2 000 m<sup>2</sup> d'espaces verts privés ;
- les entrées du cimetière de l'Est : et notamment l'entrée principale située rue du Ballon ;
- le "Jardin des Géants" de la Communauté Urbaine, livré en 2009 : jardin à thème d'environ 3 hectares en face de l'entrée principale du cimetière de l'Est, ouvert au public et qui renforce par la qualité et l'originalité du projet l'attractivité du quartier.

Néanmoins, certaines orientations du schéma de 1993 n'ont pas, à ce jour, fait l'objet d'une intervention significative. Il s'agit par exemple de la requalification de certains axes majeurs de desserte du quartier (rue Eugène Jacquet, rue du Faubourg de Roubaix, carrefour des rues du Buisson/du Ballon/du Bois/de la Louvière...) et de l'effet vitrine des entrées dans le quartier par les ponts.

Aussi, afin d'évaluer l'impact des mutations récentes sur le quartier et leur cohérence avec les intentions définies dans le schéma de quartier de 1993, la Ville a décidé de réactualiser le schéma d'aménagement du quartier

.../...



Ce schéma devra proposer un certain nombre d'orientations pour le quartier en terme de politique de l'habitat (recyclage du tissu actuel, réhabilitation, développement de l'offre de logements sociaux), d'interventions sur les équipements, le patrimoine et les espaces publics, orientations qui serviront de cadre pour l'intervention municipale.

Il établira également des préconisations architecturales et urbaines en vue de la recomposition d'un ou plusieurs secteurs opérationnels qui se révéleront en cours d'étude. Ces zooms concerneront :

- de façon approfondie le secteur de collectifs sociaux rue Germain Pilon/rue Laplace/ site de l'usine CAFAC ;
- l'îlot OZANAM / IFPEC afin de définir les principes de recomposition potentiels de ce secteur,
- les emplacements réservés logements recensés par la Direction de l'Habitat, pour lesquels une étude de capacité est nécessaire (site de la rue du Bois, rue Jules Vallès)
- et tous les autres sites qui pourront se révéler en cours d'étude.

Le schéma de quartier s'intéressera au périmètre complet du quartier Saint-Maurice Pellevoisin élargi à ses accroches urbaines : la Voie Rapide Urbaine (VRU), le Parc de Mons, les relations avec le Grand Boulevard, le jardin des Dondaines et le secteur Caulier du quartier de Fives qui fait actuellement l'objet d'un projet de restructuration ambitieux.

Il convient donc d'engager une étude en vue de l'actualisation de ce schéma d'urbanisme qui s'organise en 2 lots :

- le lot 1 a pour objet l'actualisation du schéma de quartier de Saint-Maurice Pellevoisin
- le lot 2 a pour objet une étude pré-opérationnelle sur le secteur Pilon/La place/ St Luc du quartier (d'habitat notamment) où l'un des enjeux est la réhabilitation durable et pérenne d'immeubles de logements locatifs sociaux.

Par ailleurs, cette étude doit comporter :

- une phase bilan-diagnostic du quartier et des réalisations depuis 1993 dans tous les domaines (démographie, social, économie, commerce, fonctionnement urbain) et l'évaluation des changements apportés au cadre de vie des habitants du quartier afin de mettre en évidence les retards, les avancées et les capacités d'évolution ;
- une phase propositions : outre les ajustements et les modifications à apporter au schéma de quartier initial, cette deuxième phase devra préciser et éventuellement redéfinir les objectifs généraux du schéma de quartier. Elle définira les enjeux et les perspectives de développement et de renouvellement urbain tenant compte des caractéristiques du quartier, en intégrant les projets connus sur le quartier et les projets extérieurs au quartier mais pouvant avoir un impact sur lui ;
- une phase schéma de référence : ce document de synthèse doit être l'expression des grandes orientations voulues pour le quartier sur les dix années à venir et doit permettre de valider un programme d'actions à très court terme pour amorcer la mise en œuvre du schéma de quartier.

.../...

Son élaboration est placée sous la responsabilité du Conseiller délégué au Suivi des Projets Urbains et du Président du Conseil de quartier et prévoit, au-delà des études techniques et urbaines, une concertation avec les interlocuteurs du quartier : Conseil de quartier, associations, habitants et autres acteurs de la vie du quartier.

Pour cette mission d'étude, il vous est proposé le lancement d'une consultation d'équipes pluridisciplinaires pilotées par un urbaniste sous forme d'un appel d'offres. Le montant du marché est estimé entre 80.000 € HT et 100.000 € HT.

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le lancement d'un appel d'offres pour l'attribution d'un marché d'études en vue de l'actualisation du schéma de quartier de Saint-Maurice Pellevoisin ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer ce marché d'études ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire, en cas d'appel d'offres infructueux, soit à lancer un nouvel appel d'offres, soit à signer un marché négocié conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes à la section Investissement, chapitre 20, article 2031, fonction 824 - Opération n° 1656 - Code opération QUETU - AP QURBAETUDE.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

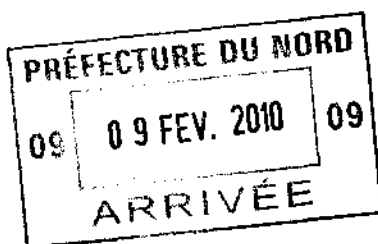
Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le

**- 9 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué au Suivi des  
Projets Urbains,

  
Stanislas DENDIEVEL



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/131

## OBJET

**Ravalement de façades -  
Subventions.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Les arrêtés n° 30.983 du 17 juin 1988, 5105 du 7 février 1990, 13.680 du 19 juillet 1991, 25.056 du 9 juillet 1993, 31.152 du 11 août 1994, 10.974 du 17 octobre 1997 et 17.068 du 17 mai 1999, 1227 du 28 mars 2002, 1228 du 28 mars 2002, 1229 du 28 mars 2002, 1230 du 28 mars 2002, pris en application de la délibération n° 88/103 du 11 mars 1988, ont prescrit des secteurs de ravalement obligatoire des façades d'immeubles.

Les particuliers qui réalisent des travaux de ravalement de la totalité de la façade peuvent recevoir, sous conditions, une aide de la Ville, conformément à la délibération n° 01/427 du 9 juillet 2001. La subvention aux ravalements est de 9,15 € / m<sup>2</sup> de surface traitée limitée à 20 % du montant H.T des travaux et une aide supplémentaire est également accordée aux ravalements groupés d'au moins deux immeubles contigus et qui appartiennent à des propriétaires différents, portant ainsi l'aide à 11,43 € / m<sup>2</sup> de surface traitée, limitée à 25 % du montant H.T. des travaux avec un plafonnement de 30.489,60 €. Dans tous les cas, ceux-ci sont exonérés des droits de voirie (échafaudages uniquement).

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ATTRIBUER** les primes spéciales d'aide au ravalement des façades suivantes sollicitées par les propriétaires et les syndicats de copropriétaires figurant ci-après :

Monsieur ou Madame RABAH OUFILA	50, rue Auguste Comte
Montant hors taxe des travaux	4.000 €
Montant de la subvention 9,15 €/m <sup>2</sup> de façade rénovée.	458 €
Monsieur Jean-François BEAUSSART	75, rue Brûle Maison
Montant hors taxe des travaux	7.331 €
Montant de la subvention 9,15 €/m <sup>2</sup> de façade rénovée.	567 €
Syndicat des Copropriétaires du 37, rue Faidherbe Représenté par Monsieur Philippe LEDOUX 8, place Simon Volland 59000 LILLE	37, rue Faidherbe
Montant hors taxe des travaux	13.327 €
Montant de la subvention 9,15 €/m <sup>2</sup> de façade rénovée.	824 €
Madame Yolande MILLON	52, rue du Faubourg des Postes
Montant hors taxe des travaux	3.988 €
Montant de la subvention 9,15 €/m <sup>2</sup> de façade rénovée.	430 €

.../...

**SAS URBANIA**

Représentée par Madame CHARLES VIRGINIE

6-8, rue Léon Trulin 59000 LILLE

Montant hors taxe des travaux

Montant de la subvention 9,15 €/m<sup>2</sup> de façade rénovée.

11/15, Square Foch

96.635 €

10.294 €

**SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES**

**DE LA RESIDENCE DU BOIS**

Représenté par DESCAMPIAUX-DUDICOURT

307, rue Léon Gambetta 59000 LILLE

Montant hors taxe des travaux

Montant de la subvention représentant le plafonnement.

1 à 35, rue Henri Dunant

et 1 à 11, rue Ladrière

1.889.564 €

30.489,80 €

**SERGIC LA MADELEINE**

4, rue Jeanne Maillote 59110 LA MADELEINE

Montant hors taxe des travaux

Montant de la subvention représentant le plafonnement

Avenue de Mormal

Résidence Citeaux

841.582 €

30.489,80 €

**DESCAMPIAUX-DUDICOURT**

Représenté par Monsieur Jean-Pierre FICHAUX

307, rue Léon Gambetta 59000 LILLE

Montant hors taxe des travaux

Montant de la subvention représentant le plafonnement.

1 à 15, rue Reamur Parc

Parc Saint Maur

1.214.381 €

30.489,80 €

Monsieur MEDIOUNI Mustapha

Montant hors taxe des travaux

Montant de la subvention 9,15 €/m<sup>2</sup> de façade rénovée.

27-27, Bis Boulevard Victor Hugo

12.807 €

1.556 €

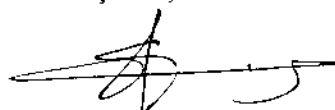
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 204, - article 2042, fonction 824 - Opération n° 1258 « qualité urbaine et architecturale » autorisation du programme « QAMENAGURB ».

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

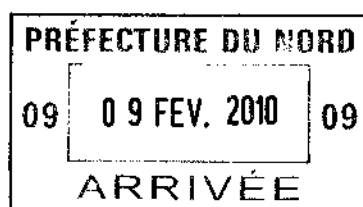
Affiché en Marie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 9 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué aux Ravalements  
de façades,



**Stanislas DENDIEVEL**



**SUBVENTIONS POUR LE RAVALEMENT DES FAÇADES**  
**9,15 €/m<sup>2</sup> de surface traitée limitée à 20% du montant hors taxe des travaux**  
**ANNEE 2010**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU	NOMBRE DE DOSSIERS		MONTANT SUBVENTIONS		MONTANT DES TRAVAUX (hors-taxes)	
		CUMULE		CUMULE		CUMULE
1 <sup>er</sup> février 2010	9		105.598,40 €		4.083.615 €	
<b>TOTAL</b>		<b>9</b>		<b>105.598,40 €</b>		<b>4.083.615 €</b>

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/132

## OBJET

**Ravalement de façades - Subventions exceptionnelles concernant la rue des Postes et la « Colonne Vertébrale » de Wazemmes.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Municipal a, par délibérations n° 06/21 du 6 février 2006 et n° 06/656 du 9 octobre 2006, approuvé le principe d'une participation complémentaire au ravalement dans le cadre de l'opération "d'embellissement des façades des quartiers Wazemmes et Centre".

Cette participation, d'un montant de 18,30 € /m<sup>2</sup> de surface traitée limitée à 40 % du montant hors taxe de la facture avec un plafonnement de 3.000 € par façade est attribuée aux propriétaires qui souhaitent raveler leur façade sur le secteur suivant :

- La rue des Postes ;
- La "Colonne Vertébrale" de Wazemmes (rues Jules Guesde, Racine, Corneille, des Sarrazins, Paul Lafargue et place de la Nouvelle Aventure).

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ATTRIBUER** la prime spéciale d'aide au ravalement des façades suivante sollicitée par le propriétaire figurant ci-après :

S.C.I. 99 Les Postes

Représenté par Monsieur Pascal GENTHOMME

99, rue des Postes

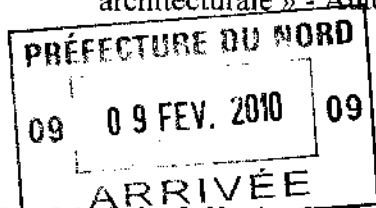
Montant hors taxe des travaux

3.422 €

Montant de la subvention 40 % du montant hors taxe des travaux exécutés.

1.369 €

- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 824 - Opération n° 1258 « qualité urbaine et architecturale » - Autorisation de programme « QAMENAGURB ».



Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le

- 9 FEV. 2010

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué aux Ravalements  
de façades,



Stanislas DENDIEVEL

**RAVALEMENT DE FACADE  
SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES  
CONCERNANT LA RUE DES POSTES ET LA  
"COLONNE VERTEBRALE" de WAZEMMES**

**18,30€/m<sup>2</sup> de surface traitée limitée à 40% du montant hors taxe des travaux  
avec un plafonnement de 3000 € par façade  
ANNEE 2010**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU	NOMBRE DE DOSSIERS		MONTANT SUBVENTIONS		MONTANT DES TRAVAUX (hors-taxes)	
		CUMULE		CUMULE		CUMULE
1 <sup>er</sup> février 2010	1		1.369 €		3.422 €	
<b>TOTAL</b>		<b>1</b>		<b>1.369 €</b>		<b>3.422 €</b>

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

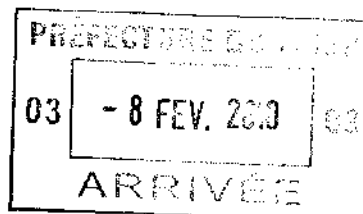
N° 10/133

## OBJET

**Primes Habitat Durable - Reconstitution de l'aide à l'installation de systèmes de récupération d'eau pluviale à destination des Lillois, des associations, des bailleurs sociaux et des promoteurs privés (constructions neuves et réhabilitations) pour l'année 2010.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,



La Ville de Lille a autorisé :

- par délibération n° 06/491 du 3 juillet 2006, la mise en place d'une aide à l'installation de systèmes de récupération d'eau pluviale à destination des Lillois. Ces installations peuvent notamment contribuer à une réduction des charges du citoyen liées à l'eau.
- par délibération n° 07/538 du 25 juin 2007, la mise en place d'une aide à l'installation de systèmes de récupération d'eau pluviale à destination des bailleurs sociaux et des promoteurs privés pour les sites associés du Grand Projet Urbain.

A ce jour, 12 subventions ont été attribuées à des particuliers, une à un bailleur, une à un promoteur privé et 2 projets sont en cours avec des bailleurs et promoteurs (tableaux prévisionnels en annexe).

Dans ce contexte, il devient nécessaire de mettre en cohérence les différents dispositifs de primes à l'habitat durable et de communiquer clairement sur ces outils. Afin de répondre à cet objectif, un livret a été publié pour présenter les différentes primes à l'habitat durable et, notamment, la création d'une prime à l'isolation. De plus, la gestion de l'eau pluviale est une volonté affichée dans le futur Référentiel Habitat Durable.

**Concernant les particuliers et les associations :**

Par délibérations n° 08/858 du 6 octobre 2008 et n° 09/251 du 23 mars 2009, le Conseil Municipal a autorisé l'augmentation et la reconstitution de l'aide à l'installation de systèmes de récupération d'eau pluviale à destination des Lillois.

Ainsi, pour les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs (logement individuel), la subvention s'élève désormais à :

- 200 € par m<sup>3</sup> d'installation (jusqu'à 5 m<sup>3</sup>), dans la limite du coût réel de l'installation
- 20 % du coût de la main d'œuvre pour le raccordement du réseau des eaux pluviales par un installateur pour un usage interne au logement suivant la réglementation en vigueur (autorisé par arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments).

La prime est limitée à un financement par foyer lillois ou local associatif par an et peut également être attribuée à une copropriété (après accord de la copropriété en Assemblée Générale). Elle sera versée sur présentation de justificatifs des dépenses (facture acquittée) et du contrôle préalable de la réalité de l'installation.



La municipalité souhaite reconduire l'attribution de cette aide financière aux Lillois et aux associations pour l'année 2010.

Ainsi, le budget prévisionnel des subventions pour les installations de système de récupération d'eau de pluie s'élèverait à 3.000 € pour l'année 2010.

L'article 200 quater ainsi que l'article 18 de l'annexe IV du Code Général des Impôts fixent les conditions d'obtention du crédit d'impôts de l'Etat pour les systèmes de récupération d'eau de pluie acquis entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 31 décembre 2012.

**Concernant les bailleurs/promoteurs :**

Par délibérations n° 08/73 du 28 janvier 2008 et n° 09/251 du 23 mars 2009, le Conseil Municipal a autorisé l'augmentation et la reconduction de l'aide à l'installation de systèmes de récupération d'eau pluviale à destination des bailleurs sociaux et des promoteurs privés.

Par ailleurs, l'ADEME et la Région, dans le cadre du FRAMEE, subventionnent le surcoût lié à la démarche environnementale mais n'accordent pas d'aide spécifique liée à la gestion de l'eau pour les bailleurs sociaux et les promoteurs privés.

Dans ce contexte, la Ville souhaite reconduire, pour l'année 2010, l'attribution d'une aide financière bonifiée pour l'installation de systèmes de récupération d'eaux pluviales à tous les bailleurs et promoteurs, au titre de l'exemplarité des projets de construction et de réhabilitation de logements.

Cette aide financière s'élève à :

- 200 € TTC/m<sup>3</sup> d'installation de système de récupération d'eaux pluviales pour les logements de promotion privée (neuf ou existants), plafonnée à 40 m<sup>3</sup> par opération,
- 250 € TTC/m<sup>3</sup> d'installation de système de récupération d'eaux pluviales pour les logements sociaux (neufs ou existants), plafonnée à 40 m<sup>3</sup> par opération.

Ainsi, le budget prévisionnel des subventions pour les installations de système de récupération d'eau de pluie s'élèverait à 20.000 € pour l'année 2010.

Le dossier de demande de subvention devra comprendre les pièces suivantes :

- récépissé de dépôt PC/DT
- dossier technique / descriptif du projet (plan masse, visuels, note sur la démarche environnementale du projet avec le volet eau bien détaillé, nombre de m<sup>2</sup> de SHON créés, nombre de logements et la typologie, nombre de place de stationnement, financement)
- descriptif du système de récupération d'eaux pluviales (RIB, N° SIRET, devis et facture acquittée, nombre de m<sup>3</sup> récupérés, économie d'eau prévisionnelle, repérage sur le plan masse ou les vues, entreprise mandatée et ses coordonnées)

De manière générale, la subvention est accordée pour les équipements suivants :

- ⇒ collecteurs
- ⇒ filtres à enterrer et accessoires
- ⇒ réservoirs extérieurs et intérieurs
- ⇒ cuves à enterrer
- ⇒ pompes
- ⇒ et pour l'utilisation d'une ancienne fosse septique

et pour les usages suivants :

- ⇒ l'arrosage du jardin et des plantes
- ⇒ le nettoyage de la voiture ou des parties extérieures du bâtiment
- ⇒ l'alimentation en eau des WC, si elle est préalablement filtrée et sous contrôle et autorisation des autorités sanitaires (pour les particuliers et les associations) et après obtention d'une dérogation de la DDASS du Nord (pour les bailleurs sociaux et les promoteurs privés)

Le paiement effectif des subventions ne pourra intervenir que sur présentation des justificatifs nécessaires à la vérification du respect des conditions fixées par la présente délibération (facture acquittée) et sur présentation des autorisations d'urbanisme obligatoire.

En accord avec la Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable réunie, le 21 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la reconduction de l'aide à l'installation de systèmes de récupération d'eau pluviale comme énoncé ci-dessus ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 830 - Opération n° 1242 « Aide aux particuliers Eau - Investissement » - AP n° QRHABDUR et au chapitre 204, article 2042, fonction 830 - Opération n° 1243 « Aide aux logements collectifs Eau - Investissement » - AP n° QRHABDUR.

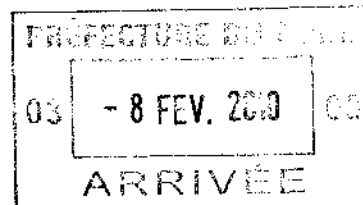
**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 8 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
le Conseiller délégué aux Economies  
d'eau,

Cyrille PRADAL



**ANNEXE : BUDGET PREVISIONNEL DES SUBVENTIONS POUR LES INSTALLATIONS DE SYSTEME DE RECUPERATION D'EAU DE PLUIE A DESTINATION DES BAILLEURS SOCIAUX ET DES PROMOTEURS PRIVES**

**LOGEMENTS COLLECTIFS**

Base de calcul de la subvention :

Rappel (CM du 23 mars 2009) :

- 200 € TTC/m3 d'installation de système de récupération d'eaux pluviales pour les logements collectifs (neuf ou existants), plafonnée à 40 m3 par opération
- 250 € TTC/m3 d'installation de système de récupération d'eaux pluviales pour les logements collectifs sociaux neufs, plafonnée à 40 m3 par opération

Quartier	Opération	Bailleur / Promoteur	Nb Log. et type	Financement	neuf/réhab.	capacité m3	Subv. VDL délab 2009	date de livraison	"état d'avancement (livraison en chantier)"	Délivération
Moulins	GHI Moulins	SA du Hainault	5 PLUS semi-individuels dans un bâtiment collectif	social	neuf	3	750 €	2009		CM octobre 2009
Fives	Frémy Courbet	Pierres et Territoire de France	56 logements collectifs	privé	neuf	5	1 000 €	2010		CM octobre 2010
Lille Sud	Asie Wagner	Pierres et Territoire de France	68 logements collectifs	privé	neuf	15	3 000 €	2011		
Lille Sud	Asie Wagner	Pierres et Territoire de France	même opération	privé	neuf	15	3 000 €	2011		
Subventions : TOTAL 2009							1 750 €			
Subventions : TOTAL 2010							5 000 €			
<b>TOTAL</b>							<b>7 750 €</b>			

**LOGEMENTS INDIVIDUELS**

Base de calcul de la subvention :

Rappel (CM du 6 octobre 2008) : subvention de 200 euros par m3 plafonné à 5m3 soit 200 euros pour 1000 l (20 euros pour 100l)

20% du coût de la main d'œuvre pour le raccordement du réseau des eaux pluviales pour usage interne

Quartier	Opération	Nb Log. et type	Financement	neuf/réhab.	capacité m3	Subv. VDL délab 2009	date de livraison	"état d'avancement (livraison en chantier)"	Délivération
<b>TOTAL</b>									

Montant total des subventions eau de pluie: 7 750 €

**ANNEXE - Bilan des subventions "Récupération d'eau pluviale"  
accordées aux Lillois (propriétaires occupants et propriétaires bailleurs)  
depuis 2007**

Rappel (CM du 3 juillet 2008): subvention de 100€ par m3 plafonné à 5m3 soit 100€ pour 1000 l (10€ pour 100l)

Capacité TOTALE subventionnée depuis 2007:

29,46 m3

TOTAL DES SUBVENTIONS depuis 2007:

2 938,00 €

2007				
Quartier	capacité	subvention	usages	type de cuve
1- Wazemmes	1000 l soit 1,00 m <sup>3</sup>	100,00 €	arrosage du jardin lavage des véhicules	cuve posée au sol dans le jardin
2- Saint Maurice Pellevoisin	200 l soit 0,20 m <sup>3</sup>	20,00 €	arrosage du jardin lavage des véhicules ménage	cuve posée au sol dans la véranda
3- Vieux - Lille	300 l soit 0,30 m <sup>3</sup>	30,00 €	arrosage du jardin	cuve posée au sol
4- Wazemmes	300 l soit 0,30 m <sup>3</sup>	30,00 €	arrosage du jardin	cuve murale dans le jardin
<b>TOTAL</b>	<b>1,80 m<sup>3</sup></b>	<b>180,00 €</b>		

2008				
Quartier	capacité	subvention	usages	type de cuve
5- Centre	0,30 m <sup>3</sup>	30,00 €	arrosage du jardin	cuve murale dans le jardin
6- Fives	0,30 m <sup>3</sup>	30,00 €	arrosage du jardin lavage des véhicules	cuve murale dans le jardin
7- Bois-Blancs	0,30 m <sup>3</sup>	30,00 €	arrosage du jardin	cuve murale dans le jardin
8- Fives	0,356 m <sup>3</sup>	35,50 €	arrosage du jardin lavage des véhicules nettoyage des sols	cuve murale dans le jardin
<b>TOTAL</b>	<b>1,255 m<sup>3</sup></b>	<b>125,50 €</b>		

Rappel (CM du 6 octobre 2008): subvention de 200 euros par m3 plafonné à 5m3 soit 200 euros pour 1000 l (20 euros pour 100l)  
20% du coût de la main d'œuvre pour le raccordement du réseau des eaux pluviales pour usage interne

2009						
Quartier	capacité	frais de main d'œuvre	subvention	usages	type de cuve	raccorde- ment au réseau pour
9- Wazemmes	400 l 0,40 m <sup>3</sup>	20% x 320 euros = 64 euros	144,00 €	arrosage du jardin alimentation des WC	cuve murale dans le jardin	oui
10- Fives	10 000 l soit 10 m <sup>3</sup>	20% x 940 euros = 188 euros	1 188,00 €	arrosage du jardin alimentation des WC et du lave- linge	cuve murale dans la cave	oui
11- Lille Sud	1000 l soit 1 m <sup>3</sup>	non	200,00 €	arrosage du jardin lavage des véhicules	cuve murale dans le jardin	non
12- Vauban Esquermes	15 000 l soit 15 m <sup>3</sup>	20% x 502,32 € TTC	1 100,50 €	arrosage du jardin lavage des véhicules alimentation WC alimentation lave- linge	cuve béton enterrée + pompe inox	oui
<b>TOTAL</b>	<b>26,40 m<sup>3</sup></b>		<b>2 632,50 €</b>			

**BILAN GLOBAL DES SUBVENTIONS POUR LES INSTALLATIONS DE RECUPERATION D'EAUX PLUVIALES A DESTINATION DES BAILLEURS SOCIAUX, DES PROMOTEURS PRIVES ET DES PARTI:**  
 Direction Développement Durable / Date d'actualisation: 18 décembre 2009

	Particuliers (logement individuel)		bailleurs/promoteurs (logement individuel)		bailleurs/promoteurs (logement collectif)	
	capacité (m3)	subvention (€)	capacité (m3)	subvention (€)	capacité (m3)	subvention (€)
2007	1,80		0,00	0,00 €	0,00	0,00 €
2008	1,255		0,00	0,00 €	0,00	0,00 €
2009	26,40		0,00	0,00 €	3,00	750,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>29,46</b>	<b>2 938,00 €</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3,00</b>	<b>750,00 €</b>

**TOTAL**  
 capacité (m3) subvention (€)  
 32,46 3 688,00 €

Total capacité	32,46
Total subventions	3 688,00 €

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/134

OBJET

**Délégation Activités Sportives -  
Opération des vacances scolaires.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille propose aux enfants, issus des dispositifs de proximité mis en place par le Service des Sports, une offre diversifiée d'activités de loisirs notamment à travers des stages durant les différentes vacances scolaires.

Ces stages répondent au Projet Educatif Global de la Ville et font chacun l'objet d'un projet pédagogique spécifique. Ils sont une continuité des actions menées par le Service des Sports. L'encadrement répond aux normes du Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Un stage sportif et culturel est prévu au Reposeir en Haute Savoie du 13 au 19 février 2010 pour 40 jeunes âgés de 8 à 12 ans. Il permettra aux enfants de découvrir des activités de pleine nature de façon ludique.

Pour la tarification des Centres de Vacances et de Loisirs (jointe en annexe), il est proposé de demander aux familles un paiement après facturation en fonction de leur quotient familial.

En accord la Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales, réunie le 15 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la mise en œuvre de cette opération
- ♦ **ADOPTER** les tarifs proposés en annexe qui constituent des limites et seront repris par arrêté municipal en vertu de la délégation de compétence
- ♦ **ADMETTRE** en recettes les participations :
  - des familles au chapitre 70, article 70631, fonction 421 - Opération n° 339,
  - de la Caisse d'Allocations Familiales au chapitre 74, article 7478, fonction 415 - Opération n° 339,
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes au chapitre 011, article 6288, fonction 415 - Opération n° 339.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**Par délégation du Maire,  
la Conseillère déléguée aux Activités Sportives,

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le 26 FEV. 2010



Siham DJEDOU

## Stages sportifs 2009-2010

### Tarification

QUOTIENT FAMILIAL	Février 8-12 ans
	Tarif pour 5 jours
0 à 404	70,94 €
405 à 444	70,94 €
445 à 484	70,94 €
485 à 524	85,13 €
525 à 569	85,13 €
570 à 629	99,31 €
630 à 709	113,50 €
710 à 809	127,69 €
810 à 929	141,88 €
sup 930	170,25 €
extra muros	340,50 €

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

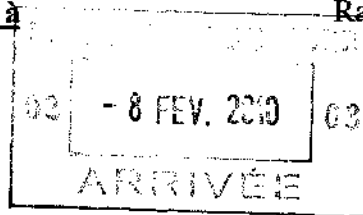
N° 10/135

## OBJET

Attribution d'une subvention à l'association Kraft.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,



Dans le cadre de sa politique de développement urbain durable et en vue de promouvoir le vélo comme moyen de transport urbain, l'association Kraft a souhaité mettre en œuvre un concours de design portant sur l'élaboration d'abris à vélo sécurisés pour l'espace public urbain.

Ce projet prend corps dans le cadre de la manifestation « la Quinzaine de l'Entorse à bicyclette » qui se déroulera du 2 avril au 6 juin 2010.

L'association Kraft assumera l'organisation du concours et les missions suivantes:

- le portage juridique et technique du concours
- la rédaction de l'appel au concours
- la diffusion du concours auprès d'un fichier de professionnels et d'étudiants
- la communication générale de l'opération
- la réception des projets et leur instruction
- la réunion du jury et l'organisation du débat
- la mise en place du vote citoyen
- la remise des prix
- la conception et la scénographie de l'espace dédié aux treize projets sélectionnés dans le cadre de l'exposition « Pignons sur rue », ainsi que la réalisation des supports de présentation (panneaux, vidéo et textes).

En accord avec la Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public, réunie le 18 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 15.000 € à l'association Kraft pour le montage et l'organisation de cette opération. Le versement de 50 % du montant de la subvention, soit 7.500 €, étant prévu au démarrage de l'opération et le versement des 50 % restants, soit 7.500 €, à la fin de la manifestation ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 822 – Opération QPVEL n° 693 « PLAN VELO ».

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - 8 FEV. 2010

Par délégation du Maire,  
la Conseillère déléguée au Plan Vélo,

Vinciane FABER



## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/136

OBJET

**Projets Jeunesse – Subvention au soutien  
à l'initiative de Projets de Jeunes.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'aide financière de la Ville a été sollicitée par plusieurs associations dont les actions sont reprises dans le tableau ci-après :

Association, Activités Générales et Nature du Projet	Budget Prévisionnel 2010	Subvention proposée
<p><b>Association NASDAC (Nouvelle Association Solidaire de Diffusion des Arts et Cultures)</b> 65, rue du Long Pot 59000 Lille</p> <p>N° SIRET : 428 759 872 000 32 N° Déclaration en préfecture : N° W 595010235</p> <p>➤ <b>Objet :</b> Développer l'accès, la sensibilisation et la promotion des Arts et Cultures au plus grand nombre.</p> <p>➤ <b>Le Projet : "3<sup>ème</sup> édition du FivESTIVAL"</b></p> <p>L'association Nasdac est née de l'engagement de 4 jeunes personnes oeuvrant dans le milieu associatif culturel lillois et de l'Education Populaire. L'association a pu réaliser son premier événement « Le Festiv'Fives » en 2008. Désormais, renommé « FivESTIVAL » pour la troisième édition, il mobilise l'équipe initiale toute l'année et quelque 60 jeunes bénévoles qui les rejoignent ponctuellement dans cette aventure. Le succès a été au rendez-vous dès les deux premières éditions avec 1 200 personnes en 2008 et 2 000 personnes en 2009, public en majorité de jeunes. Grâce à ce projet, des liens se sont nourris avec les associations du quartier de Fives et ses habitants, notamment dans les différentes salles du quartier et les cafés fivois autour.</p> <p>La troisième édition de cet événement se déroulera les 7 et 8 mai prochains sur le centre de Fives autour de 4 lieux (la Salle des Fêtes de Fives, la place De Geyter, le square des Mères et la station de métro « Lille Fives »). Un volet « éco-festival » et promotion « Jeunes talents » lillois et européens sera initié. Au programme : concert, art de rue, débats associatifs, Village du Livre et du développement durable et Festival des enfants.</p> <p>La journée sera clôturée par une soirée de concerts à la salle des Fêtes de Fives avec des artistes de musique actuelle, d'envergure nationale et régionale.</p>	146.785 €	5.000 €

Association, Activités Générales et Nature du Projet	Budget Prévisionnel 2010	Subvention proposée
<p><b>Association HYBRIDE</b>  8, rue Jeanne d'Arc 59000 Lille</p> <p>N° SIRET : 492 041 751 000 16  N° Déclaration en préfecture : N° 20060036 du 3 août 2006</p> <p>➤ <b>Objet :</b> diffusion culturelle dédié aux jeunes</p> <p>➤ <b>Le projet : "AIDE AU PROJET D'ANNEE"</b></p> <p>L'association « l'Hybride » gère un lieu culturel, dédié à l'audiovisuel et en faveur des jeunes. Cet espace s'est ouvert en avril 2007 et est implanté au 18 de la rue Gosselet à Lille. Ce lieu d'échanges et de convivialité offre une salle de 170 m² avec un espace de projection et 70 places assises ainsi qu'un espace accueil et d'exposition. L'association est accessible comme un lieu de cercle privé avec une adhésion de 4 € par mois. Elle compte, à ce jour, un peu plus de 5 400 adhérents dont 1 890 jeunes âgés de 15 à 25 ans. Une programmation régulière est proposée par saison de deux mois. Les projections ont lieu du jeudi au samedi à partir de 20 heures. A chaque saison, une thématique « folies (01-02) », « littérature (03-04) », « enfance (05-06) », « duo/duel (09-10)... est présentée lors d'un week-end. Ces programmes sont construits pour montrer la diversité de la création audiovisuelle tant dans ses formats que dans ses écritures, ses origines, etc.</p> <p>Sont ainsi proposés des longs métrages (souvent le jeudi), des courts métrages, des formes transdisciplinaires (ciné-concert, V'jing, théâtre vidéo...) et les œuvres sont de tous genres : fiction, animation, expérimental, documentaire, de toutes époques : du film de patrimoine aux nouvelles images.</p> <p>De surcroît, la politique tarifaire de l'Hybride est très adaptée aux jeunes puisque l'adhésion s'élève à 4 € et que les projections sont ensuite gratuites pour les adhérents. Ce système permet de démocratiser des formes audiovisuelles plus difficiles. Bien que l'Hybride ne se définisse pas comme un lieu d'exposition, elle propose cependant chaque mois son lieu à des jeunes artistes. Une vidéothèque est également ouverte du mercredi au samedi de 18 heures à minuit avec un catalogue de 200 cours métrages internationaux et variés. Un plan de communication de fait à 10 000 exemplaires d'un catalogue programmes et en version pdf pour les adhérents.</p>	135.000 €	8.000 €

.../...

Association, Activités Générales et Nature du Projet	Budget Prévisionnel 2010	Subvention proposée
<p><b>Association LES RENCONTRES AUDIOVISUELLES</b> Siège social : 18, rue Gosselet – BP 1295 - 59014 Lille Cédex</p> <p>N° SIRET : 428 759 872 000 32 N° Déclaration en préfecture : N° 19980052 du 26/12/1998</p> <p>➤ <b>Objet :</b> Aide à la production, la diffusion et à l'éducation à l'image</p> <p>➤ <b>Le projet : "LA FETE DE L'ANIMATION – 6<sup>ème</sup> EDITION"</b></p> <p>Depuis 2004, la Fête de l'Animation fait partie du paysage culturel régional et reconnue comme un événement populaire de qualité, attirant un public nombreux et diversifié.</p> <p>La Fête de l'Animation ambitionne désormais de prendre sa place au niveau international, en s'affirmant comme un rendez-vous original de la création numérique (film d'animation, jeux vidéo, arts numériques et toutes formes d'art ou d'industrie culturelle utilisant les techniques de l'animation).</p> <p>Fidèle à son habitude et forte des succès des précédentes éditions (une moyenne de 15 000 entrées sur les deux dernières éditions), la Fête de l'Animation propose une programmation qui s'articule autour d'un programme riche et variée et s'adresse aussi bien aux passionnés de 'japanim', aux cinéphiles friands de courts métrages, au jeune public, au public familial... qu'aux professionnels, à qui deux journées spécifiques sont dédiées.</p> <p>La 6<sup>ème</sup> édition se déroulera du 18 au 21 mars 2010 à la Gare Saint-Sauveur, au Tri Postal, au Palais des Beaux-Arts et à l'Hybride.</p>	258.000 €	7.000 €

Par ailleurs, par délibération n° 09/883 du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a autorisé le versement d'une subvention de 1.525 € au Chalet des Bois-Blancs. Il convient donc de l'intégrer cette aide financière par voie d'avenant à la convention existante entre la Ville et cette association.

En accord avec la Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales, réunie le 15 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **AUTORISER** le versement des subventions aux associations précitées,
- ◆ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer l'avenant à la convention entre la Ville et l'association du Chalet des Bois Blancs, ci-annexé,

- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 422 - Opération n° 555 intitulée "Subvention au Soutien à l'initiative Projets Jeunes".

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire,  
la Conseillère déléguée à la Jeunesse,

Réception en Préfecture le **- 9 FEV. 2010**



Magalie HERLEM

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/137

## OBJET

**Projets Jeunesse 2010 – Avance sur subvention à l'Union Française de la Jeunesse**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Depuis 1984, l'Union Française de la Jeunesse (U.F.J.) accueille des jeunes de moins de 26 ans ainsi que des jeunes en formation en alternance dans le cadre de l'apprentissage des 16-25 ans.

L'association a touché quelque 673 personnes en 2006/2007 et 508 pour l'année 2007/2008, dont les  $\frac{3}{4}$  pour l'apprentissage d'une langue, 59 % de ces personnes étant lilloises.

Afin de faire face aux dépenses de fonctionnement de l'exercice 2010, il est proposé d'octroyer une avance sur la subvention annuelle de fonctionnement au titre de l'année 2010 portant la participation de la Ville à 6/12<sup>ième</sup> des crédits alloués en 2009, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Par ailleurs, le 18 décembre 2009, la Ville a conclu une convention avec l'U.F.J. arrivée à expiration le 31 décembre 2009. En application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, il convient donc de prendre un avenant pour proroger la convention.

Association, Activités Générales et Nature du Projet	Subvention accordée en 2009	Avance 2010 proposée, 1 <sup>ère</sup> répartition
<b>Association UNION FRANCAISE DE LA JEUNESSE (U.F.J.), 33, Quai du Wault 59000 LILLE</b> ➤ N° SIRET : 783 707 532 000 33 ➤ <b>Le projet : "Acompte sur subvention 2009 de fonctionnement"</b> Cinq types d'activités sont proposés au sein de l'U.F.J. : <ul style="list-style-type: none"> <li>• des cours d'alphabétisation ;</li> <li>• des cours d'enseignements généraux autour des mathématiques, de la biologie, de l'histoire et du droit ainsi que des cours de français pour adultes et également pour personnes étrangères ;</li> <li>• un enseignement artistique avec des cours de dessins, de peinture, d'aquarelle ainsi que le piano, le chant et le violon ;</li> <li>• un enseignement technique pour faire découvrir les outils informatiques de base et permettre l'accès aux nouvelles technologies avec le programme régional d'initiation gratuite à l'informatique et à l'Internet pour tous appelé Tim P@ss ;</li> <li>• des cours de langue au nombre de 12 : anglais, néerlandais, allemand, italien, portugais, espagnol, polonais, arabe, croate, russe, chinois et japonais.</li> </ul>	38.000 €	19.000 €

En accord avec la Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales, réunie le 15 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement de l'acompte sur la subvention annuelle, d'un montant de 19.000 € à l'Union Française de la Jeunesse ;
- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élue déléguée de l'avenant n° 1 à la convention du 18 décembre 2009, ci-annexé
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 24, opération 562 intitulée "Subvention à l'Union Française de la Jeunesse".

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Par délégation du Maire,  
la Conseillère déléguée à la Jeunesse,

Réception en Préfecture le **- 8 FEV. 2010**



Magalie HERLEM

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/138

## OBJET

**Direction des Arts du Spectacle et de la  
Musique – Programme « Lille, Ville d'Arts  
du Futur » - Sollicitation de subventions  
auprès de l'Etat (Ministère de la Culture  
et de la Communication et du Conseil  
Régional Nord/Pas-de-Calais – Admission  
en recettes.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Depuis février 2007, le Pôle Culture et Manifestations Festives de la Ville a opéré un travail de veille autour des arts technologiques et impulsé une dynamique métropolitaine et régionale de rencontres entre entreprises, professionnels de la culture et de l'économie, artistes, qui peut permettre d'organiser le cadre d'un développement propre à répondre aux demandes d'artistes. Ce travail a conduit la Ville de Lille à occuper une place qui est reconnue au niveau régional dans ce domaine des arts et technologies et pourrait être mis au service d'une dimension métropolitaine majeure.

Dans la lignée des directives de l'Agenda 21, Lille peut et doit affirmer, à travers ce projet, son positionnement comme ville européenne de l'innovation et du développement durable. Ce programme permet de fédérer l'ensemble des actions du domaine culturel et technologique afin de construire la ville de demain.

Pour ce faire, la Direction des Arts du Spectacle et de la Musique proposera en 2010 de mettre l'accent sur 3 projets alliant arts et nouvelles technologies :

- Réalisation de la visite virtuelle du Palais des Beaux-Arts accessible depuis le réseau social dédié à la culture « Beloola » avec développement de nouveaux outils de médiation ;
- Développement d'une table tactile à objets permettant l'accessibilité à 100 % de la collection des minéraux du Muséum d'Histoire Naturelle et développement de nouvelles interfaces de médiation culturelle via internet ;
- L'organisation d'une nouvelle édition de l'exposition « Arts & IT » à Euratechnologies dans le cadre de la semaine de l'innovation.

Le budget de ces 3 opérations s'élève à 110.000 €.

En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **AUTORISER** la réalisations des opérations susvisées ;
- ◆ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à solliciter des subventions auprès du Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais et de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication) au taux maximum pour ces opérations ;

.../...

- ◆ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élue déléguée des conventions financières qui seront établies à cet effet ;
- ◆ **ADMETTRE** en recettes, en temps opportun, ces subventions sur l'opération « Ville d'Arts du Futur », code opération CVADF, opération n° 155, "Lille, Ville d'Arts du Futur", code service CMA, chapitre 74, article 74718, fonction 33 et chapitre 74, article 7472, fonction 33 ;
- ◆ **IMPUTER** les dépenses sur l'opération "Lille, Ville d'Arts du Futur", code opération CVADF, opération n° 155, "Lille, Ville d'Arts du Futur", code service CMA, chapitre 011, article 6288, fonction 33 et chapitre 011, article 6135, fonction 33.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **4 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
la Conseillère déléguée au Cinéma,  
à l'Audiovisuel et aux Arts Numériques,



Jaëlle LANOY



Séance du 1<sup>er</sup> février 2010  
N° 10/139

OBJET :

**Lille, Ville d'Arts du Futur -  
Attribution d'une subvention à  
l'association RECIF pour la  
Compagnie l'Amant Bilingue.**

Rapport de Madame le Maire

Mesdames, Messieurs,

« Lille, Ville d'Arts du Futur » est un programme de la Ville visant à développer l'usage des nouvelles technologies au cœur de la pratique artistique.

La Ville entend ainsi stimuler des collaborations innovantes dans une optique de long terme entre les artistes, les chercheurs et les entrepreneurs de Lille et de la Métropole.

Les objectifs du programme sont :

- la stimulation de l'innovation : dynamisation de la recherche, de l'innovation et de la création artistique,
- l'amélioration de la visibilité et l'image internationale de la jeune création numérique lilloise,
- la création des réseaux par la création d'une structure de rencontre pour des partenaires actifs dans le domaine de la recherche, des nouvelles technologies et de la créativité artistique,
- l'encouragement de l'innovation et de la créativité par le soutien aux projets alliant « arts et nouvelles technologies ».

La Ville accorde son soutien à des associations développant des projets alliant arts et nouvelles technologies qui s'inscrivent dans le cadre de sa politique artistique et culturelle.

Développé par la Compagnie l'Amant Bilingue, sous la direction artistique d'Amélia Estevez et d'Annie Leuridan, le projet « Forêt/Selva » propose une production chorégraphique alliant arts et nouvelles technologies (création d'un logiciel de gestion de la lumière, utilisation de capteurs de mouvement...). Autour de cette création, seront organisées à l'adresse des habitants et des techniciens du spectacle, des journées de sensibilisation aux nouvelles technologies appliquées à la création contemporaine.

Pour aider cette association à mener à bien ce projet de création innovant, dans le cadre du programme « Lille, Ville d'Arts du Futur », il est proposé de lui attribuer une subvention de 4.000 € pour le soutien aux ateliers de sensibilisation.

Il est précisé que l'association RECIF, sise 13, rue Stephenson à Lille, portant le projet de la compagnie l'Amant Bilingue n'a pas reçu de subvention de la Ville de Lille en 2009.

En accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 4.000 € à l'association RECIF (SIRET : 442 335 683 000 11) ;

.../...

- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 33 — Code opération CVADF n° 155 — libellé de l'opération « Subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes » - Code service CMA.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le 2 février 2010

Réception en Préfecture le - **4 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
la Conseillère déléguée au Cinéma,  
à l'Audiovisuel et aux Arts Numériques,



Jaëlle LANOY

## DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1<sup>er</sup> février 2010

N° 10/140

## OBJET

Subventions aux associations  
de cinéma et audiovisuel.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille accorde son soutien à des associations développant des projets autour du cinéma et de l'audiovisuel qui s'inscrivent dans le cadre de sa politique artistique et culturelle. Les projets développés par ces associations en 2010 et le soutien financier proposé par la Ville sont repris dans le tableau ci-après.

Conformément à la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et afin de permettre le versement de la subvention proposée à l'association l'Univers-Cité, un avenant à la convention financière existante entre la Ville et cette association est joint en annexe.

Association	BP 2010	Subvention 2009 Culture	Descriptif	Subvention 2010 proposée
<b>Lieux de diffusion</b>				
Univers- Cité 16 rue Danton 59000 Lille N° SIRET : 437 916 489 00010:	106.816€	45.735€	Au sein du Centre de l'Image-l'Univers, l'association développe un projet culturel lié à l'image par la sensibilisation, la formation, la création et la diffusion. L'Univers accueille une trentaine d'associations et assure une programmation variée et ouverte : projections-rencontres et débats, ciné-club, séances jeune public et ateliers, spectacle vivant et expositions favorisant l'expression, la réflexion et le développement des partenariats. L'Univers accueille également des activités menées par les associations du quartier de Moulins. En 2010, l'association reconduit plusieurs temps forts : deux éditions des " 22 heures de l'Univers " en juin et en décembre, les Journées du patrimoine et le Mois du Film Documentaire. Il participe à l'événement " Bienvenue à Moulins " avec les structures du quartier (maison Folie, médiathèque, Atelier-Galerie Bleu, etc). Il accueille Cinélique et De la Suite dans les images pour les rendez-vous "Mes premiers pas au cinéma" et "Ados et cinéma". L'Univers développe, par ailleurs, des partenariats avec les structures culturelles lilloises, parmi lesquelles le Théâtre Massenet pour leur Festival Jeune Public et Krysalide Diffusion pour le Festival International du Film Indépendant. Une programmation conjointe avec lille3000 sera également programmée en avril 2010.	47.000 €

.../...

Association	BP 2010	Subvention 2009 Culture	Descriptif	Subvention 2010 proposée
<b>L'Hybride</b> 8 rue Jeanne d'Arc 59000 Lille N° SIRET : 492 041 751 000 16	<b>130.000 €</b>	<b>1.800 €</b>	L'Hybride est un lieu de diffusion dédié à l'image, ouvert rue Gosselet en 2007. Il accueille le public du jeudi au samedi dans le cadre de saisons thématiques autour d'une programmation diversifiée : longs, courts métrages et formes transdisciplinaires dans les genres de la fiction, l'animation, l'expérimental et du documentaire, du film de patrimoine aux nouvelles images. L'Hybride accueille également une exposition par mois et des projets en partenariat avec les acteurs culturels lillois et propose une vidéothèque.	<b>6.000 €</b>
<b>Programmation annuelle</b>				
<b>Cellofan</b> 44 rue des Postes 59000 Lille N° SIRET : 419 001 813 000 31	<b>120.000 €</b>	<b>1.400 €</b>	L'association est soutenue pour son action de promotion du cinéma d'animation. Cellofan propose des projections et des ateliers de sensibilisation et de réalisation de films auprès de publics diversifiés. L'association touche le jeune public et le public adolescent par le biais du milieu scolaire et des structures socio-culturelles ainsi que le public adultes. Elle développe également un pôle production à l'attention des jeunes auteurs.	<b>1.400 €</b>
<b>Plan Séquence</b> 41 boulevard Faidherbe 62000 Arras N° SIRET : 414 469 726 000 23	<b>100.000 €</b>	<b>4.500 €</b>	L'association est soutenue pour la diffusion d'un programme de films du répertoire et du patrimoine cinématographique ainsi que des animations ciné-goûter et des cycles de films pour enfants, au cinéma Le Majestic à Lille. La programmation est développée toute l'année.	<b>4.000 €</b>
<b>Festivals</b>				
<b>Krysalide Diffusion</b> 45 rue Jacquemars Giélee 59000 Lille N° Siret : 489 668 822 00013	<b>83.000 €</b>	<b>8.000€</b>	L'association est soutenue pour la 5 <sup>ème</sup> édition du Festival International du Film Indépendant de Lille, programmé du 19 au 28 juin 2010 à Lille, à l'Aéronef, à l'auditorium du Palais des Beaux-Arts, à la maison Folie Moulins, à la Gare Saint-Sauveur, à l'Univers et sur l'Eurorégion. Il proposera environ 65 films en provenance d'une vingtaine de pays, majoritairement inédits en France, avec : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un hommage à deux grands noms du cinéma français et international,</li> <li>- une sélection de films du monde inédits en France,</li> <li>- la mise à l'honneur de la Belgique et de son cinéma,</li> <li>- une thématique sur "La chute du mur de Berlin (1989/2009)",</li> <li>- des soirées focus avec Arte France, le Crrav, lille3000 ("Jiri Menzel et la Nouvelle Vague Tchèque") et l'Acid,</li> <li>- un focus ciné junior sur "Les territoires nomades".</li> </ul> Le festival est majoritairement en accès libre. Des projections seront programmées dans les crèches et les maisons de retraite. Des projections et rencontres seront également ouvertes aux écoles, collèges et lycées et des séances seront équipées d'un dispositif permettant l'accès aux personnes malentendantes et malvoyantes.	<b>8.000€</b>

La subvention proposée pour l'association Krysalide Diffusion sera versée en deux fois à hauteur de 50%, soit 4.000€ avant le 31 mars 2010 et à hauteur de 50%, soit 4.000€ à l'issue de la manifestation programmée du 27 avril au 2 mai 2010.

Afin de permettre à ces associations de mener à bien leurs projets et en accord avec la Commission de la Culture, réunie le 22 janvier 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions proposées ci-dessus,
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer l'avenant à la convention avec l'association l'Univers-Cité, ci-annexé,
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits aux :
  - chapitre 65, article 6574, fonction 314 – Opération 252 « Associations audiovisuel et cinéma » CASAC CMA,
  - chapitre 65, article 6574, fonction 314 – Opération 164 « Univers-Cité, CUNIC CMA,
  - chapitre 65, article 6574, fonction 314 – Opération 253 « Festivals audiovisuel et cinéma » CFEAC CMA

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Affiché en Mairie le **2 février 2010**

Réception en Préfecture le **- 4 FEV. 2010**

Par délégation du Maire,  
la Conseillère déléguée au Cinéma,  
à l'Audiovisuel et aux Arts Numériques,



Jaëlle LANOY

Impression : mars 2010  
Service Reprographie - Ville de Lille  
Place Roger Salengro - BP 667 - 59033 Lille cedex  
Dépôt légal : 2010  
N° ISSN : 1241-6274